

LA RÉGIE INTÉRESSÉE DE L'OCTROI DE LYON

(5 Fructidor an VIII — 21 Mars 1807.)

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

ANDRÉ COTTEZ

Docteur ès sciences juridiques,
Docteur ès sciences politiques et économiques.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1937

LA RÉGIE INTÉRESSÉE

DE L'OCTROI DE LYON

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA RÉGIE INTÉRESSÉE DE L'OCTROI DE LYON

(5 Fructidor an VIII — 21 Mars 1807.)

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

ANDRÉ COTTEZ

Docteur ès sciences juridiques,
Docteur ès sciences politiques et économiques.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1937



LA RÉGIE INTÉRESSÉE

DE

L'OCTROI DE LYON

INTRODUCTION

Au commencement du ^{xx}^e siècle l'octroi lyonnais a retenu vivement l'attention de nos contemporains ; sa suppression fut pour la France une expérience que les municipalités suivirent avec curiosité.

L'établissement de ce même octroi ne fut pas moins digne d'intérêt un siècle plus tôt. En 1800 comme en 1901, les finances communales de Lyon servirent de jardin d'essai et de champ d'expériences.

L'octroi de Lyon qui fut rétabli l'un des premiers par le Consulat était le second de France, et son importance lui faisait prendre rang immédiatement après l'administration parisienne. Pour l'historien, c'est donc à cette époque l'octroi le plus remarquable puisqu'il faut renoncer à l'étude approfondie de l'octroi de Paris après la disparition des Archives du département de la Seine en 1871.

La période de sept ans qui va du 24 août 1800 au 21 mars 1807, est fertile en enseignements car l'octroi se relève de sa ruine tandis qu'on assiste à la renaissance des contributions indirectes en France. En 1800, l'opinion hésite ; en 1807, le système est complètement organisé et

la plupart des contributions indirectes qui alimentent encore nos finances sont en plein fonctionnement ; les retouches qu'elles subiront par la suite n'altéreront guère leur physionomie pendant plus d'un siècle.

Le décret du 17 mars 1809 donne à l'administration des octrois municipaux sa forme définitive. Peut-être eût-il paru logique ou naturel de pousser les investigations jusqu'à cette date. Nous n'avons pas cru devoir le faire ; le texte précité innove peu, il codifie surtout les règlements qui ont donné satisfaction au cours des années précédentes. L'étude des deux années 1807 et 1808 n'aurait, en fait, rien appris de très nouveau.

Les années qui s'écoulent de 1800 à 1807, constituent une période bien caractérisée : c'est l'époque où la commune enregistre les résultats obtenus par la régie intéressée. Après 1807, ce système est abandonné et la ville administre elle-même son octroi. Une période nouvelle va s'ouvrir : elle durera près de cent ans !

A notre sens, l'intérêt de cette étude dépasse l'histoire locale. L'octroi de Lyon est dirigé de Paris par Français de Nantes. Le rôle de ce grand administrateur, remarquable dans l'histoire de la réorganisation de nos finances à l'époque consulaire, n'a guère été mis en lumière jusqu'ici. M. Marion, l'éminent auteur de *l'Histoire financière de la France*, n'a peut-être pas fait à Français de Nantes la place qu'il méritait. Or, l'histoire de l'Administration de Français de Nantes risque de ne pouvoir être retracée avec la précision nécessaire, car les archives de ses bureaux ont été, elles aussi, la proie des flammes en 1871. Il ne reste, pour suivre les actes de Français de Nantes, que quelques pièces très générales dans les fonds de la Secrétairerie d'État : des lettres et rapports adressés au Premier Consul.

Ces documents livrent parfois les ressorts secrets d'une ferme volonté, mais l'histoire de l'octroi de Lyon révèle bien souvent, dans les détails, une pensée qui fut particulièrement féconde.

L'absence de toute histoire générale de Lyon à l'époque consulaire, l'absence de toute histoire économique de l'agglomération à la même époque, ne nous ont point permis de souligner avec la netteté désirée les répercussions de l'établissement de l'octroi sur la vie économique de la cité.

Pour ce faire, il eût été nécessaire d'entreprendre des recherches qui semblent hors de proportion avec les résultats qu'on en pouvait attendre ; il aurait fallu écrire une véritable histoire des prix, et établir des comparaisons bien difficiles.

Nous nous sommes néanmoins efforcé de recueillir, dans ce domaine, tous les éléments que nous avons pu rencontrer, mais, étant donné le caractère de nos études antérieures, la nature même de nos ressources, les lacunes de notre documentation, cette étude sera plus administrative qu'économique.

Nous osons cependant espérer que, même sur ce dernier point, elle pourra donner d'utiles renseignements aux érudits qui voudraient entreprendre quelque ouvrage sur l'importante histoire de Lyon sous le Consulat.

Nous ne voudrions pas dédier ces modestes travaux à ceux qui sont épris de l'histoire de la grande et antique cité, sans adresser de vifs remerciements à Messieurs Robert Marichal, archiviste aux Archives nationales, qui a guidé nos recherches dans ce dépôt, et les a orientées vers les Archives départementales du Rhône, Claude Faure, archiviste en chef du Rhône, qui nous a autorisé à les consulter, Henry Joly, conservateur des bibliothèques et archives

historiques de la ville de Lyon qui a fait faire plusieurs recherches à notre intention, François Blanchet, archiviste-adjoint du Rhône qui a fait pour nous de nombreuses vérifications et copies, et a suppléé aux difficultés que nous causait depuis de longues années notre éloignement de Lyon.

Qu'il nous soit enfin permis d'exprimer notre respectueuse reconnaissance à M. le professeur Camille Bloch, qui a bien voulu s'intéresser, en 1918, aux origines de cette thèse, et à M. le professeur Henri Hauser, qui nous a constamment prodigué ses critiques, ses conseils et ses encouragements.

BIBLIOGRAPHIE

I. — SOURCES MANUSCRITES

La source la plus importante pour étudier la régie intéressée de l'octroi de Lyon aurait été les archives des deux régies principales : régie Ricard et régie Dareste. C'est là qu'on aurait trouvé les registres d'entrée, les livres de caisse, les 34 registres de transit ordinaire, les 20 registres de transit à délai de la régie Ricard¹, etc.

Seules ces pièces auraient permis (entre autres choses) de trancher définitivement bien des controverses sur l'ordre qui régnait dans ces régies, et d'apprécier avec exactitude le commerce de commission de la ville de Lyon. Malheureusement, les régies étant des personnes privées, leurs papiers sont restés leur propriété, et n'ont jamais été versés ni aux Archives municipales, ni aux Archives départementales. Peut-être existent-elles encore dans quelque grenier ! Chose plus curieuse, les archives de la régie simple de la ville du 12 fructidor an IX au 1^{er} germinal an X, qui devraient avoir été versées aux Archives municipales, ne s'y retrouvent pas. Il est vraisemblable que lors de l'installation de la régie Dareste, les livres et papiers de la régie simple lui auront été

1. Cf. p. 189.

remis. Elle les aura emportées avec elle en 1807. Les seules sources de l'histoire de l'octroi sont donc les papiers des administrations chargées de surveiller et de contrôler la gestion des régies. Ces administrations se divisent en trois groupes : l'administration centrale, l'administration préfectorale, l'administration municipale. A ces trois groupes correspondent trois dépôts d'Archives : les Archives nationales, à Paris, les Archives départementales et les Archives municipales à Lyon.

ARCHIVES NATIONALES

Le « Gouvernement » c'est-à-dire les Consuls, puis l'Empereur, s'est réservé le droit d'approuver définitivement les baux des octrois municipaux ¹, ainsi que d'exercer un certain contrôle sur les finances communales. On trouve donc dans la série **AF^{IV}** (Secrétairerie d'État), un certain nombre d'arrêtés intéressant l'octroi, et dans les cartons **AF^{IV}** 1051 et **AF^{IV}** 1078 des lettres et rapports de Français de Nantes adressés au premier consul, qui sont les seuls textes de son administration et qui ont, par leur nature même, une portée très générale.

Mais c'est au Ministère de l'Intérieur qu'incombait la surveillance directe des octrois, qui en l'an IX formaient un bureau spécial sous la direction de Lallemant ². Ce bureau fait partie en l'an X de la 3^e division que dirige le citoyen Barbier-Neuville ³.

La 1^{re} division (Régime administratif) a pu aussi être amenée à s'y intéresser, et nous voyons certaines

1. Cf. p. 183.

2. *Almanach national*, an IX, p. 93.

3. *Ibid*, an X, p. 97.

pièces renvoyées de la 3^e division à la première¹.

En l'an X l'arrêté du Gouvernement du 17 ventôse enleva la comptabilité communale et les octrois au Ministère de l'Intérieur pour en faire une administration autonome dirigée par Français de Nantes².

En l'an XII enfin, l'arrêté du 28 ventôse fait rentrer la comptabilité communale au Ministère de l'Intérieur, tandis que l'arrêté du 5 germinal rattache les octrois au Ministère des Finances et charge la nouvelle Régie des Droits Réunis « de leur organisation et de leur surveillance ». L'arrêté du 6 germinal donne la direction de cette régie à Français de Nantes³.

Tous les documents relatifs à la *comptabilité communale*, venus du Ministère de l'Intérieur, ont été classés aux Archives nationales dans la série F⁴. Ceux qui intéressent la ville de Lyon de l'an VIII à 1807 ont reçu la cote F⁶ II. Rhône 12 et 13⁴. Ce n'est pas sans étonnement qu'on constate que ces cartons ne contiennent à peu près rien sur l'octroi de Lyon. A la réflexion, la chose apparaît comme assez naturelle. Tout ce qui intéressait l'octroi était en l'an VIII entre les mains du chef du bureau de ce nom, Lallemand. Celui-ci passa, avec ses papiers, sous les ordres de Français en l'an X⁵.

Lorsque Français en l'an XII devint directeur des droits

1. Arch. nat. F⁶ II, Rhône 12. Il s'agit d'une lettre de J. Guerre du 25 ventôse an XIII.

2. Cf. *Almanach national*, an XI, p. 133. L'arrêté confiant cette administration à Français de Nantes est du 21 ventôse an X (Arch. nat. AF^{IV} cart. 57, p. 326).

3. Arch. nat. AF^{IV}, cart. 121, pl. 690, 6 germinal, n^o 1. Arch. dép. Octrois 2, *Circulaire du 10 prairial an XIII*.

4. *Etat sommaire des versements faits aux archives nationales par les Ministères*, t. I (1924), p. 283.

5. Cf. *Almanach national*, de l'an XI où Lallemand est le chef de bureau de la comptabilité communale.

réunis et passa au Ministère des Finances, il emporta les archives de son bureau se rapportant aux octrois qu'il continuait à régir. Ainsi, ces archives furent distraites du Ministère de l'Intérieur et disparurent dans l'incendie du Ministère des Finances en 1871. Cette perte est pour nous irréparable.

L'octroi de Lyon était dirigé par un Commissaire nommé par le Ministre qui a, pendant un certain temps, correspondu directement avec lui ¹. Plus tard encore la centralisation impériale est telle que tout aboutit à Français de Nantes et que toutes les initiatives partent de lui. Aussi certaines affaires sont-elles pour nous presque intelligibles, parce que les pièces essentielles ont toutes été transmises à Paris ².

Une autre partie des documents du Ministère de l'Intérieur, celle qui émanait surtout de la 1^{re} division à laquelle quelques pièces furent renvoyées, pourrait se retrouver aux Archives nationales dans la série F^{1c} **III Rhône 5** (comptes rendus administratifs an III-1870³), mais les comptes rendus des Préfets du Rhône de l'an IX à 1812 sont à peu près inexistant.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

Les Préfets nouvellement créés exerçaient sur les communes la tutelle la plus étroite. A Lyon c'est le Préfet qui créa l'octroi, et, sous la direction du Ministre, c'est lui qui en est le véritable chef. Deux sources essentielles existent à cet égard aux Archives départementales :

1^o La série K, registre 2 à 4 = arrêtés du Préfet.

1. Cf. pp. 107 et 128.

2. Cf. pp. 334 et suiv.

3. *Etat sommaire*, p. 184.

2^o **Le fonds de l'octroi.** Ce fonds est constitué par 23 cartons non classés, dont 12 contiennent des documents relatifs aux régies qui nous intéressent. Ce sont à peu près les seuls documents formant un tout organique qui aient été conservés pour l'époque du Consulat. Ces cartons sont encore dans l'état où ils étaient lors de leur versement aux archives. Le désordre dans lequel les documents s'y trouvent, a l'avantage de reproduire celui qui régnait dans les bureaux, et les dossiers sont en général ceux mêmes sur lesquels les fonctionnaires de la Préfecture ont travaillé. Pour abrégér et préciser les références, nous donnons ici un état sommaire des cartons qui nous intéressent :

1 — Tableau des produits de l'Octroi de brumaire à fructidor an XII. — Rapport de Chouly sur la 1^{re} année de l'exercice actuel (23 germinal an XI).

2 — Résiliation de la C^{ie} Ricard. — Régie provisoire. — Première adjudication : régie Delaval.

3 — Mise en jugement des préposés. — « Pièces relatives à M. Vangel » (Affaire Ledet). — Correspondance sur le transit : an XI.

4 — Soumission Mazuyer. — Bref du 2 pluviôse an X. — Révocation d'employés (2^e j. c. an IX). — État des produits de l'octroi de l'an XI et de l'an XII. — Correspondance sur la vérification de la caisse du Transit (9 floréal an XI).

5 — État comparatif des produits de l'octroi (ans IX et X). — « Imputations » de Chappet-Vangel : pièces justificatives. — Nomination de Chappet-Vangel aux fonctions de Commissaire. — Droits sur la bière (an XI-1809).

6 — Nomination du citoyen Chouly comme Commis-

in-8°; 4^e série, ans XII-1814, nos 1-566, 20 vol. in-8°.

CHAPPET-VANGEL. — *Aux citoyens composant le Conseil Général de la ville de Lyon* (séance du 14 prairial an IX) S. l. n. d., 1 vol. in-8° (Bibliothèque municipale de Lyon n° 112.977).

CONSULTATION sur l'instance en Cassation entre les sieurs Bigot et Guille, fermiers régisseurs de l'Octroi de Lyon, et les ex-receveurs de la précédente régie. Délibéré à Paris le 10 septembre 1806 (Signé : Forey, Poirier, Guieu, Gayon, M^e Guichard avocat plaidant). S. l. n. d., 1 vol. in-4°, (Bibliothèque municipale de Lyon, n° 112.982).

DARESTE, ISNARD, BERTHOLON. — *Mémoire justificatif pour la régie de l'octroi, en réponse à celui du citoyen Vangel*. S. l. n. d., 1 vol. in-8° (Bibliothèque municipale de Lyon n° 112.978).

DIALOGUE sur l'octroi de la ville de Lyon entre Mons. Bonhomme et Mons. Prudent, publié par Ch. C. LL. Lyon, Imp. Pelzin et Drevon 1807, 1 vol. in-8° (Bibliothèque municipale de Lyon, n° 351.092).

DIGNE REPRÉSENTATION faite à tous les citoyens de la ville de Lyon, concernant la liberté des barrières, la suppression de tous impôts, par un soldat de la garde nationale du district Saint-Vincent. s. l. n. d., 1 vol. in-8° (Bibliothèque municipale de Lyon, n° 351.073.)

ENCYCLOPÉDIE MÉTHODIQUE. Finances. t. I : article Bière, Paris, 1784, 1 vol. in-4°.

GUERRE (J.). — *Histoire de la Révolution de Lyon*. Lyon, 1793, 1 vol. in-8°.

GUERRE (Jean). — *De l'octroi municipal de Lyon et de quelques points d'économie politique à l'occasion de l'acte administratif qui a prorogé pour deux années le bail et le régime actuel de cet établissement*. Lyon, Imp. J.-L. Maillet,

an XIII, 1 vol. in-8°. (Bibliothèque municipale de Lyon n^{os} 351.091 et 361.877.)

GUERRE (Jean). — *Nouvelles observations sur le régime de l'octroi municipal de Lyon, servant de réponse au mémoire du régisseur de cet impôt.* Lyon, Impr. Maillet, An XIII, 1 vol. in-8°. (Bibliothèque municipale de Lyon, n° 361.878.)

GUERRE (Jean). — *Réponse de la régie de l'octroi municipal et de bienfaisance de Lyon, à un écrit publié dans cette commune sous le titre d' « observations des commerçants de Lyon sur le mode d'établissement en cette ville de l'octroi municipal et de bienfaisance ».* Lyon, impr. A. Leroy, an IX, 1 vol. in-8°. (Bibliothèque municipale de Lyon, n° 112.985.)

IDÉE SUR L'ADMINISTRATION actuelle des octrois de la commune de Lyon, imposition que supporte chaque citoyen sur sa consommation actuelle. Dédiée à MM. de la municipalité par un citoyen du district de la rue Belle-Cordière. s. l. n. d., 1 vol. in-8° (Bibliothèque municipale de Lyon, n° 351.076.)

INDICATEUR DE LYON, contenant 1^o un précis historique sur cette... ville...; 2^o un répertoire général et par ordre alphabétique des noms des habitants... Lyon, 1809, 1 vol. in-18.

LISTE DES NOTABLES communaux de l'arrondissement de Lyon (élections de l'an IX).

MAYEUVRE. — *Rapport fait au Conseil Municipal sur les établissements qui peuvent raviver les arts et manufactures de Lyon.* Lyon, an IX, 1 vol. in-4°.

MONITEUR. — *Gazette nationale ou le Moniteur universel, commencé le 5 mai 1789...* Paris, 1789-1856, 152 vol. in-f°.

NOLHAC. — *Rapport du Conseil Général de la Commune*

de Lyon sur les octrois de la dite ville, 22 juin 1790. (Bibliothèque municipale de Lyon, n° 251.072.)

OBSERVATIONS des négociants de Lyon, sur le mode d'établissement dans cette ville de l'octroi municipal et de bienfaisance. Lyon, Impr. Ballanche et Barret, an IX, 1 vol. in-4°. (Bibliothèque municipale de Lyon, n° 112.974.)

MENOUX. — *Plaidoyer pour M. Guille, régisseur de l'octroi municipal et de bienfaisance de Lyon, contre MM. Forey et consorts ; M^e Menoux chargé de plaider.* Lyon, 1806, 1 vol. in-4°. (Bibliothèque municipale de Lyon, n° 112.981.)

RECUEIL DES LOIS et règlements sur les octrois, contenant les lois, décrets impériaux, arrêtés du gouvernement, avis du Conseil d'Etat, arrêtés de la Cour de Cassation, arrêtés, décisions et lettres ministérielles, instructions et circulaires concernant les octrois municipaux et de bienfaisance. Paris, 1812, 1 vol. in-8° (Arch. nat. AD^{IX} 539).

RICARD (GEORGES) et C^{ie}. — *Réponse des citoyens G. Ricard et C^{ie}, chargés de la régie intéressée de l'octroi municipal et de bienfaisance de la ville de Lyon au mémoire et rapport fait au conseil municipal par le citoyen Chouly, commissaire près cette régie,* Lyon. A. Leroy, s. d., 1 vol. in-8°. (Bibliothèque municipale de Lyon, n° 112.976.)

RICARD (GEORGES et C^{ie}). — *Aux consuls : écrit pour la défense de la C^{ie} Ricard.* Lyon, A. Leroy, an IX, 1 vol. in-8° (Bibliothèque municipale de Lyon, n° 112.973).

SOCIÉTÉ DES AMIS DE LA CONSTITUTION DE LYON. — *Sur les octrois. Avis aux citoyens, par la... s. l. n. d.,* 1 vol. in-8° (Bibliothèque municipale de Lyon, n° 351.081.)

VERNINAC. — *Description physique et politique du département du Rhône...* Paris, an X, 1 vol. in-8°. (Arch. nat. AD^{XVI} 63.)

VIAL. — *Traité des octrois.* Lyon, an IX, 1 vol. in-8°.

III. — OUVRAGES IMPRIMÉS MODERNES

AVENEL (D'). — *Les octrois en France et à l'étranger*. 1881, 1 vol. in-8°.

BARILLON. — *Etudes d'économie politique. La suppression des octrois* (*Revue du Lyonnais*, t. XII, 1841).

BEAULIEU (C.). — *Histoire de Lyon depuis les Gaulois jusqu'à nos jours*. Lyon, 1838, 1 vol. in-8°.

BERTHÉLEMY (H.). — *La suppression des octrois et l'expérience de Lyon*. (*Revue politique et parlementaire*, 1895.)

BITTARD DES PORTES (René). — *L'insurrection de Lyon en 1793*. Paris, 1906, 1 vol. in-8°.

BREGHOT du LUT (Cl.). — *Biographie Lyonnaise. Catalogue des Lyonnais dignes de mémoire, rédigé par MM. Breghot du Lut et Pericaud aîné*. Paris, 1839, 1 vol. in-8°.

CARON (Pierre). — *Rapports des agents du Ministre de l'Intérieur dans les départements* (1793, an II), t. II. Paris, 1913, 1 vol. in-4° (*Collection des documents inédits sur l'histoire de France, publiés par les soins du Ministre de l'Instruction publique*).

CARRÉ (A.), SAGNAC (P.). et LAVISSE (E.). — *Le règne de Louis XVI* (1774-1789). Paris, 1910, 1 vol. in-8°. (*Collection de l'Histoire de France depuis les origines jusqu'à la Révolution, sous la direction de E. Lavisse*, t. IX.)

CATALOGUE de la bibliothèque lyonnaise de M. Coste (Bibliothèque municipale de Lyon, n° 321.781, p. 341), Lyon, 1853.

CHARLETY (Sébastien). — *Histoire de Lyon depuis les origines jusqu'à nos jours*. Lyon, 1903, 1 vol. in-16.

CHARLETY (Sebastien). — *Bibliographie critique de l'histoire de Lyon depuis les origines jusqu'à 1789*. Lyon, 1902, 1 vol. in-8°. (*Annales de l'Université de Lyon*. nouvelle série, II, fasc. 9.)

CHARLETY (Sébastien). — *Bibliographie critique de l'histoire de Lyon depuis 1789 jusqu'à nos jours*. Lyon, 1903, 1 vol. in-8°. (*Annales de l'Université de Lyon*, nouvelle série, II, fasc. 11).

CHARLETY (Sébastien). — *Département du Rhône. Documents relatifs à la vente des biens nationaux*, Paris, 1906, 1 vol. in-8°. (*Documents inédits relatifs à l'histoire économique de la Révolution de 1789*.)

CHARLETY (Sébastien). — *La vie économique à Lyon sous Napoléon* (*Vierteljahrschrift für Sozial und Wirtschafts Geschichte*, t. IV, 1906, p. 365-79).

CLERJON. — *Histoire de Lyon, continuée par Morin*. Lyon, 1829-1837, 6 vol. in-8°.

COLLOMBET (F.-L.). — *Jean Guerre* (*Revue du Lyonnais*, 1840, t. XI. p. 206-210.)

DALLOZ (D.). — *Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence*, Paris, 1845-1870, 46 vol. in-4°.

DAVANNE (Charles). — *L'octroi envisagé aux points de vue historique, actuel et économique, en droit français*. Paris, 1879, 1 vol. in-8°.

DES CILLEULS (A.). — *Les octrois et leur remplacement*. Paris, 1896, 1 vol. in-8°. (*Extrait de la Réforme Sociale*.)

DICTIONNAIRE DES PARLEMENTAIRES français comprenant tous les membres des Assemblées françaises et tous les ministres français depuis le 1^{er} mai 1789 jusqu'au 1^{er} mai 1889. Paris, 1891, 5 vol. in-8°.

DIERAUER (Johannes). — *Histoire de la Confédération*

suisse, ouvrage traduit de l'allemand par Aug. Reymond. Paris, 1911-1919, 6 vol. in-8°.

DOINEL (Charles). — *L'octroi de Mâcon au commencement du XIX^e siècle* (*Annales de l'Académie de Mâcon*, 3^e série, t. II, 1921, p. 252-256).

DUVERGIER (J.-B.). — *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements et avis du Conseil d'Etat* (de 1788 à 1830). Par ordre chronologique. Paris, 1824-1838, 32 vol. in-8°.

ETAT DES PRODUITS de l'octroi municipal de Lyon de 1818 à 1829 (*Archives historiques du Rhône*, 1830, t. XI, p. 383 et sq.).

FAURE (J.-M.-L.). — *Histoire des Octrois de Limoges de 1370 à 1900*. Limoges, 1902, 1 vol. in-8°.

FERRÉ (Camille). — *L'octroi, ses origines, ses détracteurs, ses effets*. Poitiers, 1895, 1 vol. in-8°.

FEUGÈRE (Édouard). — *L'octroi de Paris, histoire et législation*. Paris, 1904, 1 vol. in-8°.

GALTIER (Frédéric). — *La suppression de l'octroi*. Paris, 1901, 1 vol. in-8°. (Université de Lyon. Faculté de Droit. Thèse pour le Doctorat.)

GEORGE (A.). — *Essai sur la suppression de l'octroi de Lyon*. Lyon, 1904, 1 vol. in-8°.

GIROUARD (A.). — *Histoire des octrois de Saumur* (*Bulletin de la Société historique du Saumurois*, n° 50, 1928, p. 24-29).

GONON (P.-M.). — *Historique de la ville de Lyon pendant la Révolution contenant la nomenclature par ordre chronologique des ouvrages publiés en France et à l'étranger, relatifs à l'histoire de cette ville de 1789 au 11 nivôse an XIV de la République française*. Paris, 1846, 1 vol. in-8°.

GRAND (A.). — *La Croix-Rousse sous la Révolution*. Lyon, 1926, 1 vol. in-4°.

GUIGUE (Georges). — *Registre du Secrétariat général des sections de la ville de Lyon* (2 août-11 octobre 1793) suivi des délibérations de la Section Porte-Froc (26 mai-10 octobre 1793), Lyon, 1907, 1 vol. in-8°.

GUILLON (Édouard). — *Napoléon et la Suisse* (1803-1815). Paris-Lausanne, 1910, 1 vol. in-8°.

HERRIOT (Édouard). — *Madame Récamier et ses amis d'après des documents inédits*. Paris, 1904, 2 vol. in-8°.

HODIEU (A.). — *Essai de nomenclatures lyonnaises municipales et autres de 1800 à 1865 suivi de divers opuscules sur des questions lyonnaises*. Lyon, mars 1861, 1 vol. in-8°.

HOUCADE (L.). — *Manuel encyclopédique des contributions et des octrois*, 2. éd. Poitiers, 1905, 1 vol. in-8°.

JOUVENCEL (H. DE). — *L'assemblée de la noblesse de la sénéchaussée de Lyon en 1789*, Lyon, 1907, 1 vol. in-8°.

LA HOUGUE (Jacques DE). — *La question des octrois. La loi du 29 décembre 1897, sa genèse, son application, ses effets*. Paris, 1899, 1 vol. in-8°. (Université de Paris. Faculté de Droit. Thèse pour le Doctorat.)

LA JONQUIÈRE (Clément DE). — *L'expédition d'Égypte* (1789-1801). Paris, 1897-1901, 6 vol. in-8°. (Etat-Major de l'Armée. Section historique.)

LESTRADE (L.-F.). — *Des octrois municipaux*. Paris, 1815, 1 vol. in-4°.

LYON (ville de). — *Conseil municipal. Procès-verbaux des séances 1800-1870*, t. I : an IX-an XIV. Lyon, 1913. t. II : 1806-1810. Lyon, 1917, 2 vol. in-4°.

MALIBRAN (H.). — *Guide à l'usage des artistes et des costumiers contenant la description des uniformes de l'armée française de 1780 à 1848*, Paris, 1904, 1 vol. gr. in-8°.

MARCÈRE (E. DE). — *Une ambassade à Constantinople*.

La politique orientale de la Révolution française. Paris, 1927, 2 vol. in-8°.

MARION (M.). — *Histoire financière de la France depuis 1715*, t. IV (1797-1818). Paris, 1925, 1 vol. in-8°.

MARTEL (J.) et MASSIOS (P.). — *Recueil général des lois, décrets et ordonnances concernant les contributions indirectes et les octrois de 1790 à 1900.* Poitiers, 1900, 2 vol. in-8°.

MARTIN (abbé J.-B.). — *Bibliographie lyonnaise*, t. I (A-BIA). Lyon, 1922, 1 vol. in-8°.

MAYNARD (Louis). — *Histoires, légendes et anecdotes à propos des rues de Lyon, avec indication de ce qu'on peut y rencontrer en les parcourant.* Lyon, 1922, 1 vol. in-8°.

METZGER (A.) et VAESSEN (J.). — *Bibliothèque lyonnaise. Lyon sous le Directoire, le Consulat et l'Empire*, notes et documents rédigés par... Lyon, s. d., 1 vol. in-12.

METZGER (Paul). — *Contribution à l'étude de deux réformes judiciaires au XVIII^e siècle : le Conseil Supérieur et le Grand Bailliage de Lyon (1771-1774-1788).* (Annales de l'Université de Lyon, II, fasc. 27.)

MONFALCON (J.-B.). — *Histoire monumentale de la ville de Lyon*, t. III, Paris, 1865, in-4°.

MORIN (J.). — *Histoire municipale de Lyon depuis la Révolution de 1789.* Paris, 1845-1847, 3 vol. in-8°.)

NAUDIN (G.). — *La question des octrois. Les différents systèmes de remplacement de l'octroi et le remplacement de l'octroi de Paris.* Paris, 1930, 1 vol. in-8°. (Université de Paris, Faculté de Droit. Thèse pour le Doctorat.)

OLIBO (X.-E.). — *L'octroi de Lyon, son histoire, son organisation, ses recettes.* Lyon, impr. générale du Rhône, 1877, 1 vol. in-8°. (*Revue du Lyonnais*, 4^e série, t. IV, août-octobre 1877.)

PARISET (E.). — *La Chambre de Commerce de Lyon. Etude faite sur les registres des délibérations*. Lyon, 1887-1889, 2 vol. in-8°. (Le second tome concerne le XIX^e siècle.)

PARISET (E.). — *Histoire de la fabrique lyonnaise, étude sur le régime social et économique de l'industrie de la soie à Lyon depuis le XVI^e siècle*. Lyon, 1901, 1 vol. in-4°.

PARISET (G.). — *Le Consulat et l'Empire*. Paris, s. d., 1 vol. in-8°. (*Collection de l'Histoire de France contemporaine depuis la Révolution jusqu'à la paix de 1919*, par E. Lavisse, t. III).

PERRIN (Ed.). — *La Terreur Blanche à Lyon sous le Directoire*. Lyon, 1922, 1 vol. in-4°.

POIDEBARD (A.). — *L'ancienne douane de Lyon*. Lyon, 1892, 1 vol. in-8°. (*Revue du Lyonnais*, 5^e s., XIII (1892), 373.)

POIDEBARD (A.) et CHATEL (J.). — *Camille Pernon, fabricant de soieries à Lyon sous Louis XVI et Napoléon, (1753-1808)*. Lyon, 1912, 1 vol. in-8°.

POINTET (J.). — *Historique des propriétés et maisons de la Croix-Rousse du XVI^e siècle à nos jours*. Documents et notes recueillis par... Lyon, 1926, 2 vol. in-8°.

PUITSPELU (Nizier du). — *Le Littré de la Grande-Côte*. Lyon [1903], 1 vol. in-8° (*Académie du Gourguillon*).

RÉVÉREND (Vicomte A.). — *Armorial du premier Empire*. Paris, 1894-1897, 4 vol. in-4°.

REVOIL. — *Eloge de M. Mayeuvre de Champvieux*, lu à l'Académie de Lyon, le 16 août 1813, Lyon, 1813, 1 vol. in-8°.

RIFFATERRE (C.). — *Le mouvement antijacobin et anti-parisien à Lyon en 1793*. Lyon, 1912-1928, 2 vol. in-8°. (*Annales de l'Université de Lyon*, nouvelle série, II. Droit, lettres, fasc. 21 et 41.)

ROCQUAIN (Félix). — *L'état de la France au 18 Brumaire*, Paris, 1874, 1 vol. in-8°.

ROUX (F. Charles). — *L'expédition de Bonaparte en Egypte et la politique anglaise dans la Mer Rouge*. Paris, s. d., 1 vol. in-8°. (Extrait de la *Revue d'histoire des Colonies françaises*, t. XV, 1923, p. 173-204.)

SAY (Léon). — *Dictionnaire des finances publié sous la direction de M. Léon Say*, par MM. Louis Foyot, A. Lanjalley... Paris, 1894, 2 vol. in-8°.

SOREL (Albert). — *L'Europe et la Révolution française*. Paris, 1887-1911, 10 vol. in-8°.

STEYERT (André). — *Nouvelle histoire de Lyon*, t. III Époque moderne. Lyon 1899, in-4°.

STOURM (R.). — *Les finances de l'Ancien Régime et de la Révolution*. Paris, 1885, 1 vol. in-8°.

TERRET (J.-Ch.). — *Mémoires pendant la Terreur à Lyon*. Lyon, 1913, 1 vol. in-8°.

TISSIER (Th.). — *Traité des contributions indirectes*, Paris, 1902, 1 vol. in-8°.

TRESCAZE (A.). — *Dictionnaire général des contributions indirectes, des octrois et des manufactures de l'Etat*. Poitiers, 1 vol. in-4°.

TURQUEY (Élie). — *Les octrois municipaux, fondement économique*. Paris, 1899, 1 vol. in-8°.

VALETTE (M.). — *Des suppressions récentes des octrois en France. Lyon et Dijon (Théories et réalisations)*. Dijon, 1911, 1 vol. in-8°.

WAHL (Maurice). — *Les premières années de la Révolution à Lyon*. Paris, 1895, 1 vol. in-8°. (Université de Paris, Faculté des Lettres. Thèse pour le Doctorat.)

CHAPITRE PREMIER

LA SUPPRESSION DES OCTROIS

« L'impôt octroi créé par le roi Jean, ne frappa d'abord que trois articles, le vin, la viande, le poisson, et ne fut autorisé que pour une année, terme après lequel il cessa d'être perçu.

« Diverses ordonnances rétablirent par la suite cet impôt mais avec de grandes variations. Le numéraire devenant moins rare, et les denrées augmentant de valeur à mesure que diminuait celle du numéraire, les tarifs d'octroi furent successivement augmentés et devinrent permanents.

« Les octrois de Lyon ont eu à subir toutes ces vicissitudes et toutes ces variations ¹. »

Les droits d'entrée ne pouvaient être perçus qu'en vertu d'une autorisation du Roi qui faisait payer son consentement, soit par le prélèvement d'une partie des sommes recouvrées, soit par versement d'une somme fixe pendant la durée de la concession. Le Roi imposait, en outre, de nombreuses exemptions de droits en faveur d'un certain nombre de personnes, nobles, clercs, universitaires.¶

En 1789, le régime de l'octroi était déjà très sévèrement critiqué. Que ne lui reprochait-on pas ? Surélévation

1. OLIVO, *L'octroi de Lyon*.

excessive des taxes, exagération des prélèvements de l'État dans les recettes des communes, exemption des droits en faveur de nombreux privilégiés, système défectueux et arbitraire de perception, tracasseries qui en résultent pour les assujettis, dispositions vexatoires, excès des pénalités, visites domiciliaires, amendes trop élevées, confiscations, interdictions temporaires ou définitives de tout commerce aux contrevenants.

Il est rare que l'octroi, principale source des revenus communaux, soit en régie. Il est le plus souvent donné à ferme.

Le 13 juin 1764, un arrêt du Conseil royal « enjoint aux prévôt des marchands et échevins de passer... au sieur Louis Brauchot et à ses cautions un renouvellement de bail de neuf ans, au même prix porté dans le bail antérieur... En 1776, après quatre années de régie de la ville, pendant lesquelles les octrois ont donné un produit net moyen de 2.490.000 livres, un arrêt du Conseil enjoint de passer bail au prix de 2.170.000 livres à un sieur Struntz... Lors du bail Struntz, les quatre échevins Brac, Nolhac, Muguet et Rast s'opposent à l'exécution et réclament la continuation de la régie. Après la mort du contrôleur général Clugny ¹, ils renouvellent leur protestation, la font signifier judiciairement au prévôt des marchands, au procureur du roi, au secrétaire de la ville... On exila Brac, signalé comme le principal meneur et tout fut dit. Cette velléité d'indépendance qui n'avait pas eu de précédent n'eut pas de lendemain ². »

1. Successeur de Turgot en mai 1776, il mourut le 18 octobre. Il a laissé un assez fâcheux souvenir. Cf. H. Carré et P. Sagnac. *Le règne de Louis XVI* dans *Hist. de France* d'E. Lavisse, t. IX, 1^{re} partie, pp. 72, 208, 220, 263, 404.

2. Maurice WAHL. *Les premières années de la Révolution à Lyon (1788-1792)*. 1894, pp. 19, 20.

Les vins et boissons, les bestiaux, le bois à brûler sont taxés.

Les dernières années, le tarif est de 18 livres, 4 sous et 7 deniers pour l'année ¹ de vin ordinaire, de 28 livres 10 sous 5 deniers pour un bœuf, de 1 livre 2 sous 8 deniers $2/5$ pour un mouton de 1 livre 6 sous pour un cent de fagots ordinaires, de 14 à 15 deniers pour une livre de viande ².

L'impopularité de l'octroi était si grande qu'elle donna naissance au premier acte de la Révolution. La destruction des barrières de l'octroi de Paris précéda de deux jours la prise de la Bastille. Le 12 juillet, en apprenant le renvoi de Necker, la foule se précipita sur les bureaux occupés par les gabelous et les troubles s'étendirent à la province ; l'octroi en fut souvent le prétexte, s'il n'en fut pas la cause déterminante.

A Lyon, l'émeute allait faire rage.

Le 29 juin 1789, à cinq heures du soir, un courrier extraordinaire avait apporté une lettre des députés de Lyon annonçant le succès du Tiers Etat. Le lendemain, une bagarre éclatait à la porte Saint-Clair où la foule tentait de délivrer des gens arrêtés pour avoir voulu introduire des marchandises dans la ville sans payer les droits. Les bureaux furent envahis et démolis, l'argent qui s'y trouvait fut jeté.

Le 1^{er} juillet, vers trois heures de l'après-midi, le poste du port de la Guillotière fut attaqué et les bureaux des domaines et des octrois étaient presque détruits quand

1. L'année valait exactement 93 litres 39 centilitres (*Tableau des anciennes mesures du département du Rhône*, publié par ordre du Ministère de l'Intérieur. Paris, de l'imprimerie de la République, an VII, cité par Wahl, *op. cit.*, p. 22, en note), mais on entendit rapidement par année un hectolitre. Dans tout ce qui suit, on ne fait plus aucune distinction.

2. WAHL, *op. cit.*, pp. 21, 22.

220 dragons arrivèrent de Vienne. Les soldats qui furent reçus à coups de pierre firent usage de leurs pistolets. Pendant la nuit, les bureaux de l'octroi furent incendiés à la barrière Perrache malgré le tir d'un détachement de dragons et d'une centaine de volontaires. Il y eut des tués et des blessés. Place Royale, où se trouvaient les bureaux des octrois, le désordre fut à son comble¹.

Le 2, les portes de Saint-Just, de Saint-Georges et de la Croix-Rousse sont attaquées. Le 3, il en est de même pour celle de Vaise. Le vin, le bétail, les marchandises passaient sans que les droits fussent acquittés. On criait en vendant du vin tiré au tonneau « Vin du Tiers-État à quatre sols la bouteille². »

Le 3, à la porte de Vaise, les paysans du Mont-d'Or qui s'imaginaient que les droits étaient supprimés (le bruit avait couru dans les campagnes [qu'à Paris les droits avaient été suspendus pour trois jours et que la même faveur devait être octroyée aux habitants de Lyon), sont très surpris de voir que la porte est gardée et que la perception n'est pas interrompue. Ils vont se retirer lorsque des femmes du faubourg se moquent d'eux et les excitent. Ils assaillent alors la garde qui fait usage de ses armes, tandis que des dragons de la rive gauche de la Saône tirent sur eux et les obligent à se replier, en laissant sur le terrain de nombreux morts et de nombreux blessés.

Le samedi 4 se passe sans incident. Le 5, les postes sont doublés et quatre mille hommes sont sur pied; des troupes de renfort arrivent le soir.

Le 9, le Consulat s'efforce « de dissiper les faux bruits

1. WAHL, *op. cit.*, pp. 94, 95, 96.

2. *Journal de ce qui s'est passé à Lyon*. Arch. consulaires, cité par Wahl, *op. cit.*, p. 96.

d'abolition immédiate des octrois, de montrer que la suspension des droits n'était préjudiciable qu'à la ville et aux hôpitaux. Tous les habitants qui avaient fait entrer des denrées étaient invités à acquitter les droits... des visites domiciliaires étaient annoncées¹. » Une ordonnance royale prescrivit le rétablissement des barrières, et des lettres patentes attribuèrent les pouvoirs nécessaires aux officiers de l'élection de Lyon pour le recouvrement des droits non perçus².

En 1790, Lyon va devenir le théâtre de sanglantes émeutes; d'horribles scènes vont se dérouler.

A cette époque, l'Assemblée nationale n'avait pas de doctrine bien arrêtée sur le maintien ou la suppression définitive des impôts indirects. Imbus des principes des physiocrates, la plupart de ses membres les considéraient comme « incompatibles avec l'ordre essentiel des sociétés » et souhaitaient « que l'impôt soit établi immédiatement sur le produit net des biens fonds, et non sur le salaire des hommes, ni sur les denrées... autrement, l'impôt dégénère en spoliation et cause un dépérissement qui ruine promptement l'État ». Mais l'équilibre du budget s'accommodait mal de ces théories et l'on concluait volontiers comme Camus, membre du comité des finances, « les principes

1. WAHL, *op. cit.*, pp. 97, 98.

2. Cf. Lettres patentes du Roi qui attribuent les pouvoirs et Jurisdictions nécessaires aux Officiers de l'Election de Lyon, pour le recouvrement des droits d'entrée, qui n'ont point été payés aux Portes et Barrières de cette ville, pendant le cours de l'émeute. Donné à Versailles le 12 juillet 1789. A Paris, chez Knappen et fils, libraire imprimeur de la Cour des Aides, au bas du Pont Saint-Michel, 1789 (*Arch. nat.* AD^{XVI}, 63). Voir aussi Sentence de l'Election de Lyon, 4 décembre 1789. A Lyon, chez Aimé de la Roche, imprimeur de l'Election, 1789 : « Nous disons... que tous les contribuables du ressort seront tenus d'acquitter comme par le passé, toutes les impositions subsistantes, notamment les droits d'aides et octrois sur les vins et les boucheries, droits réservés, et généralement tous autres, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné... » (*Arch. nat.*, *ibid.*).

établissent les contributions directes, la nécessité exige les contributions indirectes ¹ ». Les premières décisions à l'égard des droits d'octroi manifestent plutôt le désir de régulariser la perception que la volonté de faire disparaître les droits. Le 28 janvier 1790, l'assemblée avait décidé que, malgré les réclamations populaires, les droits d'octroi seraient acquittés par tous les citoyens français, sans exception. En supprimant les exemptions de taxes accordées à la noblesse, aux universitaires et au clergé, elle espérait calmer les esprits.

« L'Assemblée nationale a décrété que tous les octrois, droits d'aides, de gros et autres de cette nature, sous quelque dénomination qu'ils soient connus dans les villes ou autres lieux du royaume où ils sont établis, continueront d'être perçus comme par le passé, mais sans aucun privilège, exemption, ni distinction quelconque ². »

Palliatif inopérant et bien inutile : ce n'est pas l'égalité de tous devant l'octroi que demandait l'opinion publique, c'était la suppression pure et simple.

L'article 15 du titre II de la loi du 15 mars 1790 qui abolit les droits féodaux, laisse subsister les droits perçus à l'entrée des villes sur les objets de consommation : « Sont exceptés, quant à présent, de la suppression prononcée par l'article 13 : 1^o Les octrois autorisés qui ne se perçoivent sous aucune des dénominations comprises dans ledit article, soit au profit du Trésor public, soit au profit des provinces, villes, communautés d'habitants ou d'hôpitaux ³... »

1. R. STOURM, *Les Finances de l'Ancien régime et de la Révolution*, t. I, p. 297 et sq.

2. *Moniteur universel*, jeudi 28 janvier 1790.

3. DALLOZ, *Répertoire*, V^o Propriété féodale, p. 334.

Des murmures accompagnèrent l'exécution de ces décisions dans certaines villes du royaume.

A Lyon, on avait réparé en hâte les bâtiments détruits, mais désormais la fraude s'exerçait ouvertement, parfois même à main armée. La police n'osait sévir contre les coupables et les tribunaux se désintéressaient souvent des rares poursuites.

Mais la municipalité, qui songeait aux finances de la cité, voyait avec inquiétude les recettes de l'octroi diminuer.

« Les revenus de la Commune établis sur les droits perçus sur les denrées et marchandises qui entrent dans nos murs sont déjà ou suspendus ou si fortement morcelés que dans ce moment on peut les regarder comme nuls », avoue-t-elle au mois de mai 1790 ¹.

« Nos octrois sont en souffrance ; il est instant de s'en occuper sans relâche ; nous n'avons pas d'affaires plus pressantes », déclare Nolhac au Conseil général de la Commune ².

Un aperçu de la situation de la Caisse municipale de la ville de Lyon du 29 avril au 30 juin 1790 ³ fait l'évaluation suivante : « soit que le bail des octrois soit maintenu, soit qu'il soit résilié, on ne peut apprécier au juste les rentrées sur cette partie. Indépendamment de son débet sur le quartier antérieur le fermier aurait à compter à la fin de juin d'un quartier s'élevant à 555.000. Mais attendu la reprise de 150.000 qu'il prétend être autorisé à effectuer, l'insuffisance qu'il articule sur les recouvrements et quelques comptes qu'il a versés à M. Degray comme sequestre, on

1. Adresse présentée à l'Assemblée nationale par le maire et les officiers municipaux de Lyon. *Arch. nat.* F^o II, Rhône 12. — Voir cependant p. 22 le produit de l'octroi en 1790.

2. NOLHAC. *Rapport au Conseil général de la commune de Lyon sur les octrois de la dite ville*, 22 juin 1790.

3. *Arch. nat.* F^o II, Rhône 12.

évalue qu'il y aura à déduire 305.000. En ce cas le net à espérer serait de 250.000. »

La population ne tirait que peu de bénéfice d'une situation dont les fraudeurs profitaient surtout, car le prix de la vie ne diminuait guère.

Néanmoins, on restait hostile à tout ce qui représentait l'octroi.

En juin 1790, un soldat de la garde nationale du quartier de Saint-Vincent adressait l'appel suivant à ses compatriotes :

« Mes chers concitoyens et amis — écrivait-il — demandons le jour de la nouvelle Constitution, la liberté des barrières, la suppression de tous droits, elle nous sera accordée. Qu'importe à nos dignes magistrats que ce soient les citoyens qui fassent la somme que les fermiers donnent ou que ce soient les fermiers. Bien au contraire, cela leur fera plaisir de nous délivrer de ces mauvais abus qui ruinent la majeure partie de nos manufactures... Les vrais amis du peuple ont de tout temps regardé les octrois comme l'imposition qui leur était la plus onéreuse ¹. »

Le 5 juillet l'assemblée, composée de citoyens des divers cantons qui s'est tenue dans l'église Saint-Laurent et le district de Porte-Froc (qui est pourtant un quartier d'hommes de loi), demande la suppression des octrois et leur remplacement par une taxe locative.

Le corps municipal considère « que le seul moyen qui puisse être employé avec quelque espoir de succès pour éclairer les citoyens sur leurs véritables intérêts est la discussion en séance publique ² ».

1. Digne représentation faite à tous les honnêtes citoyens de la ville de Lyon, concernant la liberté des barrières, la suppression de tous impôts par un soldat de la garde nationale du district de Saint-Vincent.

2. WAHL, *op. cit.*, pp. 177, 178.

Rien n'était plus inopportun. La municipalité était d'autant plus mal inspirée que, légalement, il n'était pas en son pouvoir de supprimer cet impôt. La direction des événements allait d'ailleurs lui échapper.

Le 8, la séance s'ouvre à quatre heures de l'après-midi. La grande salle de l'Hôtel de Ville est comble, la place des Terreaux regorge de monde et la municipalité n'a pris aucune mesure de police !

Le public est des plus mêlés et l'on y voit « beaucoup de gens sans aveu, vrais brigands étrangers, reconnaissables au premier coup d'œil ».

La lecture des pétitions du 5 et des délibérations de plusieurs districts est interrompue à chaque instant par la foule¹.

Le procureur de la Commune Dupuis² lit le décret de l'Assemblée qui ordonne de continuer la perception des impôts existants, il démontre sans peine que la municipalité et le conseil général n'ont pas le droit de supprimer les octrois.

Mais l'auditoire devient furieux et l'empêche de parler : « Nous paierons tout ce qu'il faudra... A bas Dupuis, Dupuis le traître, l'aristocrate ! »

Pendant une demi-heure on n'entend plus que des injonctions brutales : « Point d'octrois, point de barrières, à bas les gapians³, nous ne voulons plus payer, à bas les barrières, on nous les brûlons ! Pas tant de politique, à bas, à bas dès ce moment ! »

Enfin Dupuis profite d'une accalmie pour indiquer la seule procédure à suivre : convocation des assemblées et

1. WAHL, *op. cit.*, p. 178.

2. Dupuis, procureur syndic, avocat, était bien posé à Lyon, partisan modéré mais résolu du nouveau régime (Cf. Wahl, *op. cit.*, p. 139).

3. Employé de l'octroi, sens préjoratif. Semble dérivé de *gabian* et en relation avec *gabelle*. Puitspelu (Nizier du). *Le Littre de la Grand'Côte*, v^o Gapian.

envoi de leurs délibérations à la Constituante avec prière d'y donner force de loi par un décret.

Le maire, Palerme de Savy¹, essaie de calmer la populace, mais on lui crie de monter sur la table.

« ... Et depuis quand croyez-vous que votre premier magistrat soit fait pour vous servir de spectacle sur des planches ? Gardez le silence comme vous le devez et il vous sera facile d'entendre quiconque parlera », s'écrie Palerme de Savy, indigné. Bien entendu, comme il allait être conspué, il fut applaudi.

Il est décidé, à la majorité, que les citoyens actifs des 32 sections s'assembleront le lendemain pour nommer des commissaires qui se réuniront le jour suivant à l'Hôtel de ville « pour y travailler de concert à la rédaction du plan d'imposition qu'ils jugeront le plus propre à remplacer les octrois ». Ce plan sera ensuite soumis à l'Assemblée.

Quand le maire fait part de cette décision, le tumulte renaît. Lorsqu'à neuf heures du soir les membres du Conseil, complètement épuisés, veulent sortir ils ont toutes les peines du monde à s'échapper².

L'apaisement escompté ne se produit pas car, dès le lendemain, employés et receveurs sont chassés de la porte de Vaise et des postes de la Croix-Rousse et de Saint-Just, la patache de l'octroi amarrée au milieu de la Saône

1. Palerme de Savy, né à Lyon en 1733, ancien avocat général à la Cour des monnaies, fit partie de la commission chargée de rédiger le cahier de l'ordre de la noblesse du ressort de la sénéchaussée de Lyon. Il fut élu maire (résultats connus le 25 février 1790) à la presque unanimité des votants. En 1791, il quitta la mairie pour présider le tribunal de district de Lyon.

Palerme de Savy « était un honnête homme, entouré de l'estime publique ; il plaisait au peuple par sa philanthropie libérale, en même temps que par ses antécédents, sa position sociale et la politesse de ses manières il rassurait la bourgeoisie riche. Bon jurisconsulte, orateur disert, administrateur capable, il n'avait point l'énergie qu'il aurait fallu pour conduire une grande ville en temps de révolution ». (V. Wahl, *op. cit.*, pp. 67, 83, 138 et 139.)

2. WAHL, *op. cit.*, pp. 179, 180.

est détachée et conduite jusqu'au pont qui est en face de l'Homme de la Roche. Fait très grave, la garde nationale fait presque partout cause commune avec l'émeute ¹.

Les sections, qui ont vite délibéré, viennent déclarer le 10 au corps municipal qu'elles exigent la suppression immédiate des octrois. Le conseil général, réduit à l'impuissance, dut homologuer la délibération des commissaires, ordonner l'impression et l'affichage.

Le peuple fut transporté de joie, mais les citoyens plus éclairés furent moins satisfaits.

Le 10 juillet, le *Courrier de Lyon* blâme ouvertement « les violences de ceux qui veulent une suppression précipitée ». Le 13, il déclare « ne pouvoir partager la joie causée par la suppression des octrois, » et rechercher les moyens de remplacer les droits abolis. De ceci les commissaires de section ne se soucient guère. Ils ont résolu très simplement le problème : « ils regardent la dette de la ville dans sa totalité comme nationale... en conséquence ils n'avaient point de remplacement à chercher pour cet objet ². »

Les appréhensions du *Courrier de Lyon* étaient fondées ; on oubliait que les événements de Lyon préoccupaient vivement la Constituante qui ne connaissait encore que la manifestation du 5 et le dépôt des pétitions.

L'Assemblée décrétait à la séance du 13 « que son président se retirerait dans le jour vers le roi, pour supplier Sa Majesté de donner des ordres afin d'assurer la perception des... octrois... établis aux entrées de Lyon. » Le roi sanctionna le décret, qui était expédié lorsque fut annon-

1. WAHL, *op. cit.*, p. 180,

2. *Ibid.*, pp. 181, 182, 183.

cée la nouvelle des incidents des 8, 9 et 10, et de la suppression des octrois ¹,

Le 15, à onze heures du soir, arrivait à Lyon le porteur du décret qui fut publié le lendemain dans un petit journal, le *Courrier extraordinaire ou le Premier arrivé*. De leur côté les députés de la ville avaient écrit une lettre dans laquelle la faiblesse de l'autorité municipale était blâmée.

Le 17, la municipalité ayant fait placarder le décret, les maçons, les chapeliers s'attroupaient et arrachaient les affiches, tandis que les sections, s'adressant à l'Assemblée, déclaraient « qu'il serait inutile et dangereux de chercher à rétablir les octrois, inutile, vu que depuis que les barrières étaient à bas, il était entré plus de vin qu'on ne pourrait en consommer dans un an, et dangereux, en ce qu'il en résulterait un carnage tel que les eaux de... deux rivières seraient teintes de sang ² ».

Or le même jour l'Assemblée nationale, qui ne perdait pas de vue les événements de Lyon, adoptait le décret suivant :

« 1^o Les procès-verbaux contenant nomination et délibération des prétendus commissaires des 32 sections de la ville de Lyon... demeureront nuls et comme nonavenus ainsi que tout ce qui a suivi...

« 2^o Le décret du 13 de ce mois sera exécuté dans sa forme et teneur, et à cet effet les barrières... seront incessamment rétablies, et les commis et préposés... seront remis en possession de leurs fonctions. Le roi sera supplié d'employer la force armée... pour protéger efficacement le rétablissement des barrières et la perception des impôts...

« 3^o Dans la quinzaine après la publication du présent

1. WAHL, *op. cit.*, p. 184.

2. *Ibid.*, p. 185.

décret, les cabaretiers, marchands et autres citoyens de la ville de Lyon, pour le compte desquels sont et seront entrées des denrées et marchandises sujettes aux droits, pendant la cessation des barrières, seront tenus d'en faire dans les bureaux respectifs la déclaration, et d'acquitter les droits à concurrence ¹... »

La situation s'aggravait tous les jours et une énergique intervention du pouvoir central était plus que jamais nécessaire.

Quant à la municipalité, elle était si peu rassurée qu'elle n'annonça qu'avec précaution la décision prise par la Constituante : elle crut habile de faire remarquer que le roi n'avait pas encore sanctionné le décret, et qu'on pourrait peut-être le faire rapporter.

Qui l'eût cru ? L'ordre allait trouver des défenseurs plus résolus dans un district ouvrier ; la section du Gourguillon, tout en déclarant, le 22, les octrois « un impôt désastreux », fait savoir que ses membres « sont prêts à obéir... aux décrets de l'auguste assemblée, soit qu'ils remplacent les octrois, soit qu'ils ordonnent la perception... » Un autre quartier populeux, celui de la Grande-Côte, avait déjà tenu le même langage ².

Le décret du 17 était définitif ; le 23 il était notifié officiellement au directoire du département ; la sanction royale et des lettres patentes le rendaient exécutoire ³.

Mais les nuages s'amoncellent car un orage d'une violence extrême va éclater. Il débute par des troubles en apparence assez anodins.

Le 25, une colonne de huit cents ouvriers sans armes,

1. WAHL, *op. cit.*, p. 188.

2. *Ibid.*, p. 188 à 191.

3. *Ibid.*, p. 191.

chapeliers ou maçons pour la plupart, vient réclamer devant l'Hôtel de ville la présence de Dervieu de Villars ¹. Les manifestants veulent qu'il retire sa démission de commandant général de la garde nationale. On leur répond qu'on ne sait où il est. Ils se précipitent alors à Oullins où la mère de Dervieu habite une maison de campagne. M^{me} Dervieu leur ayant appris que son fils était absent, ils reviennent sur la place des Terreaux « et acclament à la fois Dervieu, le maire et la liberté ² ».

Ceci n'est qu'un prélude ; les événements vont prendre une autre tournure. Le lendemain, vers trois heures de l'après-midi, plus de deux mille hommes se rassemblent sous les tilleuls de la place Bellecour et marchent sur l'Hôtel de Ville « en criant qu'ils vont réclamer leur commandant, des armes et l'abolition des droits ». Chose très inquiétante, leur nombre grossit en route, des femmes et des enfants se mêlent à eux.

Aucune précaution n'avait été prise.

Le corps municipal qui entend des clameurs suspend la séance. Le maire, qui s'est présenté avec quelques officiers municipaux, veut rappeler qu'il a écrit à Dervieu et déclarer qu'il lui écrira encore pour obtenir le retrait de sa démission. On ne l'écoute même pas, il est « pressé, bousculé,

1. Dervieu de Villars, né en 1748, capitaine au régiment de Bresse, s'était distingué au combat de la Belle-Poule et avait été décoré de la croix de Saint-Louis. Très populaire à Lyon, il avait été nommé Commandant général de la Garde nationale. Après le meurtre de Lagier, un soldat suisse du régiment de Sonnemberg qui avait été sauvagement massacré par la populace le 19 juillet, et dont le cadavre avait été attaché « comme pour lui promettre le même sort » au balcon du directeur des aides et octrois, Dervieu avait fait preuve d'une coupable faiblesse, et s'était démis de ses fonctions avant de quitter Lyon.

Dervieu émigra en 1792, rentra après la Terreur et ne prit plus aucune part aux événements. Il mourut à Grigny (Rhône) en 1837 (Cf. WAHL, *op. cit.*, pp. 132, 191, 192).

2. WAHL, *op. cit.*, p. 192.

on l'emporte à moitié évanoui ». A partir de ce moment, la démission de Dervieu n'est plus qu'un prétexte, semble-t-il. L'Hôtel de ville est envahi, le poste de la garde bourgeoise est enlevé, les gardes nationaux qu'on rencontre sont injuriés et maltraités par des bandes qui courent les rues en criant : « Aux armes ! »

Le bruit court que les maisons des plus riches négociants ont été marquées à la craie, et que ceci annonce un pillage en règle ¹.

« Aristocrates » et « patriotes », très effrayés, s'allient un instant pour défendre l'ordre terriblement menacé : Il est grand temps de réagir.

« Foissac ², major général de la garde nationale, qui s'est échappé de l'Hôtel de ville, donne des ordres énergiques qui sont suivis partout, la générale est battue, la garde nationale des quartiers du centre se rassemble. Celle de Bellecour et des sections voisines se porte aussitôt sur l'Arsenal pour renforcer le poste, le guet à cheval l'appuie, des canons chargés à mitraille enfilent les principales avenues. Il était temps, les insurgés arrivaient ; ils attaquent, on leur répond à coups de fusil, plusieurs sont tués ou blessés. Cette résistance inattendue, la vue des canons mèche allumée, prêts à tirer, les déconcertent . Ils battent en retraite. Mais ils sont toujours maîtres de l'Hôtel de ville ³, des Terreaux et des rues adjacentes ⁴ ».

On voit apparaître enfin la maréchaussée et les Suisses

1. WAHL, *op. cit.*, pp. 192, 193.

2. Foissac, « homme déterminé », (*ibid.*, p. 192.)

3. Les insurgés auraient occupé l'Hôtel de ville jusqu'à huit heures du soir, (*ibid.*, p. 193, note 2.)

4. *Ibid.*, p. 193.

du Régiment de Sonnenberg que la municipalité vient d'appeler.

Les Suisses, dont le casernement est à Serin, volent au secours de la garde nationale qui défend très difficilement le magasin à poudre situé sur la même rive de la Saône. Quand ils passent, les émeutiers du quartier de Pierre-Scize, qui est de l'autre côté de l'eau, tirent sur eux, mais, avec un courage et une discipline admirables, les habits de drap rouge garance à revers bleu céleste ¹ « défilent en bon ordre, sans riposter, en conservant les intervalles ; les balles mal dirigées passent entre leurs rangs ou par-dessus leurs têtes ; deux hommes seulement reçoivent de légères blessures ² ».

Deux canons sont mis en batterie devant le magasin à poudre où un important détachement est laissé.

Quand les Suisses arrivent devant l'Hôtel de ville, vers neuf heures du soir, la garde nationale a pu entrer par les derrières, et chasser les insurgés du bâtiment. L'Hôtel de ville est donc dégagé. « Un formidable appareil de défense est alors déployé. Deux cents Suisses vont se joindre aux forces qui entourent l'Arsenal ; aux Terreaux deux obusiers chargés à mitraille sont braqués devant l'Hôtel de ville ; des Suisses, des gardes nationaux, la maréchaussée, le guet à pied, le guet à cheval, la compagnie franche garnissent la place dont les piquets éclairent les abords. De fortes patrouilles sillonnent la ville. A part quelques tentatives pour sonner le tocsin, la nuit se passa sans incident ³. »

Le 27 juillet, la loi martiale est proclamée ; la garde na-

1. Cf. MALIBRAN, *Guide à l'usage des Artistes et des Costumiers*, p. 321 et sq.

2. WAHL, *op. cit.*, p. 194.

3. *Ibid.*, p. 194.

tionale des villes voisines accourt, et les dragons verts de Penthhièvre ¹ entrent dans la ville.

L'éméute est vaincue parce qu'on s'est décidé à mater l'insurrection, mais un peu de sang eût été épargné si le corps municipal avait été plus énergique et plus prévoyant.

La municipalité a paré au plus pressé, mais elle est pleine d'appréhension ; elle n'ose publier les décrets qui ordonnent le rétablissement des barrières. Elle est si désireuse de se concilier l'opinion publique qu'elle préfère temporiser en proclamant que les troubles « sont le fait de vagabonds et de gens sans aveu, étrangers à la ville de Lyon... pour lesquels la question des octrois n'est qu'un prétexte... qu'il pourrait y avoir les plus grands inconvénients à faire publier et afficher le jour même les décrets des 13 et 17... parce que cette publication pourrait affecter beaucoup de citoyens de cette ville, et les détourner de s'opposer, comme ils l'ont fait dès hier et cette nuit avec un zèle courageux aux excès de la multitude étrangère ²... »

En réalité, elle ne veut pas s'exposer à un retour offensif, sans que le pouvoir central ait pris un parti, et sans que de nouvelles forces aient été mises à sa disposition.

Toutefois on commence à sévir ; un comité militaire est constitué pour procéder au désarmement du quartier de Pierre-Scize qui avait tiré sur les Suisses. Le 28 juillet, les maisons sont fouillées et les armes sont remises sans que les 1.800 hommes de Foissac rencontrent de résistance ³.

Avec le mois d'août vint l'apaisement. « La partie saine de la population dès qu'elle avait vu où on l'entraînait, s'était rejetée en arrière avec horreur ; sans goûter davan-

1. Cf. H. MALIBRAN, *op. cit.*, p. 461 et sq.

2. Corps municipal, 27 juillet, cité par WAHL, *op. cit.*, p. 195.

3. *Ibid.*, pp. 195, 196.

tage les octrois, elle comprenait que leur rétablissement était un moindre mal que la rébellion déclarée ou l'anarchie ¹. »

Le 20 août le corps municipal, un peu rassuré ², se décida à prendre un arrêté qui ordonnait l'affichage des décrets des 13 et 17 juillet et, pour le lendemain, à l'ouverture des portes, la réintégration des receveurs et employés de l'octroi dans leurs bureaux. « Des postes composés de gardes nationaux et de soldats de ligne devaient prêter main-forte à la perception ; des mesures étaient prises pour faire acquitter les droits sur les denrées et marchandises introduites en ville depuis que la perception avait été suspendue... Le 21 les détachements commandés avaient occupé les portes... ». Le fonctionnement normal des services reprit sans incident ³.

La suspension des droits d'entrée pendant quarante jours avait permis à des spéculateurs d'introduire quantité de produits et marchandises. L'arrêté du 20 août « enjoignit aux cabaretiers, marchands et autres citoyens, pour le compte desquels il était entré des denrées ou marchandises sujettes aux droits pendant que la perception était interrompue, d'en faire la déclaration dans le délai de quinze jours fixé par le décret du 17 juillet. Passé ce terme, il serait informé contre tous ceux qui n'auraient pas fait de déclaration ou en auraient

1. WAHL, *op. cit.*, pp. 200, 201.

2. L'état des troupes rassemblées soit à Lyon, soit dans les localités voisines est le suivant : quatre régiments d'infanterie à deux bataillons chacun (Sonnemberg et La Marck étrangers, Monsieur et la Marine français, ce dernier connu par ses sentiments contre-révolutionnaires), et cinq escadrons de cavalerie (trois escadrons des dragons de Penthievre, un escadron des chasseurs de Bretagne et un escadron des chasseurs d'Alsace). Il faut y ajouter le guet à pied, le guet à cheval, la maréchaussée, la garde nationale. Ce sont donc des forces imposantes (V. WAHL, *op. cit.*, pp. 198, 199 et 202).

3. WAHL, *op. cit.*, pp. 202, 203.

fait d'inexactes... On procéda non seulement à cet inventaire, mais à des perquisitions en règle qui amenèrent la découverte de beaucoup de marchandises entrées en fraude, on saisit jusqu'à 2.000 ânées de vin ¹ ».

La fraude lésait profondément les intérêts de la commune, puisque l'année précédente les premières émeutes avaient incité les fermiers à demander au Conseil royal un arrêt qui suspendait l'effet du bail à partir du jour où la perception avait été troublée. La régie de l'octroi pour le compte de la ville avait été laissée aux fermiers qui comp-taient de cleric à maître.

On sait que Nolhac était l'adversaire acharné des fermiers, et le fougueux défenseur des libertés communales. Aussi Nolhac, qui n'a nullement désarmé, propose-t-il le 2 septembre « d'interpeller les fermiers Damoignac et consorts de venir à compte et de se régler » pour que la ville prit ensuite en main la régie de ses octrois.

Les sages remarques de Dupuis sur les garanties que présentent les fermiers, sur l'expérience acquise par leur personnel, sur le bouleversement administratif qui pourrait être onéreux, sur l'agitation qui risque de se renouveler, sur les intrigues qui vont se nouer afin de multiplier les emplois et de placer des protégés, ne retiennent pas l'attention de l'assemblée qui se prononce pour la gestion directe, et décide même d'assigner les fermiers en nullité des baux passés en vertu des arrêts du Conseil royal des 4 août 1776 et 6 juin 1784 ².

Le 22 décembre 1790, un décret prescrivit la perception des droits d'octroi jusqu'à ce que la Constituante ait statué sur les dépenses des villes et des hôpitaux.

1. WAHL, *op. cit.*, p. 204.

2. *Ibid.*, pp. 204, 205.

« L'Assemblée nationale décrète... 2^o que les octrois et droits qui se perçoivent en totalisation ou en partie au profit des villes, communautés ou hôpitaux, continueront aussi d'être perçus dans la forme accoutumée jusqu'au moment où l'Assemblée nationale aura statué sur les dépenses des dites villes, communautés ou hôpitaux ¹. »

Malgré une sourde opposition, l'Assemblée nationale maintenait donc toujours les octrois dont la suppression avait été maintes fois annoncée.

Mais l'Assemblée, esclave des aspirations populaires, s'inquiète et prend peur. Bientôt, elle cédera.

Le 17 février 1791, sous la poussée de l'opinion publique, elle vote par acclamation la suppression complète des droits.

La loi du 19-25 février 1791 est ainsi conçue : « L'Assemblée nationale décrète, qu'à dater du 1^{er} mai suivant, tous les impôts perçus à l'entrée des villes, bourgs et villages sont supprimés... Elle charge en outre son comité des impositions de lui présenter, sous huit jours au plus tard, le projet des contributions indirectes qui doivent remplacer les impôts supprimés qui étaient perçus au profit de la nation, des hôpitaux et des villes, de façon à faire face aux dépenses publiques de l'année 1791 ². »

Sans enquête, sans réelle préoccupation de bien public, sans considération d'ordre budgétaire, on supprime, par un simple vote, des ressources indispensables. On ne met pas en regard les dépenses nécessaires et l'on n'établit autre chose qu'un éventuel projet d'impôt. La Constituante, lors du décret de 1791, eut le tort de prononcer

1. DUVERGIER, *Collection des lois*, t. II, p. 136.

2. *Ibid.*, p. 241.

l'abolition des octrois, à date fixe, et sans avoir préalablement adopté un système de contributions destiné à le remplacer.

Cette façon de procéder fut une erreur et une faute. La situation financière s'était aggravée en 1791. Le rendement des droits d'octroi pour l'année 1791, était de 42 millions dont 24.880.000 pour la part de l'État et 17.120.000 pour celle des villes ¹. Ces ressources n'étaient pas négligeables.

Le 15 mars, La Rochefoucauld, au nom du Comité des Contributions publiques, vint exposer à l'Assemblée nationale les moyens de combler le déficit de 24.880.000 fr. produit dans la caisse de l'État par la suppression des taxes aux entrées dans les villes ².

Mais nul ne pensa à la situation très embarrassante des communes.

A Paris, les droits cessèrent d'être perçus le 1^{er} mai, et le *Moniteur* consacra un article enthousiaste à la réforme : « C'est aujourd'hui, 1^{er} mai, qu'en exécution du décret de l'Assemblée nationale, cesse la perception des entrées de Paris. Le corps municipal, d'accord avec le directoire du département, a ordonné que ce jour toutes les barrières seront non seulement ouvertes, mais encore successivement enlevées. La musique et des détachements de la Garde nationale feront le tour des murs de la Ville de Paris pour annoncer la suppression de ces droits qui doivent diminuer si considérablement les objets de consommation de la capitale ³. »

1. Rapport de La Rochefoucauld, au nom du Comité des Contributions publiques. Séance de l'Assemblée nationale du 19 février 1791. *Moniteur universel* du dimanche 20 février 1791, p. 422.

2. *Procès-verbaux de l'Assemblée nationale*, t. XLIX, n° 591.

3. Cf. Ch. DAVANNE, *L'octroi envisagé au point de vue historique actuel et économique*.

A Lyon, une explosion de joie accueille le décret de l'Assemblée nationale ; la population se félicite et se réjouit de voir abattre les barrières.

Le 26 février, la municipalité ¹ avait engagé les Lyonnais « à se montrer dignes du présent qui leur était fait » en acquittant scrupuleusement les droits jusqu'au jour de la suppression.

La ville veut profiter de l'octroi jusqu'à la dernière minute car sa principale et presque unique ressource va lui manquer.

En 1790, sur 2.407.000 livres de recettes, les octrois apportent au budget municipal 2.218.000 livres. En 1791 lors de l'abolition des droits, ils rendent encore 2.271.000 livres.

L'ensemble des droits perçus représente au moins 3 millions, car il faut ajouter à la part de la ville celle du roi, celle des fermiers, et surtout celle des hôpitaux ². Pour ces derniers la promulgation de la nouvelle loi équivalait à une catastrophe.

Les grands établissements sont très atteints. La Charité perd 160.000 livres ; l'Hôtel-Dieu en voit disparaître

1. La municipalité avait été renouvelée. Palermé de Savy avait donné sa démission, et Louis Vitet avait été élu maire.

Louis Vitet, né à Lyon en 1736, appartenait à une famille de médecins, il avait fait ses études médicales à Montpellier et à Paris. Homme honnête et patriote, connu comme savant, comme praticien et comme philanthrope il avait publié un *Traité de médecine vétérinaire*, une *Pharmacopée de Lyon* et un *Journal de médecine*, il avait été titulaire d'une chaire des cours publics qui se faisaient dans les dépendances du collège de la Trinité. Il avait organisé une école gratuite pour les sages-femmes. En 1791, il refusa d'aller siéger à l'Assemblée législative et préféra rester à la mairie. En 1792 il fut envoyé à la Convention. Décrété d'accusation par le Comité de salut public, il voulut se réfugier à Lyon au commencement du siège de cette ville, mais il fut arrêté par les insurgés. Après le siège, il parvint à gagner la Suisse. Il devint membre du Conseil des Cinq-Cents, et protesta avec énergie le 18 brumaire. Ce fut la fin de sa carrière politique. Il se retira et mourut en 1809. (Cf. WAHL, *op. cit.*, pp. 287, 288 et 289.)

2. WAHL, *op. cit.*, p. 21. Cf. aussi p. 353, *in fine*.

400.000 de ses caisses. Leur situation « depuis longtemps précaire devenait du coup à peu près désespérée. Déjà l'Hôtel-Dieu était en déficit de 50.000 livres, avec un arriéré de plusieurs centaines de mille livres ». Dans leur affolement, les administrateurs supplieront le département d'intervenir, mais le département se bornera à convoquer le district et la municipalité. Le district renverra les administrateurs à la municipalité qui avouera son impuissance et ne mettra plus son espoir que dans l'État ¹.

En France, de 1791 à 1799, la suppression des octrois ne diminua pourtant pas le coût de la vie. On pourrait soutenir que les circonstances exceptionnelles empêchèrent tout allègement du prix des denrées, combustibles et matériaux ; mais on ne paraît pas avoir constaté de renchérissement après 1799, date du rétablissement des octrois. Déjà le consommateur était sacrifié, sans qu'il s'en doutât, aux intermédiaires ².

Un membre du Conseil municipal de la ville de Lyon prétendra cependant, à la séance du 22 frimaire an IX, que « que les prix des vins, du pain et de la viande sont aujourd'hui très élevés. L'établissement de l'octroi a contribué sensiblement à les élever et la viande de boucherie se vend 8 sous et 7 sous 6 deniers ». Nous n'avons aucun moyen de vérifier cette opinion ³.

Bientôt, l'imprévoyance de l'Assemblée nationale, qui avait négligé de suppléer par des moyens financiers appropriés à la suppression des taxes, allait avoir de funestes

1. WAHL, *op. cit.*, pp. 347, 348.

2. M. A. Des Cilleuls, à la séance de la Société d'Economie sociale du 12 février 1894 fit une intéressante communication sur les octrois et leur remplacement. Au cours de son exposé, M. des Cilleuls établit que de 1791 à 1799, la suppression des octrois ne diminua pas le coût de la vie (V. A. DES CILLEULS, *Les octrois et leur remplacement*).

3. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 16. Cf. p. 213.

conséquences. En plein désarroi financier, les communes furent privées brusquement de leurs principales sources de revenus. On leur avait enlevé des recettes indispensables pour faire face à leurs dépenses obligatoires — et, particulièrement, à leurs dépenses d'assistance — sans leur accorder d'autres recettes correspondantes. Les municipalités firent entendre de nombreuses protestations.

Le 10 mai 1791, quelques jours après la mise en application de la loi du 19 février précédent, le député Lecouteulx-Canteleu, rapporteur des Comités de mendicité et des finances, déclarait à la tribune de la Constituante ne pouvoir différer plus longtemps les plaintes dont les Comités avaient été saisis par les départements. Il signalait la grande misère et la détresse des hôpitaux « faute des ressources des villes ». Il proposait de faire des prêts aux communes pour remédier à cette situation angoissante ¹.

Aucune décision ne fut prise et les années qui suivirent n'apportèrent aucune amélioration, bien au contraire : les caisses municipales sont vides ; les malheureux ne trouvent plus de secours dans les bureaux de bienfaisance, ni les malades de soins dans les hôpitaux ; les villes ne peuvent faire les dépenses les plus indispensables, et s'endettent.

1. *Moniteur universel*, 12 mai 1791, p. 544.

CHAPITRE II

LA RÉGIE RICARD

(5 fructidor an VIII-11 fructidor an IX.)

§ 1. — LE RÉTABLISSEMENT DE L'OCTROI SOUS FORME DE RÉGIE INTÉRESSÉE

A la fin du Directoire les budgets communaux, privés depuis cinq ans de leur ressource la plus importante, sont dans un tel état que les municipalités en viennent à réclamer elles-mêmes le rétablissement de l'octroi, expression douloureuse de la nécessité qui pesait sur elle dans leur détresse infinie.

Le 8 germinal an V, Defermon, au nom d'un comité du Conseil des Cinq-Cents, proposait de rétablir les taxes aux entrées des villes, en partageant leur produit entre l'État et les communes. Si l'on n'osa pas ratifier intégralement la proposition Defermon, du moins vota-t-on le principe du rétablissement des octrois à titre d'appoint destiné à combler les insuffisances ordinaires des revenus des communes. La loi du 9 germinal an V autorisa la création de contributions indirectes locales, avec l'approbation du Corps législatif.

Cependant la loi ne reçut pas immédiatement un accueil très favorable. Les conseils municipaux, mis à présent « au pied du mur », craignent sans doute de réveiller d'anciennes passions à peine calmées ; ils semblent reculer devant

l'impopularité de l'impôt. On eut alors l'idée assez ingénieuse de rétablir, en les réunissant sous le nom d'octrois municipaux et de bienfaisance, les anciennes taxes levées autrefois au profit des villes et des établissements de bienfaisance.

Ce fut Paris qui vit appliquer pour la première fois cette mesure le 27 vendémiaire an VII (18 octobre 1798). Le 18 frimaire suivant, la mesure fut généralisée pour un certain nombre de communes « sous réserve que les communes fussent libres de l'appliquer suivant leurs besoins ». Trente et une villes profitèrent de la faculté qui leur était accordée.

Une réaction de plus en plus forte en faveur des impôts indirects se manifeste alors dans l'Assemblée, lasse des difficultés que soulève la perception des impôts directs. On ose écrire : « Il n'y a que les taxes indirectes qui soient vraiment républicaines, parce que le répartition en est toujours essentiellement juste, et la perception insensible pour le contribuable ¹... »

La loi de Finance du 27 frimaire an VIII, prévoyant la mauvaise volonté ou l'inertie de certaines municipalités, donnait pouvoir aux Administrations centrales de départements de se substituer aux communes défaillantes, pour ordonner les rétablissements d'octrois. Deux mois plus tard on faisait un nouveau pas en avant,

La loi du 5 ventôse an VIII (24 février 1800) décidait le rétablissement obligatoire des octrois dans toutes les villes où les revenus des hospices civils n'étaient pas suffisants ; elle obligeait les conseils municipaux de chacune de ces villes à présenter, dans les deux mois, les projets de tarifs

1. Cf. M. MARION. *Histoire financière*, t. IV, p. 198.

et de règlements convenables aux localités. Ces projets étaient soumis au Gouvernement et arrêtés par lui. L'approbation législative devenait inutile. Un peu plus tard, la loi du 5 ventôse an XII donna au Gouvernement le droit d'instituer d'office les octrois, lorsque les conseils municipaux se refuseraient à en délibérer, ou refuseraient les créations jugées opportunes et nécessaires.

C'est ainsi que des octrois purement communaux reprirent place parmi les recettes municipales.

Malgré la détresse de ses hôpitaux et le déficit de ses finances, la ville de Lyon n'avait pas voulu se résoudre à demander le rétablissement de son octroi. Elle avait pourtant beaucoup souffert de son insuffisance budgétaire depuis la suppression des droits. Les hospices étaient tombés dans un douloureux état de pauvreté, et leur misère était d'autant plus pénible qu'ils ne bénéficiaient plus des quêtes, dons en argent et en nature des maisons religieuses supprimées par la Révolution : l'hospice des malades de la Patrie se trouvait privé de 64.578 f., et celui des enfants et vieillards de 184.089 f. Quant à la suppression des octrois, elle avait enlevé 234.924 f. de revenus au premier, et 397.507 f. de revenus au second. Leur administration faisait connaître au Préfet, qu'indépendamment de l'hôpital militaire, les hôpitaux avaient besoin pour les secours de l'an IX d'une somme de 542.380 f. et que les arrérages des années précédentes s'élevaient à un total de 1.172.486 f ¹.

La commune n'était pas en meilleure posture. Au début de l'an IX, l'actif était de 773.280 f. 23, le passif de 915.160 f., d'où un déficit de 141.879 f. 77 ².

Or les besoins étaient immenses : la cité se relevait

1. *Arch. mun. de Lyon*, D. 1. Lettre du Préfet du 9 vendémiaire an IX.

2. *Cons. mun. P.-V, des séances*, t. I, p. 59.

très lentement ; la Révolution n'avait laissé que des ruines. Le 13 messidor an VIII, le Préfet exposait au Ministre de l'Intérieur qu'il fallait non seulement combler le vide annuel des hospices, mais encore envisager des dépenses considérables : « des quais à construire ou à relever ; des fontaines, des canaux, des ponts à restaurer ; la salubrité à rétablir sur beaucoup de points ; des moyens de police et de sûreté à accroître par l'augmentation de l'éclairage. » Selon lui, l'ensemble des dépenses de l'an IX doit s'élever à 798.413 f. se décomposant comme suit : hospices 321.713 f., œuvre des enfants de la patrie 167.000 f., divers 289.700 f., en tout 798.413 f. Les recettes n'atteindraient que 56.000 f. (centimes additionnels, 53.600 f., amendes et divers 2.400 f.). Le déficit sera donc de 742.413 f. ¹.

Le Conseil municipal, plus optimiste ou mieux informé, estimait pour l'an IX les recettes à 109.656 f. 12, savoir : 98.000 f. provenant des centimes additionnels et des patentes, 11.656 f. 12 provenant de diverses taxes municipales ².

Le rétablissement de l'octroi à la fin de l'an VIII était donc considéré comme nécessaire. L'hostilité était beaucoup moins grande. La loi du 9 germinal an V avait permis à Paris, Bordeaux, Marseille et Montpellier de procéder au rétablissement.

À Lyon, l'octroi demeurait impopulaire, mais, après que la loi du 5 ventôse an VIII eut décidé (art. 1) « que les octrois seraient rétablis dans les villes qui ne pouvaient subvenir à l'entretien de leurs hospices civils », un mouve-

1. *Arch. départ.* Octrois 6. On remarquera que l'évaluation des besoins des hospices n'est que de 508.713 (321.713 + 187.000) au lieu de 543.280 f., somme réclamée.

2. Cf. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 59, séance du 7 nivôse an IX et détails, *ibid.*, séance du 13 frimaire an IX, pp. 2 et 3.

ment se dessina en sa faveur, surtout dans les milieux qui tenaient de près ou de loin à l'administration.

Plusieurs mémoires parviennent au Préfet; leurs auteurs ne sont pas tous désintéressés. Le citoyen Plouvyé « ancien receveur général des aydes et droits réunis à Lyon » soumet un projet d'octroi le 21 germinal et se propose comme préposé en chef; un citoyen Puygsech « propriétaire » expose ses vues le 24 thermidor, enfin, Georges Ricard fait des offres. Tous trois trouveront place dans l'administration de l'octroi, mais d'autres mémoires, les uns anonymes, les autres signés de noms restés obscurs, abondent dans le même sens et ils s'accordent en général à proclamer que l'octroi est de tous les impôts « le plus ingénieux » et « le plus juste » parce qu'on « le paye insensiblement et qu'on ne le paye qu'en proportion de ce que chacun consomme », — c'était, on le verra, l'avis du Préfet — mais tous s'accordent aussi à reconnaître son impopularité ¹.

Le corps municipal n'a même pas envisagé la perception des droits d'entrée. L'administration centrale du département avait bien demandé aux municipalités du Nord, de l'Ouest et du Midi, de prendre des dispositions en vue d'un rétablissement : ces assemblées ne montrèrent aucun empressement pour répondre aux instructions gouvernementales, et opposèrent la force d'inertie à toutes les réclamations, tant elles craignaient les réactions de l'opinion publique. On dut les rappeler à l'ordre plusieurs fois.

« Nous avons vu avec peine, citoyens administrateurs, que vous différiez à répondre aux vues du Ministre de l'Intérieur au sujet de l'établissement de l'octroi dans votre commune. Plusieurs jours se sont écoulés depuis la com-

1. Arch. départ. Octrois 8.

munication que nous vous avons faite de sa lettre, et aucun tarif, aucune mesure, n'ont été encore proposés... La situation des hospices est alarmante... Et d'ailleurs, il a beau en coûter d'établir de nouveaux impôts : on ne balance pas avec les vues du Gouvernement ¹. »

C'était net et précis ; la lettre de l'administration centrale du département reproche même à certains administrateurs de la commune de sacrifier leurs devoirs à une fausse popularité ².

Dans une missive du 26 ventôse an VIII, l'Administration centrale fait parvenir à la municipalité de l'Ouest la note des besoins annuels des hospices et de la ville. A cette note est joint un projet de tarif. On réclame une délibération rapide et la transmission de la décision qui sera prise ³.

Les lettres de rappel restèrent sans réponse, rien n'y fit, la municipalité fit la sourde oreille. Mais la résistance était inutile : « On ne balance pas avec les vues du Gouvernement. »

Or, M. de Verninac avait été nommé préfet du Rhône par arrêté du 11 ventôse an VIII et installé le 11 germinal ⁴.

Raymond Verninac de Saint-Maure avait alors trente-huit ans, étant né à Gourdon en 1762. Son mariage — il avait épousé la fille de Delacroix, le futur ministre des Affaires étrangères du Directoire — avait fait de lui un personnage assez influent et il avait été mêlé à d'import-

1. Lettre de l'Adminis. Centrale du départ. du Rhône en date du 8 ventôse an VIII. *Arch. mun.* L. 2. — Octroi. Etablissement an IX-1852.

2. Nous avons cherché à préciser quels étaient les administrateurs visés. Le registre de délibération de l'Administration centrale (*Arch. départ.*, L. 164¹⁴) ne contient presque rien pour ventôse an VIII et ne fait aucune allusion à l'octroi. Lors de l'établissement de l'octroi, on ne trouve aucun écho des protestations des municipalités qui étaient, en général, dans la main du gouvernement.

3. Lettre de l'Adminis. centrale du départ du Rhône en date du 26 ventôse an VIII. *Arch. mun.*, *ibid.*

4. *Arch. nat.* F^{4b} II, Rhône 2.

tantes et délicates affaires. Après être entré dans la magistrature, à Paris, et avoir publié quelques vers dans l'*Almanach des Muses*, il avait été, en 1791, l'un des trois médiateurs chargés de rétablir le calme dans le Comtat Venaissin, et il était l'un de ceux qui avait provoqué le décret de réunion, voté par la Constituante, et d'ailleurs inexécuté ¹. En 1793, il avait représenté la France à Stockholm, poste alors très important pour la diplomatie française, et excellent observatoire de toute l'Europe centrale et orientale. Suivant Albert Sorel il y aurait été « fort écouté », et y aurait « fait ses preuves ² ». En 1795, il est envoyé à Constantinople pour remplacer le citoyen Marie Descorches, ci-devant marquis de Sainte-Croix, dont la politique a déplu. Le principal objet de sa mission était d'empêcher le partage de la Pologne, dont il avait déjà eu à s'occuper en Suède. Il devait aussi ménager à nos résidents la possibilité de rentrer au Caire, d'où les beys par leurs pillages les avaient contraints de s'éloigner. Son premier acte fut de faire reconnaître la République française par la Porte et il allait obtenir un traité d'alliance avec elle, lorsqu'il fut rappelé (19 pluviôse an IV). Il semble que les résultats de sa mission n'avaient pas paru satisfaisants au Directoire. Mais la politique de celui-ci auprès de Constantinople était si confuse et si inconstante qu'il est difficile d'apprécier l'habileté de Verninac ³.

A son retour de Constantinople, il rencontra Bonaparte à Leoben. Le général demanda des conseils au diplomate et les lui suggéra peut-être. Verninac lui conseilla de conserver

1. *Biographie Didot*. V° Verninac.

2. A. SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. III, p. 417, t. IV, p. 248.

3. Cf. A. SOREL, *op. cit.*, t. V, p. 249. F. Charles ROUX, *Les origines de l'expédition d'Égypte*, pp. 256, 266 et 279. E. DE MARCÈRE, *Une ambassade à Constantinople*, t. II, p. 247 à 480.

le Milanais à la France — ce qui était bien dans ses intentions. Bonaparte le laissa repartir assuré d'avoir en lui un avocat près du Directoire ¹. Sa nomination à la Préfecture du Rhône était sans doute l'effet de la bonne impression qu'il avait produite, et la récompense de son attitude. Verninac resta dix-huit mois à Lyon. A la fin de l'an IX il était en congé à Paris, lorsque le premier Consul l'envoya en Suisse ². C'était une preuve de confiance en ses qualités de diplomate. La situation était, en effet, délicate : il fallait favoriser l'accession au pouvoir d'hommes partisans de l'unité de la Suisse et dévoués à la France, en écarter les « fédéralistes », ménager l'union — déjà réalisée en fait — du Valais à la République française, le tout en conservant l'apparence de la plus stricte impartialité. Là encore, il est difficile de juger l'habileté de Verninac. Sa mission échoua, en effet, puisque les « fédéralistes » relevèrent la tête, que la révolution éclata, et que, le diplomate cédant la place au soldat, Verninac fut remplacé le 18 octobre 1802 par le général Ney, et la Suisse réoccupée par nos troupes. Mais cette révolution était précisément désirée par Bonaparte qui y trouvait le moyen d'imposer sa « médiation ³ ». L'échec apparent de Verninac serait donc le signe d'une réussite secrète. Bonaparte n'en jugea-t-il pas ainsi ? Verninac désapprouvait-il au contraire « le changement de dynastie ⁴ » comme il le dira plus tard ? En tout cas il fut dès lors écarté des affaires. A la Restauration, il brigua aussitôt une Préfecture ⁵.

Au moment où il quittait Lyon, le ministre suisse

1. A. SOREL, *op. cit.*, t. V, p. 154.

2. Arch. nat. F^{1b} II Rhône 2.

3. E. GUILLON, *Napoléon et la Suisse*, p. 80-98. J. DIERAUER, *Histoire de la Confédération suisse*, t. V, p. 135 à 173.

4. Arch. nat., F^{1b} I, 176⁸ (dossier Verninac).

5. *Ibid.*

Stopfer, annonçant son arrivée à ses concitoyens, le décrivait ainsi : « Vous trouverez en lui un homme de formes très aimables et de principes très libéraux. Il appartient à cette classe estimable des premiers amis de la Révolution qui ont voulu la diriger vers le bien de l'humanité, et qui, malgré les excès auxquels ils sont opposés, n'ont cessé de bien augurer de ses résultats pour le bonheur des peuples ¹. »

C'est un homme dans la force de l'âge et expérimenté. Il doit avoir des compétences juridiques et des qualités d'administrateur. Sa souplesse est bien celle d'un diplomate.

Dès son arrivée à Lyon il se trouva en face d'une circulaire du Ministère de l'Intérieur, pressant les Préfets d'envoyer d'urgence l'état des finances des communes visées par la loi du 5 ventôse, et les décisions prises par les conseils municipaux en exécution de cette loi ².

Devant l'inertie des municipalités lyonnaises, il fut donc amené à prendre d'office des mesures ; par arrêté du 19 messidor an VIII, il ordonna l'établissement d'un octroi municipal et de bienfaisance dans la ville de Lyon et fixa les bases de perception des droits ³.

« Le Préfet...

« Vu l'article 3 de la loi du 27 frimaire dernier, qui porte que le Gouvernement est chargé définitivement, et les administrations centrales de département par provision, de faire les règlements généraux et locaux pour la perception des octrois.

« Vu la circulaire adressée par le Ministre de l'Intérieur

1. E. GUILLON, *op. cit.* p. 80.

2. *Arch. nat.*, AD^{IX} 538. Circulaire de germinal, an VIII.

3. VIAL, *Traité des Octrois de Lyon*.

au Préfet du département du Rhône, qui prescrivit la plus prompte exécution des lois précitées.

« Considérant que la cessation des travaux publics, la détresse des hospices, et les besoins les plus pressants de la ville de Lyon exigent de prompts secours et n'admettent plus aucun délai ;

« Considérant que les revenus des hospices et de la commune, les centimes additionnels, ont été reconnus insuffisants.

« Arrête :

« ART. 1. — A compter du 5 fructidor prochain, l'octroi municipal sera établi et mis en recouvrement dans la ville de Lyon. »

L'arrêté préfectoral fut approuvé par le Gouvernement et rendu exécutoire le 17 thermidor an VIII.

Il était nécessaire d'agir immédiatement, car on ne disposait que de quelques semaines pour créer les nouveaux services. Certaines mesures se ressentent de cette hâte. Une mise au point était nécessaire, et d'autres arrêtés durent compléter ou parfois modifier les précédents.

Cette organisation ne fut pourtant pas improvisée. Plusieurs mémoires, dont nous avons déjà parlé ¹, étaient venus éclairer le Préfet. Verninac a lui-même exposé les motifs de ses décisions dans la lettre qu'il envoya au Ministre de l'Intérieur, le 23 messidor an VIII, pour lui annoncer la création de l'octroi ².

Trois systèmes s'offraient aux organisateurs : la ferme, la régie simple par la ville et la régie intéressée confiée à une compagnie.

1. Cf. p. 29.

2. Tous ces textes sont dans les *Arch. départ.* Octrois 8.

La ferme, qui rappelle l'ancien régime et qui ne peut être pratiquée, en l'absence de bases sûres permettant de fixer les mises à prix, ne trouva aucun partisan.

La régie simple, « la plus avantageuse » dit le Préfet, rencontre peu de faveur. Elle avait, l'année précédente, donné à Paris des résultats « désastreux » et l'on venait d'y renoncer¹. Comme la plupart de ses correspondants, — seul, le citoyen Plouvyé plaide pour l'établissement d'une régie simple dont il espère devenir le chef —, Verninac craint qu'elle ne soit « paresseuse, faible, incertaine ». Au surplus, l'« immoralité générale », que tous signalent, ne fait pas bien augurer de la fidélité des fonctionnaires qui seraient chargés de l'administrer². Puis, les frais de premier établissement effrayent. Enfin, ajoute le Préfet, pour « populariser » l'octroi il faut que le public en sente les effets dès l'origine. Il faut donc que, dès le premier jour, la nouvelle administration apporte *de l'argent frais*. On verra que la veille même de l'ouverture de l'octroi, le Préfet pourra annoncer, grâce aux 100.000 f. versés ce jour-là par la Régie, le paiement des rentes dues par les hospices³.

L'opinion générale semble donc s'orienter vers la troisième solution : la régie intéressée qui a les avantages de la ferme et ceux de la régie simple.

Parmi les suggestions que Verninac avait reçues, la plus précise et la plus étudiée émanait de la Compagnie Ricard dont le Préfet loue « la réputation de probité et de solidité ».

Cette compagnie, qui venait de se constituer pour exploiter l'octroi de Lyon, groupait des citoyens hono-

1. Cf. Arch. nat. AF^{III}, cart. 593, pl. 4088, p. 39.

2. Presque dans les mêmes termes le Directoire stigmatisait la « corruption générale » des employés de l'Octroi de Paris. *Ibid.*

3. Cf. p. 41.

rables offrant toutes les garanties financières et morales¹.

La famille Ricard en était l'âme.

Ricard père, « membre du Corps législatif, ex-régent de la Banque de France », est un commerçant de Lyon. Georges-Antoine Ricard avait été élu le 25 germinal an VII député du Rhône au Conseil des Cinq-Cents. « Il ne s'y fit pas remarquer, prêta le serment de haine à la royauté, et, rallié au 18 brumaire, fut réélu, le 4 nivôse an VIII, par le Sénat conservateur, député du Rhône au Corps législatif, d'où il sortit en l'an XI². » Nous pensons que le *Dictionnaire des Parlementaires* commet une erreur, lorsqu'il le dit nommé préfet de l'Isère le 11 ventôse an VIII. Il doit s'agir de Ricard de Séalt³.

Sur « Ricard fils aîné, négociant », nous n'avons pas d'autres renseignements.

Georges Ricard, fils cadet, est à la tête de la Compagnie. Il est qualifié de « militaire ». Il avait en effet servi comme inspecteur des équipages d'artillerie de l'armée d'Italie. Ses notes portent qu'« il était à celle de Rome lorsqu'elle fut attaquée par les Napolitains, et ne l'a pas quittée un seul instant jusqu'à sa réunion à l'armée d'Italie sur le territoire gènois ». Le général de brigade Seriziat le demanda pour aide de camp. Comme pour exercer ces fonctions il fallait être officier, Carnot le proposa pour le grade de sous-lieutenant de cavalerie, et il fut nommé le 4 brumaire an IX⁴. A cette date il aurait dû être encore à la tête de l'octroi de Lyon. Il n'est pas impossible qu'il ait alors

1. Arch. départ. Octrois 2.

2. *Dictionnaire des Parlementaires*, V^o RICARD.

3. Arch. nat. F^{1b} I, 172^a, dossier Ricard.

4. Arch. nat. A FIV, 24, pl. 130, 4 brumaire an IX, n^{os} 65 et 66. Il n'a pas de dossier au Ministère de la Guerre.

abandonné la régie, car il semble n'avoir joué aucun rôle dans les événements de l'an IX, et l'on croit le reconnaître dans un Ricard (de Lyon) capitaine aide de camp du général Suchet, qui est nommé le 2 mars 1811 chef d'escadron aide de camp ¹.

Puis, nous trouvons aux côtés des Ricard, Charles Bodin qui est banquier à Paris, André Bodin aîné qui est négociant à Lyon. André Bodin est fabricant de tissus, et il est de ceux qui, avec son associé Beauvais, cherchent à introduire dans le marché des cachemires de laine pour supplanter les châles de l'Inde. André Bodin fut, semble-t-il, un négociant assez important et honorablement connu ².

Vient ensuite Camille Pernon, « manufacturier », fils d'un gros « soyeux » de Lyon. Il joua lui-même un rôle considérable dans le relèvement de la soierie lyonnaise. Il était conseiller général du département du Rhône. En le proposant à la nomination du Premier Consul, le préfet le déclare « très attaché au Gouvernement, ex-noble ³ ». Il devint membre du Tribunat le 1^{er} pluviôse an X, et fut l'un des auteurs de la loi du 18 mars 1806 qui créait le Conseil des Prud'hommes destiné à remplacer les corporations, regrettées de toute l'industrie lyonnaise ⁴.

Un nommé Jacques Bossant fait aussi partie de la Compagnie Ricard. Nous ne savons rien de lui, si ce n'est qu'il était négociant, et sans doute « marchand de soie ⁵ ».

Enfin se présente Jean Guerre, « ex-juge au tribunal de première instance ». Jean Guerre, dont le nom viendra

1. *Arch. nat.* AF^{IV} 531, pl. 4138, 2 mars 1811, n° 20.

2. Cf. *Arch. nat.* AF^{IV}, art. 197, pl. 1277, 26 mars 1806 n° 37, Autorisation d'importer 300 kilogrammes de laine pour ses essais de cachemire.

3. *Arch. nat.* F^{lb} II, Rhône 2.

4. Cf. A. POIDEBARD et J. CHATEL, *Camille Pernon*.

5. Cf. p. 98 et Pièce justificative n° 1.

souvent au cours de cette étude, avait été magistrat ou avocat « au ci-devant parlement de Grenoble ¹ ». Il appartenait à une famille dauphinoise qui avait fourni au XVIII^e siècle plusieurs notaires au Dauphiné et plusieurs magistrats au Parlement ². Sur la recommandation de plusieurs habitants de Lyon et des membres du Corps législatif du département, il venait d'être nommé, le 3 messidor an VIII, juge au Tribunal d'appel de Lyon ³. Il ne figure pas parmi les membres de cette juridiction dans l'*Almanach national* de l'an IX et l'on doit supposer qu'il s'est démis de ses fonctions judiciaires, comme il devait le faire, dès l'entrée en charge de la Compagnie Ricard, qui fit de lui son régisseur ⁴.

Le Préfet, qui devait être incité à traiter avec de tels personnages, s'inspira à la fois de l'expérience des anciens octrois de Lyon, de la régie intéressée de l'octroi de Paris, deux précédents que Georges Ricard a particulièrement étudiés, et du règlement de la *Régie des Salines de l'Est*.

Les *Salines de l'Est* sont les salines des départements de la Meurthe, du Jura, du Doubs, de la Haute-Saône et du Mont-Blanc, c'est-à-dire de Dieuze, Moyenvic et Château-Salins, Saltzbrum, Saltz, Sanhiot, Salins, Arc ou Chaux

1. Arch. nat. BB⁵, 157.

2. Inventaire des Arch. départ. de l'Isère, t. III (série E). Y^o Guerre.

3. Arch. nat. BB⁵, 157.

4. Il serait extrêmement tentant d'identifier le régisseur Jean Guerre avec l'historien royaliste de la Révolution à Lyon. Cela expliquerait sans doute l'hospitalité de Chouly à son égard. Malheureusement la notice de F.-L. Collombet consacrée à J. Guerre dans la *Revue du Lyonnais*, 1840, t. XI, p. 206-210 ne permet pas une identification certaine. L'historien Guerre était avocat, il est mêlé à quelques affaires du côté de Grenoble, mais il serait bien étonnant que Collombet, qui écrit quelques années après sa mort, ait ignoré ou passé sous silence son séjour au Parlement de Grenoble en sa qualité de magistrat. Ici, comme souvent dans la suite, le manque de curiosité des historiens de Lyon envers la biographie et la généalogie des personnages qu'ils rencontrent, rend toute conclusion certaine impossible.

et Monmorot, Moustiers et Conflans, exploitées avant la Révolution par la Ferme Générale, et devenues depuis domaines nationaux ¹.

Le traité mettant les *Salines* en régie intéressée avait été approuvé par les Consuls le 13 prairial an VIII.

Les régisseurs versaient à l'État d'avance et par douzièmes, de mois en mois, 1.800.000 f. par an. L'excédent devait couvrir les dépenses : frais d'exploitation et intérêts des avances éventuelles de la Régie à 5 p. 100. Le surplus devait se partager ainsi : 1/30 aux régisseurs sur les premiers 200.000 f., 1/20 sur les 200.000 f. suivants, 1/15 sur les 200.000 f. qui suivent encore, puis 1/10, 1/5, 1/4 sur chaque tranche de 200.000 f., enfin 1/3 sur tout le reste. Les régisseurs fournissaient un cautionnement de 1.000.000 en immeubles. La durée du bail était de trois, six, neuf années au gré des parties. La résiliation ne pouvait se faire qu'avec un préavis de six mois.

Les régisseurs engageaient seuls les employés, le Gouvernement contrôlait et, au besoin, réformait les traitements et autres articles de dépenses. Le Gouvernement nommait des Commissaires « pour assister aux délibérations, prendre communication, sans les déplacer, des registres de la régie et de ses préposés, et faire toutes les vérifications qui seraient jugées nécessaires, même celles des caisses ». Les traitements de ces commissaires étaient d'ailleurs payés par la régie, mais ils ne pouvaient, au total, excéder 30.000 f. par an ².

Les mêmes principes avaient présidé à l'organisation de la régie intéressée de l'octroi de Paris : somme annuelle garantie par le régisseur, frais abonnés, partage progressif

1. *Arch. nat.*, AD^{IX}, 572.

2. *Arch. nat.* AF^{IV}, cart. 14, pl. 72, n° 3.

entre la régie et la ville des recettes excédant la somme garantie.

Le bail passé le 16 thermidor au VIII entre le Préfet de la Seine et le citoyen Dussap pour l'exploitation de cette régie ne put pas influencer directement sur le bail conclu à Lyon avec la Compagnie Ricard, puisque celui-ci fut signé le 17. Cependant les caractères généraux du bail Dussap étaient connus depuis la fin de germinal an VII¹. Mais c'est surtout dans la prévision des recettes futures que la Compagnie Ricard s'inspira de l'exemple de Paris².

Le contrat de la régie lyonnaise fut signé le 17 thermidor an VIII par le Préfet agissant au nom de la commune et par les représentants de la société Ricard³. Il avait été traité de gré à gré, sans adjudication publique, pour une période de cinq années, ce qui allait soulever aussitôt les protestations du nouveau Conseil municipal et de la population, toujours mal disposée à l'égard de l'octroi.

Les difficultés à vaincre, pour une organisation aussi rapide, furent considérables.

Les anciennes barrières étaient détruites ; la ville était ouverte de tous côtés ; les logements des préposés et les bureaux de recette étaient renversés ou aliénés, la surveillance et la garde des entrées étaient très difficiles. La nouvelle régie dut, en quelques jours, tout organiser :

1. *Arch. nat.* AFIII, cart. 593, pl. 4088, p. 29.

Les clauses du traité Dussap étaient les suivantes : somme garantie 10 millions de fr., moins 7 p. 100 pour les frais — remises du régisseur : 1/10 sur le onzième million, 2/10 sur le douzième, 3/10 sur le treizième, etc. jusqu'à 5/10. — caution fournie par le régisseur : 1.500.000, en immeubles — avance du régisseur à la ville lors de l'entrée en jouissance : 1.000.000 f. (*Arch. nat.* AFIV 1078, p. 61).

2. Cf. p. 53 et sq.

3. Le texte de ce contrat est perdu. Cf. *Sources* p. v. Il est aisé de le reconstituer en utilisant les nombreuses clauses citées ça et là. Il ne subsiste d'incertitude que pour quelques détails sans grande importance.

effort admirable qui fut accompli avec une célérité extraordinaire. Les régisseurs durent choisir la centaine d'employés de toute classe dont le concours était utile. On dut fixer l'emplacement des bureaux et des barrières, assurer l'impression rapide des registres et des imprimés indispensables, déterminer le rôle et la fonction des préposés, créer et mettre en marche une institution complexe entre toutes.

En même temps, le Préfet faisait afficher une lettre « Aux citoyens composant l'Administration des hospices de Lyon », pour leur dire de reprendre le paiement des rentes dues par les hospices au 1^{er} vendémiaire et pour inviter les rentiers à faire valoir leurs titres ¹.

Enfin, le 4 fructidor, la veille de la mise en application des nouveaux droits, le préfet Verninac lança une proclamation à la population lyonnaise ² :

« La détresse des hospices de Lyon est assez connue ! Quel citoyen ignore que, durant le long cours de quatorze années, douze cents malades furent presque journellement exposés, dans ces maisons de bienfaisance, à manquer de bouillon et de médicaments ; que la privation du sein nourricier y fit périr un nombre effrayant d'orphelins et d'enfants abandonnés ; qu'elles ont réduit à la plus affreuse misère une foule de citoyens, en suspendant le paiement du modique intérêt des sommes qu'ils leur prêtèrent autrefois avec confiance ?

« Depuis trop longtemps, le spectacle de ces misères fatigue la sensibilité publique ; il convient enfin de satisfaire aux lois de l'humanité.

« La sage loi du 5 ventôse an VIII a voulu que les communes dont les réserves ne pouvaient couvrir les dépenses,

1. *Arch. départ.* Octrois 6.

2. *Almanach de Lyon*, an IX, p. 197.

y suppléassent par un octroi municipal et de bienfaisance, établi sur les objets de consommation. Paris, Bordeaux, Marseille, Montpellier, toutes les villes les plus considérables de la République ont trouvé, depuis longtemps, dans cette ressource le terme de leurs embarras domestiques, sans surcharge pour les citoyens, sans même une augmentation sensible dans les prix des denrées et des combustibles. L'impôt sur les consommations est en effet le moins onéreux de tous, en ce qu'il est réellement proportionné aux facultés de chacun, et qu'il est supporté principalement par les citoyens aisés... L'octroi est le domaine de la famille. Tous les enfants de la famille concourent à le faire prospérer et à le défendre... »

Le 5 fructidor an VIII, au matin, c'est-à-dire le 23 août 1800, les services fonctionnent de façon normale.

L'octroi de Lyon prend alors le titre qu'avait donné à l'octroi de Paris la loi du 27 vendémiaire an VII : celui d'octroi municipal et de bienfaisance ¹.

L'arrêté qui entérine le bail passé par le Préfet le 17 thermidor, et qui confie officiellement la régie à Georges Ricard et C^{ie} ne fut promulgué que quatre jours après l'ouverture de l'octroi, le 8 Fructidor an VIII². On attendait sans doute l'approbation officielle du Ministre de l'Intérieur.

§ 2. — INSTALLATION, ORGANISATION, RÈGLEMENT, ADMINISTRATION ET PERSONNEL

L'organisation de l'octroi de Lyon, au commencement du mois de fructidor de l'an VIII, résulte d'un certain

1. OLIBO, L'octroi de Lyon. *Revue du Lyonnais*, 4^e série, t. IV.

2. *Almanach de Lyon*, an IX.

nombre d'arrêtés pris par le Préfet et approuvés par le Ministre de l'Intérieur.

Le fonctionnement de la Régie est réglé par les arrêtés du 21 messidor et du 8 fructidor an VIII¹. Un membre de cette société, revêtu de ses pouvoirs, administre et signe pour elle, en qualité de régisseur, en tenant le plus grand compte des arrêtés du Gouvernement et des délibérations de la Compagnie. Trois directeurs, dont l'un est nommé par le Gouvernement, le deuxième par le Préfet et le troisième par la Régie, assistent et surveillent l'administration.

Les directeurs sont chargés de l'administration immédiate de l'octroi, en se conformant aux lois et aux arrêtés du Gouvernement et du Préfet, ainsi qu'aux instructions données par la Régie ; ils délibèrent et se prononcent sur les questions posées ; ils dirigent le travail des bureaux ; ils signent les lettres, les expéditions ; ils donnent les ordres aux préposés et employés de toute espèce.

La Compagnie donne des directives, désigne les emplacements des bureaux, des postes, des ambulances, fixe le nombre des employés, nomme, suspend ou révoque les préposés de tous grades, sous la surveillance du Préfet. Les emplois supérieurs sont réservés aux fonctionnaires qui se sont distingués.

Enfin, chaque mois, la Régie présente au Préfet l'état de la situation et l'état de la perception de l'octroi et, à cette occasion, effectue à la caisse commune les versements convenus, déduction préalablement faite des avances de la Société, des engagements contractés par elle envers la ville et de sa portion d'intérêt. La recette est rendue publique par la voie des affiches dans les cinq premiers jours

1. *Almanach de Lyon* an IX et *Arch. dép.* Octrois 8.

du mois suivant. A la fin de chaque année, le produit général est également publié. Les maires des trois divisions pouvaient d'ailleurs exercer leur surveillance et présenter leurs observations.

Les produits de l'octroi étaient répartis de la façon suivante entre la Ville et la Régie.

On distingue deux sortes de taxes : une taxe principale et une taxe additionnelle, plus faible — 10 à 20 p. 100 de la taxe principale — qui ne frappe que les articles les plus importants, vin, bestiaux, etc.

Sur la taxe principale, la régie Ricard assure à la commune, pour la première année, 200.000 f. — sur lesquels elle verse 100.000 f. à titre d'avance lors de la signature du contrat — et 500.000 f. pour les autres années.

Une somme fixe de 91.000 f. est allouée aux régisseurs à titre d'abonnement aux frais de perception : éclairage, fournitures des bureaux, traitements des employés. En outre, jusqu'à l'achèvement des murs de clôture, il est accordé à la Compagnie une somme de 30.000 f. pour frais de garde exceptionnels. Cette somme de 30.000 f. est diminuée chaque année de 5.000 f.

Le surplus des produits de la taxe principale est partagé entre la Régie et la Ville. Il revient à la Régie $\frac{1}{10}$ sur les premiers 50.000 f., $\frac{1}{5}$ sur les 50.000 f. suivants, $\frac{1}{4}$ sur les 100.000 f. suivants et $\frac{1}{2}$ sur toute somme excédente.

Au contraire, pour les produits de la taxe additionnelle, la Compagnie Ricard compte avec la ville de clerc à maître et sans remise. L'existence de cette taxe additionnelle résultait d'une disposition assez ingénieuse. Le principal obstacle à l'établissement de l'octroi était, en effet, le manque de clôtures. Les murailles avaient été abattues pendant le siège de Lyon et, par décret du 21^e jour du

1^{er} mois de l'an II, la Convention avait arrêté à la manière antique que Lyon rebelle serait rasée. Folie destructive et déplorable mesure ! Les événements allaient se charger de le prouver de la façon la plus cruelle : l'ingénieur du département estimait à 1.150.000 f. les frais nécessités par l'établissement de l'octroi, frais dans lesquels la construction d'un mur de clôture entraît pour environ 500.000 f ¹.

La ville ne pouvait faire face à cette dépense et c'est une des principales raisons du rejet de la régie directe. Les candidats à la ferme ou à la régie intéressée, qui n'étaient pas moins effrayés par l'importance de la somme, proposaient — tel le citoyen Mazuyer — de former une garde de trois cents vétérans qui aurait englouti plus de 80.000 f. ². La Compagnie Ricard avait habilement laissé entendre qu'une taxe spéciale pourrait être affectée à la construction de la clôture et aux frais de premier établissement ; elle ferait l'avance des fonds et s'engagerait à construire les murs en quatre ans, pour une somme de 500.000 f., à condition de pouvoir se rembourser graduellement sur les produits de la taxe ³.

Le 29 nivôse an IX, la Régie fit d'autres propositions : elle construirait une enceinte provisoire et des bureaux en un an, sans avance, suivant le devis de l'ingénieur en chef du département du 15 prairial an VIII. Ce devis semble avoir contenu une évaluation de 144.017 f. ⁴.

Ainsi étaient réglés les rapports entre la ville et la société G. Ricard.

La Régie entra en fonctions le 8 fructidor. Elle établit

1. *Arch. départ.* Octrois 8 et 6, proposition de Ricard et lettre du Préfet du 13 messidor an VIII.

2. *Arch. départ.* Octrois 8.

3. *Arch. départ.* Octrois 6.

4. *Ibid.*

son bureau général, rue Boissac, n° 70, dans la maison Fleurieu. De ce bureau, placé au centre de la ville, partaient les ordres pour toutes les directions, en passant par les bureaux intermédiaires.

L'*Almanach de la ville de Lyon* de l'an IX nous donne d'intéressants détails sur le fonctionnement des divers services.

Un état-major important est installé rue Boissac :
Régisseur : le citoyen Jean Guerre.

Directeur pour le Gouvernement : N...¹

Directeur pour la Préfecture : le citoyen Plouvyé-Saint-Laurent.

Directeur pour la Régie : le citoyen Déchalvet.

Secrétaire en chef : le citoyen Dubeuf.

Secrétaire particulier : le citoyen Chazette Saint-Étienne.

Expéditionnaires : les citoyens André Henry et Louis Martin².

Un savant et compliqué réseau de bureaux était prêt à étouffer la fraude.

Nous trouvons au-dessous du bureau central autant de grands bureaux que la perception comporte de fonctions différentes³.

1° Bureau de la comptabilité :

Chef : Gravier⁴ ; Sous-chef : Puygsech ; Commis : N...

2° Bureau du mouvement :

Chef : Guinan ; Commis : N...

1. D'après une lettre du Préfet du 23 messidor an VIII, ç'aurait été un nommé Giguët (Arch. départ. Octrois 6). Il n'exerça jamais ses fonctions (*Lettre du Commissaire Chouly du 18 floréal an X. Ibid.*, 2).

2. *Almanach de Lyon*, an IX. Adminis. de l'Octroi, p. 184.

3. *Ibid.*, p. 186 et sq.

4. Peut-être ancien membre du bureau des Subsistances en 1793 (TERRET, *Mémoires*, p. 18).

3^o Bureau du contentieux :

Chef : Grangier ; Commis : N.,

4^o Bureau de transit :

Chef : Terrasse-Lesablière.

Au-dessous sont encore des bureaux particuliers de recettes qui, dit l'arrêté du 17 thermidor an VIII, « doivent être établis près de chacune des principales barrières de la commune », et où, ajoute l'article 3 du même arrêté, « tout porteur et conducteur d'objets de consommation compris au tarif de l'octroi, sera tenu d'en faire la déclaration, et d'en acquitter les droits avant d'entrer dans la commune. »

Les limites de l'octroi n'avaient pas été précisées par le traité ; il était seulement indiqué qu'elles se confondaient avec l'ancienne ligne d'enceinte de la ville, telle que permettaient de la tracer les ruines des remparts. A la demande de la Régie, elles furent précisées le 23 fructidor an VIII, pour la région sud, la seule qui put prêter à discussion depuis le rattachement à la ville de l'île Moignat¹. La

1. Michel-Antoine Perrache avait entrepris en 1768 le rattachement de l'île Moignat au territoire de la ville de Lyon. L'assèchement du bras du Rhône qui la séparait de la ville avait été commencé. A la suite de difficultés financières, M.-A. Perrache fonda, le 28 décembre 1771, une société par acte sous seing privé au capital de 2.000.000 de livres, réduit par la suite à 1.050.000 livres.

Après la mort de Perrache la compagnie entra en sommeil. Le 22 avril 1782, le comte Jean Espérance Blandine de Laurencin, né le 17 janvier 1733, héritier d'une vieille famille lyonnaise, fils d'un brigadier aux armées du roi, ancien officier, littérateur connu, fut nommé directeur de la société. Le territoire de l'île Moignat devenue presque Perrache, était alors occupé par des marécages dont la « pestilence » avait fait désertier le sud de la ville. Malgré les améliorations apportées par la nouvelle compagnie, cet état durait encore lorsque la société vendit l'île à la ville le 8 mars 1806 pour 300.000 francs. La ville s'empressa de l'offrir à l'empereur et de le prier de vouloir bien y établir un palais impérial. Elle espérait qu'ainsi le gouvernement prendrait à sa charge les frais d'assainissement.

En l'an X, le conseil d'administration de la Compagnie était composé de Jean de Laurencin, directeur général, son fils directeur-adjoint, Claret-Henrieu, trésorier, Mazuyer, Noyel, Regnault de Bellescize, commissaires.

Cf. Arch. nat. F¹⁴ 581. Conseil mun. P.-V. des séances, t. II, pp. 21 et 40, Mon-FALCON (J. B.), *Histoire monumentale de la ville de Lyon*, t. III, Paris, 1865, p. 71.

limite était fixée au milieu du Rhône. Les bateaux pouvaient donc aborder librement la rive gauche, mais sur la rive droite ils devaient faire leur déclaration à la barrière Perrache. Par exception, on leur permettait de ne faire cette déclaration qu'au port des Cordeliers, mais alors ils devaient, pour l'atteindre, emprunter la partie gauche du fleuve. Enfin, sur terre, la pointe de la presqu'île, au confluent de la Saône et du Rhône, était considérée par la Régie comme trop vaste pour le produit qu'on en retirait. La Régie estimait d'ailleurs qu'il était opportun de ne pas augmenter, par la taxe sur les charbons, les frais généraux de deux verreries situées à cette extrémité. Elle proposa donc, et obtint, que la limite fut fixée au nord de la gare des Travaux Perrache dont le directeur, le citoyen de Laurencin, offrait le terrain nécessaire pour creuser un fossé¹.

Sur ces limites devaient être établis huit bureaux, dont le nombre rapidement augmenté fut bientôt de douze, sans compter les postes intermédiaires aux barrières de renvoi et les postes d'observations. Le tout forme trois groupes qui correspondent aux trois divisions de l'Ouest, du Midi et du Nord.

1^o Division de l'Ouest :

Barrière de Vaise ; Barrière de Saint-Just ; Barrière de Saint-Georges.

2^o Division du Midi :

Port d'Ainay ; Pont de la Gare des Travaux Perrache ; Barrière de Perrache ; Pont de la Guillotière ; Port des Cordeliers.

3^o Division du Nord :

Barrière Saint-Clair ; Barrière de la Croix-Rousse ;
Barrière de Serin ; Pont-Morand (provisoirement).

1. *Arch. départ. Octrois 6.*

Il existait trois postes intermédiaires ou barrières de renvoi sur la montagne de Fourvières, aux issues de chacun des chemins de traverse, et trois sur la montagne de la Croix-Rousse, aux issues des chemins des Carmélites, de la Tourette et de la Butte. Les postes étaient fermés pendant la nuit et, en aucun cas, les marchandises sujettes à la taxe ne pouvaient être introduites dans la ville par cette voie.

Quant aux postes d'observation, ils étaient au nombre de quatre : un au pont de la Gare, faisant le service d'un bureau de recettes à l'autre (le receveur est le même que celui d'Ainay), un au pied du chemin du Greillon sous le rocher Pierre-Scize, poste destiné à empêcher toute fraude qui pourrait se produire en évitant la barrière de Vaise, et en la tournant par le chemin du Greillon, enfin, deux sur la Saône, établis à l'entrée de la commune, en amont et en aval sur deux bateaux amarrés appelés « pataches ».

Chacun des bureaux des trois groupes de l'Ouest, du Midi et du Nord possédait des receveurs, vérificateurs et préposés ¹.

Le système de perception établi par la régie Ricard et qu'elle déclare « unique », obligeait les préposés à se contrôler mutuellement, et prévenait leurs infidélités.

Chaque barrière a trois bureaux suffisamment éloignés pour que leurs préposés ne puissent s'entendre. Dans le premier bureau se trouve le vérificateur. C'est à lui que le redevable s'adresse d'abord pour déclarer et faire vérifier les objets ; on inscrit sa déclaration sur un registre et on lui remet un bulletin qu'il présente au deuxième bureau, où le receveur perçoit les droits et acquitte le bulletin. Enfin

1. *Almanach de Lyon*, an IX. Adminis. de l'Octroi, p. 186 et sq.

le voiturier ou le porteur entre dans la ville, et s'arrête devant un troisième bureau où les surveillants ou « gardes du pavé » prennent le bulletin et vérifient le chargement, avant de le laisser passer. Les surveillants déposent ensuite le bulletin dans une boîte en fer dont la Régie a la clé, et qu'on lui apporte chaque jour. Ainsi est assuré le contrôle ¹.

En outre, trois inspecteurs divisionnaires et un inspecteur-général exercent une surveillance de tous les instants sur les bureaux d'entrée. Ces services extérieurs comprenaient le citoyen Lafite-Pelleporc, inspecteur-général, les citoyens Chappet-Vangel, Nicolas Guerre et Cambou ou Cambon, inspecteurs divisionnaires, le citoyen Perrin, chef d'ambulance ².

§ 3. — LES TAXES SOUS LA RÉGIE RICARD

Le choix des articles à taxer fut l'objet d'études approfondies dont la correspondance préfectorale et les projets soumis à l'autorité portent la trace ³. C'est sur ce point qu'on fait appel aux données de l'expérience, car on ne perd pas le souvenir des anciens octrois.

Un des éléments importants de l'ancien octroi était la taxe sur les soies. Seul, le citoyen Plouvyé propose d'y recourir de nouveau, et il escompte un produit de 120.000 f. pour 400.000 kilos de soie écrue. Plouvyé, ancien receveur des Aides et des Droits réunis, dont le Préfet loue les lumières en le nommant à la place de Directeur pour la Préfecture, a, il est vrai, tendance à reprendre pure-

1. *Arch. départ.* Octrois 8.

2. *Almanach de Lyon*, an IX. Adminis. de l'Octroi, p. 186 et sq.

3. *Arch. départ.* Octrois 8.

ment et simplement la liste des objets taxés sous l'ancien régime.

Tous les autres, le Préfet compris, sont hostiles à la taxation de la soie. Un anonyme explique que, dès l'ancien régime, l'industrie de la soie avait été fort atteinte « par la fureur des femmes de ne se vêtir qu'avec des toiles blanches du plus grand prix, qui étaient importées en France de l'Inde, de l'Angleterre et même de la Suisse » et « par le goût des papiers pour ameublements ».

Cependant l'habileté des dessinateurs lyonnais avait réussi à empêcher la ruine, que la Révolution avait failli rendre totale. Une renaissance s'annonçait, mais elle était encore timide. Alors qu'en 1789 Lyon comptait 17.000 métiers à soie, on n'en trouvait plus dans ses murs que 4 ou 5.000, dit ailleurs Ricard ¹.

Il ne fallait pas gêner la reprise de cette industrie essentielle.

C'est tout à fait l'avis du Préfet qui veut aussi exempter de la taxe les matériaux de construction, afin d'encourager les propriétaires désireux de rebâtir les maisons dont « une grande partie » a été détruite par le siège.

Le Ministre de l'Intérieur, d'autre part, insistait pour que ne fussent pas taxés « les grains, farines et autres denrées servant habituellement à la nourriture des hommes ² ».

1. Le chiffre de 17.000 paraît exagéré pour 1789. Suivant le préfet Najac, depuis le traité franco-anglais de 1786 (Cf. R. STOURM, *Le finances de l'ancien régime et de la Révolution*, t. II, p. 11 et sq.), le nombre des métiers lyonnais aurait beaucoup diminué. Il n'était plus en 1789 que de 14.000 (*Arch. nat.* AF^{IV}, 1051, p. 26). Verninac donne le chiffre de 14.782 dont 5.447 en chômage, en 1788 (*Description... du département du Rhône*, p. 67).

2. Circulaire de germinal an VIII, *Arch. nat.* AD^{IX} 538.

En fin de compte, la liste des objets imposés fut la suivante ¹ :

Boissons. — Vins de France, vins étrangers, vinaigres et vins gâtés, esprits, eau-de-vie et liqueurs, bière, houblon, orge, cidres et poirés.

Comestibles. — Bœufs, vaches, veaux, moutons, brebis, chèvres, agneaux, chevreaux, porcs, abatis, viandes à la main.

Combustibles. — Bois de chauffage, fagots de toutes espèces, branches longues ou faix liés, charbon de bois.

Fourrages. — Foin et luzerne, paille, avoine.

En ce qui concernait le taux des taxes à établir, l'accord était unanime sur deux points ² : d'une part, il fallait obtenir un produit de 900.000 f. à 1.000.000 de f. ; d'autre part, le taux devait être inférieur à celui des anciens droits. Le citoyen Plouvyé prévoyait 2 f. par année pour les vins, tandis que Ricard voulait appliquer un tarif plus élevé : 4 f. Or, on payait sous l'ancien régime 11 livres 17 sols.

Plouvyé se serait contenté de 6 f. par tête pour les bœufs, mais Ricard aurait voulu qu'on portât ce droit à 15 f. La taxe ancienne était 28 livres 20 sols.

Plouvyé estimait que 0 f. 30 était une taxe suffisante pour les montons, Ricard aurait exigé 1 f. La taxe ancienne était 1 livre 12 sols et 9 deniers ³, etc.

Chez tous, la modération avait sa source dans le désir de voir abaisser l'impôt à un taux qui le rendit inférieur aux frais qu'entraîne la fraude. C'est pourquoi Ricard insistait

1. *Almanach de Lyon* an IX, p. 188.

2. Sur tout ce qui suit, cf. *Arch. départ.* Octrois 8.

3. WAHL, *Les premières années de la Révolution à Lyon*, pp. 21, 22, dit 1 livre 2 sous 8 deniers 2/5. Cf. p. 3.

non sans raison sur ce fait que plus l'objet était facile à passer subrepticement, plus la taxe devait être faible.

Le Préfet, plus soucieux de l'intérêt général, voulait éviter une hausse de prix, qui serait suivie d'une hausse de la main-d'œuvre empêchant l'industrie renaissante de soutenir la concurrence étrangère.

Mais d'autres considérations devaient inciter à limiter l'application de ces principes. Lyon comptait 140.000 habitants en 1789¹ ; que la population soit réduite de moitié ou que la ville eût encore 87.000 âmes², comme le prétend Ricard, les grandes fabriques n'en ont pas moins presque complètement disparu. Et c'est pourquoi Ricard pense que la consommation dans la ville de Lyon en l'an IX n'est pas égale à plus de la moitié de ce qu'elle était avant la Révolution ; cette consommation équivaut à peu près au dixième de ce qu'absorbe Paris, ville de 800.000 habitants.

D'après Ricard, Lyon consommait en 1789 240.000 années de vin. Paris consomme 770.000 hectolitres³ de vin. La moitié de l'ancienne consommation est de 115.000 hectolitres (chiffre de Ricard). Le dixième de la quantité consommée à Paris est 77.000 hectolitres.

La moyenne des deux estimations est 96.000 hectolitres, mais à Paris on boit plus de bière qu'à Lyon ; on peut donc tabler sur 100.000 hectolitres et la taxe doit être de 4 f.

1. WAILL, *op. cit.*, p. 4, dit 150.000.

2. Une statistique officielle de l'an VIII donne 88.919. Cf. p. 197, n. 1. Ce chiffre semble exact, en tout cas il n'est pas « forcé », suivant l'expression de Verninac. Au contraire le chiffre de 140 ou 150.000 était peut-être exagéré. Verninac dit en effet « à une certaine époque les communes exagéraient leur population, soit pour se donner plus d'importance, soit pour obtenir la préférence des établissements politiques. Aujourd'hui que la population entre, comme base dans l'assiette de certains impôts, les communes sont plus disposées à réduire qu'à exagérer » *Description... du département du Rhône*, p. 45.

3. C'est bien effet le chiffre officiel (764.405 hl.) des entrées à Paris en l'an VIII. Cf. *Arch. nat.* AF^{IV} 1078, p. 68-70.

Telle fut la base des évaluations faites par la C^{ie} Ricard.

Quant au Préfet, il ne livra que plus tard sa pensée ; au début de nivôse an IX ses remarques étaient les suivantes.

« Les bases qui servirent à présumer le produit furent la population actuelle de la ville et la consommation relative de cette population ; on fit ce raisonnement : les anciens octrois étaient affermés 1.800.000 f. ; les bénéfices des fermiers ou les frais de régie, pouvaient être de moitié de cette somme ; les octrois rendaient donc 2.700.000 f. Mais les soies alors étaient soumises à la taxe et figuraient dans le produit pour 800.000 f. En conséquence, les octrois, non compris le produit des soies, donnaient 1.900.000 f., mais, à l'époque dont il s'agit, Lyon avait 40.000 âmes de plus ; il avait des richesses et un commerce qui favorisaient la consommation. L'octroi s'étendait sur les faubourgs, et enfin la taxe, d'après un terme moyen, était du double de ce qu'elle était aujourd'hui. Toutes ces différences étant prises en considération, on conclut que le produit de l'octroi qu'on établissait serait moindre de moitié que celui d'autrefois, et que l'on trouvait le produit présumé de 950.000 f.

On ne s'en tint pas à cette base. On compara la population et le tarif de Paris avec la population de Lyon et le tarif qu'on se proposait d'y établir ; on dit : la population de Paris est octuple de celle de Lyon ; le tarif de Paris est plus fort d'un tiers au moins de celui qu'on se propose pour Lyon ; les matériaux sont taxés à Paris, et ne le sont pas à Lyon ; l'octroi de Paris ne produit pas 9.000.000 de f., il ne faut donc espérer à Lyon qu'un peu moins d'un huitième de cette somme ; et l'on trouvait toujours le produit présumé de 950.000 f. ¹ »

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 39, 40.

Plouvyé qui avait des vues plus larges déclarait, par exemple, qu'on consommerait 180.000 hectolitres de vin. Il était seul de cet avis, mais l'avenir devait prouver que son optimisme ne s'était pas trompé.

Si l'on veut entrer dans le détail d'un certain nombre de taxes, on trouve, dans le projet de Ricard, quelques autres considérations intéressantes.

C'est ainsi qu'il pose le principe « qu'on doit imposer moins les objets qui sont pour le pauvre d'une absolue nécessité ». La bière qui est à Paris une boisson de première nécessité et qui y paie les mêmes droits que le vin, est, à Lyon, un luxe et doit subir une taxe supérieure¹.

Ailleurs, on reconnaît la préoccupation de favoriser telle ou telle branche de l'activité économique, et d'établir ce que nous appellerions aujourd'hui un « contingentement ».

Ainsi, il faut lutter contre le déboisement : « Pour ménager les bois dont l'épuisement est si effrayant et pour ne point trop frapper le pauvre qui use beaucoup moins de bois à brûler que de charbon de terre, on doit élever la taxe du premier, et modérer autant que possible celle du second. »

Ainsi encore, il y a intérêt à protéger l'agriculture du département dont la moitié des produits consiste en vins. Or, « la taxe proposée (4 f.), qui est à peu près d'un quart de la valeur commune du vin » est déjà très lourde. Il faut soumettre les vins *étrangers* « c'est-à-dire les vins que l'on recueille hors du département et principalement ceux du Midy, à une taxe double qui modérerait l'importation ». C'est bien ce qui se faisait sous l'ancien régime ; le vin *ordinaire* payait 11 livres 17 sols et le vin *étranger* 27 livres 4 sols.

1. En fait, le Préfet ne voulut pas qu'on fit cette distinction ; la bière paya les mêmes droits que le vin.

Finalement, ce tarif fut adopté :

TARIF DE L'OCTROI DE LYON¹

		TAXE principale.	TAXE additionnelle.	TOTAL
		francs.	francs.	francs.
BOISSONS	Vins de France, l'hectolitre	3,50	0,50	4,00
	Vin étranger, l'hectolitre	12,00	2,00	14,00
	Vinaigre et vin gâté, l'hectolitre . . .	3,50	0,50	4,00
	Eau-de-vie et liqueurs, l'hectolitre . .	12,00	2,00	14,00
	Bière, l'hectolitre	3,50	0,50	4,00
COMESTIBLES	Cidre et poiré, l'hectolitre	3,50	0,50	4,00
	Bœufs, par tête	13,00	2,00	15,00
	Vaches, par tête	9,50	1,50	11,00
	Veaux, par tête	2,25	0,25	2,50
	Moutons, brebis, chèvres, par tête . .	1,10	0,10	1,20
	Agneaux, chevreaux, par tête	0,50	0,10	0,60
	Porc, par tête	3,50	0,50	4,00
COMBUSTIBLES	Viande à la main, le kilogramme . .	0,05	—	0,05
	Bois de chauffage, le moule ²	3,00	—	3,00
	Fagots de toute espèce, le cent . . .	0,50	—	0,50
	Branches longues ou faix liés, la pièce	0,02	—	0,02
	Charbon de bois, le sac ou la voie ³ .	0,25	—	0,25
FOURAGES	Charbon de terre, la benne ⁴	0,10	—	0,10
	Foin et luzerne, le quintal ⁵	0,25	—	0,25
	Paille, le quintal	0,05	—	0,05
	Avoine, les 3 bichets ou l'hecto- litre ⁶	0,25	—	0,25

Ces taxes sont à peu près les taxes proposées par Ricard qui escomptait une rentrée annuelle de 100.000 hectolitres de vin ordinaire, de 2.000 hectolitres de vin étranger, de

1. *Almanach de Lyon*, an IX, p. 188.

2. Le moule du Rhône ou 1 st. 84. Par stère la taxe est fixée à 1,50 (*Almanach*, *ibid.*).

3. Le sac ou 17 décalitres 20 centièmes (*ibid.*).

4. La benne ou 5 myriagrammes. Le myriagramme paye donc 0 f. 02 (*ibid.*).

5. Le quintal, ou un peu plus de 4 myriagrammes, subit la même taxe que 5 myriagrammes (*ibid.*).

6. Trois bichets font, en réalité, un peu plus d'un hectolitre, mais ne payent que pour un (*ibid.*).

6.000 têtes de bœufs, de 50.000 moutons, de 25.000 stères de bois, de 300.000 bottes de foin, etc.

L'ensemble devait rapporter 933.600 f. par an.

En face de ces chiffres, on peut placer le tableau que présentait Plouvyé :

OBJETS	TAXE	QUANTITÉ
Vin de toutes catégories.	2 f. 00	180.000 hectolitres.
Bœufs	6 f. 00	18.000 têtes.
Moutons	0 f. 30	120.000 têtes.
Bois	1 f. 00	40.000 stères.
Foin par bateau	1 f. 00	Aucune donnée.
Foin par voiture	0 f. 25	Aucune donnée.

Plouvyé ajoutait à ceci 120.000 f. sur les soies, des taxes sur le papier, sur les cuirs. Le tout devait produire 1.000.750 f. par an, moins 90.000 f. de frais d'exploitation¹. Mais, les autres inconvénients du système préconisé par Plouvyé mis à part, il était, avons-nous dit, très difficile d'établir une régie directe. Il n'en est pas moins vrai que les estimations de Plouvyé se rapprochent plus de la réalité que celles de Ricard, jugées cependant un peu fortes par le Préfet.

En effet, en l'an X, année pour laquelle nous possédons des états de recette mensuels complets², il entra 160.988 hectolitres de vin ordinaire, 10.830 bœufs, 105.661 moutons, etc.

Indiquons enfin, si l'on veut se rendre compte de la charge que le nouvel impôt allait représenter pour les Lyonnais, que la Compagnie Ricard l'évaluait à 4 f. 50 par tête et par an³.

La faiblesse des estimations et la bonne organisation

1. Arch. départ. Octrois 8.

2. Arch. départ. Octrois 9. Cf. pièce justificative, n° 3.

3. Arch. départ. Octrois 8.

des bureaux réservèrent dès le début d'agréables surprises : le rendement des premiers mois fut excellent.

Pourtant, l'ouverture de l'octroi donna lieu à quelques troubles qui furent fomentés surtout par les bouchers.

Le 30 fructidor an VIII le régisseur Jean Guerre dénonce les agissements de ceux-ci au Préfet et ajoute : « Que peuvent opposer deux ou trois hommes sans armes qui occupent nos postes, à vingt hommes armés qui se présentent à la fois ¹. »

Le lendemain, dans la nuit du 1^{er} au 2^e jour complémentaire, 28 bœufs ou vaches entrés en fraude sont saisis.

Le lieu d'élection des fraudeurs est la barrière de la Croix-Rousse, où de nombreux clos contigus à l'enceinte sont d'un accès facile.

L'un de ces clos, propriété du citoyen Wilhermoz, administrateur de l'hôpital, est situé aux *Colinettes*, entre le chemin des Fantasques, à l'intérieur de la commune, et le chemin dit « du Bastion », au dehors. Le citoyen Wilhermoz n'est d'ailleurs en rien complice des fraudeurs ; la Régie elle-même n'hésite pas à l'affirmer. En l'an VIII, le Préfet, propose de nommer Wilhermoz conseiller d'arrondissement, et le dit « vertueux et bienfaisant ² ». Mais il n'en est pas moins vrai que Wilhermoz ne prit aucune mesure, et qu'on dut ordonner la fermeture de son clos.

Plus tard, le clos du citoyen Sève, traiteur, qui donne, d'un côté, sur le chemin de ronde, et, de l'autre, sur la campagne, servit à son tour de passage.

La Régie fit interdire l'entrée des bestiaux la nuit, et la fraude se calma quelque temps.

Elle reprend à la fin de brumaire, mais la ruse fait

1. Arch. départ. Octrois 6.

2. Arch. nat. F^{1b} II, Rhône 2.

place à une brutalité et à une violence très inquiétantes.

Le 21, 69 moutons entrent en fraude vers 7 heures du soir par la barrière de la Croix-Rousse. Les employés saisissent le troupeau rue de la Vieille-Monnaie. Les fraudeurs crient alors à l'assassin, ameutent la population, criblent les préposés de pierres, et parviennent, à la faveur du tumulte, à cacher les animaux dans une maison sise rue Negret où ils ne sont repris qu'au milieu des cris et des menaces de la foule.

Le 23, le 27 et le 30, des bouchers en troupe maltraitent les préposés, et commettent des fraudes, toujours à la Croix-Rousse. La foule délivre un de ces bouchers qu'on avait pu arrêter.

Le 25, à la Quarantaine, deux hommes tirent la nuit sur les préposés. Le 26, ils font lâcher prise à coups de pierres à des gardes bateliers qui poursuivent un bateau fraudeur. Les chantiers d'un citoyen Aubert, taquier, leur servent de forteresse ¹.

Le 27, pont de la Gare, Chavaud, marchand de charbon, rue de la Monnaie, accable les préposés d'injures et menace le receveur du bureau d'Ainay de lui rompre les membres s'il vérifie son chargement.

Ces scènes de violences ne doivent pas surprendre. En pluviôse an IX, on compte à Lyon toutes sortes d'individus peu recommandables : « deux ou trois cents voleurs de métier qui forment une espèce d'association. Autant de vagabonds.. » Bref : « Lyon... ouverte de toutes parts offre un azile à tous les gens sans aveu qui y abondent des départements méridionaux, ils y trouvent les moyens de se dérober aux regards de la police, et c'est à ces hommes dange-

1. Arch. départ. Octrois 6.

reux qu'il faut principalement rapporter les désordres qui ont eu lieu ¹ ». L'auteur ne pense pas spécialement aux faits que nous venons de citer. Mais ses paroles permettent de les replacer dans leur véritable ambiance.

Cette complicité perpétuelle de la population et des fraudeurs, cette répétition quotidienne de graves incidents alarment la Régie qui craint une action concertée. L'administration de l'octroi demande qu'on rétablisse les postes militaires, et que le tribunal correctionnel ne tolère plus les « déclamations » qui peuvent exciter le peuple. Après la bagarre du 21, lors du procès des fauteurs de désordre, un avoué, Moulin, n'a-t-il pas osé traiter les régisseurs de « forbans et de flibustiers ² ».

La Régie sait pratiquer, surtout lorsque le rendement s'annonce sous d'heureux auspices, la politique des bas tarifs qui est conforme à ses principes.

Le 24 messidor an IX, elle obtient, pour les bouchers, le droit d'introduire en ville les *menus et abatis* au tarif de la viande coupée.

Le 26 frimaire, elle signale que le droit de 14 f. perçu sur les eaux-de-vie, ne produit rien. Il est trop facile de dissimuler l'alcool dans les valises et dans les poches. Malgré le droit qui s'élève à 14 f., on ne vend pas l'alcool en ville 6 f. au-dessus du prix extra murs. Les anciens octrois percevaient annuellement les droits sur 700 ânées. Or l'administration actuelle n'a vu entrer que 129 ânées en trois mois. La perte est d'autant plus sensible qu'on peut estimer à 1.000 ânées la consommation urbaine. Après ces

1. NAJAC, Rapport sur sa mission à Lyon dans Rocquain, *La France au 18 brumaire*, p. 300. Sur ce rapport, Cf. p. 195, n. 1, le texte cité ici est, dans sa majeure partie, une addition de Najac au rapport du préfet Verninac qui lui sert de base.

2. Arch. départ. Octrois 6.

constatations, le droit fut réduit, le 6 pluviôse, à 5 f. l'hectolitre ¹.

Plus tard, en prairial an IX, pour faire face à la concurrence de soumissionnaires éventuels, la Régie laissera passer en franchise le charbon de terre ².

Les préposés se font parfois les complices des fraudeurs, mais le contrôle de la Régie qui a des fonds secrets, et qui a des *mouchards* à son service, paraît rigoureux.

Dans la nuit du 19 au 20 nivôse an IX, un employé suspect est pris en flagrant délit d'introduction d'un bœuf à la barrière Saint-Clair. Il fut admonesté de telle façon que la crainte du châtiment le poussa au suicide quelques heures plus tard ³.

On peut dire que les premiers mois d'exercice furent très encourageants, et que de grands espoirs étaient permis.

A la séance du conseil municipal du 28 frimaire an IX, le citoyen Mayeuvre, membre de la commission de l'octroi, rendait ainsi compte de l'état des revenus pour les trois premiers mois :

« Nous passerons ... aux calculs des bénéfices des régisseurs et du produit net en faveur de la commune de l'exécution littérale du traité, d'après la recette effective des trois premiers mois,

Savoir du 5 fructidor, an VIII, au 5 ^e jour complémentaire	51.957 f.
Second mois, vendémiaire an IX	84.589 f.
Troisième mois, brumaire an IX	129 950 f.
Total de la taxe principale.	266.496 f.

ce qui ferait pour l'année, en multipliant par quatre :
1.065.984 f.

1. *Arch. départ.* Octrois 6.

2. Arrêté du 2 prairial an IX, *ibid.*

3. *Ibid.*

La taxe additionnelle s'élève, pour trois mois, à la somme de 30.893 f., ce qui ferait pour l'année, en multipliant par quatre, celle de 123.572 f. Cette taxe additionnelle doit être employée, pendant cinq ans, à la construction des murs de la ville.

En supposant donc que les neuf mois restants de l'année produisissent proportionnellement autant que les trois premiers mois, l'on pourrait prendre, pour base de calcul, un produit de taxe principale d'un million ¹. »

Quatre mois plus tard le bilan des sept premiers mois de la Régie s'établissait ainsi, d'après le rapport du commissaire du Gouvernement² :

Recette brute.	690.950,09 1/3	
Dont il faut déduire :		
1° Pour frais de logement in-		
combant à la ville, frais		
ordinaires et extraordi-		
naires abonnés, frais en		
litiges et remises al-		
louées à la Régie. . . .	191.914,04 1/3	
2° Pour frais de premier éta-		
blissement et de cons-		
truction portés au		
compte de la ville. . . .	55.775,14 1/4	
	<u>247.689,18 7/12</u>	<u>247.689,18 7/12</u>
Soit pour la ville un produit net de	443.260,91	

§ 4. — L'OPPOSITION

Les lettres du Préfet ainsi que les délibérations du conseil municipal démontrent que l'octroi suscita à Lyon un certain enthousiasme qui ne devait malheureusement pas avoir de lendemain.

Le conseil municipal, les commerçants et le commis-

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 35.

2. *Arch. nat. F^o II, Rhône 12.*

saire du Gouvernement s'attaquèrent à la Compagnie et surent découvrir contre elle de nombreux griefs.

1^o *Le Conseil municipal.*

La Constitution du 5 fructidor an III, titre VII, avait profondément modifié le régime municipal établi par l'Assemblée constituante. Les conseils généraux et municipaux ainsi que les Maires étaient supprimés.

Les communes inférieures à 5.000 habitants étaient réunies en municipalités cantonales, tout en conservant chacune un agent municipal électif. La réunion des agents municipaux devait constituer l'administration municipale du canton.

Mais les grandes villes de plus de 100.000 habitants étaient divisées en trois municipalités au moins, sept membres administrant chacune d'elles. *Un Bureau central* de trois membres statuait sur les affaires indivisibles.

Cette disposition s'appliquait à Paris, Lyon, Marseille et Bordeaux.

Lyon fut divisée en trois municipalités (Nord, Midi et Ouest), qui siégeaient respectivement à l'Hôtel de Ville, à l'ancien couvent des Jacobins et à la Manécanterie.

Les attributions des municipalités étaient assez restreintes : répartition des contributions directes, surveillance des deniers publics, dégrèvements, ordonnancement des dépenses, arrêtés de voirie et d'alignement, délivrance des passeports, recrutement, etc.

Les corps municipaux antérieurs étaient plutôt représentés par le Bureau central qui traitait les questions d'administration générale et de police.

Les délibérations des administrations municipales divisionnaires de Lyon sont transcrites dans quinze

registres, trois pour la division du Nord, six pour celle du Midi et autant pour celle de l'Ouest ¹.

La loi du 28 pluviôse an VIII rétablit un conseil unique, et confia à trois maires l'administration des trois municipalités lyonnaises.

Le conseil municipal de la ville de Lyon se réunit pour la première fois le 11 frimaire an IX (2 décembre 1800), et fonctionna depuis cette date ².

D'après les articles 18 et 20 du titre I de la loi du 28 pluviôse an VIII, les maires et adjoints des villes de plus de 5.000 habitants sont nommés par le Premier Consul, et les membres des Conseils municipaux par le Préfet, pour trois ans.

Nous ne connaissons ni la carrière ni les opinions de tous les membres du conseil, mais, en revanche, les principes qui ont guidé le Préfet dans son choix peuvent être mis en lumière. En l'an VIII, en effet, ce fut sur la présentation du Préfet que les maires et adjoints furent nommés par le premier consul. En envoyant leurs noms au Ministre de l'Intérieur le 21 germinal an VIII, le Préfet explique qu'il a recherché, conformément aux directives de Lucien Bonaparte ³, « des hommes qui par leur moralité connue, par leur attachement aux principes républicains et par des acquisitions de domaines nationaux, présentassent au Gouvernement une garantie de leur dévouement et de leur fidélité à la Constitution de l'an VIII ». Et les notes qu'il donne à chacun des candidats illustrent cette théorie.

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I. Avertissement.

2. La Mairie unique ne fut rétablie qu'en 1805 à Lyon, Marseille et Bordeaux par la loi du 15 ventôse an XIII. L'installation du maire de Lyon eut lieu le 1^{er} vendémiaire an XIV (23 septembre. 1805). Cf. *Cons. mun. P.-V des séances*, t. I, Avertissement, p. 793.

3. PARISET (G.), *Le Consulat*, p. 34.

Sont présentés :

Dans l'arrondissement du Nord :

Pour être maire : Parent-Munet, ancien négociant. « Il a servi et aimé la Révolution, homme énergique et riche, ex-officier municipal et ex-administrateur du département. »

Pour être adjoint : Arlès, ancien négociant ¹. « Patriote qui a servi tranquillement la Révolution ; non-réactionnaire, ex-président de l'administration municipale. »

Dans l'arrondissement du Midi :

Pour être maire : Giraud-Saint-Try, ancien militaire. « Ex-noble, riche propriétaire, d'un caractère doux, conciliant, constamment attaché à la Révolution. »

Pour être adjoint : Vingtrinier, négociant. « Républicain, populaire, devenu très riche par des acquisitions de domaines nationaux. Il a presque constamment occupé des places administratives, on ne lui reproche aucun excès. »

Dans l'arrondissement de l'Ouest :

Pour être maire : Bernard-Charpieux, homme de loi. « Père de famille, patriote universellement aimé et estimé. Conseil et appui des malheureux. Sa nomination serait reçue avec acclamation dans Lyon ². »

Pour être adjoint : Frachon, ex-officier municipal. « Républicain devenu très riche par des acquisitions de domaines nationaux. Homme d'un talent ordinaire, mais pourtant capable de remplir sa place ³. »

Il faut croire que ces renseignements donnèrent satisfaction au ministre et au premier consul puisque les trois

1. Un Arlès en 1809 est « marchand de ruban ». *Indicateur de Lyon*.

2. Il avait été élu juge de paix en 1791. Cf. WAHL, *Les premières années de la Révolution*, pp. 425, 528.

3. *Arch. nat.* F^{1b} II, Rhône 2. Il avait joué un rôle assez actif au début de la Révolution à Lyon, et était l'un de ceux qui ont fait échouer la conspiration anti-révolutionnaire de Guillin. Cf. WAHL, *op. cit.*, *passim*.

maires et deux des adjoints furent nommés. Mais Frachon déclina l'honneur qu'on voulait lui faire ; il fut remplacé par le citoyen Glaize dont on ignore la vie et la carrière ¹.

Quant à Vingtrinier, le Gouvernement mit à sa place, à la mairie du Midi, le citoyen Sain-Rousset. D'adjoint celui-ci devait d'ailleurs devenir maire de la même division le 29 thermidor an VIII, lorsque Giraud-Saint-Try eut opté pour d'autres fonctions ². Il convient de remarquer que Sain-Rousset s'occupa beaucoup de l'octroi de Lyon. En prairial an IX, le préfet Verninac le dépeint comme un homme « digne de la confiance du Gouvernement par son attachement aux principes qui le constituent, auteur de quelques ouvrages estimables sur l'impôt ³ ». C'est à ce titre, autant qu'à cause de ses fonctions, que Sain-Rousset marquera toujours beaucoup de sollicitude pour l'octroi. Ses nombreux rapports, d'où l'emphase n'est pas toujours absente, portent l'empreinte d'un esprit réaliste et pondéré qui n'a rien de révolutionnaire. On pourrait d'ailleurs reprocher à Sain-Rousset, toujours assez satisfait de soi-même, un peu de fatuité. On verra, par la suite, que l'auteur n'est pas non plus sans tirer quelque vanité de ses écrits. Pour achever de dépeindre ce caractère, ne faut-il point ajouter à tout ceci un grain d'entêtement ? Ne vit-on pas Sain-Rousset, qui venait d'être nommé maire, se refuser à abandonner le conseil général, malgré les adjurations, prières, exhortations du préfet Verninac, malgré les observations du ministre de l'Intérieur ⁴ ? Le préfet Najac — qui ne l'aimait pas et qui lui tenait sur-

1. Est-ce lui le Gleize dont il est question dans RIFFATERRE, II, p. 230 ?

2. Arch. nat. F^{1b} II, Rhône 2.

3. Ibid. Ces ouvrages n'ont pas été retrouvés.

4. Ibid.

tout rigueur de la publication d'un de ses rapports dont nous parlerons — se plaindra amèrement de n'avoir jamais été secondé par lui : « le plus léger sacrifice lui aurait trop coûté, sa fortune cependant est une des plus considérables de cette ville. Mais tel est l'homme, tel est son dévouement ». Najac l'appelle un homme « plein de fiel et de passion », ce qui contraste nettement avec les discours de Sain-Rousset qui nous sont parvenus. Ce haut fonctionnaire prétend d'ailleurs que Sain-Rousset est peu capable, qu'il s'absente de Lyon neuf à dix mois par an, et qu'il n'administre sa circonscription que grâce au dévoué concours de son adjoint et de ses commis ¹. Najac paraît ressentir toute la vive irritation d'un préfet dont la situation faillit être compromise.

Parmi les simples conseillers municipaux, deux personnages nous paraissent dignes de retenir l'attention :

Étienne Mayeuvre de Champvieux, né à Lyon le 11 janvier 1743, décédé dans la même ville le 9 janvier 1812, était le fils et le neveu d'anciens négociants. Il avait épousé la fille de Rigod de Terrebasse, trésorier de France et spéculateur. Sa femme, admiratrice de Lavater, en relations avec M^{me} Roland, lui apporta une assez grande fortune, puis l'abandonna pour suivre un officier. Mayeuvre se remaria. Ses études juridiques et sa situation lui avaient valu d'être nommé membre du Conseil supérieur de Lyon, démembrement du Parlement de Paris (1771). Dès le début de la Révolution, il lui fut favorable ². Il fut en 1791 juge au tribunal de la campagne de Lyon, puis membre du Directoire du département ³. Élu député du Rhône le 24 vendé-

1. Arch. nat. F^{1b} II, Rhône 2.

2. METZGER, *Le Conseil supérieur et le grand bailliage de Lyon*, pp. 48 et 55.

3. WAHL, *Les premières années de la Révolution*, pp. 426, 518, 519 et 530.

miaire an IV, par 147 voix sur 243 votants, il siégea parmi les modérés, et s'occupa surtout des questions financières¹. Mayeuvre qui était membre du club de Clichy, fut condamné à la déportation le 18 fructidor ; il réussit à se cacher, et échappa à une arrestation. Il se rallia d'ailleurs au régime établi le 18 brumaire². Il avait été nommé juge au tribunal d'appel de Lyon le 19 germinal an VIII ; un candidat au même poste affirme le 6 floréal qu'il n'accepterait pas. Mayeuvre est, en effet, porté comme démissionnaire, et on a déjà pourvu à son remplacement, le 23 messidor³. Une note administrative lui prête, en 1798, 18.000 f. de rente, une « activité très grande, peut-être excessive et devenant minutieuse, l'habitude des affaires » ; on s'accorde à le considérer comme un bon juriste, aimant l'étude et doué « de connaissances étendues et variées » — n'était-il pas membre de l'Académie de Lyon ! — ami des arts, qu'il ne cessa de protéger au conseil municipal, et des voyages, mais l'administration du Rhône prétend « qu'il représentait mal⁴ ». Mayeuvre, personnage assez influent, est un rapporteur très écouté chaque fois qu'il s'agit de l'octroi. Il avait été question un instant de le nommer préfet du Rhône, mais le sénateur Chasset fit observer que : « ses opinions et son caractère pourraient faire craindre que les malveillants dépeints dans la seconde liste⁵ ne renouvelassent la réaction⁶ ». Mayeuvre, qui était peut-être suspect, siégea longtemps.

1. Voir de lui, entre autres, un rapport du 10 floréal an IV sur les « ci-devants octrois de Bourgogne », *Arch. nat.* AD^{IX} 538.

2. *Dict. des Parlementaires*.

3. *Arch. nat.* BB¹ 157. Cf. aussi C. 387, AD XVIII^A 50.

4. *Arch. nat.* AF^{IV} 1051, p. 16 et METZGER, *ibid.*

5. Ce sont les royalistes.

6. *Arch. nat.* F^{1b} II, Rhône 2.

Son collègue Marc-Antoine Bertholon aurait peut-être pu inspirer des craintes analogues. Né à Lyon en 1740, avocat depuis 1766, il avait fait partie du Consulat en 1789 et, de ce fait, avait été anobli. Il fut quelque temps secrétaire du conseil municipal et avocat-conseil de la ville de Lyon. C'était un avocat d'une certaine notoriété, puisqu'il était bâtonnier lorsqu'il mourut en 1808¹. Avocat-conseil de la seconde régie de l'octroi de Lyon, il donna l'impression d'un homme passionné². Plus énergique que Mayeuvre mais moins cultivé, il appartenait cependant comme lui à cette aristocratie de négociants et de juristes qui avaient accaparé l'ancien corps de ville, et dont les plus avancés n'avaient suivi avec ardeur la Révolution qu'à jusqu'au triomphe des jacobins exclusivement.

Le nouveau conseil ne déçut pas, en général, les espoirs qu'on mettait en lui. Très respectueux du Gouvernement, très soumis à l'autorité du Préfet avec qui il entretenait des rapports excellents mais pleins de déférence, il borna son activité à promulguer ou à suggérer de nombreuses et, souvent, très opportunes mesures de relèvement. Ses délibérations sont toutes pratiques, et il ne se laisse jamais entraîner à des digressions politiques.

Le Gouvernement tenait d'ailleurs étroitement en bride la municipalité. Le conseil ne fixe lui-même que l'ordre du jour de son unique session ordinaire annuelle de quinze jours, le 15 pluviôse. Dans les sessions extraordinaires le Préfet convoque l'assemblée, et fixe l'objet de ses délibérations. Celles-ci ne sont pas publiques et leurs

1. MARTIN (abbé J.-B.). *Bibliographie lyonnaise*, t. I, v^o Bertholon; BREGHOT DU LUT, *Biographie lyonnaise*, p. 35; WAHL, *Les premières années de la Révolution*, pp. 47, 67, 131; *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, *passim*.

2. Cf. pp. 297-8.

procès-verbaux ne peuvent être soumis à l'impression. Le Ministre et le Préfet font observer très strictement ces prescriptions.

Le citoyen Sain-Rousset, se laissant entraîner par ses mouvements oratoires, s'était écrié à la séance du 29 pluviôse an X : « Puisse la charge locale que constitue l'octroi municipal être constamment et strictement réservée à nos besoins locaux ! Puissent les produits de cette taxe rester vierges des atteintes de l'Administration générale ! Puissent-ils être l'élément respecté comme légitime, des restaurations que nous projetons ^{1...} »

Ce discours passa presque pour séditieux, et Sain-Rousset fut immédiatement rappelé à l'ordre. Le ministre de l'Intérieur qualifia ses vœux de « prétentions politiques très indiscrètes ² ».

Le rapport ayant été publié, le conseil reçut du préfet Najac une sévère semonce de nature à empêcher toute récidive.

« ... Le Conseil municipal, convoqué extraordinairement et hors de l'époque du 15 pluviôse de chaque année, ne peut délibérer que sur les objets spécialement présentés à ses délibérations par l'autorité administrative. Dans la session annuelle, le Conseil doit délibérer sur tous les objets qui peuvent intéresser la commune ; il n'y a pas d'autre assemblée de ce genre dans le cours de la même année, mais les assemblées extraordinaires n'ont lieu que pour des objets spéciaux et déterminés ; toute extension à cet égard est irrégulière et répréhensible... Aucune délibération du Conseil municipal, aucun extrait des procès-verbaux de ses séances, aucun mémoire qui lui est représenté, aucun rapport qui lui est fait, soit par les maires, soit par ses autres membres,

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, pp. 168, 169.

2. Cette phrase appliquée à l'octroi ne peut viser que le passage anodin que nous avons reproduit. Et cependant Sain-Rousset voyait juste ! Cf. p. 419.

ne peuvent être livrés à l'impression ; cette impression et la publicité qui en résulte sont des infractions à la loi... Il (le Gouvernement) ne peut tolérer un pareil abus. Il a manifesté tout son mécontentement sur le rapport présenté le 29 pluviôse dernier au Conseil municipal par le citoyen Sain-Rousset, et qui, malgré mes défenses positives et réitérées, a été imprimé et publié.

Le Ministre... m'a adressé le 21 germinal sur le rapport dont il s'agit, des observations dont il m'invite à donner connaissance au Conseil municipal, et dont ce Conseil doit se pénétrer. Cet ouvrage renferme, dit le Ministre, des craintes et des prétentions politiques très indiscrètes, soit au sujet des octrois, soit relativement aux biens commerciaux vendus comme biens nationaux ; il est propre à jeter l'alarme parmi les acquéreurs de cette sorte de biens, ce qui est très contraire aux dispositions du Gouvernement à leur égard... Le rapport du citoyen Sain présente d'un autre côté des observations aussi déplacées que dangereuses, puisqu'elles tendent évidemment à déconsidérer l'autorité supérieure, à la dénoncer à l'opinion publique, à placer les administrés entre le Gouvernement et ses agents ¹... »

Cette sujétion et les horribles souvenirs que la Révolution avait laissés à Lyon, et qui obsèdent les conseillers, donnent aux délibérations de l'assemblée municipale une allure que, de nos jours, on qualifierait de « réactionnaire ». En cela le conseil est un miroir fidèle de l'état d'esprit du haut commerce lyonnais. On retrouve exactement les mêmes tendances à la Chambre de commerce ².

Le 15 frimaire an IX, le conseil, envisageant les moyens de relever les manufactures d'étoffes de soie, se prononce en

1. *Cons. mun. P-V des séances*, t. I, pp. 206, 207. La minute de la lettre est dans *Arch. nat.* F¹¹ II Rhône 2. C'est le passage relatif aux biens nationaux qui avait surtout mécontenté le Préfet et le Gouvernement. Des pétitions inquiètes survinrent au Ministère. D'où la colère préfectorale et la place que tient dans sa diatribe cette importante question.

2. Cf. E. PARISER, *La Chambre de commerce de Lyon*, *passim* et *Histoire de la fabrique lyonnaise* p. 264 et sq. ; comparer aussi S. CHARLÉTY, *La vie économique à Lyon sous Napoléon*, p. 366 et sq.

faveur d'un système qui rappelle les anciennes corporations¹.

Le 19, un membre de l'assemblée se fait l'avocat des négociants de la place qui réclament le rétablissement des quatre paiements fixes, tels qu'ils existaient avant la Révolution².

1. « ... Dans le moment actuel, la manufacture d'étoffes de soie, comme la plus importante branche de l'industrie de nos concitoyens, mérite toute notre sollicitude. L'inobservance du règlement qui, depuis dix ans, lui a fait éprouver tous les désordres de l'anarchie, la funeste liberté de faire comme chacun l'entend, et de s'écarter d'un point désigné et connu de perfection, indépendamment d'autres causes produites par la Révolution, ont paru... avoir progressivement amené l'état désastreux où cette importante manufacture est réduite,... un des moyens certains de la ranimer, c'est d'établir un règlement sagement combiné, dont le résultat sera celui de lui rendre son ancienne prospérité... En conséquence, votre commune vous propose :

1° Que le Conseil municipal invite le Préfet à nommer des commissions pour rédiger et former un corps de règlements qui déterminent tout ce qui est relatif à l'économie extérieure de la fabrique.

2° Que dans ces règlements on régularise ce qui a rapport aux relations entre les manufacturiers et les chefs d'ateliers, et qu'on assure entre eux une confiance commune par l'établissement de billets d'acquets ou certificats, où les manufacturiers pourront, suivant les cas, mentionner leur créance.

3° Que par des dispositions spéciales, ce règlement garantisse à chaque manufacturier inventeur la propriété de ses dessins et compositions...

4° Que pour assurer à l'art des hommes instruits, il soit fixé par le règlement que chaque individu non encore établi, et qui voudra à l'avenir former un établissement pour son compte, sera obligé de rapporter du chef chez qui il aura travaillé un certificat qui constate sa capacité.

5° Que pour présider à l'observance de ce qui aura été fixé par le règlement, il soit établi un Jury de conservation qui étendra sa surveillance sur toutes les parties de la manufacture... il serait même à désirer que la loi accordât à ce jury le droit de concilier et de juger jusqu'à une somme modique... les tribunaux ne pouvant point connaître des discussions de l'art et des détails qui doivent être considérés comme très minutieux. » (*Cons. mun. P.-V des séances*, t. I. p. 4.)

2. « Les quatre paiements fixes de la place de Lyon furent établis par un usage très ancien, auquel avait donné lieu l'existence de quatre foires franches, qui... attiraient un grand nombre d'étrangers dans nos murs; les marchandises qui y étaient vendues, sortaient au moyen de la marque de la foire, exemptes de droits: elles étaient payées quinze jours après la clôture de la foire, et aux époques des 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre. — La suppression des foires, au commencement de la Révolution, anéantit le principe qui avait occasionné les paiements fixes: et les événements malheureux qui ont suivi ont fait disparaître toutes les traces de cette ancienne coutume particulière à la ville de Lyon, et dont il n'existait aucun exemple dans aucune place de l'Europe... La Révolution... entraîna dans le néant les établissements et les usages; une partie des chefs de commerce fut sacrifiée... la faux de la barbarie moissonna... le produit des lumières de plusieurs siècles de travaux. » (*Ibid.*, p. 12.)

Le 22, le conseil demande la promulgation d'une loi « qui restreigne les causes et motifs du divorce » et d'une autre loi « qui rende aux pères de famille cette magistrature domestique qui les faisait respecter de leurs enfants, et leur donnait le droit de les corriger », et manifeste le désir « de voir exécuter les lois relatives aux maisons de jeux de hasard, et aux personnes qui attentent publiquement aux mœurs, favorisent la débauche, ou corrompent les jeunes gens de l'un et l'autre sexe ¹ ».

Le 24, le rapporteur de la commission de bienfaisance, de salubrité et d'instruction, commission qui avait été chargée d'examiner l'état des sépultures dans la cité, fait part de son indignation en plein conseil municipal, et veut qu'on « réveille » la piété publique ².

Le conseil municipal se réunit donc pour la première fois en session extraordinaire le 11 frimaire an IX. Le Préfet lit un discours indicatif des travaux à faire.

Consulté par le Préfet, le Ministre de l'Intérieur avait répondu, le troisième jour complémentaire de l'an VIII, que le conseil municipal devait prendre connaissance du traité de la régie Ricard, mais qu'il devait s'abstenir d'attaquer le principe même de l'octroi et observer dans

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 15.

2. « Transporter un corps privé de vie au lieu de la sépulture fut dans tous les temps et dans tous les lieux, un acte civil que la religion entoure de ses formes augustes... Dans cette funèbre cérémonie tout était sacré, tout rappelait au respect des mœurs, des vertus, à la reconnaissance, à la douleur, à l'éternité qui finit la vie, au Dieu qui récompense ou qui punit. La dignité de l'homme paraissait agrandie... Aujourd'hui l'airain ne nous avertit plus, le chant de mort ne se fait plus entendre, les convois sont sans pompe, sans dignité, sans amis, sans parents... deux hommes, que rien ne distingue des artisans de nos ports, y conduisent avec une irrévérence scandaleuse, celui qu'entourait naguère le respect de sa famille ou l'hommage de ses concitoyens. ... Toutes les plaintes s'élèvent contre cette odieuse immoralité, et cependant, malgré cet ensemble de vœux, tous les projets échouent par l'obstination qu'on apporte à vouloir en repousser toutes les formes religieuses... Qui remplacera ces ornements, ce faste, ces ministres de nos temples ? Comment réveillera-t-on la publique piété ? » (*Ibid.*, p. 17.)

ses critiques la circonspection indispensable pour ne point ébranler la confiance nécessaire au bon fonctionnement de la Régie ¹.

Dès le 11, sur la motion du citoyen Sain-Rousset, il est arrêté qu'il sera formé trois commissions, divisées en sections.

La première a pour objet la recette générale de la commune ; elle est divisée en deux sections, dont la première pour l'octroi, et la seconde pour les revenus communaux,

La deuxième commission a pour objet la salubrité, la sûreté, l'instruction publique et les établissements de bienfaisance ; elle n'est composée que d'une section.

La troisième a pour objet les dépenses administratives et celles que peuvent nécessiter les travaux et autres entreprises à faire ; elle est divisée en trois sections : la première s'occupe des dépenses administratives, la deuxième des hospices et la troisième des travaux et entreprises publiques.

Les citoyens Mayeuvre, Rosier-Manieux, Dian aîné, Micol et Desprez sont nommés pour former la première section de la première commission, c'est-à-dire celle à laquelle est attribué l'octroi ².

Le 19 frimaire an IX, le citoyen Mayeuvre présente et fait approuver un rapport préliminaire :

« ... Votre commission de l'octroi... a porté ses regards et ses méditations sur tous les objets qui pouvaient l'éclairer sur une matière d'autant plus importante que l'octroi est la principale source de revenus qui doivent satisfaire aux besoins de l'humanité

1. Arch. départ. Octrois 6.

2. Cons. mun. P.-V. des séances, t. I, pp. 1, 2. Nous ne savons rien de Rosier-Manieux, Dian et Nicol. Quant à Desprez nous connaissons un Louis-J. Desprez peintre et architecte, mort en 1804 à Stockholm et un Desprez-Valmont, président de la Société épicurienne de Lyon, mort en 1812. Mais est-ce l'un d'eux ? BREGHOT DU LUT, *Biographie lyonnaise*, p. 91.)

souffrante, de l'enfance délaissée, à l'instruction publique, aux moyens de salubrité et de sûreté, enfin aux dépenses de cette grande commune. Elle a pesé les circonstances dans lesquelles ce droit a été rétabli ; elle a considéré le vague dans lequel flottait alors son produit présumé, produit sur lequel on ne pouvait tirer qu'une faible lumière de l'expérience, affaibli par une dépopulation prouvée, mais d'autre part susceptible d'une amélioration présumable dans les consommations d'une partie du peuple, vu l'augmentation des salaires de plusieurs professions, et aussi par l'effet d'une habitude prise de vivre avec moins d'épargne par ce même peuple, dans les temps où l'on paraissait faire tout pour lui, habitude qui se perd difficilement, et qui est peut-être l'une des véritables causes de la progression des salaires. Ainsi, en donnant au défaut de population toute l'influence qu'il peut avoir sur le produit, mais en le balançant de l'autre par les moyens d'une plus grande consommation relative puisés dans l'élévation des salaires, votre commission croit avoir aperçu un terme moyen qui n'est ni le *maximum* du produit de l'octroi sous l'ancien régime, ni le *minimum* auquel l'opinion publique avait porté ce produit avant toute expérience de sa remise en activité ; et il faut l'avouer, c'est à cette expérience, c'est aux états de recette des trois mois qui se sont écoulés depuis l'établissement de l'octroi, que nous devons des bases un peu plus solides pour asseoir l'opinion sur le produit éventuel de ce droit, et pour juger si les intérêts de la commune ont été ou non lésés par le traité passé avec les régisseurs.

Vu les lumières acquises par ces premiers produits, il serait vraiment sévère de considérer avec animadversion et les formes du traité et le principe d'exécution, avant que le conseil fût entendu, auquel ces produits sont dus. La célérité de la mise en exécution doit aussi trouver grâce, car sans elle ce produit eût été affaibli, et par des approvisionnements antérieurs à l'exercice d'un droit annoncé, et par un moindre laps de temps, depuis son établissement jusqu'à ce jour, qui aurait présenté une base moins étendue. L'on doit bien aussi quelque chose à cet égard à l'intelligence, à l'ordre, et à la surveillance qui caractérisent le régime de l'octroi. Que l'on y voie, si l'on veut, que le motif de l'intérêt personnel, mobile ordinaire de ce genre de spéculation, il n'en est pas moins vrai que la Régie, en travaillant pour elle, a fait le bien de la commune, en portant sans vexations les pro-

duits à un point qui a surpassé toute espérance; jouissons donc des effets sans trop nous arrêter à scruter la cause.

C'est par la vérification exacte de tous les registres de la Régie, à laquelle s'est livrée votre commission, c'est en scrutant tous les détails de son organisation, c'est dans la solution toujours franche et claire que la Régie a faite à ses interpellations, que votre commission a puisé la certitude que la fraude était presque nulle de la part du contribuable, et que dès lors les produits ne pouvaient être arbitraires par un vice organique dans le régime de perception; de cette organisation découle aussi un avantage important, c'est que dans le mécanisme même de la perception, l'on puisera un moyen facile pour exercer la surveillance qui est attribuée par la loi aux maires et adjoints, et qu'il est si nécessaire d'établir. Votre commission se fera un devoir de vous éclairer sur tous ces détails, lorsqu'elle vous fera un rapport définitif. Elle vous soumettra aussi ses idées sur les denrées passibles de la taxe qui ont excité quelques réclamations, soit expresses, soit transmises par la voix publique, telle que la taxe sur le charbon de terre, telle que la franchise réclamée par les propriétaires de vignes dans l'intérieur de la ville, ainsi qu'ils en jouissaient sous l'ancien octroi. Nous pouvons vous annoncer que, sur ces deux points, la Régie est disposée à se rendre au vœu qui sera manifesté par le Conseil, quel qu'il puisse être.

Il en est de même des facilités réclamées avec justice par ceux qui font le commerce d'entrepôt, relativement au transit. La Régie s'est empressée de proposer au Préfet la rectification du règlement qui imposait, à ce genre de commerce, des gênes incompatibles avec son essence qui exige une plus grande latitude de temps et de liberté¹.

Enfin, citoyens, considérant le Conseil municipal comme le vrai tribunal du peuple lyonnais, puisqu'il est la boussole du gouvernement sur les convenances de localité, et que, dans l'objet actuel, le gouvernement ne veut se prononcer définitivement que d'après l'émission du vœu de ce Conseil, votre commission s'est environnée de toutes les lumières qui peuvent vous mettre à portée de l'exprimer avec connaissance de cause.

Mais quant à présent, elle se bornera à vous dire que les bases obtenues, comparées aux conditions faites avec la Régie, lui ont

1. Cf. p. 101.

fait entrevoir que les bénéfices qui lui sont accordés sont susceptibles de quelque réduction ; d'après cet aperçu, votre commission a pensé qu'avant de vous proposer les modifications qu'elle pense devoir y être apportées, il serait peut-être préférable d'employer la médiation du Préfet, qui, de concert, avec deux ou trois membres du conseil, et sans le lier en aucune manière, obtiendrait verbalement l'acquiescement à ces modifications, ou serait témoin du refus, ou entendrait les propositions que pourrait faire la Régie pour améliorer le sort de la commune.

Après cette démarche, votre commission procéderait avec plus de sûreté dans son travail, et pourrait, dans son rapport, présenter un résultat dont le succès serait tout au moins probable ; sans cette communication, sans les connaissances qui en seront le fruit, il est à craindre que le vœu du Conseil général ne soit stérile auprès du gouvernement, lorsqu'il prononcera définitivement sur l'octroi de Lyon ¹... »

Le citoyen Mayeuvre paraît donc animé des meilleurs sentiments à l'égard de la Régie, et pour peu que celle-ci veuille bien consentir à quelque réduction sur ses bénéfices, qu'il estime exagérés, il ne semble pas qu'il y ait de graves conflits à redouter.

Cependant les dernières paroles de Mayeuvre contiennent déjà tous les germes d'un malentendu. « Lorsqu'il (le Gouvernement) se prononcera *définitivement* sur l'octroi de Lyon », précise le rapporteur. C'est laisser entendre que l'approbation donnée à la régie Ricard n'est que provisoire. Tel est bien, en effet, le sentiment unanime du conseil. Mayeuvre y reviendra le 28 frimaire, et un autre membre parlera à la séance du 29 frimaire du « traité provisoirement passé ² ». Dans la suite, c'est un des principes auxquels le conseil rattachera toutes ses délibérations ³. Le

1. *Cons. mun. P.-V des séances*, t. I, pp. 10, 11.

2. *Ibid.*, p. 36.

3. *Ibid.*, pp. 36, 37. 81, 90, 93, 103.

28 frimaire, Mayeuvre déclarera même : « Il eût été à désirer que vous eussiez l'expérience du produit net d'une année entière d'exercice, alors vous auriez été moins livré au vague des conjectures de ce produit. Alors, usant du droit de minorité des communes, vous auriez pu faire rescinder le traité, en prouvant une lésion fondée sur le calcul du produit réel et sur l'exorbitance des bénéfices ¹... »

Malheureusement, la Régie considère et considérera toujours le traité de cinq ans qui la lie à la ville comme des conventions irrévocables.

Le 1^{er} nivôse, le Préfet étant venu assister à la délibération du Conseil municipal, les régisseurs avouent sans ambages qu'« ils se seraient retirés », si une clause permettant à la commune de résilier le traité avait été insérée ².

Cependant, durant la première session du conseil, et durant la session ordinaire du 15 pluviôse qui la suivit, le différend semble pouvoir se terminer à l'amiable.

Le 28 frimaire, Mayeuvre présente un second rapport préalable. Le préambule montre comment le conseil envisage lui-même l'organisation de l'octroi.

« ... Sous l'empire des lois actuelles, l'octroi municipal et de bienfaisance a pris le caractère d'une contribution de famille, destinée à satisfaire aux besoins d'une nombreuse population, à lui garantir la sûreté, la salubrité, en un mot, les droits qui appartiennent à l'homme dans l'état de civilisation... il importe que son régime soit en rapport avec son esprit ; dès lors la voie du fermage qui ne pouvait être tentée cette année, vu l'absence des bases qui n'ont été fournies que par quelques mois d'exercice, dès lors, dis-je, cette voie du fermage doit vraisemblablement être à jamais proscrite, comme contraire au caractère actuel de l'octroi, comme entraînant nécessairement après elle une vexa-

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 36.

2. *Ibid*, p. 38.

tion dans la perception, incompatible avec les principes de la liberté ; dès lors la voie de la Régie, et surtout d'une Régie intéressée, doit être préférée comme plus productive qu'une Régie simple, dénuée du plus grand excitateur, qui est l'intérêt du régisseur satisfait par la progression des produits ; dès lors c'est vraiment entrer dans les intérêts du peuple, c'est le servir que de compléter le produit de l'octroi, à tel point qu'il n'y ait pas un besoin de l'humanité souffrante, pas une précaution de police, pas une dépense publique qui ne trouve les fonds nécessaires pour y pourvoir. Il n'y aurait donc point de popularité, nous osons le dire, à diminuer le produit de l'octroi, en soustrayant à la taxe quelques-uns des objets de la plus universelle consommation, quand même elle serait faite en grande partie par le pauvre, d'autant mieux que si elle est supportée momentanément par l'artisan, elle retombe en dernière analyse sur le consommateur ; et dans cette opinion, la vraie popularité consiste à porter le produit de l'octroi à tel point qu'il puisse suffire à toutes les dépenses qu'exige la garantie de l'état social, qu'exigent la bienfaisance et l'humanité.

C'est à ces vertus qu'il appartiendra d'adoucir le sort de cette classe intéressante qui, dénuée de moyens, fournit cependant à la taxe par ses consommations ; elles atteindront ce but en reversant avec usure sur cette classe une partie du produit qu'elle aura concouru à former, et les secours à domicile qui nous ont été proposés par vos commissions, et que vous avez adoptés, trouveront alors des fonds assurés dans les produits de l'octroi ¹. »

Le rapport se divise en trois parties :

1^o Le traité passé par le Préfet avec les régisseurs de l'octroi et approuvé par le Ministre de l'Intérieur est-il conforme à l'esprit de l'institution de l'octroi ?

2^o Trouvera-t-on dans ce traité la garantie du plus haut produit auquel il puisse être porté pour les intérêts de la commune, soit par le tarif des denrées passibles de la taxe, soit par le produit net présumable qui reviendra à la commune, soit par l'organisation de la Régie, soit enfin par

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 33, 34.

les règlements qui déterminent le mode de perception ?

3^o Quel est le mode de surveillance à établir sur la Régie, pour la garantie des intérêts de la commune ¹ ?

La troisième question est réservée ; elle ne fut traitée que plus tard, le 4 nivôse. Ce jour-là, un membre du conseil, tout en rendant hommage à l'ordre qui régnait dans les bureaux de la Régie, signala que la fraude était possible aux barrières si deux agents étaient complices. Pour y parer, le conseil émit le vœu que les trois maires puissent nommer chacun un inspecteur et deux agents chargés de la surveillance de la Régie ².

Cette mesure ne fut point mise à exécution avant l'avènement de la régie Dareste et Isnard.

Les deux autres questions furent, au contraire, l'objet d'un examen approfondi.

C'est en termes flatteurs qu'il est répondu à la première :

« ... Les régisseurs de l'octroi, soit par leur moralité connue, soit par le frein de l'honneur qui est toujours sous leurs pas, me paraissent être tels que la commune entière eût pu les choisir, si elle eût voulu administrer l'octroi comme un bien de famille ; ainsi donc l'esprit de l'institution de l'octroi est conservé dans le caractère et la moralité des régisseurs ; voilà pour la garantie morale.

L'esprit de l'institution est également conservé dans l'organisation de la Régie, et dans la vue d'obtenir sans vexation le plus haut produit possible.

La tenue des registres, leur contrôle mutuel, la preuve qui résulte de leur comparaison de la fidélité de chacun de ces registres, tout annonce que l'esprit du négociant a présidé à cet établissement ; il en est de même du contrôle des agents, exercé les uns sur les autres pour prévenir toute fraude, toute infidélité.

1. *Cons. mun. P.-V des séances*, t. 1, p. 34.

2. *Ibid.*, p. 42.

Cette précaution est portée à un point de perfection ignoré dans l'ancien régime des octrois, et que l'on doit à l'organisation matérielle de la forme des déclarations, de la fixation des droits, de la vérification et de la recette qui servent de matrice à la confection des états de recette; il n'est aucun de vous, citoyens, qui ne soit instruit de ces formes, et dès lors votre commission ne s'appesantira pas davantage sur cet objet essentiel et auquel on doit un produit tel, pendant les trois premiers mois, qu'il a excité une surprise universelle. »

La deuxième question est de beaucoup la plus importante, et c'est elle qui retiendra pendant plusieurs séances l'attention du conseil.

La réponse de Mayeuvre est, en effet, moins favorable à la Régie. Mayeuvre calcule les bénéfices des régisseurs, d'après les recettes que nous avons citées plus haut¹, savoir :

5 fructidor an VIII au 5 ^e jour complémentaire . .	51.957 f.
Second mois, vendémiaire an IX	84 589 f.
Troisième mois, brumaire an IX	129.950 f.
Total de la taxe principale.	266.496 f.
ce qui fait pour l'année, en multipliant par . . .	4
	<u>1.065.984 f.</u>

La première année, le bénéfice des régisseurs sera de .	294.000 f.
moins l'excédent de frais qu'ils sont obligés de faire par delà la somme de 91.000 f. abonnés, excédent qu'ils portent suivant leurs états à	96 000 f.
Resterait net pour la Régie.	<u>198.000 f.</u>

D'après les mêmes bases, le produit net en faveur de la commune serait de 614.500 f.

Les 2 ^e , 3 ^e , 4 ^e et 5 ^e années, en supposant le produit porté à.	<u>1.200.000 f.</u>
Le bénéfice de la Régie sera chaque année de . .	257.500 f.
A déduire pour frais extraordinaires par delà les 91.000 f. abonnés	96.000 f.
Bénéfice net pour la Régie	<u>161.500 f.</u>
D'après la base de 1.200.000 f. le produit net pour la commune serait de	<u>853.000 f.</u>

1. Cf. p. 61.

Et Mayeuvre ajoute :

« En supposant l'élévation du produit à ce période, votre commission a trouvé la part faite à la Régie trop avantageuse ; alors elle a fait proposer à la Régie, par la médiation du Préfet, de se contenter de 10 p. 100 sur le premier million, déduction faite des 91.000 f. de frais abonnés, et de 15 p. 100 sur les produits qui excéderont le million. Le résultat serait, en partant des mêmes bases que dessus, c'est-à-dire d'un million de produit, pour la première année, et de 1.200.000 f. pour les quatre autres, que le produit pour la première année, en allouant à la Régie 150.000 f. de frais pour un nouvel abonnement, serait pour la commune de 765.000 f. et le bénéfice de la Régie de 85.000 f. ; pour les quatre autres années, en allouant toujours 150.000 f. de frais par abonnement, et préjugeant le produit à 1.200.000 f., le produit pour la commune serait de 953.000 f. et le bénéfice pour la Régie de 117.000 f.

C'est sur ces propositions que votre commission attendait une réponse pour vous faire un rapport définitif. Votre commission, ayant cependant mûri ces idées par la réflexion, a pensé que, par ces nouvelles conditions, elle anéantissait absolument la forme d'une régie intéressée, pour y substituer celle d'une régie simple, dont les dangers et la stérilité sont trop connus pour qu'elle s'arrête à les développer. Elle va donc vous soumettre un nouveau plan qui est le résultat de ses réflexions, et qui conserve les formes d'une régie intéressée, dont les bénéfices sont mieux gradués que ceux offerts par le traité.

Le résultat pour la première année serait, en allouant 150.000 f. de frais abonnés, et supposant le produit d'un million, pour la commune d'un produit net de 738.000 f. et de bénéfices pour la Régie de 112.500 f. ; pour les quatre autres années, et en supposant le produit de 1.200.000 f., et en réduisant les frais abonnés à 130.000 f., pour la commune, pour chaque année, d'un produit net de 940.500 f. et de bénéfices pour la Régie de 129.500 f. ¹ »

A la suite du rapport de Mayeuvre, il fut décidé, sur la proposition du Préfet, que les régisseurs et le conseil se

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 35.

réuniraient en présence de ce fonctionnaire pour échanger leurs idées sur l'octroi.

La réunion eut lieu le 1^{er} nivôse. Le Préfet vint assister à l'assemblée et le conseil municipal se forma en comité général. Le Préfet lut un discours responsif aux diverses objections faites contre le traité et proposa de maintenir ce traité qu'il croyait être avantageusement combiné pour les intérêts de la commune, mais avec quelques modifications utiles dans le cas d'un accroissement de produit ¹.

La partie la plus importante de l'exposé du Préfet retrace les bases sur lesquelles avaient été calculés les produits de l'octroi. Le Préfet tente d'établir que sur la base de 942.000 f. de recettes annuelles, les bénéfices des régisseurs n'avaient rien d'exagéré.

« Les autorités qui établirent l'octroi se proposaient un produit de 942.000 f. ; d'après ce calcul, l'octroi devant produire en cinq années, dont se compose le traité consenti envers la Régie, 4.710.000 f. ; en admettant ce produit de 4.710.000 f. en cinq années, les avantages faits à la Régie, soit à titre de frais d'administration ordinaires et extraordinaires, soit à titre de bénéfices, devaient s'élever à 1.010.000 f. ; on convient que les frais de Régie ne purent être moindres de 15 p. 100, or 15 p. 100 de frais de régie en cinq années, absorbent une somme de 706.500 f. qui, déduite de celle de 1.010.000 f. dont se composent ... les bénéfices et frais de tous genres accordés à la Régie, réduisent cette somme à 303.500 f. D'après ces bases, la Régie aurait en cinq ans un bénéfice de 303.500 f. ou de 60.700 f. par année. Ce bénéfice est certainement modique en raison des garanties de la Régie, de ses risques de plus d'un genre, et des peines, des soins et du temps qu'elle est obligée de donner ² »

Le conseil crut voir une erreur dans ces calculs, mais comme le nota ce jour-là un membre de l'assem-

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 36.

2. *Ibid.*

blée¹, le Préfet calcule sur la base de 942.000 f. de recette *brute* (c'est-à-dire taxe principale et taxe additionnelle). Or, on verra plus loin² que sur cette base les bénéfices de la Régie auraient dû être, suivant ses propres calculs, d'ailleurs exacts, de 522.500 f., pour cinq ans.

Comme en cinq ans la Régie reçoit 455.000 f. pour ses frais abonnés, plus 100.000 f. pour les frais de garde extraordinaire, il lui revient donc 1.077.000 f. et non 1.010.000 f. comme le soutient le Préfet. Les bénéfices réels de la Régie devraient être estimés à 1.077.000 f. — 706.500 f. de frais + 370.500 f., soit 74.100 f. par an.

Le Préfet continue :

« Mais on conteste cette base, on présume un produit de plus de 942.000 f. par an.

Ceux qui se livrent à ces espérances, parlent sans doute des produits de vendémiaire et de brumaire qui furent l'un de 93.000 f., l'autre de 146.000 f., et non du produit de fructidor qui ne fut que de 58.000 f. Mais peut-on espérer que chaque mois de l'année ressemble à brumaire, à vendémiaire même ? On peut accorder que quatre mois de l'année donneront 450.000 f., probablement les huit autres mois ne dépasseront guère cette somme.

Le Préfet expose alors comment l'étude du produit des anciens octrois, la comparaison de la population lyonnaise et de la population parisienne l'ont amené à présumer une recette de 950.000 ³.

« Quelles sont donc les bases qui peuvent faire espérer un produit plus considérable ? Les rentrées des premiers mois de l'an neuf ? point d'autres : mais sont-elles suffisantes ? Je ne le pense pas, et j'ai justifié plus haut mon opinion. Je dis donc que, en se renfer-

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 39.

2. Cf. p. 145.

3. Cf. p. 54.

mant dans l'état présent de la population, on ne doit pas présumer un produit qui excède un million. Or, si le produit n'excède pas un million, les bénéfices de la Régie sont modérés. Je conclus donc que, dans cette hypothèse, il n'y a point d'innovation à faire.

A la vérité, un cas n'a pas été prévu dans le traité, des événements majeurs ont enlevé à la ville de Lyon 40.000 âmes de sa population. Le retour des circonstances ordinaires lui en rendrait une partie et peut-être la totalité. Or, ce retour de circonstances ordinaires peut avoir lieu dans l'espace des cinq années dont se compose le traité. C'est là un cas que l'on peut prévoir. Il est positif que s'il survenait, le produit de la Régie pourrait s'élever en cinq ans à 7 ou 800.000 f. de plus. Les bases du traité auraient alors changé, et les bénéfices de la Régie dépasseraient la limite qu'on a voulu leur donner; mais qu'asseoir de raisonnable sur une simple hypothèse ?

Proposera-t-on aux régisseurs, en posant pour base fixe un produit de 1.200.000 f., de réduire l'échelle de leurs bénéfices ? Ils répondront : nous acceptons volontiers cette modification, si vous nous garantisiez votre base; nous ne pouvons l'accepter, si vous ne nous la garantisiez point, parce que, dans le cas où nous n'arriverions qu'à un million de recette, non seulement nous n'aurions pas de bénéfices, mais même nous ne pourrions point régir, et les intérêts de la commune, ainsi que les nôtres, se trouveraient compromis. En effet, dans le système d'un bénéfice de 5 p. 100 croissant jusqu'à 35 inclusivement, la Régie aurait, la première année, sur un million de rentrée 112.500 f. Et pendant les quatre autres, 800.000 f., sur un million aussi de rentrée; mais on n'accorde à la Régie, la première année, que 150.000 f. de frais et que 130.000 les années suivantes. La Régie déclare qu'elle ne peut administrer utilement, soit pour la commune, soit pour elle, avec cette somme de frais¹. »

Suivant le procès-verbal de la réunion du 1^{er} nivôse, les régisseurs « ont donné divers éclaircissements, et fourni de nombreux renseignements sur... les frais de l'octroi² ».

Ces renseignements n'ont malheureusement pas été con-

1. *Cons. mun. P.-V des séances*, t. I, pp. 39, 40.

2. *Ibid.*, p. 38.

servés dans leur teneur même, mais nous avons retrouvé des pièces qui furent adressées à l'époque par la Régie au Préfet¹. Ces documents, dans lesquels sont examinés les délibérations et les vœux du conseil municipal, confirment qu'en effet les régisseurs n'acceptent de réduction que si on leur garantit 1.200.000 f. de recettes.

Si l'on en croit la Régie, les frais s'élèvent à 203.300 f. par an, savoir :

Traitements des employés	100.000 f.	
Traitements des directeurs, chef et commis du bureau général	28.300 f.	
Timbre	18.000 f.	
Impression.	10.000 f.	
Papier, encre.	6.000 f.	
Feux et lumières des bureaux	8.000 f.	
Gratifications	15.000 f.	
Dépenses secrètes.	15.000 f.	
Feux et lumière du bureau général	3.000 f.	
	<u>75.000 f.</u>	<u>75 000 f.</u>
Total		203.300 f.

Ce chiffre est supérieur à celui que Mayeuvre citait le 28 frimaire et qui excédait de 96.000 f. les 91.000 f. abonnés (soit donc 187.000 f.). La différence peut s'expliquer par ce fait que le chiffre de 203.300 f. est certainement postérieur et qu'entre temps, comme on le verra plus loin², la Régie a augmenté son personnel. La somme de 200.000 f. fut d'ailleurs admise pour les adjudications postérieures.

Finalement, le Préfet proposa une transaction dont la Régie elle-même avait suggéré le principe³ :

« Dans cet état de choses, quelles dispositions sages peut-on arrêter ? Qu'y a-t-il de mieux à faire que de respecter le traité,

1. Arch. départ. Octrois 6. Une note non datée et une lettre du 29 pluviôse an IX.

2. Cf. p. 89.

3. Arch. départ. Octrois 6.

que de conserver ses bases ? N'oublions point cette vérité que, si la recette ne va qu'à un million, les conventions sont très avantageuses à la commune. Toutefois, en signalant ainsi son respect pour la foi des transactions, on pourrait, envisageant le cas d'une augmentation de population et par conséquent d'un accroissement de recettes, ménager quelques chances nouvelles en faveur de la commune ; et j'en indiquerai deux qui ont le mérite, l'une et l'autre, de ne porter aucune atteinte à la base essentielle du traité, qui est que la Régie soit intéressée à procurer la plus grande somme de produits possible. Je proposerai à la Régie d'abandonner 25.000 f. sur sa part de chaque 100.000 f. qui pourront rentrer au-dessus d'un million, et de consentir à ce que cette somme soit tirée au sort entre la commune et elle. L'autre expédient me plairait davantage, et je le présente avec plus de confiance, il consisterait à accorder aux régisseurs l'honneur de consacrer les 25.000 f. par eux abandonnés sur leur part de toute somme excédant un million, à l'érection d'un monument d'utilité communale ou d'un établissement, et d'y attacher leurs noms. Deux mobiles puissants font mouvoir les hommes, l'intérêt et l'honneur ; ici ces deux grands leviers du cœur humain se trouvent réunis, et nous garantissent, ou ensemble, ou l'un au défaut de l'autre, que le zèle de la Régie pour la plus grande abondance de rentrées ne perdra rien de son activité, car enfin elle retrouvera en considération, en jouissance honorable les 25 p. 100 qu'elle aura sacrifiés, sur sa part de chaque somme excédant un million. Cette idée me plaît ; elle est morale, elle est politique, elle promet à la commune comme pot-de-vin de chaque traité, qu'elle fera un établissement important, une construction utile ou agréable ; l'octroi en deviendrait plus populaire. Ceux qui l'administrent acquerraient l'affection des administrés, et il s'introduirait, dans la succession des Régies qui se suivraient avec le temps, une noble émulation de se surpasser, qui serait infiniment profitable à la commune ¹. »

Avant de prononcer la clôture de la session, le conseil forma quelques souhaits le 15 nivôse an IX :

« La matière mise en délibération et discutée, le Conseil, considérant que, par le traité fait avec la Régie de l'octroi, on a

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 40.

voulu accorder à la Régie, sur une recette présumée de 942.000 f. 25 p. 100, tant à titre de frais qu'à titre de bénéfice, ce qui est démontré par le calcul des résultats, et qu'il est conséquent de ne lui accorder que 25 p. 100 sur l'excédent des 942.000 f. si d'après la présomption, d'après laquelle on a respectivement contracté, les produits surpassaient la dite somme ;

Considérant que le Préfet a proposé au Conseil, dans le Comité général, de réduire à 25 p. 100 la portion afférente à la Régie, sur toute somme excédente le produit brut d'un million, lesquels 25 p. 100 seraient pris sur le principal seulement... que la Régie présente et non contredisante lors de la proposition du Préfet, objecte néanmoins qu'elle a entendu qu'on prenait pour base de réduction la recette en principal et non la recette brute ;

Considérant la circonstance d'une paix prochaine et ses effets, savoir l'accroissement de la population, la renaissance des manufactures, et le mouvement rendu au commerce, d'où s'ensuivrait une augmentation du produit de l'octroi qui surpasserait les espérances de la Régie elle-même, et qu'alors, les bases venant à changer, l'exécution littérale du traité deviendrait onéreuse à la commune ;

Considérant enfin que les produits inespérés de l'octroi sont dus aux moyens intelligents qu'a employés la Régie, et aux frais extraordinaires qu'elle a faits, animée par les avantages que lui présentait le traité, et qu'il serait injuste d'en altérer l'essence.

Le Conseil municipal arrête d'émettre, pour être présenté au Préfet, le vœu suivant :

1^o Qu'on porte à un million de recette en principal la somme jusqu'à laquelle il ne sera fait aucun changement au mode de partage réglé par le traité qui a été passé par le Gouvernement agissant pour la commune de Lyon, avec la Régie de l'octroi municipal et de bienfaisance ;

2^o Qu'au delà d'un million de recette en principal, la part afférente à la Régie soit réduite à 25 p. 100, et que ces 25 p. 100 soient prélevés sur le principal seulement ;

3^o Que la Régie, à titre d'avance gratuite ou de prêt sans intérêt, fournisse à la commune, dans le courant de l'an neuf, la somme de cent mille f. ; que cette somme, quant au remboursement, soit spécialement affectée sur les produits de l'octroi, et que la Régie les reprenne par une retenue de 25.000 f. sur le produit de chacune des quatre années qui terminent le traité ;

4^o Que le Préfet prenne en grande considération une proposition de la Régie, relative aux introductions nocturnes, ayant pour objet d'obtenir une économie dans les frais. Le Conseil désire que les mesures qu'on adoptera ne puissent aucunement gêner l'entrée et la sortie des citoyens ;

5^o Que la commune de Lyon soit représentée dans le cas de transaction sur le fait des contraventions, par les Maires ou par leurs agents ¹. »

La conseil s'occupa aussi du transit dont il sera question plus loin ².

Dans la session ordinaire du 15 pluviôse, puis dans la session extraordinaire du 11 au 24 germinal, la municipalité revint sur quelques questions de détail relatives aux droits sur la bière ou à divers règlements ³, mais s'abstint de toute critique. Elle ne reviendra à l'octroi qu'en prairial, lorsque le commissaire du Gouvernement nouera ses intrigues.

La Compagnie Ricard écrivit au Préfet le 29 pluviôse ⁴ pour lui faire observer que primitivement, en effet, elle avait tablé sur 942.000 f. mais qu'elle avait été rapidement amenée à élargir les cadres de son personnel : d'où le produit actuellement escompté. En sorte qu'elle gagnerait plus en faisant 942.000 f. de recettes et en ayant moins d'employés, qu'en se voyant attribuer 25 p. 100 au-dessus d'un million avec les charges présentes.

Il paraît bien « sévère » à la Régie de vouloir la priver du bénéfice de ses succès. La Régie se glorifie d'avoir mieux réussi dans son entreprise que les octrois de Bordeaux, de Marseille ou de Paris. Elle se résigne enfin à accepter les

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 62.

2. Cf. p. 101.

3. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 70, 78.

4. *Arch. départ. Octrois* 6.

conditions proposées par le conseil municipal, mais elle tient à bien préciser :

1^o Que si la somme de 1.200.000 f. de recette principale n'est pas atteinte, il n'y aura pas de « décroissement ».

2^o Que l'établissement fondé avec ce « décroissement » portera son nom.

3^o Qu'au lieu de 100.000 f. pour les murs de clôture elle offre de les construire elle-même pour 400.000 f.

Par ailleurs, la Régie avait fait réduire, dès le 6 pluviôse, de 14 f. à 5 f. par année le droit sur les vins étrangers, les eaux-de-vie et liqueurs ¹, ce qui avait rencontré l'agrément du conseil ².

Le 1^{er} ventôse an IX le Préfet prit un arrêté ³ d'après lequel :

1^o Les bénéfices du traité du 19 messidor an VIII étaient réduits à 25 p. 100 sur toute somme excédant un million en principal.

2^o La Compagnie Ricard versera dans la caisse communale, à la fin de fructidor prochain et dans les premiers mois de l'an X, cent mille francs à titre d'avance sans intérêt, dont elle se remboursera par égales portions sur les produits des quatre années du traité.

Ainsi, grâce à la diplomatie du Préfet, à l'apparente bienveillance du conseil, et aux dispositions conciliantes de la Régie, on avait pu aboutir rapidement à une transaction avantageuse pour la commune.

Si l'on avait toujours fait preuve de cette sagesse, l'histoire de l'octroi de Lyon n'aurait pas connu les périodes les plus critiques.

1. Cf. p. 61.

2. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 42.

3. *Ibid.*

Malheureusement l'entente fut précaire ; les passions allaient se déchaîner.

2^o *Les Commerçants.*

Deux catégories de commerçants élevèrent des réclamations contre l'octroi. Nous ne parlerons pas des bouchers qui ne protestèrent que contre l'interdiction d'introduire les *menus et abatis* à laquelle nous avons déjà fait allusion¹. Pour le reste, les bouchers préférèrent agir comme bon leur semblait, et frauder à main armée.

La première catégorie de commerçants comprend les brasseurs et les propriétaires de vignes situées à l'intérieur de la ville, dont la situation est analogue.

Il existe à Lyon trois brasseries assez importantes : l'établissement de la veuve Graff et celui des frères Doerr, qui débitent chacun sept à huit cents ânées de bière par an, quantité sur laquelle il leur rentre quatre-vingts à cent ânées de bière gâtée, enfin la brasserie Georges Spech et Fumel, qui produit cinq à six cent cinquante ânées dont cinquante à soixante-quinze ne peuvent être consommées.

Les articles 4 et suivants de l'arrêté du 19 messidor an VIII obligeaient les brasseurs à déclarer à l'avance leur production annuelle, et à acquitter des taxes équivalentes aux taxes d'entrée, par paiements trimestriels. Dès la fin de l'an VIII ces industriels rédigèrent une pétition demandant l'autorisation de déclarer la production à la fin de chaque trimestre et non plus d'avance, ou, mieux encore, de payer un abonnement de six cents livres par an, ce qui eût été une diminution considérable puisque la bière était taxée à raison de 4 f. par ânée. Ils voulaient enfin bénéficier

1. Cf. p. 58 et sq.

du transit pour leurs exportations. Cette dernière faveur leur fut accordée par un arrêté du 18 fructidor an VIII¹.

Quelques mois plus tard, la Régie proposa elle-même au conseil municipal de remplacer le droit sur la bière par un droit sur le houblon et l'orge en paille². La question n'ayant pas été tranchée, les brasseurs reprirent l'idée et présentèrent le 21 pluviôse an IX, une pétition à l'assemblée³.

Le 29 pluviôse an IX, le conseil reçut le rapport afférent à cette pétition :

« Le citoyen Glaize, membre de la commission chargée d'examiner la pétition des brasseurs de bière, a fait un rapport sur cet objet où il a énoncé toutes les raisons qui pouvaient militer en faveur des pétitionnaires ; sur quoi le Conseil municipal, considérant que les formes introduites par le Gouvernement concernant l'octroi pour la perception sur la bière fabriquée dans l'intérieur de la ville de Lyon, sont contraires au système de liberté et d'inviolabilité du domicile qui sont à la base de notre système politique... qu'il importe de maintenir les brasseries de l'intérieur, puisqu'elles donnent lieu à des consommations qui accroissent le produit de l'octroi... qu'il est essentiel de favoriser l'exportation de cette boisson et de diminuer, autant que possible, la concurrence qui est établie entre les brasseries extérieures et celles de l'intérieur... que la perception du droit d'octroi sur les matières premières de la bière aurait l'inconvénient majeur d'imposer l'orge en paille, et qu'il en naîtrait la difficulté de distinguer précisément l'orge qui sert de nourriture au peuple, de celle qui entre dans la confection de la bière, ce qui pourrait tendre à renchérir cette nature de grains qui doit être essentiellement affranchie de tout impôt, ainsi que de tous autres grains destinés à la nourriture de l'homme — Le Conseil émet le vœu :

1. Arch. départ Octrois 8.

2. « Les régisseurs ont proposé... de percevoir le droit sur le houblon et sur l'orge en paille, et de le rembourser sur les bières exportées à la sortie de la ville » (*Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I. — Séance du 1^{er} nivôse an IX, p. 38.)

3. *Ibid.*, p. 66.

1^o que les règlements concernant l'octroi, relativement aux brasseries de bière et à la perception du droit sur icelles, seront révoqués ; 2^o que la Régie de l'octroi soit autorisée de traiter avec les brasseurs de bière de Lyon, pour raison dudit droit, soit par voie d'abonnement, soit par tout autre moyen qui ne contrairait pas les motifs exprimés dans le présent vœu ¹. »

Le conseil s'abstenait donc de conclure ; le problème ne fut résolu qu'après plusieurs années d'incertitude.

Les propriétaires de vignes étaient soumis à une réglementation analogue par le même arrêté du 19 messidor, articles 11 et suivants. Ils doivent déclarer le produit probable de leurs recettes, vingt-quatre heures après la vendange, et acquitter les droits sur les vins par tiers : un tiers dans les trois mois, un tiers dans les six mois et un dernier tiers dans les neuf mois suivants. Les propriétaires de vignes étaient au nombre de trente à Lyon (27 sur Fourvière et 3 sur la Croix-Rousse) qui produisaient 431 ânées de vin. Ils protestèrent en vendémiaire an IX, tout en alléguant la difficulté d'évaluer le rendement de la cueillette, la médiocrité de leur vin, la situation écartée des propriétés qui en diminue le loyer. Le même arrêté du 18 fructidor leur avait bien accordé le bénéfice du transit, mais il ne semble pas qu'en vendémiaire leurs doléances aient été prises en considération ².

Dans la seconde catégorie on peut ranger les commissionnaires, les voituriers, les négociants en vins et spiritueux, et à leur suite tout le gros commerce de Lyon.

Le transit, question plus importante à Lyon que partout ailleurs, est l'objet de leurs préoccupations constantes.

Le 2 brumaire an IX, le Bureau Consultatif du Com-

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 70.

2. *Arch. départ. Octrois* 6.

merce ¹ constate que « depuis que la révolution a anéanti
« les manufactures et l'industrie, le commerce de commis-
« sion et de roulage a pris la place de toutes les autres
« branches. Cette ville étant par sa position topographique
« le centre de tout le passage du nord au midi et du midi
« au nord, a dû nécessairement devenir, depuis que la
« guerre a intercepté la liberté des mers, et est devenue
« en effet l'entrepôt de toutes les marchandises de pas-
« sage. »

Il estime que le mouvement commercial entraîné par ce passage représente les sept huitièmes des opérations commerciales et que les corps de métiers qui en vivent occupent de douze à quinze mille personnes ².

Les objets de consommation portés au tarif de passage à Lyon devaient-ils être frappés de la taxe, et, dans l'affirmative, de quelle manière la Régie devait-elle le faire ? Supporterait-on des mesures vexatoires ?

L'article 22 de la loi du 27 frimaire an VIII stipulait que : « ne sont point sujets au droit d'octroi les objets
« non destinés à la consommation des dites communes
« (celles qui rétablissent l'octroi), et n'y entrant que par
« transit ou pour y être entreposés jusqu'à leur sortie
« ultérieure. »

Mais l'arrêté du Préfet de Lyon du 14 fructidor an VIII, rendu en vertu de cette loi qui donnait à ce sujet plein pouvoir aux administrations centrales, avait pris une série de mesures à la suite des observations des régisseurs de l'octroi. Ces mesures, qui étaient plus ou moins vexa-

1. Le Bureau Consultatif du Commerce joue à cette date le rôle de la Chambre de Commerce. Cette dernière le remplacera le 3 nivôse an XI. Cf. E. PARISSET, *La Chambre de Commerce de Lyon*, p. 6.

2. Arch. départ. Octrois 8.

toires pour les porteurs d'objets en transit, favorisaient les exactions des employés de la C^{ie} Ricard.

La valeur des droits sur les objets en transit ou en passe-debout, devait être consignée dans la caisse de la Régie à qui copie conforme de la lettre de voiture devait être délivrée. Extrait de leurs déclarations était remis aux porteurs pour être par eux représenté au bureau de sortie. Le remboursement n'était que provisoire ; dans un délai de trois mois devait être rapporté à la Régie un certificat légal, constatant l'arrivée des marchandises au lieu de leur destination. Enfin, et c'était là la ruine du commerce lyonnais, la traversée par eau se faisait sans possibilité d'abordage, sans possibilité d'arrêt, sous aucun prétexte. Le passe-debout ne pouvait d'ailleurs avoir son effet que dans le jour où il était délivré, et depuis le lever jusqu'au coucher du soleil. Toutefois, dans le cas de crue des eaux et autres circonstances exceptionnelles, la Régie pouvait accorder, en vue de la sortie, une prolongation de vingt-quatre heures au maximum ¹.

Ce règlement que l'esprit public considérait plus encore comme l'œuvre de la C^{ie} Ricard que comme celle du Préfet, passa bientôt pour une odieuse entrave à la liberté du commerce d'échanges qui se faisait alors. Une brochure publiée dans les premiers jours de l'an IX fut le signal d'une levée de boucliers contre la Régie ².

Cet ouvrage débute en termes emphatiques :

« L'atteinte portée à notre commerce présage notre ruine et peut-être celle de la ville de Lyon, nous exposons ici nos

1. *Almanach de Lyon*, an IX. Octroi, p. 186 et sq.

2. *Observations des négociants de Lyon sur le mode d'établissement dans cette ville de l'Octroi municipal et de bienfaisance*. Lyon an IX (Ces observations furent reçues par le ministre de l'Intérieur, le 27 vendémiaire an IX et renvoyées par lui au Conseil d'Etat. *Arch. nat.* AF^{IV}, 215, n° 186).

justes inquiétudes. Ce n'est pas l'octroi de bienfaisance qui motive nos plaintes ; il est dans la nature, il est dans nos cœurs d'aider nos frères indigents, nous nous en faisons tous un devoir sacré. Mais si les règlements faits sur cet octroi renferment tous les éléments de la destruction du commerce, source de la prospérité publique et particulière, ne devons-nous pas en attendre le redressement ? Voilà où tendent nos vœux. »

Les intérêts les plus immédiats du négoce sont défendus avec âpreté, tandis qu'un jugement sommaire est porté sur l'octroi :

« S'il était libre d'opter, nul doute qu'il faudrait préférer le commerce à l'octroi ; l'un produit, l'autre absorbe, et il faut avoir pour donner. »

La brochure comprend vingt-sept pages et porte cent quarante-deux signatures de commerçants ¹.

Tout le commerce lyonnais semble s'y être donné rendez-vous.

On rencontre parmi ces signatures non seulement neuf rouliers, vingt-neuf commissionnaires, sept marchands de vin ou liquoristes, un marchand de bois, toutes gens directement atteintes par les règlements du transit, non seulement quarante-neuf « épiciers », importateurs de coton, café, sucre et cacao (marchandises non taxées), puissante industrie où se sont réfugiés bien des « soyeux » ruinés et dont certains joignent le trafic du vin et des alcools à « l'épicerie ² », mais on y rencontre encore, trois « négociants », quatorze marchands de soie, de gaze, tein-

1. Cf. pièce justificative, n° 1.

2. Le fait est certain pour la maison Veuve Caillat et fils qualifiée d'épiciers dans l'annuaire de 1809, et que nous retrouverons plus loin (cf. p. 301), faisant entrer à Lyon avec les Dervieux 22 pièces d'eau-de-vie leur appartenant.

turiers, brodeurs et rubaniers, un marchand de blé, un marchand de chevaux, un marchand de sel et plusieurs banquiers. C'est que dans une ville aussi commerçante que Lyon l'interdépendance des divers négoce est profondément ressentie ; surtout en ces années où le commerce commence à peine à se réveiller, où l'industrie languit et où le négociant n'est pas encore spécialisé comme de nos jours : beaucoup de marchands de soie étaient épiciers, et certains, liquoristes par surcroît, beaucoup d'autres étaient aussi, comme au moyen âge, banquiers ; tous se sentaient donc atteints.

L'importance de ces commerçants nous échappe le plus souvent, certains ont exercé des fonctions publiques : Richard, entrepreneur de roulage , a été adjoint suppléant pour le district de Lyon, Jean Vial, drapier, ex-membre de l'assemblée de la noblesse a fait partie du Directoire du département en 1790-91, Dubost, commissionnaire, a été conseiller général en 1792 et président du Directoire du département, Clerjon commissionnaire, membre du comité de surveillance, Michel, épicier, député à la Convention, etc... La nature même du commerce de la plupart d'entre eux : épicerie, commission, soierie, banque, exige de gros capitaux, et ces quatre professions groupent l'aristocratie du commerce lyonnais : Alexis-Antoine Regny, banquier, trésorier et receveur de la commune, est une des puissances de la ville ; beaucoup seront comme lui membres de la Chambre de Commerce : Bodin, Chirat, Pierre Coste, Couderc, Gaillard, Nantas et Ozanam, J. Peillon.

La majorité du haut commerce lyonnais a donc pris parti contre le règlement du transit ; les divergences politiques se sont effacées : le jacobin Fillion voisine avec le

propagandiste contre-révolutionnaire Regny ; les liens les plus étroits avec la compagnie fermière ont été moins forts que la solidarité commerciale : deux parents des associés de la Compagnie Ricard, peut-être même deux associés : Bossant et Bodin, ont signé la pétition.

Les commerçants protestent avec énergie contre les dispositions en vigueur sur les marchandises déclarées en transit ou passe-debout, contre « ces incalculables entraves, contre les mesures inexécutables ».

Et c'est une critique serrée de l'arrêté préfectoral :

« Sans doute, dira-t-on, le transit est maintenu ? Pur sophisme : n'est-il pas évident que la marchandise qui ne peut transiter immédiatement, parce qu'elle n'a pas encore la destination déterminée, sera réputée par la Régie de consommation locale ? Les articles 7 et 8 sont illusoires. Enfin les certificats de transit sont inquisitionnels ; le propriétaire se dira : le passage à Lyon me serait gênant, c'est une terre proscrire ; il faut l'éviter. »

En citant des faits à l'appui de leurs dires, ils pensent que l'on établira des dépôts excentriques où se déploiera toute l'activité commerciale, tandis que Lyon verra fuir le négoce :

« Examinons un instant si, pour avoir voulu hérissier les règlements de telles entraves que rien n'échappât à l'octroi et que ces produits fussent forcés, les régisseurs qui ont sollicité ces règlements n'ont point manqué leur but si, surtout, ils n'ont pas détourné les canaux vivifiants qui devaient abreuver les hospices des pauvres.

« Le commerce est cosmopolite, il fuit surtout la gêne.

« Le propriétaire, réduit à l'impossibilité de disposer librement des liquides qui ne sont point destinés à la consommation locale, a recours au moyen naturel de former des dépôts excentriques : déjà il en existe de considérables à la Mulatière, à Vaise, à Serin, à Cuire, à Saint-Clair, à la Guillotière.

« Des constructions compléteront ce que ces localités ne pourraient pas en ce moment offrir ; un peu de temps consolidera ces établissements.

« On conçoit aisément que l'innombrable série de coopérateurs que le commerce des liquides emploie suivra, comme il suit déjà les emplacements qui les reçoivent.

« On y verra stationner ou accourir de Lyon, les mariniers, voituriers, crocheteurs, tonneliers, charrons, bourreliers, etc. Les auberges de Lyon abandonnées s'y transplanteront ; des maisons de commerce et de roulage, des courtiers, des peseurs quitteront aussi l'enceinte de la cité, pour s'établir au sein de leur travail ; tous iront consommer au dehors les objets assujettis à l'octroi ; le goût de la dépopulation pourra gagner de proche en proche les autres professions de la ville.

« Ainsi les pauvres, privés de la présence de leurs principaux consommateurs, verront infiniment amoindrie la masse des produits jugés utiles à leur soulagement.

« Les contribuables en tout genre appartenant à la République, éprouveront une perte proportionnelle.

« Les propriétés foncières resteront inoccupées au sein de la solitude et du désœuvrement.

« Les ruines ne continueront pas à se relever.

« On ne craint point ici d'opposer l'exemple du passé à celui du présent.

« Les octrois, lors de leur suppression, étaient sans doute portés à un taux bien plus élevé que ceux qui viennent d'être rétablis ; mais on savait les rendre supportables ; des facilités de tout genre soulageaient le contribuable, nulle opération commerciale n'était entravée ; le Régisseur et le Fermier n'exigeaient rien d'impossible ; enfin, l'impôt lui-même, soigneusement combiné avec les grands principes de l'intérêt général et quelque pesant qu'en fût le fardeau, n'était pas une calamité. »

La dernière remarque n'est pas sans intérêt et l'aveu est à retenir.

Lyon perdra tous les avantages qui ont fait son antique richesse :

« Les liquides ne peuvent plus être vérifiés, pesés, dégustés, réparés. Les chargeurs seront privés de leurs droits, des ma-

gasins loués à grands frais resteront vides. Le très grand nombre des crocheteurs employés aux déchargements et remaniements des marchandises seront oisifs. Les tonnellers, taquiers, employés à la réparation des futailles et des bateaux chômeront aussi. Les voituriers n'auront aucun motif de séjour à Lyon ; les aubergistes, les charrons, bourrelliers, maréchaux et tout ce qu'entraîne leur présence souffriront de leur disparition. »

Les commerçants concluent en réclamant une modification du régime de l'entrepôt et la fixation à trois mois de la durée de l'entrepôt.

La C^{ie} Ricard qui se préoccupait, certes, davantage du rendement des droits que des aspirations du commerce lyonnais n'en fut pas moins prompte à la riposte.

Ce fut le régisseur Jean Guerre qui se chargea de présenter la défense de l'administration ¹.

Jean Guerre reprend point par point les arguments des négociants, fait un historique complet de la question et des améliorations déjà réalisées. S'il reconnaît que l'organisation actuelle n'est pas parfaite, il trouve déraisonnable d'établir, sans consignation ni cautionnement, un entrepôt libre. Il traite de chimères « les tableaux hasardés qu'on a faits des malheurs et de la dépopulation de Lyon » depuis que l'octroi a soumis à sa police le passage des vins et des eaux-de-vie. Quand bien même on l'eut interdit au lieu de l'assujettir seulement à des règles, Lyon n'en serait pas plus pauvre.

« La ville était ouverte de toutes parts, ses remparts étaient démolis, les barrières détruites, les logements des Préposés renversés ou aliénés ; il paraissait impossible d'établir l'Octroi

1. Réponse de la régie de l'octroi municipal et de bienfaisance de Lyon à un écrit publié dans cette commune sous le titre d'observations des négociants de Lyon sur le mode d'établissement en cette ville de l'octroi municipal et de bienfaisance, par Jean Guerre, Lyon an IX.

avant d'avoir relevé tant de ruines, mais plus impossible encore de relever les ruines avant d'avoir rétabli l'Octroi. »

Et Guerre n'oublie pas d'ajouter que l'octroi est destiné à couvrir huit à neuf cent mille francs de besoins et non à enrichir les fraudeurs. Il faut prendre l'octroi tel qu'il est ou en rejeter le principe. C'est au Préfet, c'est au Gouvernement à statuer sur la question.

Le Bureau Consultatif du Commerce à qui fut communiquée la pétition des commerçants et qui soulignait si fortement, le 2 brumaire an IX, l'importance du trafic de passage, s'exprime en termes très modérés. Il s'accorde avec Jean Guerre pour la trouver empreinte d'exagération, mais il reconnaît que le trafic a sensiblement diminué depuis la création de l'octroi, et il demande que le délai de transit soit de trois mois pour les liquides (qui semblent avoir été les articles les plus intéressants) et que le paiement des droits ne s'effectue qu'à l'expiration de ce délai. La consignation de ces droits lui paraît nuisible, puisqu'elle enfouirait, sans profit pour personne, le numéraire dans les caisses de la Régie ; elle lui paraît aussi inutile, puisqu'il propose de n'admettre au bénéfice du transit que des commerçants patentés, domiciliés à Lyon et offrant, par conséquent, toutes les garanties de solvabilité ¹.

Mais il convient de signaler, qu'à la requête de la Régie, le Préfet avait déjà permis, le 4 frimaire an IX, d'accorder un délai de cinq jours. Puis le 17 nivôse an IX, à la suite des vœux émis les 3 et 15 du même mois par le Conseil municipal, qui exprime le désir que les marchandises en transit puissent être entreposées chez les consignataires pendant trois mois « en par eux consignnant la valeur du droit, soit

1. Arch. départ. Octrois 8.

en argent, soit en effets de commerce revêtus de quatre signatures accréditées, ou en donnant une caution valable » et qui demande que cette faculté « soit étendue à tous les négociants indistinctement ¹ », le Préfet, toujours sur la proposition de la Régie, avait laissé à cette dernière toute latitude pour fixer le délai de transit. La Régie le porta alors à un mois ².

Un mois après, un règlement pour le passe-debout et pour le transit à délai, règlement reproduisant en substance le vœu du Conseil municipal, fut arrêté par le Préfet et approuvé par le Ministre de l'Intérieur, le 13 ventôse an X.

Le 29 prairial an IX, l'agent du Gouvernement ayant critiqué la trop grande latitude laissée à la Régie, le Conseil avait en effet élaboré un règlement plus strict :

« L'expérience ayant démontré que la trop grande latitude donnée au transit favorisait la fraude et nuisait au produit de l'octroi, il ne sera, à l'avenir, accordé de délai de trois mois, pour le transit des marchandises sujettes à l'octroi, qu'aux commissionnaires chargeurs et autres négociants en gros, en prêtant les soumissions prescrites par le précédent règlement, la faculté du passe-debout étant suffisante pour assurer la circulation des liquides appartenant aux autres citoyens ³ ».

La bataille engagée entre la Régie et l'agent du Gouvernement touchait alors à sa fin ; la Régie allait être révoquée et ce dernier règlement n'allait jamais recevoir d'application.

Un entrepôt général et exclusif fut plus tard établi

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 42, 62.

2. Cf. p. 142.

3. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 89.

rue Sainte-Hélène à l'effet de recevoir les vins, bières, liqueurs, eaux-de-vie et alcools en transit à délai, soumis à la taxe de l'octroi et empruntant le passage de la ville ¹.

3^o *Le Commissaire du Gouvernement.*

L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 8 fructidor an VIII avait prévu trois directeurs pour la régie : le premier était nommé par le Gouvernement, le deuxième par le Préfet et le troisième par la Compagnie Ricard.

Mais cet article fut révoqué, le 23 pluviôse an IX, par un arrêté du Ministre de l'Intérieur ; un directeur général de l'octroi de Lyon nommé par lui remplaça les trois directeurs. Les deux directeurs déjà nommés, celui de la Préfecture : Plouvyé, et celui de la Régie : Dechalvet, demeurèrent en qualité de régisseurs adjoints ². Le ministre voulait donner plus d'homogénéité à l'administration et éviter ainsi les conflits internes ³. Ceux-ci ne devaient pourtant pas tarder à naître, et l'on verra, par la suite, que jamais arrêté ministériel n'a trahi plus complètement les intentions de son auteur.

On doit d'ailleurs reconnaître que le texte était mal conçu ; un seul article, l'article 3, précisait les fonctions du nouveau directeur qui est chargé « de tout ce qui concerne l'administration publique pour l'exécution des lois et règlements relatifs à cette Régie dont il rendra compte au Ministre et au Préfet ». On ne pouvait imaginer pouvoirs

1. Cf. p. 411.

2. Cf. pp. 46 et 168.

3. Lettre du ministre du 27 ventôse (*Arch. départ.* Octrois 6). Cette décision était d'ailleurs conforme à l'art. 4 de la loi du 27 frimaire an VIII qui prévoyait que dans les communes où il y aurait lieu de nommer un directeur à l'octroi, cette nomination serait faite par le Gouvernement (*Bullet. des Lois*, n° 338, p. 20). — Cf. communication de l'arrêté du Conseil municipal, séance du 28 pluviôse, an IX (*Cons. mun P.-V. des séances*, t. I, p. 67).

plus étendus et fonctions plus mal déterminées. De là devaient surgir presque toutes les difficultés.

Le directeur général nommé était le citoyen Chouly, « ancien régisseur de l'octroi de Paris », dont l'envoi à Lyon venait compenser dans une certaine mesure la révocation à Paris. Le citoyen Chouly avait été nommé rédacteur à la régie de l'octroi de Paris le 9 nivôse an VII¹, puis il aurait été désigné par le ministre de l'Intérieur pour exercer les fonctions d'agent du Gouvernement près de la régie de l'octroi de Paris. Le Préfet de la Seine ayant nommé une agence communale², le ministre estima que cette agence faisait double emploi avec Chouly et devait être révoquée. Mais le Conseil général soutint le Préfet de la Seine, et, finalement, les Consuls lui donnèrent gain de cause : ce fut l'agence de Chouly qui fut révoquée³. Avoir appartenu à la régie de l'octroi de Paris en l'an VII, était une très mauvaise référence. Cette régie fut désastreuse, la fraude fut énorme, la corruption générale⁴.

Cela n'empêchera pas le citoyen Chouly de rester

1. *Arch. nat.* AFIII 566 pl. 3841, p. 55.

2. Les faits ici rapportés peuvent se placer à deux époques : ou bien pendant la régie directe de l'octroi de Paris établie le 27 vendémiaire, ou bien : pendant la régie intéressée qui lui succéda le 13 fructidor an VIII. Les allégations de la régie Ricard (cf. pp. 143 et 144) prouvent que c'est en l'an VII que Chouly était à Paris (il y a eu 7.000.000 de recettes, cette année-là, comme le dit Ricard). Donc l'agence dont il s'agit serait celle qui a été établie par l'arrêté du Directoire du 3 brumaire an VII nommant trois régisseurs « immédiatement subordonnés au ministère de l'Intérieur ». (Feugère, *L'Octroi de Paris*, p. 88) ; mais Chouly ne figure pas parmi eux, et n'était pas encore à cette date employé à l'Octroi. Fut-il nommé plus tard à cette place ? Y a-t-il erreur ? Les Archives communales de Paris et la plus grande partie des archives départementales de la Seine ont péri dans l'incendie de 1871. Il n'y a donc d'autres documents à ce sujet que ceux de la Secrétairerie d'Etat et du Ministère de l'Intérieur (*Arch. nat.* AFIV, et F⁹II Seine). On n'y trouve rien sur le personnel. On n'y trouve pas non plus l'arrêté des Consuls révoquant l'agence de Chouly. E. Feugère n'en sait naturellement pas plus que nous. D'ailleurs la régie intéressée du 13 fructidor a fini aussi mal que la régie directe.

3. *Arch. départ.* Octrois 6, note du citoyen Pernon.

4. *Arch. nat.* AFIII, cart. 593, pl. 4088, p. 39.

persona grata auprès du Ministre de l'Intérieur. On verra plus loin qu'en prairial an IX, Chouly eut avec un régisseur une sérieuse altercation¹. Le Préfet apprit qu'à cette discussion fut mêlé le nom du citoyen Mourgues, secrétaire général du ministère de l'Intérieur, et demanda aussitôt à Chouly de lui fournir un rapport lui permettant de justifier le citoyen Mourgues². La lettre préfectorale ne révèle pas le nom de la personne qui mit en cause Scipion Mourgues, mais le fait que la rédaction du rapport est demandée à Chouly, et la confiance que le ministère met en lui, font supposer que ce fut un des régisseurs. Il semble avoir insinué que Mourgues était le protecteur de Chouly. Or le chimiste Chaptal remplaça Lucien Bonaparte au ministère le 1^{er} pluviôse an IX, et l'apparition de Mourgues coïncida vraisemblablement avec celle de Chaptal. Chouly fut nommé le 23. On peut donc supposer que Chouly fut bien le protégé de Scipion Mourgues.

Le citoyen Chouly, brûlant de zèle, arriva à Lyon le 1^{er} ventôse, mais la Régie le vit débarquer sans aucun enthousiasme.

Très peu de temps après sa prise de possession du poste, dès le 8 ventôse, des heurts se produisent. Le nouveau venu demande aux régisseurs de lui envoyer l'état des recettes et dépenses afférentes à l'octroi et intéressant la période comprise entre le 9 fructidor an VIII et le 30 pluviôse an IX. Sans attendre la réponse, Chouly n'hésite pas à réclamer directement l'état le 9 ventôse au chef de la comptabilité, qui s'empresse évidemment d'en référer aux régisseurs. Mais Chouly presse son correspondant de hâter l'envoi³.

1. Cf. p. 115.

2. Arch. départ. Octroi 6, 11 Prairial an IX.

3. Arch. départ. Octrois 7.

Les régisseurs, qui voient Chouly réclamer directement et sans aucun souci de la hiérarchie, des renseignements à un de leurs employés, sont surpris et froissés. Ils attendent les ordres du Préfet ou du Gouvernement. Le premier acte de Chouly à Lyon fait naître un malentendu et il en sera de même pour les suivants. La mésentente sera complète et les rapports seront de plus en plus tendus.

En présence de cas concrets, l'interprétation de l'article 3 de l'arrêté du 23 pluviôse an IX s'impose constamment.

La vie administrative va en être profondément troublée.

Le 11 ventôse, Chouly vient assister à la réunion des régisseurs qui l'ont invité. Il désire prendre connaissance du registre des délibérations. On le lui remet. Il veut alors apposer son visa. La Régie prétend qu'il faut en référer au Préfet. Chouly demande que les administrateurs-adjoints aient voix délibérative. Il faut encore en référer au Préfet, répond la Régie.

Chouly donne alors des explications au sujet de sa lettre du 9 ventôse. Il voulait simplement, dit-il, éviter une perte de temps. Les régisseurs le prient de ne plus donner d'ordres à leurs employés ; ces ordres sont d'ailleurs inutiles, puisque Chouly les avertissait en même temps et qu'ils en donnaient de leur côté.

Jean Guerre, en adressant le 12 ventôse le procès-verbal de la séance au Préfet, fait ainsi part de ses impressions : « Nous consumâmes en discussions oiseuses un journée précieuse », il fallut remettre à plus tard des actes urgents. « C'est ce langage insignifiant qui a le plus contribué à perdre la première Régie de l'octroi de Paris dont le citoyen Chouly était membre. »

Et Jean Guerre s'oppose à la rédaction d'un procès-verbal

régulier, voulant marquer par là que Chouly n'est pas « partie intégrante des actes de la Régie » mais en est « le simple témoin ¹ ».

Le citoyen Chouly se souviendra certainement de cette séance. Une fois portée sur ce terrain, la discussion peut s'envenimer à plaisir. Si les règlements avaient été précis et si Chouly avait eu une situation bien définie, il en eût été autrement.

Prudemment, le Préfet évita de prendre ouvertement parti, mais ses réponses aux deux questions posées furent conformes aux décisions de la Régie : Chouly put viser les registres, mais les administrateurs-adjoints n'eurent pas voix délibérative.

Dès cette époque, le Préfet semble vouloir éteindre quelque peu l'ardeur intempestive du citoyen Chouly. Celui-ci demande, le 14 ventôse, deux employés sédentaires et un employé pour les vérifications à l'extérieur. Le Préfet n'accorde qu'un commis d'ordre et un employé pour les services extérieurs ².

Le Préfet en arrivera à manifester à plusieurs reprises son impatience. Chouly est un fonctionnaire turbulent ; sa situation est fautive : placé sous l'autorité du Préfet à qui il doit rendre compte, il communique cependant sans intermédiaire avec le Ministre et acquiert par là une influence prépondérante sur les bureaux de Paris ³.

Chouly continue d'agir comme bon lui semble et sans se soucier le moins du monde des protestations des régisseurs. Il n'hésite pas à donner des ordres par-dessus leur tête, malgré ce qui avait été dit et convenu.

1. *Arch. départ.*, Octrois 7.

2. *Ibid.*

3. *Arch. départ.* Octrois 6, lettre du préfet en date du 3 floréal an IX.

Le 15 ventôse, éclate un conflit que la Régie prévoyait depuis longtemps.

Chouly ordonne à un chef d'ambulance, le nommé Perrin, de se présenter immédiatement chez le commissaire de police, alors que le même Perrin venait de recevoir à l'instant de la Régie l'ordre de se rendre sans délai au Pont-Morand ¹.

De semblables incidents deviennent monnaie courante. La Régie qui se croit aussi forte que Chouly ne cherche pas à les éviter. Dès le milieu de ventôse, elle avait attaqué plusieurs fois en justice le citoyen Chouly, mais les plaintes étaient constitutionnellement irrecevables ².

Sept mois plus tard, le 26 messidor an IX, Chouly et la Régie se disputent la prérogative de faire afficher un arrêté du Préfet sur *les menus et abatis*. Ils font imprimer chacun leurs affiches et ils se les déchirent mutuellement ! Or en l'occurrence l'accord aurait dû être parfait, puisque l'article 2 de l'arrêté chargeait expressément Chouly de l'affichage ³. Mais l'exaspération était à son comble.

Les aventures du citoyen Chappet-Vangel, inspecteur divisionnaire, puis inspecteur général de l'octroi, donnent bien le ton des rapports entretenus par la Régie et Chouly dès l'arrivée de celui-ci.

Chappet-Vangel, ayant été destitué, adressa au conseil municipal une pétition qui, lorsqu'on la compare avec les pièces conservées aux Archives départementales se rapportant au même sujet, apparaît comme très pondérée et comme rigoureusement exacte.

1. *Arch. départ.* Octrois 7.

2. Lettre du ministre de l'Intérieur du 4 germinal an IX. *Arch. départ.* Octrois 5. Cf. Constitution de l'an VIII, § 76. — L. DUGUIT et H. MONNIER, *Les Constitutions de la France*, Paris, 1898, p. 127.

3. *Arch. départ.* Octrois 6.

On sait malheureusement peu de choses sur Chappet-Vangel qu'on voit surtout dans l'exercice de ses fonctions. Le plus souvent c'est lui qui nous renseigne. Chappet-Vangel est un personnage qui a joué un rôle considérable dans la vie de l'octroi de Lyon. Ses mérites lui attirent l'estime de la préfecture et celle de toute la cité. Peut-être quelque rivalité politique n'est-elle pas étrangère à l'animosité dont Chouly fait preuve à son égard. Nous savons, en effet, que pendant les Cent Jours « sous le régime de Buonaparte », Chappet-Vangel fut « destitué pour cause d'opinion ¹ », mais ses opinions ne paraissent pas avoir réellement influé sur sa carrière administrative de l'an VIII à 1807. On a déjà remarqué que l'octroi de Lyon a excité des passions qui naissent plutôt de l'opposition des intérêts privés que de la divergence des conceptions politiques ².

Dans une pétition au conseil municipal ³ Chappet-Vangel proteste contre sa destitution :

« Né en cette ville de parens connus par leur moralité, élevé dans leurs principes, dont je ne me suis jamais écarté ; victime des malheurs qui ont accablé cette commune, père de famille peu fortuné, je sollicitai de l'emploi dans la régie de l'octroi, au moment de sa formation. Recommandé par les hommes les plus estimables, je fus d'abord nommé Inspecteur-divisionnaire. Le zèle, l'activité, la probité, peut-être aussi l'intelligence que je mis dans l'exercice de mes fonctions, me valurent, quelque temps après, la place d'Inspecteur général.

Le 13 ventôse dernier, je reçus une lettre du citoyen Chouly, se qualifiant Directeur général de l'Octroi de cette ville, par la-

1. Arch. départ. — Arch. non classées.

2. Cf. p. 97-98

3. *Aux citoyens composant le Conseil général de la ville de Lyon.* A Lyon de l'imprimerie Ballanche et Barret, au 9. Séance du 14 prairial an IX. Pétition du citoyen Chappet-Vangel, inspecteur général de l'octroi municipal, qui réclame contre la destitution dont il est menacé.

quelle il m'invitait à l'instruire de toutes les plaintes fondées auxquelles la perception aurait donné lieu, à lui adresser toutes les réclamations qui lui seraient faites par les contribuables, à faire transcrire sa lettre sur le registre d'ordre et à l'exposer par copie dans le lieu le plus apparent de chaque bureau¹. Il m'invitait aussi à lui adresser un état nominatif des Employés de ma division, avec des notes sur la moralité de chacun d'eux. J'aurais pu me dispenser de répondre à cette lettre, puisque je n'avais point de connaissance officielle de la nomination du citoyen Chouly à la place de directeur de l'Octroi : néanmoins, je lui accusai la réception de sa lettre, et lui mandai que je m'empresserais toujours de faire tout ce que les devoirs de ma place me prescriraient.

« En même temps, je communiquai cette lettre à la Régie qui me répondit, le 17, qu'elle avait référé au Préfet de la demande du Directeur général.

« Vous voudrez bien, ajouta-t-elle, suspendre toute détermination en ce qui concerne l'enregistrement et l'affiche de cette lettre, jusqu'à ce que la Régie vous ait fait parvenir des instructions ultérieures à ce sujet. »

De part et d'autre, on observe toujours la même attitude. Chouly s'adresse directement aux employés et la Régie se plaint au Préfet.

L'affichage de la lettre de Chouly n'est pas sans importance, car Chouly cherche évidemment à s'assurer une certaine popularité parmi les populations lyonnaises. Il se trahit naïvement, lorsqu'il réclame dans la lettre du 13 l'affichage, pour que les contribuables « ne puissent douter de la sollicitude du Gouvernement ». Entendons par là de la sollicitude de son représentant, le citoyen Chouly.

La Régie se rend compte immédiatement de la manœuvre et veut contrarier le Directeur général dans ses desseins.

Jean Guerre n'hésite pas à écrire, le 16, au Préfet que

1. La copie de la missive est aux Arch. départ. Octrois 7. Chouly veut qu'on affiche sa lettre pour que les contribuables « ne puissent douter de la sollicitude du gouvernement, pour que la liberté civile n'éprouve aucune atteinte ».

pareille mesure risque de « dépopulariser la Régie » et « de provoquer même des mouvements populaires ». Il insinue qu'on va de porte en porte quémander des réclamations. La suite montrera que nulle hypothèse n'est plus vraisemblable.

Et Chappet-Vangel continue :

« La veille, c'est-à-dire le 16, j'avais vu une seconde lettre du citoyen Chouly, contenant invitation de me conformer à la précédente et de lui faire part des obstacles qui avaient pu s'y opposer. Je le vis le lendemain, après la réception de la lettre de la Régie, que je lui communiquai verbalement.

« Cependant le citoyen Chouly, qui sentit qu'il n'avait rien à me prescrire tant que sa nomination ne me serait pas notifiée, invita la Régie à me faire cette notification ; c'est ce qu'elle fit le 19, sur la demande, m'écrivait-elle, du citoyen Chouly ; elle m'ordonna de le reconnaître et faire reconnaître en cette qualité ; elle ajouta ce qui suit : « En ce qui concerne le mode des relations officielles qu'il doit entretenir avec vous, la Régie vous fera connaître dans le temps ce qui aura été statué à cet égard par le Préfet ou par le Gouvernement. »

« Cette observation était d'autant plus nécessaire, que l'arrêté du ministre contenant nomination du citoyen Chouly, dont copie m'avait été transmise par la Régie, portait simplement « que ce Directeur était chargé de tout ce qui concernait l'administration publique pour l'exécution des lois et règlements relatifs à cette régie, dont il rendait compte au Ministre et au Préfet ».

Sur ces entrefaites et, sans doute, après ces incidents, le Ministre écrit au Préfet, le 23 ventôse an IX, pour préciser les attributions de Chouly, ce qui était fort nécessaire.

Le Directeur général doit : vérifier les registres des déclarations, de recettes et d'ordre aux entrées — prendre communication des délibérations de la Régie pour s'assurer si elles sont conformes aux lois — se faire présenter à la fin de chaque mois les recettes générales — s'assurer que les versements réglementaires sont faits à la caisse munici-

pale — poursuivre d'office au nom de la commune les procès pour frais de contravention et dénoncer au ministère public les délits de fraude accompagnés de rebellion et de violences, par conséquent, avoir communication de tous les procès-verbaux de saisies — réprimer les abus, provoquer les réformes, rendre compte aux Maires, Préfet et Ministre.

En un mot, il doit être « l'œil de la Mairie, du Préfet et du Ministre ¹ ». La formule enchante le citoyen Chouly qui, comblé d'aise, la rappellera à tout propos et même hors de propos.

Ces fonctions sont toutes de surveillance. Malheureusement, elles ne peuvent satisfaire les ambitions du turbulent Directeur général à qui la dernière clause « réprimer les abus, provoquer les réformes » laisse encore trop d'initiative.

Peut-être la grande souplesse du texte incita-t-elle le Préfet à prolonger l'expérience quelque temps encore. Peut-être désirait-il connaître l'avis d'une commission qu'il venait de nommer (8 germinal) pour examiner les graves accusations que Chouly portait par ailleurs contre la Régie². En tout cas il attendit plus d'un mois (5 floréal) avant de prendre un arrêté fixant les fonctions de Chouly. Celui-ci en profita pour user et abuser de son autorité en donnant les ordres les plus impérieux aux employés.

« Le 23 germinal — dit Chappet-Vangel — il m'écrivit pour m'inviter à lui adresser, le plus promptement possible, l'état nominatif des employés de ma division avec des notes sur la moralité et l'aptitude de chacun d'eux et sur l'emploi qu'ils exerçaient avant d'être appelés à la perception de l'Octroi. Il

1. Arch. départ. Octrois 6.

2. Cf. p. 122.

m'invitait aussi à lui faire part à l'avenir, dans les vingt-quatre heures, de toutes les mutations d'employés qui auraient lieu dans ma division ¹.

« J'aurais pu lui observer que sa demande, étant étrangère aux lois et règlements relatifs à la Régie, excédait les attributions qui lui étaient accordées par le ministre ; je me bornai à lui porter la lettre de la Régie qui m'annonçait qu'en ce qui concernait mes relations officielles avec lui, elle me ferait connaître, *dans le temps*, ce qui aurait été statué à cet égard par le Préfet ou par le Gouvernement, en lui déclarant que je n'avais point encore reçu les instructions qui s'étaient annoncées.

« Le 27 du même mois, nouvelle lettre du citoyen Chouly, où il me déclare que je n'ai pas à connaître la Régie, lorsque l'agent du Gouvernement me donne un ordre. Il m'annonce que si je ne me conforme pas à sa lettre du 23 germinal, il me prouvera qu'il sait allier la fermeté à la justice et à la modération et m'invite à communiquer sa lettre à la Régie ².

« C'est ce que je fis sur-le-champ : la Régie me répondit le même jour qu'elle n'était point encore fixée sur la demande du citoyen Chouly ; qu'elle désirait seconder les vues de l'intérêt général qui lui étaient présentées, sans perdre les attributions que son traité avec le Gouvernement lui accordait ; qu'elle référerait de la demande du citoyen Chouly au Préfet, en le priant de prendre une décision qu'elle s'empresserait de me faire connaître dès qu'elle lui serait parvenue, etc ³...

« A peine j'eus reçu cette réponse de la Régie, que j'en envoyai copie au citoyen Chouly : « Cette lettre, lui dis-je, vous fera sentir la position pénible où je me trouve : vous ne me blâmez pas d'attendre une décision du Préfet qui déterminera la conduite que je dois tenir. »

La décision du Préfet fut enfin connue, le 5 floréal. Un arrêté fixait les fonctions du « Commissaire près la Régie ». Tel était le nouveau titre du Directeur général ⁴. Cet arrêté s'inspirait très fortement de la lettre du ministre

1. Lettres dans *Arch. départ.* Octrois 6.

2. Lettres, *ibid.*

3. Lettres, *ibid.*

4. Cf. p. 129.

du 23 ventôse. Compte est tenu, semble-t-il, de l'expérience des deux premiers mois d'exercice de Chouly.

Le Commissaire près la Régie assistera aux délibérations de la Régie, aux transactions sur les fraudes et y apposera son visa — requerra l'exécution des arrêtés du Préfet et du Gouvernement — vérifiera à volonté les registres de déclarations, de recettes et d'ordre aux entrées — adressera au Préfet les états mensuels des produits de l'octroi dans les cinq premiers jours du mois suivant et veillera à leur impression et à leur affichage — prendra connaissance des ordres donnés par la compagnie aux préposés de l'octroi sans, néanmoins, les révoquer, ni les changer, sauf à poursuivre, par les voies de droit, la révocation de ceux qui lui paraîtront contraires aux lois.

Enfin, conformément au vœu du conseil municipal, l'arrêté prévoit qu'il y aura auprès de chaque Maire un inspecteur de l'Octroi nommé par lui ¹.

« Un nouveau mois s'est passé, sans qu'il ait été question pour moi du citoyen Chouly — remarque Chappet-Vangel — Le 26 floréal dernier, la Régie m'a fait passer copie d'un arrêté du ministre du 18 du même mois, portant que le citoyen Chouly prendrait le titre de Commissaire près la Régie intéressée de l'Octroi municipal et de bienfaisance de Lyon : les fonctions qu'il doit exercer y sont déterminées en ce qui me concerne. J'y ai vu : « Les préposés donneront, à toute réquisition, sans retard ni délai, au Commissaire, tous les renseignemens et communications qu'il sera dans le cas d'exiger, sous peine de destitution. »

« En me transmettant cet Arrêté, la Régie m'a invité à le faire transcrire sur le registre d'ordre des bureaux de chaque division, et à le faire exécuter dans tout son contenu.

« Le citoyen Chouly ne s'est plus adressé à moi ; il ne m'a plus rien demandé ; mais il m'a dit ces jours derniers, en présence des

1. Arch. départ. — Arrêtés du préfet, série K, reg. 3.

régisseurs, qu'il avait provoqué ma destitution et l'influence que lui donne sa place me fait craindre qu'il ne parvienne à l'obtenir. »

Pendant ce temps la Régie révoquait, comme on le verra plus loin, l'inspecteur général Lafite-Pelleporc, ami intime du Commissaire, et donnait sa place à Chappet-Vangel. Le 8 floréal an IX, le Préfet approuva cette promotion ¹.

La fureur de Chouly ne dut plus connaître de bornes.

La Régie manqua de prudence, car le Commissaire, qui était en relations directes avec le Ministre, pouvait se permettre de négliger l'opinion du Préfet. Chouly veut se venger ; il allait triompher.

Le 9 prairial, il se dirige vers les bureaux de la Régie, où s'entretenaient les régisseurs Bodin, Bossant et Ricard fils.

« La joie insultante qui animait son visage, le rire sardonique qui était sur ses lèvres » frappent les assistants.

A peine entré dans les bureaux, Chouly demande si l'on sait la destitution de Chappet-Vangel. Et comme Bodin veut connaître les raisons de cette destitution, l'irascible commissaire, qui n'est venu là que pour narguer ou provoquer le haut personnel de l'octroi, répond qu'il n'a pas de comptes à lui rendre. Bodin relève vertement ces propos et Chouly se retire en menaçant de faire casser le traité ².

Les régisseurs se plaignirent vivement au Préfet ; c'est à leur lettre que nous avons emprunté ce tableau.

Bien entendu la version de Chouly est différente.

Il aurait été lui-même en conversation dans le bureau

1. Arch. départ. Octrois 6.

2 Ibid.

de la Régie avec Ricard fils, Plouvyé et La Fauvelière qui ignoraient encore le sort de Chappet-Vangel. Serait alors survenu Bodin qui venait d'apprendre la destitution et qui aurait fait à Chouly une violente sortie. Le « ton calme et ferme » du Commissaire l'aurait exaspéré ¹.

Les allégations de Chouly n'inspirent aucune confiance. Affecter un « ton calme et ferme » est une des manies de Chouly, mais avoir une attitude aussi digne n'est pas dans son caractère. Il est invraisemblable que Chouly, qui fut évidemment le premier informé, se soit refusé le plaisir d'apprendre à Ricard, dès le début de l'entretien, la révocation de l'employé qu'il voulait voir toucher au terme de sa carrière. La tension des rapports était telle que Chouly devait être impatient de remporter une victoire. Peut-on admettre que Chouly ait attendu une indiscretion pour répandre la nouvelle ? D'ailleurs le Commissaire ou ses bureaux pouvaient seuls trahir le secret.

Quoi qu'il en soit, la scène montre bien dans quelle atmosphère se jouent les destinées de la Régie, et ceci trois mois après l'arrivée de l'agent du Gouvernement !

Chappet-Vangel est donc la première victime. L'arrêté ministériel du 3 prairial le révoque à cause « de l'insubordination dont il a donné l'exemple, du refus qu'il a fait « de communiquer avec le Directeur, des fautes qu'il a « commises dans sa gestion, constatées par vérifications « subséquentes ».

Quand Chappet-Vangel aurait-il manqué aux devoirs de sa charge ? Sans doute lorsqu'une saisie de 112 moutons fut pratiquée le 3 vendémiaire au bureau Saint-Georges. Mais Chappet-Vangel s'est excusé, le 26 prairial, dans une

1. Arch. départ Octrois 6.

lettre adressée au Préfet : le bureau Saint-Georges n'était pas encore compris dans sa division ; il ne le fut que le 1^{er} ventôse ; son rôle s'est borné le 24 à inscrire sur les registres les 134 f. 40 que le régisseur lui avait remis pour cette saisie ¹.

L'excuse paraît valable. Et si l'on songe que le Préfet avait approuvé, le 8 floréal, la promotion de Chappet-Vangel au grade d'inspecteur général, il faut bien admettre que sa conduite n'avait jamais dû à cette date donner lieu à des plaintes graves. Enfin, le 16 prairial an IX, Chouly doit venir s'expliquer devant le conseil municipal. Sentant que l'assemblée lui est quelque peu hostile, Chouly affirme que la destitution du citoyen Chappet-Vangel eut pour cause son insubordination à l'égard de l'agent du Gouvernement, mais se hâte de reconnaître qu'elle eut aussi pour cause son dévouement excessif à l'égard de la Régie. C'est pourquoi Chouly prend l'engagement de demander au Gouvernement la réintégration du serviteur trop zélé. Il ne parle pas d'autres fautes qu'on pourrait lui reprocher.

« Le citoyen Chouly, commissaire du Gouvernement près la Régie intéressée de l'octroi municipal, a été introduit... Sur les éclaircissements demandés par le Conseil... au sujet de la destitution du citoyen Vangel, inspecteur général de l'octroi, et des raisons qui l'ont motivée, le citoyen Chouly a répondu que la destitution du citoyen Vangel a eu principalement pour motif son insubordination à l'égard de l'agent du Gouvernement, et le refus qu'il avait fait de fournir les renseignements qui lui avaient été demandés, en quoi il n'était coupable que d'un dévouement excessif aux régisseurs dont il dépend ; que d'ailleurs il rendait justice à son intégrité, et qu'il était très disposé à solliciter lui-même, auprès du Ministre, la réintégration dudit citoyen Vangel, aussitôt que sa destitution aurait été connue et enregistrée dans les bureaux de la Régie.

1. *Ibid.*

« Le Conseil sanctionnant le bon témoignage rendu au citoyen Vangel par le citoyen Chouly, a loué les démarches que ce dernier a promis de faire pour obtenir sa réintégration¹. »

Le conseil enregistre cette décision avec satisfaction, et dix jours plus tard émet le vœu que le Préfet s'interpose pour obtenir cette réintégration.

« Le Conseil a entendu la lecture d'une lettre² adressée à son président par le citoyen Vangel, dans laquelle il se justifie sur les faits allégués contre lui par le citoyen Chouly, et prie le Conseil d'émettre un vœu en sa faveur auprès du Préfet.

« Le Conseil, déférant à la demande du citoyen Vangel, arrête qu'il émet le vœu formel que le Préfet s'interpose pour obtenir la réintégration dudit citoyen Vangel dans sa place d'inspecteur général de la régie de l'Octroi³. »

Mais la promesse de Chouly est vaine, et Chappet-Vangel ne rentra en fonctions que le 3 germinal an X, sur la proposition du conseil municipal.

Tous les employés n'avaient pas été d'aussi fidèles serviteurs de la Régie et certains avaient voulu se concilier les bonnes grâces, la faveur ou l'amitié de l'agent du Gouvernement.

Jean Guerre rapporte au Préfet, dès le 16 ventôse, « qu'un homme lié intimement avec le citoyen Chouly et dont nous vous signalerons bientôt les vices et les machinations » abuse de ses fonctions pour détacher les employés de la Régie et détourner vers le directeur général « leur confiance et leurs relations⁴ ».

Cet homme n'est autre que l'Inspecteur général Lafite

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 79 et 80. Séance du 16 prairial an IX.

2. C'est la lettre publiée par Chappet-Vangel et citée plus haut.

3. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 83. Séance du 26 prairial an IX.

4. *Arch. départ. Octrois* 7.

de Pelleporc que la Régie a révoqué le 8 floréal pour donner sa place à Chappet-Vangel. Chouly a, paraît-il, élu domicile chez Lafite de Pelleporc, dès son arrivée. La Régie ne peut reprocher aucune faute à cet inspecteur général dont la probité n'est pas en cause. En réalité, la Régie voit en lui un ver rongeur, un agent « actif » de désorganisation ¹.

L'accusé prétend naturellement avoir été le plus zélé des employés et le véritable auteur des succès de la Régie « grâce à ses soins infatigables ; » sa destitution aurait été purement arbitraire, car Jean Guerre aurait dit : « Il faut que la Régie opte entre M. de Pelleporc et moi, c'est un petit caprice qu'elle me passera sans doute ². »

Que penser de ce « caprice » ? Il est probable que Lafite de Pelleporc ne fut pas toujours correct dans ses rapports avec la Régie. En effet, l'inspecteur général semble avoir dérobé des pièces au profit de Chouly et à son instigation.

Lorsqu'un boucher patenté désirait faire sortir un animal, entré vingt-quatre heures plus tôt dans Lyon en payant les droits, on lui donnait « une feuille de sortie » qui lui permettait d'obtenir le remboursement.

Chouly prétend que la Régie tolère un grand désordre et laisse les feuilles de sortie à la disposition des employés ; d'où des « fuites ». Or, la Régie répond, et prouve par un procès-verbal annexé à son mémoire, que le citoyen Pelleporc, alors inspecteur, se trouvant près d'un bureau de l'Octroi, à l'heure de sortie d'une bête, se fit remettre la feuille de sortie par l'employé ³.

1. *Arch. départ.* Octrois 6. Lettre du 10 prairial an IX.

2. *Ibid.* Pétition de Lafite de Pelleporc au Conseil municipal. Le nom de ce personnage est tantôt Lafite-Pelleporc (cf. signature dans *Arch. départ.* Octrois 2.) tantôt Lafite de Pelleporc. Nous ignorons tout de ses antécédents.

3. *Ibid.* Cf. plus loin, p. 139 et 144.

Après cela, Chouly pourra proclamer qu'il manque des feuilles.

La collusion entre Lafite de Pelleporc et Chouly est d'ailleurs de notoriété publique.

Un autre employé, Puygsech, sous-chef comptable, l'un des citoyens qui soumettaient en l'an VIII ses vues au Préfet sur l'organisation de l'octroi, fut révoqué par suite de suppression d'emploi. Mais il prétend avoir été, en réalité, évincé à cause de son dévouement aux citoyens Belport (*sic*) et Chouly.

Chouly le prit d'ailleurs immédiatement sous sa protection et, dit Puygsech, « dès qu'il eut reconnu mes talents, (il) me promit d'employer tout son crédit pour me faire remplacer ou pour me garder auprès de lui avec l'autorisation du ministre : ce travail gratuit que j'ai fait depuis deux mois et demi chés (*sic*) lui a augmenté encore depuis, l'intérêt qu'il prenoit à moi, puisqu'il reconnoissoit que ce n'étoit que l'amour du travail qui m'attachoit à lui ¹ ».

Chouly couvre, bien entendu, ses créatures auprès du Ministre.

Dans l'état annexé à son rapport au Conseil municipal, le 16 prairial an IX², Chouly accuse Jean Guerre de voir avec tant d'indifférence la fraude qui s'est faite « avec un tel scandale sur certains points des barrières... que sa conduite a donné lieu à d'étranges soupçons qui se fortifient par l'acharnement avec lequel il soutient plusieurs employés que la voix publique accuze (*sic*) et réprouve, tandis qu'il révoque sans motifs plusieurs préposés dont la moralité

1. Arch. départ. Octrois 6.

2. « Il (le citoyen Chouly) a lu au Conseil un mémoire sur la régie de l'Octroi municipal, dans lequel il dénonce les vices et les abus qu'il a cru voir dans cette administration. » (*Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 79, séance du 16 prairial an IX.)

et les talents sont généralement connus et estimés¹ ».

Il est difficile de porter un jugement, puisque nous n'avons pas les dossiers des fonctionnaires révoqués.

Au surplus, la Régie entend rester maîtresse de son personnel. Elle signale que deux des employés qu'elle a révoqués, les frères Chalmas, sont des gens suspects; on a remarqué qu'un cabaretier de la rue du Mail ne se présente à l'octroi qu'aux jours et heures où Chalmas aîné est seul. Chalmas aîné a admis aussi des entrées irrégulières de bestiaux². Quant au cadet, il a raturé des registres!

Ces fonctionnaires indécents ne méritent donc pas d'être défendus. En revanche, on est porté à croire que les insinuations de Chouly ont peut-être quelque fondement, lorsqu'on voit, après la révocation de la régie Ricard, le régisseur de l'octroi se priver du concours de plusieurs employés, en déclarant que certains d'entre eux forment avec les frères Guerre « une compagnie de contrebandiers³ ».

On ne saurait oublier, toutefois, qu'à cette époque Jean Guerre est vaincu, tandis que Chouly a triomphé. L'affaire n'eut pas de suite et nous verrons ce qu'il faut penser de la fraude sous la régie Ricard.

En tout cas, Chouly soutient sans tact ni retenue certains préposés, tandis qu'il s'efforce de consommer la ruine des autres. L'octroi vit dans l'intrigue et la suspension. Des partis se forment, des querelles éclatent de tous côtés⁴. Bref, l'agent du Gouvernement est un ferment d'anarchie.

Dans la lutte ouverte, qui s'est déclarée entre lui et la

1. *Arch. nat.* F⁴ II, Rhône 12 et *Arch. départ.* Octrois 6.

2. *Arch. départ.* Octrois 6.

3. Lettre du 15 vendémiaire an X. *Arch. départ.* Octrois 4. Cf. p. 264.

4. *Arch. départ.* Octrois 6.

Régie dès le milieu de ventôse, Chouly ne s'arrête pas à des escarmouches. Le 21 ventôse il fait poursuivre la Régie. Les 21 et 22 il dirige lui-même les perquisitions de la police. Il s'agit d'inculper la Régie d'usage de faux timbres fiscaux. Chouly découvrit immédiatement deux quittances « l'une de 152 ; l'autre de 999 f., délivrées par deux employés de la Régie à son caissier, l'une pour le receveur du timbre, causée pour timbres », l'autre pour Guerre lui-même ou pour un autre employé de la Régie, mais toujours pour frais de timbres. Or, vérification faite, il constate que le receveur du timbre « n'a reçu le montant ni de l'une ni de l'autre ».

Rien n'indique que Chouly ait vérifié pièce par pièce la comptabilité de la Régie, et il est surprenant qu'un simple sondage ait permis de saisir deux papiers suspects. Chouly a dû trouver un indicateur parmi les employés qu'il s'était attachés.

Chouly s'empare aussi dans les bureaux de Vaise et de Saint-Just de deux registres irrégulièrement timbrés. Il relève enfin des irrégularités dans la vente des objets saisis. Il fait donc aussitôt poursuivre la Régie en justice et avise le ministre de l'Intérieur¹ qui fait nommer une commission. L'arrêté du Préfet du 8 germinal an IX² décide que les citoyens Couderc père³, Philipon, Denoyel, membres du Conseil du département, Dechavanne⁴

1. Sans doute par des lettres des 29 ventôse et jours suivants dont on trouve la trace aux *Arch. nat.* (F^o II, Rhône 12) et qui sont perdues. Le 30 ventôse Camille Pernon en sa qualité de membre du Tribunat écrivait à Chaptal pour défendre la Régie qui « ne croyant avoir que des éloges à mériter est obligée de se défendre ». POIDEBART et CHATEL, *Camille Pernon*. p. 19.

2. *Arch. départ.* Arrêté du préfet. K. reg. 3.

3. Négociant, « il était entouré de la considération générale » dit Wahl. Ancien constituant il fut sous le Consulat membre du tribunal de Commerce et du Conseil général de commerce. WAHL, *Les premières années de la Révolution à Lyon*, p. 75, n. 4. Cf. pièce justificative n^o 1.

4. Médecin, ex-administrateur du département, bienfaiteur des hospices (BREGNOT DU LUT, *Biographies lyonnaises*, p. 10).

membre du Conseil de Préfecture, Laurencin ¹, Audiffret ², Giraud Saint-Try, membres du conseil du 2^e arrondissement, Bernard-Charpieux ³, maire de la division de l'Ouest, Bousquet père, Arlès ⁴ et Durand, membres du Conseil municipal de la Ville de Lyon, examineront les griefs articulés par Chouly.

La Commission se réunit le 12 germinal et les jours suivants ; elle remet son rapport au préfet le 29 ⁵ après avoir entendu Chouly, Guerre, Peyronny, directeur de la régie nationale de l'Enregistrement et du Domaine, Belan, receveur du Timbre extraordinaire.

Ses conclusions sont les suivantes :

Premier grief : « *Un soupçon d'usage de faux timbre s'est élevé à l'égard de la régie de l'Octroi.* » La commission se borne à renvoyer aux paragraphes 2 et 3 et à prendre acte des procès-verbaux dressés sur l'ordre de Chouly, les 21 et 22 ventôse an IX.

Deuxième grief : « *Il a été trouvé dans les bureaux de la Régie deux quittances, l'une de 152 f., l'autre de 999 f., délivrées par deux employés de la Régie à son caissier, l'une pour le receveur du timbre, causée pour timbre et que ce receveur n'a reçu le montant de l'une, ni de l'autre.* »

La commission constate que la quittance de 999 f. fut délivrée pour frais de timbre et qu'elle s'applique au papier marqué du timbre ordinaire, acheté chez les débiteurs de la Régie nationale ⁶. C'est pour régulariser ces achats

1. Cf. p. 47, n° 1.

2. Marchand de soie et banquier. Cf. Pièce justificative n° 1.

3. Cf. p. 65.

4. *Ibid.*

5. *Arch. départ.* Octrois 6.

6. Il s'agit ici du droit de timbre « tarifé en raison de la dimension du papier », établi par la loi du 13 brumaire an VII. Le timbre « ordinaire » est celui qui est apposé « sur tous les papiers fournis par la Régie et sur filigrane ». (*Recueil ... des lois sur le timbre* an VIII, p. 80. *Arch. nat.* AD^{LX} 532.)

que J. Guerre a fait signer cette quittance par un des expéditionnaires, Martin, qui n'en a ni vu, ni reçu le montant. Le procédé paraît admissible à la commission et cette consommation de papier timbré paraît tout à fait normale.

Quant à la quittance de 152 f., datée du 12 frimaire an IX, elle est ainsi libellée : pour registre de recettes. Elle s'applique donc au paiement du timbre extraordinaire dont le ministre des Finances exige la présence sur chaque feuillet ¹. Or, le procès-verbal du 21 ventôse que Chouly a fait dresser par la police, prouve que depuis le 4 frimaire an IX, il n'y a trace d'aucun paiement de la Régie sur les registres du citoyen Belan, receveur du Timbre extraordinaire. La quittance est signée du chef du secrétariat de la Régie, Dubœuf, qui a déclaré dans le procès-verbal du 21 avoir versé les fonds chez Belan, sans pouvoir dire si c'est avant ou après le 12 frimaire, et affirmé que cette somme était le remboursement d'avances qu'il a faites pour cet objet. Le citoyen Guerre a expliqué qu'il y a eu erreur ; il faut lire registre de caisse et non registre de recettes. Les 152 f. ont été, en effet, employés à l'achat de *papier timbré ordinaire* pour la confection de deux registres de caisse. Guerre le prouve par le livre de comptes courants de la Régie où se lit bien le 12 frimaire : registre de caisse — ce que la Commission a reconnu être exact. Guerre observe aussi que le relevé dressé le 22 ventôse de toutes les sommes reçues par Belan de la part de la Régie s'élève à 2.527 f. 99, alors que le relevé correspondant

1. « Le timbre extraordinaire s'applique sur les papiers que présentent à la formalité les citoyens qui préfèrent en employer d'une dimension ou espèce particulière » (*Recueil des Lois sur le timbre*, p. 80). Les registres des octrois ayant été formellement assujettis au timbre par décision du 22 vendémiaire an VIII, on avait accordé aux régisseurs la faculté de faire timbrer à l'extraordinaire, jusqu'au 1^{er} floréal an X, les registres sur papier libre en service dans

dans les livres de la Régie s'élève à 2.559 f. 97, soit une différence de 32 f. Donc, les 152 f. ne peuvent s'appliquer au timbre extraordinaire. La Commission est disposée à admettre cette explication, mais elle est obligée de constater que les sommes partielles des deux relevés ne concordent pas.

« De l'incertitude du versement et destination de cette somme, en résulte-t-il quelque soupçon sur l'usage d'un faux timbre par la Régie ? La Commission répond négativement, car la liaison de ces deux objets n'est pas évidente. »

« Si de cette incertitude, on peut conclure qu'il a été préjudicié aux intérêts de la commune ou du trésor public ? » La Commission n'est pas plus affirmative car, d'une part, le Trésor ne réclame rien et, d'autre part, les frais d'exploitation sont abonnés pour cinq ans, par la commune. Mais la Commission reconnaît que le Directeur général a pu concevoir quelques inquiétudes et émet le vœu que les pièces justificatives soient désormais mieux établies.

Troisième grief : « *Il a été trouvé dans les bureaux de Vaise et de Saint-Just deux registres sur lesquels le timbre n'est apposé qu'alternativement de manière que la moitié des feuilles est sans timbre.* »

Un registre de « 100 ou 200 feuillets » fut apporté par la Régie de l'Octroi à la Régie du Timbre. La reliure de ce registre étant trop serrée, le préposé ne put distinguer les cahiers dont il aurait dû, conformément à la loi, timbrer chaque feuille. Ceci revient à dire qu'il aurait dû timbrer un feuillet sur deux. Mais il apposa le timbre sur les deux cents feuillets. La Régie de l'Octroi explique qu'un de ses employés, s'apercevant de l'erreur, fit faire aussitôt deux

leurs bureaux. Les nouveaux registres devaient être sur papier timbré ordinaire. Cf. *Recueil des Lois sur les octrois*, p. 2, 199, 201, 330.

registres de deux cents feuillets chacun ; les feuillets blancs furent intercalés entre les feuillets timbrés. Le Trésor n'a donc rien perdu.

« D'après le rapport de ses commissaires, la Commission a acquis la certitude que la moindre altération, falsification, substitution faite sur les registres ou pièces qui lui servent d'éléments, seroit découverte, démontrée par le défaut de leur correspondance avec l'harmonie mathématiquement exacte qui doit d'après l'organisation du travail exister entre toutes les pièces et registres de recette, harmonie vraiment belle, ont-ils dit. Ce qui donne une base immuable, une sûreté inaltérable aux opérations de la Régie relative aux produits de la perception. »

Mais la Commission souhaite que chaque feuillet des registres soit désormais paraphé par un fonctionnaire public.

Quatrième grief : « *Il s'est élevé des doutes sur la régularité, sur la bonté des transactions qui ont été faites par la Régie depuis son établissement sur le fait des saisies.* »

La Commission n'a rien relevé qui pût léser les intérêts de la commune ; elle loue même l'esprit de modération de la Régie. Une seule critique : les ventes, qui furent toutes publiques et aux enchères, n'ont pas été annoncées par des affiches. La Commission admet que les ventes de petits objets (qui sont en majorité) soient dispensées de l'affichage, mais elle demande qu'on procède à celui-ci pour toutes les autres. L'omission peut être reprochée « non pas sous le rapport d'aucune infidélité au préjudice de la commune, elle a acquis la preuve du contraire », mais comme ne donnant pas tous apaisements et ne dissipant pas toutes les inquiétudes.

En résumé, la Commission estime :

« 1^o Que sans examiner si le mode qui a été suivi étoit le plus

convenable, le Directeur général de la Régie de l'octroi était fondé à faire des recherches pour vérifier les faits sur lesquels il avait conçu des soupçons contre l'administration de la dite Régie.

« 2^o Qu'il a été unanimement reconnu par l'inspection des pièces et registres et par les recherches et vérifications faites dans les bureaux de la Régie qu'elle n'a fait aucun usage de faux-timbre.

« 3^o Qu'il existe des irrégularités plus ou moins graves dans les deux quittances et les deux registres. Mais qu'il ne paraît pas qu'on ait, par leur moyen, préjudicié aux intérêts de la commune ou du Trésor public.

« 4^o Que les transactions et ventes sur saisies n'ont pas été faites au désavantage de la commune, mais qu'il y a eu omission de quelques formalités plus ou moins essentielles dans certaines circonstances.

« 5^o Que la célérité, la tranquillité et le succès avec lequel s'est fait l'établissement de l'octroi dans cette ville dépose en faveur de la Régie. »

D'un autre côté, le tribunal de première instance mettait la Régie hors de cause et reconnaissait que la Régie de l'enregistrement était responsable de l'irrégularité constatée dans les deux registres ¹.

De toute évidence, Chouly essayait une défaite, et le Préfet, en envoyant, le 3 floréal, au Ministre le rapport de la Commission, le souligne : « Il (le rapport) a fixé mon opinion sur la nature des discussions [qui se sont élevées au sein de la Régie depuis l'entrée en fonction du citoyen Chouly et je suis persuadé, citoyen Ministre, qu'il fixera pareillement la vôtre ². »

Mais le Ministre n'est pas convaincu ou ne veut pas se laisser convaincre ; il répond, le 18 floréal, par une lettre assez sèche. Il n'apprécie point la conduite de Chouly et ne porte aucun jugement sur l'attitude de la Régie, mais

1. Lettre du Préfet du 3 floréal an IX. *Arch. départ.* Octrois 6.

2. *Ibid.*

regrette vivement que la Commission ait dépassé ses attributions, en ne se bornant pas « aux circonstances personnelles du Directeur général et aux griefs intentés contre lui par les régisseurs » et en se prononçant sur des questions administratives ¹.

Chouly avait su habilement parer le coup. Si l'on en croit la Régie, il aurait prétendu que les faux timbres avaient été enlevés à la faveur d'une interruption dans la perquisition du 21 ventôse, interruption provoquée par une lettre du Préfet ordonnant de poser les scellés sur le bureau en cause. La Régie soutient qu'il n'en est rien et que l'interruption est due à une absence de Chouly qui s'est rendu lui-même aux Terreaux, dans le bureau du timbre, pour procéder à des vérifications et a laissé ainsi, par inadvertance semble-t-il, le bureau sans aucune garde de trois à cinq heures ².

Nous manquons d'éléments pour arbitrer le différend, mais le silence de la Commission, dont le rapport ne fait aucune allusion à des pièces soustraites, permet de supposer que l'explication fut inventée par Chouly pour les besoins de la cause. La lettre du Préfet prouve que celui-ci est persuadé de l'innocence de la Régie.

Chouly sort diminué de ce premier combat. Le Préfet demandait, d'ailleurs, le 3 floréal, que Chouly changeât son titre de directeur pour celui de « Commissaire près de l'Octroi » plus conforme à sa mission de simple surveillance. Le Préfet proposait aussi qu'on lui retirât la correspondance directe avec le Ministre afin « de le placer à cet égard au même rang que tous ses subordonnés, même ceux qui sont nommés par le Premier Consul ».

1. Lettre adressée au Préfet. *Arch. départ.* Octrois 6.

2. Lettre du Préfet du 4 floréal. *Ibid.*

Chose un peu surprenante, l'arrêté ministériel du 18 floréal an IX, donne satisfaction au Préfet.

Chouly essaye bien de défendre ses prérogatives en s'intitulant « Commissaire du Gouvernement près la Régie » mais, malgré toutes les protestations, le Préfet oblige l'intéressé à rentrer dans le rang et à renoncer à la qualification de « Commissaire du Gouvernement » qui implique trop d'indépendance à son égard. Chouly dut se contenter d'être un modeste « Commissaire près la Régie¹ ». Sa vanité dut en souffrir.

L'arrêté du 18 floréal soulève un autre conflit qui montre la susceptibilité du citoyen Chouly sous un curieux aspect.

Dès son entrée en fonction Chouly avait insisté pour apposer son visa sur le registre des délibérations de la Régie. L'arrêté lui en donnait l'autorisation : « il assistera aux délibérations de la C^{te} Ricard... et revêtira les actes de la Compagnie de son visa. » Mais Chouly n'est pas encore satisfait. Il veut *pouvoir* assister aux délibérations et non *devoir* y assister : *pouvoir* le flatte, *devoir* l'humilie. Le singulier personnage entend qu'on lui apporte les procès-verbaux à domicile, afin qu'il les vise, s'il ne lui convient pas de se déranger. Il prend pour prétexte le caractère inopiné de sa surveillance; les délibérations ont lieu, en effet, tous les jours à heure fixe. Le Préfet doit couper court à ces interprétations fantaisistes : l'arrêté porte *assistera* aux délibérations. Comment Chouly pourrait-il s'opposer à une décision illégale, s'il n'était pas présent²? Le citoyen Chouly assistera donc en personne à toutes les délibérations de la Régie³.

1. Lettre de Chouly au Préfet du 5 prairial par laquelle il proteste. Arch. départ. Octrois 6.

2. Arch. départ. Octrois 6.

Mais les résultats inespérés de l'octroi — et tous ces incidents — n'avaient pas été sans exciter bien des appétits.

Un bourgeois de Lyon, gros actionnaire de la C^{ie} Perrache, gendre du prévôt des marchands Claude-Espérance, marquis de Regnaud, seigneur de Bellescize, le citoyen Mazuyer qui avait déjà soumis, en l'an VIII, un assez vague projet au Préfet, adresse au Ministre de l'Intérieur et, le 13 prairial, au Conseil municipal, une soumission pour la régie de l'octroi au nom d' « une réunion de citoyens probes et connus dont quelque-uns ont passé une partie de leur vie dans la perception des impôts ¹ ».

Le 4 floréal, à Paris, un Lyonnais nommé Girod, employé au Trésor Public, fait une démarche auprès de Barbier de Neuville, chef de bureau au Ministère de l'Intérieur, pour tâter le terrain. Il est le porte-parole de « citoyens recommandables de la commune de Lyon ² ».

Le Ministre reçoit d'ailleurs plusieurs autres offres ³.

Le 3 prairial un certain Rocard soumissionne à son tour.

Seules ont été conservées les soumissions Mazuyer et Rocard. L'une et l'autre sont aussi dépourvues d'originalité que dénuées de hardiesse. Elles ne retiennent pas longtemps l'attention.

Mazuyer assurait 700.000 f. par an, demandait 200.000 f. de frais abonnés et prenait 10 p. 100 de remise sur les 700.000 f., 20 p. 100 sur l'excédent.

1. *Arch. départ.* Octrois 6. Mazuyer était actionnaire de la C^{ie} Perrache pour 157.500 l., sa femme, Jeanne-Josèphe-Félicité Regnaut de Bellescize, l'était pour 13.333 l. 1/3 d'après la délibération du Conseil d'administration du 30 août 1786. Cf. p. 47, n. 1. Sur Bellescize, cf. METZGER, *Le Conseil supérieur*, p. 160.

2. *Arch. nat.* F^o II. Rhône 12.

3. Lettre au Préfet, 28 prairial an IX, *Arch. départ.* Octrois 6.

Quant à Rocard, il assurait 600.000 f., réclamait 150.000 f. de frais, offrait d'employer 300 vétérans à la garde des barrières, et percevait 12 p. 100 sur les produits supérieurs à 810.000 f. (c'est-à-dire 600.000 f. assurés, plus 150.00 f. de frais abonnés, plus 60.000 f. représentant le traitement des vétérans).

Comme le remarque justement l'employé de la Préfecture chargé de l'octroi, et dont les notes sont restées, ces offres étaient insuffisantes.

En effet, en théorie, seul angle sous lequel devait se placer le fonctionnaire en question puisqu'il s'agissait de comparer différents projets, sur un million de recettes en principal Ricard paiera 752.000 f. à la commune, Mazuyer 710.000 f., Rocard 670.000 f. Le 21 prairial Mazuyer offrit de réduire ses frais à 150.000 f., ; d'après ses propres calculs il n'arrivait encore qu'à 750.000 f. revenant à la commune ¹.

La C^{ie} Ricard venait donc toujours en tête.

Toutes ces offres montrent que la révocation était envisagée depuis que Chouly s'était attaquée à la Régie et depuis que la Commission municipale avait vu comparaître cette dernière devant elle.

La Régie qui avait été accusée se sentit menacée dans son existence. C'est pour répondre à la soumission de Mazuyer qui supprimait toute taxe sur le charbon de terre (taxe qui n'avait d'ailleurs été admise par elle qu'à regret) qu'elle introduisit elle-même cette réforme dans l'administration de l'octroi ².

Pour répondre aussi aux critiques de la Commission, elle décide, le 9 floréal an IX, qu'afin d'assurer aux

1. Arch. départ. Octrois 6.

2. Cf. p. 61.

ventes toute la publicité désirable en évitant, toutefois, des frais disproportionnés à la valeur des petits objets, elle placera, pour l'écoulement de ceux-ci, un tableau manuscrit à la porte du bureau général au lieu d'apposer des affiches imprimées toujours plus coûteuses ¹.

La victoire de germinal allait accroître le danger, car le Ministre, mécontent de la Commission, écrivait au Préfet, le 18 floréal, que le conseil municipal serait saisi des griefs articulés par Chouly ².

Par arrêté du 8 prairial an IX, le Préfet dut donc convoquer le conseil municipal pour la session extraordinaire du 13 prairial.

Parmi les nombreux objets soumis à la délibération du conseil, on relève plusieurs pétitions de la Régie qui portent sur des questions de détail :

« ... une pétition de la Régie de l'Octroi municipal, tendant à obtenir et faire exécuter un arrêté qui ordonne que les mariniers du port d'Ainay seront tenus, à peine de confiscation, de faire la déclaration et le paiement des droits des marchandises comprises dans le tarif de l'octroi dans les vingt-quatre heures de leur arrivée à ce port.

« Le Conseil a émis le vœu pour que le dit arrêté fut accordé et exécuté.

« ... une pétition de la Régie, relative aux droits établis sur les lies de vin, par laquelle elle réclame l'exécution de l'arrêté qui a assujetti les lies de vin liquides et en futailles aux droits d'octroi de quatre francs par hectolitre, à l'instar des vinaigres et vins gâtés.

« Le Conseil a émis son vœu pour l'admission de la pétition, et à ce qu'il n'y eut d'exemption du droit d'octroi que pour les lies en pâte et propres aux manufactures de chapellerie et autres.

« ... une pétition de la Régie des octrois, tendant à obtenir un

1. Arch. départ. Octrois 6.

2. Cf. p. 127.

arrêté qui oblige tous les conducteurs de bateaux chargés à aborder, sous peine d'amende.

« Le Conseil a invité les citoyens Saint, Dian et Devillas à prendre des renseignements nécessaires pour motiver son avis sur cet objet et en faire un rapport¹. »

Au surplus, le conseil entend lecture du rapport de la Commission du 8 germinal et déclare « qu'il adhérerait à son contenu² ».

Enfin, le conseil est invité « à revoir les vœux précédemment émis, relativement à l'octroi, et à profiter de l'expérience qu'il doit avoir acquise depuis³ ».

Le 14 prairial, le conseil municipal reçoit diverses pièces concernant l'octroi.

« Le Préfet a transmis au Conseil diverses pièces, lettres et mémoires, relatifs à la Régie de l'octroi municipal et de bienfaisance ; le Conseil a renvoyé le tout à une commission chargée d'en faire l'examen, laquelle est composée des citoyens Saint, Dian et Devillas.

« Le citoyen Pernon, l'un des intéressés à la Régie de l'octroi municipal, a été introduit ; il a lu et laissé sur le bureau un tableau de l'organisation de la Régie et du mode d'administration par elle adopté.

« Il a lu encore un mémoire justificatif, par lequel la Régie répond aux plaintes et inculpations dirigées contre elle ; il a offert au Conseil tous les renseignements dont il pourrait avoir besoin dans le cours de ses délibérations sur l'objet de l'octroi.

« Le président a annoncé qu'il lui avait été remis une soumission pour la perception de l'octroi municipal en régie intéressée⁴.

1. Séance extraordinaire du 13 prairial an IX. *Cons. mun. P.-V. des séances* t. I, p. 78.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.* Séance du 29 prairial an IX, p. 90.

4. Cf. p. 130. Il s'agit vraisemblablement de la soumission Mazuyer que le Conseil recevra une seconde fois le surlendemain par l'intermédiaire du Préfet.

« Le Conseil a arrêté que cette soumission resterait entre les mains de son président, pour être ensuite communiquée au Conseil qui en délibérera s'il y a lieu, après avoir statué sur l'état de la régie actuelle ¹... »

Le 16, le conseil reçoit du Préfet les soumissions Mazuyer et Rocard ².

A cette même séance, Chouly qui vient expliquer sa conduite à l'égard de Chappet-Vangel, présente au conseil son rapport sur l'octroi, rapport appuyé d'un état annexe ³.

Comme l'avait fait autrefois Mayeuvre, il calcule le bénéfice probable de la Régie, mais il se sert, cette fois, des résultats de l'octroi du 5 fructidor an VIII au 30 ventôse an IX (période de sept mois) qui sont exposés dans son état annexe d'après le tableau fourni par la Régie.

Détail des comptes de la Régie du 5 fructidor an VIII au 30 ventôse an IX :

Recettes en principal.	613.415 f. 13
— en suppléments de taxe	75.563 f. 68 7/12
— en amendes, portion de la commune	3.971 f. 27 3/4
	692.950 f. 09 1/3
 Pendant sept mois la recette monte à . . .	 692.950 f. 09 1/3
On peut présumer que les six derniers mois de l'année donneront	500.000 f.
Or, les treize mois monteraient à	1.192.950 f. 09 1/3

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 79.

2. *Ibid.* Séance du 16 prairial an IX, p. 80.

3. *Ibid.*, p. 79 et 80. La copie du rapport de Chouly fut remise au Conseil le 19. Cf. *Ibid.* p. 81. Ce même jour le Conseil reçut une proposition de régie simple de l'octroi due au citoyen Delespinne qu'il écarta comme moins productive que les autres, et des pétitions de Chalmas, Pelleporc et Puygsech, amis de Chouly congédiés par la Régie. *Ibid.*

La Régie a dépensé :

Pour logement	6.910 f. 10	pendant les 7 premiers mois.
Frais ordinaires et extra-ordinaires abonnés . .	70.580 f. 33 1/3	—
Frais en litige	12.766 f. 24	—
Remises qui lui sont allouées	101.657 f. 37	—
Total des dépenses des sept premiers mois . .	191.914 f. 04 1/3	
Frais de logement pour les six derniers mois . .	5.922 f. 97	
Frais abonnés des six derniers mois	60.497 f.	à raison de 91.000 f. et de 30.000 f. pour garde, clôture et frais extérieurs.
Frais en litige	10.308 f.	
Reprises sur les produits des six derniers mois .	250.000 f.	
Total de ce que coûte la Régie pour treize mois d'exercice	518.642 f. 1/3 ¹	

Chose curieuse, alors que dans cet état les remises de la régie atteignent pour ces treize mois 101.657 f. 37. + 250.000 f. = 351.657 f. 37 sur la base de 1. 192.950 f. 09 1/3 de recettes brutes, dans son rapport, Chouly ne table que sur 211.350 f. pour la première année, soit « le 1/3 du produit total présumé » et 61.350 f. pour les années suivantes. C'est que Chouly semble prendre pour base, dans son rapport, 942.000 f. de recettes afférentes à la première année et non 1.192.950 f. 09 1/3².

Chouly évalue ensuite les frais de clôture provisoire, construction de bureaux, barrages sur la rivière, mobilier, etc. qui, suivant le devis de l'ingénieur doivent monter à 144.017 f. avancés par la Régie et remboursable sur la

1. *Arch. nat.* F⁹ II, Rhône 12.

2. V. plus loin, p. 145, les calculs de la Régie elle-même.

taxe additionnelle. Puis, il explique que la Régie a prévu une consommation égale à la moitié de celle de 1789. A son avis, la Régie n'a donc pas couru de grands risques, en acceptant l'entreprise dans ces conditions.

Bien qu'il n'en dise rien, la révocation lui paraît inévitable. Aussi envisage-t-il les possibilités d'avenir : la régie simple ? le Gouvernement n'en veut pas ; la ferme ? l'expérience d'une année ne permet pas de fixer la mise à prix en toute connaissance de cause ; la régie mixte ? elle offre les avantages de la ferme sans en avoir les inconvénients.

Mais, dans le bail actuel, il serait nécessaire — de réduire les remises des régisseurs — de fixer de manière invariable les dépenses à leur charge — de placer à la tête de la régie des hommes justes et capables : « le dommage est grand lorsqu'à l'incapacité se joint l'impatience d'agir, l'avidité de paraître et par-dessus tout la soif de l'or » — de soumettre la Régie à une surveillance étroite du conseil municipal — de lui faire rendre compte tous les trois mois — de faire un règlement pour réprimer la fraude — de fixer un règlement pour la tenue et le format des registres — de modifier le règlement du transit d'abord trop étroit et maintenant trop large ¹.

Ce programme ne sortait pas des généralités et, somme toute, apprenait peu de chose aux conseillers municipaux.

L'état annexe est infiniment plus instructif. On peut dire qu'il est le grand arsenal des adversaires de la Régie.

Les critiques se groupent sous trois chefs :

1^o *La fraude :*

Le rendement de 692.950 f. 09 1/3 pour sept mois dépas-

1. Arch. départ. Octrois G.

sait les espérances des plus optimistes. Chouly le jugeait pourtant insuffisant, car la fraude est « énorme ». Elle est même si scandaleuse que les agissements du fondé de pouvoir ne peuvent y être étrangers ¹. Chouly ne donne d'ailleurs aucune précision et n'apporte aucune preuve.

2° *La construction des bureaux et de l'enceinte :*

Les barrières sont insuffisantes. Des barrages n'ont pas été établis sur les rivières et ce n'est pas conforme aux dispositions de l'article 17 du traité. Il n'existe pas de mur sur l'ancienne ligne des fortifications où il est cependant urgent d' « interrompre » (*sic*) les points sur lesquels s'exerce la fraude, particulièrement vers Saint-Just et la Croix-Rousse.

« Au lieu de fermer ces passages par où s'écoule journellement la prospérité de la commune on a fait construire à grands frais un mur autour des travaux de Perrache, bien loin de l'ancienne clôture et là où il n'en a jamais existé. On assure que la construction de ce mur a été faite par arrangement avec le syndic des actionnaires de la Compagnie Perrache ², créancier avec l'un de ses neveux d'une somme de 25 à 30.000 f. sur le fondé de pouvoir de la Régie. C'est une assertion assez répandue mais dont je ne garantis pas l'authenticité. Quoi qu'il en soit, partie de ce mur est construit en pizai contre le vœu du traité article 19. »

Un mur en pisé est-il donc si coûteux ? Comment a-t-il été construit « à grands frais » ? Chouly devrait se rappeler en outre que la construction avait été approuvée par le Préfet et qu'elle était justifiée par des motifs sérieux ³.

1. Cf. *supra*, p. 120.

2. Le « syndic » de la compagnie est un titre qui n'existe pas. Chouly veut dire sans doute, directeur. C'est donc Laurencin qu'il vise. Laurencin était actionnaire pour 287.500 livres, son fils pour 148.750 livres. Nous ne pouvons rien savoir de l'allégation de Chouly (Voir *Arch. nat.* F¹⁴ 581 et Cf. p. 47, n. 1) mais la réputation de Laurencin est très au-dessus de cette insinuation. Cf. BREGNOT DU LUT, *Biographie lyonnaise*, p. 166.

3. Cf. p. 48.

Quant à l'assertion assez répandue dont Chouly ne garantit pas l'authenticité, la réserve qu'elle contient en détruit toute la valeur. Laurencin semble honorablement connu à Lyon, et le préfet Verninac l'a fait nommer en l'an VIII conseiller d'arrondissement ¹. A ce titre il a fait partie de la Commission chargée de juger la Régie ².

On a construit des bureaux « hors d'état de servir et déjà abandonnés ». Ceci est d'autant plus regrettable que « l'article 16 du traité porte qu'il sera fourni aux frais de la Commune un local convenable pour le logement et l'établissement des bureaux. Tout ce qui est frais de logement hors de l'enceinte de ses bureaux doit être rejeté et il est indécent de voir près de la moitié de cette dépense tourner au profit du fondé de pouvoir et de son secrétaire, tous deux domiciliés dans cette commune, et qui se gratifient sans autorisation comme sans pudeur l'un de 1.500 f., l'autre de 800 f. par an. »

Ce dernier reproche est fondé : la régie Ricard portera au compte de la commune 7.524,84 pour « le logement de l'Administrateur, du Directeur, du Régisseur et du Secrétaire en chef » ³. Or la commune ne lui allouera que 3.600 f., montant du loyer de la maison Fleurieu où sont les bureaux. La régie Ricard acceptera cette réduction⁴.

3° *Le transit* : Cette partie de l'administration est très désordonnée. « Les receveurs avoient compris dans leurs recettes journalières les consignations faites par les transitaires. Cette bévue apporta dans la comptabilité une telle

1. Arch. nat. F^{1b} II, Rhône 2.

2. Cf. p. 123.

3. Arch. départ. Octrois 8.

4. Cf. p. 204.

confusion qu'il a été longtemps impossible de s'y reconnoître. »

Les transits sont encore délivrés à l'heure actuelle de façon irrégulière (mais Chouly ne dit pas en quoi consistent les irrégularités), les feuilles de sortie des bestiaux¹ sont laissées à la disposition des employés : « le désordre... semble avoir été organisé exprès pour empêcher » toute vérification.

Chouly estime qu'après les résultats obtenus en sept mois, la recette brute portant sur les treize mois du premier exercice sera de 1.192.950 f. 09 1/3, la somme de 518.642 f. 01 1/3 étant due à la Régie (dépenses et bénéfices). Et il conclut : « Par le résultat cy-contre on voit que les prétentions de la Régie la mettent dans le cas d'absorber à peu près la moitié des produits. Or, une administration qui coûte 100 p. 100 est une chose monstrueuse². »

La Régie répondit par un mémoire qui fut imprimé et dont l'original fut remis au conseil municipal le 29 prairial an IX³.

La Compagnie Ricard commence par protester solennellement⁴ ».

« La propriété et le respect des transactions sont le pivot sur lequel roule l'ordre social.

« Il n'y a ni paix ni bonheur à espérer, si l'on n'entoure d'une espèce de portique religieux l'asile de la propriété.

« La plus légère violation de cette loi organique entraînerait

1. Cf. p. 119.

2. Arch. nat. F^o II. Rhône 12 et Arch. départ. Octrois 6.

3. Cette pièce est conservée dans les Archives départementales (Octrois 6). Le procès-verbal de la séance du 29 prairial an IX fait d'ailleurs mention de la remise (Cf. Cons. mun. P.-V., t. 1, p. 91, in fine).

4. Réponse des citoyens G. Ricard et C^{ie}, chargés de la régie intéressée de l'octroi municipal et de bienfaisance de la ville de Lyon, au mémoire ou rapport fait au Conseil municipal par le citoyen Chouly, commissaire près cette régie.

peu à peu l'oubli des droits les plus stricts, la désorganisation et le droit du plus fort réduits en système, le renversement de toutes nos idées de jurisprudence sociale. »

Et elle s'empresse de dévoiler les malveillantes intentions du citoyen Chouly :

« ... Le C. Chouly n'hésite point à proposer au Conseil municipal de briser arbitrairement le contrat qui lie la commune à la Compagnie Ricard, et de transférer son bail à d'autres compagnies qu'il a formées et qu'il recommande ingénument¹. Tel est l'unique but du mémoire auquel on va répondre; tel étoit auparavant le but secret qui conduisit son auteur à Lyon.

« Mais ce n'est point à une délibération si immorale et si révolutionnaire que le ministre et le préfet ont appelé le Conseil : ... et le C. Chouly répète dans son mémoire, que « des vices dans l'organisation compromettoient journellement la perception de l'Octroi, et que les spéculations de la fraude s'exerçoient avec la plus grande activité; que le Ministre a cru devoir provoquer toutes les réformes et améliorations commandées par le besoin de donner plus de force et de consistance aux différentes parties de cet établissement intéressant ».

« C'est dans cet examen que la discussion doit se renfermer; et le C. Chouly n'a pas d'autre mission que d'y répandre les lumières qu'il aurait pu recueillir. »

Les améliorations proposées par Chouly sont fortement critiquées :

Soumettre la régie à une surveillance étroite du Conseil municipal. — Mais c'était ce qu'assurait le projet primitif : Chouly veut toutefois remplacer à lui tout seul les trois directeurs dont la nomination était envisagée. La nouvelle

1. On ignore ce que peuvent être ces compagnies. On remarque, toutefois, que l'une des soumissionnaires comprend le citoyen Lafite de Pellepore, grand ami de Chouly, mais Chouly prend parti contre elle (V. p. 241 et sq.). Nous serions assez porté à croire que c'est cette compagnie que la régie Ricard soupçonne de connivences avec Chouly, à tort peut-être, mais non sans vraisemblance.

combinaison serait moins satisfaisante, car la commune, dont les intérêts ne sont pas toujours ceux du Gouvernement, n'aurait plus de surveillant. Ainsi, lors des incidents relatifs aux timbres fiscaux, Chouly s'est fait le champion du fisc. Or les timbres fiscaux sont onéreux pour la commune ; Chouly a ordonné l'apposition de timbres sur des quittances qui n'étaient pas soumises à cette obligation légale. En fait, le timbre de quittance était obligatoire pour les sommes supérieures à 10 f. ¹, ce qui coûte 10.000 f. par an aux contribuables. Chouly a voulu que tous les registres fussent timbrés, ce qui revient à 100.000 f. par an ; le seul timbre des registres de recettes — le Ministre exigeait, en effet, que ces derniers fussent timbrés à l'extraordinaire — représentait 8.000 f. de débours. Or, un jugement du tribunal de Rennes vient de décider que cette formalité n'est pas obligatoire ². Un agent communal eût pris dans cette affaire la défense de la Régie et de la commune au lieu de les induire en dépense.

Comptes trimestriels. — Le règlement actuel est bien plus sévère ; il prévoit des comptes mensuels affichés publiquement, ce qui est exact ³.

Fraude. — Chouly aurait dû dire quel règlement il proposait.

Tenue des livres. — La Régie ne pense vraiment pouvoir faire mieux : Son système est unique ; il lui a valu les justes éloges de la commission du 8 germinal ⁴.

1. Décision du Ministre des Finances du 1^{er} prairial an IX. Arch. départ. Octrois 6. Voir aussi *Recueil des lois...* V^o Timbres.

2. Ce jugement était certainement erroné. Cf. *Recueil...* p. 200 et 337.

3. Cf. p. 43.

4. Cf. p. 126.

Règlement du transit. — La Régie a fixé, le 24 pluviôse, le délai libre d'entrepôt à un mois ¹.

La Régie conclut donc : des améliorations proposées par Chouly « les unes ne sont que la reproduction imparfaite de ce qui existe ; les autres n'offrent qu'un vœu vague et stérile ».

Le jugement est sévère, mais il est l'expression de la vérité.

La Régie continue :

« Mais loin de se renfermer dans un cercle si étroit, il veut, à tout prix, parvenir à faire annuler le traité de la Compagnie Ricard, et, à l'abri des noms qu'il emprunte, s'asseoir sur ses ruines : il prodigue les suppositions et les offenses ; il reproche à la Compagnie des abus ; à son Administration, des fautes ; à son organisation, des vices ; à son traité, une lésion énorme ; il faut absolument, selon lui, pour que le bien s'opère, que le traité de la Régie fasse place aux soumissions qu'il présente. »

Quels sont donc ces abus et ces fautes ? Quels sont les vices d'organisation ? Quelle est cette lésion ?

Et la Société G. Ricard examine successivement les abus et malversations alléguées par le citoyen Chouly, les critiques de l'administration par Chouly, les vices d'organisation ² et se demande si les conditions du traité sont onéreuses pour la commune de Lyon.

Chouly avait écrit :

« Je n'ai jamais parlé qu'avec modération des abus et des malversations qui paraissent s'introduire dans la perception de l'octroi et qu'il étoit instant de prévenir. »

La Régie répond : « Lorsqu'un citoyen croit pouvoir faire des imputations si graves à d'autres Citoyens, il faut au moins en administrer la preuve. Cette obligation est encore plus rigoureuse, lorsque de semblables reproches sont dirigés par un agent

1. Cf. p. 102.

2. V. Réponse ... p. 2, 4 et 11.

public contre des Administrations et des Fonctionnaires publics.

« Cependant, demandez au citoyen Chouly où sont ses preuves : il n'en administre aucunes ; mais, comparez son langage avec son langage, vous verrez qu'il ne croit lui-même à aucune malversation. Si d'abord il parle d'abus, il ne les affirme point ; il suppose seulement *qu'il fut fondé à croire* qu'il y en avoit ; mais, que résulte-t-il, suivant lui-même, de ses recherches ? qu'il ne s'agit que de *malversations qui paraissent s'introduire* et qu'il alloit prévenir. Il est vrai qu'il n'articule pas mieux les malversations qui paraissent s'introduire, mais enfin des malversations à *prévenir* ne seroient pas des malversations déjà commises : ainsi dans tout cet échafaudage d'imputations incohérentes, on ne voit que calomnie, mauvaise foi et inconséquence... »

Aux reproches d'incapacité et d'avidité, la Régie répond par une comparaison avec les octrois de Paris dont la ville de Lyon a imité l'organisation. A Lyon, les résultats obtenus par la Régie ont dépassé les prévisions. En revanche, à Paris, la Régie a dû enregistrer un déficit de 1.000.000 de f. Or, c'est le citoyen Chouly qui était à sa tête ¹ !

La C^{ie} Ricard rappelle les appréciations flatteuses de la Commission de germinal, les « entreprises anarchiques » du citoyen Chouly à son égard.

Elle répond ensuite aussi bien au rapport qu'aux accusations précises de l'annexe. Elle soutient qu'en ce qui concerne le transit, le désordre a pu exister au début, étant donné la rapidité de l'organisation, mais qu'il fut toujours minime. Peut-être la Régie plaide-t-elle un peu trop en sa faveur car le transit fut longtemps encore le point faible de l'octroi. Elle donne sur les feuilles de sortie des explications fort complètes. Toutes les garanties ont

1. Cf. p. 104. En l'an VII la régie de Paris produit 7.642.000 f. Les dix premiers mois de l'an VIII étaient inférieurs à 7.000.000 f. (Arch. nat. AF^{IV} 20 pl. 109, 13 fructidor an VIII).

été prises ; les feuilles n'ont été accordées qu'aux bouchers patentés, sur présentation de la quittance des droits d'entrée, et, au plus tard, vingt-quatre heures après cette entrée. Les employés se contrôlent mutuellement ; les feuilles et les registres sont, chaque jour, l'objet d'une inspection. La Régie met en cause, à juste titre, le citoyen Pelleporc qui, comme le prouve un procès-verbal annexe, s'est fait remettre plusieurs feuilles de sortie ¹.

Acte est pris, quant à la *fraude*, de l'absence de précisions de Chouly. La Régie objecte qu'à Rouen, où l'on compte 90.000 habitants, la consommation constatée d'animaux est la moitié de celle de Lyon. A Paris, ville huit fois plus peuplée que Lyon, à Paris où ces droits sont moitié plus élevés, l'octroi devrait produire 13 à 14.000.000 f. pour 1.100.000 f. à Lyon. Or, l'octroi de Paris ne produisait que 7.000.000 de f. lorsque Chouly présidait à ses destinées.

En ce qui touche la *construction des bureaux et de l'enceinte*, la Régie ne répond rien aux arguments *ad hominem* de Chouly ; elle a déjà fait des observations générales sur les malversations. Elle explique, en revanche, que l'article 21 du traité lui laissait le choix entre la clôture provisoire et une garde extraordinaire, ce qu'elle a préféré.

Pour les autres constructions, c'est-à-dire les bureaux, elle avait traité à forfait. Le conseil a demandé de traiter au rabais, ce qui a tout arrêté. La Régie rappelle que cinq mois auparavant, elle avait proposé de se charger de toutes les constructions². On ne lui a pas répondu.

1. Cf. p. 119.

2. Cf. p. 45.

Enfin, la Régie s'attaque au grief le plus sérieux et le mieux fondé : *les remises du régisseur sont exagérées*. Très habilement, la Régie calcule pour l'ensemble des cinq années avec 942.000 f. de recettes, chiffre qu'elle avait indiqué lors de ses propositions, au lieu de prendre pour base la première année seule, comme le fait Chouly dans son état annexe.

Son bénéfice serait le suivant :

1 ^{re} ANNÉE	REMISES
200.000 f. garantis	néant.
91.000 f. frais abonnés.	—
102.000 f. taxe additionnelle.	—
50.000 f. à 1/10	5.000 f.
50.000 f. à 1/5.	10.000 f.
100.000 f. à 1/4.	25.000 f.
349.000 f. à 1/2.	174.500 f.
942.000 f.	214.500 f. 214.500 .

2 ^e ANNÉE	
500.000 f. garantis	néant.
91.000 f. frais.	—
102.000 f. taxe additionnelle.	—
50.000 f. à 1/10	5.000 f.
50.000 f. à 1/5.	10.000 f.
50.000 f. à 1/4.	12.500 f.
99 000 f. à 1/2.	49.500 f.
942.000 f.	77.000 f. 77.000 f.

Pour les 3 années suivantes 231.000 f.

Total des remises des 5 années du bail 522 500 f.

Or, suivant la Régie, les frais réels excèdent chaque année de 120.000 f. les frais abonnés en 5 ans. soit. 600.000 f.

Le déficit de la régie est de 77.500 f.

Dès le début de sa gestion, la Régie s'est aperçue qu'elle allait vers une catastrophe ; aussi a-t-elle doublé le nombre de ses employés pour juguler la fraude. Elle est arrivée à

ce résultat d'une recette probable de 1.122.000 f. ce qui lui donnera :

La 1 ^{re} année	294.500 f. de remise.
La 2 ^e année	157.000 f. —
Les 3 suivantes.	471.000 f. —
Pour 5 ans	922.500 f. de remise.
Excédents de frais.	600.000 f.
Bénéfice réel	322.500 f.
Donc, bénéfice annuel de	64.500 f.

Sur 1.240.000 f. de recettes, qui feraient 1.100.000 f. de taxe principale, la Régie, acceptant la réduction de sa remise à 1/4 au-dessus de 1.100.000 f. de recettes, aurait un bénéfice de 89.500 f. soit un gain de 7 à 5 p. 100.

La Régie passe à la critique des soumissions Mazuyer et Rocard; elle montre leur peu d'intérêt pour la commune, et ceci par des calculs différents de ceux de l'employé de la Préfecture¹; les résultats sont d'ailleurs équivalents.

La Régie fait ses dernières observations :

« Mais, quand même le Conseil municipal seroit sollicité par un intérêt contraire à introduire des innovations; quand même les offres vraiment dérisoires qui lui sont faites seroient beaucoup plus avantageuses que le traité de la Compagnie Ricard, il ne lui seroit point permis de balancer entre un traité et des offres, entre la violation d'un contrat solennel et un intérêt momentané; il attendroit, pour effectuer l'amélioration, que le bail actuel fût expiré.

« Une réunion d'hommes honnêtes et éclairés, connus par leur respect religieux pour leurs engagements individuels, ne se montreraient pas moins scrupuleux pour un engagement collectif... la propriété, la foi des traités, est la base élémentaire du pacte social; il n'y a plus ni propriété, ni société si la force prend la place de la Loi.

« De quel droit la commune qui auroit donné l'exemple dangereux de violer le traité qui la lie, forceroit-elle ses nouveaux

1. Cf. p. 131.

adjudicataires à remplir malgré eux les engagements indiscrets dont il voudroient s'affranchir ? Comment ces adjudicataires dont le titre n'auroit pour base que les ruines d'un titre plus respectable, se flatteroient-ils à leur tour qu'on serait plus scrupuleux pour eux que pour leurs prédécesseurs ?

« Si l'avantage qu'a eu la compagnie Ricard de fonder l'établissement au milieu de tous les risques, et d'être seule venue au secours de la commune, ne suffit pas pour défendre d'une destruction arbitraire un titre sacré, quel seroit l'effet respectif d'un contrat qui ne devoit le jour qu'à une spoliation odieuse ?

« Ce n'est pas dans une Ville devenue célèbre par sa fidélité à ses engagements, qu'on donneroit le signal funeste d'une déloyauté sans exemple et sans excuse.

« C'est en vain que des hommes inappliqués ont prétendu que le traité de la Régie n'étoit que provisoire ; ce traité est définitif et irrévocable par sa nature aussi bien que par la Loi.

« Il l'est par la Loi, puisqu'alors le Ministre qui l'approuva étoit revêtu par un arrêté des Consuls, du 13 thermidor, du droit de l'approuver au nom du Gouvernement ; le droit, la délégation faite au Ministre pouvait être provisoire ; un fondé de pouvoir peut être provisoire ; mais tout ce qu'il fait pendant ses attributions provisoires, est en soi-même définitif et parfait.

« S'il est vrai, comme on le suppose, que le traité n'a pas été présenté à une approbation nouvelle du Gouvernement, cette circonstance viendrait à l'appui de notre observation ; c'est précisément ce qui prouveroit que cette approbation existoit, en vertu d'une délégation spéciale, dans l'approbation du ministre, et qu'elle étoit parfaite.

« Aussi, seroit-on bien en peine de citer un seul acte où la Régie ait été considérée, traitée comme régie provisoire.

« Le Ministre l'a regardée comme très définitive lorsqu'il a nommé un commissaire près d'elle.

« Il a tellement regardé les droits acquis à la Régie comme irrévocables, que lorsque, par sa lettre du 3 pluviôse, il a indiqué diverses réformes purement réglementaires, il a donné lui-même l'exemple du respect pour les traités, en faisant un appel à la libre déférence de la Compagnie, en déclarant en un mot qu'il *avoit confiance qu'elle ne se prévaudroit pas de son traité pour s'y refuser.*

« A son tour, le Conseil Municipal ne s'est pas contenté de le regarder comme définitif, il eut soin de le sanctionner par des

actes multipliés dans sa première session, et alors, s'il désira rendre le contrat plus parfait par des modifications, sur quoi se fonda-t-il ? Ce ne fut pas sur le droit prétendu d'écarter arbitrairement le traité, mais sur la libre déférence de la Compagnie ; il porta le scrupule et le respect de ce traité jusqu'à charger une députation de déclarer au Préfet que le Conseil dans les demandes qu'il formoit, *fondoit principalement son espoir sur l'influence d'une médiation* qu'il réclamait avec confiance du Préfet, d'après les preuves de bienveillance qu'il avait reçues. »

« Si un tel acte n'est pas sacré et irrévocable, il n'y a rien de sacré ni d'irrévocable sur la terre.

« D'autre part, s'il n'existe dans le contrat aucune clause qui permet aux parties contractantes de se délier à volonté ; si au contraire la durée des engagements respectifs y a été déterminée ; si cette durée a été positivement fixée à cinq ans, il n'y a plus de provisoire, ou le provisoire doit durer cinq ans ; soutenir le contraire, c'est dire qu'un bail a été passé pour cinq ans, à condition qu'il ne durerait pas cinq ans, qu'il comprend un intervalle de temps fixe, à condition que cet intervalle demeurera arbitraire ; qu'en un mot la Commune ne fut liée qu'à condition qu'elle ne serait pas liée ; tel est, en dernière analyse, le sens fidèle, telle est la traduction littéraire de tous les discours qui tendent à faire considérer le traité comme provisoire ; et assurément, il n'y a rien de plus déraisonnable, de plus absurde, de plus contradictoire.

« Il doit être permis d'ajouter que la Compagnie Ricard, la seule qui dans les temps difficiles où l'octroi fut institué, soit venue au secours de la Commune ; la seule qui ait osé courir les risques qui jusqu'alors avaient retenu non seulement les Administrations locales, non seulement le citoyen Mazuyer, l'un des soumissionnaires actuels, mais le Ministre même qui exhuma des ruines de la Révolution cette institution utile, que cette Compagnie disons-nous, a quelque droit à la bienveillance et à la protection des Autorités...

« Ses membres sont Citoyens avant d'être Régisseurs ; et si de nouveaux sacrifices paraissent utiles et justes, la Régie serait prête à les ajouter à tous ceux qu'elle a déjà faits.

« Mais enfin si sa retraite est désirée, si la Commune croit trouver dans la grande famille qui la compose une Administration qui lui paroisse plus patriotique, plus dévouée, plus éclairée,

moins enviée ; si cette Administration se présente purgée des intrigans et des hommes avides qui ont provoqué les déplorables discussions auxquelles le Conseil est livré, le Conseil Municipal, ni l'Autorité n'ont pas besoin pour obtenir cet avantage, de tenter ou de commettre une inutile injustice ; ils obtiendront du désintéressement de la Compagnie Ricard, de son attachement pour sa patrie, surtout des dégoûts dont elle est abreuvée, tout ce que les Loix et le respect des transactions leur refuseroient ; son traité, déjà violé sur des points essentiels, son administration constamment entravée par les entreprises anarchiques d'un Commissaire turbulent, trouveront leur terme dans le consentement libre de la Compagnie, aussitôt que le Conseil et les Administrations, rendant justice aux travaux, aux services et à la loyauté de la Régie, auront fixé de concert avec elle, la juste et préalable indemnité qui lui est due. »

Cette défense n'impressionna pas le conseil, car il ne put en avoir connaissance qu'une fois sa décision prise.

En effet, le 14 prairial, le citoyen Pernon a lu à l'assemblée un mémoire justificatif répondant aux accusations répandues contre la Régie ¹. Ce mémoire doit contenir l'essentiel du rapport de Chouly, car la Régie n'ignorait pas les griefs bien connus du commissaire ; cependant, il est probable que le mémoire en question n'y répondait qu'imparfaitement, puisque Chouly ne présenta son rapport que le 16 prairial et que Pernon ne fut autorisé à en prendre communication, pour y répondre, que le 21 ².

Quant au mémoire responsif que nous venons d'analyser, il ne fut déposé que le 29, après position déjà prise par le conseil municipal ³. Singulière façon de juger !

Sans d'ailleurs se soucier davantage du rapport de Chouly, le conseil semble n'avoir vu dans l'affaire qu'un

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 79.

2. Cf. *Ibid.* Séance du 21 prairial an IX, p. 82.

3. Cf. *Ibid.* Séance du 29 prairial an IX, p. 91.

moyen de faire entendre librement sa voix et de faire triompher le principe de la précarité du bail de la Régie. Chouly adoptait aussi cette attitude dans son rapport. Le conseil se désintéresse donc de la lutte et discute les principes mêmes de l'octroi.

« La discussion sur l'Octroi municipal a été reprise, et sur la question de savoir ce qui convenait le mieux, de la ferme ou de la régie intéressée, le Conseil, après avoir entendu divers membres et diverses opinions a émis à l'unanimité le vœu suivant :

« Que l'Octroi soit mis en bail à ferme et adjudgé à l'enchère, après des affiches et publications, à un prix dont le minimum sera fixé et sous des conditions déterminées ; et pour régler soit les formalités, soit le minimum, soit enfin les conditions qui seront jugées les plus utiles et les plus avantageuses à la commune, le Conseil formera une commission dont les membres seront chargés de lui faire un rapport sur cet objet.

« De plus, le Conseil, considérant que, dans le cas où le vœu ci-dessus exprimé ne serait pas admis, et où la régie intéressée serait préférée, il convient de proposer toutes les améliorations dont cette régie peut être susceptible, a arrêté que la même commission sera chargée de faire un rapport à l'effet de déterminer les dites améliorations, afin que le Conseil puisse émettre son vœu tendant à ce que, à défaut de bail à ferme, il ne puisse être admis de régie intéressée que sous les conditions et avec les modifications qui seront proposées¹. »

Dès le 26 prairial an IX, la Commission chargée d'étudier le projet de ferme de l'octroi présente son rapport.

« Un membre, parlant au nom de la commission de l'Octroi, a dit :

« A la suite d'une discussion approfondie, le Conseil, dans sa séance du 21 prairial, a émis un vœu pour que l'Octroi municipal et de bienfaisance soit mis en ferme par adjudication publique et à l'enchère.

« Subsidiairement, et dans le cas où ce mode d'exploitation

1. *Cons. mun, P.-V. des séances*, t. I. Séance du 21 prairial an IX, p. 82.

proposé comme devant être le plus productif ne serait pas adopté par l'autorité, le Conseil a estimé devoir produire des vues pour l'amélioration de la régie actuellement chargée de la perception de l'Octroi.,.

« La convenance de la mise en ferme par adjudication publique et à l'enchère d'un revenu public, fondé sur une perception subdivisée et journalière est démontrée par le raisonnement et consacrée par l'expérience.

« La supériorité de ce mode d'exploitation résulte d'abord de ce que, dans ce genre d'établissement, l'activité de la perception et l'économie dans la manutention sont assurées par tout ce qu'on peut raisonnablement attendre des efforts d'un intérêt direct, persévérant et indivisible... les bénéfices que les spéculateurs se proposent, en se chargeant d'une perception fiscale, sont soumis à un creuset qui devient nécessairement réducteur : la tendance à un profit désordonné a pour obstacle le contrepoids qui doit s'établir par la concurrence.

« Les régies, quelque nom qu'on leur donne, quelle que soit leur organisation, sont véritablement des actes sociaux ; la confiance étant la base principale dans cette espèce de contrat, l'idée d'une enchère publique et réelle se trouve, dès lors, naturellement exclue, et cependant rien ne garantit que cette confiance, d'après laquelle on opère, ne sera pas un jour trahie.

« Aucune combinaison, aucun genre de précaution, ne peut suppléer, dans un égal degré, et de l'égalité et d'avantage, la concurrence qui, dans la publicité des enchères, fait concourir la chaleur des intérêts individuels au bénéfice de l'intérêt général.

« Aucune mesure, autre que l'enchère publique, ne met pleinement à couvert la responsabilité morale des administrateurs.

« L'action de la surveillance municipale sur une régie ne peut compenser les résultats avantageux que promet l'enchère publique ; il y a discordance, en quelque sorte, entre les fonctions tutélaires honorables et désintéressées qu'exercent les maires, et les pénibles détails fiscaux auxquels ils seraient condamnés si, pour rendre leur inspection productive, on exigeait qu'elle devînt journalière et réelle.

« La nullité des produits de tous les établissements d'octroi dont le véhicule principal a porté sur la surveillance municipale, démontre mieux que tous les développements, l'insuffisance de ce moyen.

« En exceptant les perceptions, dont l'espèce se lie à des circonstances telles qu'un contrôle facile et satisfaisant puisse être établi, les régies fiscales simples sont stériles, et si la régie composée obtient des succès, ce n'est qu'autant qu'on la rapproche des principes qui constituent la ferme ; ainsi la ferme présente le point de perfection, et c'est celui auquel on doit tendre.

« Quand on confie l'enfance des institutions fiscales à des régies, c'est pour acquérir un premier aperçu des produits, c'est surtout parce qu'une sage politique dicte de pressentir la docilité des contribuables et d'user, s'il le faut, de modération en les conduisant à l'habitude d'acquitter des taxes.

« Lorsque ce but est rempli (*sic*), que la perception est assise, et qu'il est reconnu qu'on n'éprouve pas de contradiction, pour-quoi proroger l'enfance et la débilité d'un établissement ? N'est-il pas plus opportun de l'appeler à l'état de virilité que lui promet le régime actif et vigoureux de la ferme ?

« L'attention de votre commission s'est portée sur les objections qui ont été faites contre le système de la ferme, la combinaison des clauses du bref d'adjudication, dont le projet vous sera soumis, présentera la solution de ces objections.

« On peut les réduire à deux :

« La première porte sur l'inconvénient de la demande en compte de clerc à maître, et principalement dans le cas où cette demande serait formée par le fermier, après qu'il aurait joui pendant les mois de l'année qui sont réputés les plus productifs.

« Votre commission n'abusera pas de vos instants, en discutant les dispositions qu'elle doit vous proposer pour prévenir cet inconvénient... La deuxième objection est la plus spécieuse... On dit : le produit de l'octroi n'est point assez connu pour qu'il soit convenable de l'adjuger en ferme. Le Conseil a pensé, et la commission persiste à croire, qu'une première expérience était nécessaire, qu'elle a été faite, et qu'il est inconvenant de demander à la répéter.

« Cette expérience prouve que le système de la régie est défectueux sous plusieurs rapports ; qu'il est improductif pour plusieurs raisons, et dès lors, il est évident qu'une seconde tentative, destinée à procurer des notions plus étendues sur le produit de l'octroi, est une expérience coûteuse, et dont le résultat est incertain.

« Sans user de l'affirmative que s'est permise le Commissaire du Gouvernement, sans dire avec lui que tous les moyens sont employés par la régie pour atténuer l'idée qu'on pourrait se former des produits de l'octroi; ce qu'on ne peut dissimuler, c'est qu'il est dans l'intérêt des actionnaires d'une régie de laisser méconnaître la valeur réelle du fonds qu'ils exploitent, ce qu'on ne peut taire, c'est qu'une fraude active existe et paralyse la recette.

« On est loin de rien préjuger, la seule réflexion sur laquelle on désire de reporter l'attention du Conseil est celle du peu d'espérance qui concourt, avec le désir qu'on pourrait avoir, d'obtenir par une régie l'aperçu réel de toute la latitude de produits dont l'octroi est susceptible.

« D'ailleurs, les données positives qui existent par le résultat que présente une perception de dix mois, peuvent suffire pour régler les spéculateurs qui voudront prendre part à l'adjudication d'une ferme.

« Croyez, citoyens, que l'intérêt particulier est calculateur et pénétrant; croyez que pour sa sagacité il suffit de partir d'un point connu pour arriver à l'inconnu, ou en approcher de très près... Reposez-vous sur la concurrence, pour qu'elle mette un prix en raison de cette perspective d'une moisson plus abondante; la concurrence abandonnée à son essor, dans une enchère libre et loyale, est une garantie pour l'intérêt public qui ne peut tromper son attente; le résultat des combinaisons systématiques est incertain, celui de l'enchère est en quelque sorte infail-

liblé.

« Enfin... pour rassurer tous les esprits... votre commission propose un minimum au-dessous duquel les offres pour la ferme ne seront point admises.

« La base pour établir ce minimum est prise sur l'aperçu du produit effectif de l'octroi pendant l'exercice d'une année, et en comparant ce produit avec le résultat qu'il donnerait à la commune en l'an dix, d'après le traité existant.

« On dit : la recette faite pendant dix mois, celle qu'on peut attribuer aux deux mois suivants, présentent une perception d'un million en principal équivalent à 1.142.857 f. 14 c. 2/3, recette brute, ou soit produits des taxes principales et additionnelles réunies.

« En supposant une perception semblable dans l'an X, le

mode de partage résultant du traité donnerait à la commune, en principal et accessoires un total de. f. 858.011,48 c. 2/3

A cette somme, votre commission propose d'ajouter, comme minimum du bénéfice auquel on aspire par un changement d'organisation, un montant de . . . 101.998,50 c. 2/3

Ces deux sommes réunies s'élèvent à f. 960.000,39 c. 1/3

« Et, tel est le montant qu'on croit convenable d'adopter comme minimum du prix qui serait admis pour la ferme.

« On vous propose, de plus, d'assurer à la commune un accroissement déterminé de produits, en raison de constructions qui seraient faites pour rétablir la clôture de la cité.

« On estime qu'il conviendrait d'exiger 2 p. 100 en sus du prix de l'adjudication pour chaque cinquième de clôture, quand elle sera parachevée.

« Ainsi le montant de l'adjudication augmenterait graduellement ; en définitif il comporterait un dixième en sus ; et en partant de votre minimum ce dixième s'élèverait à . . . f. 96.000

« Le résultat de votre minimum et de son accroissement serait donc d'assurer un jour à la commune un produit net dont le montant serait de . . . 1.056.000

« ... quatre considérations importantes justifient la sagesse du Conseil relativement à la préférence qu'il donne à la ferme :

« 1^o L'assurance de 200.000 f. par année, que le projet de votre commission donnerait à la commune, est préférable à des espérances dont la réalité dépend d'un futur contingent excessivement problématique ;

« 2^o La ferme offre l'avantage d'un revenu annuel et déterminé, circonstance favorable à l'ordre, précieuse pour l'utile emploi des fonds, dont dès lors la réflexion et la prévoyance peuvent combiner la destination ;

« 3^o La prospérité du fermier, en supposant que la faiblesse des enchères laisse aux profits trop de latitude, ne présente pas à la commune un dommage sans compensation ; les fonds pris sur la cité lui seront reversibles un jour ; le dédommagement se préparera par l'idée répandue des gains échus à la ferme ; il se réalisera par l'effet de la concurrence qui se disputera un nouveau bail ;

« 4^o La faculté d'établir une ferme pour l'exploitation d'un revenu public n'est pas constamment à la disposition des com-

munes ; cette faculté dépend des intentions coïncidentes de l'autorité ; en profitant de ses dispositions actuelles, nous aurons su saisir l'instant pour fonder les revenus dont dépend notre prospérité locale sur le meilleur mode d'exploitation qui soit connu ; nous aurons rendu un grand service à la cité, nous aurons fourni un exemple utile aux autres communes de la République.

« C'est d'après cette suite de réflexions et dans l'espoir qu'une autorité bienveillante accédera aux vœux émis par le Conseil pour que l'octroi soit exploité par la ferme, préférablement à tout autre mode, que la commission... propose le projet suivant.

« Ce projet ayant été lu, discuté et amendé a été adopté définitivement ainsi qu'il suit :

« ARTICLE 1^{er}. — L'exploitation de l'octroi municipal et de bienfaisance de Lyon sera donnée en bail à ferme, pour le terme, de cinq années, qui commenceront au 1^{er} vendémiaire an X.

« ART. 2. — Le bail sera passé ensuite d'une adjudication faite publiquement à l'enchère et à la bougie éteinte...

« ART. 6. — L'adjudicataire sera tenu de verser dans la caisse du préposé spécial le montant de la ferme par douzième, de mois en mois et par anticipation ; cette anticipation sera d'un mois d'avance et sera exigible pendant toute la durée du bail.

« ART. 7. — L'adjudicataire sera tenu de fournir un cautionnement liquide et valable, et en immeubles, et ce, jusqu'à concurrence de la somme de trois cent mille francs...

« ART. 10. — L'adjudicataire jouira pendant tout le temps porté dans son bail ; il ne pourra être inquiété ni recherché et évincé que pour fait de non paiement, ou de malversations et concussion juridiquement prouvées.

« ART. 11. — Sous aucun prétexte et pour aucun cas prévu ou non prévu, l'adjudicataire ne pourra demander à compter de clerc à maître ; il aura la faculté de proposer la résiliation, mais seulement pour la fin de l'exercice d'une année complète, et à la charge de notifier sa demande en résiliation trois mois d'avance.

« ART. 12. — Il ne sera point perçu d'offre pour la ferme au-dessous de f. 840.000
comme produit de la taxe principale, et de f. 120.000
comme produit de la taxe additionnelle.

« La somme déterminée pour minimum est au
total de f. 960.000

« ART. 13. — A mesure qu'il sera pourvu au rétablissement des murs de clôture, le prix de la ferme augmentera de 2 p. 100 pour chaque cinquième de clôture qui aura été parachevée ; ainsi la somme résultante de l'adjudication s'élèvera graduellement, et en définitif, un dixième en sus sera exigible lorsque la clôture de la ville aura été terminée¹. »

Le 6 messidor an IX, il est fait lecture d'une lettre communiquée par le Préfet et écrite par le Ministre « qui l'informe qu'une Compagnie s'est présentée à lui, et lui a fait l'offre d'une somme égale au produit de l'octroi pendant cette année, franche de tous frais de régie, moyennant un bail à ferme de trois ans² ».

Et un membre de l'assemblée déclare le même jour :

« La régie ignore sans doute que le citoyen Mazuyer a surenchéri sur ses premières propositions, et que, dans cet état, son projet assure un avantage positif... Tel est le résultat de la concurrence ; elle dispense de parcourir le labyrinthe obscur des arguments et des calculs ; le fait d'une offre positive et supérieure est une de ces démonstrations dont l'effet est d'éteindre ou de prévenir la discussion... on ne répond pas, on marche.

« Applaudissez-vous donc, citoyens, d'avoir réclamé la concurrence abandonnée à son libre essor dans une enchère publique, comme le principe défenseur des intérêts communaux ; la pureté d'un vœu semblable ne peut être flétrie par aucune espèce d'interprétation, et l'évidence du principe est telle que sous une autorité bien intentionnée, vous êtes assurés du plus favorable accueil³. »

L'assemblée est donc complètement retournée et les objections que Mayeuve élevait le 28 frimaire contre le principe de la ferme⁴ et qui semblaient avoir rallié définitivement la majorité ont été, cette fois, complètement

1. *Cons. mun. P.-V. des séances.* Séance du 26 prairial an IX, t. I, p. 83 à 86.

2. *Ibid.*, p. 93.

3. *Ibid.*, p. 94.

4. Cf. *Ibid.* Séance du 28 frimaire an IX, p. 33 sq. V. ici même p. 78.

écartées. Le conseil n'est plus tenu de respecter les principes qui ont présidé à l'élaboration de l'octroi. En effet, il peut désormais ébranler la confiance en la Régie, car l'arrêté du Préfet lui donne toute liberté. Il en profite depuis que l'agent du Gouvernement a révélé certaines faiblesses. Cette délibération doit mieux exprimer la pensée de la majorité que les délibérations antérieures.

Cependant, le conseil municipal paraît avoir compris que le Gouvernement était hostile à la ferme. A Paris, et obligatoirement à la Préfecture, la mise en ferme des organismes nationaux ou communaux est proscrite. La régie intéressée a seule les faveurs du ministère de l'Intérieur ; on a déjà vu que le bail des Salines de l'Est avait été mis en régie intéressée. Le Gouvernement a révoqué le bail de la régie de l'Octroi de Paris et en a consenti un nouveau, le 13 fructidor an VIII ; ces conventions établissent la régie intéressée. Le ministre de l'Intérieur, en les soumettant à l'approbation des Consuls, les présente comme le modèle dont on doit constamment s'inspirer en organisant les octrois municipaux ¹.

Aussi l'assemblée, qui sentait que les partisans de la ferme avaient peu de chance de triompher, avait-elle cru prudent d'émettre, le 27 prairial an IX, un vœu « subsidiaire » en imaginant les bases sur lesquelles pourrait reposer une régie intéressée :

« ... le Conseil... a arrêté d'émettre le vœu suivant :

1^o Que, dans le cas où serait préféré pour l'exploitation de l'octroi le mode d'une régie intéressée, cette régie soit donnée par adjudication publique et à l'enchère, d'après des soumissions qui seront reçues dans chaque mairie, et rapportées au Conseil municipal qui renverra, par devant le Préfet, ceux des

1. *Arch. nat.* AF^{IV}, cart. 20, pl. 109, 13 fructidor an VIII.

soumissionnaires qu'il jugera devoir être admis au concours ;

« 2^o Que, pour la somme fixe que les régisseurs devront assurer chaque année à la commune, il soit déterminé un minimum de 700.000 f. au-dessous duquel aucune soumission ne puisse être admise ;

« 3^o Que tous les frais de régie ordinaires et extraordinaires, prévus ou imprévus, soient alloués au régisseur par abonnement annuel et au rabais, sans que cet abonnement puisse être porté plus haut que 120.000 f. par an ;

« 4^o Que, sur toutes les sommes qui excéderont 820.000 f. de recette principale, il soit accordé aux régisseurs une remise en progression croissante et dans les proportions suivantes : 15 p. 100 sur le premier excédent de 60.000 f. — 25 p. 100 sur le second excédent de même somme — 30 p. 100 sur le troisième excédent de même somme — 40 p. 100 sur le quatrième excédent — 50. p. 100 sur toutes sommes excédant 1.060.000 f. de recette principale ;

« 5^o Que la taxe additionnelle soit perçue gratuitement par la régie ¹.

Le surlendemain, le conseil avait complété ce vœu par une série d'articles réglementaires :

« ART. 1^{er}. — Les vérificateurs, dans chaque bureau de l'Octroi, ne doivent point être les agents directs de la régie, mais présentés par les maires et nommés par le Préfet ; ils correspondront directement soit avec eux, soit avec la régie.

« ART. 2. — Conformément aux articles 18 et 20 de la loi du 27 frimaire, la régie n'ayant d'autre caissier que le préposé spécial de la commune, dans la caisse duquel les recettes partielles doivent être versées toutes les décades, la régie ne pourra prendre ses frais ou bénéfices que sur la caisse de ce préposé, que d'après le mandat de l'autorité supérieure...

TRANSIT

« ART. 1^{er} — L'expérience ayant démontré que la trop grande latitude donnée au transit favorisait la fraude... il ne sera,

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 87.

à l'avenir, accordé de délai de trois mois... qu'aux commissionnaires chargeurs et autres négociants en gros, en prêtant les soumissions prescrites par le précédent règlement, la faculté du passe-debout étant suffisante pour assurer la circulation des liquides appartenant aux autres citoyens.

« ART. 2. — Les permis pour transit, la recette, le remboursement, en un mot tout le mouvement relatif à cette partie, ne sera fait, dirigé et exécuté que par le bureau général de l'Octroi, et d'après le visa spécial de l'agent du Gouvernement ou de son préposé.

« ART. 3. — Il sera tenu par le bureau général un registre pour entrée et sortie, contenant, d'un côté, les nom, profession, domicile du transitaire, la nature et la quantité des marchandises entrées, la date, la porte par laquelle a lieu ladite entrée, enfin, une colonne pour le montant de la somme consignée; de l'autre côté, la date de la sortie, la porte par laquelle elle a eu lieu, le montant de la somme remboursée.

« ART. 4. — Les receveurs et vérificateurs particuliers des portes auront aussi pour cet objet un registre particulier pour entrée et sortie, sur lequel ils porteront d'un côté le numéro, le nom, la nature et quantité des marchandises, la somme qui a dû être consignée pour les objets entrés par leurs bureaux, ainsi que le numéro, le nom, quantité de marchandises sorties par la porte à laquelle ils sont attachés; ils en enverront chaque jour un bordereau à la mairie de la division.

« ART. 5. — Il sera déterminé un laps de temps, passé lequel les sommes consignées ne pourront plus être répétées, et seront définitivement acquises à la commune; elles feront partie de la recette effective du mois¹. »

D'autres articles précisèrent les règles de tenue des différents livres, les règles d'établissement des états de recettes, la manière dont seront exécutés les travaux nécessaires, etc.

Enfin, le conseil avait insisté dans sa séance du 27 prairial pour que le charbon de terre « seul combustible qui

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 89 et 90.

soit à la portée du pauvre et qui se consomme dans la plupart des fabriques de Lyon » ne soit pas taxé¹, pour que les vignes situées dans l'intérieur de la ville « plantées dans un terrain aride qui n'est susceptible d'aucune autre culture » soient exemptées, pour que la taxe sur la bière soit perçue par abonnement « et d'après l'expertise sur la consommation présumée faite à Lyon par chaque fabricant, en prenant pour base l'année commune, parce qu'il serait injuste d'exiger du redevable, indépendamment de l'octroi perçu sur la bière, celui qu'il paie déjà dans l'intérieur sur la consommation du bois, du vin et autres denrées ; il ne pourrait supporter la concurrence des fabricants de bière du dehors, étant d'ailleurs assujettis à la voie odieuse de la visite domiciliaire² ».

Pour conclure, en réponse « aux lettres, mémoires et consultations transmis au conseil par la Régie » — et bien que le texte du mémoire responsif de la Régie lui ait été remis le même jour (29 prairial) le conseil reprend tous les arguments qu'il a pu grouper en faveur de la résiliation du bail de la régie Ricard.

« Le Conseil, considérant qu'un traité entre une commune et une régie, pour la perception d'un revenu public, est un acte social, et comme tel, résiliable de sa nature, sauf indemnité — Considérant que ce principe, qui tient à l'espèce du traité, a été rappelé par le Conseil préalablement à toute discussion sur l'Octroi ; que toute adhésion subséquente est subordonnée dès lors et au principe lui-même et à la faculté de le réclamer que s'est réservé le Conseil — Considérant que l'adjudication à l'enchère publique est le seul mode légal qui puisse valider la cession d'un revenu communal ; qu'il existe à cet égard des lois positives et qui ne sont point abrogées, savoir l'ordonnance des fermes de

1. La régie Ricard a déjà pris cette mesure. Cf. p. 61, arrêté du 2 prairial.

2. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 87 et 88.

juillet 1681¹, portant une disposition générale pour la mise en adjudication de tous les revenus publics, et l'arrêt du Conseil du 14 juin 1689² qui soumet spécialement à cette forme tutélaire l'administration des revenus communaux, et nommément celle des octrois. — Considérant que la législation moderne... a déterminé par l'article 2 de la loi du 5 ventôse an huit, que tout établissement relatif ne serait réputé définitif qu'autant que le Gouvernement aurait donné son approbation, en suite du vœu émis par la Conseil communal. — Considérant que le Gouvernement n'a pas donné son approbation, en suite du vœu émis par le Conseil... Considérant que, dans cet état... le traité ne peut être réputé définitif... Considérant que la fraude énerve en partie la perception, et que, sans doute, les principes d'organisation qui constituent la Régie ne donnent pas une force suffisante de répression, puisque l'abus n'est pas vaincu par l'obstacle. — Considérant que l'établissement des régies n'est convenable qu'en raison de l'enfance d'une institution fiscale; que ce mode d'exploitation est dévorant par les frais, onéreux par la somme des bénéfices, plus onéreux encore par son défaut de fécondité... Considérant que la sagesse des anciennes lois a destiné, pour sauvegarde de l'intérêt public, la concurrence entre les intérêts particuliers que l'enchère publique est destinée à développer ... Le Conseil déclare qu'il persiste dans le vœu qu'il a émis le 21 prairial, pour que, préférablement à tout autre mode, l'exploitation de l'Octroi soit donnée en ferme par adjudication publique, et à l'enchère. — Le Conseil se réfère aux développements et projets énoncés par sa délibération du 26 prairial... un Gouvernement épris de la gloire de réédifier et de créer favorisera le développement des moyens relatifs que propose une commune où ce besoin de réédifier rappelle l'idée d'une ancienne prospérité interrompue par de longs malheurs³. »

1. L'Ordonnance du 22 juillet 1681, Titre des publications, enchères et adjudications des Fermes, fixe les formalités à observer pour la mise en adjudication des fermes. Ce titre manque dans Isambert, XIX, 274. On le trouvera dans *Arch. nat.* AD+ 477, pièces 38-39.

2. L'arrêt du 14 juin 1689 débute ainsi : « Le Roy étant informé qu'il arrive souvent des contestations au sujet des adjudications des droits d'Octrois des Villes et Communautés du Royaume; et voulant, pour les éviter à l'avenir, prescrire la forme en laquelle il y sera dorénavant procédé, Sa Majesté en son conseil a ordonné et ordonne... » et l'arrêt applique aux octrois des règles analogues à celles qui avaient été établies dans l'Ordonnance du 22 juillet (*Arch. nat.* AD+ 519, pièces 7-8).

3. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. 1, pp. 90, 91.

Et le conseil municipal, qui tient décidément à renverser la C^{ie} Ricard, rappelle le devoir du bon citoyen pour que la régie se désiste !

§ 5. — LA RÉVOCATION DU TRAITÉ DE LA COMPAGNIE
GEORGES RICARD PAR LE MINISTRE

Le ministre de l'Intérieur n'attendait évidemment que les résultats des délibérations du conseil pour trancher définitivement le sort de la régie Ricard. En effet, à peine avait-on pu lire à Paris des extraits des délibérations du 29 prairial et des jours précédents que Chaptal prenait l'arrêté du 8 thermidor an IX :

« ... Vu le tarif et le règlement de l'Octroi de Lyon, ainsi que le traité conclu avec la Compagnie George Ricard, le 17 thermidor an VIII, pour la perception du dit octroi en régie intéressée — Vu la délibération du Conseil municipal de Lyon, tant dans sa session de pluviôse que dans celle de prairial et messidor an IX. — Vu le compte de la commission nommée par le Préfet, le 8 germinal, pour examiner différents faits relatifs à la gestion de la Régie, celui du commissaire près la même Régie, ensemble les lettres et mémoires de la Régie. — Considérant d'une part que les impôts, soit publics, soit municipaux, supposant toujours, dans l'autorité qui les établit la faculté de les modifier, de les réformer ou de les supprimer lorsque l'intérêt public et municipal l'exige, les traités conclus pour leur perception suivent la même condition et sont résiliés de fait et de droit, le cas échéant, sauf indemnité... Considérant d'autre part, les abus et irrégularités dans la perception, dont la preuve résulte des pièces... notamment : Dans la teneur des registres, lesquels n'ont point été cotés et paraphés par l'officier public, contiennent des feuilles reconnues pour être intercalées et sont surchargées d'enregistrements faits à deux, trois, quatre et cinq mois de date de la perception. — Et dans la comptabilité, laquelle présente des quittances fictives, signées par des subordonnés sans caractère et sans remise de fonds.

« Arrête :

« ART. 1^{er}. — Le Conseil municipal de la Ville de Lyon est

autorisé à proposer les modifications et réformes dont le tarif et les règlements de l'Octroi municipal et de bienfaisance de cette ville sont susceptibles, pour l'avantage de la commune et l'intérêt de son commerce.

« ART. 2. — Le traité passé avec la Compagnie Georges Ricard le 17 thermidor an VIII est révoqué.

« ART. 3. — La perception sera adjudagée en régie intéressée, aux enchères, après affiches et publications préalables.

« ART. 4. — Le traité sera fait suivant les clauses et conditions réglées par le Conseil municipal, dans sa séance du 27 prairial, sauf les modifications qui pourront être ordonnées.

« ART. 5. — La Compagnie George Ricard ne pourra obtenir aucune indemnité ¹...

Et, dans la lettre d'envoi au Préfet, le Ministre prétend qu'il a pris l'arrêté « après avoir mûrement examiné le vœu du conseil et les motifs dont il est appuyé ²... » Ce fut assurément une bien précoce maturité : le citoyen Chouly y a certainement aidé. La Compagnie Ricard était condamnée d'avance.

Le Ministre annonça la révocation du traité à Chouly dès le 13 thermidor an IX, et il ajoutait dans sa lettre :

« Le passage d'une régie à une nouvelle peut-être l'occasion d'un grand relâchement dans la perception... vous devez redoubler d'activité et de surveillance. — Je seconderai, ainsi que le Préfet, toutes les mesures que vous prendrez. Je vous invite à concerter avec les maires les moyens extraordinaires qui seront jugés indispensables. Le Préfet les approuvera, et pour en assurer davantage le succès, je vous charge de prononcer directement la destitution de tout préposé, quel que soit son emploi ou son grade, qui refusera de se conformer aux instructions que vous aurez à lui donner... Je vous renouvelle, dans cette circonstance, le témoignage de ma satisfaction de la manière dont vous avez rempli les fonctions qui vous ont été confiées ³. »

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 101.

2. *Ibid.*

3 *Ibid.*, p. 99.

Le citoyen Chouly ne se reposait d'ailleurs pas sur ses lauriers. Le 22 thermidor, quatorze jours après l'arrêté de résiliation et neuf jours après la lettre qui le lui annonce, Chouly fit encore une descente dans les bureaux de la Régie afin d'arrêter à ce jour la situation de la caisse du transit et peut-être aussi afin de réunir des preuves surabondantes du désordre qui régnait dans cette administration. Il constate, en effet, que la tenue des livres ne permettait pas le contrôle immédiat des fonds en caisse¹ et ne manque pas d'attirer l'attention du conseil municipal sur la nécessité « de mettre fin aux vices qui existent dans le mode actuel d'administration² ».

Le lendemain, 23, il se rend chez le caissier de la Régie, et reçoit un accueil assez singulier.

« Ce jour d'huy vingt trois thermidor an 9^e de la République Française, par suite et continuation du procès-verbal dressé à la date du jour d'hier au bureau général de la Régie de l'octroi de la ville de Lyon... nous sommes transporté à l'heure de dix au matin accompagné du citoyen Hodieu, secrétaire de la Mairie du Midi, à ce délégué par le maire de la dite division, chez le citoyen Bossan demeurant à Lyon, petite rue Sainte-Catherine, où étant arrivé, nous l'avons invité en sa qualité de caissier des recettes provenant de l'Octroi municipal et de bienfaisance de nous donner de suite connoissance de la situation de sa caisse. — A quoi, ledit citoyen Bossan a répondu qu'il n'étoit point le caissier de l'Octroi municipal, qu'en outre il n'étoit comptable qu'à sa Compagnie, et qu'au surplus il étoit libre à nous... de prendre tous les renseignements que nous demandions au bureau de la comptabilité de la Régie. — Sur l'observation que nous lui avons faite que dans le correspondance qu'il avoit eue avec nous en notre qualité de commissaire du Gouvernement il avoit pris le titre de caissier de la Régie de l'octroi, a déclaré que prendre un titre n'étoit point une preuve que l'on exerçât les fonctions. — Et de

1. Cf. p. 188.

2. Notes sur l'exécution de l'arrêté du ministre postérieures au 3 fructidor an IX et antérieures au 1^{er} vendémiaire an X. *Arch. mun. D. 1.*

suite... nous lui avons remis à lui-même une réquisition de notre part pour qu'en conformité de l'article 18 de la loi du 27 frimaire de l'an 8, il eût à verser dans le jour entre les mains du préposé spéciale de la ville de Lyon, la totalité des sommes étant en son pouvoir, provenant des recettes de l'octroi et appartenant à la commune. — Ce à quoi le dit citoyen Bossan a répondu, qu'après en avoir conféré avec sa Compagnie il nous feroit parvenir sa réponse. — Et nous étant retirés nous avons rédigé le présent procès-verbal, que le citoyen Hodieu a signé avec nous comme délégué à cette opération par le Maire de la division du midi¹ ».

Cette scène trahit chez la régie Ricard une mauvaise volonté, d'ailleurs assez compréhensible. Aussi, lorsque, conformément aux instructions du ministre de l'Intérieur, le conseiller de Préfecture Defarge, remplaçant le préfet en congé², convoque le conseil municipal pour le 24 thermidor afin de prendre encore une fois son avis sur les modifications à apporter au tarif et aux règlements de l'octroi et de préparer le bref de l'adjudication future, le conseil émet-il aussitôt le vœu suivant :

« 1^o A ce qu'il soit nommé provisoirement un directeur général et un adjoint pour surveiller la perception des droits d'Octroi dans toute l'étendue de la commune, lesquels parapheront tous les livres de la Régie et les arrêteront à compter du jour de leur entrée en fonctions, et que pour remplir lesdites places de direc-

1, Arch. départ. Octrois 2.

2. Le préfet Verninac, désireux de partir pour Paris, demande au Ministre le 25 floréal, un congé de deux décades à partir du 4 thermidor an IX ; ceci pour « affaires particulières ». Le passage à Lyon du comte de Livourne l'obligea à retarder son départ jusqu'au 5 thermidor. Le 12, il écrit de Paris qu'« alité depuis trois jours » il ne pourra rejoindre son poste. En effet, Verninac ne devait plus revoir Lyon, car il fut peu après nommé ambassadeur en Helvétie. Le Conseiller d'Etat Najac le remplaça à la Préfecture. Il n'arriva qu'en vendémiaire an X. V. Arch. nat. F^{1b} II, Rhône 2.

Au cours de la séance extraordinaire du 9 fructidor an IX, le Conseil municipal décide d'envoyer à Verninac une députation « à l'effet de lui témoigner les regrets du Conseil de ce qu'il quitte la Préfecture, et en même temps ses sentiments de félicitations de ce qu'il a été nommé à la place d'ambassadeur auprès de l'Helvétie » (*Cons. mun. P.-V des séances*, t. I, pp. 117, 118).

Nous n'avons pas trouvé de dossier Defarge aux Arch. nat. Il ressort de F^{1b} II Rhône 2 qu'il était Lyonnais.

teur et d'adjoint, le citoyen Lallemand soit préféré pour celle de directeur, et le citoyen Cotton¹ pour celle d'adjoint ;

« 2^o Que lesdits directeur et adjoint aurent la faculté de nommer un agent pour chaque division des trois mairies de la commune ;

« 3^o A ce qu'il ne soit fait aucune opération et qu'il ne soit pris aucune délibération par les ci-devant régisseurs de l'Octroi, sans le concours et l'adhésion desdits directeur et adjoint provisoires ;

« 4^o Qu'attendu que la Régie n'a point donné le cautionnement suivant le vœu qu'en avait émis le Conseil municipal par sa délibération en date du²..., tous les fonds provenus et à provenir des droits d'Octroi, consignations, taxes additionnelles et autres quelconques seront versés dans la caisse du préposé spécial, à compter du jour où le vœu du Conseil, à cet égard, aura été admis par le Préfet, comme encore que pour fixer la quotité des sommes qui seront versées dans ladite caisse, les receveurs particuliers de l'Octroi, ainsi que ceux des droits de transit, seront tenus de faire arrêter leurs caisses tous les cinq jours par les Maires ou leurs préposés ;

« 5^o Que les appointements des directeur, adjoint, et agents soient fixés, savoir cinq cents francs par mois pour les premiers, deux cents francs pour les agents, indépendamment de la portion attribuée aux préposés de la Régie dans les saisies et amendes, lesquels appointements seront prélevés sur la caisse du préposé spécial, comme dépense communale ; en conséquence, le crédit à cet effet sera ouvert par le Préfet et ordonnancé par les Maires ;

« 6^o Que la Régie actuelle soit tenue de fournir de suite l'état détaillé du nombre, de la quotité, de la qualité et de la nature des marchandises qui sont entrées par transit soumises à délai, et qui sont en ce moment en dépôt dans la commune, comme encore l'état des consignations qui ont été faites concernant les dits droits de transit ;

« 7^o A ce que la Régie actuelle soit tenue d'adresser, le plus tôt possible, l'état des recettes et dépenses, depuis son établissement jusqu'à ce jour, à la Mairie du Midi, qui demeure chargée de toutes les vérifications nécessaires des pièces comptables et autres au bureau général de l'Octroi ; elle présentera, à cet égard, au

1. Sur Lallemand, cf. p. 258. Nous ne savons rien de Cotton

2 En blanc au registre. Lisez 15 nivôse an IX. Cf. p. 88. C'est l'avance de 100.000 f., que le Conseil appelle un cautionnement. Les 100.000 versés par la Régie le jour de son entrée en exercice (cf. p. 35) avaient été remboursés sur les recettes des premiers mois.

Conseil, un rapport motivé sur l'apurement dudit compte, sur les modifications ou rejets des articles particuliers présentés en dépense ; les mairies du Nord et de l'Ouest sont aussi invitées à faire toutes vérifications, tant au bureau général qu'à ceux des portes, pour aider la mairie du Midi dans ses recherches ; lors de l'achèvement de ce travail, le Préfet sera instamment prié de convoquer le Conseil municipal pour y délibérer ;

« 8^o Et enfin, que le vœu émis par le Conseil, relatif aux objets énoncés ci-dessus, soit remis au Préfet et au Commissaire du Gouvernement dans le plus bref délai possible, avec l'invitation de vouloir bien le prendre en considération ¹. »

Le 27 thermidor, le conseiller Defarge répond au Conseil qu'il a prévenu la majeure partie de ses vœux. Il le rassure sur l'absence de cautionnement :

« A l'égard des inquiétudes du Conseil sur le défaut de cautionnement de la Régie actuelle, vous pensez, sans doute, ainsi que moi... qu'elles ne sont pas fondées. L'administration a, pour caution de la Régie, la signature de quatre maisons de commerce, riches et considérées, membres de cette Régie, qui sont solidaires et dont la plus faible présente seule une garantie suffisante ². »

Il a différé la nomination d'un directeur général, d'un adjoint et de trois autres agents :

« ... je ne me suis point décidé à l'option de cette mesure, je la crois surabondante. Votre surveillance continue... la faculté que vous avez de faire à chaque instant toutes les vérifications... la surveillance spéciale du commissaire Chouly, surveillance dont les effets ne sauraient être douteux et inefficaces, me paraissent garantir suffisamment les intérêts communaux, sans qu'il y ait besoin de charger la Ville de nouveaux frais par la nomination d'agents dont les fonctions seraient exercées pendant un bien court espace de temps ³... »

La Régie, cependant, n'est pas restée inactive, elle n'hésite pas à citer en justice la commune qu'elle attaque

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 100.

2. *Ibid.*, p. 103. Cf. p. 36.

3. *Ibid.*

devant le tribunal de première instance. Elle invoque les dispositions de l'article 16, titre 2, de la loi du 16 août 1790, puis les articles 4 et 5, titre 4, de la même loi ¹. Enfin l'article 6 du décret du 12 octobre 1790 ².

La Régie soutient que le Conseil de Préfecture est incompétent *ratione materiæ*, la loi du 28 pluviôse an VIII ne prévoyant pas le cas ³.

Elle prend acte de l'approbation du bail de l'Octroi par le conseil municipal, notamment dans son vœu du 15 nivôse an IX ⁴, des honorables suffrages de l'autorité. Elle énumère ses principaux griefs nés, dit-elle, des intrigues qui se sont nouées autour de l'octroi et qui ont entraîné des modifications arbitraires : l'article 3 du traité prévoyait trois directeurs ⁵ ; le Ministre l'a annulé le 13 pluviôse et a nommé un directeur général ; la Compagnie a dû continuer d'appointer en qualité de régisseurs-adjoints les deux directeurs dont le poste était supprimé ⁶, d'où des frais

1. « Tout privilège en matière de juridiction est aboli : tous les citoyens, sans distinction, plaident en la même forme et devant les mêmes juges. Les juges de District connaîtront en première instance de toutes les affaires personnelles réelles et mixtes, en toutes matières, excepté seulement celles qui ont été déclarées ci-dessus être de la compétence des juges de paix, les affaires de commerce dans les Districts où il y aura des Tribunaux de commerce établis et le contentieux de la Police municipale. — art. 5. Les juges de District connaîtront ne premier et dernier ressort de toutes les affaires personnelles et mobilières, jusqu'à la valeur de 1.000 livres de principal et les affaires réelles dont l'objet principal sera de 50 livres de revenu déterminé, soit en rentes, soit par prix de bail. »

2. « Les procès pendans en première instance ou par appel, dans quelques tribunaux ou devant quelques commissions extraordinaires que ce soit en vertu des *committimus* ou d'autres privilèges, ou en vertu d'évocation ou attribution quelconque, seront renvoyés aux tribunaux de district qui remplacent ceux qui auraient dû naturellement connaître de ces procès, soit pour y être instruits et jugés en première instance, soit pour y être procédé au choix d'un tribunal d'appel... ».

3. Au titre I, article 4, il est stipulé que le Conseil se prononce « sur les difficultés qui pourraient s'élever entre les entrepreneurs de travaux publics et l'administration concernant le sens ou l'exécution des clauses de leurs marchés ».

4. Cf. p. 88. C'est le vœu demandant des modifications à ce bail, modifications qui furent effectuées. La Régie l'interprète donc comme une approbation tacite.

5. Cf. p. 43.

6. Cf. p. 103. C'est de son plein gré que la Régie prit cette mesure car les arrêtés ne l'y obligeaient pas.

supplémentaires — le 14 germinal le Ministre a obligé la Régie à écarter un de ses membres pour maintenir l'harmonie avec le Commissaire¹ ; or, l'article 5 du traité donne à elle seule le pouvoir de nommer et de révoquer ses employés avec l'approbation du Préfet — Le Ministre a fait révoquer le citoyen Chappet-Vangel. — Enfin, le Ministre a révoqué le traité.

La Régie insiste ensuite plus particulièrement sur les points suivants : la Compagnie, ayant un traité de cinq ans, a fait des constructions et pris diverses mesures dont elle se promettait de tirer des bénéfices — l'article 6 du traité fixait à un chiffre abonné de 91.000 f. par an les frais de perception accordés aux régisseurs. Ces frais étaient calculés en fonction du nombre d'employés prévus par l'article 4 dudit traité. Or, le Préfet a créé ultérieurement de nouveaux bureaux de recettes qui ont augmenté les frais de la Régie².

Pour ce motifs, Ricard et C^{te} citent la commune de Lyon, prise en la personne des trois maires du Midi, du Nord et de l'Ouest, le 24 thermidor an IX, pour entendre dire et statuer que la Régie sera maintenue en son traité, nommera ses employés, organisera ses bureaux suivant les articles 2, 3 et 4 de son dit traité, et sera remboursée de tous ses frais supplémentaires : traitement du Commissaire du Gouvernement, bureaux nouveaux, etc — que, dans le cas où le Tribunal accorderait la résiliation dudit traité, la commune de Lyon sera condamnée : 1^o à garantir la Compagnie Ricard contre toute demande formée en vertu des engagements qu'elle a contractés pour son logement et ses

1. Aucune trace de ce fait.

2. Cf. p. 48.

bureaux, pour la construction des bureaux de perception, murs, barrages, etc.; 2° à payer 200.000 f. d'indemnité à raison des bénéfices que la Compagnie se promettait de l'exploitation des cinq années de son bail ¹.

Informé le 29 thermidor, le Conseil municipal émit aussitôt le vœu suivant :

« ... Considérant que... le traité du 17 thermidor de l'année dernière... étant un bail en régie intéressée, était dès lors susceptible de résiliation, sauf indemnité, et que, comme il est démontré dans le fait que les régisseurs ont un bénéfice immense pour cette année, il en résulte que la commune aurait pu demander la résiliation de ce traité et n'être néanmoins tenue à aucune espèce d'indemnité... qu'aux termes des lois constitutives des octrois, et notamment de celle du 5 ventôse an VIII, la commune de Lyon devait avoir l'initiative pour le projet de tarifs et de règlements convenables à la perception de ces droits, et que n'ayant point été consultée avant la passation du traité du 17 thermidor... elle aurait été fondée également, par ce seul motif, à en demander la nullité sans indemnité... que, suivant ces mêmes lois constitutives de l'Octroi, et notamment l'article 3 de la loi du 27 frimaire an VIII et les articles 1, 2 et 3 de la loi du 13 thermidor de la même année, le Gouvernement est chargé définitivement de tout ce qui peut avoir trait à l'établissement des octrois dans les diverses communes de la République, comme encore que l'autorisation du Ministre de l'Intérieur doit être considérée, provisoirement, comme décision du Gouvernement en tout ce qui concerne les dits octrois... que les régisseurs eux-mêmes, ont rendu hommage à ces principes dans l'article 23... de leur traité où il est dit qu'il sera de suite soumis à l'approbation du Gouvernement, et jusqu'alors l'exécution même provisoire en sera suspendue... qu'il résulte des lois précitées : 1° Que le traité du 17 thermidor an VIII n'ayant jamais reçu l'approbation définitive du Gouvernement n'a pu être considéré que comme un traité provisoire et qui n'était point obligatoire de part et d'autre, jusqu'à ce qu'il eût reçu cette approbation ; — 2° Que le Ministre de l'Intérieur

1. Arch. départ. Octrois 2, exploit original de l'huissier.

était autorisé à rendre provisoirement, relativement à l'exécution de ce traité (des décisions) ayant le même caractère que celles que pourrait rendre le Gouvernement, il a pu également révoquer le même traité; — 3^o Que l'établissement des octrois ayant essentiellement pour objet de satisfaire aux besoins des hospices de la commune de Lyon, et d'après les principes du droit, une commune étant toujours considérée comme mineure dans tous les traités qu'elle souscrit, il était de la justice et de la sagesse de l'autorité administrative, de révoquer un traité qui présentait, eu égard au produit réel des octrois et aux offres qui sont faites par de nouvelles compagnies, une perte énormissime pour la Commune, et dont l'exécution, d'après les faits constatés par le Commissaire du Gouvernement, n'était point d'ailleurs conforme aux règles et aux conditions que le Ministre avait prescrites pour assurer la propriété de la commune; — 4^o Et enfin, qu'en admettant contre toute vraisemblance, que la révocation... eût donné ouverture à une réclamation quelconque contre la commune, elle ne pourrait pas être portée devant le tribunal civil d'arrondissement, puisque, s'agissant du mérite d'une décision émanée de l'autorité administrative, la connaissance ne peut pas en être dévolue à l'autorité judiciaire... le Conseil émet le vœu à ce que la Commune soit autorisée, par le Conseil de Préfecture, à proposer ses moyens de défense contre la demande qui lui a été formée par la Compagnie G. Ricard, le 27 thermidor, présent mois, et elle nomme, à cet effet, le citoyen Bertholon juriconsulte, l'un de ses membres, auquel elle donne pouvoir de faire choix d'un avoué et tous autres nécessaires ¹. »

Le 18 fructidor, an IX, le Conseil de Préfecture, consulté par le Préfet, admettait cette thèse : le bail de l'octroi étant un acte administratif, les contestations qui s'élèvent à son sujet ne sont pas de la compétence des tribunaux judiciaires ².

En même temps, la Régie faisait imprimer une lettre de protestation « aux Consuls ³ ».

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 103, 104.

2. *Arch. départ.* Octrois 2.

3. Cette brochure est antérieure au 3 fructidor, puisque le Ministre y fait déjà allusion à cette date : « Les régisseurs ont porté la confiance jusqu'à

« La Régie intéressée de l'Octroi de Lyon, confiée aux C. C. Ricard et C^{ie} implore la Justice du Gouvernement contre une intrigue ambitieuse qui depuis longtemps la poursuit, et la distrait des soins de son administration.

« Le but de cette intrigue n'est plus un mystère ; ses auteurs se croient assez forts pour l'avouer et pour renoncer aux détours dont ils s'étaient d'abord servis : ils veulent tout simplement qu'un coup d'autorité arbitraire dépouille en leur faveur la C^{ie} Ricard de l'administration qui lui fut confiée, et brise au gré de leur ambition, un contrat protégé par toutes les lois.

« La C^{ie} Ricard oppose avec confiance à ces espérances coupables, les services qu'elle a rendus, la foi des traités, la justice du Gouvernement.

« D'abord, il doit lui être permis de rappeler qu'elle est la seule C^{ie} qui, dans les circonstances difficiles où l'Octroi de Lyon fut établi, ait eu assez de dévouement et de courage pour venir au secours des Hospices et du Gouvernement.

« Le rétablissement des Octrois étoit sollicité à Lyon par la détresse des Hospices qui éprouvoient un déficit de près de 600.000 f., par l'indigence et le désespoir de leurs malheureux créanciers ; par des motifs pressans de salubrité et de sûreté publique ; en un mot par une multitude de besoins impérieux. Il s'agissoit de créer un domaine au faible vieillard, à l'orphelin malheureux, au militaire infirme, à la restauration d'une cité en ruines : quels devoirs plus touchants et plus nobles pouvoient enflammer le zèle des administrateurs !

« Mais la ville étoit ouverte sur tous les points de son immense étendue ; les montagnes et le fleuve qui lui servent de limite paraissent à peu près impossibles à garder ; un peuple aigri par de longs malheurs pouvoit se méprendre sur le but sacré de l'institution : ces obstacles et ces dangers parurent encore plus grands que les besoins et triomphèrent du courage et du zèle de toutes les administrations.

« La loi du 5 ventôse fut enfin promulguée ; des lettres pressantes du Ministre invitoient toutes les autorités à son exécution,

répandre dans le public, et adresser au premier Consul, un mémoire et des lettres pour l'inviter à protéger l'intérêt de leurs spéculations privées, contre les droits d'une ville dont la restauration et la prospérité sont constamment l'objet de sa sollicitude, et contre le vœu de son Conseil municipal. » (Cf. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 111 et ici même p. 176)

mais les administrations toujours effrayées des difficultés, en léguèrent le danger ainsi que la gloire au Préfet qui devait leur succéder... »

Le document rappelle ensuite que le Conseil municipal a proclamé que « les produits inespérés de l'Octroi sont dûs aux moyens intelligents qu'a déployés la Régie et aux frais qu'elle a faits, animée par les avantages que lui présentait son traité ».

Il ajoute que le Préfet, à qui la loi attribue la surveillance immédiate de la perception de l'Octroi, a désigné au Ministre l'Administration des Octrois de Lyon « comme l'une des plus actives, des plus solides, des plus honnêtes et des plus éclairées qui existent dans la République ».

Des éloges furent aussi adressés à la Régie pour l'ordre qui régnait dans la comptabilité.

« Mais le bien qu'a fait la Régie, et celui même qu'elle vouloit faire, a tourné contre elle ; ses succès ont appelé l'envie et excité la cupidité. Des spéculateurs avides ont fondu de tous les points de la République comme des oiseaux de proie sur l'établissement qu'elle a si bien administré et demandent ouvertement que le traité de la Régie soit immolé à leur ambition...

« Ce fut alors que l'on vit un agent du Ministre ¹, un commissaire de surveillance placé par lui près de la Régie, trahir ses fonctions et compromettre le Ministre qui l'avait envoyé, jusqu'à se mettre à la tête des ennemis d'un traité que le Gouvernement a souscrit, et dont l'exécution était essentiellement confiée à sa surveillance ; jusqu'à emboucher la trompette de la censure et de la calomnie pour le décrier ; jusqu'à se constituer dans une sorte d'insurrection morale contre le Gouvernement pour faire anéantir son ouvrage. Ce n'étoit pas là, sans doute, la mission que le Ministre lui avoit confiée. »

1. Le citoyen Chouly.

Le Ministre consulta le Conseil municipal, ce qui ne servit qu'à étendre le théâtre de l'intrigue. Pression énorme sur le Conseil, dont plusieurs membres se retirèrent ¹. Sous prétexte d'améliorer le système de perception, on réclame une régie simple, ou une régie mixte, pourvu qu'elle ne ressemblât pas trop à celle que le Gouvernement avait instituée.

« Des propositions qui, sous un Gouvernement réparateur, juste et tutélaire, mettent en doute le respect des transactions et font de la foi publique un problème, qui attaquent jusque dans ses premières bases les éléments du pacte social, de telles propositions sont jugées d'avance.

« L'homme social est propriétaire-né de sa pensée, de son patrimoine, du fruit de ses travaux et de son industrie ; les actes qui fixent et assurent sa propriété sont sacrés, et inviolables comme elle.

« La propriété, a dit un écrivain célèbre, est une. Si on lui porte atteinte en un seul point, on la dénature. Il en est d'elle comme de la rose de la pudeur, dont on ne peut ôter une feuille sans l'anéantir.

« Le Gouvernement, ou la Souveraineté mise en action, n'ont été institués que pour la protéger. Tous les hommes d'État qui se sont respectés eux-mêmes et dont les noms vivent honorés sous les pinceaux de l'histoire, ont employé leur Génie à mettre hors de toute atteinte les propriétés individuelles, sur lesquelles repose la paix publique, ils ont fait de la Loi qui les garantit le pivot sur lequel roule l'ordre social.

« Mais il n'y a ni paix, ni propriété, ni droit, ni Gouvernement, quand on se fait juge et exécuteur des jugements dans sa cause ; quand on invoque la force au lieu de la Loi dans les démêlés qu'on fait naître ; quand on tranche avec la raison de l'épée, les liens indissolubles qui naissent des contrats ; quand enfin, en

1. En effet, on vit le conseiller municipal La Fauvelière se retirer vers la fin de l'an IX. L'attitude ultérieure de La Fauvelière qui avait été remplacé par le citoyen Belz (*V. Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, séance du 6 messidor an IX, p. 93), montre qu'il nourrissait des sentiments hostiles à l'égard de Chouly (cf. p. 261).

vertu de ce qu'on appelle Lion, on prescrit à des êtres plus faibles d'adjurer au premier ordre leurs droits les plus incontes- tables.

« Un Gouvernement essentiellement protecteur ne donnera point l'exemple d'une injustice si impolitique ; toujours équitable lorsqu'il ne s'agit que de maintenir les contrats qui lient les Citoyens entre eux ; toujours généreux, lorsqu'au nom d'une grande nation, il descend à traiter avec des individus , sa générosité s'unira à sa justice, pour protéger un contrat dont le nom d'un *Bonaparte* fut le premier garant, qu'on attaque sans intérêt et sans prétexte ¹. »

Cette contre-offensive de la C^{ie} Ricard ne fit qu'aggraver la situation déjà très tendue. Gouvernement et Conseil municipal sont de moins en moins favorables à la Régie.

Le jour où lui est signifié l'exploit introductif d'instance, c'est-à-dire le 29 thermidor, le Conseil revient sur sa délibération du 24 à laquelle le Conseiller de préfecture Defarge répond ce même 29. L'assemblée désire que l'administration de l'octroi soit immédiatement retirée à la C^{ie} Ricard et demande :

« 1^o... que dans le jour, la totalité des fonds appartenant à la commune et provenant de l'Octroi soient versés dans la caisse du préposé aux recettes municipales ; — 2^e... qu'il soit usé de même à l'avenir pour toutes les recettes à faire, et qui doivent être versées par les receveurs particuliers des portes, tous les cinq jours dans la même caisse ; — 3^o... que la Mairie du Midi soit chargée de vérifier et apurer les comptes en recettes et dépenses de la Régie, se faire représenter et reconnaître toutes les pièces justificatives, pour ensuite, sur le tout, faire un rapport au Conseil ; — 4^o... que les directeurs et adjoints, présentés par le Conseil, entrent de suite en fonctions, pour administrer et surveiller, au nom de la commune, la perception de l'Octroi ; — 5^o que les pré-

1. Ricard (G.), *Aux Consuls. A Lyon de l'imprimerie d'Amable Leroy*, an 9.

sentes soient transmises de suite au citoyen Préfet, à l'effet de leur donner la plus prompte exécution, attendu qu'il s'agit de la conservation du patrimoine des pauvres de la commune¹. »

Or la préfecture n'accède que lentement au désir exprimé par l'assemblée. Le 3 fructidor, le conseiller Defarge décide bien que les recettes seront immédiatement versées dans la caisse communale, il nomme bien un directeur et un directeur-adjoint provisoire, mais il n'ôte pas à la Régie la direction de l'Octroi ; les deux fonctionnaires lui sont simplement adjoints avec mission d'assister aux délibérations et d'exercer une surveillance². Les citoyens nommés furent Lallemand et Cotton, ainsi que l'avait proposé le Conseil municipal dans sa séance du 24 thermidor an IX.

Le 3 fructidor, le ministre de l'Intérieur se prononce dans le même sens que le Conseil municipal. Il écrit au Préfet :

« ... Je suis informé, citoyen Préfet, que les régisseurs... ont élevé la prétention de prolonger leur existence administrative, au delà du terme fixé par mon arrêté du 8 thermidor dernier, portant révocation de la Régie intéressée, et qu'ils comptent sur l'autorité du Gouvernement pour défendre un traité que tous les principes désavouent. Ce traité n'est connu du Gouvernement que par les plaintes qu'il a excitées. Les régisseurs ont porté la confiance jusqu'à répandre dans le public, et adresser au Premier Consul, un mémoire et des lettres pour l'inviter à protéger l'intérêt de leurs spéculations privées... Si je n'avais pas formellement exigé, citoyen Préfet, que l'exercice de la Régie cessât immédiatement après mon arrêté d'abrogation, c'était dans la confiance que ma décision s'exécuterait sans bouleversement... Je rappelle et maintiens de nouveau, citoyen Préfet, tous les

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 110.

2. *Arch. départ*, arrêtés du Préfet, K. reg. 3.

ordres, toutes les instructions que j'ai donnés, au Commissaire près la Régie et aux Maires, pour conserver tous les droits de la ville dans les circonstances présentes. Je vous charge de les protéger de toute votre autorité ; mais l'opposition que ces mesures éprouvent de la part des régisseurs exigent qu'elles soient plus décisives, et d'autant plus encore que la responsabilité des régisseurs n'est garantie par aucun cautionnement, conformément aux principes sur les transactions de cette nature... Si les régisseurs refusent d'obéir à toutes les réquisitions... et si le Conseil municipal est convaincu qu'ils ne peuvent continuer d'administrer sans danger pour les droits de la ville de Lyon, vous ordonnerez que la Régie cesse toutes fonctions autres que celles qui auraient pour objet la reddition de ses comptes, et que l'Octroi soit perçu, durant cet état provisoire, en régie ordinaire, sous la direction immédiat du Commissaire et sous la surveillance des Magistrats municipaux... jusqu'à l'époque où la nouvelle régie entrera en activité ; les registres de la Compagnie Ricard seraient, à cet effet, clos et les scellés apposés partout où besoin serait. Ces actes conservatoires ne préjudicieraient en rien aux suites ultérieures que cette contestation pourrait avoir ; et si les régisseurs méconnaissaient les principes, au point de chercher à convertir en un objet de poursuites judiciaires une mesure de pure administration, vous sauriez... empêcher une telle irrégularité, et rappeler aux tribunaux leur incompétence en pareille matière. Je charge le Commissaire près la Régie de prendre vos ordres relativement aux instructions contenues dans ma présente lettre... (*signé*) Chaptal ¹. »

Le 8 fructidor, le conseiller Defarge prend un arrêté portant convocation extraordinaire du Conseil municipal pour douze jours consécutifs, et le neuf l'assemblée se réunit. Le citoyen Chouly est entendu.

La lettre ministérielle du 3 fructidor contenait des ordres qui sont bientôt exécutés.

Par une missive du 7 fructidor, les régisseurs avaient déclaré qu'ils ne pouvaient faire aucun acte d'administration et que leur traité ne pourrait recevoir qu'une exécu-

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I. p. 111.

tion purement passive tant que les lieux de leurs séances seraient occupés par les nouveaux agents nommés par le Préfet et que leur concours serait jugé indispensable. Les régisseurs avaient aussi déclaré qu'ils garderaient dans leur caisse 32.000 f. dont le versement dans la caisse du préposé de la commune avait été ordonné par le Préfet. Leur intention était enfin de continuer à faire verser les produits de l'octroi dans leur caisse, comme par le passé, sauf à en rendre compte à la fin de l'année de leur bail et à solder ce qu'ils pourront devoir à la commune.

Le Conseil : « Considérant que... les régisseurs n'ont donné aucune caution, et qu'aux termes des engagements qui les lient envers la commune, George Ricard, seul nommé, paraît seul soumis à l'action qu'elle pourrait exercer pour les sommes qui lui seraient dues par la Régie... qu'aux termes des citations formées par devant le tribunal d'arrondissement aux mains des trois divisions de la commune, les régisseurs réclament des indemnités qu'ils prétendent devoir être portées à 200.000 f., et qu'ainsi, il est de l'intérêt de la commune d'empêcher qu'ils ne gardent entre leurs mains, sous le prétexte de cette prétendue indemnité, les sommes à provenir de l'Octroi... que le Ministre, dans son arrêté du 8 thermidor et dans sa lettre du 3 fructidor, a annoncé que les abus, les vices de forme, la violation des principes administratifs concourraient également à en faire prononcer l'anéantissement... que, depuis l'arrêté du 8 thermidor, il a été dressé un procès-verbal duquel il résulte que la Régie ne tient aucun registre en règle pour les droits qu'elle perçoit sur les marchandises de transit, et qu'ainsi, se refusant à la surveillance des régisseurs établis par l'arrêté du Préfet en date du trois du présent, il est, dès lors, impossible de remédier à ses abus, de réparer les vices de forme, et de faire cesser la violation des principes administratifs dont la Régie est atteinte... que les observations dont le citoyen Chouly a fait lecture ne laissent aucun doute sur la nécessité de s'arrêter à la mesure indiquée par le Ministre, attendu le danger qu'il y aurait, pour l'intérêt de la commune, à laisser subsister plus longtemps la Régie dans l'état où elle est... émet le vœu... 1° que les régisseurs actuels cessent toute administration et qu'ils

ne puissent faire d'autres opérations que celles relatives à la confection de leurs comptes qu'ils sont dans le cas de rendre à la commune ; 2^o que les livres... soient clos et paraphés par le Juge de paix requis, en leur présence ou dûment appelés, et en celle du Commissaire du Gouvernement et du directeur provisoire ; 3^o qu'un inventaire sera fait, par ledit Juge de paix, de suite, de l'état de la caisse, des effets et argent donnés pour le cautionnement du transit, et, enfin, de tous les meubles et objets appartenant à la commune ; 4^o qu'à l'instant de la cessation des fonctions des régisseurs actuels, la Régie soit confiée au citoyen Lallemand, directeur nommé provisoirement sous la surveillance spéciale des adjoints des maires des trois divisions et de celle du Commissaire du Gouvernement, laquelle Régie, en conformité de la lettre du Ministère de l'Intérieur, se réglera d'après les lois des 27 frimaire et 5 ventôse an 8 ¹... »

A la suite de cette consultation le Conseil réitère donc sous forme plus pressante ses vœux précédents.

Dès le 7 fructidor an IX, le citoyen Lallemand, directeur provisoire, avait occupé les bureaux de la Régie ².

Par arrêté du 12 fructidor an IX, le conseiller Defarge retire finalement tout pouvoir à la Compagnie G. Ricard :

Les régisseurs cessent à dater de ce jour, toute administration. Tous les livres de la régie seront clos et paraphés par le juge de paix. Il sera fait par le même magistrat un inventaire des effets et argent consignés pour le cautionnement du transit et de tous les meubles et effets appartenant à la commune. La compagnie donnera dans le plus bref délai l'état général de ses recettes et dépenses et le compte général de sa gestion jusqu'à ce jour. En attendant qu'il soit statué sur le tout, les citoyens Charles Bodin,

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 113, 114.

2. Le citoyen Lallemand s'était présenté le six à la Régie et était entré en fonctions le sept (V. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 131, *in fine*).

banquier à Paris, André Bodin aîné, négociant à Lyon, Camille Pernon, manufacturier, Jacques Bossant, négociant, Ricard père, membre du Corps législatif et ex-régent de la Banque de France, Ricard fils aîné, négociant, Georges Ricard fils cadet, militaire, et Jean Guerre, ex-juge au tribunal de première instance, tous formant ladite Compagnie Georges Ricard, sont garants des sommes dont elle pourrait être redevable envers la commune, ainsi que de l'administration dont elle a été chargée. A dater de ce jour les citoyens Lallemand, Plouvy et La Fauvelière, régiront et administreront l'octroi pour le compte de la commune, sous la surveillance des adjoints aux maires des trois divisions et de celle du Commissaire du Gouvernement. La nouvelle régie prendra toutes les mesures nécessaires pour la conservation des intérêts de la commune ; dans ce passage d'une régie à une autre, elle ne pourra révoquer aucun employé actuel et en nommer de nouveaux qu'avec l'approbation du Préfet ¹.

Dès qu'elle eut pris connaissance de l'arrêté, la Régie fit faire opposition aux versements des recettes actuellement en caisse ².

Chouly donna immédiatement des ordres pour empêcher l'exécution de cette mesure ; les scellés furent apposés ³.

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 114, 115.

2. *Arch. départ.* Octrois 9.

3. Chouly, écrit, en effet, le 14 fructidor, au maire de la division du Nord : « ... les lettres journalières du préposé spécial m'annoncent qu'il n'a été fait aucun versement par les ex-régisseurs... ils viennent... de faire enlever, des bureaux des portes, une partie de la recette faite jusqu'au dix du courant et ont signifié aux receveurs particuliers, qui ont refusé de se prêter à cette manœuvre criminelle, un acte judiciaire pour leur empêcher d'effectuer aucun versement dans la caisse du préposé spécial de la ville. — J'ai donné les ordres nécessaires pour que les préposés ne donnent aucune suite à une pareille saisie... J'ai l'intention... de requérir dans la journée de demain, le juge de paix du lieu, pour qu'il se transporte avec moi chez le citoyen Bossant, caissier

Les régisseurs fermèrent alors le local de leurs délibérations pour en interdire l'accès aux directeurs municipaux¹.

La Compagnie Ricard voyant qu'elle ne pourrait triompher en intimidant ses adversaires, fit une tentative de conciliation. Elle offrit, le 27 fructidor², d'apporter des modifications à son traité : intégration des mesures partielles déjà prises, suppression de la taxe sur le charbon, réduction de 14 à 5 f. des droits sur les vins étrangers et l'eau-de-vie.

Mais la Régie ne se contentait pas de faire ces concessions, elle y ajoutait des propositions nouvelles : garantie annuelle de 850.000 f. en taxe principale — frais abonnés à 150.000 f. — remise des régisseurs fixée à 0 f. 025 par franc de recettes, remise qui ne sera perçue que sur les sommes excédant le million prévu aux articles 1 et 2 — construction des murs à sa charge et à titre de cautionnement avec remboursement sur la taxe additionnelle — enfin, abandon des 23.341 f. de frais qui lui sont contestés³.

Ces offres alléchantes furent repoussées par le Conseil municipal le 28 fructidor, parce qu'elles s'écartaient « des clauses et conditions du bref d'adjudication adopté par le Conseil et approuvé par le Préfet⁴... ».

Le règlement des comptes de la Compagnie Ricard se

et détenteur des deniers de l'octroi, à l'effet de faire à ce dernier sommation de représenter en caisse la totalité des fonds appartenant à la commune... A défaut par le citoyen Bossan d'y satisfaire sur le champ, je requerrai conformément aux ordres du ministre, l'apposition des scellés partout où besoin sera... » (Cf. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 115).

1. 17 fructidor (*Arch. départ. Octrois* 2).

2. *Arch. départ. Octrois* 2.

3. Ce sont les frais qu'entraîne l'augmentation du personnel. Cf. p. 203.

4. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 119.

fit les 9 brumaire et 4 frimaire an X¹, à l'exception d'une petite contestation portant sur le transit, contestation à laquelle il ne fut mis fin que le 9 thermidor².

Les quelques contestations qui s'élevèrent furent tranchées par un compromis³.

En levant la séance extraordinaire du 7 frimaire an X, le Conseil municipal tressa des couronnes au citoyen Chouly :

« Le Conseil déclare qu'il est satisfait et reconnaissant du zèle constant qu'a manifesté le citoyen Chouly pour les intérêts de la commune, ainsi que de l'activité et de l'intelligence qu'il a constamment développées dans l'exercice de ses fonctions, et pour lui en donner un juste témoignage, le Conseil invite son président à transmettre officiellement au citoyen Chouly l'extrait de la présente déclaration et du rapport qui l'a motivée⁴. »

§ 6. — LES RÉSULTATS OBTENUS SOUS LA RÉGIE RICARD

La révocation de la Compagnie Ricard pose une question de droit : le bail de la Compagnie Ricard était-il, de lui-même, révocable, en d'autres termes la Régie était-elle une régie provisoire — et deux questions de fait :

- 1° Y a-t-il eu dans la gestion de la compagnie des « abus et des irrégularités » susceptibles d'entraîner la révocation ?
- 2° La Régie Ricard fut-elle avantageuse pour la commune ?

Le problème juridique est aisé à résoudre.

Le bail de la Régie Ricard a été signé par le Préfet le

1. *Ibid.* p. 131 et sq. C'est à la séance extraordinaire du 8 brumaire an X que le Conseil municipal demanda « qu'il soit frappé un certain nombre de médailles, soit en or, soit en argent... en l'honneur du premier Consul, consacré à rappeler à la postérité l'époque mémorable de la pacification générale donnée au monde entier dans la première année du xix^e siècle... » (*Ibid.* p. 132).

2. *Ibid.*, p. 261.

3. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 261.

4. *Ibid.*, p. 142.

17 thermidor an VIII¹ et il a été approuvé par le Ministre de l'Intérieur².

Or, à cette date « le mode d'approbation des tarifs et règlements pour la perception des octrois municipaux » était régi par l'arrêté des Consuls du 13 thermidor an VIII. Cet arrêté avait été pris pour faciliter l'application de l'article 2 de la loi du 5 ventôse qui prescrivait aux conseils municipaux des villes où un octroi devait être établi, de « présenter dans deux mois les projets de tarif et de règlements convenables aux localités », afin que ceux-ci soient soumis à « l'approbation du Gouvernement ». Pour éviter les lenteurs les Consuls arrêtaient donc :

« ART. 1^{er}. — Le ministre de l'Intérieur approuvera les tarifs et les règlements présentés par les conseils municipaux avec les modifications qu'il jugera convenables...

« ART. 2. — Tous les mois, le Ministre présentera aux Consuls, qui prononceront définitivement, les tarifs et réglemens qu'il aura approuvés.

« ART. 3. — En attendant et provisoirement, l'autorisation du Ministre sera considérée comme décision du Gouvernement, en tout ce qui concerne, tant les octrois précédemment établis que ceux qui le seront par la suite³. »

Le texte est clair : l'approbation du ministre de l'Intérieur est provisoire, seule celle des Consuls est définitive. Le traité Ricard n'ayant jamais reçu l'approbation des Consuls⁴, n'a jamais été définitif. Son application n'était qu'une mesure toute provisoire.

1. Cf. p. 40.

2. Cf. p. 42.

3. *Recueil des Lois et Règlements*, p. 16.

4. Cela résulte : 1° de l'absence de tout arrêté à ce sujet dans la série AF^{IV}, cartons 18 à 16, des Archives nationales; 2° du témoignage de la régie elle-même, cf. p. 147; 3° du témoignage de Mayeuvre, p. 76.

A l'encontre de cette thèse, qui fut toujours celle du conseil municipal, la Régie était mal fondée à prétendre son traité définitif et irrévocable par sa nature aussi bien que par la loi.

« Il l'est par la Loi — disait-elle — puisque le Ministre qui l'approuva, étoit revêtu par un arrêté des Consuls, du 13 thermidor, du droit de l'approuver au nom du Gouvernement; le droit, la délégation faite au Ministre pouvoit être provisoire; un fondé de pouvoir peut être provisoire; mais tout ce qu'il fait pendant ses attributions provisoires est en soi-même définitif et parfait. »

« S'il est vrai, comme on le suppose, que le traité n'a pas été présenté à une approbation nouvelle du Gouvernement, cette circonstance viendrait à l'appui de notre observation; c'est précisément ce qui prouveroit que cette approbation existoit, en vertu d'une délégation spéciale, dans l'approbation du ministre, et qu'elle étoit parfaite ¹. »

Cette argumentation tombe d'elle-même devant le texte de l'arrêté du 3 thermidor. Et la Régie, sans doute mieux conseillée, ne l'a pas maintenue devant le tribunal de première instance ².

En droit, le bail étoit donc révocable. Il n'aurait même pas dû recevoir un commencement d'exécution ³.

Mais il n'est pas douteux que cette révocation causait un préjudice à la société Ricard et Cie qui pouvait réclamer une indemnité. Aussi bien étoit-ce l'essentiel des motifs sur lesquels elle fondait sa plainte en justice ⁴.

Le ministre de l'Intérieur l'avait compris. Son arrêté du 8 thermidor le prévoyait explicitement et c'est pour

1. Cf. p. 147. La Régie semble d'ailleurs avoir été de bonne foi. Cf. p. 78.

2. Cf. p. 168.

3. Cf. p. 170, art. 23 du traité.

4. Cf. p. 168.

justifier le refus de cette indemnité (art. 5) qu'il invoquait « les abus et irrégularités dans la perception ¹ ».

De son côté, le conseil municipal, qui n'était pas moins explicite, s'abritait derrière le « bénéfice immense » de la Régie².

Ceci nous incite à examiner les deux questions de fait qui se sont posées au début de ce chapitre : 1° Y a-t-il eu dans la gestion de la Compagnie, des abus et des irrégularités « susceptibles d'entraîner la révocation » ? 2° La régie Ricard fut-elle avantageuse pour la commune ?

L'arrêté du 8 thermidor an IX fait état du « compte de la commission nommée par le préfet le 8 germinal... », de « celui du Commissaire près de la Régie » et des « lettres et mémoires de la Régie ³ ».

Le compte de la commission du 8 germinal a été analysé et discuté plus haut ⁴.

Le compte du commissaire près de la Régie ne peut être que le rapport présenté au conseil le 16 prairial an IX et son état annexe ⁵.

Les lettres et mémoires de la régie désignent, en particulier, le mémoire remis au conseil le 29 prairial ⁶, mémoire que, par conséquent, le Ministre n'a pas dû beaucoup approfondir.

C'est dans ces documents qu'il a relevé les deux « irrégularités » qu'il impute à la Régie, l'une « ... dans la comptabilité, laquelle présente des quittances fictives, signées par des subordonnés sans caractère et sans remise de fonds⁷ ».

1. Cf. p. 162.

2. Cf. p. 170.

3. Cf. p. 162.

4. Cf. p. 123.

5. Cf. p. 134.

6. Cf. p. 139.

7. Cf. p. 162.

On reconnaît là l'une des accusations dont la commission du 8 germinal fut juge ¹.

Dans sa matérialité, le fait est incontestable, mais quelle est sa gravité ? La commission du 8 germinal ² ne lui en a reconnu aucune. Il en est de même d'une partie de la seconde « irrégularité », laquelle est ainsi formulée : « dans la teneur des registres, lesquels n'ont point été cotés et paraphés par l'officier public, contiennent des feuilles reconnues pour être intercalées et sont surchargées d'enregistrements faits à deux, trois, quatre et cinq mois de date de la perception. » Des surcharges d'enregistrement nous ne savons rien. Aucun procès-verbal, aucun texte, à notre connaissance, n'en fait mention ; chose plus surprenante, le citoyen Chouly ne les a relevées ni dans son rapport du 16 prairial, ni dans son état annexe.

Que des feuilles eussent été intercalées et non paraphées, c'était encore une des accusations examinées par la commission. Or, si elle avait effectivement souhaité qu'un fonctionnaire public paraphât les feuillets des registres, elle avait établi que la responsabilité des feuillets intercalés retombait sur les fonctionnaires de l'enregistrement et avait même à cette occasion loué « l'harmonie vraiment belle » de la comptabilité de la Régie ³. Le Tribunal de première instance avait abondé dans son sens ⁴.

Le préfet Verninac s'était déclaré « fixé » sur les discussions entre Chouly et la Régie ⁵.

La commission n'était pas la première à émettre le vœu que les feuillets des registres de recettes fussent para-

1. Cf. p. 123.

2. Cf. p. 127.

3. Cf. p. 126.

4. Cf. p. 127.

5. *Ibid.*

phés par un fonctionnaire public. Le 14 vendémiaire an IX, le maire de la Division du Midi était allé, sur l'invitation du Préfet, vérifier les registres des bureaux des barrières, et il avait déjà constaté que les feuillets n'étaient pas paraphés. Il avait demandé, lui aussi, que cette formalité fut désormais remplie, et que les registres achevés fussent apportés à la Mairie avant d'être entreposés au bureau général de l'octroi. Le Préfet n'avait tenu aucun compte de ce vœu et le maire n'en avait pas saisi le conseil ; c'était pourtant à eux qu'il appartenait de faire le nécessaire¹.

Enfin, lorsqu'on aura remarqué, que le conseil n'a pas porté une seule fois un blâme formel sur la gestion de la Régie — que l'un de ses membres, cependant enclin à la critique, rend hommage à l'ordre qui règne dans ses bureaux² — que Mayeuvre, au nom de l'Assemblée, reconnaît que la « tenue des registres », leur « contrôle matériel », tout annonce que l'esprit du négociant a présidé à cet établissement » — qu'il proclame que « soit par leur moralité connue, soit par le frein de l'honneur qui est toujours sous leurs pas » les régisseurs sont dignes d'administrer l'octroi « comme un bien de famille³ » — quand on le voit, plus tard, garder le silence le plus complet sur les accusations de Chouly dont le Ministre n'ose pas tenir compte, on s'étonne assurément de la faiblesse des motifs qui fondent l'arrêté de révocation.

Il serait, cependant, exagéré d'en conclure que la Régie Ricard était sans défaut.

Des critiques qui lui ont été adressées, deux paraissent justifiées.

1. *Arch. départ.* Octrois 6.

2. Cf. p. 80.

3. *Ibid.*

La première concerne le transit. On sait que cette partie de l'Administration fut l'objet d'une série de retouches, qui ne donnaient d'ailleurs pas encore toute satisfaction ; nous verrons qu'elle souleva encore des difficultés par la suite. Ce fut le point faible de la C^{ie} Ricard, et peut-être le seul où l'improvisation ait laissé des tares ineffaçables. Un procès-verbal établi par Chouly le 22 thermidor en apporte la preuve certaine ; il convient de le publier *in extenso* :

« Octroi de Lyon — Surveillance du Gouvernement — Liberté — Égalité — Lyon le 22 thermidor an IX de la République Française une et indivisible — Nous soussigné, Commissaire près de la Régie intéressée de l'Octroi municipal et de Bienfaisance de la Ville de Lyon, après nous être concerté avec les trois maires de cette ville, en exécution des ordres à nous adressés par le Ministre de l'Intérieur et contenus dans sa lettre en datte (*sic*) du 13 courant, nous sommes... transportés sur les une heure et demie de relevée, au bureau général de la Régie, rue Boissac, accompagné du citoyen Hodieu, secrétaire en chef de la Mairie du Midi, à ce délégué par le maire de laditte (*sic*) division, où étant arrivés. — Et n'ayant trouvé dans la salle ordinaire des séances de la Régie que le citoyen Plouvier Saint-Laurent, l'un des régisseurs adjoints, nous l'avons invité à faire prévenir les régisseurs pour être présents aux inspections et vérifications que nous nous proposons de faire. — Sur sa réponse que les Régisseurs, à l'exéption (*sic*) de lui, s'étoient tous retirés et qu'il lui seroit impossible pour le moment de les rassembler, nous l'avons invité à nous accompagner au bureau particulier du transit... nous sommes arrivés dans ce dernier bureau et avons demandé au citoyen Terrasse qui en est le chef, de nous faire con-

noître la situation présente du transit (*sic*). — Le citoyen Terrasse nous a répondu que le transit étoit de deux sortes, le premier ordinaire et le second à délai. Que le premier datoit de l'établissement même de l'octroi, et qu'il comprenoit tout le temps qui s'est écoulé depuis le cinq fructidor an huit jusqu'à ce jour. — Que le second n'avoit été établi qu'ensuite de l'arrêté du Préfet du 24 pluviôse an 9, commencé le premier ventôse suivant et avoit continué jusqu'à ce jour. — Interpellé par nous de représenter les différens registres... tenus pour l'un ou l'autre transit, le citoyen Terrasse nous a exhibé : 1^o pour le transit ordinaire trente quatre registres à souches, dont 33 entièrement remplis et le 34^e ne l'étant que jusqu'à la page 36, et s'arrêtant au 22 thermidor an 9, n^o 4906, article du citoyen Greppaud. Nous a déclaré en même temps le dit citoyen Terrasse que ces 34 registres contenoient toutes les permissions qui avoient pu être délivrées pour transit ordinaire et qu'il n'existoit aucun registre de sortie, attendu qu'elles se trouvoient insérées au bas de chaque feuille. Les seconds registres qui nous ont été représentés et qui ont pour but l'inscription pour transit à délai, sont ceux d'entrée au nombre de huit, dont sept entièrement remplis et le 8^e seulement commencé et s'arrêtant au 22 thermidor an 9, page 16, n^o 1428, article du citoyen Pupier... Les registres de sortie pour le même transit à délai sont au nombre de douze, dont onze entièrement remplis et le 12^e commencé et s'arrêtant au 22 thermidor an 9, n^o 2170, page 38, article du citoyen La Fauvelière... Sur la déclaration du dit citoyen Terrasse qu'il n'existoit aucun autre registre pour transit, nous lui avons observé qu'il étoit impossible avec les trois registres qu'il nous exhiboit de pouvoir comparer le nombre et la quantité des objets entrés avec le nombre de ceux sortis. Que dès

lors il devenoit impossible à toute personne chargée d'une vérification quelconque, de connoître si les sommes présentées par la Régie, comme étant acquises à la commune pour droit de consignation non réclamé, n'étoient point inférieures à celles qui devroient lui revenir de droit, d'après le nombre et la nature des objets entrés. Ce à quoi ledit Terrasse a répondu qu'il n'avoit jamais eu ordre de tenir aucun autre registre, et que la comparaison entre l'entrée et la sortie, que demandoit le Commissaire du Gouvernement, ne pourroit être établie que par un récollement de toutes les feuilles délivrées depuis l'établissement du transit jusqu'à ce jour, ce qui seroit l'objet d'un travail infiniment long, et que, même ce travail achevé, il ne répondoit pas qu'il fût possible d'établir une juste balance entre l'entrée et la sortie, attendu que par défaut de jauge plusieurs objets entrés pour transit à délai étoient ressortis pour une quantité supérieure à celle pour laquelle ils étoient entrés. — A lui demandé, si les différents objets entrés ou sortis par transit, n'étoient pas inscrits sur les registres particuliers de chaque porte, et si la comparaison des registres du Bureau général de la Régie avec ceux de chaque porte, ne pouvoit offrir le résultat qu'on cherchait à connaître. — A répondu que les receveurs particuliers des portes, n'étant point chargés de la perception du droit pour objets en transit, il étoit possible que quelques articles eussent été omis d'y être inscrits. — Sur la demande qui lui a été faite par nous : 1^o de fournir un état détaillé du nombre, de la quantité et de la nature des marchandises qui étant entrées par transit à délai, ont consigné le droit et sont présentement en dépôt dans l'intérieur de la ville; 2^o de déclarer quelles sommes pouvoient être présentement dans sa caisse pour cet objet ; 3^o à combien pouvoit se porter le montant

des sommes qui ayant été consignées pour transit n'avoient point été réclamées à délai fixé. — Nous a répondu : 1^o qu'avec un peu de tems il lui seroit possible de fournir l'état exact des marchandises entrées par transit et présentement en dépôt dans la ville, et qu'en ce moment même, il s'occupoit de la formation de cet état — 2^o que les sommes étant présentement en portefeuille ou dans sa caisse, s'élevoient en traites, ou lettres de change à environ quatre vingt dix mille livres cy... 90.000 f. En écus à environ cinq mille livres, cy... 5.000 f. En tout 95.000 f. — 3^o que dans cette somme étoit comprise celle de trois mille quatre vingt douze francs, qui revenoit à la Régie et à la commune pour objets non réclamés après délai fixé. — Sur l'observation que nous avons faite audit citoyen Terrasse de nous faire connaître comment il étoit possible que sans aucun registre de recette, ni d'enregistrement il pût nous fournir les trois notes dont il vient d'être fait mention. — Nous a répondu que pour sa règle à lui particulière il tenoit un mauvais brouillard, lequel il nous a représenté et auquel il nous a déclaré qu'il étoit impossible que nous puissions rien comprendre. — Sur ce que nous lui avons fait remarquer que faisant pour le transit les fonctions de receveur de l'octroi, il eût dû d'après les loix avoir un registre particulier de recette timbré, et suivre les formalités établies et prescrites pour la comptabilité des receveurs. — Nous a répondu, que les Régisseurs de l'octroi ne lui avoient jamais donné l'ordre d'avoir aucun registre timbré ou non, et qu'il avoit en tout, quand (*sic*) à sa partie, suivi ponctuellement les ordres qui lui avoient été donnés par ses supérieurs ¹... »

1. Arch. départ. Octrois 2.

Au conseil municipal Chouly commentera ainsi ce texte :

« Il importe de mettre fin aux vices qui existent dans le mode actuel d'administration. Sans retracer au Conseil les abus nombreux dont il a eu connaissance, je me bornerai à lui rappeler le procès-verbal fait le 22 thermidor dans le bureau le plus important de l'octroi, celui du transit : Il résulte des déclarations faites par le citoyen Terrasse, chef de ce bureau, que le désordre est tel qu'il est impossible de comparer les boissons entrées avec celles sorties ou vendues ; enfin c'est au point qu'on n'y peut rien comprendre, ce sont les expressions mêmes du chef de ce bureau et de l'un des régisseurs consignées dans le procès-verbal mis sous les yeux du conseil ¹. »

Il suffit de se reporter au texte même du procès-verbal pour s'apercevoir que le citoyen Chouly travestit quelque peu la pensée du citoyen Terrasse. Néanmoins il ressort nettement de ce texte que l'absence de tout registre de sortie pour le transit ordinaire rendait les vérifications très difficiles, que la tenue des deux registres du transit à délai n'était pas une garantie suffisante et que la Régie ne semblait pas s'être rendu compte que le bureau du transit nécessitait deux catégories de livres : l'une destinée à constater les entrées et sorties de marchandises et à établir le nombre de marchandises séjournant en transit dans la ville, l'autre à tenir lieu de livre de caisse.

La seconde critique qui mérite d'être retenue concerne l'importance de la fraude sous la régie Ricard. On a vu que jusqu'à la fin de brumaire la fraude des bouchers s'est exercée à main armée et en plein jour avec une audace

1. Notes sur l'exécution de l'arrêté du Ministre postérieures au 3 fructidor an IX et antérieures au 1^{er} vendémiaire an X. *Arch. mun.* D. 1.

inouïe ; elle avait d'ailleurs pour elle l'opinion publique ¹.

A la fin de frimaire la fraude sur l'alcool a dû être, de l'aveu même de la Compagnie Ricard, considérable puisque, sur 1.000 ânées auxquelles la Régie estime la consommation lyonnaise, elle n'a perçu en trois mois que les droits afférents à 129 ânées ².

La Régie prit des mesures intelligentes et énergiques en réduisant le 6 pluviôse les droits sur l'eau-de-vie ³, et en augmentant son personnel ⁴.

Nous n'avons plus dès lors de documents nous renseignant directement sur la fraude. Le 16 prairial Chouly la déclare « énorme », et reproche à la Régie l'absence de murs d'enceinte⁵. Le 26 prairial la commission de l'octroi du conseil municipal assure « qu'une fraude active existe et paralyse la recette » ⁶. Il est vrai que c'est la première fois que le conseil porte ce jugement et qu'il contredit ainsi son opinion antérieure ⁷. Sans doute se laisse-t-il impressionner par le citoyen Chouly.

Néanmoins, la question mérite l'examen.

La Régie répond qu'ayant le choix entre une enceinte provisoire et une garde extraordinaire elle a choisi cette dernière et elle semble convaincue que la fraude est réduite à des proportions minimales puisqu'elle objecte, entre autres, qu'à Rouen, où l'on compte 90.000 habitants, la consommation constatée d'animaux est la moitié de celle de Lyon ⁸.

1. Cf. p. 58.

2. Cf. p. 60.

3. Cf. p. 61.

4. Cf. p. 145.

5. Cf. p. 137.

6. Cf. p. 153.

7. Cf. pp. 78 et 80.

8. Cf. p. 144.

Si l'on veut porter un jugement équitable, on en est réduit à comparer les recettes de la régie Ricard avec les recettes des régies suivantes.

Le tarif appliqué sous la C^{ie} Ricard restera en vigueur jusqu'au 1^{er} vendémiaire an XII¹. On peut donc mettre en parallèle les résultats obtenus *en taxe principale* sous la régie Ricard, aux résultats de la première année de la régie Dareste et Isnard.

Du 5 fructidor an VIII au 7 fructidor an IX, la régie Ricard a reçu en taxe principale : 984.628 f. 40 c 1/2², tandis que la régie Dareste et Isnard a reçu du 1^{er} germinal an X au 30 ventôse an XI : 1.240.561 f. 27 c. ³, soit, en plus, 255.932 f. 86 1/2.

Cependant l'exercice an X — an XI ne passe pas pour avoir été l'un des plus prospères; l'année est « notoirement connue pour ingrate », la gelée, le 27 et 28 floréal an X, a compromis les vendanges⁴, le vin est très cher⁵. La clôture de la ville n'existe pas plus que sous la régie Ricard⁶, mais la régie Dareste bénéficie d'une période de paix et la garnison de la ville est assez considérable⁷. Au contraire, si la situation économique de Lyon va s'améliorant sans cesse depuis les premiers mois de la régie Ricard, il semble qu'elle ne fera des progrès décisifs qu'après la conclusion du traité de Lunéville, c'est-à-dire à partir de la fin de pluviôse an IX.

1. Cf. p. 386. Nous ne tenons pas compte des variations de tarifs qui ont eu lieu au début de la Régie Ricard (Cf. p. 60). Les moins-values inévitables au début de l'entreprise doivent compenser, et au delà, les suppléments de recettes qu'elles ont pu lui procurer.

2. *Cons. mun. P.-V. des séances*, p. 138 et *Arch. départ.* Octrois 8.

3. Cf. p. 426.

4. *Almanach de Lyon an XI*, p. LXXVIII.

5. *Ibid.*, p. 5.

6. Cf. p. 396.

7. Cf. p. 429 et s.

A cette date, le 22, le préfet Verninac eut l'occasion de dresser un tableau de la situation économique de Lyon, lors du 4^e conseil d'administration tenu dans cette ville par le « citoyen Najac, conseiller d'État en mission dans la 19^e division militaire, en exécution de l'arrêté des Consuls du 28 nivôse an IX ¹ ».

Verninac aurait dû parler en toute franchise. Le conseiller Najac n'avait-il pas ouvert la séance en ces termes : « Vous pouvez, citoyens préfets, vous livrer ici à la plus entière confiance. Le procès-verbal de cette séance, qui va devenir intéressante sous tant de rapports, ne passera de mes mains que dans celles du premier Consul. Je vous en donne l'assurance de sa part ».

Verninac n'a pas abusé de la liberté qui lui était accordée. Son rapport ne compromet personne. Un optimisme officiel l'anime. Mais pouvait-on attendre autre chose d'un préfet qu'on invitait, en somme, à dresser le bilan de son administration ?

Même en faisant la part de l'exagération la situation de Lyon s'est certainement améliorée depuis l'an VIII.

Le nombre des métiers à soie se serait élevé de 4 ou 5.000 ² à 7.000 ³, la chapellerie occuperait 1.500 ouvriers — elle en occupait 8.000 en 1789.

1. Le procès-verbal est dans *Arch. nat.* AFIV 1022, p. 8. Un extrait de ce procès-verbal avec quelques additions a été fait par Najac lui-même (*ibid.*, p. 4) et publié dans Rocquain : *La France au 18 brumaire*, p. 298. Il eût été préférable de publier le texte original.

2. Cf. p. 51.

3. Le texte du procès-verbal qui reproduit le rapport de Verninac dit 7.000. L'extrait fait par Najac dit 5.000. Est-ce une erreur de Najac ? — est-ce une correction aux vues trop optimistes, à son sens, du préfet Verninac ? — C'est le seul chiffre de Verninac que Najac ait corrigé, mais il tient compte en d'autres passages d'autres sources de renseignements, des vœux du Conseil municipal, et de ses propres constatations. Cf. p. 51, n. 1. En tout cas ce n'est pas une simple faute de copie car Najac marque bien que le chiffre des métiers est inférieur de 4.335 à celui de 1788 alors que Verninac disait 2.335. Si Najac avait raison la situation de la soierie serait restée stationnaire.

Mais ce ne sont là que les prodromes d'une véritable reprise économique. Un mois plus tôt, le 6 nivôse, un conseiller municipal gémissait encore de voir les manufactures sans travail et le commerce en stagnation ¹. Mayeuvre le 15 pluviôse se lamentait sur l'anéantissement de l'industrie de la filature d'or et d'argent « dont les artisans dispersés par le siège avaient porté le secret à Saint-Pétersbourg, Berlin, Leipzig, Turin, Milan et Constantinople... voilà l'un des effets de ce siège qu'un comité de salut public a regardé comme un de ses plus beaux triomphes et qui, par ses suites funestes, peut être regardé comme une seconde révocation de l'édit de Nantes ² ».

L'augmentation du nombre des métiers à soie, elle-même, doit être récente, car Mayeuvre note que la guerre d'Italie entrave la reprise du travail : les soies indigènes, dit-il, ne fournissaient en 1789 que le quart de la consommation lyonnaise, et le surplus venait surtout du Piémont ³. La *description du département du Rhône* de Verninac confirme entièrement cette affirmation : en 1789, il se consomme en France environ 12.000 balles de soie par an, dont 9.000 à Lyon, et 3.000 à Saint-Étienne ; 3.500 viennent de France, 7.500 d'Italie, 1.000 de la Chine et du Levant, en l'an IX Lyon a consommé environ 4.000 balles, Saint-Étienne 1.500, la France en a fourni 2.500, l'Italie 3.000 seulement ⁴.

Bref, l'an IX — et c'est bien là l'impression qui se dégage de tous les discours et rapports officiels — permet tous les espoirs mais il est moins fécond en réalisations.

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 51.

2. *Ibid.*, p. 64.

3. *Ibid.*, p. 69.

4. p. 68. Ces chiffres contredisent absolument l'affirmation de Dégli en l'an XI : Lyon ne consomme que des soies françaises. Cf. Charléty (S.), *La vie économique*, p. 374.

Seule peut-être, l'épicerie lyonnaise avait profité des circonstances. La guerre maritime avait favorisé le trafic par terre, le chiffre d'affaires des épiciers était passé de 12.000.000 en 1789 à 20 ou 25.

Aussi la population semble-t-elle être restée sensiblement stationnaire pendant les six premiers mois de l'an IX. En l'an VIII une statistique officielle l'évalue à 88.000 âmes¹. C'est encore ce chiffre que donne Verninac le 22 pluviôse an IX, et quelques semaines plus tôt il n'envisageait l'augmentation de la population qui rendrait à Lyon les 40.000 âmes qu'elle a perdues, que comme « une simple hypothèse ² ».

En l'an XI, au contraire, Lyon commence à entrer dans une période de renaissance. Au début de l'année on comptait 10.334 métiers à soie en activité, la chapellerie occupait de 2.500 à 3.000 ouvriers. La population est évaluée par l'administration de l'octroi à 95.000 habitants ³.

Enfin, il ne faut pas oublier que les premiers mois de l'octroi ont été nécessairement plus creux à cause des provisions que les habitants ont pu faire et de la rapidité de la mise en route. Or ces premiers mois auraient dû être préci-

1. Voici le détail : Don du Nord 31.467 ; Don de l'Ouest : 17.334 ; Don du Midi : 40.118, total : 88.919. Avec les trois faubourgs (Vaize, la Croix-Rousse et la Guillotière) qui sont en dehors des limites de l'octroi, on obtient : 101.423 (*Arch. nat.* F⁷⁰, 376). Verninac dit : plus de 100.000 avec les faubourgs. Chouly le 16 prairial (*Arch. départ.* Octrois 6) prétend que la population lyonnaise est déjà à cette date de 95 000 habitants et que « l'annuaire officiel de Lyon » en donne même 102.167. C'est une bétise de Chouly, il suffit de comparer le chiffre de 102.167 à celui de 101.423 pour constater que « l'annuaire de Lyon » compte les faubourgs. Les deux chiffres sont sensiblement égaux et il est par conséquent impossible que la population de la ville elle-même ait augmenté de 11.000 habitants. On se demande d'ailleurs ce qu'est cet annuaire officiel et l'on n'ose croire, tant la bétise serait forte, qu'il s'agisse de l'*Almanach* cité plus bas !

2. Cf. p. 85. *L'Almanach de Lyon*, an XI, publié au début de l'année, donne encore : 88.919 habitants (p. 63). Mais il se sert évidemment du recensement de l'an VIII.

3. Cf. p. 433.

ETAT COMPARATIF DES PRODUITS DE L'OCTROI¹

EXERCICE de la	DÉSIGNATION DES MOIS	PRODUIT DE LA TAXE		TOTAL de la recette.
		principale,	additionnelle.	
		AN IX		
Régie George (sic) Ricard.	Vendémiaire	84.589,42 7/12	9.061,81 1/2	93.651,24 1/12
	Brunaire.	129.950,93 3/4	15.952,84 3/4	145.903,78 1/2
	Frimaire.	111.315,19 5/6	13.816,97 5/12	125.132,17 1/4
	Nivôse.	79.110,17 3/4	9.820,76 5/12	88.930,94 1/6
	Pluviôse.	76.697,73 11/12	9.446,07 7/12	86.143,81 1/2
	Ventôse	79.794,55 5/12	9.584,91 1/4	89.379,46 2/3
	Germinal.	78.494,03 1/6	9.387,99 1/2	87.882,02 2/3
	Floréal.	86.159,58 5/12	10.251,97 3/4	96.411,56 1/6
	Prairial	79.312,73 1/2	8.976,46	88.289,19 1/2
	Messidor.	72.154,01 5/6	8.304,91 1/3	80.458,93 1/6
	Thermidor.	75.942,49 1/2	8.552,26	84.494,75 1/2
	Fructidor et jours complémentaires.	92.664,64 1/2	10.518,73 3/4	103.183,38 1/4
Régie provi- soire.	Totaux.	1.046.185,54 1/6	123.675,73 1/4	1.169.861,27 5/12

EXERCICE de la	DÉSIGNATION des mois.	PRODUIT EN		TOTAL de la recette.	DIFFÉRENCE EN		OBSERVATIONS
		principal.	additionnel.		plus.	moins.	
Régie provi- soire.	Vend..	96.663,98 1/4	10.840,31 3/4	107.504,30	13.853,05 11/12	»	Le déficit ci- contre a été oc- casonné par le déformement des eaux et des gla- ces.
	Brum..	147.780,41 5/12	18.940,63 3/4	166.731,05 1/6	20.827,26 2/3	»	
	Frim..	95.141,97 5/6	12.138,98 1/2	107.280,96 1/3	»	»	
	Niv..	86.615,41 7/12	10.581,86 1/2	97.197,28 1/12	8.266,32 11/12	17 851,20 11/12	
	Pluv..	112.147,98 3/4	14.022, » 3/4	126.169,99 1/2	40.026,18		
	Vent..	91.624,44 5/12	11.403,33 1/4	103.027,77 2/3	13.648,31		
Régie actuelle.	Germ..	100.602,39 1/4	12.004,43 1/4	112.606,82 1/2	24.724,79 5/6	815,05 1/2	Les vignes ayant été gelées sur la fin de flo- réal les produits de l'octroi ont diminué (<i>sic</i>) sensiblement.
	Flor..	94.455,59 1/4	11.248,05 3/4	105.703,65	9.292,08 5/6		
	Prair..	78.718,12 1/4	8.756,01 3/4	87.494,14	»		
	Mess..	72.561,50 2/3	8.061,83 1/2	80.623,34 1/6	164,41		
	Therm..	84.947,55 1/6	8.879,47 1/2	93.827,2 2/3	9.332,27 1/6		
	Fruc. et comp.						

Résumé de la bonnification des cinq mois à compter du 1^{er} germinal jusqu'au 30 thermidor
dernier, savoir :

Germinal.	24.724,79 5/6
Floréal.	9.292,08 5/6
Pririal (<i>sic</i>).	»
Messidor.	164,41
Thermidor.	9.332,27 1/6
A déduire le déficit du mois de prairial	43.513,56 5/6
Il reste net en bonnification	815,05 1/2
	42.698,51 1/3

1. Arch. départ. Octrois 5. Cf. pièce justificative n° 3 où les chiffres de l'an X diffèrent sensiblement. Le tableau de la pièce jus-
tificative est postérieur.

sément parmi les plus productifs, puisque c'est l'époque des vendanges ¹.

Ainsi fructidor an VIII n'a produit que 51.957 f. ² alors qu'il produit : 92.664 f. en l'an IX ³, 111.032 f. 45 en l'an X ⁴, 119.235 f. 68 en l'an XI ⁵.

On ne peut tenir rigueur de cette différence à la C^{ie} Ricard, on peut donc estimer que la différence entre l'exercice fructidor an VIII — fructidor an IX et l'exercice germinal an X — ventôse an XI, ne dépasse guère, toutes choses égales d'ailleurs, 200.000 f.

La régie simple de la ville ayant duré du 12 fructidor an IX au 1^{er} germinal an X, on peut négliger le mois de fructidor et comparer les résultats obtenus par la régie Ricard pendant le semestre vendémiaire — ventôse an IX et les résultats obtenus pendant le même temps par la régie simple et par la régie Dareste.

En ce qui concerne la régie simple, le travail a été fait par Chouly lui-même dans l'état ci-dessus (p. 198 et 199).

D'après ce tableau, la régie Ricard a produit pendant les six mois de vendémiaire à ventôse . . . 561.458 f. 03

La régie simple 629.974 f. 22 1/4

La régie Dareste enfin 699.083 f. 42

La régie Ricard a donc perçu 68.000 f. de moins que la régie simple et 138.000 f. de moins que la régie Dareste. Mais, là encore, il faut tenir compte de l'accroissement de la population dont l'effet a dû se faire sentir dès l'an X. On ne peut donc attribuer uniquement à la contrebande la

1. Cf. p. 438.

2. Cf. p. 81.

3. Cf. p. 198. Le relevé mensuel conservé dans *Arch. départ.* Octrois 12, donne 92.798.

4. Cf. pièce justificative n° 3.

5. *Ibid.*

faiblesse relative des recettes de la régie Ricard. L'existence de la fraude n'est pas niable, mais elle ne semble encore ni très bien organisée, ni beaucoup plus active que sous les autres régies. C'est assurément lui reconnaître une importance considérable, puisqu'en l'an XII le Directeur de la comptabilité communale, Français de Nantes, l'estimait à 25 p. 100. Mais, si l'on considère le chiffre élevé qu'ont atteint alors les recettes, on est tenté de croire que — du moins tant que la ville ne sera pas close entièrement de murs, et que la législation relative aux vérifications des bagages n'aura pas été modifiée — le chiffre de 25 p. 100, si fort soit-il, n'est peut-être pas très éloigné du minimum auquel une régie, même active, doit se résigner¹. Il faut enfin tenir compte des conditions très difficiles dans lesquelles naquit la Régie. Les incidents qui ont marqué les six premiers mois de l'octroi montrent bien qu'il n'était pas populaire. Or, à peine cette effervescence était-elle calmée qu'arrivait de Paris un « Commissaire du Gouvernement » qui allait semer l'anarchie parmi les employés et déconsidérer l'administration aux yeux du public. Il y avait là de quoi encourager la fraude et paralyser sa répression. Déjà, le 6 germinal an IX, l'honnête Sain-Rousset reconnaissait que depuis les délibérations du Conseil municipal, dans sa session de frimaire-nivôse an IX, « les produits de l'octroi avaient journallement décliné ² ».

Que sera-ce lorsque l'opinion comprendra que la Régie est condamnée par le Commissaire du Gouvernement, et que toute l'énergie des régisseurs sera détournée de la bonne gestion de la Régie par leur lutte contre Chouly ?

1. Cf. p. 401.

2. Lettre à Chouly. *Arch. départ.* Octrois 7.

Aussi bien le Conseil municipal n'a-t-il jamais attaché d'importance aux griefs tirés de la mauvaise administration de la Régie. Pour lui, ce qui légitimait la révocation sans indemnité c'était son bénéfice « immense ».

Les recettes totales de la Régie du 5 fructidor an VIII au 7 fructidor an IX s'élevèrent à ¹ :

Produit de la taxe principale.	984.628 f. 40	2/24	
— — additionnelle	116.321 f. 08	10/24	
Supplément des recettes pendant les sept premiers jours de fructidor.	505 f. 69	16/24	
	1.101.455 f. 18	4/24	1.101.455 f. 18 4/24
Produit des consignations pour le transit.	52.324 f. 69	18/24	
Moitié des amendes et confiscations	5.702 f. 50	18/24	
	58.027 f. 20	12/24	58.027 f. 20 12/24
Total.	1.159.482 f. 38	16/24	

La remise allouée à la Régie s'éleva à 309.675 f. 22 c. 4 /24 calculée de la façon suivante :

Taxe principale	1.030.855 f. 99	4/12 ²
Somme garantie par le traité.	200.000 f.	
Frais abonnés.	91.505 f. 55	6/12
	291.505 f. 55	6/12
Somme sujette à remise	739.350 f. 43	10/12
1/10 sur les premiers . . .	50.000 f.	= 5.000 f.
1/5 sur les seconds. . . .	50.000 f.	= 10.000 f.
1/4 sur les premiers . . .	100.000 f.	= 25.000 f.
1/2 sur	539.350 f. 43	10/12 = 269.675 f. 22 5/12
	739.350 f. 43	10/12 = 309.675 f. 22 5/12

1. V. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 133.

2. La remise ne porte que sur la taxe principale et sur les 7/8 des consignations (1/8 de celles-ci est considéré comme faisant partie de la taxe additionnelle). Ou donne donc 984.628 f. 40 1/2 + 45.784 f. 11 3/12 + 443 f. 48 = 1.030.855 f. 99 4/12 (V. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I; p. 136). La Régie trouvait par erreur 1.031 183 f. 13 11/12 (*Arch. départ. Octrois* 8).

La Régie a appliqué strictement le bail et a refusé de réduire à 25 p. 100 sa remise au-dessus d'un million, comme elle l'avait accepté ¹.

Diverses dépenses, frais de premier établissement consistant en matériel et se montant à.	10.142 f. 75 9/12
incombaient encore à la commune. En outre la Régie Ricard réclamait :	
Pour achat de roulottes, d'échoppes et location de bureaux extérieurs	2.329 f. 77 6/12
Pour la construction de murs et pataches	48.275 f. 18
Pour frais de garde extraordinaire	30.166 f. 66 8/12
Pour augmentation d'employés causée par la création par le Préfet de deux nouveaux bureaux de recette, deux de contrôle et un de service de rivière, et augmentation d'autres employés sur l'ordre du Commissaire du Gouvernement.	23.341 f. 66 8/12
Pour les appointements du Commissaire du Gouvernement et de ses secrétaires.	3.749 f. 99
Pour frais de logement « de l'Administrateur, du Directeur, du Régisseur et du secrétaire en chef »	7.524 f. 84
Pour frais de procédure et divers	845 f. 26 6/12
	126.376 f. 14 1/12 ²

La commune refusa d'accepter avant expertise les 48.275 f. 18 de frais de construction sous prétexte que cette dépense avait été faite sans l'agrément des maires³ ; elle mit à la charge de la Régie les 3.749 f. 99 d'appointements de Chouly et de ses secrétaires prétendant qu'ils remplaçaient les trois directeurs prévus au traité⁴ — ce qui n'était pas tout à fait exact puisque deux de ces directeurs demeuraient comme régisseurs-adjoints ; elle rejeta encore les 23.341 f. 66. 2/3 demandés pour création de postes comme faisant partie des frais prévus dans les 91.000 f.

1. Cf. pp. 87, 89, 90.

2. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 138. Nous avons résumé et parfois précisé ce tableau.

3. *Ibid.*, p. 134.

4. *Ibid.*, p. 135. Voir notre § 103, p. 3.

abonnés¹. Enfin, elle n'accepta que 3.708 f., prix du loyer du siège de la Régie, au lieu des 7.524 f. 84 réclamés pour logement des régisseurs². La Régie accepta ultérieurement ces réductions, moyennant quoi la commune l'autorisa à percevoir la remise de 50 p. 100 qu'elle demandait sur la recette excédant 1.000.000 f.

Ces réductions ramenaient les frais à la charge de la commune à la somme de .	126.376 f. 14 2/24
Moins	30.908 f. 46 16/24
	<u>95.467 f. 67 10/24</u>

La commune a touché sur la Régie Ricard.	1.159.482 f. 38 16/24
Moins :	
Remise.	309.675 f. 22 5/24
Frais alloués. . . .	91.505 f. 55 12/24
Frais ci-dessus . .	<u>95.467 f. 67 10/24</u>
	496.648 f. 45 3/24
	<u>496.648 f. 45 2/24</u>
	662.833 f. 93 14/24

Le 7 frimaire, l'apurement définitif des comptes du transit, et des amendes vint ajouter à cette somme un supplément de 9.207 f. 12 19/24, ce qui porte le total à 672.041 f. 06 9/24.

Une somme de 48.275 f. 18 reste en litige.

Les frais alloués à la Régie et ses remises (309.675 f. 22 4/24 + 91.505 f. 55 12/24 + 30.000 f. de frais de garde) s'élèvent à environ 37 p. 100 de la recette brute.

Pour comprendre combien le traité était désavantageux pour la commune, il suffit de calculer les remises que la régie Ricard aurait perçues en l'an XI et en l'an XII et de les comparer aux sommes revenant ces années-là aux régisseurs et à la ville.

La première année de la Régie Dareste a produit une recette totale de 1.385.677 f. 90 dont 1.240.561 f. 27 en

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 135.

2. *Ibid.*

taxe principale sujette à remise. Il faut mettre à part 240.561 f. 27 sur lesquels la Régie n'aurait perçu que 25 p. 100 suivant l'arrêté du 1^{er} ventôse an IX ¹.

Il reste un million 500.000 f. garantis par le traité et 91.000 f. représentant les frais abonnés, ce qui fait une somme de 591.000 f. à retrancher d'un million. La somme sujette à remise s'élève à 409.000 f.

1/10 sur les premiers	50.000 f.	=	5.000 f.
1/5 sur les seconds.	50.000 f.	=	10.000 f.
1/4 sur les premiers	100.000 f.	=	25.000 f.
1/2 sur	209.000 f.	=	104.500 f.
	<u>409.000 f.</u>		<u>144.500 f.</u>
1/4 sur	240.561 f. 27	=	60.140 f. 30
Remise			<u>204 640 f. 30</u>

La Commune n'aurait reçu que 1.385.677 f. 90 dont il faut retrancher 204.640 f. 30 + 91.000 f. + 20.000 (frais de garde) ² + 32.446 f. 35 (pain blanc des troupes) = 348.086 f. 65, ce qui donne finalement 1.037.591 f. 25.

Or, il est tombé dans les caisses cette année là 1.181.980 f., mais il est vrai que le régisseur y a perdu.

Quant aux frais et remises de la Régie Ricard, ils n'auraient plus atteint que 22 p. 100.

Appliqués à la seconde année de la Régie Dareste, ces mêmes calculs donnent les résultats suivants :

La recette totale se monte à 2.105.087 f. 36 et la taxe principale à 1.398.381 f. 93.

Remises sur 1.000.000.	144.500 f.
Remise du 1/4 sur 398.381 f. 93	<u>99.595 f. 45</u>
Remise totale	<u>244.095 f. 45</u>
Remise de 5 p. 100 sur les deux taxes supplémen- taires égales à 539. 619 f.	<u>26.980 f. 45</u>
Total	<u>271.075 f. 90</u>

1. Cf. p. 90.

2. Cf. p. 44, les frais de garde diminuent de 5.000 f. par an, or l'an XI-XII aurait été la troisième année.

La Commune aurait reçu 2.105.087 f. 36 moins 457.949 f. 08 (271.075 f. 90, plus 91.000 f. de frais abonnés, plus 15.000 f. de frais de garde, plus 90.873 f. 18, pour le pain blanc des troupes), soit 1.647.138 f. 28.

Or, elle a reçu 1.726.589 f. 47.

Les frais et remises de la C^{ie} Ricard auraient diminué encore et seraient tombés à 17 p. 100. Les bénéfices et frais de la Régie Dareste n'atteignent que 13 p. 100.

Ces calculs font bien apparaître le vice du traité : la somme garantie est trop faible et le régisseur est autorisé à prendre trop tôt son bénéfice. Le taux des remises allouées au régisseur n'est pas excessif ; celui qui sera accordé à la Régie Dareste est bien supérieur, mais les remises ne seront prélevées qu'au dessus de 1.131.000 ¹.

On aurait d'ailleurs tort de considérer qu'en face des 672.040 f. touchés par la ville en l'an IX, les 309.675 f. 22 4/24 de remise de la Régie Ricard fussent du bénéfice net.

Sans parler des 30.908 f. 49 de frais que la Commune a refusé de prendre à sa charge et qui, pour une part, correspondent bien à des suppléments de dépenses, les 91.000 f. de frais abonnés étaient bien insuffisants pour couvrir les frais de l'exploitation.

Les renseignements que la Régie fournissait au Préfet le 29 pluviôse établissaient que ses frais réels d'exploitation s'élevaient à 203.300 f ². Et en prairial elle prétendra qu'il faut les estimer à 211.000 f ³. Ces chiffres n'ont rien d'exagéré.

Pendant les sept mois de son exercice la Régie directe

1. Cf. p. 274.

2. Cf. p. 86.

3. 91.000 + 120.000 Cf. p. 145.

dépensa 126.497 f. 17 7/12¹ sur lesquels 3.167 f. 45 seuls auraient été sous la Régie Ricard au compte de la ville². Ce sont 123.329 f. 72 7/12 de dépenses pour sept mois, soit 17.618 f. par mois. A ce taux, les dépenses de la Régie Ricard auraient dû être de 211.416 f., et le Conseil lui-même accepta plus tard d'abonner les dépenses de la nouvelle Régie à 200.000 f. par an.

Cela ramènerait donc les bénéfices réels de la Régie à quelque 200.000 f. Ce qui fait encore, il est vrai, pour une recette d'un peu plus d'un million, 20 p. 100 de bénéfice³.

On ne peut que souscrire à la sagacité du jugement de Sain-Rousset qui regrettait, le 12 thermidor an XII, que l'on n'ait pas apporté lors de la création de l'octroi « plus d'attention appliquée à pressentir la valeur réelle des droits qu'on donnait à exploiter ; une Régie expérimentale paroissoit convenable pour les premiers temps ; et on avoit souscrit un traité à long terme et ce traité étoit onéreux⁴ ».

Telle était déjà d'ailleurs la pensée du Conseil le 19 frimaire an IX⁵.

Si onéreux qu'il fût, ce traité avait cependant rendu à la ville de Lyon le plus urgent des services.

On a vu plus haut la triste situation financière de la ville en l'an VIII⁶. Son budget annuel est très difficile à établir avant l'an XI, époque où la comptabilité communale commence à subir l'impulsion de Français de Nantes.

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 260.

2. Loyers 3.106 f. 15 et frais de procédure 61 f. 30 (*Ibid.*).

3. Il ne faut pas oublier que ces bénéfices auraient beaucoup déchu les années suivantes. Voir les calculs de la Régie elle-même, p. 145.

4. *Arch. nat. F^o II*, Rhône 12.

5. Cf. p. 76 et sq.

6. Cf. p. 27.

Pour l'an IX, on en est réduit à glaner dans les procès-verbaux du Conseil les éléments épars d'un budget.

Il semble que les dépenses furent les suivantes :

Maîtres d'écoles primaires	20.000 f. ¹
Secours aux indigents	30.000 f. ²
Hospices	542.380 f. ³
Police	108.618 f. 64 ⁴
Dépenses des mairies	45.000 f. ⁵
Travaux publics	251.959 f. ⁶
Soupes économiques à la Rumfort	3.000 f. ⁷
Total	<u>1.000.957 f. 64</u>

A peu de chose près, c'est tout le montant des évaluations de la commission chargée de l'examen des dépenses⁸.

En face de ces dépenses, le calcul des recettes indépendantes de l'octroi est aisé :

1° 1/8 des patentes	45.000 f.
2° 0 fr. 05 par franc sur la contribution foncière	38.800 f.
3° 0 f. 05 par franc sur la contribution mobilière	12.500 f.
4° Produit des concessions, locations, droits et taxes perçus par le commissaire général de police	<u>11.656 f. 12</u>
	107.956 f. 12

Ou, suivant certains calculs, 109.656 f. 12.

On attendait de l'octroi près de 900.000 f.

Sur cette somme, les dépenses d'assistance auxquelles il devait originairement faire face ne s'élevaient qu'à 572.380 f.

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 15.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, pp. 38 et 43.

4. *Ibid.*, p. 48.

5. *Ibid.*, p. 50.

6. *Ibid.*, pp. 32, 37 et 58.

7. *Ibid.*, pp. 59-60. Soupes populaires aux légumes cuits inventées par le philanthrope munichois Rumford, Cf. CHARLÉTY (S.). *La vie économique*, p. 378.

8. *Ibid.*, p. 20 (évaluation à la somme approximative de 1.100.000 f.).

Il semble que, grisés par les heureux résultats des premiers mois de la Régie, les Conseillers municipaux se soient un peu hâtés de voter des dépenses qu'on présentait isolées à leur approbation.

L'octroi, en l'an IX, leur a apporté : 672.041 f. 06 dont il faut déduire : 51.957 f. produits de fructidor an VIII, soit donc 620.084 f. 06 auxquels il faut ajouter les recettes de la régie simple du 8 fructidor au 5^e j. c. an IX, c'est-à-dire : 103.183 f. 38 1/4, moins la recette du 1^{er} au 7 comprise dans le compte précédent et qui s'élève à 39.057 f. 32 1/4¹, ce qui fait donc : 64.126 f. 06, moins 16.500 f. de frais pour ce même mois², soit : 47.626, 06.

La recette nette est donc de 667.710 f. 12.

Les dépenses d'assistance une fois couvertes, il restait donc à la commune un peu moins de 100.000 f. La balance réelle de ses comptes s'élevaient à :

Dépenses	1.000.957 f. 64	
Recettes :		
Impôts directs et taxes	108.256 f. 12	
Octroi	667.710 f. 12	
	775.966 f. 24	775.966 f. 24
Le déficit est de		224.991 f. 40

cette situation n'est pas très brillante et l'on s'aperçut que les Conseillers avaient trop présumé des produits d'un octroi qui dépassait cependant de 100.000 f. les dépenses pour lesquelles il avait été créé.

Le déficit ci-dessus est d'ailleurs théorique. Beaucoup de dépenses n'ont été votées qu'au cours de l'an IX :

1. Cf. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 260.

2. *Ibid*, p. 137. Fructidor = 14.134 f. 84 1/6, mais il y a les 5 j. c.

c'est le cas des 251.959 f. affectés aux Travaux publics et à la sûreté qui furent votées le 5 nivôse ¹. Ces travaux n'avaient pas tous la même urgence et ne se firent pas en un jour. On en retrouve en effet, la plus grande partie au budget de l'an X ². Du moins purent-ils être commencés. L'aisance que les produits de l'octroi ont apporté au budget de l'an IX était appréciée avec justice le 26 ventôse, dans une lettre du Préfet au Ministre de l'Intérieur, qui peut servir de conclusion à cet exposé ³.

Le Préfet énumère les dépenses indispensables auxquelles l'octroi va permettre de faire face : 542.000 f ⁴. pour les hospices, 15.000 f. de secours à domicile ⁵ ; 70.000 f. d'éclairage ⁶ ; 87.998 f. de dépenses administratives ⁷ ; 40.178 f. pour les Mairies ⁸. A la date du 26 ventôse, dit-il, tous les services sont à jour et voici les espérances pour l'avenir : « L'inquiétude publique m'avait désigné l'état de dégradation des digues, qui arrêtent les épanchements du Rhône et la stagnation des eaux et des immondices qui en résulte au retour de l'été, comme une cause prochaine d'inondations dangereuses et de maladies épidémiques, les quais magnifiques de la cité offrent les traces d'un siège cruel et les signes d'une longue incurie, la plupart des fontaines sont sans eau, le pavé des rues est presque impraticable, d'un autre côté, la ville n'a pas un seul établissement public d'instruction primaire ⁹. » Sans

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 58.

2. *Ibid.*, p. 193, etc.

3. *Arch. départ. Octrois* 6.

4. Cf. p. 208.

5. Cf. *Ibid.*, et *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 15.

6. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 57.

7. Sans doute de police, v. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 48.

8. Cf. p. 208.

9. Comparer *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 54 et p. 15.

avoir eu besoin de recourir à un emprunt, le Préfet a pu, dit-il, affecter des sommes aux digues de la Tête d'Or et des Cordeliers, sur le Rhône, au pavé, aux écoles primaires, et les travaux vont commencer. Ainsi, dès la première année de l'octroi « de bienfaisance », ses recettes constituent la part la plus considérable du budget communal et sont détournées de leur affectation primitive.

Du point de vue économique il y a peu de renseignements à tirer de la Régie Ricard. Nous n'avons pas pour cette Régie d'états mensuels relevant à la fois les recettes et les quantités de denrées correspondantes. Ce n'est qu'exceptionnellement qu'on peut rencontrer des indications de ce genre.

Nous savons qu'en vendémiaire an IX, il est entré : 11.195 ânées de vin de France, 726 bœufs, 10.930 moutons, brebis ou chèvres, 1.904 moules de bois, 9.258 quintaux de foin, 33.946 bennes de charbon de terre ¹.

Ces quantités sont inférieures à celles des mois de vendémiaire an X, an XI et an XII ². Mais l'état qui relève ces chiffres signale que la crue des rivières a arrêté la navigation pendant une partie de ce mois. Cependant on notera que la rentrée des vins est considérée par la Régie comme assez abondante, puisqu'elle explique que la « rareté des vins de l'année dernière a fait rechercher les nouveaux ».

Or, en l'an X, vendémiaire a fourni 13.186 ânées; en l'an XI : 18.784 hectolitres; en l'an XII : 16.752 hectolitres ³. Le peu d'importance de ce chiffre tint-il à la fraude ou à la faiblesse relative de la population ? On ne peut que renvoyer aux considérations générales développées plus haut.

1. Arch. départ. Octrois 6.

2. Cf. pièce justificative, n° 3.

3. On rappelle que pour l'octroi l'ânée = 1 hectolitre.

En floréal on a eu :

11.142 ânées de vin, 834 bœufs, 7.355 moutons, 443 3/4 moules de bois, 6.325 quintaux de foin ¹.

En messidor :

8.625 ânées de vin, 698 bœufs, 7.774 moutons, 1.222 1/2 moules de bois, 11.148 quintaux de foin ².

Ces chiffres continuent à être, en général, inférieurs à ceux des années suivantes, surtout pour les vins. La même incertitude subsiste sur la cause de ce déficit.

Les mois les plus actifs, comme on le voit, sont brumaire (octobre-novembre), frimaire (novembre-décembre), floréal (avril-mai) et vendémiaire (février-mars).

Les mois les plus faibles sont : germinal (mars-avril), pluviôse (janvier-février), thermidor (juillet-août), messidor (juin-juillet), et naturellement le premier mois, fructidor, qui ne peut entrer en ligne de compte.

Ces résultats sont à peu près conformes à ce que montrera l'expérience des régies suivantes, savoir que l'époque des gros approvisionnements est l'automne et l'hiver de septembre à février ³; et l'époque la plus faible, l'été de fin mai à la mi-août ⁴. Seuls dérogent à cette loi : floréal et pluviôse. La faiblesse exceptionnelle de pluviôse est remarquable. Elle coïncide avec une recette du mois de nivôse relativement inférieure à celle de nivôse an XI et an XII

En l'an IX, nivôse est le septième mois quant à l'importance des recettes : il est le troisième ou le quatrième en l'an XI et en l'an XII. Or cette période coïncide avec la campagne d'hiver de 1800-1801 qui commença le 22 no-

1. Arch. départ. Octrois 9.

2. Ibid.

3. Cf. p. 437.

4. Cf. p. 438.

vembre (1^{er} frimaire) et s'acheva, en Allemagne le 25 décembre (3 nivôse), mais en Italie seulement les 15 janvier et le 16 février 1801 (25 nivôse et 29 pluviôse)¹, frimaire n'a pas été affecté.

Inversement, c'est peut-être à la paix que floréal doit sa recette exceptionnelle.

Malgré cela, cet examen montre bien que les bienfaits de la paix ne se sont que peu fait sentir sur la fin de la Régie Ricard, puisque thermidor et messidor sont encore, comme tous les ans, des mois de dépression. On ne peut donc dire que la paix a donné aux dépenses de la population lyonnaise un brusque coup de fouet².

Lorsque, sur les instances du Ministre, le Préfet se décida à rétablir l'octroi de Lyon, la population s'y montrait encore hostile et prenait volontiers parti pour les fraudeurs. Mais, obéissant au mouvement général des esprits qui poussait le corps législatif à la restauration des impôts indirects, l'aristocratie de négoce et de robe à qui le Gouvernement confiait de nouveau le sort de la cité, semble se rallier rapidement au principe du nouvel impôt. La nécessité de réparer les ruines qui déshonorent la ville lui en fait vivement sentir le besoin, le titre d'octroi « de bienfaisance » émeut sa « sensibilité » et lève ses dernières objections : « C'est à la bienfaisance et à l'humanité qu'il appartiendra d'adoucir le sort de cette classe intéressante qui, dénuée de moyens, fournit cependant à la taxe par ses consommations ; elles atteindront ce but, en reversant avec

1. PARISSET (G). *Le Consulat*, p. 43 et sq.

2. Notons 1^o que nous ignorons tout du transit; 2^o que nous ne pouvons estimer la répercussion de l'octroi sur les prix. Le 22 frimaire an IX, un conseiller se plaint que l'octroi ait provoqué leur hausse. Nous ne savons rien de plus. (Cf. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 16. Voir aussi p. 51.)

usure sur cette classe une partie du produit qu'elle aura concouru à former¹ » déclare, au nom du Conseil, le citoyen Mayeuivre. Certains, parmi le haut commerce, regardent l'octroi avec des yeux moins désintéressés et, lorsque l'expérience aura montré les profits qu'on en peut tirer, il ne manquera point de capitalistes pour en convoiter la régie. C'est déjà parmi eux que se recrutent les membres de la Compagnie Ricard qui, la première, osa tenter l'aventure.

L'organisation qu'elle mit sur pied avec la collaboration du Préfet avait de grands mérites : on avait sagement exclu des taxes les matériaux et les soies indispensables au relèvement de la cité, on en avait écarté les grains et les farines ; les denrées taxées étaient cependant d'une consommation suffisamment courante pour permettre de grosses recettes : vin, alcool, viande, bois, fourrages, mais les articles de première nécessité ne payaient que des taxes relativement faibles : le vin payait moitié moins que l'alcool. L'emplacement des bureaux était bien choisi, le système de perception ingénieux. Les régies suivantes n'eurent qu'à effectuer quelques retouches insignifiantes. Seule la réglementation du transit à délai souleva de légitimes protestations et fut toujours médiocre. Les résultats financiers dépassèrent donc toutes les prévisions, la fraude fut contenue dans des limites que l'absence de clôture empêchait peut-être de rendre plus étroites. Néanmoins le bail de la Régie présentait deux points faibles : il avait été traité de gré à gré sans appel à la concurrence ; les recettes avaient été estimées au-dessous de leur valeur réelle et les bénéfices des régisseurs étaient, de ce fait,

1. Cf. p. 79.

considérables. Ce fut l'origine des attaques sous lesquelles succomba la Régie.

Le Préfet la défendit : elle était son œuvre ; il se posa en médiateur entre elle et ses adversaires. Le Conseil municipal montra une certaine considération pour une société composée de concitoyens influents et estimés, il se refusa à formuler un blâme sur leur gestion. D'abord tenu en bride par les instructions ministérielles, il se borna à réclamer une diminution des bénéfices de la Régie, mais lorsque le Ministre lui eût permis son franc-parler, il attaqua les bases mêmes du contrat et mit en lumière les deux vices essentiels d'un traité conclu en dehors de lui. Alors qu'en 1790 l'ancien échevinage se montrait violemment hostile à la mise en ferme de l'octroi et décidait une gestion directe, le Conseil de l'an VIII opte résolument pour la ferme et condamne absolument la régie directe ; elle lui paraît peu productive, « dénuée du plus grand excitateur qui est l'intérêt du régisseur satisfait par la progression des produits », la régie intéressée n'est pour lui qu'un compromis auquel il se résigne si telle est la volonté du Gouvernement.

Il est intraitable sur la nécessité d'une adjudication publique.

Le Conseil n'ayant pu émettre son avis qu'avec l'autorisation du Ministre, c'est donc l'attitude de celui-ci, et celle de son représentant le citoyen Chouly, qui ont, en fin de compte, décidé du sort de la Régie.

S'il est facile de constater que cette attitude est hostile, les motifs de cette hostilité sont moins évidents.

Le bail a été approuvé par Lucien Bonaparte en fructidor an VIII. Le 16 brumaire an IX, Lucien Bonaparte est nommé ambassadeur en Espagne et le 1^{er} pluviôse, Chap-

tal lui succède au ministère de l'Intérieur¹. C'est à lui qu'incombera la tâche de soumettre le bail Ricard à l'approbation définitive des Consuls. Or, quand il arrive au Ministère, le bail n'est déjà plus intact, le Conseil municipal le 15 nivôse a demandé des modifications, le rapport de sa commission contient des critiques. On peut donc supposer que c'est autant pour se renseigner sur la situation de la Régie que pour donner plus d'homogénéité à l'administration, que Chaptal envoie Chouly à Lyon en qualité de Directeur.

L'attitude de Chouly est claire : implacable hostilité envers la Régie ; les motifs en sont plus obscurs. La Régie l'a accusé de vouloir frayer la route à « des compagnies qu'il a formées ² » ; or l'un des successeurs de la Régie fut le citoyen Delaval, et l'âme damnée de Chouly, le citoyen Lafite-Pelleporc, est un de ses associés. Chouly semble avoir quelque lien avec le citoyen Scipion Mourgues, secrétaire général du ministère de l'Intérieur ; or la candidature de Delaval a été imposée au Conseil municipal par le Ministère. On entrevoit donc la possibilité d'une intrigue. Mais, d'autre part, Chouly ne fit rien, en apparence, pour soutenir Delaval, lorsque celui-ci fut en difficulté. A-t-il jugé la situation de Delaval irrémédiablement compromise et l'a-t-il abandonné ? Nos soupçons sont-ils sans fondement ? La même incertitude planera sur l'intégrité de Chouly lors des difficultés rencontrées par la régie Dareste et Isnard.

Mais d'autres motifs plus honorables ont sans nul doute aidé à la révocation de la Régie.

Ce n'est que par une loi du 29 germinal an XII, que les tarifs des octrois sont soumis au Conseil d'État avant leur

1. Arch. nat. AF^{IV}, 25, pl. 135, 16 brumaire et 29, pl. 161, 1 pluviôse.

2. Cf. p. 140.

approbation définitive. Mais dès sa création le Conseil d'État se comporte comme l'auxiliaire des Consuls et le guide des Ministres; toutes les grandes affaires lui passent sous les yeux. A la section de l'Intérieur du Conseil d'État se trouvait, depuis le 5^e jour complémentaire de l'an VIII, le citoyen Français de Nantes. Né à Beaurepaire (Isère) le 17 janvier 1756, avocat et directeur des Douanes à Nantes, il avait été élu député de la Loire-Inférieure à l'Assemblée législative, puis président de cette Assemblée; plus tard membre du Directoire du département de l'Isère (7 nivôse an II-1^{er} ventôse an III), il fut destitué comme trop jacobin. Bonaparte l'avait fait, le 11 ventôse an VIII, préfet de la Charente-Inférieure, puis l'avait appelé au Conseil d'État. Spécialiste de la comptabilité communale et des impôts indirects, il devint plus tard directeur de la Régie des droits réunis ¹.

Il appartient à cette génération où Napoléon sut choisir tant de grands fonctionnaires et dont M. G. Hanotaux a pu dire : « il y avait en elle un tel besoin d'ordre, de raison, de tenue et disons tant de bonne volonté morale pour dissiper l'atmosphère empestée du Directoire, que l'on trouvait par masses les hommes disposés à sacrifier tout, même les plus nobles rêves, « l'idéologie », la « métaphysique », les « principes », à cette nécessité reconnue urgente. Pour accomplir l'œuvre nationale qui va devenir, par eux, une œuvre européenne, l'équipe principale et vraiment française tira à plein collier. Beaucoup d'entre eux sont des survivants des administrations royales et la seule liste de leurs noms prouve à quel point Napoléon sut remplir son programme de « rattacher le passé au présent ». Nom-

1. RIFFATERRE. *Le mouvement antijacobin*, t. I, p. 456 et *Arch. nat.* AF^{IV}, 8, pl. 33, 11 ventôse et 21, pl. 115, 5^e jour complémentaire.

breux aussi sont les révolutionnaires assagis ; et ce ne sont pas les moins bons : ils ont passé par des heures affreuses ; pour rien au monde, ils ne voudraient y retomber ¹. »

Étant, suivant ses propres paroles, « le seul au Conseil d'État qui ait exercé une direction des cinq grosses fermes, durant quatorze ans, depuis 1778 jusqu'en 1790, dans la ville de Nantes ² », Français s'est attaché, pour sa part, à la restauration des impôts indirects. Il prétend le 7 pluviôse an XII avoir établi « les premiers octrois qui aient existé en France ³ » et il est certain que dès son entrée au Conseil d'État, il eut à s'en occuper. Il nous apprend lui-même, que le bail de l'Octroi de Paris, signé le 4 brumaire an IX, passa au Conseil d'État « le troisième jour de son entrée au département des Communes » et qu'il « fut seul à la section de l'Intérieur » à s'opposer à sa passation ⁴. Or le motif qui poussait Français de Nantes à rejeter le bail de l'octroi de Paris s'appliquait aussi à l'octroi de Lyon. Le bail parisien avait été traité de gré à gré entre le Préfet de la Seine et la Société Dallarde, Parthon et C^{ie} qui offrait de se substituer au citoyen Dussap, emprisonné pour escroquerie, dans l'exécution du bail consenti à Dussap, le 6 thermidor an VIII. Ce premier bail, qui établissait une régie intéressée dont la Régie Ricard s'était inspirée, avait été, lui aussi, traité de gré à gré entre le Préfet et le régisseur ⁵. Et c'était là ce que Français de Nantes ne pouvait admettre : « je m'opposai, dit-il, à la passation du bail, non parce qu'il était désavantageux, je

1. *Revue des Deux Mondes*, 95^e année (15 mars 1925), p. 347.

2. *Arch. nat.* AF^{IV}, 1078, p. 81.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, p. 58.

5. *Ibid.*, pp. 60, 61.

n'avois pas pu encore m'en assurer, mais parce qu'on le passoit contre toutes les règles de l'ancienne et de la nouvelle administration communale, sans avoir prévenu le public qu'on recevrait les offres de tous les hommes solvables qui voudroient enchérir. Ce fut le seul motif à mon opposition ».

Le bail de Lyon ayant été passé dans les mêmes conditions, il n'est pas douteux qu'il ne se soit heurté à l'hostilité de Français de Nantes lorsqu'il passa, comme il est probable, devant la section de l'Intérieur du Conseil d'État.

Le motif invoqué par Français de Nantes était valable. Le Conseil municipal s'y ralliait. Le Ministre de l'Intérieur donne l'impression de ne pas oser l'avouer. Son arrêté de résiliation du 8 thermidor n'en souffle mot, ce n'est qu'un mois plus tard, le 18 fructidor qu'il se décidera enfin à affirmer que le bail de la Compagnie Ricard a été résilié, outre les autres mauvaises raisons sur lesquelles il a cru pouvoir se fonder, « parce qu'il n'était consacré par aucune des lois relatives aux transactions qui ont pour objet la perception des deniers publics ¹ ».

Craignait-il de désavouer Lucien Bonaparte, qui avait approuvé le bail ? voulait-il surtout éviter de verser une indemnité à la Compagnie Ricard ?

Quoi qu'il en fût, il semble maintenant que Chouly était venu à Lyon, plutôt pour trouver des motifs de résiliation que pour faire exécuter le traité.

Cela n'exclut pas, d'ailleurs, que des intrigues aient pu se nouer autour de l'octroi et qu'il y ait participé, mais sa conduite peut s'expliquer sans cela.

La Régie Ricard a donc été victime de l'incohérence qui

1. Cf. p. 239, n° 4.

caractérise, en l'an VIII et en l'an IX, la restauration des octrois. Des événements analogues se sont produits à Paris. Si nous étions mieux renseignés sur l'histoire de tous les octrois municipaux, nous en trouverions certainement d'autres exemples. Le Ministre de l'Intérieur n'a pas encore de doctrine, les pouvoirs locaux ne se font pas encore une idée précise de la valeur des recettes. On procède, non pas au hasard, mais sans plan arrêté, par retouches successives. Cependant déjà s'affirme l'influence d'un spécialiste de l'ancien régime : l'ex-directeur des Douanes, Français de Nantes, qui paraît avoir des principes certains et saura les faire prévaloir.

CHAPITRE III

LA RÉGIE DELAVAL

En envoyant au Préfet l'arrêté qui révoquait le traité de la Compagnie George Ricard, le Ministre l'invitait à convoquer le Conseil municipal pour établir le bref d'adjudication d'une nouvelle régie intéressée.

La perception de l'Octroi serait mise en adjudication dans la première décade de fructidor, pour les premières enchères, et dans la seconde décade, pour les enchères définitives ¹.

Le Conseil se réunit le 24 thermidor an IX, en séance extraordinaire et le cahier des charges fut arrêté le 29.

L'assemblée procède avec une rapidité qui ne doit pas surprendre si l'on songe qu'elle avait déjà fixé les principes du nouveau bref ².

Le citoyen Sain-Rousset fit, à la séance du 29 fructidor an IX, un historique de la rédaction du bref et exposa les réflexions qui avaient guidé le Conseil.

« L'effet de la discussion fut de vous persuader que la concurrence élevée entre les intérêts individuels dans une enchère libre et loyale, est la plus efficace garantie que puisse avoir l'intérêt public : vous aperçûtes que la ferme présente un mode d'exploitation simple et productif ; que c'est le seul qui permet

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 99.

2. Cf. p. 157 et *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 87 (séance du 27 prairial an IX).

de laisser à la concurrence toute sa latitude, et que c'est encore celui qui se prête à repousser avec plus d'efficacité, le contretemps épineux que présente la demande en compte de clerc à maître.

« Cependant vous ne méconnûtes pas qu'il existait des motifs très concluants pour juger comme prématuré l'établissement d'une ferme ; vous pressentîtes que ces motifs pourroient paraître décisifs au Ministre, et surtout s'ils se liaient dans son esprit à des vues générales sur les autres octrois de la République... vous votâtes pour la ferme, dont vous présentâtes un projet, et subsidiairement vous crûtes devoir fournir le plan d'une régie intéressée.

« Votre projet de ferme a pu présenter la simplicité de conditions à laquelle se prête ce système... Votre plan de régie devoit être nécessairement plus compliqué : vous avez dû organiser une surveillance communale, vous avez dû prévoir et chercher à prévenir l'inconvénient de ces enchères inconsidérées ou astucieuses qui conduisent à l'écueil du compte de clerc à maître, l'écueil fatal qui transforme une régie intéressée en régie simple et qui peut donner... le résultat de l'espèce d'établissement connue pour la plus féconde en abus et la plus stérile en produits... Vous assimiliez l'exploitation de l'octroi par une régie intéressée, à la manutention d'un commerce pour lequel un capitaliste fournit le fonds, et un associé gérant l'industrie ; vous compariez cette exploitation à la culture d'un bien rural que le propriétaire fournit au colon qui doit le fertiliser ; vous vous disiez : dans ces deux espèces de contrat, les concédant fonds n'ont pas seulement égard à la solvabilité, ils étudient surtout et la capacité qui doit faire fructifier, et la fidélité qui rendra compte des produits... vous pensiez : nous sommes les tuteurs des droits communaux ; le sentiment de la paternité est celui qui doit nous guider, et si chacun de nous sent qu'il se refuseroit à se lier d'intérêt avec des individus qui lui seroient inconnus, chacun de nous doit sentir qu'il ne peut concourir à faire admettre des inconnus pour les associés de la commune ¹. »

Le cahier des charges reflète ces préoccupations dans les clauses principales ².

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 121.

2. Trente articles forment le bref d'adjudication et le cahier des clauses et charges proprement dit. Six articles sont relatifs aux exceptions proposées aux

La perception de l'octroi sera donnée aux enchères en régie intéressée, pour le temps déterminé de quatre années qui commenceront à courir le 1^{er} vendémiaire an X. L'adjudication sera faite publiquement à la bougie éteinte par le Préfet, assisté des maires et adjoints, et en présence des membres du Conseil municipal. Une première adjudication provisoire aura lieu le 9 fructidor à 3 heures de relevée ; l'adjudication en définitive sera donnée le 19 fructidor à la même heure.

Les citoyens désireux de concourir à l'adjudication devront, deux jours avant les époques fixées ci-dessus, en faire la soumission préalable au secrétaire de l'une des trois mairies. Cette première formalité remplie, le Conseil municipal se réserve le droit de désigner ceux des soumissionnaires qui pourront être admis au concours.

Les soumissions faites pour autrui seront déclarées nulles, mais plusieurs citoyens peuvent se réunir sous le nom d'un seul et compagnie. Dans ce cas, le soumissionnaire devra désigner ceux qui auront qualité pour administrer. Pour quelque motif que ce soit, les soumissionnaires devenus adjudicataires ne pourront céder tout ou partie de leur traité sans le consentement exprès et formel du Conseil municipal.

La somme à assurer annuellement en principal à la commune sera déterminée par l'enchère. Le minimum en est fixé à 800.000 f. Les enchères ne seront reçues qu'au-dessus de cette première somme.

Les frais ordinaires et extraordinaires (traitements des employés, frais de bureau, registres dûment timbrés, chauffage, mobilier, etc.) sont fixés par abonnement à la

tarifs, arrêtés et règlements en vigueur. Douze articles intéressent le règlement afférent au transit.

somme de 130.000 f. Les frais de logement, les honoraires du Commissaire près la Régie, de ses employés, et frais de bureau fixés par arrêté du Ministre du 13 pluviôse et décision du Préfet du 16 ventôse an IX, l'appointement des contrôleurs (lequel est fixé à 1.200 f. indépendamment de leur portion dans les saisies), même les frais de procédure, sont compris et seront prélevés sur la somme énoncée ci-dessus. Au moyen du paiement qui sera fait à la Régie, chaque mois, d'un douzième de 130.000 f., elle reste chargée, à ses risques et périls, de toutes les mesures à prendre pour assurer la perception de l'octroi. La Régie ne pourra réclamer aucune indemnité pour raison d'insuffisance ou d'augmentation imprévue dans la dépense. La taxe additionnelle sera perçue gratuitement par la Régie, indépendamment de la somme assurée en principal, et versée sans retenue dans la caisse du préposé spécial aux recettes de la Ville.

La somme en principal annuellement assurée à la commune d'après l'enchère, et celle de 130.000 f. pour frais, une fois prélevées, les remises ou bénéfices des régisseurs sont fixés à 15 p. 100 sur le premier excédent de 100.000 f., 25 p. 100 sur le deuxième excédent de 100.000 f., 30 p. 100 sur le troisième excédent de 100.000 f., 40 p. 100 sur le quatrième excédent de 100.000 f., et enfin 50 p. 100 sur tous les autres excédents, à quelque somme que la recette s'élève.

La Régie, après prélèvement du montant du droit d'entrée, aura, pour ses employés, la moitié du produit des amendes, saisies et confiscations; elle pourra disposer de ladite moitié en faveur des employés dans la proportion et de la manière qu'elle le croira convenable.

L'adjudicataire fournira, dans le délai de quarante-huit

heures après l'adjudication, en immeubles situés dans l'étendue du département du Rhône ou des quatre départements environnants : l'Isère, l'Ain, la Loire et la Saône-et-Loire, un cautionnement dont la valeur s'élèvera à 100.000 f. au moins. Avant l'entrée en jouissance, l'adjudicataire versera aussi dans la caisse de la Ville, à titre de prêt, et sans intérêt, une somme de 50.000 f. dont il ne lui sera tenu compte qu'à l'expiration de son bail.

Conformément à l'article 18 de la loi du 27 frimaire an VIII, les nouveaux régisseurs n'auront d'autre caissier que le préposé spécial aux recettes de la Commune; ils veilleront à ce que les receveurs particuliers de l'octroi à chaque porte, versent tous les cinq jours la totalité de leurs recettes dans la caisse dudit préposé.

Le règlement du compte définitif sera fait chaque année à la fin du douzième mois, et les régisseurs fourniront à cet effet au Conseil municipal, un état détaillé et par mois de ce qui aura été fait. D'après l'avis du Conseil, le Préfet régularisera par une ordonnance générale toutes les opérations partielles qui auront eu lieu.

Il sera dressé un inventaire du mobilier de la Régie actuelle qui a été fourni par la Commune. Ce mobilier sera cédé aux nouveaux régisseurs, à charge par eux d'en rendre la valeur représentative à la fin de leur traité. Il sera aussi dressé un état des constructions faites par la Régie actuelle; la remise en sera faite aux nouveaux régisseurs qui restent chargés, à leurs frais, de tout ce qui est relatif à l'entretien. Les nouveaux régisseurs ne seront chargés d'aucune construction ou réparation; les travaux ne seront exécutés que d'après l'avis des Maires et l'ordre du Préfet, en suite d'une adjudication publique au rabais qui en sera passée devant les Maires, chacun dans sa division respec-

tive. Après l'achèvement des constructions, l'entretien restera à la charge des adjudicataires.

La suite des affaires contentieuses et pour fait de fraude ou rébellion sera dirigée par la Régie et à ses frais, au nom de la commune, poursuite et diligence du commissaire près la Régie.

L'autorité administrative s'engage à fournir aux régisseurs les arrêtés qui, sur leur demande et d'après l'expérience, seraient reconnus propres à améliorer la perception de l'impôt, pourvu qu'il ne soit dérogé en rien aux modifications ou réductions définitivement arrêtées sur le tarif. Toute innovation dans la partie administrative sans le consentement de l'autorité est expressément défendue.

L'autorité administrative s'engage à protéger l'établissement par tous les moyens, notamment en plaçant des corps de garde à chaque porte de la ville, autant que les circonstances pourront le lui permettre.

Toutes les contestations entre la Régie et les contribuables seront jugées administrativement, sur simple mémoire et sans frais, en première instance par la mairie de la division et, le cas échéant, par le Conseil de préfecture. La Régie sera tenue de se conformer à la décision administrative ; seul le contribuable pourra porter l'affaire au tribunal civil si la contestation est du ressort de l'autorité judiciaire.

L'adjudicataire ne pourra être admis à compter de clerc à maître quant à la somme assurée en principal.

La nouvelle Régie nommera les employés, quel que soit leur grade, à l'exception des contrôleurs, présentement désignés sous le nom de vérificateurs de bureau de recette, dont la nomination sera faite par le Préfet sur présenta-

tion du Maire de la division; les contrôleurs seront néanmoins subordonnés à la Régie.

Toute transaction pour objet saisi ne sera définitive qu'après intervention et adhésion du Maire de la division du bureau qui a constaté la fraude ou de son délégué.

En se conformant aux dispositions des lois relatives à la perception des octrois, aux arrêtés et règlements, et en se concertant avec le Commissaire, la nouvelle Régie sera libre d'administrer de la manière qu'elle jugera convenable¹.

Puis des exceptions au tarif étaient proposées :

Le droit d'entrée des eaux-de-vie qui est fixé à 4 f. l'année sera porté à 6 f. Les esprits de vin paieront 10 f. au lieu de 4 f. la même mesure. La taxe sur le charbon de terre est supprimée, conformément à l'arrêté préfectoral du 2 prairial an IX. Les récoltes des propriétaires de vignes intra-muros sont exemptes de taxes. Les lies de vin en pâte destinées aux manufactures de chapellerie et autres seront aussi exemptes de taxes, à charge par les propriétaires ou conducteurs de laisser, après déclaration, les objets en station près la porte du bureau de perception pendant vingt-quatre heures. Les préposés de la Régie reconnaîtront que les tonneaux ne contiennent aucuns liquides en vin ou liqueurs propres à la fabrication du vinaigre.

Il serait désirable que les quittances fussent assimilées à celles délivrées pour les impositions directes, et qu'elles fussent, en conséquence, exemptes du droit de timbre².

Un règlement pour le passe-debout et pour le transit était élaboré.

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 104 à 107.

2. *Ibid.*, p. 107,

En ce qui concerne le passe-debout, les boissons, denrées et marchandises de même nature que celles qui sont soumises à l'octroi et qui seront déclarées en transit ou passe-debout à Lyon, ne sont pas soumises à la taxe. Les porteurs ou conducteurs sont tenus d'en faire la déclaration au bureau le plus voisin de l'entrée et de consigner le montant du droit. Cette somme est rendue au bureau de sortie sur présentation du passe-debout.

La traversée par terre ou par eau se fera sans arrêt et le passe-debout n'est valable que pendant le jour, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil. Le passe-debout contiendra l'heure de sa délivrance. En cas de crue extraordinaire des eaux, de force majeure et autres circonstances impératives, la Régie pourra, d'après la proposition nécessaire du Commissaire, et après avoir reconnu l'impossibilité d'effectuer le transit dans la journée ou la vérité des autres motifs allégués et valables, accorder une prorogation de vingt-quatre heures et même plus, pour la sortie.

Les propriétaires de voitures attelées de bœufs ou de vaches, les mariniers employant des bœufs ou des vaches au train des rivières, que les marchandises soient destinées pour la ville ou qu'elles soient déclarées en transit, seront tenus de consigner le droit d'entrée des bestiaux pour en obtenir le remboursement à la sortie sur présentation de la quittance.

Enfin il sera accordé à l'avenir, pour le transit, un délai qui ne pourra excéder trois mois. Mais cette faveur ne sera octroyée qu'aux commissionnaires, chargeurs et autres négociants en gros, sur la présentation de leurs patentes. Les autres citoyens ne pourront user que du droit de passe-debout.

Tout négociant qui voudra acquérir la faculté de dépôt

pour transit devra se présenter au bureau de la porte par laquelle ses marchandises doivent entrer, et y faire préalablement la déclaration prescrite par la loi ; il sera tenu de présenter les lettres de voiture et de désigner le lieu de l'entrepôt. Dans chaque bureau, il y aura un registre destiné à cet effet et qui constatera l'entrée et la sortie des marchandises en transit. Seront inscrits par ordre de date, les nom et domicile des transitaires, et par numéro les quantités de marchandises, leurs qualité et espèce désignées.

Les contrôleurs recevront d'abord la déclaration du contribuable et vérifieront ensuite le nombre, les quantités et espèces de marchandises destinées au dépôt ou transit à délai sujettes au droit ; ils en délivreront un certificat détaillé sur papier libre et signé par tous les employés de service au bureau où la déclaration aura été faite. Ce certificat sera transcrit en entier sur le registre dont il a été question plus haut et le transitaire qui comptera le montant des droits recevra un reçu spécial permettant d'obtenir le remboursement lors de la sortie.

Le contribuable se présentera à la régie muni du certificat, de la lettre de voiture et de sa patente, et la Régie accordera la faculté de dépôt ; s'il y a lieu, ce permis sera couché sur le champ sur un registre *ad hoc*, et le numéro du certificat sera en marge. Le permis sera remis au préposé, chargé d'accompagner les marchandises au dépôt, après en avoir fait une nouvelle vérification, et finalement laissé entre les mains du transitaire. Au bureau général de l'octroi sera tenu un registre en débit et crédit où chaque transitaire à délai aura un compte ouvert, contenant au débit, l'entrée des marchandises numérotées et spécifiées qui arriveront, le montant des consignations, et au crédit la sortie et le remboursement d'iceux.

Les consignations seront faites en numéraire, en promesses à ordre, ou en lettres de change revêtues d'au moins trois signatures de citoyens notoirement solvables.

Les négociants admis à la faculté d'entrepôt ne peuvent obtenir une nouvelle prorogation, qu'il n'ait été fait préalablement, par deux préposés, une visite dans le lieu de l'entrepôt pour constater l'identité, la qualité et la quantité des marchandises entreposées ; le visa spécial du Commissaire du Gouvernement sera indispensable pour toute prorogation, laquelle sera enregistrée au bureau général de l'octroi au compte du transitaire ; s'il n'y a pas de prorogation, la consignation appartiendra de droit à la Régie après le délai de trois mois.

Les objets entreposés et partant seront accompagnés à leur sortie par deux préposés que la Régie désignera. La vérification se fera rigoureusement et en présence des employés du bureau le plus voisin de la sortie ou de l'embarquement, et le receveur dudit bureau sera tenu de donner avis à l'instant, à celui de l'entrée, du départ des marchandises entreposées. Toutefois, dans le cas de crue extraordinaire des eaux, d'accidents imprévus ou de force majeure, la Régie pourra, d'après la proposition nécessaire du Commissaire, et après avoir reconnu l'impossibilité d'effectuer le transit dans le jour où la vérité des autres motifs allégués est valable, accorder aux conducteurs, voituriers, propriétaires ou commissionnaires une prorogation de vingt-quatre heures et même plus pour la sortie.

Les pièces contenant les liquides seront marquées de la lettre initiale du nom du transitaire et de la date du jour où la faculté d'entreposer aura été accordée ¹.

1. *Cons. mun. P. V. des séances*, t. I, pp. 108, 109.

Le Conseiller de Préfecture Defarge ¹ se borna à quelques remaniements en apparence anodins; ils n'en suscitèrent pas moins les difficultés qu'on va voir. Le bref fut promulgué le 3 fructidor an IX ².

Mais une modification ayant été apportée au bref, le Conseil municipal élève des protestations dès le 7 fructidor.

En effet, la Préfecture exigeait le versement, dès l'entrée en jouissance, du douzième de la somme que les enchères assureraient à la commune, tandis que l'article 9 du bref ne prévoyait que le versement de 50.000 f. à titre de prêt sans intérêt.

Un membre du Conseil remarque que ce changement pourrait apporter quelque préjudice aux enchères, car la somme versée par l'adjudicataire s'accroissant au fur et à mesure d'enchères, les enchérisseurs pourraient être retenus par cette considération. Il estime qu'il est inutile d'imposer une telle obligation, étant donné les précautions prises pour assurer à la commune tout le produit de l'octroi, qui devait lui appartenir.

Un membre du Conseil observe aussi que, dans le but de favoriser les enchères, il convenait d'augmenter la somme accordée pour les frais de la régie et de la porter à 150.000 f. ³. Il ajoute qu'il y aurait lieu d'insérer une clause par laquelle la commune prendra l'engagement d'employer les 50.000 f. versés par l'adjudicataire, puis celle de 60.000 f. actuellement en caisse — et provenant de la taxe additionnelle — enfin toutes les sommes qui provien-

1. Le successeur du préfet Verninac, nommé ambassadeur en Helvétie (cf. p. 165, n. 2) n'arriva qu'en vendémiaire an X.

2. Arch. départ. Octrois 5.

3. On a vu plus haut (p. 224) que les frais avaient été fixés par abonnement à la somme de 130.000 f. (art. 5 du bref).

dront de cette taxe, à la construction des murs de clôture de la commune faite de concert avec l'adjudicataire.

Après délibération, le Conseil émet le vœu « à ce que les dits frais de régie soient portés à 150.000 f. au lieu de 130.000 f. et à ce qu'il soit inséré une clause contenant l'engagement de la commune de faire travailler de suite, et de concert avec les nouveaux régisseurs, à la construction des murs de clôture de la commune, et d'y employer les 60.000 f. qui sont en caisse, celle de 50.000 f. qui y seront versés, et toutes les sommes qui proviendront de la taxe additionnelle, de manière que ladite clôture soit, achevée dans le plus court délai possible ¹ ».

Le citoyen Defarge refusa les modifications proposées à cause du peu de temps qui restait avant l'adjudication ².

Le 9 fructidor, personne ne se présenta pour enchérir car les soumissionnaires craignaient de voir leurs offres couvertes le 19 ³.

Le 8, le Ministre avait adressé une lettre au préfet Najac ⁴, dont la nomination est récente mais qui n'est pas

1. *Cons. mun. P. V. des séances*, t. I, p. 112.

2. *Arch. départ.* Octrois 2. Lettre du Ministre du 11 fructidor an IX.

3. *Arch. départ.* Octrois 2.

4. Benoit, Georges de Najac (1748-1826) fut nommé Préfet du Rhône par arrêté des Consuls du 3 fructidor an IX (*Arch. nat.* AF^{IV} 40, pl. 226). Il n'arriva à Lyon et ne fut installé que le 17 vendémiaire (Cf. p. 246). Originaire d'une ancienne famille du Rouergue, il avait débuté en 1767 comme élève commissaire de la Marine. En 1778 il avait conduit en qualité de commissaire surnuméraire à Brest « le détail des chantiers et ateliers, avec un zèle, une intelligence, une activité » qui faisaient « beaucoup regretter » à son chef son départ pour Lorient (*Arch. nat. Marine* C⁷ 312, dossier Sourdeval).

En l'an IV, il prit, comme ordonnateur à Toulon, une part prépondérante à la préparation de la campagne d'Egypte (STEVART. *Histoire de Lyon* III, p. 586 et LA JONQUIÈRE, *L'Expédition d'Egypte*, I, p. 238 et s., 258 n. 1). On le retrouve ensuite ordonnateur à Brest (*Arch. nat.* AF^{III} 533, pl. 1258, 25 messidor an VI). Le 5 thermidor an VIII, Bonaparte l'appelle au Conseil d'Etat, section de la Marine (AF^{IV} 18 pl. 96). Le 28 nivôse an IX, il fut envoyé en mission pour inspecter la 19^e Division militaire (AF^{IV} 28 pl. 160). Il séjourna alors à Lyon

encore à Lyon, pour lui demander de reporter l'adjudication définitive au 29 fructidor :

« ... J'ai invité les soumissionnaires à concourir aux enchères ; le citoyen Delaval m'écrit que... la difficulté de recueillir assez promptement les titres qui constituent son cautionnement lui font craindre d'arriver trop tard, si la première enchère a lieu le 8 fructidor... et la deuxième qui doit être la dernière, le 18 suivant... Mais les dernières mesures... pour garantir la régularité de la perception et la sûreté de la commune, dans l'intervalle qui peut s'écouler entre la notification de mon arrêté et la prise de possession de la nouvelle régie, font que les inconvénients qu'il s'agissoit de prévenir ne sont plus à craindre ; d'un autre côté, je reconnois qu'il est d'une grande importance pour la ville de Lyon d'augmenter la concurrence des enchères, et par ce moyen les chances d'une adjudication plus favorable à la commune... en conséquence, je trouverois bon, nécessaire même, si la première enchère a eu lieu le 8, que la deuxième et dernière, au lieu d'être ouverte la décade suivante, à dizaine, soit remise à deux décades, vu l'insuffisance du délai pour les soumissionnaires éloignés, ou s'il paroît convenable de ne point changer l'époque indiquée, je permets que la deuxième enchère soit suivie d'une troisième, également à dizaine, laquelle seroit définitive ; cette triple adjudication est conforme aux usages anciens, et par là le premier vœu du Conseil municipal est rempli.

pendant la seconde quinzaine de pluviôse (Voir son rapport dans AF^{IV} 1022, pp. 2 à 14 et dans ROCQUAIN, *La France au 18 brumaire*, p. 298).

Il fut, à cette occasion, reçu le 21 pluviôse par le Conseil municipal (*Cons. mun. P. V. des séances*, t. I, p. 66) qui lui demanda d'appuyer auprès du premier consul les vœux des Lyonnais relatifs à la cession de l'abbaye Saint-Pierre à la commune (*Cons. mun. P. V. t. I*, p. 9), à la restauration des Arts et Manufactures à Lyon (rapport de MAYEUVRE, *ibid.*, p. 5), à la prohibition de l'exportation des soies nationales, et à la fabrication des étoffes de soie et des traits d'or et d'argent de Lyon (*ibid.*, p. 64, et AF^{IV} 1022, pp. 12 à 14). Le 29 pluviôse le Conseil « manifesta l'impression que la présence du citoyen Najac... avait fait dans cette ville » dans les termes les plus flatteurs (*Cons. mun. P. V.*, t. I, pp. 71, 72). Najac fut brusquement rappelé au Conseil d'Etat par un arrêté du 11 thermidor an X. La mesure le surprit (*Arch. nat. F^{1b}I 168¹* dossier Najac et 156⁵⁰ dossier Bureaux de Puzy). Elle ne semble pas être une disgrâce car le 9 novembre 1807 il était nommé conseiller d'Etat à vie (AF^{IV} 277, pl. 1943), puis intendant général de la Marine et enfin créé comte d'Empire le 26 avril 1808. (RÉVÉREND *Armorial du premier Empire*, III, p. 313).

Son successeur à Lyon fut le préfet de l'Allier, Bureaux-Puzy. On trouvera dans AF^{IV} 1051 dossier 11. pp. 25-26 le compte rendu de la gestion de Najac pendant sa préfecture.

« Le même soumissionnaire ajoute que... une clause insérée au cahier des charges et imprimée, portant que les cautionnements ne seront admis qu'autant qu'ils seroient constitués dans le département du Rhône même ou dans les trois (*sic*) départements les plus voisins, rendrait nulle les offres de la Compagnie dont les immeubles sont situés dans les départements de la Seine et de la Marne... Pour les raisons que j'ai dites, il importe d'agrandir au lieu de restreindre la concurrence, et mon intention est que les cautionnements solidement constitués soient admis en quelque lieu que les propriétés soient situées ¹. »

Or le Conseil municipal semble avoir assez mal accueilli cette missive, dont lecture lui fut donnée à la séance du 15 fructidor !

Le Conseil persiste à croire que la clause du bref par laquelle il avait exigé que les adjudicataires fussent obligés de fournir des cautions, qui posséderaient des immeubles dans l'étendue du département du Rhône ou dans les trois (*sic*) départements environnants, était fondée sur deux motifs légitimes. On conçoit dans quel embarras la commune se trouverait si elle était obligée de discuter des cautions domiciliées et ayant des immeubles à cinquante, à cent et à deux cents lieues. Difficultés et frais empêcheraient les poursuites ou les rendraient nulles et sans effet.

La crainte que la condition du bref ne nuise à la concurrence des enchères ne doit pas entrer en considération. D'abord, parce qu'elle ne peut pas balancer l'inconvénient d'exposer la commune à n'avoir que des cautions qu'il lui serait impossible de discuter. Ensuite, parce que toute personne présentant les sûretés et la capacité requises trouvera facilement des citoyens possédant des immeubles dans les quatre départements désignés, qui s'adjoindront à

¹ *Cons. mun. P. V. des séances*, t. I, pp. 116, 117. C'est par erreur que le Conseil parle ici de « trois » départements. Cf. p. 225.

elle. Enfin, parce que l'exploitation d'un octroi par une régie intéressée doit être assimilée à l'exploitation d'un commerce en commandite, par lequel un capitaliste fournit le fonds et un associé gérant l'industrie, ou bien à l'exploitation d'un bien rural que le propriétaire fournit au colon qui doit le fertiliser. Il est intéressant pour la commune que ce soient des citoyens qui puissent être connus de sa municipalité, et auprès desquels elle soit sûre que l'opinion publique puisse facilement exercer son empire.

Le Conseil estime aussi que la prolongation des délais, pour l'adjudication du bail en régie, dont il est question dans la lettre ministérielle, présente deux inconvénients préjudiciables à la commune. En premier lieu, il est à craindre que, cette adjudication devant être soumise à l'approbation du Ministre avant la mise en possession des adjudicataires, pour peu qu'elle soit retardée, la Régie ne puisse commencer son exercice avant le mois de brumaire, qui est celui où les entrées de vin forment un des principaux produits de l'octroi; que cette circonstance ne refroidisse les enchérisseurs, et que le bail ne soit pas porté au même prix qu'il l'aurait été, si les enchérisseurs eussent été certains que leur bail eût commencé avant le mois de brumaire. En deuxième lieu, le Ministre, en se déterminant à une prolongation de délai pour l'adjudication, sous prétexte qu'une compagnie, sous le nom de Delaval, n'a pas pu encore se mettre en règle pour son cautionnement, semble indiquer par là qu'il voit cette compagnie d'un œil favorable, et cela suffit pour écarter les autres Compagnies qui ne voudront pas se mettre en concurrence avec celle qui paraît favorisée ¹.

1. *Cons. mun. P. V. des séances*, t. I, p. 117.

La dernière remarque n'était, certes, pas faite pour concilier au Conseil municipal les bonnes grâces du Ministre.

Mais les protestations sont vaines. Le conseiller Defarge, par un arrêté du même jour, décidait que l'adjudication du 19 serait provisoire, qu'une nouvelle adjudication définitive aurait lieu le 29 et que le cautionnement des adjudicataires pourrait être situé dans tous les départements français. Toutefois, il incorporait au bref les modifications réclamées précédemment par le Conseil : fixation des frais à 150.000 f., construction de la clôture, dès l'adjudication, avec les fonds du cautionnement et de la taxe additionnelle ¹.

Aux séances extraordinaires des 27 et 28 fructidor an IX, l'assemblée arrête la liste des soumissionnaires. Elle s'oppose, tout d'abord, à l'admission des personnes suivantes qui ne sont point suffisamment connues des membres du Conseil :

1^o Pierre Delaval, résidant à Paris, rue Lazare n^o 6. Delaval est originaire de Lyon, mais il est fixé à Paris. Son fondé de pouvoir à Lyon est Jacques-Antoine Travi, négociant, 37 rue du Bas d'Argent. Ses cautions sont François Deviterne à Vitry-le-François et J.-Antoine Marchand-Mathieu à Sermaise (Marne). Les biens sur lesquels ces deux cautions offrent hypothèque sont une maison sise à Paris, 14, rue Danjou-Honoré, estimée 70.000 f., une ferme à Ponthion (Marne) achetée 21.800 f., divers immeubles et terres dans la Marne, estimés 65.000 f., deux maisons et terre à Sermaise, estimées 67.000 f.

2^o Jean-Baptiste Maquart, rentier à Paris, rue Saint-An-

1. Arch. départ. Octrois 2;

toine, division de l'Arsenal. La caution de Maquart est le citoyen Deviterne qui se porte déjà garant pour Delaval.

3^o Jean-Louis Millou, propriétaire à Oullins, qui présente pour associés, Pierre-Théodore Perrin à Limonest, Joseph Siren à Chasselay, Antoine Joly à Lentilly, Antoine Rivière à Oullins et Jean-Marie Armanet à la Guillotière.

4^o Marc-Antoine Grand, rentier à Lyon, quartier de Saint-Just, rue de la Croix-Blanche, n^o 180 dont les associés sont : Claude Parrayon, marchand de vins, place du Change, n^o 8, et Jean Toulieux, rentier, rue de Trion, n^o 138.

5^o Deyrieu de Lyon¹.

Le Conseil propose donc que seuls soient appelés à concourir :

1^o Jean-Claude-Anthelme Chariot, aîné, de Lyon.

2^o Jacques Terme, négociant.

3^o Jean-Antoine-Pancrace Malassagny², propriétaire, qui présente comme caution Dervieux, directeur des Coches du Rhône, lequel offre en garantie une maison sise à Lyon, rue Pizay, estimée 200.000 f. et, si besoin est, des immeubles sis à Chavanay (Loire) et à Condrieux (Rhône).

4^o « Benoit Degérando », propriétaire à Lyon, place du Concert. Il a pour caution B. Porral, négociant, place Saint-Nizier, qui donne en garantie une maison, place

1. *Cons. mun. P. V. des séances*, t. I, p. 119 et *Arch. départ.* Octrois 2, liste des soumissionnaires ayant déposé leur soumission, dans les trois mairies du Nord, du Midi et de l'Ouest. Seule, la liste fournie par le maire du Nord donne les noms des cautions et indique la situation de leurs immeubles. Il y a donc des lacunes dans notre information.

2. Quel rapport y a-t-il entre lui et J.-B. Malassagny, membre de la commission populaire de 1793? (Riffaterre, *Le mouvement antijacobin*, II, 112). La même question peut se poser pour Dervieux. Cf. RIFFATERRE, *op. cit.* et WAHL, *Les premières années de la Révolution*. Table des noms, v^o Dervieux.

Saint-Nizier, estimée 100.000 f. et d'autres biens en Saône-et-Loire estimés 200.000 f. ¹.

5^o Alexandre Jordan ², négociant à Lyon, 118, rue de la Convention et Charles-Bernardin Chirat ³, négociant dans la même ville, 130, rue de la Convention, qui offrent en garantie des immeubles sis dans le département de l'Ain et estimés 100.000 f., puis d'autres immeubles sis à Francheville (Rhône) et estimés 70.000 f., enfin deux maisons à Lyon, place Neuve et rue Bouteille estimées 70.000 f.

6^o Mazuyer qui est un gros bourgeois de Lyon ⁴.

7^o Cross, qui a pour fondé de pouvoir le citoyen Joannon. Cross est le beau-frère de Claude-Henri Guille, vraisemblablement parent du futur régisseur, Henri Guille. Cross habite avec Guille qu'il présente d'ailleurs pour caution ⁵.

Le Conseil municipal s'est scrupuleusement conformé aux clauses de son cahier des charges ; les candidats admis sont tous lyonnais et les immeubles donnés en cautionnement sont situés dans le département Rhône ou dans les quatre départements voisins.

La candidature du citoyen Delaval qui paraissait avoir la sympathie du Ministre se trouve ainsi écartée.

1. Ce de Gérando est vraisemblablement parent de Joseph-Marie de Gérando (Cf. E. HERRIOT, *Madame Récamier et ses amis, passim*), mais nous ignorons à quel degré. Ce n'est pas son frère, car celui-ci s'appelait Antoine. (RÉVÉREND (V^{te} A. *Armorial du premier Empire*, t. I, v. GÉRANDO). Sur PORRAL, Cf. p. 311.

2. Nous ignorons les rapports qu'il peut avoir avec Camille Jordan (E. HERRIOT, *op. cit.*, *passim*).

3. Lieutenant particulier de la sénéchaussée de Lyon, rédacteur du cahier de la Noblesse en 1789, procureur syndic en 1790, puis député en 1791 (Cf. WAHL, *Les premières années de la Révolution à Lyon*, pp. 67, 83, 169, 248, 425), officier municipal en 1792. (RIFFATERRE, *Le mouvement anti-jacobin*, II, p. 24.) Il était royaliste.

4. Cf. p. 130.

5. Cons. mun. P.-V. des séances, t. I, p. 119 et Arch. départ. Octrois 2. Lecture n'a été faite des deux soumissions du citoyen Mazuyer et du citoyen Joannon, fondé de pouvoirs de Cross, qu'à la séance extraordinaire du 28 fructidor an IX.

Des cinq soumissionnaires qui se virent opposer un refus, les deux premiers sont parisiens et leur caution est champenoise, le troisième, Millou, est d'Oullins (Rhône), et ses associés sont pris dans les départements du Rhône et de l'Isère ; les quatrième et cinquième, Grand et Deyrieu de Lyon, sont lyonnais, mais nous n'avons pas de détails sur eux : il est à supposer que leurs cautions étaient « exotiques », comme le dira plus tard Sain-Rousset, en parlant d'une compagnie parisienne.

Le conseiller de Préfecture, au contraire, suit très exactement les directives ministérielles et manifeste son intention d'admettre indistinctement tous les soumissionnaires aux enchères ¹. C'est d'ailleurs ce qu'il fit par un arrêté du 29 fructidor an IX ².

En attendant, il avait complété les diverses mesures prises pour l'adjudication par deux arrêtés, l'un du 28 annonçant que les adjudicataires seraient tenus de continuer les baux de l'ancienne Régie ³, l'autre du 27 assurant la publicité nécessaire à l'avis ministériel du 18 fructidor et mettant en confiance les soumissionnaires qui se souvenaient du sort réservé à la C^{ie} Ricard.

Le Ministre y rappelle, à sa manière, les causes de la révocation de la C^{ie} Ricard ⁴ ; il affirme aux soumissionnaires « que le Traité à intervenir, auquel président toutes les lois qui garantissent en même temps et l'intérêt

1, *Cons. mun. P. V. des séances*, t. I, p. 120. (Séance du 29 fructidor an IX.)

2. *Arch. départ.* arrêtés du Préfet, K, reg. 3.

3. Ceci répondait à la citation en justice de la Régie Ricard, Cf. p. 170.

4. Cf. pp. 162, 187 et 219. Le Ministre ajoutait aux motifs déjà invoqués par lui : le traité Ricard « n'a été résilié que parce qu'il n'était consacré par aucune des lois relatives aux transactions qui ont pour objet la perception des deniers publics ; parce qu'il en résultait, pour la Commune, une lésion énorme occasionnée par le défaut de publicité et de concurrence ». Mais pourquoi n'invoquait-il pas ces motifs excellents le 8 thermidor ?

et la foi publics, ne peut être résilié que pour les causes prévues et stipulées au même Traité ».

Il ordonnait, en conséquence, que son arrêté du 8 thermidor dernier, « pris sur les délibérations du Conseil municipal de la ville de Lyon... sera lu en séance publique lors de l'adjudication, ainsi que la présente, avant la lecture du cahier des charges¹ ».

Le texte de l'arrêté fut affiché dans la ville.

Le 29 fructidor, dans la salle des séances du Conseil municipal, sous la présidence du conseiller Defarge et en présence des trois maires, lecture fut donc donnée de cette décision et du cahier des charges ; puis, l'un des maires lut une protestation dont les termes avaient été arrêtés le jour même par la municipalité :

« ... le Conseil... conformément à l'article 2 du bref d'adjudication, avait émis un vœu motivé pour la non-admission aux enchères de divers soumissionnaires. L'envoi, fait au Conseil par le Préfet des réclamations qu'ont adressées divers des soumissionnaires déclarés inadmissibles, semble annoncer que, contre le vœu du Conseil, ces soumissionnaires pourront prendre part à l'adjudication... dans la conviction qu'ont les trois maires que le Conseil tient essentiellement au vœu qu'il a émis, ils déclarent qu'il protestent, au nom de la commune, contre l'admission de tous soumissionnaires autres que ceux admis par le Conseil ; protestant encore lesdits maires pour que tous les droits que peut prétendre la commune, d'après les lois, et d'après l'approbation donnée par le Ministre de l'Intérieur aux principes adoptés par le Conseil, soient réservés à la commune, pour être par elle réclamés ainsi et comme il appartiendra²... »

Le conseiller de Préfecture passa outre³ et l'on procéda à l'enchère à la bougie éteinte.

1. *Arch. départ. Octrois* 2.

2. *V. Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 120.

3. *Ibid.*, p. 121.

Delaval était absent, retenu à Paris, disait-il, par la maladie d'une de ses filles. Son mandataire, Travi, conseillé par sa caution Deviterne, ouvrit le feu avec une enchère de 950.000 f. ; Millou enchérit avec 951.000 f. Maquart avec 1.000.000 f., Jordan avec 1.001.000 f., Degérando avec 1.020.000 f. Mais Delaval porta ses offres à 1.050.000 f., ce qui incita Millou et Maquart à faire de nouveaux efforts, le prix atteignant, avec le premier, 1.051.000 f. et avec le second 1.100.000 f. Maquart abandonna alors la partie tandis qu'un duel assez court s'engageait entre Delaval et Millou. Delaval offrit 1.101.000 f. Millou 1.102.000 f. Enfin, Delaval l'emporta sur l'ultime enchère de 1.110.000 f. ¹.

Le surlendemain, premier jour complémentaire, le fondé de pouvoir du citoyen Delaval présentait au conseiller de Préfecture le citoyen Deviterne qui déposa officiellement sa caution.

Outre Delaval et Deviterne (qui ne s'immisçait d'ailleurs pas dans la gestion), la compagnie comprenait comme associé Lafite de Pellepore, l'ami de Chouly, l'ancien inspecteur général de la Régie Ricard, qui aurait sans doute été le véritable directeur de la Régie à Lyon. Il semble enfin que leur adversaire Maquart soit entré dans la société ².

L'adjudication ne satisfît personne. On sait que le Conseil municipal s'était quelque peu insurgé contre les décisions du pouvoir central. Par la voix des Maires, il s'empressa de renouveler ses protestations.

Dès le premier jour complémentaire, Sain-Rousset, maire du Midi, rappelle au Préfet sa promesse de convo-

¹. Arch. départ. Octrois 2, procès-verbal de l'adjudication.

². Arch. départ. Octrois 2.

quer le Conseil aussitôt après l'adjudication. Avec l'approbation des deux autres maires, il rédige immédiatement un rapport destiné à la fois au Conseil et au Ministre :

« ... citoyens, je crois et tiens pour certain que vous le pensez aussi, l'intérêt communal est imminemment compromis, vos principes sont inconciliables ; aucune notion nouvelle ne vous porte à changer vos déterminations ; la Compagnie Delaval est aujourd'hui pour vous ce qu'elle étoit à l'époque du 27 fructidor, une réunion d'individus qui tous vous sont inconnus... Si vous vous représentez ensuite le courage enchérisseur qu'a manifesté la Compagnie Pierre Delaval, lors de l'adjudication, vous serez portés à croire que ces soumissionnaires connaissent aussi peu la valeur du fonds, qu'ils brûlent d'exploiter, qu'ils sont eux-mêmes peu connus de ceux qui les ont refusés pour exploitants... Que résulte-t-il dans notre opinion de la continuité des discussions, de l'accroissement des lumières ? A peu près ce que le Conseil avait entrevu par sa sagacité, c'est que le produit de la perception de l'octroi, c'est que les faits relatifs à cette perception doivent être estimés après une évaluation qui tienne le milieu entre le fallacieux que présentent les rapports de la ci-devant Régie, et l'exagération que se permettent les hommes qui n'ont pas approfondi. Ainsi pour cet instant, et jusqu'à ce que la reconstruction graduelle des murs de clôture puisse procurer une réduction, vous évaluez les frais d'une régie à 180.000 f. et vous calculez la recette pour un produit d'environ 1.500.000 f.... d'après ces données , observez quel sera, pour son résultat, l'engagement que Pierre Delaval a souscrit, combiné avec les conditions stipulées dans le bref d'adjudication ? Une perception de 1.600.000 f. présente de la perte à la Compagnie de Pierre Delaval. Elle couvrira ces frais par une perception de 1.700.000 f., mais il ne lui écheroit qu'une très faible rétribution ; quelle doit donc être votre attente, citoyens, et quel peut être l'espoir de la Compagnie Pierre Delaval ? Notre attente, citoyens, ne peut être que les inconnus que nous repoussons, que des individus qui n'ont point de réputation à perdre ici, puisqu'ils n'y ont ni connaissance, ni établissement, notre attente... ne peut être que ces hommes se fassent un principe de délicatesse de s'immoler à la foi de leur engagement et de sacrifier leur fortune au service de la cité ; un autre véhicule doit mouvoir la Compagnie Pierre Delaval, mais

je ne puis l'apercevoir que dans l'espoir qu'ils auroient conçu de se faire admettre à compter de clerc à maître, ou de parvenir à faire augmenter les taxes.

« Une augmentation de taxes, citoyens ? Qui d'entre vous ne s'irrite sur la seule présomption qu'on en ait pu concevoir l'idée ? Une augmentation de taxes, tandis qu'il nous est démontré que sous une administration sagement combinée, celles existantes doivent suffire soit pour subvenir successivement et aux projets de restauration et à ceux d'embellissements.

« Quant à un compte de clerc à maître, le résultat peut être tel qu'il nous conduisit à cesser de nous applaudir de cette lutte pénible, dans laquelle la ci-devant Régie a succombé sous nos efforts.

« Quel triomphe pour cette Régie ! Combien elle s'applaudiroit si, remplacée par un établissement qui seroit plus dévorant et qui deviendrait plus odieux, on voyait la suite des événements vous condamner à des regrets... Peut-être existe-t-il une combinaison positive qu'une intrigue constante travaille à réaliser ¹. Ignorée de l'autorité qui la seconde à son insu, cette combinaison est vraisemblablement la cause de la persévérante et inconcevable disposition qui repousse, relativement à l'octroi, toutes les vues que nous jugeons utiles au succès d'un nouvel établissement, tandis qu'on favorise, sans ménagement, dans la constitution d'une organisation actuelle, tout ce qui pourroit conduire à faire un jour regretter l'ancienne... Nous dirons au Ministre : Nous avons été conséquents à des principes qui avaient obtenu votre approbation ; le Préfet les a méconnus ; nous réclamons pour que nos intentions et notre espoir ne soient pas trompés.

« La cité vous doit beaucoup, achevez votre ouvrage, citoyen Ministre, protégez notre patrimoine communal ; que le produit d'une charge locale affectée à nos besoins locaux ne devienne pas la proie d'une cupidité ignorante ou mal intentionnée...

J'ai l'honneur de proposer au Conseil les dispositifs suivants : ... Le Conseil déclare que l'adjudication faite le 29 courant... en faveur des citoyens Pierre Delaval et C^{ie}, est contraire au vœu de la Cité et alarmante pour ses intérêts... Parmi les divers soumissionnaires qui se sont présentés, le Conseil persiste à déclarer qu'il ne reconnaît, comme présentant une responsabilité notoire

1. L'hypothèse d'une intrigue est intéressante à relever, encore que cette supposition offre peu de vraisemblance.

et satisfaisante sur tous les rapports, que ceux qui furent déclarés admissibles dans les séances des 27 et 28 fructidor et qui sont les suivants : Les citoyens Cross et Guille, lesquels postérieurement aux enchères, ont fourni leurs soumissions pour la somme de 1.030.000 f. — Les citoyens Degérando et Porral, lesquels, le jour de l'adjudication, ont offert 1.002.000 f. — Les citoyens Jordan et Chirat, lesquels ont offert 1.001.000 f.... Le vœu du Conseil est que le Ministre veuille bien lui-même choisir, parmi ces sept soumissionnaires, celui d'entre eux qui, consentant à porter son offre à 1.030.000 f. en principal, sera d'ailleurs jugé le plus convenable pour la régie de l'Octroi municipal et de bienfaisance de la ville de Lyon... Le vœu du Conseil est que toutes les clauses, charges et conditions énoncées dans le bref d'adjudication, et non expressément révoquées par les présents articles, soient exécutées suivant leur forme et teneur, et spécialement le Conseil entend que la condition de ne pouvoir compter de clerc à maître pour les sommes assurées soit un engagement d'honneur et irrévocable ¹...

Ce rapport fut approuvé par les Maires des trois divisions et envoyé au Ministre de l'Intérieur « le troisième jour complémentaire de l'an neuf ² ».

Mais lorsque Sain-Rousset apprit que le Ministre avait approuvé l'adjudication, il ne manqua pas de protester encore une fois auprès du Préfet le 1^{er} brumaire :

« Vous avez fait connoître aux Maires les déterminations du Ministre... relatives à l'octroi... Une multitude de réflexions affligeantes se présente ; je me borne à vous en soumettre deux : 1^o Le Traité de la Compagnie Georges Ricard a été cassé, parce que, pour cet Établissement, les autorités communales n'avaient pas été consultées et on installe une régie, que repoussent les principes et les vœux manifestes et connus des autorités communales. — 2^o Le vice essentiel que présentait l'organisation de la Régie G. Ricard était la nullité de la surveillance communale, et, relativement à la nouvelle régie, le même défaut de surveillance existera, et il sera le résultat d'un changement prescrit par le

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 122, 123.

2. *Ibid.*, p. 124.

Ministre dans les conditions d'un acte d'adjudication qu'il regarde d'ailleurs comme consommé.

« Le temps et l'expérience prononceront sur le mérite respectif des conceptions municipales, et de celles qu'on leur substitue. Je désire que les intentions du Ministre ne soient pas trompées ; les pressentiments de la commune sont tristes ; je voudrais qu'elle se fût méprise ¹... »

Le Commissaire Chouly n'était pas d'un avis différent ; selon lui, 1.100.000 f. en principal exigent 1.718.000 f. de recettes brutes et l'Octroi ne peut guère produire plus de 1.350.000 f. ².

La Compagnie Delaval n'inspire pas plus de confiance aux employés de l'Octroi qu'à la municipalité. Le personnel craint le retour et les vengeances de Lafite de Pelleporc ; le bruit court que la Compagnie exigera des cautions, non seulement des receveurs, qui devront fournir trois à huit mille francs, mais aussi des autres fonctionnaires et il s'en inquiète vivement ³.

Enfin — et ceci est plus surprenant — l'adjudication ne satisfaisait pas Delaval qui se rendit le 3 vendémiaire an X auprès du Ministre, dès qu'il eut connaissance des résultats de l'enchère, pour demander que les 150.000 f. de frais fussent prélevés par douzièmes sur la recette principale. Delaval prétendait interpréter ainsi le bref, mais l'erreur est si manifeste, si évidente ⁴, qu'il est difficile de ne point voir dans cette démarche une tentative de chantage de la part de l'intéressé ou de sa caution.

Le Ministre ayant repoussé les étranges prétentions du citoyen Delaval, celui-ci se résigna, le 17, à ne prélever ses

1. *Arch. départ.* Octrois 2.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. Cf. p. 224.

bénéfices qu'au-dessus d'une somme de 1.260.000 f. (soit 1.110.000 f. + 150.000 f.) en recette principale.

A Lyon, des nouvelles de Paris étaient attendues avec impatience. Le nouveau Préfet, le conseiller d'État Najac, qui est installé ce 17 vendémiaire, écrit le jour même au Ministre qu'il espère recevoir bientôt une lettre sur l'octroi qui « intéresse beaucoup de monde ¹ ».

Le Ministre approuve enfin l'adjudication le 25 vendémiaire. Aussitôt informé Deviterne écrit le 29 au Préfet pour se dégager ! Il aurait consenti à cautionner Delaval, dans l'idée que l'adjudication ne surpasserait pas en taxes principale et additionnelle la somme de 1.300.000 f. Or on lui assure que les 150.000 f. de frais doivent être pris en dehors de la recette principale et que Delaval accepte afin d'obtenir la ratification du Ministre. Delaval s'étant dispensé de consulter ses associés, lui, Deviterne, décide de retirer son cautionnement.

Deviterne explique qu'il a eu soin de laisser ce cautionnement dans l'état d'imperfection, en n'usant pas de la procuration de sa femme, co-propriétaire de la maison hypothéquée. Ainsi, Delaval et consorts ne peuvent, en son absence, entrer en possession de l'Octroi ².

Deviterne avoue donc implicitement dans cette lettre, que sa défiance était en éveil dès le deuxième jour complémentaire, date de dépôt du cautionnement.

On ne peut émettre que deux hypothèses.

Ou Deviterne, avec une bonne foi qui n'implique pas forcément celle de Delaval, pensait que les 150.000 f. étaient pris en dehors de la recette principale garantie, et on l'a détrompé aussitôt. Dans ce cas, Sain-Rousset ne

1. *Arch. nat.* F^{1b} II, Rhône 2.

2. *Ibid.*

parle pas sans raison de l'ignorance des conditions d'exploitation.

Ou bien Deviterne, peut-être effrayé d'une telle audace, a obligé Delaval à prendre cette mesure dans l'espoir d'obtenir, en fait, une réduction de 150.000 f. sur le bref, ce qui serait, pour le moins, indélicat.

Toujours est-il que les adjudicataires donnent l'impression de s'être lancés assez étourdiment dans l'entreprise.

Tandis que Deviterne disparaît, Delaval écrit de Paris pour demander de reculer la date de sa prise de possession au 13 brumaire. Tout s'arrangera à son arrivée et seul son retard inquiète Deviterne, affirme-t-il.

Delaval arrive, en effet, à Lyon le 17¹, mais il est à peine débarqué qu'il sollicite, le 21 brumaire, un nouveau délai pour chercher une autre caution; le Préfet lui accorda jusqu'au 30.

La conduite de Delaval dénote alors un certain affolement. Chouly écrit au Préfet le 24 :

« Le citoyen Delaval sort de chez moi où il était venu me faire part du dernier délai que vous lui accordez et qu'il est loin, dit-il, d'envisager comme une faveur; il a déraisonné si complètement à cet égard que je l'ai prié de m'épargner la discussion où il voulait entrer pour établir que vous n'avez pas le droit de déclarer sa déchéance². »

Certes, il ne faut pas prêter à ce témoignage un crédit illimité; Chouly aime trop se poser en homme supérieur et à rappeler son dédaigneux sang-froid, pour ne pas exagérer parfois la « déraison » de ses interlocuteurs ou de ses adversaires, mais en l'occurrence on conçoit aisément

1. Arch. départ. Octrois 2, lettre de Chouly en date du 17 brumaire an X.

2. Arch. départ. Octrois 2

la fébrilité du visiteur autour duquel tout le monde se dérobe. Delaval essaya vainement, paraît-il, de traiter avec Aaron Israel et Salomon ¹. Le 12 brumaire, persuadé que Delaval ne pourra faire face à ses engagements, Mazuyer soumissionne ².

Enfin, à la dernière minute, Delaval cède ses droits à l'un de ses concurrents, Degérando, qui s'était classé troisième ³. Cette cession ne devait pas offrir de grands avantages, puisqu'elle était formellement interdite par le cahier des charges.

Comme il fallait s'y attendre, le Préfet prononça, le 2 frimaire an X, la déchéance de la Compagnie Delaval. Delaval fit faire par huissier sommation au Préfet de lui livrer l'octroi ; le Ministre n'en approuva pas moins la déchéance le 25 nivôse ⁴.

Mais, depuis le 29 fructidor, la Compagnie Delaval donnait une telle impression d'insécurité que de nouvelles offres sont faites.

Le premier jour complémentaire de l'an IX, Cross, ancien soumissionnaire qui s'était abstenu lors de l'adjudication, s'associe avec son beau-frère, le citoyen Guille, pour offrir 1.030.000 f. ⁵.

Le 12 brumaire, Mazuyer prétend garantir à la Ville 900.000 f. de recettes brutes (taxes principale et additionnelle ensemble), moyennant 10 p. 100 de remise sur cette somme, 180.000 f. de frais abonnés et 20 p. 100 sur toute somme supérieure à 1.080.000 f.

Tout en reconnaissant que le citoyen Mazuyer méritait

1. Lettre de Chouly du 18 frimaire an X. Arch. départ. Octrois 2.

2. Arch. départ. Octrois 4.

3. Arch. départ. Octrois 2. Lettre de Terrasse en date du 30 brumaire an X.

4. Arch. départ. Octrois 2.

5. Cf. p. 238 et lettre de Saint-Rousset au Préfet, le 1^{er} jour complémentaire. Arch. départ. Octrois 2.

sous tous les rapports la confiance du Préfet, Chouly déclare le 17 brumaire que son devoir l'obligeait à dire que les offres étaient insuffisantes ¹.

Le 30 brumaire un ancien employé de la C^{ie} Ricard, Terrasse et un ancien conseiller municipal La Fauvelière, posent à leur tour leur candidature en augmentant de 10. 000 f. les 960.000 f. de l'ancienne Régie ².

Le 17 frimaire, Mazuyer, flanqué, cette fois, de Chariot, ancien soumissionnaire qui n'avait pas osé non plus affronter le feu des enchères, renouvelle ses offres. Il garantit à la Commune 1.050.000 f. tant en taxes principale que supplémentaire, il réduit sa remise à 8 p. 100, il réclame 180.000 f. de frais abonnés qui tomberaient à 160.000 f. après achèvement de la construction des murs, il demande 20 p. 100 des recettes excédant 1.230.000 f., il présente enfin un cautionnement de 100.000 f. en immeubles et de 50.000 f. en espèces. Le 24 nivôse, il porte même ses offres jusqu'à 1.200.000 f. ³.

Aucune de ces offres ne fut retenue, mais, comme le disait le préfet Najac, l'octroi continuait à intéresser beaucoup de monde ⁴.

Si le troisième jour complémentaire, le citoyen Sain-Rousset semblait avoir penché pour la remise pure et simple de l'octroi aux citoyens Cross et Guille que leur soumission classait seconds, le Conseil était trop attaché au principe de l'adjudication pour y renoncer après les offres que nous venons de rappeler. Il est vrai qu'en fait, le Conseil n'eut pas à se prononcer sur ce point, car, malgré

1. Arch. départ. Octoïs 2.

2. Ibid.

3. Arch. départ. Octoïs 4.

4. Arch. nat. F^{1b} II Rhône 2, lettre du 17 vendémiaire an X.

plusieurs sessions extraordinaires tenues au cours de ces événements, il ne fut point sollicité à ce sujet et s'abstint sagement de toute initiative que le Gouvernement n'eût sans doute pas supportée.

De son côté, Chouly estimait qu'« il importe au succès des combinaisons qui vous (le Préfet) occupent pour les restaurations et les embellissements de cette cité, que la somme assurée pour l'octroi soit portée d'abord à toute la latitude dont elle est susceptible¹ ».

Bien qu'instruit par l'expérience faite avec Delaval, il écrivait, le 24 brumaire, que pour être assuré du sérieux des administrateurs, pour éviter les spéculateurs ou, au contraire, les imprudents, il fallait écarter « tout système d'adjudication. » Malgré les apparences, c'est à une nouvelle adjudication que pense Chouly, mais le système qu'il préconise est à deux degrés : 1^o les candidats déposent leurs soumissions entre les mains du Conseil municipal qui établit la liste des soumissionnaires paraissant dignes d'être retenus ; 2^o sur cette liste le Préfet choisit l'adjudicataire de façon à « anéantir à jamais l'intrigue et la cupidité² ».

Le système imaginé par Chouly était un peu compliqué et surtout assez arbitraire ; aussi Chouly ne fut-il pas suivi.

Toutefois, le souvenir de tant de déboires n'était pas près de s'effacer. Le 25 nivôse an X, en approuvant la déchéance de la Compagnie Delaval prononcée par le Préfet, le Ministre invitait celui-ci à convoquer immédiatement le Conseil municipal pour qu'il ait à rédiger

1. *Arch. départ.* Octrois 2, lettre du 17 brumaire an X, citée plus haut. Ces restaurations et embellissements sont évidemment ceux que le préfet Verninac avait fait commencer (cf. p. 210) et la reconstruction de la place Bellecour devenue place Bonaparte. Cf. *Cons. mun. P.-V. des séances, passim*.

2. *Arch. départ.* Octrois 2. V. aussi un rapport de Chouly en date du 5 brumaire. *Ibid.*

un nouveau cahier des charges à l'effet de recevoir de nouvelles soumissions, et exprimait le désir que la municipalité prît pour base du nouveau traité les conditions suivantes : 1° La ferme de l'octroi sera en régie intéressée ; 2° La première soumission ne pourra être moindre de onze cent mille francs de produit net ; 3° Le prix convenu sera versé par douzièmes et d'avance, de mois en mois ; 4° Il sera fourni un cautionnement en argent de 50.000 f. qui restera dans la caisse du receveur jusqu'à l'expiration du bail et il sera fourni un autre cautionnement en immeubles de 50.000 f. ; 5° Les frais de perception seront abonnés et perçus sur l'excédent du produit, en sus du prix fixé du bail ; 6° Il ne sera rien changé ni au tarif actuel ni au mode de perception ; 7° Le Commissaire près l'octroi jouira d'un traitement de 6.000 f. ; 8° Il sera ouvert un registre pour recevoir les soumissions ; ce registre sera fermé au bout de quinze jours ; 9° Le Conseil municipal donnera son avis sur la moralité, la solvabilité, etc. des soumissionnaires et proposera la Compagnie qui mérite sa confiance ; 10° Le produit éventuel, excédant le produit fixe et les frais de gestion sera partagé entre la Commune et les fermiers, dans une proportion qui sera déterminée par le Conseil municipal et portée au cahier des charges ; 11° Le terme du bail sera de trois ans ¹.

Le Préfet prie le Conseil municipal, réuni le 29 nivôse en séance extraordinaire, de faire diligence, afin de pouvoir soumettre le nouveau cahier des charges à l'approbation du Ministre lors de son passage à Lyon ².

Le 2 pluviôse, le Conseil établissait un cahier qui repro-

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 145.

2. *Ibid.*

duisait, en général, le bref du 29 thermidor ; seuls les articles suivants ont innové :

L'article 1 stipule que la durée du bail sera de trois ans au lieu de quatre et que la Régie entrera en exercice le 1^{er} germinal ¹.

L'article 4 supprime la limite du cautionnement aux quatre départements voisins (clause modifiée dans le dernier bref sur l'ordre du Ministre) ; au lieu de fixer la valeur des immeubles qui le constituent à un capital de 100.000 f., ce qui rendait l'évaluation difficile, il exige que le revenu net des immeubles atteigne 10.000 f. et soit calculé sur le rôle des impositions de l'an IX ².

L'article 5, suivant le vœu du Conseil du 7 fructidor incorporé au bref par l'arrêté préfectoral du 15, précise que l'adjudicataire, avant d'entrer en jouissance, versera dans la caisse du préposé spécial aux recettes de la commune, à titre de prêt et sans intérêt, une somme de 50.000 f. qui sera immédiatement employée à la construction des murs. Il ne sera tenu compte de cette somme à l'adjudicataire qu'à l'expiration du bail ³.

D'après l'article 7, les soumissions ne porteront que sur le droit principal qui est fixé à un million ; il ne sera reçu d'enchère qu'au-dessus de cette somme. Cette clause est conforme aux désirs exprimés par le Ministre qui demande un « produit net » de 1.100.000 f., la taxe additionnelle présentant environ un dixième de la taxe principale ⁴.

L'article 10 porte les frais de perception à 200.000 f.

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 146. *Comp. ibid.* p. 104, art. 1^{er}.

2. *Ibid.*, p. 147. *Comp.* p. 105, art. 8.

3. *Ibid.* *Comp.* p. 105, art. 9 et cf. p. 112.

4. *Ibid.* *Comp.* p. 104.

au lieu de 130.000 ¹. Le Conseil tient compte, cette fois, des observations de la C^{ie} Ricard, puisqu'il reconnaît comme officiel le chiffre de 200.000 f. qu'il avait admis officieusement en plusieurs circonstances. Cela compense une mise à prix aussi élevée. Sans doute, le Conseil s'est-il souvenu des difficultés éprouvées par Delaval.

L'article 13 s'inspire des mêmes idées. Renonçant à l'élévation progressive et assez compliquée des remises, adoptée jusqu'alors, le Conseil se décide à accorder 90 p. 100 au régisseur sur toutes les recettes excédant la somme garantie et, cette fois, la rédaction ne peut plus donner lieu à la moindre contestation : « La commune se réserve 10 p. 100 sur le produit éventuel qui excédera le prix de l'adjudication, la taxe additionnelle et les frais abonnés à 200.000 f., lesquels 10 p. 100, d'après un état de recettes que l'adjudicataire sera tenu de donner, seront réglés et versés à l'expiration de chaque année d'exercice dans la caisse du receveur de la commune ². »

L'article 22 renonce à la modification des tarifs proposés le 29 thermidor an IX ³, mais en envisage de nouvelles : « Il ne sera rien changé au tarif actuel, ni au mode de percevoir, à l'exception qu'il sera perçu 50 centimes par chaque abatis de bœuf ou vache et qu'au lieu du droit qui devait se percevoir sur la bière, il sera perçu sur l'orge en paille et sur le houblon qui sont employés à la fabriquer savoir : 80 centimes par chaque mesure d'orge, et 8 f. par chaque quintal de houblon ⁴. »

Le bref fut soumis au Ministre de l'Intérieur, lors de sa

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 147. *Comp. ibid.* 104, art. 5.

2. *Ibid.* *Comp.* p. 104, art. 6.

3. *Ibid.*, p. 107.

4. *Ibid.*, p. 148.

venue à Lyon pour la session de la Consulte cisalpine, et approuvé par lui le 6 pluviôse ¹.

L'adjudication fut fixée au 11 ventôse ².

Mais le 17 pluviôse le Conseil municipal qui, décidément, ne peut prendre aucune décision sans y revenir, apporte divers amendements au bref ³.

L'un de ces amendements limite le nombre des régisseurs ou administrateurs de la régie future à cinq au maximum.

L'autre affecte à la construction des murs de clôture, non seulement les 50.000 f. avancés, mais encore les produits de la taxe additionnelle.

Il est proposé d'allouer annuellement une indemnité supplémentaire de 2.500 f. au Commissaire du Gouvernement, sous deux conditions : « la première, que dans cette somme demeureront compris tous les frais de bureau, lumière, chauffage, papier, encre, ainsi que les appointements des secrétaires ou surveillants généralement quelconques ; la deuxième, que cette somme de 2.500 f. n'est accordé qu'au citoyen Chouly seulement, et ce à raison des services qu'il a rendus et qui garantissent qu'il continuera d'en rendre à la commune près la régie de l'octroi ».

Autorisation est demandée de laisser entrer les viandes coupées moyennant un droit de 5 centimes par kilogramme, déjà prévu par le tarif ; le Conseil se réserve d'émettre un vœu « exprès et prochain » pour solliciter « le rapport de l'ordonnance du Commissaire général de police qui prohi-

1. *Cons. P.-V. des séances*, t. I, p. 160. Le premier Consul, le Ministre des relations extérieures et le Ministre de l'Intérieur séjournèrent à Lyon pour la tenue de la Consulte cisalpine (Assemblée constituante de la République cisalpine qui proclama Bonaparte président de la République) du 21 nivôse au 8 pluviôse an X. (Cf. description de ce séjour dans *Almanach de Lyon*, an XI, pp. iv à xxxi.)

2. *Cons. mun P.-V. des séances*, t. I, p. 151.

3. *Ibid.*, p. 151 et s.

bait l'entrée des viandes coupées... » Quant aux abatis de bœuf ou de vache, le Conseil se réfère à son vœu du 28 thermidor an IX « par lequel le prix d'entrée desdits abatis était fixé à 50 centimes. »

Désireux de calmer les inquiétudes des soumissionnaires, le Conseil supprime et « regarde comme non venu » l'article 30 du bref qui était ainsi conçu : « Dans le cas où il serait fait aucuns changements soit aux clauses du bref qui seront adoptées, soit au tarif en augmentation ou diminution des droits, soit enfin au mode établi pour la perception, sans le concours et l'adhésion du corps municipal, la présente adjudication sera résiliée de plein droit, et la commune pourra disposer de suite de l'octroi, ainsi qu'elle avisera bon être ¹. »

Enfin, l'assemblée rappelle que toute taxe sur le charbon de terre a été supprimée par arrêté du Préfet du 2 prairial an IX et que cet arrêté a été approuvé par le Ministre. Elle rappelle aussi qu'elle a voté, le 28 thermidor an IX, pour que les vignes situées « dans l'intérieur de la ville soient exemptes de toute contribution à l'octroi » et pour que le droit sur les eaux-de-vie fût porté à 6 f. et celui sur les esprits à 10 f. ².

Le Conseil fait observer qu'il n'a été statué qu'implicitement, « et parce qu'il en fut fait mention dans un précédent bref » sur ces deux vœux et il espère que « le citoyen Conseiller d'État Préfet » statuera d'une manière positive sur ces deux objets. Sans doute ceux-ci avaient-ils été oubliés.

Le Préfet fit part de tous ces desiderata au Ministre.

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 148 et 149.

2. Cf. p. 227.

Il écrivit, en effet, le 24 pluviôse an X, au Président du Conseil municipal :

« ... Je ne puis... adopter moi-même les modifications et exceptions que vote le Conseil. Je vais les adresser au Ministre qui les sanctionnera sans doute ; d'ailleurs l'approbation que je lui donnerais ne serait, d'après la loi ¹..., que provisoire, et il s'agit ici d'une adjudication définitive. L'incertitude de la confirmation à obtenir du Gouvernement pourrait nuire même à la chaleur des enchères. Ces motifs me paraissent assez puissants pour différer de quelques jours l'adjudication, si la décision du Ministre ne parvient pas avant l'époque que j'ai fixée pour cette adjudication... Je prendrai un arrêté sur l'exemption de toute contribution à l'octroi en faveur des vignes situées dans l'intérieur de la Ville, et sur l'augmentation du droit sur les eaux-de-vie ; je soumettrai également au Ministre ces dispositions ²... »

Le 23 pluviôse, Chouly avait envoyé au Ministre des explications sur le traité qui corroboraient les vœux de la municipalité sur plusieurs points ³.

Hélas ! les bureaux parisiens laissèrent le dossier traîner et le Préfet fit de vaines réclamations le 1^{er} ventôse ⁴.

Le 11 ventôse, le soleil se lève sans que Paris ait donné signe de vie et l'adjudication doit être ajournée. Aussi, ce 11 ventôse, le Conseil municipal ne peut-il plus contenir son impatience :

« Le Conseil, considérant que si... le délai de quelques jours ne nuit pas essentiellement, une suspension illimitée deviendrait préjudiciable, et que d'ailleurs elle serait contraire à l'énoncé du bref approuvé par le Ministre et dont il résulte, article 1^{er},

1. La loi 27 frimaire an VIII sur l'organisation générale des octrois.

2. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 160 et 161.

3. *Arch. départ.* Octrois 4.

4. *Arch. nat.* F^{1c} III, Rhône 5. La préparation de l'arrêté du 17 ventôse envoyant au Ministère de l'Intérieur la comptabilité communale pour la confier à Français de Nantes explique peut-être ce retard.

que l'exercice des adjudicataires régisseurs doit commencer le 1^{er} germinal prochain... émet les vœux suivants... Le... Préfet est invité à assigner, pour le 21 ventôse courant, l'adjudication définitive... pour être ladite adjudication faite en conformité du bref... et invariablement le dit jour 25 courant... Une députation de trois membres est chargée de présenter le présent vœu au citoyen conseiller d'État Préfet ¹... »

Fort heureusement, l'approbation ministérielle arrive le 19 ; l'adjudication est définitivement fixée à la date du 25 courant ; les Maires sont autorisés à faire poser des affiches ².

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t I, p. 180.

2. *Ibid.*, p. 187.

CHAPITRE IV

LA RÉGIE SIMPLE DE LA VILLE

(12 fructidor an IX-30 ventôse an X.)

En attendant que l'adjudication donnât à l'octroi une nouvelle administration, la municipalité avait dû demander le 24 thermidor, comme on l'a vu¹, que l'octroi fût régi directement par deux directeurs provisoires sous la surveillance du Commissaire Chouly.

Nommés par le Préfet, le 3 fructidor, pour assister la Régie Ricard, entrés en fonction le 7, ces directeurs se trouvèrent par l'arrêté du 12, seuls chargés de l'administration de l'octroi².

Ce fut ce qu'on appela la Régie provisoire de la Ville. Quoique provisoire cette régie eut son importance ; elle n'était pas seulement un nouveau mode de perception qui se substituait à l'ancien, elle apparaissait encore comme une réaction contre les principes centralisateurs du Consulat. Dotée depuis peu d'un Conseil municipal, la commune de Lyon allait gérer directement une entreprise considérable.

Les deux directeurs avaient été choisis par le Conseil municipal lui-même³.

Le directeur provisoire fut Lallemand. Ce citoyen est

1. Cf. p. 165.

2. Cf. p. 179.

3. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 100.

vraisemblablement le même qu'un certain Allemand, qu'un pétitionnaire nommé Delespinne recommandait, dès le 17 prairial, à la sollicitude du Conseil pour la place de directeur de la régie directe qu'il préconisait ¹. Lallemand est un marchand de tabac en gros de la rue du Plâtre.

Le directeur adjoint fut probablement un certain Cotton qui n'est pas autrement connu ².

A côté des directeurs, conformément au désir exprimé par la municipalité, se trouvaient trois agents ³ chargés de surveiller la Régie au nom des trois maires. Le Conseil avait laissé le soin de leur nomination aux directeur et adjoint ⁴. En fait, ils furent désignés le 7 fructidor par le citoyen Chouly qui fit appel au concours de trois employés de la Régie Ricard.

Le premier, Janthial, « ex-inspecteur général de la Régie », nous est inconnu par ailleurs ⁵. Les deux autres sont des créatures de Chouly : Lafite de Pelleporc et Chalmas aîné. Lafite de Pelleporc, ancien inspecteur général révoqué pour son dévouement au Commissaire du Gouvernement et dont nous avons dit combien il était suspect ⁶ est le futur associé de Delaval ; il est redouté des employés ⁷. Le citoyen Chalmas aîné, « ex-contrôleur », avait été

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 81. Le procès-verbal de la séance du 19 prairial an IX fait simplement mention de la lettre du citoyen Delespinne. V. cette missive dans *Arch. départ.* Octrois 6.

2. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 100. A la séance du 24 thermidor an IX, le Conseil émet le vœu que le citoyen Cotton soit préféré pour remplir la place de directeur adjoint, mais l'arrêté du Préfet ne nomme que le directeur ; il ne fait aucune allusion au directeur adjoint.

3. Un agent par division.

4. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 100.

5. *Arch. départ.* Octrois 2.

6. Cf. p. 119.

7. Cf. p. 245.

révoqué parce que, disait la Compagnie, elle le soupçonnait de favoriser la fraude ¹.

La réintégration de ces trois personnes dans la nouvelle administration semblait annoncer une « réaction » contre la Régie Ricard. C'est bien ce que pensent les employés, qui s'inquiètent au point que Chouly doit leur assurer le 19 thermidor qu'il ne serait fait entre eux d'autres distinctions que celles qu'exigent la probité et les talents ².

Une lettre de la Régie au Préfet, datée du 24, nous apprend en effet, qu'on craignait dans les bureaux les représailles de Chouly ³. Le sort de Chappet-Vangel pouvait servir d'exemple. Certains fonctionnaires éprouvaient aussi quelque répugnance à servir le nouveau régime.

Le Conseiller Defarge, qui a retiré tout pouvoir à la C^{ie} Ricard par son arrêté du 12 fructidor, complète, par ce même arrêté, l'administration de l'octroi en nommant deux nouveaux régisseurs. Son choix s'était porté sur deux personnes très recommandables.

La première était le citoyen Plouvyé, ancien receveur des aides et droits réunis à Lyon. Plouvyé avait proposé un plan de régie directe fort perspicace et le Préfet l'avait nommé directeur pour la Préfecture. Il était devenu régisseur adjoint à la suppression de ce poste ⁴, mais, prétextant une maladie, il se déroba ⁵.

La seconde était un ancien conseiller municipal, La Fau-

1. Cf. p. 121.

2. Arch. départ. Octrois 2.

3. Ibid.

4. Cf. p. 103.

5. Arch. départ. Octrois 2.

velière, qui fut remplacé le 6 messidor an IX ¹ et qui tenta de soumissionner lors des difficultés suscitées par Delaval². D'une situation plus indépendante que Plouvyé, il déclara sans ambages, le 15 fructidor, que les calomnies de Chouly ³ et les entraves que le Commissaire apportait à l'administration de l'octroi, l'empêchaient d'accepter ⁴.

Le 21 fructidor, le chef du bureau du transit, le citoyen Terrasse dont parle Chouly dans son procès-verbal du 22 thermidor⁵, donne sa démission⁶. Il est vrai que Terrasse soumissionne avec La Fauvelière le 30 brumaire an X⁷. On peut supposer que telle est la cause de son départ, mais cette hypothèse ne paraît pas devoir être confirmée. En effet, si La Fauvelière et Terrasse avaient eu l'intention de poser leur candidature dès le 21, ils se seraient présentés à l'adjudication du 29. On doit donc plutôt admettre que le départ de Terrasse tient à sa mésintelligence avec Chouly.

Personne ne s'était trompé en conjecturant que l'omnipotence de Chouly allait entraîner des mouvements de personnel. On voit revenir les amis du Commissaire. Dès le deuxième jour complémentaire an IX, la Régie envoie l'état suivant au Préfet :

Octroi municipal et de bienfaisance, Lyon, le 2 complémentaire an 9. — La Régie de l'Octroi municipal et de bienfaisance de la Ville de Lyon, au Préfet du département du Rhône. —

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, p. 93.

2. Cf p. 249.

3. Aucune accusation précise contre La F. ne nous a été conservée, mais comparer p. 174.

4. *Arch. départ. Octrois* 2.

5. Cf. p. 188.

6. *Arch. départ. Octrois* 2.

7. Cf. p. 249.

Citoyen Préfet, — Nous avons l'honneur de vous transmettre ci-joint l'état motivé des révocations et changemens que nous avons arrêtés. — L'intérêt de la perception commandoit impérieusement cette mesure ; le relâchement introduit parmi les employés en réclamoit l'exécution sans retard. Nous ne doutons pas, Citoyen Préfet, qu'elle n'obtienne votre assentiment. — Agréez nos salutations respectueuses. — Les Régisseurs : — Lalle-mant. — Rambaud-Brosse, adjoint. — Gleyze aîné, adjoint. — Roussel, adjoint.

Octroi municipal et de
bienfaisance de la
Ville de Lyon.

Etat motivé des révocations et
changemens arrêtés par la
Régie de l'octroi.

	DÉSIGNATION des postes	NOMS des préposés révoqués.	MOTIFS DES RÉVOCATIONS
RÉVOCATIONS	Ainay.	Billiat.	Faveur accordée à un contribuable. — Enlèvement permis de deux pièces eau-de-vie sans paiement des droits. — Soupçons depuis longtemps d'intelligence avec le propriétaire de l'entrepôt voisin de son bureau.
	Pierresise.	Martin.	Défavorablement connu sous tous les rapports. — Convaincu d'avoir signé un bulletin de sortie dont l'objet est resté en ville.
	La Butte.	Riche.	Ex-gendarme chassé du corps de la gendarmerie pour les mêmes faits exposés au Préfet, le 22 fructidor, au sujet du nommé Perrin ¹ .
	Pierresise.	Josserand.	Insubordonné et continuellement ivre.
	Ainay.	Aurosset.	Négligence habituelle et liaisons suspectes.
	Guillotière.	Guilpart.	Ivrognes incorrigibles.
	Ainay.	Lahire.	
	Ambulance.	Milan, Janier, Debarge, Mi- chalet, Cha- nove, Cha- vance.	Négligence habituelle. — Ivroquerie. — Soupçons de connivence avec les fraudeurs.
	Patache.	Cave, Soubry.	

1. Nous n'avons rien trouvé sur cette affaire.

	DESTINATION		NOMS des préposées.	MOTIFS DES CHANGEMENTS
	Ancienne.	Nouvelle.		
CHANGEMENTS	Pont-Morand.	Butte.	Poirieux.	Peu propre au 1 ^{er} emploi qu'il occupait — fatigant (<i>sic</i>) les contribuables par son excessive lenteur. — Écrivant très péniblement. Il y a eu sur le compte de cet employé d'autres soupçons; mais il n'y a rien d'assez précis à cet égard; de la place de vérificateur il passe à celle de chef de poste.
	Croix-Rousse.	Carmélites.	Vagner.	Vérificateur par intérim est rentré à son rang de préposé.

Le présent état certifié conforme au registre (*sic*) des délibérations. A Lyon, le 2 complémentaire an 9 de la République française. Les Régisseurs : — Lallemand. — Rambaud-Brosse, adjoint. — Gelyze aîné, adjoint. — Roussel, adjoint ¹.

Ces révocations semblent d'ailleurs tout à fait fondées; il s'agit d'employés de grade inférieur et nul n'a jamais prétendu que tout était parfait dans la régie Ricard. Il ne faut pas oublier en particulier, que le personnel fut recruté en quelques jours; si l'état-major a dû être sélectionné, le recrutement hatif des subalternes devait fatalement donner quelque mécompte.

Mais d'autres mouvements sont plus suspects. Après Pelleporc et Chalmas déjà cités, on voit revenir Puygsech, pour qui il est créé un emploi de sous-chef comptable au bureau central ².

En revanche, les fonctionnaires dévoués à la régie Ricard ne sont-ils pas écartés? Nicolas Guerre, probablement frère de l'ex-régisseur Jean, receveur du bureau de Vaize,

1. Arch départ Octrois 3.

2. Arch. départ. Octrois 2 et 10.

est révoqué le 14 vendémiaire an X, sous prétexte qu'il s'est refusé à la vérification de sa recette. C'est très vraisemblablement de lui qu'il est question dans la lettre suivante que la Régie adresse le lendemain au Préfet :

Liberté. — Égalité. — Lyon, 15 vendémiaire an 10. — La Régie de l'Octroi municipal et de bienfaisance de la Ville de Lyon. — Au Préfet du département du Rhône. — Citoyen Préfet. — La Régie en rejetant de son administration quelques membres gangrenés qui en troublaient la marche, avoit cru détruire le mal elle avoit cru surtout en arrêter la contagion.

Cependant elle a été informée que plusieurs employés destitués, toujours dirigés par de coupables intentions, maintiennent avec certains préposés de l'octroi des liaisons perfides ; elle sait que ces derniers soutiennent leurs espérances, défèrent même à leurs vœux et trahissent lâchement les intérêts qui leur sont confiés.

Une compagnie de contrebandiers composée d'employés révoqués et qui naguères, à la faveur de leur emploi, favorisoient la fraude, s'organise en ce moment et au moyen des intelligences qu'ils ont conservées parmi leurs anciens camarades, ils espèrent réaliser des projets destructeurs de l'impôt. Deux frères *Guerre* sont dans ce complot ; les ex-employés Perrin, Chavance, Soubry, Milan, Chanove, Granier, Guilpard, Fabre, Chorin, Jacob sont les principaux moteurs de la désorganisation qu'on se propose et que nous nous sommes empressés de prévenir, en éloignant de l'administration deux hommes dangereux pour l'octroi, mais qui ne sont eux-mêmes que des instruments dirigés par une main plus exercée.

Nous savons qu'on nous reprochoit, depuis quelques jours l'indifférence avec laquelle nous laissions former sous nos yeux cette bande désorganisatrice ; mais nous avons cru qu'il étoit de la prudence de prendre, avant d'agir, les informations qui devoient régler et assurer la marche que nous avions à suivre.

L'ordre et la régularité qui règnent dans le service depuis la régie provisoire ; l'augmentation des produits dans le dernier mois de l'année, époque ordinairement si stérile, doivent vous convaincre, Citoyen Préfet, que nous n'avons rien négligé pour le succès de l'octroi.

L'avantage de cet établissement intéressant, et le désir de

mériter votre approbation, dirigeront jusqu'au dernier moment, tous les actes de notre administration. — Gleyze aîné, adjoint. — Rambaud-Brosse, adjoint. — Lallemant ¹.

Ce document a-t-il une grande force probante ?

On remarquera qu'il insinue plus qu'il ne prouve, qu'il parle d'intentions au lieu de citer des faits. On n'oubliera pas que si les motifs invoqués, le deuxième jour complémentaire, pour justifier la révocation de Chavance, Soubry, Milan, Chanove, Guilpart et autres sont exacts, ces individus sont des « ivrognes incorrigibles », des fonctionnaires négligents, des complices de fraudeurs. Il est prouvé que la Compagnie Ricard a combattu énergiquement ces mauvais serviteurs ², que la fraude était aussi ruineuse pour la Régie que pour la Commune et que le citoyen Jean Guerre, accusé par Chouly de la favoriser ³, n'y pouvait avoir intérêt. Jean Guerre aurait dû agir avec la connivence dégradante de ces ivrognes peu scrupuleux ; c'est contre quoi protestent le passé de Jean Guerre et l'honorable situation de sa famille ⁴.

Mais on est porté à croire que la Régie n'a peut-être pas tort de parler de « liaisons » entre Guerre et certains employés révoqués, de penser que ceux-ci placent en lui « leurs espérances », puisque l'hostilité de Chouly contre Guerre est patente et qu'il est fatal que les ennemis du Commissaire soient — ou cherchent à devenir — les amis de Guerre. Celui-ci peut avoir intérêt à attiser leur mécontentement, mais il est plus difficile d'admettre qu'il ait voulu former « une compagnie de contrebandiers » et l'outrance

1. *Arch. départ.* Octrois 4.

2. Cf. p. 61.

3. Cf. p. 120.

4. Cf. p. 37.

même des griefs laisse planer sur la légitimité des motifs de révocation les doutes les plus sérieux.

Enfin une dernière personne fut révoquée ; celle-là appartenait aux cadres supérieurs. A. Cambou, inspecteur de l'Octroi, se plaint le 1^{er} vendémiaire an X, d'être destitué sans motif.

Cambou était un vieux militaire, il était entré au régiment de Dauphin en 1761. Lieutenant à Penthievre-Dragons en 1785, chevalier de Saint-Louis en 1791, il s'était retiré du service en 1792. Il avait déployé une nouvelle activité en entrant dans l'administration des subsistances militaires en 1793 ; il était devenu inspecteur à l'armée des Pyrénées-Orientales, puis à celle des Alpes en 1794-1797 ¹.

Son passé semble honorable mais son rôle sous la Régie Ricard fut effacé ; était-ce faute de compétence ? On ne pourrait rien dire de sa révocation, si l'on ne se souvenait qu'il était le subordonné de Lafite-Pelleporc en tant qu'inspecteur de l'Octroi. Il était donc le collègue de Chappet-Vangel. Son départ a pour effet d'écarter le dernier représentant de l'ancienne inspection, au moment où revient Lafite-Pelleporc. Celui-ci voulut-il faire disparaître un dernier et proche témoin de ses anciens exploits ? A-t-il voulu exercer une vengeance sur un collègue suspect de fidélité à Chappet-Vangel ? Il est impossible de répondre, mais la question méritait d'être posée.

Ces changements qui affectaient la composition du personnel ne nuisirent d'ailleurs pas au fonctionnement de la Régie. Prolongée par suite des difficultés que soulevèrent les adjudications, jusqu'au 30 ventôse an X,

1. Arch. départ. Octrois 4. Le dossier de Cambou au Ministère de la Guerre ne contient que ces états de service.

celle-ci dura sept mois et les résultats furent excellents.

Pour toute cette période, des états mensuels nous fournissent le chiffre des entrées et celui des recettes. En retenant des entrées les cinq produits les plus importants : vins de France, bœufs, moutons, bois de chauffage et foin, on peut se rendre compte de l'activité économique de la ville pendant ces sept mois.

Les quantités que nous indiquons sont celles des denrées consommées à Lyon (voir tableau p. 268).

Les mois les plus productifs ¹ sont ceux de brumaire à pluviôse (septembre à février) ; ce sont aussi ceux où le trafic des vins est le plus élevé. Ces données s'accordent parfaitement avec les renseignements que l'on peut tirer de l'expérience plus longue de la Régie Daresté ². Elles semblent donc indiquer une situation économique stable. La régie simple bénéficie, en effet, d'une époque de paix continentale et de la tranquillité qu'ont pu procurer les préliminaires de la paix d'Amiens, signés le 1^{er} octobre 1801 (8 vendémiaire an X). La pacification complète (traité d'Amiens 25 mars 1802-3 germinal an X), qui fera de l'année 1802 l'une des années réputées les plus heureuses du Consulat et de l'Empire ³, ne profitera qu'à la Régie Daresté.

La population de Lyon en l'an X a peut-être déjà atteint le chiffre de 95.000 qu'elle aura encore en l'an XII ⁴, mais la reprise des affaires commence seulement à se faire sentir.

1. Cf. p. 198 et pièce justificative n° 3.

2. Cf. p. 437.

3. Pariset, *Le Consulat*, pp. 127 à 130 et 246, 247.

4. Cf. p. 433.

DENRÉES AYANT ACQUITTÉ LES DROITS D'ENTRÉE

du 1^{er} fructidor an IX au 30 ventose an X¹.

	VINS de France en années.	BŒUFS	MOU- TONS	BOIS de chauffage en moules.	FOIN (en quintaux).
Fructidor et J. C. an IX . .	8.962,60	902	12.865	1.603,1/2	5.481,995
VendémiaireX.	13.186,21	754	12.476	1.477,5/24	13.698
Brumaire. . .	29.048,97	804	10.081	1.355,11/24	5.229, 1/2
Frimaire ² . .	15.100	832	9.002	775,5/12	3.254
Nivôse. . . .	8.542,18	1.305	9.812	1.145,1/6	9.632,99
Pluviôse . . .	16.461,04	1.157	6.544	1.627	8.162
Ventôse . . .	1.582,65	766	4.806	616,1/4	2.975
Total ³ . .	92.883,65	6.520	65.586	8.600	48.432,59

Comme le dit, le 23 vendémiaire, le Conseil municipal, la paix « ouvre la source et les canaux de la prospérité publique... elle offre principalement à cette cité, pour le rétablissement de son commerce, l'espoir de l'avenir le

1. Arch. départ, Octrois 12.

2. Il est à noter que le mauvais temps et la crue des eaux ont gêné le trafic.

3. L'état de Régie du 1^{er} fructidor an IX au 30 ventose an X est sensiblement différent : 119.851, 75 1/2 années de vin, 6.536 bœufs, 65.651 moutons, 8.600 1/2 moules de bois, 46.466 44/100 quintaux de foin.

plus flatteur¹ ». C'est ce qui explique sans doute que — malgré le séjour du Premier Consul et de la Consulte Cisalpine à Lyon, en ventôse — les résultats de la régie municipale soient supérieurs à ceux de la régie Ricard, mais inférieurs à ceux de la régie Daresté².

En ce qui concerne le transit, les comptes ne sont pas assez clairement établis pour nous permettre d'évaluer avec précision l'importance du commerce de commission. Nous ne pouvons donner que quelques renseignements fragmentaires :

Du 1^{er} fructidor au 5^e jour complémentaire an IX ont acquitté la taxe sur le transit à délai : 4.018,87 1/2 ânées de vins de France, 2 moutons et 31,1/2 quintaux de foin.

Du 1^{er} au 30 frimaire an X : 965,78 ânées de vins de France, 1 bœuf et 1 quintal de foin.

Du 1^{er} au 30 nivôse an X : 2.302, 15 ânées de vins de France et 1/2 moule de bois.

Du 1^{er} au 30 ventôse an X : 1.632, 51 1/2 ânées de vins de France, 15 bœufs et 32 quintaux de foin³.

L'état général du 1^{er} fructidor an IX au 30 ventôse an X évalue le transit des vins à 16.945, 24 ânées⁴.

Quant au rendement net de la régie simple, il ressort des comptes présentés au Conseil le 9 thermidor an X et de l'état publié par nous⁵. Pour cette période cet état donne 722.638 f. 86 3/4 en taxe principale. Là encore ces chiffres ne sont pas en parfaite concordance avec ceux

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 127.

2. Cf. chap. II, § 6 et chap. V, § 4.

3. *Arch. départ.* Octrois 12.

4. *Arch. départ.* Octrois 7.

5. Cf. p. 198.

que le Conseil municipal adopta lors de la reddition de compte :

« ... la Compagnie Ricard a embrassé dans ses comptes une portion des recettes du mois de fructidor an IX, parce que sa régie provisoire a existé jusqu'au 7 du dit mois... La régie provisoire a cependant cru devoir faire rentrer dans le compte ... la totalité des recettes de ce mois de fructidor ; elle y a trouvé l'avantage de jeter plus de clarté dans son travail et de nous présenter des résultats plus faciles à saisir ; elle a rétabli la balance entre ses recettes effectives et ses dépenses, en portant au premier chapitre des dernières cette portion de recettes du mois de fructidor qui a été versée, dans le temps, dans les caisses de la Compagnie Ricard et dont celle-ci a tenu compte.

« Il en résulte donc que les recettes portées au compte... sont celles des sept mois pleins du 1^{er} fructidor an IX au 30 ventôse de cette année ; elles s'élèvent à la somme totale de 818.624 f. 60 1/6, qui se compose de la manière suivante, savoir :

1° La taxe principale s'élevant à	724.652 f. 78 1/4
2° La taxe additionnelle de	88.609 f. 25 3/4
3° La portion afférente à la commune dans les amendes	813 f. 79
4° Les recettes particulières	4.426 f. 13
5° Et enfin les recettes extraordinaires . . .	126 f. 64 1/6
Somme totale.	818.628 f. 60 c. 1/6 ¹

Mais il faut déduire de cette somme 39.057 f. 32 c. 1/2 qui représentent les recettes de la C^{ie} Ricard du 1^{er} au 6 fructidor. Les recettes totales de la régie provisoire sont donc 779.571 f. 27 c. 11/12.

1. Cons. mun. P.-V. des séances, t. I, p. 259.

Quant aux frais ils s'élèvent à 130.091 f. 02 7/12 qui se subdivisent de la manière suivante :

Ordinaires :	126.497 f. 17 c. 7/12	1 ^o Appointments . . .	110.524 f. 34 1/12
		2 ^o Frais de bureau . . .	9.144 f. 40 1/12
		3 ^o Impressions	1.321 f.
		4 ^o Timbres	2.339 f. 98
		5 ^o Loyers	3.106 f. 16
		6 ^o Frais de procédure .	61 f. 30
Extraordinaires :	3.593 f. 85 c.	7 ^o Frais de premier éta-	
		blissement et entre-	
		tien	3.215 f. 90
		8 ^o Illuminations	377 f. 95
			130.091 f. 02 c. 7/12 ¹

La Commune a donc reçu 779.571 f. 27 c. 11/12 — 130.091 f. 7/12 = 649.480 f. 25 c. 4/12.

Les frais de la régie simple s'élèvent donc à environ 16 p. 100 de la recette brute.

Or on a vu que sur la première année de la régie Dareste, dont les recettes, quoiqu'un peu plus élevées, sont comparables à celles de la régie simple, la régie Ricard aurait coûté à la commune 22 p. 100, mais la régie Dareste, dans la seconde année de son bail, qui est la première où elle fasse des bénéfices, ne revient qu'à 13 p. 100 environ². Sain-Rousset exagérerait donc, lorsqu'il déclarait, le 15 thermidor an XII, que le résultat de la régie municipale « tel que la réflexion peut le pressentir, tel que d'autres expériences le constatent, a démontré que la gestion directe, pour une commune, d'un revenu qui, comme celui de l'octroi, se compose de perceptions disséminées et journalières est, de tous les mode d'exploitation, le moins productif³ ».

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 260.

2. Cf. p. 428.

3. *Arch. nat. F⁹ II, Rhône 12.*

CHAPITRE V

LA SECONDE RÉGIE INTÉRESSÉE

(1^{er} germinal an X-21 mars 1807.)

La seconde Régie intéressée de l'octroi de Lyon fut la seule qui ne périt pas de mort violente et prématurée. L'activité économique renaissante lui apporta de magnifiques recettes. A Paris, le conseiller d'État Français de Nantes réorganisait peu à peu les contributions indirectes. L'étude de la seconde régie intéressée permet de suivre pas à pas ses tentatives. Lyon possède alors le premier octroi de la République après celui de Paris, ce fut, sans aucun doute, pour le conseiller d'État un terrain d'expériences où s'essayèrent et se précisèrent ses conceptions. Les dix-huit premiers mois de la Régie inspirèrent à la commune les plus vives inquiétudes, l'insolvabilité et l'indélicatesse du principal régisseur compromirent gravement le Commissaire du Gouvernement, une résiliation fut prononcée. Heureusement il se rencontra un capitaliste lyonnais assez fortuné pour reprendre le bail et lui assurer une fin de carrière paisible. L'histoire de la seconde régie intéressée se divise donc en deux périodes : la Société Dareste, Isnard et Rasse, et la Société Guille.

§ 1. — LA SOCIÉTÉ DARESTE, ISNARD ET RASSE

Le cahier des charges de l'adjudication de la seconde

régie intéressée, avait été arrêté le 2 pluviôse an X et approuvé le 6 par le Ministre de l'Intérieur ¹.

Le 7 ventôse, le Conseil municipal se réunit pour arrêter la liste des soumissionnaires admis à concourir.

Les trois Maires firent lecture des diverses soumissions.

Dans la division du Nord se présentent : 1^o Jean-Antoine-Pancrace Malassagny, propriétaire, demeurant à Lyon, rue du Puits-Gaillot, n^o 2 ; 2^o Jean-Pierre Roux, aubergiste, tenant l'hôtel des Quatre-Nations, n^o 9.

Dans la division de l'Ouest, soumission des citoyens Antoine Joly et Gonnard, propriétaires à Lentilly (Rhône).

Dans la division du Midi, les candidatures sont plus nombreuses : 1^o Siméan, négociant, quai de Saône, ayant pour associés Brunet fils aîné et Joseph Seriziat ² ; 2^o Fleuri Guille, rue des Deux-Maisons ; 3^o Dareste, Isnard et C^{ie}, sous les noms de Dareste, Isnard, Rasse et Sabonadière ; 4^o Jacques Terme ; 5^o François Montlahuc, sous le nom de Montlahuc et C^{ie}, ayant pour associé Millou, d'Oullins.

La plupart des soumissionnaires avaient donc déjà pris part à l'adjudication du 29 fructidor, Millou et Joly, écartés alors par le Conseil, n'avaient pas craint de l'affronter de nouveau ³.

« Le Conseil ayant mis en délibération ceux des soumis-

1. Cf. p. 251 et s.

2. Administrateur du district en 1791, après des élections qui furent « une victoire pour le parti municipal » dont les tendances étaient républicaines. Marchand de blé, il ravitailla Lyon en 1793. (RUFFATERRE, *Le mouvement antijacobin*, II, 251, 366). Ni WAHL, ni RUFFATERRE ne donnent son prénom, mais l'un et l'autre indiquent qu'il est de Vaize. Or Joseph Seriziat, négociant, est bien de Vaize. (Cf. CHARLÉTY, *Vente des biens nationaux dans le Rhône*). On ignore sa parenté avec le général Charles Seriziat (Cf. RUFFATERRE, II, 159, n^o 1. WAHL, *Les premières années de la Révolution*, p. 426.)

3. Cf. p. 236 et s.

sionnaires qui devaient être admis à concourir ou être rejetés du concours... a émis le vœu :

A ce que les citoyens Malassagny, Siméan et C^{ie}, Guille, Dareste et Isnard, Terme, soient définitivement admis à concourir aux enchères ;

A ce que les soumissions d'Antoine Joly et Gonnard Jean-Pierre Roux et Montlahuc demeurent rejetées ¹. » Les motifs du Conseil demeurent inconnus.

C'est le 20 ventôse an X que l'adjudication eut lieu. Dareste et Isnard portèrent leur soumission jusqu'à un million cent trente et un mille francs. Personne n'osa couvrir des offres aussi élevées. Les nouveaux régisseurs furent installés le 1^{er} germinal an X.

Comme le dit plus tard, Sain-Rousset, la Société Dareste et Cie était « une compagnie que quelques noms estimés décoraient et dont les tiges principales étaient exotiques ² ».

L'associé dont le nom figurait en tête était Antoine Dareste de la Chavanne, baptisé à Lyon, le 7 mars 1760, receveur général du Tabac dans la même ville, fils de Jean-Jacques Dareste de la Plagne, écuyer, receveur des Gabelles à Saint-Symphorien-le-Château, subdélégué de l'Intendant de Lyon ³.

Claude-Antoine Isnard habitait à Saint-Julien-en-Beaujolais (Rhône).

Quant aux tiges « exotiques » ce sont les Parisiens Rasse et Sabonadière.

Rasse a son domicile 1201 rue de Vaugirard, et Scipion

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 179.

2. *Arch. nat. F^o II. Rhône 12* (historique de l'octroi).

3. JOUVENCEL (Henri DE), *L'assemblée de la noblesse de la sénéchaussée de Lyon en 1789*, Lyon 1907, in-4^o, p. 367. Voir aussi dans WAHL, *Les premières années de la Révolution*, pp. 217, 222, 469, deux Dareste groupés à la table, sans prénom, qui sont peut-être un même personnage et dont l'un, receveur des contributions, peut être le nôtre.

Sabonadière habite dans un immeuble dont il est propriétaire, Cul-de-sac Hiacinthe, 59 rue de la Sourdière¹.

Rasse est un ancien « entrepreneur de la Marine² ». Il est probable qu'il faut l'identifier avec un certain « Rassé » qui s'embarqua en 1785, en qualité « de commis aux revues et approvisionnements », à bord de la « flute » du Roi « le Mulet » en armement au port de Lorient³. A cela se borne pour nous toute sa biographie, mais le lecteur partagera certainement l'opinion de Français de Nantes qui disait de lui, le 8 floréal an XI, qu'il n'avait « ni l'intelligence, ni les moyens pécuniaires, ni la considération personnelle nécessaires à une entreprise » du genre de l'octroi⁴.

Rasse et Sabonadière paraissent des individus peu scrupuleux ou sans moyens, mais nous n'avons aucun autre renseignement biographique.

La constitution de la Société nous est mieux connue⁵.

Dareste et Isnard sont les seuls adjudicataires. Rasse et Sabonadière ne sont que des régisseurs adjoints, dont Isnard a fait inscrire les noms comme ceux de ses associés dans le procès-verbal d'adjudication.

1. *Arch. départ.* Octrois 7 (20 pluviôse an XI). Il y a eu un Jean-Scipion Sabonadière qui eut une existence assez mouvementée et fut agent du Ministère de l'Intérieur en 1793. (Cf. P. CARON, *Rapports des Agents du Ministre de l'Intérieur*, I. pp. 339 et s.). Il est probable que c'est lui qui fut pasteur à Caen du 13 germinal an XI au 1^{er} mars 1816 (*Arch. nat.* F¹⁹, 10416). Cette hypothèse ne permet donc pas de l'identifier avec l'associé de Rasse dont la réputation est suspecte et qui eut des difficultés financières qui s'achevèrent en justice, ce dont son dossier de pasteur porterait sans doute trace. On trouve un Sabonadière qui demande le 24 frimaire an V une place de Commissaire près du tribunal civil de Nîmes. (*Arch. nat.*, AF^{III} 80, n° 892; 24 frimaire an V). Un autre est en l'an VII adjudicataire du bail des salins de Peccais (Gard) (*Ibid.*, 103, n° 3179).

2. *Arch. nat.* AF^{IV} 1051, p. 23.

3. *Arch. nat.* Marine C⁷ 269 dossier Rasse. Il ne contient que cette pièce.

4. *Arch. nat.* AF^{IV} 1051, p. 23.

5. V. lettre d'Isnard du 25 pluviôse an XI. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 429, 430.

Dareste n'est d'ailleurs qu'un prêtre-nom; il a renoncé, moyennant 18.000 f. payables en trois années, à raison de 500 f. par mois, à tout intérêt dans l'entreprise et son traité lui interdit d'y intervenir. Il se borne à assister aux séances de la Régie avec voix délibérative et faculté de départager ses co-associés en cas de conflit ; cette assistance est facultative ¹.

Isnard a droit à un huitième sur l'intérêt social. Le surplus se divise par tiers entre Rasse, Sabonadière et un quatrième régisseur qui n'est pas nommé au procès-verbal : Vacassy, parisien lui aussi, habitant 203 rue Montmartre. Le citoyen Vacassy exerce les fonctions de caissier général ².

Seuls administrent réellement Rasse, Sabonadière et Vacassy. Dareste et Isnard semblent n'avoir été là que pour donner à l'entreprise les apparences d'une société lyonnaise et entraîner, grâce à leur honorabilité et à leur prestige dans la localité, les suffrages du Conseil. Si l'on en croit un plaidoyer en faveur de Rasse et de son associé ultérieur Porral, les véritables régisseurs eussent été Rasse et Sabonadière, qui auraient avancé la caution de 50.000 f. en espèces et les 36.000 f. du premier terme du bail qui se payait d'avance ³.

Quoi qu'il en fût, la compagnie présenta le 29 ventôse an X, à titre de caution, Pierre-Joseph Lion, propriétaire 197 rue Neuve des Capucines à Paris, pour 60.000 f. et Pierre-Marie Canot, propriétaire à Vinzel (Saône-et-Loire), pour le surplus ⁴.

1. *Arch. départ.* Octrois 7 (20 pluviôse an X).

2. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 379.

3. *Arch. départ.* Octrois 11. Cf. aussi pièce justificative n° 2.

4. *Arch. départ.* Octrois 11.

La caution de Canot fut reconnue insuffisante, car ses biens qui valaient 200.000 f. étaient grevés d'une hypothèque de 163.971 f.¹.

La caution de Lion resta acquise, et l'hypothèque prise sur ses immeubles ne fut levée qu'en nivôse an XII, lorsque la question de la caution Bigot eut été réglée.

La Régie chercha, en effet, un autre répondant qui fut le citoyen Bigot. Robert Bigot, demeurant à Vincennes près de Paris², signe *Robert Bigot de Sasselot*³ et la Régie le dit fils d'un ancien président au Parlement de Rouen⁴.

Il faut vraisemblablement l'identifier avec un nommé Bigot, âgé d'environ trente-deux ans, fils lui aussi, dit-on, d'un ex-président au Parlement de Rouen, accusé d'avoir fait de l'agiotage à Paris et soupçonné d'avoir été blessé dans la Vendée en combattant contre les républicains. Émigré non radié, il est signalé à la police, le 11 prairial an IV, comme ayant quitté Passy sans passeport⁵. Il était ancien officier de carabiniers⁶.

Le personnage en question eut quelque peine à se faire rayer de la liste des émigrés. Le 21 germinal an III, sur le vu de certificats de résidence qui soulevèrent quelques difficultés, le Comité de législation décidait sa radiation. Les conventionnels Yger et Revel, puis les commissaires du Directoire près des municipalités de Cany et de Veules protestent⁷. L'arrêté fut suspendu le 1^{er} floréal an III⁸.

1. Arch. départ. Octrois 5 (mémoire de la Régie).

2. Arch. départ. Octrois 11 (acte de cautionnement).

3. Ibid.

4. Arch. départ. Octrois 5 (mémoire de la Régie).

5. Arch. nat. F⁷ 7158 (B² 5868).

6. Arch. nat. F⁷ 5840.

7. Arch. nat. F⁷ 7297 (B⁴ 2986).

8. Arch. nat. F⁷ 5840.

S'appuyant sur des dénonciations anonymes, les protestataires prétendaient que Bigot, émigré, avait débarqué près de Saint-Aubin, à Epineville, le 29 d'octobre 1792, en compagnie de quatre autres émigrés, qui furent arrêtés.

Bigot était bien dans le canton de Cany à la fin du mois d'octobre 1792 ; un de ses certificats de résidence, d'ailleurs contesté, l'affirme. Une enquête menée en l'an V par le commissaire du pouvoir exécutif près de l'administration centrale du département de Seine-Inférieure, révéla que Bigot était alors en relations avec le citoyen Bréant, père d'un des émigrés arrêtés. Un citoyen prétendit avoir demandé à un autre de ces émigrés pourquoi il n'avait pas suivi Bigot et n'aurait pas reçu de démenti quant à la présence de ce dernier. Le commissaire ne voyait d'ailleurs là que des « on-dit » vraisemblables, mais non des preuves certaines susceptibles de s'opposer à la radiation ¹.

Mais on examina de nouveau les certificats de résidence de Bigot et l'on s'aperçut que pour vouloir trop prouver ils ne prouvaient rien. Un certificat de Paris attestait la résidence de Bigot dans la capitale du 15 juin 1792 au 12 janvier 1793, tandis qu'un deuxième mentionnait sa présence à Rouen du 1^{er} janvier au 28 octobre 1792 et qu'un troisième, délivré dans la même ville et destiné sans doute à rectifier le précédent en le mettant d'accord avec celui de Paris, prétendait que le titulaire avait été à Rouen du 1^{er} janvier au 21 juin 1792. Enfin, pour couvrir deux mois d'absence auxquels il était fait allusion dans ces pièces, un quatrième certificat, délivré à Sasselot (Seine-Inférieure) le 13 janvier 1793, enregistrait la présence de

1. *Arch. nat.* F⁷ 7297 (B¹ 2986). Sur Bréant (Nicolas-Claude) et ses 3 compagnons. Cf. F⁷ 5655.

Bigot sur le territoire de cette commune les 13 mai et 30 octobre 1792¹.

Une lettre du 11 floréal an V, émanant du lieutenant de la 7^e demi-brigade mobile, montrait d'ailleurs quelles complaisances Bigot pouvait rencontrer. Bigot s'est présenté, dit-il, à Sasselot dont il était ci-devant seigneur, et a fait viser son passeport sans que la municipalité lui posât aucune question ou demandât son acte de radiation. « Le Commissaire du Directoire n'a seulement pas eu la hardiesse de le regarder en face². »

Bigot fut donc définitivement inscrit sur la liste des émigrés par arrêté du 26 vendémiaire an VI³. Ce n'est que le 1^{er} nivôse an X qu'il parvint à obtenir sa radiation⁴.

Main-levée fut donnée du séquestre sur ses propriétés, sises à Saint-Martin-aux-Burneaux (Seine-Inférieure, arrondissement d'Yvetot) et à Sasselot (ibid.)⁵. La Régie affirmait qu'elles représentaient un revenu net de 54.000 f. et que, malgré une hypothèque de 400.000 f., le revenu disponible excédait encore 32.000 f.⁶.

Le 1^{er} thermidor, le Conseil fut saisi de ce cautionnement et, d'après son rapport, les biens immeubles du citoyen Bigot resteraient, « toutes dettes payées, pour un revenu net de 20.000 f. ». Mais la vérification de tout ce qui y avait trait fut « renvoyée aux mains de la commune pour reconnaître s'il doit ou non être adopté⁷ ».

1. *Arch. nat.* F⁷ 7297 (B⁴ 2986).

2. *Arch. nat.* F⁷ 7246 (B 37950).

3. *Arch. nat.* F⁷ 7322 (B⁴ 6017).

4. *Arch. nat.* F⁷ 5840.

5. *Arch. départ.* Octrois 11 (acte de cautionnement).

6. *Arch. départ.* Octrois 5 (mémoire de la Régie).

7. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 238.

Le citoyen Chouly exerçait toujours dans la Régie les fonctions de Commissaire du Gouvernement.

L'*Almanach de Lyon de l'an XI* (1802-1803) nous donne toute indication sur l'organisation de l'octroi à cette époque.

Régisseurs : les citoyens Dareste, Isnard et Rasse.

Commissaire du Gouvernement : Chouly, ex-régisseur de l'Octroi de Paris.

Secrétaire en chef : N...

Bureau général : rue Boissac, 70, maison Fleurieu.

Chef du Secrétariat : citoyen Henry, ancien expéditionnaire de la régie Ricard.

Conseils de la Régie : citoyen Bertholon, homme de loi¹ — citoyen Desprez, avoué au Tribunal d'appel — citoyen Yvon, avoué au Tribunal de 1^{re} instance.

Section ou bureau de la comptabilité : citoyen Gravier, ancien employé de Ricard, chef du mouvement — citoyen Feynier, chef du transit à délai — citoyen Guinand, ancien employé de Ricard, chef du transit journalier — citoyen Delisle, chef du Contentieux — citoyen Saint-Légier, chef.

Services extérieurs : Inspecteurs : citoyens Vignet, Janthial, et Dareste-Lagore — Contrôleurs en chef : Marchand et Benassès.

Une école de cubage et mesurage a été établie à la Régie. Le citoyen Benassès en est le chef.

Les bureaux particuliers de recettes sont les mêmes que ceux de la C^{ie} Ricard pour les divisions du Nord et de l'Ouest. Quant aux bureaux de la division du Midi, ils sont les suivants : pont d'Ainaï (ou d'Ainay), barrière de Per-rache, pont de la Guillotière².

1. Membre du Conseil municipal. Cf. p. 69.

2. Arrêtés de la Régie du 15 floréal an X et du Préfet du 11 prairial an X. Cf. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 216, 217. On verra dans ce texte que

Aucune modification n'est apportée en ce qui concerne les postes intermédiaires ou les barrières de renvoi.

Postes d'observation : pont de la Gare ¹, Cordeliers au sud du chemin du Greillon, sur le rocher de Pierre-Scize, sur la rivière de la Saône aux pataches qui sont établies à l'entrée de la commune, en amont et en aval.

A la fin de la Régie, le 28 août 1806, les limites de l'octroi furent étendues jusqu'au pont de la Mulatière et enfermèrent ainsi la partie située entre les murs récents de Perrache et ce pont ².

Chappet-Vangel était nommé surveillant au nom de la Commune. Il avait été choisi par le Conseil municipal le 6 ventôse an X, et ses appointements étaient fixés à 4.000 f. à condition, toutefois, qu'il se chargerait « de tous les frais généralement quelconques auxquels ses dites fonctions de surveillant pourraient donner lieu ³ ».

Chouly n'avait pas manqué de protester dès le 1^{er} germinal contre cette nomination, en se targuant d'être, suivant les paroles du Ministre, « l'œil de la mairie, du Préfet et du Ministre » et en rappelant aussi la révocation de Chappet-Vangel le 3 prairial an IX ⁴.

Le Préfet ne pouvait pas, cependant, éluder le vœu du

le bureau de la Guillotière a été transporté « en face du lieu où il était anciennement, au delà et à droite du pont ». A Saint Clair et à Serin, les bureaux ont été aussi légèrement déplacés pour faciliter l'arrêt des voitures ou l'abordage des bateaux. Enfin il était prévu que le bureau de Perrache, serait placé « à l'extrémité de l'île pour que ce bureau puisse servir pour les deux rivières » il semblerait, d'après le texte de *l'Almanach de l'an XI*, que cette modification n'a pas été effectuée.

1. *L'Almanach de Lyon an IX* portait : « Gare des travaux Perrache » mais on lit sur celui de l'an XI : « Pont de la Jare ». Nous pensons que la substitution d'une lettre à une autre n'est due qu'à une erreur d'impression.

2. *Arch. départ.* Octrois 11.

3. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 177, 178.

4. *Arch. départ.* Octrois 5.

Conseil et c'est pourquoi Chappet-Vangel fut nommé par arrêté du 3 germinal, malgré l'opposition du Commissaire du Gouvernement.

Les fonctions de Chappet-Vangel furent déterminées par un arrêté préfectoral du 20 prairial. D'après ce texte, Chappet-Vangel correspondait avec les Maires et leur rendait compte de la gestion de la Régie — prenait connaissance des délibérations de la Régie et en informait le Conseil municipal — vérifiait tous les registres, enquêtait auprès de tous les contrôleurs — s'assurait de l'exactitude des versements de la Régie — informait les Maires des saisies — surveillait la répression de la fraude — faisait des rondes jour et nuit à des époques imprévues et indéterminées — faisait au Conseil municipal un compte rendu annuel de la gestion de l'octroi — rendait compte au Préfet, tous les mois, de ses opérations ¹.

Chouly n'était pas seul à trouver superflues les fonctions de Chappet-Vangel. Le 28 floréal, les trois Maires ensemble, puis, le 25 prairial, Sain-Rousset isolément, avaient protesté auprès du Préfet. Cette attitude est d'autant plus singulière qu'ils n'avaient cessé de récriminer contre le défaut de toute surveillance municipale. Mais cela s'explique par l'enthousiasme suscité par le chiffre élevé de l'adjudication. Cette somme « inespérée », disent-ils eux-mêmes, rend toute surveillance inutile ².

Le Préfet ne se fait pas les mêmes illusions ; il se retranche derrière le Conseil municipal et se borne à répondre, comme il le fit plus tard, lorsqu'il adressa à Chouly son arrêté du 26 messidor : les fonctions du Commissaire du Gouvernement « embrassent l'établissement considéré

1. *Arch. départ.* Octrois 5.

2. *Ibid.*

en général, tandis que celles du citoyen Vangel se lient plus particulièrement au maintien des droits de la Commune et à la surveillance de ses intérêts ¹ ».

Cependant, éclairé par certains conflits qui s'étaient déjà élevés entre Chouly et Chappet-Vangel, et par les objections du Ministre de l'Intérieur, qui écrivait le 11 messidor, par la plume du citoyen Français de Nantes, que les fonctions de Chouly « subsistent dans toute leur intégrité² », le Préfet modifie, le 26 messidor, son arrêté du 20 prairial : Chappet-Vangel prendra connaissance sur les registres des bureaux des ordres donnés par la Régie — surveillera les bureaux de perception, les ports, les entrepôts — surveillera les opérations relatives au transit, à la bière et la tenue des registres de contrôle et de travail — se concertera avec le Commissaire du Gouvernement et échangera avec lui des renseignements ³.

Ces diverses questions préliminaires étaient encore pendantes, lorsque la régie Dareste et Isnard entra en fonctions, le 1^{er} germinal.

Elle rencontra dès le début des difficultés financières. Le 4 floréal elle manquait déjà à l'exactitude de ses paiements ⁴.

La recette de germinal avait pourtant atteint la somme de 101.007 f. 37 3/4 ⁵ en recette principale, somme qui dépassait la recette garantie ($\frac{1.131.000}{12} = 94.250$ f.).

La C^{ie} Dareste et Isnard donne l'impression d'en venir aux expédients. Elle cherche des économies dans la réduction

1. Arch. départ. Octrois 5.

2. Ibid.

3. Ibid.

4. Cons. mun. P.-V. des séances, t. I, p. 434.

5. Arch. départ. Octrois 12.

tion du nombre des employés qu'elle remplace par des surnuméraires.

L'ancienne Régie n'avait que 12 surnuméraires sur 112 employés, tandis que la nouvelle diminue de 12 l'état de ses employés en augmentant le nombre des surnuméraires, de sorte que sur cent hommes, il y a 38 surnuméraires. Le traitement de chaque employé est diminué de 100 f. Chappet-Vangel se plaindra que la plupart des employés sont sans commission ou n'ont que des commissions irrégulières, les unes sans date, les autres sans timbre, presque toutes sans prestation de serment. L'un des préposés aurait été condamné aux galères ¹ !

La Régie estime que « l'augmentation des surnuméraires est un bien, en ce que l'espoir de parvenir aux places multiplie les intéressés à surveiller les employés... L'homme condamné aux galères a été renvoyé, aussitôt qu'on l'a su, il n'a pas été un instant en exercice ². »

Le Commissaire du Gouvernement dira que « l'inexactitude du service a été telle, la composition des employés si mauvaise sous le rapport de l'instruction et de la moralité, qu'on peut évaluer à 1/10 au moins le déficit qu'occasionnent aux produits de la perception sur les vins, les vices de l'administration et le patronage dans le placement des employés ³. ».

L'article 23 du bref donne à la Régie la moitié des amendes, l'autre moitié étant acquise à la commune. Or, l'article 20 du règlement général approuvé par le Gouvernement le 17 thermidor an VIII, règlement qui, d'après l'article 28 du même bref, reste exécutoire, comme tous les

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 284, 14^e imputation.

2. *Ibid.*, p. 285.

3. *Ibid.*, p. 438.

textes antérieurs sur l'octroi non abrogés, prévoit que la moitié des amendes demeurée à la disposition de la Régie, servira de primes aux employés. Tel est l'usage en la matière.

La régie Daresté et Isnard conserve le produit des amendes, prétextant, lorsqu'on lui en fait le reproche, que son bref ne dit rien de précis à cet égard et que, d'ailleurs, elle entend le distribuer cet hiver ¹.

La Régie imagine un autre expédient plus dangereux pour la commune. Par un article qui ne figure pas dans le bref établi par la Municipalité, mais dont l'existence n'est pas douteuse et qui a dû être inséré postérieurement au vote du Conseil, les receveurs doivent fournir un cautionnement de 3.000 f. en immeubles. La Régie transforme ce cautionnement en une garantie en espèces ².

La Régie semble mettre les emplois aux enchères ; Chappet-Vangel est informé que la Régie avait fait remplacer le sous-chef du bureau du transit et qu'en lui annonçant sa décision elle lui avait offert une place de receveur moyennant le versement d'une somme de 6.000 f.

« Le mécontentement n'a pu y donner lieu, puisque la Régie a offert à cet employé une autre place pour le moins aussi importante ; faudrait-il donc en croire le bruit public qui attribue cette destitution à la remise, faite par le nouveau sous-chef, d'une somme de 15.000 f. », remarque Chappet-Vangel ?

La Régie répondit qu'elle avait le droit d'agir ainsi, car la place de sous-chef du bureau du transit, ainsi que celle des receveurs « sont à sa nomination et sous les conditions que bon lui semble ». Et elle ajoute que « si le

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 273.

2. *Ibid.*, p. 276.

citoyen Vangel avait quelques droits de demander à la Régie les motifs de sa conduite, on lui aurait dit que le sous-chef du bureau du transit ne convenait point à la place qu'il occupait, et qu'il était plus propre à remplir celle de receveur, et que tout ce qui s'est passé à cet égard a été revêtu du visa du Commissaire du Gouvernement ¹. »

Ces expédients se révèlent insuffisants et, le 10 messidor, la Régie se trouve dans l'impossibilité de payer d'avance la décade qui s'ouvre. Le Commissaire du Gouvernement fait alors saisir la recette et met la Régie « en état de tutelle », mesure précipitée qui entrave son crédit, dira plus tard le Ministre ². La Régie se décide alors à demander des facilités de paiement ; son désir serait d'être autorisée à ne verser qu'à l'expiration de chaque mois, le douzième du prix de son adjudication, et le vingtième au lieu du douzième, depuis le 1^{er} messidor jusqu'au 1^{er} brumaire prochain, en reversant la différence qui en résulterait sur les mois suivants, jusqu'au 30 ventôse prochain inclusivement ³.

L'arrêté ministériel du 2 thermidor donne satisfaction à la Régie qui est autorisée, pendant les mois de messidor, thermidor et fructidor an X, à ne verser à termes échus que les produits réels de l'Octroi, sauf à parfaire, dans les trois mois suivants les plus productifs, les sommes qu'elle aurait dû verser d'après son bail. En revanche, afin d'augmenter la sécurité de la commune, qui n'est plus payée d'avance, le cautionnement en immeubles sera porté de 10.000 f. de rente à 15.000 ⁴. La Régie avait fondé ses prétentions sur le tort que lui causait la non-reconstruction des murs de la

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 276.

2. *Arch. départ. Octrois 5 et Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 272, 273.

3. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 234.

4. *Arch. départ. Octrois 5*.

ville, mais le Ministre avait surtout considéré qu'il fallait protéger la Régie. Une autre, dit-il, toujours par la plume de Français de Nantes, produirait 100.000 f. de moins et jamais il ne permettra une régie directe ¹.

L'arrêté du 2 thermidor rendait plus délicate une question qui n'était pas encore tranchée : celle qui concernait la valeur du cautionnement Bigot. Le 1^{er} thermidor, le Conseil ne s'était pas prononcé à son sujet. Le Préfet décida donc de suspendre l'exécution de l'arrêté du 2 jusqu'à ce qu'une décision fût intervenue ². Les recettes continuèrent à être versées journallement dans la caisse communale, mais les Maires, pressés de voir la commune garantie et la Régie reprendre son fonctionnement normal, demandent au Préfet d'accepter provisoirement le cautionnement du citoyen Bigot, sans examen et justification préalables de titres de propriétés et de certificats de non inscription hypothécaire. Le préfet Najac, rappelé inopinément à Paris, défère à leur désir, le 8 fructidor « un instant avant son départ ³ ».

Quelques heures plus tard, arrivait à la Préfecture un rapport de Chappet-Vangel qui eût dû tout entraver et qui remit tout en question.

On sait que la nomination de Chappet-Vangel, qui remplissait depuis le 3 germinal les fonctions de surveillant pour la commune, avait provoqué de vives protestations

1. Arch. départ. Octrois 5.

2. Cons. mun. P.-V. des séances, t. I, p. 270. Lettre du citoyen Defarge, faisant les fonctions du Préfet par interim, en date de 10 fructidor. Elle analyse une missive du citoyen Français, conservée dans Arch. départ. Octrois 5.

3. Cons. mun. P.-V. des séances, t. I, p. 270. Najac fut remplacé par Bureaux-Puzy ou de Puzy. Celui-ci avait été nommé Préfet de l'Allier le 11 brumaire an X. Sa nomination à Lyon est du 11 thermidor. Il y resta jusqu'au 15 messidor an XIII, date où il fut nommé à Gènes. Il y mourut le 2 février 1806. Il semble avoir réussi partout où il passa. (Arch. nat. F^{1b}, I, 156⁸⁰ dossier Bureaux-Puzy et AD^{XVI} 63 Lyon).

de la part de Chouly, et que les attributions du surveillant durent être modifiées le 26 messidor.

Les conflits prévus n'avaient pas tardé à se produire. Ils ne sont pas sans gravité, car le Commissaire du Gouvernement est incité à prendre le parti de la Régie dans des circonstances où elle est incontestablement fautive.

L'un de ces conflits est de particulière importance.

Suivant le règlement élaboré par le Conseil municipal, le 29 thermidor an IX, codifié et précisé par le règlement de la Régie, en date du 13 ventôse an X¹, tout négociant qui veut « acquérir la faculté du dépôt pour transit », se présente « au bureau de l'octroi de la porte par laquelle ses marchandises doivent entrer et y fait préalablement la déclaration prescrite par la loi ». Il présente ses lettres de voiture. Il désigne le lieu de l'entrepôt.

Dans chaque bureau se trouve un registre qui constate « l'entrée et sortie des marchandises en transit, où sont inscrits par ordre de date, les noms et domiciles des transitaires, et par numéros, les quantités des marchandises, leurs qualités et espèces désignées » (art. 6 du règlement du 13 ventôse). Les contrôleurs reçoivent la déclaration du négociant, la vérifient et en délivrent « un certificat détaillé sur papier libre ». Ce certificat est transcrit en entier sur le registre désigné à l'article 6. Le transitaire « compte » les droits et en reçoit un « reçu spécifié, pour être remboursé lors de la sortie » (art. 7).

Puis le contribuable se rend au bureau central de la Régie, muni de son certificat, de la lettre de voiture et de

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 108. Cf. notre chap. III, pp. 228 et s. et *Almanach de Lyon an XI*, p. 162.

sa patente. La Régie accorde alors la faculté du dépôt. Ce permis est transcrit sur un registre *ad hoc*, le n° du certificat est noté en marge, et le permis est remis « au préposé chargé d'accompagner les marchandises au dépôt, après en avoir fait une nouvelle vérification, et finalement laissé entre les mains du transitaire ».

Au bureau général de l'Octroi est tenu « un registre en débit et crédit, où chaque transitaire a un compte ouvert, contenant au débit, l'entrée des marchandises, numérotées et spécifiées... le montant des consignations, et au crédit la sortie et remboursement d'iceux, et pour la confection du dit registre les préposés au bureau d'entrée envoient tous les cinq jours une feuille extraite de chaque registre de transit ».

En pratique il semble bien qu'il y ait eu dans les bureaux des différentes portes, non pas un seul registre, mais deux, l'un appelé « registre des déclarations préalables », où étaient enregistrées ces déclarations et d'où était extrait le certificat prescrit à l'article 7, l'autre dit « d'entrée », tenu conformément aux exigences de l'article 6.

Le plus souvent, d'ailleurs, les commerçants adoptent une procédure plus expéditive. Dès qu'ils prévoient l'arrivée d'un chargement, ils se rendent aussitôt au bureau central rue Boissac, y effectuent leur « déclaration préalable » et la consignment des droits, obtiennent l'autorisation de dépôt et reçoivent un « bulletin d'entrée » constatant ces opérations et reproduisant le détail de la « déclaration ». Lorsque les marchandises se présentent à la barrière, le commerçant exhibe son bulletin, les préposés vérifient que le chargement est conforme à la déclaration, enregistrent l'entrée sur le registre *ad hoc*, et signent le bulletin pour attester que la vérification a été faite. Le transitaire

conserve ce bulletin qui lui tient lieu de permis et de reçu ¹.

Seuls les citoyens Dervieux frères, qui exploitent une entreprise de coches et voitures publiques, ont obtenu du Préfet l'autorisation de faire entrer leurs voitures au port d'Ainay, sans vérification, mais c'est à cause de la qualité de voitures publiques de ces véhicules ².

Le 9 messidor an X, le citoyen Charrin se présente au bureau d'Ainay, porteur d'un ordre du citoyen Vacassy, régisseur, l'autorisant à faire entrer par le port d'Ainay trois bateaux chargés de 141 pièces de vin de France (609 hl. 45 l.) sans vérification à l'entrée, cette vérification ne devant se faire qu'au port Saint-Jean où se trouvent ses magasins. L'entrée des bateaux est donc notée sur le registre des déclarations préalables et les embarcations pénètrent sans difficulté. Le 9 et le 10, la vérification annoncée se fait au port Saint-Jean.

Mais Chappet-Vangel constate, quelques jours plus tard, qu'aucune mention de l'entrée des bateaux ni de la consignation des droits n'est portée sur le registre d'entrée du bureau d'Ainay. Chappet-Vangel, que le caractère exceptionnel et irrégulier de l'autorisation donnée par Vacassy surprenait déjà, s'inquiète d'un défaut de consignation qui pouvait léser les intérêts de la commune. Il se rend le 17 au bureau central et constate que la délibération de la Régie, en présence du Commissaire du Gouvernement, autorisant l'entrée des bateaux Charrin est du 13 et qu'elle est donc postérieure de quatre jours à l'entrée elle-même. Chose plus grave, Chappet-Vangel s'aperçoit que le bureau du transit ignore tout de l'affaire, qu'on ne lit d'inscription

1. C'est cette procédure que décrit l'*Almanach de Lyon de l'an XII*, p. 221. C'est une interprétation du règlement du 13 ventôse qui fut admise officieusement mais non codifiée.

2. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 281.

sur aucun registre, que là non plus aucun droit ne semble avoir été consigné.

Chappet-Vangel signale ceci au Commissaire du Gouvernement.

De son côté, la Régie, alertée par la visite du surveillant, s'empresse, ce même 17 messidor, de faire inscrire sur les livres du bureau du transit l'entrée des 141 pièces de vin et de donner acte de la consignation de deux effets de 2.500 f.

La conduite de la Régie était pour le moins étrange.

Il y a irrégularité : 1^o En ce que l'entrée des vins du citoyen Charrin n'a pas été constatée sur le registre d'entrée du bureau d'Ainay, ainsi qu'il est prescrit par les articles 6 et 7 du règlement sur le transit du 13 ventôse an X ; 2^o En ce que l'enregistrement au bureau général, qui doit être fait avant l'entrée, n'a eu lieu que huit jours après, c'est-à-dire le 17 ; 3^o En ce que le citoyen Vacassy n'avait pas le droit de donner un ordre particulier pour l'introduction des vins, dans le cas même où la Régie aurait pu accorder cette facilité ; 4^o En ce que la délibération de la Régie est postérieure à l'opération à laquelle elle se rapporte, c'est-à-dire à l'introduction des vins et à la vérification faite par les contrôleurs ; 5^o Enfin en ce que la Régie n'avait pas le droit de déroger au règlement sur l'octroi et d'accorder au citoyen Charrin la faculté d'introduire 141 pièces de vin sans les déclarations, vérifications et consignations préalables.

On se demande, en outre, à qui avait été remis les effets de 2.500 f., puisque le 17, le chef du bureau du transit ne les avait pas reçus et n'avait même aucune connaissance de l'affaire ¹.

On s'attendrait à voir Chouly, toujours à l'affût du moindre manquement, Chouly si scrupuleux et si zélé du temps de la C^{ie} Ricard, frémir de joie et féliciter chaleureusement Chappet-Vangel.

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 281.

Il n'en est rien. Bien au contraire, le Commissaire du Gouvernement affirme au mépris le plus absolu de la vérité, dans une lettre qu'il adresse, le 19 messidor an X, à Chappet-Vangel, que la situation est des plus régulières. Pour comble, Chouly interdit à Chappet-Vangel, non seulement l'entrée des bureaux intérieurs de l'Octroi, mais encore toute incursion dans le bureau du transit où l'inspection du surveillant vient précisément de révéler les fautes de la Régie.

Et la missive se termine par une semonce :

« Vos visites sont... sans objet sur les registres de l'administration intérieure, dont tous les actes sont soumis à mon visa. Je suis informé que les expéditions de ce bureau intérieur ont été retardées, que le travail des employés a été interrompu par suite de vos visites... Je vous observe... que le Préfet a seul le droit de contrôler mes opérations.

« Je vous incite donc... à vous borner à la surveillance extérieure... Je suis informé que vous n'avez point encore paru au différents marchés de bestiaux qui ont lieu à Saint-Just, les mardis, jeudis et samedis, de chaque semaine... Les mardis et samedis sont aussi les jours spécialement destinés à l'entrée des vins pour le port de Serin ; vous devez également en surveiller l'introduction et vous assurer de sa régularité. Ces deux points sont importants ; ils doivent faire l'objet de vos principales occupations.

« Des renseignements certains m'apprennent qu'il existe des défauts sensibles sur le registre des bestiaux au bureau de la Guillotière ; que ce registre est raturé à plusieurs pages, ce qui est également préjudiciable aux intérêts de la commune et à ceux de la Régie ¹... »

La conduite de Chouly est d'autant plus suspecte que la Régie s'appuiera sur cette lettre du Commissaire du Gouvernement, lorsqu'elle répondra à Chappet-Vangel devant

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 277.

le Conseil : « le citoyen Vangel se rend dénonciateur d'un fait sur lequel le Commissaire du Gouvernement lui a donné, dans le temps, des explications telles qu'il l'a forcé au silence ¹. »

Chappet-Vangel prend soin de le noter au passage :

« Les régisseurs ont excipé d'une lettre que m'a écrite le citoyen Chouly ; ils vous ont appris que cette lettre annonçait la parfaite régularisation de cette affaire, et que, puisque ce Commissaire... l'avait trouvée en règle, je ne devais plus rien avoir à dire... Cette assertion est ridicule, et de ce que le Commissaire a approuvé l'opération de la Régie, il ne s'en suit pas que je doive taire les irrégularités qui y existent évidemment... Il est... bien étonnant que les régisseurs soient si parfaitement instruits de la correspondance du citoyen Chouly avec moi et qu'ils excipent des lettres qui devraient leur être absolument inconnues ². »

Lorsqu'il s'agit de combattre Chappet-Vangel, le Commissaire du Gouvernement devient le complice de la Régie.

Chouly continue à se plaindre de Chappet-Vangel. Le 23 messidor, il écrit que Chappet-Vangel prétend n'avoir point d'ordre à recevoir de lui et persiste à ne pas l'informer de ses démarches. C'est, dit Chouly, le système qui a fait révoquer Chappet-Vangel du temps de la Régie Ricard et le Commissaire rappelle que le Ministre lui a donné le droit, le 13 thermidor an IX, de destituer les employés désobéissants. Vaine menace, semble-t-il, car l'arrêté du 13 thermidor intéressait la période transitoire de la régie directe. C'est par un véritable abus que Chouly entend se prévaloir d'une lettre du citoyen Français lui rappelant que « ses fonctions subsistent dans toute leur intégrité ³ ».

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 280.

2. *Ibid.*, p. 281.

3. *Arch. départ.* Octrois 5.

Il ne peut être fait allusion qu'aux anciennes et permanentes fonctions de Chouly.

Quant à Chappet-Vangel, il informe le Préfet le 1^{er} thermidor, de la lettre de Chouly et lui demande des ordres au sujet de l'interdiction prononcée par le Commissaire : « ... il ne devait pas exercer sa surveillance au bureau du transit, ni dans l'intérieur de la régie ¹. »

Cette prétention était contraire à l'arrêté du 26 messidor. Le Conseil municipal émit précisément le vœu — sans que la discussion soit apparemment venue jusqu'à lui — que son agent de surveillance fut « autorisé à vérifier, au fur et à mesure de leur confection, tous les registres des transits ² ».

Le 21 thermidor an X, le Préfet répond d'ailleurs à Chappet-Vangel par une approbation :

« ... J'ai chargé le commissaire... de donner ou de provoquer auprès de la Régie les ordres nécessaires pour que vous puissiez faire dans le bureau du transit et dans tous autres, les vérifications examens et confrontations qui peuvent concourir à assurer la régularité du service et l'exécution des règlements, particulièrement en ce qui concerne les transits et consignations dont la surveillance rentre essentiellement dans l'objet de vos fonctions.

« Je vous invite à m'informer de l'effet de cette mesure et de tous les obstacles que vous pourriez rencontrer dans l'exécution de mon arrêté du 26 messidor ³... »

Chouly suscite immédiatement des difficultés. :

« Depuis le 3 de ce mois, citoyen, écrit-il le 24 thermidor an X, vous ne m'avez donné aucun détail sur vos opérations ; je vous invite à me les faire connaître à l'avenir par un journal hebdomadaire... Ma lettre du 19 messidor vous invitait à sur-

1. *Arch. départ.* Octrois 5.

2. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 262. Cf. aussi p. 260.

3. *Ibid.*, p. 277.

veiller l'introduction des objets, passibles du droit, aux différents marchés... je suis informé que vous n'y paraissez pas ; je vous réitère les ordres que je vous ai donnés... Vous voudrez bien, citoyen ,vous conformer exactement aux instructions que contient cette lettre... Vouloir me rendre étranger à vos opérations, vous refuser aux comptes que vous me devez... serait une prétention que vous ne pourriez soutenir, et aussi contraire à la saine raison qu'à la hiérarchie... J'aime à croire que la réflexion suffira seule pour vous faire adopter ces principes. Il me serait très pénible d'user des moyens auxquels je suis autorisé, pour vous y rappeler ¹... »

Or Chappet-Vangel reçoit cette lettre au moment où il vient d'essayer encore un refus au bureau du transit. Il proteste, le 24 thermidor, auprès du Préfet en des termes qu'on peut qualifier de modérés, si l'on imagine l'irritation qu'aurait pu faire naître l'hostilité constante du Commissaire.

Après avoir rappelé qu'il s'est rendu à deux reprises au bureau général de la Régie et qu'il s'est vu refuser chaque fois, et même la seconde, c'est-à-dire ce 24 thermidor, la communication des registres, sous prétexte que l'ordre d'obtempérer à ses réquisitions n'avait pas encore été reçu, Chappet-Vangel affirme son désir de bonne entente :

« Loin de moi toute idée de lever un conflit d'attribution avec le citoyen Commissaire près la Régie; nos fonctions sont rigoureusement déterminées dans nos instructions particulières ; je respecte infiniment le caractère dont il est revêtu ; je recevrai toujours avec reconnaissance les instructions qu'il voudra bien me communiquer ; je lui dénoncerai les abus que je connaîtrai et qu'il a le pouvoir de réprimer ; mais aussi je réclamerai toujours contre les ordres suivis de menaces qu'il pourra me donner,

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 277, 278.

et surtout lorsqu'ils tendront à annuler les effets de ma surveillance ¹. »

La controverse devenait d'ailleurs inutile, car Chouly avait éprouvé le besoin de solliciter, dès le 14 messidor, un congé pour se rendre à Paris ². Le 9 thermidor, le Ministre accordait ce congé. Chouly différa cependant son départ. Enfin le 25 thermidor, le citoyen Chouly, désignait au Préfet le citoyen Rambaud, adjoint au Maire de la division du Midi, pour le remplacer. Le Préfet dut avertir Chouly, le même jour, que cela n'était pas dans ses intentions, car dans une seconde lettre le Commissaire l'assure qu'il se soumettra à ses décisions quelles qu'elles soient. Dans la nuit du 25 au 26 thermidor, Chouly s'embarqua pour la capitale.

Or le Préfet venait de décider que Chappet-Vangel exercerait l'intérim du Commissaire du Gouvernement. Le 29 thermidor, Chappet-Vangel est officiellement installé ³.

Libre désormais de se livrer à toutes les investigations et sentant l'urgence qu'il y avait, au moment où le Préfet allait avoir à décider des conditions d'application de l'arrêté ministériel du 2 thermidor, à éclairer les autorités sur le fonctionnement de l'Octroi, Chappet-Vangel rédige un volumineux mémoire où sont relevées toutes les infractions apportées par la Régie aux clauses de son bail.

Dès le 8 fructidor, le rapport est achevé et déposé à la Préfecture, à l'instant même où le citoyen Najac vient de partir, après avoir accepté provisoirement le cautionne-

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 278.

2. *Arch. départ.* Octrois 5.

3. *Arch. départ.* Octrois 3.

ment de Bigot et autorisé la Régie à administrer suivant les termes de l'arrêté du 2 thermidor ¹.

Le conseiller Defarge, qui était appelé à remplir de nouveau les fonctions de Préfet, se hâta de suspendre l'exécution de cet arrêté et d'envoyer le dossier à la municipalité.

« Je vous prie, citoyen président — écrit-il — de donner connaissance de toutes ces pièces au Conseil municipal, de l'inviter à délibérer promptement et attentivement sur leur objet, et à me faire connaître son vœu motivé. Je rends aux maires de Lyon toute la justice que je leur dois à l'égard des vues sages qui ont dicté ce rapport, je respecte la sanction que le citoyen Najac a donné à leur vœu : mais la situation de l'octroi m'a paru assez embarrassée, les circonstances assez délicates pour que je n'eusse pas à me reprocher, dans le court intérim que j'exerce, de n'y avoir pas porté un examen réfléchi... Je ne saurais trop engager les membres du Conseil à méditer leur vœu et leurs observations qui serviront de guide à l'Administration ². »

Le 14 fructidor, le Conseil nomme une commission chargée de vérifier les faits allégués par Chappet-Vangel. La Régie riposte par un mémoire qu'elle remet au Conseil et qu'elle fait imprimer et distribuer ³. Mais Chappet-Vangel répond par de nouvelles observations ⁴.

La commission convoque Chappet-Vangel et les régisseurs assistés de leur conseil, le jurisconsulte Bertholon, membre du Conseil municipal, pour être entendus contradictoirement ⁵.

L'entrevue dut être dramatique ; Bertholon, en parti-

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 270.

2. *Ibid.*, p. 270.

3. *Arch. départ. Octrois* 7.

4. Le mémoire de la Régie et la réponse de Chappet-Vangel, avec pièces annexes, sont dans *Arch. départ. Octrois* 5. Le résumé du Conseil municipal (*Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 271 et suiv.) est des plus fidèles ; c'est à lui qu'on doit renvoyer.

5. *Arch. départ. Octrois* 5.

culier, semble avoir été très surexcité par les attaques de Chappet-Vangel.

On lit, en effet, dans le rapport de la commission :

« ... Votre commission a pensé qu'il était très important pour elle de prendre auprès du C^{en} Vangel, connaissance des pièces originales qu'il avait annoncées à l'appui de son rapport, et de lui demander quelques éclaircissements qui lui étoient nécessaires, pour bien saisir la nature des faits y énoncés. Elle venoit de terminer cet examen, lorsque le citoyen Bertholon est entré dans le cabinet où elle travailloit, en se plaignant de la prétendue irrégularité de cette démarche qui, selon lui, annonçoit une partialité coupable. Votre commission auroit peut-être dû se retirer ou répondre à l'observation tout au moins déplacée du citoyen Bertholon, mais le désir de remplir tout de suite, et sans y apporter de passion, la mission que vous lui aviez confiée, l'a porté à garder le silence pour conserver le calme qui lui étoit nécessaire, et à descendre avec le citoyen Bertholon dans la salle de la Régie, où s'est ouverte, entre les défenseurs officiels de la Régie et le citoyen Vangel, la discussion dont notre rapport vous fera connaître les détails ¹. »

C'est ce rapport de la commission qui fut soumis au Conseil, le 28 fructidor an X. Remarquablement rédigé, il confronte les mémoires des parties, qu'il cite souvent *in extenso*, résume les arguments énoncés de vive voix et reproduit les pièces justificatives essentielles. Il permet de suivre la discussion jusque dans ses moindres détails.

Chappet-Vangel a groupé ses griefs contre la Régie sous seize chapitres intitulés : première imputation, deuxième imputation, etc.

Un certain nombre de ces imputations relèvent les irrégularités diverses qui ont été notées plus haut : la deuxième concerne le produit des amendes ², les septième et quinzième

1. Cons. mun. P.-V. des séances, t. I, p. 271.

2. Ibid., p. 273. Cf. notre p. 284.

intéressent le cautionnement des receveurs ¹, les huitième et dixième contiennent les critiques de Chappet-Vangel relatives au transit (affaire Charrin) ², la quatorzième porte sur l'emploi abusif de surnuméraires ³.

Les autres imputations n'offrent guère d'intérêt, car il s'agit d'infractions de détail :

Quatrième imputation : les registres des saisies ne sont pas paraphés par les maires. Or, si le traité ne les mentionne pas expressément comme assujettis à cette formalité, il faut cependant les assimiler à des registres de recettes qui, eux, y sont assujettis ⁴.

Sixième imputation : les règlements de l'octroi ne sont pas affichés dans les bureaux ⁵.

Neuvième imputation : une certaine veuve Chaize, négociante en vins, a bénéficié d'un rabais injustifié de 120 f. sur des droits de transit, et les opérations y relatives n'ont été enregistrées que tardivement, à la suite d'une intervention de Chappet-Vangel ⁶.

Douzième imputation : un registre de déclarations préalables a été enlevé et remplacé par une copie afin, semble-t-il, de faire disparaître une déclaration qui eût pu gêner la Régie dans un procès en cours ⁷.

Les deux dernières imputations sont peut-être plus graves que les précédentes. La neuvième corrobore l'impression que le service du transit est assuré de façon défectueuse, abstraction faite de toute question d'honnêteté.

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 276. Cf. notre p. 285.

2. *Ibid.*, pp. 277, 280. Cf. notre p. 290.

3. *Ibid.*, p. 284. Cf. notre p. 284.

4. *Ibid.*, p. 275.

5. *Ibid.*, p. 275.

6. *Ibid.*, pp. 278, 279.

7. *Ibid.*, pp. 283, 284.

La douzième trahit chez la Régie une telle absence de scrupules qu'on pourrait presque l'accuser de faux en écriture publique. Les conseils de la Régie — et parmi eux le citoyen Bertholon, — se hâtèrent d'ailleurs de se désolidariser de l'administration sur ce point.

Les onzième et seizième imputations méritent de retenir un peu plus longuement l'attention. Vérifications faites, le Conseil municipal reconnut que Chappet-Vangel s'était trompé et que les faits reprochés à la Régie pouvaient s'expliquer, soit par une coutume défectueuse en soi, mais cependant explicable, soit par simple oubli d'un subordonné. Mais l'examen de ces deux imputations montre que Chappet-Vangel, découvrant sur les registres deux irrégularités flagrantes, devait, en toute bonne foi, les relever et ne pouvait, sans enquête contradictoire, juger de leur peu de gravité.

Le 28 thermidor (11^e *imputation*), le citoyen Bontoux, négociant, paya à la Régie une somme de 1.200 f. probablement pour l'acquit des droits d'une partie des vins contenus dans son entrepôt. Cette somme qui a été réellement comptée à la Régie, n'est enregistrée nulle part.

La Régie explique qu'il est d'usage de régler les objets de transit d'après le bulletin que doit présenter le contribuable¹ et que, souvent, il arrive que le négociant donne de l'argent en compte, sauf règlement à faire d'après la présentation des bulletins. Le chef du transit se contente de prendre note du paiement des bulletins

1. Il semblerait que ce « bulletin » dut être le « certificat » de déclaration préalable. Mais l'opération doit être plus compliquée. Il s'agit d'un commerçant ayant un compte courant. Il faut donc à chaque entrée nouvelle calculer la quantité de marchandises en entrepôt chez lui qui a été consommée et dont les droits sont acquis, et celle qui est sortie de la ville et dont les droits doivent être remboursés.

pour fixer la somme à enregistrer et donner la quittance au dos du bulletin. C'est ainsi que les choses se sont passées à l'égard du citoyen Bontoux. Celui-ci devait apporter ses bulletins le 28 thermidor ; mais il les oublia et il n'avait sur lui qu'un sac de 1.200 f. qu'il remit au chef du transit. On lui donna un reçu de la somme de 1.200 f. « en compte de ce qu'il doit à la régie de l'octroi ». Le chef de bureau prit note de cet acompte, et, le 11 fructidor, le citoyen Bontoux ayant apporté ses bulletins, le chef de bureau retira le reçu délivré le 28 thermidor et porta la somme de 1.149 f. 16, sous un bulletin n° 853, et celle de 112 f. 20, sous un bulletin 847, en recette, conformément à sa quittance au dos des bulletins. En somme le paiement n'avait été fait qu'à compte ; il fallait attendre les bulletins pour régler l'appoint et donner quittance finale aux dos de ces bulletins ¹.

Le Conseil pensa qu'en fait de comptabilité publique les paiements en acomptes ne pouvaient pas être admis sans être remplacés et enregistrés sur-le-champ. Il exprima le désir que la Régie fût invitée à se conformer à ce principe ².

Chappet-Vangel rapporte qu'une permission fut donnée, le 16 prairial an X, aux citoyens Dervieux frères de faire passer, sans s'arrêter devant le bureau d'Ainay, deux coches chargées de 22 pièces d'eau-de-vie leur appartenant et appartenant aussi au citoyen Caillat fils, pour amarrer au port Saint-Antoine et faire la vérification. Il accuse la Régie de ne pas avoir fait insérer l'ordre sur le registre.

La Régie répond que la vérification avait été faite et que

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 282.

2. *Ibid.*, p. 288, 13°.

les propriétaires des marchandises avaient bien fait leurs consignations au bureau du transit et pris les bulletins d'entrée légalement visés. Le défaut d'inscription n'est qu'une omission de la part du citoyen Henry, secrétaire particulier chargé de la transcription de l'ordre sur le registre. Cette omission est excusable sous beaucoup de rapports et il a été reconnu que les intérêts de la commune avaient été soigneusement conservés. L'Administration, en accordant cette faculté aux citoyens Dervieux frères n'a fait que suivre les usages pratiqués par les anciens régisseurs ¹.

La Municipalité, considérant que le surveillant de la commune a eu raison de relever l'irrégularité de l'extrait délivré en expédition d'une délibération qui n'est pas enregistrée, demande que la Régie soit invitée à apporter dorénavant la plus sévère attention à ce que toutes ses délibérations soient couchées sur ses registres avant qu'aucune expédition puisse en être délivrée ².

Mais d'autres imputations retombent finalement sur la tête du citoyen Chouly.

La cinquième reproche, en effet, à la Régie de ne pas envoyer, comme elle le doit, des états journaliers de recettes aux maires, mesure prescrite, non à la Régie elle-même, mais aux contrôleurs et receveurs sous la surveillance du Commissaire du Gouvernement ³.

Par la treizième, la Régie est accusée de faire payer aux transitaires 0 f. 25 par billet de sortie ou d'entrée au lieu de 0 f. 15, chiffre fixé par l'arrêté du 24 pluviose an IX, art. 5. On doit incriminer Chouly, car la Régie répond que

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 285, 286.

2. *Ibid.*, p. 289, 16°.

3. *Ibid.*, p. 275.

le Commissaire du Gouvernement a autorisé l'augmentation, ce qui excédait ses pouvoirs ¹.

Enfin, *la huitième* montre comment Chouly s'est efforcé d'interdire à Chappet-Vangel l'entrée du bureau du transit ², et *la dixième* prouve sa connivence avec la Régie (affaire Charrin) ³.

Sur tous ces points, le Conseil donne pleinement raison à Chappet-Vangel; il invite Chouly à faire parapher les registres de saisie par les Maires ⁴; il déclare l'autorisation de Chouly insuffisante pour permettre à la Régie d'élever le prix des billets d'entrée de 0 f. 15 à 0 f. 25; il insiste particulièrement sur l'importance que présentait pour la commune la surveillance de Chappet-Vangel sur le transit et demande pour son agent toute liberté d'action ⁵.

Pour assurer le triomphe complet de Chappet-Vangel, la Commission nommée par le Conseil proposa, le 5^e jour complémentaire an X, de lui voter des félicitations : « nous savons bien qu'il n'a fait que son devoir, mais il l'a fait d'une manière courageuse, et votre approbation sera pour lui la plus douce des récompenses ⁶. »

Chappet-Vangel ne reçut jamais ces félicitations officielles : le Conseil nomma une autre commission chargée d'examiner l'affaire du cautionnement et attendit les conclusions de cette commission pour voter les autres vœux émis le même jour. Lorsqu'on passa au vote, les vœux du 5^e jour complémentaire se trouvèrent mélangés aux

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 284.

2. *Ibid.*, pp. 276, 277 et 278. Cf. notre p. 292.

3. *Ibid.*, pp. 280, 281 et 282. Cf. notre p. 290.

4. *Ibid.*, p. 288, 5^o.

5. *Ibid.*, p. 288, 9^o et 12^o.

6. *Ibid.*, p. 294.

autres résolutions et plus ou moins modifiés. Chappet-Vangel fut oublié ¹.

Chouly revenu de Paris ne désarme pas pour autant ; il est toujours aussi hostile.

Le 10 vendémiaire an XI, il reprocha à Chappet-Vangel de ne pas savoir son métier et d'ignorer quelle quantité de vin en transit est entreposée dans la ville ².

Le 29 vendémiaire, il soutient le préposé du transit qui refuse de fournir à Chappet-Vangel un relevé journalier de toutes ses opérations, en plus de l'état envoyé tous les cinq jours. Et Chouly termine par une remarque malveillante : « Depuis l'observation faite au citoyen Vangel que l'usage n'était pas d'écrire le mot reçu par *ressut*, il s'est refusé à donner un récépissé de chaque envoi, lorsqu'il s'est trouvé seul et sans l'assistance de l'un de ses commis ³. » Cela est puéril et sans importance, étant donné l'orthographe approximative qui règne encore à l'époque. Chouly lui-même prend de fréquentes licences, mais son orthographe souvent fantaisiste ne le rend pas plus indulgent.

Ouvrtement soutenus par le Commissaire du Gouvernement, les employés du transit font preuve de la plus mauvaise volonté. Le 4 brumaire, le chef du transit se permet encore de faire sortir Chappet-Vangel, alors qu'il venait examiner les registres ⁴.

Ce n'était pas sans raison que Chouly faisait bonne garde autour du bureau du transit et en éloignait Chappet-Vangel, car on verra que ce bureau était le champ de prédilection des exploits plus ou moins frauduleux de la Régie.

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 294.

2. *Arch. départ. Octrois* 7.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

Enfin le mémoire de Chappet-Vangel contenait des imputations d'un intérêt plus général et qui rejoignaient directement les soucis du Conseil.

L'article 14 du bref voulait que l'adjudicataire prît pour son compte les meubles meublants et pataches appartenant à la commune, qu'il en payât la moitié du prix d'achat et la versât de suite dans la caisse du préposé spécial. Or ceci n'a pas été encore exécuté (3^e imputation) ¹.

Aussi le Conseil demande-t-il que la Régie soit tenue de verser incessamment dans la caisse communale, la somme de 7.689 f. 97 c. 1/2 qu'elle doit à la commune pour la moitié du coût des meubles, ustensiles et pataches à elle cédés ².

Mais c'est surtout la « *première imputation* » du rapport qui doit être soulignée.

Chappet-Vangel a examiné l'état de situation en deniers de la Régie et il s'est aperçu que, d'après l'article 8 du bref, elle était tenue de verser par avance, de décade en décade, le 36^e du prix de son adjudication, et qu'elle devait donc avoir versé au 1^{er} fructidor 502.666 f. 66 c. 2/3.

L'article 9 l'oblige également à verser, à la fin de chaque mois, le montant de la taxe additionnelle et, suivant l'article 23, celui des amendes ou confiscations.

Ces deux objets ont produit 47.558 f. 23 c. 7/12.

L'article 14 lui prescrivait un versement de 7.689 f. 97 c, 1/2, montant de la moitié de la valeur des meubles et pataches.

Le total de ce qu'elle devait s'élevait à 557.914 f. 87 c. 3/4.

Les versements faits à la caisse communale jusqu'au 1^{er} fructidor an X sont de 497.007 f. 25 c. 11/12, desquels

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 274.

2. *Ibid.*, p. 288.

il faut déduire les appointements des employés pour les mois de messidor et de thermidor qui étaient à la charge de la Régie, mais qui ont été fournis par la ville, soit 23.393 f. 69 c. Il reste donc 473.613 f. 56 c. 11 /12.

Si l'on retranche cette dernière somme de 557.914 f. 87 c. 3 /4, on trouve un déficit de 84.301 f. 30 c. 5 /6.

La Régie répond que ce calcul est faux. Il est constant qu'elle a versé jusqu'au 10 messidor le montant du prix de son adjudication et par avance. C'est de ce moment que, la Régie ne pouvant plus faire cette avance, la commune s'est emparée de la recette et l'a mise en état de tutelle; il faut donc compter depuis le 10 messidor ce qu'elle aurait dû, aux termes de son bail, et défalquer ce que la commune a reçu. La Régie aurait dû verser jusqu'au 10 fructidor 188.500 f. La commune a reçu 163.134 f. La Régie ne doit que 23.365 f. Or il n'est rien de plus juste que de déduire cette somme sur les 50.000 f. versés par la Régie dans la caisse commune. Dès lors, il est manifeste que, loin d'être débitrice, la Régie est en avance de 26.635 f. ¹.

La Commission explique d'où provient la différence entre les résultats du calcul de Chappet-Vangel et les résultats du calcul de la Régie. Ils portent sur des bases différentes.

Le premier est fondé sur l'exécution des articles du bref d'adjudication ; il est prouvé par un état des versements signé par le chef de la comptabilité, pièce qui, ayant été produite à la Régie, n'a pas été contredite. La Régie avait seulement annoncé que les versements s'étaient élevés à plus forte somme, parce qu'elle présentait l'état jusqu'au 10 fructidor, tandis que le bordereau présenté, le 9, par

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 272, 273. Il y a une erreur de 2.000 f. dans les comptes de la Régie.

Chappet-Vangel était arrêté au 1^{er} du mois, date à laquelle il avait également arrêté l'état des charges imposées à la Régie par le bref d'adjudication. Il en résulte qu'en partant de ce bref, le calcul de Chappet-Vangel est juste.

En revanche, le second est basé sur les avantages qui résulteraient pour la Régie de l'exécution de l'arrêté ministériel du 2 thermidor. Mais la Régie peut-elle se prévaloir du bénéfice de cet arrêté tant qu'elle n'en a pas rempli les clauses et, surtout, tant qu'elle n'a pas donné satisfaction quant au cautionnement de 15.000 f. de revenus auquel cet arrêté l'assujettit ? ¹

Le Conseil municipal estima qu'elle ne le pouvait pas. Considérant aussi que l'avis de la commission qu'il avait chargé d'examiner la validité d'un nouveau cautionnement présenté par la Régie, avait été transmis à la Préfecture sans avoir été soumis à la délibération de l'assemblée, il invita le Préfet à continuer la suspension de l'exécution de l'arrêté approubatif jusqu'à ce qu'un nouveau rapport ait mis la municipalité en état de délibérer à cet égard ².

Le cautionnement était donc la partie essentielle de l'administration de l'Octroi et, le 5^e jour complémentaire la Commission, envisageant un remède à cette situation critique, raisonnait ainsi :

« C'est votre délibération du 28 fructidor qui sera notre principal guide, puisque tous les articles en ont été votés à l'unanimité des suffrages... Nous sommes donc bien sûrs d'y trouver l'opinion générale du Conseil sur les faits énoncés dans le rapport du citoyen Vangel, et comme le cœur de l'homme impassible est beaucoup plus porté à l'approbation qu'au blâme, c'est sans doute une conviction bien forte qui nous a entraînés à reconnaître tant d'irrégularités dans divers faits et actes de la Régie de l'octroi...

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 273.

2. *Ibid.*, pp. 287, 288.

quelque rigoureuse que soit la nature des obligations que notre caractère nous impose, ne nous serait-il donc pas permis d'ouvrir l'œil aux conseils de l'indulgence, si nous pouvions, en même temps, assurer de la manière la plus positive, les intérêts de la commune ? Si donc la Régie de l'octroi pouvoit vous offrir des sûretés complètes en vous présentant le cautionnement qu'elle vous doit, d'une manière pleinement satisfaisante et dans un laps de temps déterminé et rapproché, vous croiriez-vous encore obligés de proposer des mesures rigoureuses qui, sans cette condition importante et essentielle, deviendroient indispensables ? Votre commission ne le pense pas... mais elle juge et elle croit que vous jugerez comme elle que, dans les circonstances présentes, il y a nécessité impérieuse d'exiger dans le délai de rigueur le plus rapproché, un cautionnement bien satisfaisant et bien tranquillisant ; elle ne croit pas que vous puissiez recevoir un cautionnement surchargé d'hypothèques antérieures.... elle croit... qu'il faut que les biens qui vous seront offerts en garantie soient à votre portée ou le plus rapprochés possible et, si faire se peut, entièrement libres... Nous vous proposons donc de nommer... une nouvelle commission que vous autoriserez à conférer à cet égard avec la Régie, pour connaître les propositions qu'elle peut vous faire... Nous croyons devoir encore rappeler votre attention sur les cautionnements en effectifs exigés par la Régie des receveurs particuliers ; vous avez dit... que vous pensiez que, tant que la Régie n'a pas parfaitement satisfait à son cautionnement, elle ne peut pas remplacer ceux en immeubles, que vous aviez précédemment exigés des receveurs particuliers, par des cautionnements en effectifs versés entre ses mains et que vous demandiez que les anciens cautionnements en immeubles fussent incessamment rétablis. Votre commission pense que cette mesure est insuffisante, et elle vous propose de déclarer de la manière la plus positive, à tous ceux qui peuvent avoir fourni à la Régie des cautionnements en effectifs, que vous rejetez ces cautionnements et que... vous entendez ne point être tenus à les reconnaître.

Nous vous proposons de plus, pour fixer vos idées sur le danger de ces cautionnements, d'autoriser votre nouvelle commission à se procurer les renseignements les plus certains sur la quotité de tous ceux qui ont été exigés, et sur l'emploi que la Régie a fait des fonds en provenant... Votre commission croit ensuite devoir vous observer que, si vous demandez l'exécution sévère de toutes

les lois imposées à la Régie, vous devez être également sévères observateurs des clauses de son bref d'adjudication qui tendent à son avantage ; et elle vous engage... à insister sur la demande que vous avez déjà faite, qu'il soit tenu une comptabilité bien distincte de tous les fonds provenant des taxes additionnelles, et qu'ils soient exactement employés, à mesure de recouvrement, à la confection des murs de la Ville et des barrages des rivières auxquels ils sont spécialement destinés, sans qu'il puisse en être appliqué la moindre partie à un autre emploi ¹. »

En conséquence, le Conseil, ajournant les autres questions, nomme une nouvelle commission, composée des citoyens Rosset, Bruyzet et Landoz, pour, conjointement avec les trois Maires, examiner les divers cautionnements prêtés par la Régie, et conférer avec les régisseurs pour savoir d'eux quels seraient les autres cautionnements qu'ils pourraient offrir en remplacement ou en supplément ².

Sain-Rousset, maire du Midi, pose en ces termes le problème le 15 vendémiaire an XI : Bigot est-il seul héritier des biens paternels ? Est-il radié de la liste des émigrés ³ ? Enfin, est-il exact que ses biens soient grevés de 400.000 f. de dettes, alors qu'ils représentent seulement 440.000 f. (38.000 f. de revenus) ⁴ ?

Sain-Rousset s'étonne enfin que les régisseurs n'offrent pas caution sur leurs propres immeubles.

Le 19 vendémiaire, le nouveau préfet Bureaux-Puzy ⁵, révoquant l'arrêté de son prédécesseur en date du 8 fructidor an X, refuse la caution de Bigot, et donne

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 293, 294.

2. *Ibid.*, p. 294.

3. On doit répondre affirmativement. Cf. p. 279.

4. *Arch. départ. Océrais* 7.

5. Cf., p. 287, n. 3.

un mois à la Régie pour donner d'autres garanties¹.

C'est alors que le régisseur Rasse se résout à offrir comme caution sa maison de Paris, qui paye 3.000 f. d'impôts, et son domaine du département de Saône-et-Loire, qui en paye mille. Mais, au moment de passer à l'exécution de sa promesse, il se dérobe².

Quant à Bigot, il dut réussir à prouver qu'il avait obtenu sa radiation de la liste des émigrés³ et à démontrer que ses revenus dépassaient largement les 15.000 f. de revenu net imposés depuis le 2 thermidor an X⁴, puisque son cautionnement fut accepté par arrêté du 20 pluviôse an XI pour une valeur de 240.000 f. en capital⁵.

Pendant ce temps la Régie Dareste, Isnard et Rasse se désagrège.

En frimaire, Isnard fait signifier la révocation du contrat de société à Vacassy et à Sabonadière, ceci à cause de leur insolvabilité notoire⁶.

Rasse assure, le 16 pluviôse, qu'il y a eu pendant la gérance de Vacassy, caissier général, un déficit de 15.000 f. dans la caisse, déficit qu'il attribue à Isnard lui-même. Quoi qu'il en soit, le citoyen Vacassy avait déjà donné des preuves de son irrégularité⁷, et l'on verra qu'il avait tendance à prendre la caisse de la Régie pour sa caisse personnelle. En floréal, le citoyen Vacassy sera mis en prison pour dette⁸.

1. *Arch. départ.* Octrois 7.

2. Lettre du Préfet du 28 brumaire an XI. *Ibid.*

3. C'était chose faite depuis le 1^{er} nivôse an X. Cf. p. 279.

4. Cf. p. 286.

5. *Arch. départ.* Octrois 11 et *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 491.

6. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 379, 429 et 430.

7. V. plus haut, p. 290.

8. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 429.

Le désaccord n'allait faire que s'accroître entre Isnard et Rasse. Déjà en frimaire s'était ébauchée une association où Isnard se séparait de Rasse. Celui-ci aurait, en effet, cédé ses droits à Mazuyer et à Guerre qui seraient ainsi devenus les associés d'Isnard. Tous les trois présentent une soumission nouvelle au Préfet, le 30 frimaire¹. Mais ce n'était qu'un projet auquel Rasse s'était sans doute résigné par suite du manque de fonds. Or, vers cette époque, Rasse vient à bénéficier d'appuis financiers : il s'associe avec un certain Jourdain, de Paris², avec un nommé Porral³, sans doute lyonnais, homme « probe et moral », auquel les généraux Duhesme et Suchet ne craindront pas d'accorder leur appui. Porral paye le premier germinal, le débit de Rasse qui s'élevait à 67.000 f. Ainsi renfloué, Rasse se prépare à de nouveaux exploits : il offrira bientôt de se charger avec Porral, de la construction des maisons de la place Bonaparte, toujours en ruines, dont le devis s'élève à 6.000.000 de f., et qu'il achèvera en six ans. Il pense trouver les fonds nécessaires dans les bénéfices de l'octroi qu'il demande à prendre à ferme pour onze ans. Le projet parviendra en germinal au premier Consul et Français de Nantes consulté n'aura pas de peine à démontrer que le projet est chimérique, que des fortunes beaucoup plus considérables que celle de Porral, n'y suffiraient point et « qu'il peut paraître extraordinaire que le citoyen Rasse n'ayant pas satisfait à ses premiers engagements et n'ayant pu réussir à prendre une assiette un peu fixe dans son administration, veuille se livrer à de nouveaux

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 364, 372 et 429.

2 *Ibid* , p. 439.

3. *Arch. départ.* Octrois 11 (plaidoyer et pétition dudit Porral) et *Arch. nat.* AF^{IV}, 1051 pp. 23 et 24.

et d'immenses travaux qui sont dans une disproportion effrayante avec son intelligence, avec son crédit, et sa réputation¹ ». Mais on conçoit qu'au moment où il médite ce projet, dont la pierre angulaire est l'octroi, le citoyen Rasse ne soit pas disposé à déguerpir. Aussi, le 21 pluviôse, Rasse revient-il sur sa décision et s'oppose-t-il à la soumission susdite en déclarant qu'il n'a donné de pouvoirs à qui que ce fût de faire des propositions en son nom².

Parmi les moyens imaginés par Rasse pour se tirer d'affaire, l'un d'eux frisait l'escroquerie. Depuis le début de la Régie, Rasse s'était absenté pour de longs séjours à Paris³, sans doute pour y chercher des capitaux. C'est dans la capitale, dit-il, qu'il apprit les abus auxquels la gestion de Vacassy donnait lieu, et il écrit de Paris pour retirer la caisse à ce dernier et la confier au citoyen Lucien Delisle. Il agissait ainsi en plein accord avec Sabonadière. Isnard le reconnaît de son côté : « ... le citoyen Rasse, d'accord avec Sabonadière, violant le dépôt sacré des consignations, l'avaient mis à la disposition d'un de leur (*sic*) commis, et le lui avaient hypothéqué, comme garantie d'une circulation à laquelle ce commis devait se prêter en leur faveur⁴. » Donc cette décision est antérieure au mois de frimaire an XI, date de la rupture avec Sabonadière. Isnard, et, à son instigation, Dareste, s'opposèrent à l'exécution de cette mesure. Rasse accuse l'un et l'autre de profiter des détournements de Vacassy. Nous verrons qu'une raison plus honorable légitimait cette opposition.

En effet, au début de pluviôse, Rasse est de retour de

1. AFIV, 1051, pp. 23 et 24.

2. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 365.

3. Cf. pièce justificative n° 2. *Arch. départ. Octrois* 7.

4. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 379, 380.

Paris. Il poursuit la réalisation de son projet ; il nomme le citoyen Delisle caissier général, et il lui confie en même temps le 10 pluviôse, par un arrêté de la Régie, la caisse des consignations du transit jusqu'alors distincte.

Cette décision était particulièrement grave.

Rasse mettait dans la même main la caisse de la Régie, caisse que la Régie pouvait gérer comme elle l'entendait, pourvu que les versements devant être faits à la commune fussent régulièrement assurés, et la caisse du transit dont les fonds les plus importants étaient constitués par les consignations des transitaires, consignations qui restaient la propriété de ceux-ci et sur lesquels l'administration n'avait aucun droit.

Circonstance aggravante, l'arrêté est pris par Rasse seul ; si Dareste qui n'est qu'un prêtre-nom n'est pas obligé d'assister aux séances, en revanche Isnard doit prendre part aux délibérations. L'arrêté est donc illégal, ce qui n'empêche pas Chouly de l'approuver. C'est ce fait qu'Isnard soulignera, non sans raison, lorsqu'il adressera une pétition au Préfet ¹.

Dès les 14 et 15 pluviôse ², Isnard et Dareste découvrirent, en effet, la machination et protestèrent avec énergie.

« Un fait si grave — écrit Isnard dans sa pétition — devait exciter toute l'attention de l'autorité administrative, il était juste surtout qu'elle accordât une protection spéciale à l'adjudicataire qui la réclamait, contre la continuation d'un abus qui pouvait compromettre, non seulement sa fortune, la sûreté de sa

1. V. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 380 (passage en italiques dans le texte).

2. Lettres de Sain-Rousset, lettres d'Isnard et Rasse à Chouly dans *Arch. départ.* Octrois 7. La pétition d'Isnard qui n'est pas datée en reproduit l'essentiel (*V. Cons. Mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 379, 380).

personne, et son honneur, mais encore les intérêts d'un grand nombre de citoyens.

« Cependant toutes les autorités ont gardé le silence.

« Le citoyen Chouly a fait plus, il a approuvé une délibération illégale prise par le citoyen Rasse seul, contre le gré des citoyens Dareste et Isnard, par laquelle il a uni dans les mains du même caissier, la caisse générale à celle des consignations ¹... »

Le fait allégué n'est pas niable. Le 16 pluviôse an XI, Chouly précise que Rasse a fait avec Delisle « un traité par lequel il est autorisé à se rembourser sur la caisse du passe-debout, des fonds avancés par le frère de cet employé, banquier à Paris² ». Chouly, envoûté, semble-t-il, par Rasse, n'a pas été choqué. Il a vérifié la dite caisse, il l'a trouvée en ordre et il écrit, non sans naïveté : « Au reste, la faculté du remboursement dont il s'agit ne s'applique qu'à la partie des droits ou des consignations acquises à la Régie, qui peuvent exister dans la caisse du citoyen Delisle et non aux dépôts, sur lesquels il sait bien n'avoir pu se faire déléguer par la Régie des droits qu'elle-même n'a pas³. »

Un accord conclu entre Rasse et la banque Delisle à Paris, le 9 fructidor an XI⁴, montre qu'à cette date le compte-courant de Rasse se soldait ainsi : crédit 195.345 f. 46 débit : 228.862 f. 11, d'où un solde débiteur de 33.516 f. 65.

Le même accord prouve aussi qu'en entrant en fonctions, Lucien Delisle remit à Rasse un cautionnement de 26.219 f. 30. C'est donc à la fois pour couvrir les dettes de Rasse envers la banque Delisle et son propre cautionnement, qui dut être mis en circulation par Rasse, que Lucien Delisle reçoit la caisse du transit. En d'autres termes

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 380.

2. Cf. pièce justificative n° 2.

3. *Ibid.*

4. *Arch. départ. Octrois* 3.

la banque Delisle, peu convaincue de la solvabilité de Rasse, s'arrange pour prendre sûreté sur les fonds des transitaires. Elle est ainsi assurée d'avoir une garantie réelle, puisque les consignations du transit forment un roulement de fonds continu et obligatoire ¹.

L'opération, même effectuée par des personnes scrupuleuses, eût été pleine de dangers pour la ville. Aussi faut-il toute l'audace de Chouly pour conclure ainsi : « J'ai la satisfaction de vous annoncer que les droits de la Commune sont à couvert, ma propre responsabilité et le désir de mériter votre confiance sont des garanties certaines qu'ils demeurent tels ². »

Quinze jours plus tard, un éclatant démenti allait être donné à cette affirmation.

Lereceveur du transit à délai Guinand, qui avait succédé au citoyen Terrasse le 21 fructidor an IX ³, cesse, en effet, d'exercer ses fonctions le 1^{er} ventôse. Ceci est probablement la conséquence de la décision prise par la Régie le 10 pluviôse ⁴.

Chappet-Vangel informé, peut-être par Guinand lui-même, que les régisseurs puisent dans la caisse du transit, se rend chez lui le 3 ventôse, pour vérifier les dépôts des

1. Chouly prétend d'ailleurs qu'il ne dépasse jamais 6.000 f. Pièce justificative n° 2.

2. *Ibid.*

3. Arch. départ. Octrois 2.

4. Ici, il y a quelque incertitude. En effet : a) Delisle devient caissier général. b) La caisse des consignations lui est également confiée le 10 pluviôse. c) Guinand, receveur de cette caisse, quitte son poste le 1^{er} ventôse. d) Ledet semble lui succéder. e) Delisle fut à une date inconnue, mais après le 1^{er} ventôse et avant le 1^{er} germinal, destitué et arrêté. f) Ledet succède à Delisle. Deux possibilités sont donc à envisager : ou Ledet (qui a partie liée avec Delisle, on le verra) a été nommé caissier du transit, le 1^{er} ventôse, comme délégué de Delisle, et est devenu ensuite caissier général au départ de Delisle ou (et ceci est plus vraisemblable) Guinand est parti le 1^{er} ventôse ; Delisle, caissier général, a réuni les deux caisses ; puis, Ledet prend la place de Delisle, et c'est à ce titre qu'il apparaît dans certaines pièces comme successeur de Guinand.

transitaires ¹. Guinand lui répond que depuis trois jours il a cessé ses fonctions et remis sa caisse à la Régie. Invité à dire si cette caisse était complète, Guinand reconnaît qu'il y manquait : 1° 1.200 f. pour diverses sommes prises par la Régie; 2° 1.000 f. représentés par un bon signé Isnard et Rasse; 3° 1.000 f. représentés par un bon de 1.200 f. signé par Blondel et « autorisé par Isnard à ne valoir que 1.000 f. »; 4° 503 livres dues par Rasse, reliquat de sommes plus importantes prises par Rasse et représentées par un bon de 102 livres du 11 brumaire an XI et un bon de 215 livres du 16 brumaire an XI; 5° 501 livres 14 sols 3 deniers dus par Vacassy à la caisse et représentés par des effets signés Vacassy.

Seule, cette dernière somme est restée en cet état, les quatre autres articles ont été remplacés par des espèces, le 2 ventôse. C'est Delisle, caissier général, qui fit cette opération en présence de Chouly, du juge de paix et de son greffier. Guinand a reçu ensuite son *quitus*.

Chouly a donc appris, à l'occasion de cette reddition de compte, les irrégularités des régisseurs et les a obligés à les combler. Vacassy n'appartenant plus au personnel de la Régie, ses effets n'ont pas été remboursés par elle.

Chappet-Vangel fit ensuite préciser par Guinand la provenance des fonds ainsi prélevés. Viennent-ils « des liquidations du transit », c'est-à-dire des droits consignés pour des objets appelés à transiter et demeurés acquis à la Régie par suite de la consommation de ces objets à l'intérieur ? Viennent-ils du produit de la taxe payée pour la délivrance des bulletins de transit et acquise à la Régie, taxe que l'on désigne sous le nom de « petit droit » ?

1. Procès-verbal dans Arch. départ. Octrois 3.

Viennent-ils des droits consignés et auxquels la Régie ne peut pas toucher ?

Guinand répond sans équivoque.

Le « petit droit » fut régulièrement versé dans la caisse de la Régie et celui de pluviôse dernier n'atteignait que 500 f. environ. Le produit des liquidations est versé de même tous les cinq jours et Guinand montre les quittances jusqu'au 1^{er} ventôse. A cette date le produit n'était que de 210 f. 50.

Les sommes prélevées par la Régie représentent donc bien les dépôts des transitaires.

Guinand tient d'ailleurs à montrer que pareille pratique n'est pas exceptionnelle. Il exhibe une main-courante qu'il tenait pour son usage personnel et qu'il remettra le 5 à Chappet-Vangel, parce que la Régie la lui réclame et qu'elle est sa seule justification ¹.

On y voit qu'aux dates suivantes, la Régie était débitrice vis-à-vis de la caisse du transit de sommes assez importantes :

1 ^o Le 1 ^{er} fructidor an X, Vacassy doit	5.365 f. 24
2 ^o Le 2 brumaire an XI, Vacassy doit	2.742 f.
Et Delisle	517 f. 16
Total	3.259 f. 16
3 ^o Le 1 ^{er} frimaire la Régie doit.	3.806 f. 17
Et Rasse.	438 f.
Total	4.244 f. 17
4 ^o Le 1 ^{er} pluviôse la Régie doit	1.200 f.
Delisle	2.000 f.
Rasse	503 f.
Le Caissier général	701 f. 14 1/3
	4.404 f. 14 1/3

5^o Le 1^{er} ventôse sont encore dues les sommes ci-dessus articulées.

1. Arch. départ. Octrois 7.

Enfin, Guinand présente un livre où l'on voit que Delisle prend, puis reverse à certaines époques diverses sommes ; à chacune de ses opérations, dit-il, Delisle était muni d'une autorisation émanant d'un ou de plusieurs régisseurs. Il montre aussi une feuille de la main de Vacassy, intitulée *compte de Guinand* et d'après laquelle Vacassy aurait pris dans la caisse 3.923 f. 24.

Ce procès-verbal prouve que la Régie considérait la caisse du transit comme un véritable compte-courant. Isnard n'est d'ailleurs pas sans reproche à cet égard, et si le rôle de Chouly paraît correct à première vue, puisqu'il fait constater officiellement son intervention, il faut noter cependant : 1° qu'il ne semble pas que le Commissaire ait attiré l'attention des autorités sur une grave irrégularité qui n'est révélée que par Chappet-Vangel. 2° que le Commissaire s'est abstenu de révoquer l'arrêté du 10 pluviôse qui facilitait de tels agissements en mettant les deux caisses dans la même main ; 3° que ces incidents ne semblent pas avoir incité le Commissaire à obliger Delisle à renoncer à la garantie qu'il avait prise sur cette caisse.

Il est fortement à craindre que Chouly n'ait cherché à dissimuler les fautes des régisseurs, tout en se couvrant officiellement par un procès-verbal.

Peu après, le caissier Delisle fut arrêté à cause du déficit de sa caisse. La commune ne fut désintéressée que le 10 germinal ¹.

Dès qu'ils avaient eu connaissance de la nomination de Delisle, Dareste et Isnard avaient protesté². Mais Dareste,

1. Lettre préfectorale du 5 floréal. Arch. départ. Octrois 7.

2. Cf. p. 313.

qui est lié par son traité, semble se résigner assez vite. Chouly affirme, le 16 pluviôse, qu'il lui a « témoigné ses regrets d'avoir signé trois lettres écrites aux Maires » en ce sens ¹.

Quant à Isnard, il s'efforce de se débarrasser de Rasse. Le Conseil ayant refusé, le 21 pluviôse, de tenir compte de l'association qu'il avait formée avec Mazuyer et Guerre², Isnard insiste auprès de l'assemblée municipale. Il écrit le 25 pluviôse an XI :

« La perception de l'octroi a été adjugée au citoyen Dareste et à moi... Le citoyen Dareste ayant renoncé... je suis donc le seul des adjudicataires qui ait à la fois qualité et droit pour proposer une transaction.

« Le citoyen Rasse qui s'y oppose n'a pas qualité pour le faire... Il est vrai que j'ai déclaré... que je m'adjoindrai le citoyen Rasse ainsi que le citoyen Sabonnadière comme régisseurs, mais cette adjonction ne prouve point une association... le citoyen Rasse peut être mon associé sans être le vôtre... Le citoyen Rasse a... comblé la mesure de l'indécence et de la mauvaise foi en désavouant les soumissions du véritable et seul adjudicataire et l'adhésion que les citoyens Mazuyer et Guerre y ont donnée en vertu d'un traité formel... Les allégations non justifiées... du citoyen Rasse ne doivent pas détruire le contrat qui lie la commune envers moi.

« Si... j'offense les intérêts du citoyen Rasse, les tribunaux sont là pour juger entre lui et moi... Mais cette querelle qui est privée... ne regarde point la commune, elle n'a point à s'immiscer dans la police intérieure d'une société qui ne lui est pas connue et qui est étrangère à l'exécution du bref ³... »

Inquiet des procédés de Rasse et voyant que les pouvoirs publics sont indifférents, Isnard se décide, le 28 pluviôse ⁴,

1. Pièce justificative n° 2.

2. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 364 et cf. notre p. 311.

3. *Ibid.*, pp. 429, 430.

4. *Arch. départ.* Octrois 7.

à céder tous ses droits à Rasse et à se retirer purement et simplement¹. Le Préfet en avise le Conseil le 13 ventôse, mais de même que Mazuyer et Guerre n'avaient point voulu traiter avec une société où figurait Rasse², de même la municipalité ne veut pas accepter cette cession de droits³. S'appuyant sur le bref, formel à cet égard, l'assemblée rappelle que toute cession de ce genre est nulle ; et elle exige que l'adjudication soit exécutée⁴.

Isnard s'adresse alors à la Justice, qui décida le 17 messidor, que la société entre Rasse et Isnard était dissoute à la date de fin ventôse dernier⁵.

Entre temps, Rasse avait continué ses efforts pour rétablir sa situation. Le 20 ventôse, il envoie au Préfet une pétition et un mémoire⁶.

Les principaux motifs de réclamation de Rasse et Dareste sont : la non-reconstruction des murs de clôture, le défaut de barrage des rivières, le défaut de la protection des portes par la force armée, les non-valeurs résultant du mode de perception sur la bière, les facilités offertes à la fraude par le transit à délai, enfin les troubles et empêchements qui seraient apportés à la gestion.

Rasse et Dareste se plaignent particulièrement de n'être pas protégés :

« La force armée devait à chaque barrière protéger la perception ; faute de garde, nous avons été obligés de doubler le nombre de nos employés ; encore souvent, comme ils en imposent bien moins que le militaire, n'ont-ils pu résister aux frau-

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 372.

2. *Ibid.*, p. 372.

3. *Ibid.*, p. 380 et 429.

4. *Ibid.*, p. 380.

5. *Arch. départ.* Octrois 7.

6. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 430, 431.

deurs en force et empêcher les encombrements combinés à la faveur desquels beaucoup de voituriers s'échappent sans acquitter les droits. C'est à Serin, Vaise et Perrache surtout, que le défaut de corps de garde nous a été préjudiciable¹. »

Le 23 germinal, Chouly rédigeait son rapport sur la première année de la régie Dareste. Le Conseil en prit connaissance peu après le mémoire de la Régie. Sur les points principaux de ce mémoire Chouly apportait des éléments d'appréciation.

« *Vins.* — Les vins forment à peu près la moitié de la recette... l'inexactitude du service a été telle, cette année... qu'on peut évaluer à 1/10^e au moins le déficit qu'occasionnent à cette partie de la perception les vices de l'administration et le patronage dans le placement des employés.

« Il faut ajouter que les produits ont été d'autant moindres... que le prix de cette boisson est plus élevé ; il y a dix ans qu'elle n'avait été aussi chère...

« *Eaux-de-vie et liqueurs.* — Une des causes puissantes de la fraude... qu'on peut évaluer au 2/5 de la perception est le vice de l'article 12 de la loi du 27 frimaire an VIII qui défend... de visiter les voitures de voyage et les voyageurs, à raison de leurs malles et valises ; les contribuables interprètent à leur gré cet article obscur... Les courriers de Grenoble, Strasbourg, et Chambéry entrent ainsi chaque jour...une grande quantité de liqueurs et d'eau-de-vie... »

Un autre vice tenait « essentiellement » au tarif qui imposait l'eau-de-vie 6 f. et l'esprit de vin 10 f. Or des manutentions frauduleuses permettaient de transformer l'esprit de vin en eau-de-vie au détriment de la ville².

« *Bière.* — Les règlements sur cet article du tarif ont été modifiés... sans qu'il ait été possible d'y assujettir les brasseurs, parmi

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 430.

2. Cf. p. 388.

lesquels il existe un véritable esprit de révolte... Le supplément voté ... est de 6 fr. par hectolitre, ce qui porte le droit à 10 centimes par bouteille, différence considérable pour le produit et qui n'influera pas sur la consommation, attendu que la classe aisée et les ouvriers dont la main-d'œuvre est chère, font seuls usage de cette boisson. Il est absolument nécessaire d'ajouter au règlement, que la bière ne pourra circuler dans la ville avant soleil levé, ni après soleil couché, et que des conducteurs soient tenus de montrer leur acquit ou bulletin de transit à toute réquisition... sous peine de confiscation.

« *Entrepôts.* — C'est à l'aide de cette faculté¹ que la fraude mûrit silencieusement... Le transit enlève réellement à la perception plus de 100.000 f. par an, et ce calcul n'est pas exagéré. Il existe un moyen simple de concilier les intérêts du commerce et ceux de l'octroi, ce moyen est un entrepôt général sous la surveillance de l'administration publique et de la Régie...

« *Viandes à la main.* — Le tarif a été calculé de manière que le droit perçu sur un animal dépecé ne s'élève pas à beaucoup près à celui qui se paye pour une bête vivante; il résulte de cette disproportion une introduction considérable de viandes dites à la main. La contrebande s'exerce activement sur cet article; les malles, les coffres, les fiacres, les tonneaux de vidangeurs, et jusqu'aux chariots qui transportent aux cimetières les morts de l'hôpital, sont employés pour introduire ces viandes en fraude²... »

Sur la clôture elle-même, Chouly disait :

« En résultat, elle (la Régie) a rempli ses engagements, la ville n'a pas tenu les siens; de là, les prétentions de la Régie à une indemnité. Ces prétentions me paraissent exagérées, la ville devait sans doute exécuter les clauses du contrat qu'elle avait consenti à la Régie... et dont la principale est la clôture de la ville, mais les facilités accordées par le Gouvernement à cette Régie semblent suffisantes pour compenser des pertes qu'elle prétend avoir été occasionnées par le fait de l'administration locale, la faveur par exemple de ne faire les paiements qu'à la fin de chaque mois au lieu de les opérer d'avance, celle plus grande encore de

1. L'entrepôt et le transit à délai.

2. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 434, 435.

rétablir le déficit des recettes d'été dans les mois de brumaire et frimaire, enfin les adoucissements apportés à ses charges par l'arrêté du 2 thermidor, doivent être envisagés comme une véritable indemnité. Il y a plus... on eût pu se dispenser de les accorder, puisque dès le 4 floréal, un mois après l'entrée... en exercice, elle a manqué à l'exactitude de ses paiements ;... dans un aussi court espace, elle ne pouvait prétexter de la non-construction des murs et du barrage des rivières ¹... »

Au cours de la séance du 20 floréal an XI, la commission nommée par le Conseil eut à cœur de disculper la commune de toute négligence sur cette question capitale.

Lorsque la Régie demanda l'établissement des chaînes pour le barrage des rivières, les architectes des mairies et ceux de la Préfecture se réunirent. Un rapport, qui fut présenté par l'un d'eux au Préfet et qui fut unanimement approuvé, démontra l'impossibilité d'établir le barrage dans la forme demandée par la Régie. On soumit alors à celle-ci les moyens que l'on devait employer pour arriver au même but, mais elle ne répondit rien à cette communication. Ce n'est que depuis quelques mois que les maires du Nord et du Midi ont été invités par le Préfet à s'en occuper ; ils s'en occupent effectivement².

Quant à la confection des murs, une partie en a été effectuée dès l'année dernière ; le reste fut l'objet de premières adjudications passées du temps que Najac était préfet, mais les constructions ont été suspendues, la Régie ayant observé qu'il convenait d'élever des clôtures ailleurs et dans les endroits où la fraude était plus facile. D'autres localités furent désignées par Vacassy, alors procureur fondé de la Régie. Le Préfet consulta l'ingénieur en chef

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I. p. 434.

2. *Ibid.*, p. 433.

qui fixa invariablement par son rapport, les proportions devant servir de base à l'avenir. Depuis lors, le temps n'a pas permis d'achever les travaux. Une longue sécheresse a empêché pendant plus de quatre mois les transports de Couzon¹, la rivière n'étant pas navigable ; le manque d'eau sur les montagnes s'est encore opposé aux travaux. Ces travaux sont à présent en pleine activité.

La confection des barrages et des murs a donc été retardée par des obstacles qui ne dépendaient pas de la municipalité ; quelques-uns de ces obstacles proviennent même du fait de la Régie².

La commission prend acte de l'appréciation de Chouly sur les vices de la Régie :

« ... Si ces vices ont une influence sur le déficit des produits de la perception sur les vins, il est hors de doute qu'ils ont dû influencer de même... sur toutes les autres branches de la perception.. Si la Régie avait apporté les soins qu'elle devait à son administration et surtout au bon choix de ses employés, les produits de l'année eussent été beaucoup plus considérables et auraient pu couvrir le déficit contre lequel elle réclame aujourd'hui ; peut-être même eussent-ils été assez élevés pour.. . donner un supplément au produit fixe de l'adjudication³. »

Elle critique l'emploi des 200.000 f. de frais alloués à la Régie. On ne peut supposer que cette somme a été appliquée à sa destination, quand on est entouré « de plaintes et de réclamations sur la mauvaise organisation du service⁴. »

Elle décrit la situation actuelle de la Régie : les éléments de la société ont changé, Vacassy, fondé de pouvoirs,

1. Couzon, Rhône, canton de Neuville, à 13 kilomètres de Lyon, sur la rive droite de la Saône, au pied Est du Mont d'Or, carrière de pierre réputée.

2. Cons. mun. P.-V. des séances, t. I, p. 433.

3. Ibid., p. 433.

4. Ibid., p. 433.

placé quelque temps à la tête de la direction, depuis peu emprisonné pour dettes, n'a pu obtenir son élargissement qu'en montrant une cession de biens ; Sabonadière peut presque en dire autant ; Rasse paraît seul à présent à la tête de l'organisation, et l'on ne peut se défendre d'un sentiment de défiance, lorsqu'on voit les premiers adjudicataires se retirer ; il n'y a plus de contrôleurs du choix de la commune dans les bureaux particuliers des receveurs, où leur présence serait cependant plus nécessaire que jamais ; tous les employés lyonnais ont été expulsés des bureaux par l'intrigue et remplacés par des « étrangers » ; enfin, la ville ne se trouve plus nantie de cette avance du 36^e du prix fixe de l'adjudication ; les adjudicataires ont obtenu une faculté que ne leur donnait pas l'arrêté ministériel du 2 thermidor et dont il faut demander la révocation : ils ne versent plus que de mois en mois leur recette, de sorte que l'on se trouve « en cours de confiance vis-à-vis d'eux de la totalité du produit du mois, condition vraiment alarmante quand on considère tous ces cautionnements en effectif exigés par la Régie de ses agents et dont ceux-ci voudroient peut-être, dans un cas malheureux, élever la prétention de se payer par leurs mains¹ ».

La Commission expose les fautes de la Régie :

« Vous aviez réclamé contre la non-observation de plusieurs articles essentiels du bref... cependant plusieurs de ces articles sont encore dans le plus profond oubli ; vous aviez réclamé particulièrement contre les cautionnements en effectif exigés par la Régie de ses agents, et cependant cet abus dangereux s'est maintenu... mais ce qui doit la réveiller plus puissamment encore, c'est la violation de la caisse du transit... Cette violation est constatée

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 439.

par le procès-verbal de vérification rédigé par votre commissaire surveillant le 10 de ce mois ¹. Pourriez-vous encore voir avec indifférence le procès intenté par la régie de l'enregistrement, et ensuite duquel votre préposé spécial vient d'être condamné par un premier jugement à verser dans la caisse de la régie de l'enregistrement une somme de 51.979 f. 40... si la régie de l'octroi ne s'exécute pas et qu'il arrive que vous succombiez à une condamnation, elle absorbera bien au delà du cautionnement de 50.000 f. en effectif que vous a prêté la régie de l'octroi ; et ce cautionnement qui devoit être intact entre les mains de votre préposé spécial est déjà entamé... un état de votre situation vis-à-vis de la régie de l'octroi... prouve que ce cautionnement se trouve réduit d'une somme de 16.000 f. 53 2/3. Cette circonstance est d'autant plus alarmante que... la Régie n'opère que de mois en mois les versements qu'elle devoit effectuer de décade en décade ²... »

Adoptant ces motifs le Conseil émit, le 27 floréal an XI, le vœu suivant : le Conseil prie le Préfet de communiquer au plus tôt aux adjudicataires de l'octroi sa délibération du 13 ventôse dernier qui réclame l'observation de l'article 3 du bref ; il invite le Préfet à révoquer immédiatement l'autorisation en vertu de laquelle les régisseurs n'opèrent que de mois en mois les versements qu'ils doivent effectuer de décade en décade et d'avance, obligation dont ils n'ont point été relevés par l'arrêté du Ministre du 2 thermidor en X ; il prie le Ministre de l'Intérieur d'accorder de nouveau aux Maires et au Préfet la présentation et la nomination des vérificateurs aux bureaux des recettes de l'octroi pour assurer, par ce contrôle, la perception des droits et particulièrement de ceux nouvellement établis et dont les receveurs devront, à la commune, compte de clerc à maître ; il demande que ces vérificateurs soient

1. Floréal an XI.

2. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 439, 440.

subordonnés à l'agent de surveillance de la commune ; il demande à ce que la Régie soit tenue de se conformer strictement aux articles du bref d'adjudication et qu'il lui soit notifié que la première infraction de sa part à quelqu'un de ces articles motivera, de la part de la municipalité, la provocation des mesures les plus sévères ; il consent que, dès à présent, la perception des nouveaux droits soit confiée à la Régie pour en compter de clerc à maître, à condition que les receveurs particuliers en verseront les produits, de cinq jours en cinq jours, dans la caisse du préposé spécial ; enfin il ne verrait aucun inconvénient à ce qu'il soit accordé aux régisseurs, à ces conditions, une prime de 5 p. 100 sur les produits de la nouvelle perception ¹.

Pendant que l'assemblée délibérait, de graves événements se produisaient au sein de la Régie.

A la suite de l'affaire Delisle, une surveillance particulière avait été exercée sur le bureau du transit par Chappet-Vangel. Le 23 ventôse, Rasse et Dareste écrivaient au Préfet :

« Vous avez autorisé le citoyen Franchet, commis du citoyen Vangel, surveillant de l'octroi pour la commune, à faire sur le registre du transit un relevé journalier des objets entrés, sortis ou livrés à la consommation par la voie du transit. Cette vérification qui fut fixée le soir de 3 à 4 heures ne donna lieu les premiers jours à aucune difficulté. Mais — ajoutent les signataires — depuis quelque temps ce nouveau surveillant, auquel une demi-heure devrait suffire pour prendre ses notes, ne quitte plus les bureaux du moment où ils sont ouverts jusqu'à la fermeture et, peu satisfait de fatiguer sans cesse nos employés du poids de son inutilité, il cherche à les distraire de leurs occupations, il paraît stipendié pour répandre des contes ridicules imaginés pour nuire à notre administration. Le moteur de cette intrigue est connu ². »

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 445.

2. *Arch. départ. Octrois* 3.

On ne peut désigner plus explicitement Chappet-Vangel, qui ne manque pas de raisons de se méfier. En germinal, des commerçants se plaignent au maire de l'Ouest qu'on ait refusé de leur rendre les effets qu'ils avaient consignés pour le transit. Chouly, informé, réclame leurs noms ¹.

Mais des faits plus inquiétants sont enregistrés. A Lucien Delisle a succédé au début de germinal, comme caissier, le citoyen Ledet. Cette mutation ne change rien ; le traité conclu le 9 fructidor entre Rasse et Delisle nous apprend, en effet, que les 15.000 f. de cautionnement de Ledet sont pris sur les 26.219 f. 10 fournis par Delisle. L'accord entre Delisle et Ledet semble parfait. Ledet enverra lui-même au Préfet copie de l'acte, lorsqu'il aura à se disculper ². Enfin, Ledet garde la faculté de se payer sur la caisse du transit des avances qu'il pourra faire ³.

Ledet puise d'ailleurs dans cette caisse, lorsque l'argent manque dans celle de la Régie. Ainsi, les 4 et 5 germinal, il verse à la caisse communale 24.173 f. ; or il n'avait en caisse que 20. 583 f. 58 1/2. Il a donc pris dans la caisse du transit 3. 389 f. 48 1/2, suivant le chef-comptable Gravier. Remarquons qu'il manque encore 200 f. Peut-être Ledet les verse-t-il de sa poche, car il sera question de ses avances.

Le 8 germinal, Ledet verse encore 54.076 f. 98, bien que ne disposant que d'une somme de 51.203 f. 68, ce qui fait supposer qu'il a pris au transit 2.873 f. 30.

Précisons immédiatement qu'il ressort de ce même rapport de Gravier, que cet argent est bien celui des consigna-

1. *Arch. départ.* Octrois 3.

2. *Ibid.*

3. *Ibid. passim* et Octrois 5, rapport du chef comptable Gravier.

tions, puisque du 6 germinal au 10 floréal les sommes provenant des consignations acquises et du « petit droit », sommes dont Ledet a la libre disposition pour payer ses avances, ne se montent qu'à 4.537 f. 47 1/2 (soit 4.000 f. 55 pour les consignations acquises et 536 f. 92 1/2 pour le « petit droit »), tandis que les sommes ainsi prélevées, les 4 et 8 germinal, se montent à 6.262 f. 78 1/2 ¹.

En germinal, la Régie continue donc à mettre la main dans la caisse du transit.

Chouly ne l'ignorait pas ; lui-même tient à le proclamer. Il aurait vérifié l'état de la caisse et constaté la présence d'un bon de 9.000 f. représentant les avances faites par Ledet. Il prétend que Ledet, frappé de crainte, se serait absenté, sans doute pour fuir une vérification contradictoire ².

Chappet-Vangel apportera la preuve que tous les bulletins de transit, sans interruption, portent la signature de Ledet ³.

Chouly, désireux d'expliquer son retard à effectuer une vérification contradictoire, altère donc la vérité.

Ce n'est que le 7 floréal que le Commissaire du Gouvernement se décide à opérer. La Régie aussitôt alertée révoque Ledet, et nomme à sa place un certain Emery ⁴. Le 8, la véri-

1. Sans doute Chappet-Vangel n'a-t-il pas pleine confiance dans les calculs de Gravier, mais les données précises que nous extrayons ici paraissent reposer sur les livres de caisse de la Régie. Le fait que ces données sont incomplètes (on ne nous dit rien des prélèvements faits après germinal) semble indiquer qu'elles sont bien la fidèle reproduction des relevés exacts. Ce que Chappet-Vangel critique surtout, ce sont les estimations globales des avances de Ledet dont nous parlerons plus loin.

2. Arch. départ. Octrois 3, lettre de Chouly du 5 vendémiaire an XII.

3. Arch. départ. Octrois 3, lettre de Chappet-Vangel du 10 vendémiaire an XII.

4. Arch. départ. Octrois 3, nomination du 10 floréal. Il y a un Emery qui fut jacobin (RIFATERRE, *Le mouvement antijacobin*, I, p. 9, 46, 348), chef de légion de la garde nationale en 1791 (WAHL, *Les premières années de la Révolution*, p. 569), membre du bureau des subsistances en 1793 (TERRET, *Mémoires*, p. 18).

fication commence. A la demande de Ledet (c'est Chouly, du moins, qui le prétend), on décide de consacrer le premier jour à vérifier ce qui est en caisse, et le second, c'est-à-dire le 9 floréal, à constater ce qui doit y être ¹.

Mais lorsque le 9, avant midi, Chouly se présente pour faire le dépouillement des livres comptables, Ledet est absent et la vérification ne peut avoir lieu.

Ledet se défiait de Chouly, peut-être en raison de l'attitude prise la veille par le Commissaire. Ledet avait rendu visite au Préfet et lui avait demandé de faire vérifier, le 9 floréal, l'état de sa caisse par « tels commissaires qu'il lui plaira de nommer ». Le soir, à l'heure de la fermeture des bureaux (5 heures), Chappet-Vangel, muni d'un arrêté préfectoral en date de ce même jour, le commettant à cette vérification, se présente accompagné de Ledet au bureau du transit.

Que s'est-il passé exactement ? Chouly prétend que Ledet « avait jugé qu'il lui fallait pour échapper que ses opérations fussent vérifiées par un homme ou assez ignorant pour ne pas appercevoir (*sic*) ce qu'il voulait cacher, ou assez peu délicat pour favoriser son délit ». D'après Chouly, Ledet aurait donc surpris la religion du Préfet en faisant nommer Chappet-Vangel ².

Chappet-Vangel répond que cette accusation est absurde, car Ledet a demandé « tels commissaires qu'il plaira au Préfet ³ » de nommer et il n'y a eu aucun accord entre Ledet et lui. C'est d'ailleurs l'hypothèse la plus vraisem-

1. Arch. départ. Octrois 3, lettre de Chouly.

2. *Ibid.*, lettre de Chouly du 5 vendémiaire.

3. Les termes de la demande de Ledet sont rapportés dans l'arrêté du Préfet qui nomme Chappet-Vangel (Arch. départ. Octrois 3. Lettre de Ch. V. du 12 vendémiaire).

blable, car Chappet-Vangel, qui paraît plus sincère que Chouly, ne couvrira nullement Ledet.

Chappet-Vangel se présente donc au bureau du transit, à 5 heures, pour vérifier la caisse en présence de Ledet. La journée du 9 n'étant pas encore portée sur les livres, il la fait inscrire. Le relevé prend près de deux heures ; la vérification commençait, lorsque vers les sept heures¹, le Commissaire du Gouvernement, apprenant ce qui se passe, veut se précipiter dans le bureau du transit et trouve porte close. Chouly frappe, se nomme, fait, dit-il, le pied-de-grue à l'entrée. Il est enfin introduit pour s'entendre lire l'arrêté du Préfet et dire que l'opération « ne le regarde pas ».

Colère de Chouly. Le Commissaire manifeste « de la manière la plus indécente son mécontentement, s'étend en menaces et injures contre Chappet-Vangel », et s'en va enfin rédiger une protestation auprès du Préfet².

Immédiatement après, accourt le citoyen Rasse qui veut s'opposer à la vérification. Celle-ci s'achève, cependant, sur les 10 heures du soir. Chappet-Vangel n'a trouvé dans la caisse qu'un bon de 9.324 f. 88 signé Rasse, destiné à rembourser les avances faites par Ledet, et qui tient lieu des fonds consignés ! Rasse proteste ; à l'entendre Ledet s'est déjà payé de ses services sur d'autres fonds³.

Le lendemain, si l'on en croit Ledet, Chouly et Rasse

1. Chouly dit 8 heures.

2. Cette protestation se trouve dans *Arch. départ.* Octrois 4. La version de Chappet-Vangel est dans *Arch. départ.* Octrois 3 (lettre du 10 vendémiaire an XII). Chouly prétend, bien entendu, qu'il a été très digne. En revanche, Chappet-Vangel note que « l'agitation qu'il ne peut comprimer, le ton de colère, les menaces et les insultes auxquels il s'abandonne, prouvent trop clairement qu'il n'avait eu le temps de se composer et de calmer sa première émotion ». Ceci est très vraisemblable étant donné la susceptibilité de Chouly et la tension des rapports qu'il entretient avec Chappet-Vangel. La suite est d'ailleurs bien faite pour confirmer l'opinion de Chappet-Vangel.

3. *Arch. départ.* Octrois 4. Lettre de Chouly.

le séquestrent jusqu'à 11 heures du soir, heure à laquelle, étant exténué, il finit par accepter de son successeur, Emery, une quittance pour une valeur moindre que celle qui aurait été effectivement en caisse. Dans cette quittance, Emery reconnaît avoir reçu pour argent comptant un bon de 9.324 f. 68 et un bon de 3.160 livres ¹.

Le 13, Ledet annonce au Préfet qu'il va citer Rasse en justice pour obtenir : 1^o le remboursement de 833 livres d'appointements (3 mois et 10 jours); 2^o de 15.000 f. de lettres de change tirées sur Delisle à Paris et remises en cautionnement de la caisse à lui confiée; 3^o décharge de toutes ses pièces comptables; 4^o 2.400 f. à titre de dommages et intérêts pour n'avoir pas été prévenu deux mois à l'avance de sa destitution, conformément aux termes de son contrat. Ledet demande enfin son quitus ².

De son côté, le 10 floréal au soir, Chouly, — qui connaît pourtant depuis un mois, l'existence du bon et qui n'a pas bougé — exige que Rasse verse immédiatement dans la caisse la somme de 9.324 f. 68 correspondante à ce bon, et fait dresser procès-verbal par le juge de paix ³.

Le Préfet, éclairé par le procès-verbal de Chappet-Vangel, décide par arrêté du 13 floréal que le caissier du transit sera nommé par lui. Le 26, il désigne le citoyen Barret pour prendre possession du poste.

Quatre jours plus tard, pour une cause inconnue, Barret ne s'est toujours pas présenté. Aussi le 6 messidor, la Régie propose-t-elle de faire appel au concours d'un certain Theynier, dont Chouly demande le 18 l'installation définitive.

Mais le 20 messidor, intervient un nouvel arrêté com-

1. Arch. départ. Octrois 3. Lettre de Ledet du 13 floréal an XI.

2. Ibid.

3. Ibid. Lettre de Chouly.

plétant celui du 13 floréal ; le 26 la candidature Barret est de nouveau agréée ; Barret entre en fonction le 28 ¹, remplaçant le citoyen Emery nommé par la Régie le 10 floréal.

Ni Chouly, ni Rasse n'entendaient rester sur cette défaite. De l'aveu même de Chouly, ils se mettent à l'œuvre dès le départ de Ledet, et entreprennent une vérification minutieuse ². Ils constatent dans les livres des erreurs qui sont toutes au profit de Ledet. Ainsi, page 4 du registre de caisse, il y a double emploi de 3.361 f. 05 et, page 2, s'est glissée une erreur d'addition de 1.000 f. La comparaison des bulletins de transit avec les livres montre trente-cinq articles sur lesquels Ledet s'allouait des sommes plus fortes que celles qu'il avait payées ou des recettes plus faibles que celles qu'il avait faites. L'ensemble constitue une somme de 7.792 f. 77 détournée par Ledet ³.

Fort de ces vérifications, Rasse porte plainte contre Ledet. L'acte d'accusation date du 9 thermidor an XI ; la vérification a donc pris près de deux mois. Les charges suivantes sont relevées contre Ledet : 1° Ledet a fait passer dans le chapitre dépenses 5.461 f. 92, alors qu'il n'avait payé que 2. 100 f. 87 ; il a ainsi soustrait 3.361 f. 05 ; 2° Pour couvrir un autre enlèvement de 1.000 f., sur le journal Ledet porte en recettes 8.280 f. 90, au lieu de 9.280 f. 90 ; 3° Ledet a reçu diverses sommes des transitaires qu'il n'a pas portées en recettes ; 4° Ledet a

1. *Arch. départ.* Octrois 3.

2. *Ibid.* Chappet-Vangel prétend que les employés de la Régie consacrent un temps considérable à ces travaux dont Chouly s'attribue tout le mérite. Ledet accuse Emery d'en être l'auteur. En réalité, tout le personnel de la Régie devait être mobilisé.

3. *Ibid.* Lettre de Chouly.

échangé divers effets déposés en consignation contre des espèces sans les porter en recettes ; 5^o Ledet a porté en dépenses, comme remboursées en espèces, des consignations faites en billets ; 6^o Ledet a porté sur la maincourante des sommes moindres que sur les bulletins délivrés aux transitaires ; 7^o Ledet a distrait sur les sommes remises pour être versées au préposé de la commune 6.028 f. 17 1/2¹.

Suivant la procédure de l'époque, le directeur du jury nomma deux experts pour examiner la plainte. Un mandat d'amener fut décerné contre Ledet ; puis, le jury décida qu'il y avait lieu à accusation, et l'acte d'accusation fut rendu exécutoire².

En même temps, Chouly rédigeait un rapport que le Préfet transmit au Ministre, rapport qui a disparu dans l'incendie du Ministère des Finances. Chappet-Vangel fut chargé d'un rapport identique qui eut le même sort.

Nous savons seulement, par la correspondance échangée, que Chouly ne manqua pas de reprocher à Chappet-Vangel de n'avoir pas su dépister les irrégularités et d'avoir ainsi, par son « apurement de comptes », permis à Ledet de prendre le large. A quoi Chappet-Vangel répondit justement qu'il était chargé d'une « vérification de caisse » et non d'un « apurement de comptes », apurement qui a demandé un long travail et nécessité la collaboration de plusieurs employés, apurement qu'il n'aurait pu faire en une soirée ; nous avons montré qu'il avait, en effet, duré près de deux mois.

Chappet-Vangel ne manque pas de souligner les lenteurs de Chouly et de rappeler les obstacles apportés aux

1. *Arch. départ.* Octrois 3.

2. *Ibid.* Lettre de Chouly.

vérifications qu'il voulait faire au bureau du transit ¹.

Toutefois , les deux rapports « s'accordaient » en un point : c'est que « la gestion de Ledet n'est point exempte de reproches » ².

Comme on le voit, l'affaire avait quitté la scène lyonnaise depuis que les rapports avaient été adressés au Ministre. C'est le citoyen Français, directeur de la comptabilité communale, qui l'a prise en main. Ledet est comptable d'une régie intéressée ; à ce titre, il ne peut être traduit en justice que sur l'autorisation du Préfet (arrêté du Gouvernement du 28 thermidor an XI) ³.

Ledet et Rasse, sont, eux aussi, dans la capitale, semble-t-il. Ledet parvient, sinon à se disculper de toute irrégularité, du moins à prouver, que, loin d'avoir fait tort à Rasse, il reste encore son créancier. Il a l'appui de la banque Delisle et c'est probablement à l'occasion de ces incidents qu'intervient, le 9 fructidor an XI, entre la banque Delisle, agissant en son nom et au nom de Lucien Delisle, ex-caissier de la régie, et le citoyen Rasse un règlement de compte que nous avons déjà cité et où il apparaît que Rasse emprunte à la banque Delisle 26.217 f. 50 c. dont il se reconnaît débiteur. Rasse garde sur cette somme... et jusqu'à apurement du compte de Ledet, 15.000 f. qui constituent le cautionnement de celui-ci. Le reste, soit 11.219 f. 50, est porté au compte de L. Delisle

1. Arch. départ. Octrois 3, lettres citées.

2. Ibid. Lettre d'envoi du Préfet du 22 fructidor an XI.

3. Ibid. Lettre de Français du 21 fructidor. Il est très vraisemblable que l'arrêté du gouvernement (*Recueil des Lois*, p. 29, Arch. nat. AD^{IX}, 539) a été pris à l'occasion de l'affaire Ledet. Auparavant on était sous l'empire de l'art. 76 de la Constitution de l'an VIII qui faisait dépendre les poursuites contre les fonctionnaires d'une autorisation du Conseil d'Etat. Mais pouvait-il s'appliquer à des employés d'une régie intéressée ? C'est sans doute cette question qui provoqua l'arrêté.

et Rasse est déclaré s'être acquitté par ce transfert.

Par ailleurs le compte de Rasse à la banque s'établit ainsi : débit 228.862 f. 11, crédit 195.345 f. 46, solde débiteur 33.516 f. 65.

Enfin, L. Delisle reconnaît devoir à Rasse 3.028 f. 27 pour règlement de sa comptabilité ¹.

Quelques jours après ce règlement, le citoyen Rasse retirait sa plainte et le citoyen Français en avertissait le Préfet en ces termes :

« Paris le 21 fructidor an 11^e... J'ai l'honneur de vous adresser... l'acte notarié par lequel Rasse se désiste de toutes poursuites envers son caissier, Ledet, de qui il étoit parvenu à exiger une somme de 15.000 f., sous le titre de cautionnement. Il paroît qu'il lui reste devoir encore quelque chose. Il existe dans la gestion du C. Rasse *un tel labyrinthe de coquinerie* que je ne doute pas que Ledet n'ait été poursuivi que pour sauver le véritable violateur de la Caisse du transit et donner le change à la justice. Les poursuites ne peuvent être continuées qu'en vertu d'un arrêté pris par vous, en conformité de l'arrêté du Gouvernement du 29 thermidor dernier — Vous examinerez... cette affaire et je ne doute pas que vous ne parveniez à découvrir la vérité... Français ². »

Au reçu de cette missive à Lyon, Chouly et Chappet-Vangel, rédigent chacun un nouveau rapport sur l'opportunité des poursuites.

Chouly charge Ledet : si les 7.000 f. de déficit étaient des erreurs d'écritures, ils seraient en trop dans la caisse de Ledet qui aurait constaté cette différence et vérifié ses écritures. Or Ledet a éludé les vérifications et les livres sont en harmonie avec la caisse ; ces livres ont donc été « travaillés » pour masquer le déficit. On ne peut non plus soutenir que Ledet se payait de ses avances sur les consi-

1. Arch. départ. Octrois 3.

2. Ibid.

gnations du transit, puisqu'il n'ignorait pas que Rasse n'en pouvait disposer. D'ailleurs, pourquoi aurait-il essayé en ce cas de déguiser ses prélèvements ? Ledet s'est rendu coupable d'un « vol constant ». Si Rasse a transigé, l'action publique demeure ¹.

Quant à Chappet-Vangel, il met Rasse en cause sans innocenter Ledet. Chappet-Vangel pose la question sous son véritable aspect. Que prouve le déficit ? Les sommes litigieuses « ont-elles passé dans les mains de Rasse ou sont-elles restées dans celles de Ledet ? »

Dans les pièces de procédure, Chappet-Vangel a vu une lettre de Ledet adressée « au magistrat de sûreté à Lyon », et un passage l'a frappé. Ledet y dit : « Le citoyen Rasse est comme un homme qui se noie et qui veut entraîner avec lui ceux *qui cherchent à le sauver*. » C'est Chappet-Vangel qui souligne ces derniers mots.

Chappet-Vangel fait cette hypothèse : Rasse, pour couvrir ses prélèvements, n'a-t-il pas obtenu de Ledet « que son registre de caisse seroit tenu de manière à ne présenter jamais pour l'actif de cette caisse que des sommes inférieures à celles qui auroient dû s'y trouver effectivement » ? Ledet, certes, seroit coupable mais « il en résulteroit un grand jour sur la conduite de Rasse ² ».

Dans l'ignorance où nous sommes du fonds et du tréfonds de l'affaire, il paraît sage de s'en tenir à l'appréciation de Français, qui avait les rapports initiaux qui nous manquent et qui a dû entendre Ledet et Rasse. Français écrivait au Préfet au sujet des deux derniers rapports : « Le rapport du commissaire Chouly est évidemment dicté par la Passion et il ne voit dans le prévenu qu'un ennemi

1. Arch. départ. Octrois 3. Rapport du 5 vendémiaire an XII.

2. Ibid. Rapport de Ch. V. du 4^e j. c. an XI.

et un dénonciateur de Rasse. — Cette pièce doit être écartée. — Le rapport de l'agent Chappet-Vangel mérite plus de considération, mais cependant j'ai quelque lieu de craindre que le désir d'amener Rasse en jugement par le moyen de Ledet, n'ait eu quelque part à sa rédaction ¹. »

Quoi qu'il en fût, Chouly sortait de l'affaire gravement compromis.

« Les longues explications dans lesquelles entre le citoyen Chouly ne jettent pas sur sa conduite personnelle un jour assez favorable pour qu'il soit démontré, ainsi que vous l'observez, C. C. d'État, que sa conduite personnelle est entièrement exempte de reproche », écrivait le Préfet le 22 fructidor en envoyant au citoyen Français le premier rapport du Commissaire ² et le Conseiller d'État écrivait de son côté :

« Le citoyen Chouly vient, citoyen Préfet, de m'adresser un rapport qu'il a rédigé pour autoriser la mise en jugement du citoyen Ledet, caissier de l'octroi de Lyon ³. Comme le citoyen Chouly avoit une parfaite connaissance de l'abus que faisoit le fermier Rasse en puisant fréquemment (dans la caisse des consignations du transit) et détournant les deniers du commerce à son profit ; comme il s'est opposé à ce que l'agent de la commune la vérifiât ainsi qu'il résulte du procès-verbal rédigé à cet effet ; comme il s'est trouvé un déficit que Rasse a maladroitement couvert avec un billet de lui et que pour donner le change sur le vrai coupable le citoyen Chouly a dénoncé Ledet, il se peut que des intérêts et des passions particulières aient dicté son rapport et qu'il ait cherché à détourner ainsi les éclaircissements qui doivent porter sur la conduite du fermier et sur la sienne. — Je suis bien persuadé, citoyen Préfet, que vous écouterez le citoyen Ledet avant de le mettre en jugement ⁴... »

1. Arch. départ. Octrois 7.

2. Arch. départ. Octrois 3.

3. Le rapport du 5 vendémiaire an XII.

4. Arch. départ. Octrois 3.

Enfin, le 12 frimaire an XII, Français fait part de ses intentions au Préfet, et prend une décision sévère à l'égard de Chouly : « Je n'attendois que les pièces officielles qui constatent cette transaction (arrangement Bigot) pour vous inviter à donner ordre au citoyen Chouly qu'il suspende ses fonctions et qu'il se rende auprès de moi pour me rendre compte de sa conduite. Le citoyen Chappet-Vangel sur lequel vous m'avez constamment rendu, citoyen Préfet, ainsi que les Maires de Lyon, les témoignages les plus avantageux, remplira les fonctions attribuées au citoyen Chouly ¹. »

Ainsi Chappet-Vangel remplaçait un ennemi acharné et un ennemi brutal qui ne craignait pas d'user des procédés les plus discourtois, mais il n'abusa pas de son triomphe. Le 18 frimaire, lorsqu'il dut se rendre auprès de Chouly pour y prendre tous les papiers, titres, correspondance, registres et documents nécessaires à ses fonctions, il eut la délicatesse de se faire passer pour souffrant et il pria le Préfet d'autoriser son secrétaire, le citoyen Franchet, à s'y rendre à sa place ².

La nature et l'étendue des responsabilités du Commissaire du Gouvernement nous échappent en grande partie. On ne peut que le regretter. Les rapports de Chouly et de Chappet-Vangel ayant été perdus, il serait téméraire, à près d'un siècle et demi de distance, de vouloir démêler ce que le fonctionnaire le plus compétent et le mieux renseigné appelait un « labyrinthe de coquinerie ».

Le moins qu'on puisse reprocher à Chouly est, en tout cas, son évidente partialité pour Rasse. Cette partialité est-elle due à quelques connivences financières ou à une

1. *Arch. départ.* Octrois 3.

2. *Ibid.*

haine farouche qui émousse tout sens critique chez le Commissaire, lorsqu'il s'agit de contredire Chappet-Vangel ?

La lettre de rappel de Français de Nantes n'exclut ni l'une ni l'autre hypothèse.

En revanche, on est pleinement édifié sur la moralité de Rasse.

En floréal an XI, Rasse exigeait des receveurs, sous le nom de cautionnement, des « sommes considérables ». Le Conseiller d'État ayant le département des octrois évalué, le 10 thermidor an XI, ces sommes à 138.000 f., en qualifiant de « malversations » les actes de Rasse ¹.

Deux receveurs ont dû verser au moins 28.000 f. dont ils poursuivront le remboursement par la suite.

Le 16 prairial, le Gouvernement, consulté par le Préfet, fit interdire par son Commissaire une pratique qui n'en continua pas moins. En 1809, les recéveurs plaideront encore pour obtenir ce qu'on leur a extorqué ! Le Ministre considérait ces *cautionnements* « comme une escroquerie ² ».

Mais il est une autre escroquerie bien caractérisée. Dès le début de l'affaire Ledet, le Préfet avait pris, le 13 floréal an XI, un arrêté par lequel il se réservait la nomination du caissier du transit ³. Cet arrêté parut le 17 au *Bulletin de Lyon* ⁴ et le 26 floréal le Préfet nommait le citoyen Barret ⁵. Celui-ci, on ne sait pour quelle raison, ne prit pas possession de son poste.

Rasse n'ignorait pas ces dispositions, puisque le 6 mesidor an XI, Barret n'apparaissant toujours pas, la Régie

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. II, p. 469.

2. *Arch. départ. Octrois* 7 (Lettre du Préfet, 5 floréal an XI). Octrois 11 et *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. II, p. 468 et s.

3. *Arch. départ. Octrois* 3.

4. *Ibid.* Lettre du Ministre du 9 fructidor an XI.

5. *Ibid.*

(c'est-à-dire Rasse qui alors l'administre seul) propose au Préfet d'agréer la candidature du citoyen Theynier¹. Or trois jours plus tôt, le 3 messidor, Rasse avait délivré à un certain Constant Le Monnier une commission de la place de caissier du transit². Le 22 messidor, deux jours après un arrêté qui complétait celui du 13 floréal et quatre jours avant la seconde et définitive nomination de Barret³, Rasse assurait à Constant Le Monnier qu'il serait payé à partir du 20. Mais le 3 messidor, le naïf Constant Le Monnier avait remis au citoyen Rasse 30.000 f. de lettres de change endossées par le citoyen Bigot, qui devaient constituer un cautionnement et rester en dépôt dans la caisse du transit. Rasse met les effets en circulation⁴. C'est ainsi que se comporte le citoyen Rasse !

Le 8 fructidor an X, le Préfet Najac, rappelé inopinément à Paris, avait accepté à titre provisoire le cautionnement de Bigot. A la suite du rapport de Chappet-Vangel et des discussions qu'il fit naître au sein du Conseil municipal, le nouveau Préfet, Bureaux-Puzy, révoqua le 10 vendémiaire an XI, l'arrêté du 8 fructidor et donna un mois à la Régie pour trouver une autre caution.

C'est alors qu'on voit la Régie se désagréger.

Un instant, Rasse trouve un appui sérieux en la personne de Porral qui devient son associé au début de l'an XI et lui apporte 131.156 f. Mais cela ne suffit pas à combler le déficit.

On a vu que, le 20 pluviose an XI, le Préfet avait accepté le cautionnement Bigot⁵ et que, le 27 floréal à la

1. *Arch. départ.* Octrois 3.

2. *Ibid.* Lettre du Ministre du 9 fructidor an XI.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.* Lettre du Ministre du 9 fructidor an XI.

5. Cf. p. 310.

suite du rapport de Chouly, en germinal an XI, le Conseil municipal avait rappelé les nombreuses critiques que soulevait la Régie, et avait exigé le retour aux versements décadaires et anticipés, abandonnés au profit de versements mensuels à terme échu ¹.

Le Conseil municipal avait cependant consenti à confier à la Régie la perception de la nouvelle taxe supplémentaire sur le vin et la bière pour la haute paye des troupes. Le 18 messidor an XI, il lui confiait encore la perception d'une seconde taxe supplémentaire qui devait permettre d'offrir un vaisseau au Gouvernement et qui devait être mise en recouvrement en vendémiaire an XII ².

Or, bien loin de diminuer, le déficit de la Régie augmentait chaque jour.

Le 1^{er} pluviôse an XI, sur 1.182.449 f. 39 7/12 qu'elle devait à la ville, la Régie n'avait versé que 1.127.513 f. 15 11/24, ce qui représente un déficit de 54.936 f. 24, 1/8 ³.

Le 15 messidor, ce déficit atteignait 91.884 f., 91 ⁴, peut-être même 97.417 f. 51 si l'on en croit Chappet-Vangel. Quant au droit d'enregistrement, il n'était toujours pas payé ⁵.

L'affaire Ledet avait déconsidéré la Régie. Isnard faisait des efforts désespérés pour s'en dégager ⁶. En messidor, Isnard écrivait encore une fois au Préfet pour lui remettre

1. Cf. p. 326.

2. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 458, 459.

3. *Arch. départ.* Octrois 7.

4. *Arch. départ.* Octrois 11.

5. Rapport de Chappet-Vangel du 17 messidor an XI, *Arch. départ.* Cautionnement des adjudicataires de l'octroi. Dossier non classé.

6. On sait qu'Isnard plaide alors pour obtenir la résolution du contrat de société qu'il a formé avec Rasse, et que cette résolution lui sera accordée le 17 messidor an XI avec effet à dater du mois de ventôse de la même année. Cf. p. 320.

en mémoire les dettes croissantes de Rasse, le rôle suspect de Chouly qui « ne présente à l'autorité publique ni garantie, ni surveillance ». Isnard demandait à être dégagé de tout cautionnement, ou à bénéficier d'une résiliation de bail ¹.

Le 13 messidor, le Préfet se décidait à adopter cette dernière mesure et prescrivait, qu'à défaut du règlement de l'arriéré de prairial, les produits journaliers de l'octroi seraient versés directement dans la caisse de la commune ².

La Régie répondit en réclamant l'application à l'an XI de l'arrêté du 2 thermidor an X qui l'autorisait pour messidor, thermidor et fructidor, à verser à la ville les produits réels de l'octroi, quitte à parfaire dans les trois mois suivants la somme qu'elle aurait dû verser d'après son bail. La Régie prétendait légitimer sa demande en invoquant la non-construction des murs de la ville, qui avait motivé l'arrêté en question et qui l'obligeait à doubler le nombre de ses agents ³.

Le 16 messidor, commence le recouvrement direct par la commune. Le 20 messidor, le Préfet prononce par arrêté la résiliation, fixe à 500 f., les appointements mensuels du directeur général provisoire qui fut, semble-t-il, le citoyen Sain-Rousset, maire du Midi ⁴. La Régie provisoire est instituée le 24 messidor ⁵.

Le 29, le Préfet invite le Conseil à engager des poursuites contre la Régie ⁶ et par décision du 3 thermidor le Ministre

1. *Arch. départ.* Octrois 7.

2. *Ibid.*

3. *Arch. départ.* Octrois 11.

4. « La deuxième régie (municipale) fut exercée directement pendant quatre mois par M. l'ancien maire du Midi... » (*Cons. mun. P.-V. des séances*, t. II, séance du 10 mars 1807, p. 133).

5. *Arch. mun. de Lyon*, L² octrois.

6. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 460.

de l'Intérieur approuve « le résiliement du bail de l'octroi de Lyon ¹ ».

La lettre du Conseiller d'État ayant le département des recettes et dépenses des communes, était datée du 10 thermidor an XI et accompagnait l'envoi de cet arrêté ministériel :

« ... Ce dernier (le Préfet) ordonnera les poursuites et diligences nécessaires tant contre les preneurs que contre leurs cautions jusqu'au paiement de ce qui est dû à la Ville... il prendra aussi les mesures pour faire punir les malversations commises... Ces malversations consistent dans les 138.000 f. que le sieur Rasse est parvenu à faire payer à ses employés, sous le titre de cautionnement, avec une promesse de restituer qu'il n'a pas tenue ; cette mesure n'ayant pas été autorisée et ayant... donné ordre au commissaire Chouly de faire restituer, je ne puis considérer cette vente d'emplois que comme une escroquerie qui doit être punie des peines portées par le Code pénal... *Je désirerois seulement que les employés consignataires pussent participer au privilège de la Ville et que la forme des cautionnements le permît* ². »

A la séance du 13 juin 1809, Mayeuvre dira dans son rapport :

« Malgré les mesures indiquées par l'administration supérieure, pour faire punir les exactions reprochées au sieur Rasse et pour procurer aux employés la restitution du montant de leur cautionnement, il n'apparaît d'aucune poursuite faite par l'administration... Il ne paraît pas davantage qu'on ait donné aucune suite à une citation faite au nom du Conseil municipal dûment autorisé... aux sieurs Dareste, Isnard et Rasse... ainsi qu'aux sieurs Bigot et Lion leurs cautions, par devant le Tribunal de première instance, aux fins d'être condamnés solidairement, de payer à la Ville... 1^o La somme de 122.514 f. 24 c. 1/4 pour

1. Cons. mun. P.-V. des séances, t. I, p. 464.

2. Cons. mun. P.V. des séances, t. II, p. 469. La dernière phrase est en italique dans le texte.

solde du prix de l'octroi et de sa perception jusqu'au 23 messidor an XI, jour auquel cette Régie a été expulsée; 2° La somme de 7.285 f., 94 pour le montant du déficit dans la caisse de l'octroi; 3° De justifier à la Ville du paiement qu'ils ont fait du droit d'enregistrement du bail de l'octroi, acquitter et garantir la Ville de toutes demandes à cet égard, à défaut de quoi, condamnés à payer à la caisse de la Ville la somme de 51.979 f. 40, réclamés à ce titre par la régie de l'enregistrement. La commune demande acte de ses réserves expresses de tous autres droits et actions; elle ne manifeste aucune intention de compenser les 50.000 f. payés en numéraire par la compagnie Dareste et Isnard à titre de cautionnement. Cette citation... n'a eu aucune suite et la régie provisoire, installée le 24 messidor an XI, continua son exercice ¹. »

Lion était, en fait, hors de cause ².

Tyssier et Theynier, deux des préposés qui avaient fourni des cautionnements en numéraire pour obtenir leurs emplois, firent signifier au préposé aux recettes de la Ville une saisie-arrest de la somme de 50.000 f. versée dans la caisse communale par les adjudicataires de l'octroi à titre de cautionnement. Mayeuvre trouve que « cet acte de procédure est remarquable ³ ».

§ 2. — LA RÉGIE GUILLE

Dès que la résiliation fut connue les candidats se présentèrent.

Le 10 thermidor, le Ministre avait reçu deux propositions, l'une des citoyens Moze et Regard, demandant à achever le bail aux mêmes prix et conditions ⁴, et sur laquelle nous

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. II, p. 469.

2. *Cf.* p. 277.

3. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. II, p. 469.

4. *Cons. mun. P. V. des séances*, t. I, p. 464.

n'avons pas de plus amples détails, l'autre de Mazuyer dont nous avons le texte ¹.

La soumission de Mazuyer, qui est du 20 messidor an XI, offre un traité de six ans et garantit les recettes suivantes : 1^{re} année 1.849.620 f. ; 2^e année 1.747.620 f. ; 3^e année 1.645.620 f. ; 4^e, 5^e et 6^e années 1.441.620 f., le surplus revenant intégralement au régisseur. Mazuyer offre une caution de 30.000 f. de rentes : 15.000 f. payés sur immeubles, 15.000 f. payés sur titres de rente 5 p. 100 consolidé.

Mais le Conseil municipal, libre cette fois de décider son gré ², opte le 18 thermidor an XI, suivant son opinion ancienne, pour la mise « en ferme ³ ».

Le 30 thermidor an XI, sur le rapport de la commission, où l'on reconnaît le style de Sain-Rousset, l'assemblée adopte un cahier des charges dont les principes sont les suivants :

La perception de l'octroi sera adjudgée publiquement et à l'enchère pour être régie en ferme pendant six années entières et consécutives qui commenceront au 1^{er} vendémiaire prochain.

Pour être admis aux enchères, les soumissionnaires seront tenus de verser dans la caisse du préposé spécial, à titre de dépôt restituable à la volonté du déposant « toutefois que la ferme ne lui soit attribuée », une somme de 50.000 f., soit en argent ou effets de commerce revêtus de trois signatures connues sur la place et agréées par le préposé spécial.

Celui qui sera resté adjudicataire à l'enchère devra,

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 464 et *Arch. départ.* Octrois 5.

2. *Ibid*, p. 464. Cf. lettre du Ministre.

3. *Ibid.*, p. 465.

dans le délai de huit jours à partir de celui de l'adjudication, verser à titre de paiement anticipé et compensable seulement sur les trois derniers mois de la ferme par portions égales, une somme de 250.000 f., laquelle formera avec celle de 50.000 f. déjà versée un total de 300.000 f. en numéraire dont l'intérêt est fixé à 6 p. 100 par an sans retenue, et sera payé tous les trois mois, d'après le mandat d'un des Maires, par le préposé spécial.

A défaut par l'adjudicataire d'avoir, dans le délai prévu, complété les 300.000 fr., le bail sera sans autres formalités considéré comme non avenu et il sera immédiatement procédé à une nouvelle adjudication. Les 50.000 f. seront irrévocablement acquis à la commune.

Le versement du prix de ferme sera fait dans la caisse du préposé spécial en numéraire, en quinze paiements égaux formant ensemble la somme totale résultante de l'adjudication ; les termes pour chaque année sont déterminés ainsi qu'il suit : 1/15 du prix de l'adjudication au 30 vendémiaire, de même 1/15 au 15 brumaire, au 30 brumaire, au 15 frimaire, au 30 frimaire, au 30 nivôse, au 30 pluviôse, au 15 ventôse, au 30 ventôse et enfin au 30 de chacun des six derniers mois de l'année, soit en tout 15/15.

A défaut de paiement aux époques déterminées, le préposé spécial sera tenu de faire saisir, le lendemain de l'échéance, les recettes de l'octroi à chaque porte ; dans le cas où les dix jours subséquents se seraient écoulés sans que le fermier eût satisfait à ses obligations, le bail sera résilié de plein droit par simple décision de l'autorité administrative, et il sera immédiatement procédé à une nouvelle adjudication à la folle enchère du fermier. Dans aucun cas le fermier ne pourra demander à compter de clerc à maître.

Le fermier aura la nomination et la révocation de tous ses employés de quelque grade qu'ils puissent être.

L'administration municipale, hors le cas de non-paiement et l'abus que pourrait se permettre le fermier en extension de droits, renonce expressément à s'immiscer dans les opérations du fermier.

Toute contestation qui aurait pour objet une perception dont le droit principal et l'amende ne s'élèveraient pas ensemble à plus de 40 f. pourra, sur la demande du contribuable, être jugée administrativement sur simple mémoire et sans frais, en première instance par le Maire de la division et « en définitif » par le Conseil de Préfecture.

La moitié du produit des confiscations ou amendes judiciairement prononcées appartiendra aux hospices.

Le fermier sera tenu de prendre pour son compte, et pour la somme de 5.000 f. payable comptant, les meubles meublants et pataches que la commune avait cédés à la C^{ie} Dareste et Isnard.

Les soumissions porteront tant sur le droit principal et originaire que sur les taxes additionnelles successivement établies. Il ne sera point reçu de soumission pour la totalité au-dessous de 1.900.000 f., dont 1.200.000 f. seront considérés comme représentant le droit principal et 700.000 f. comme valeur des différentes taxes additionnelles.

Pour assurer d'autant l'invariable stabilité du bail, il est statué que l'augmentation ou la diminution qui, pendant sa durée, pourrait être faite sur le prix d'entrée du vin, est dès à présent évaluée entre la commune et l'adjudicataire à 200.000 f. pour raison de un franc par hectolitre de vin, en sorte que le prix résultant de l'adjudication augmentera ou décroîtra par somme de 200.000 f. ou proportionnellement, suivant que la taxe sur l'hectolitre

de vin serait augmentée ou diminuée de 1 f. ou d'une fraction de franc.

La commune s'engage à faire exécuter, dans les six premiers mois de l'an XII, le barrage de la Saône, en face des bureaux de perception d'Ainay et de Serin, et à employer chaque année, d'après la demande et sur les indications qui seront données par le fermier, une somme de 50.000 f. à la réédification des murs de clôture.

Le fermier sera obligé dans tous ses biens, réputé comparable des deniers publics et soumis à la contrainte par corps.

Telles sont les grandes lignes du cahier des charges ¹.

Mais le 1^{er} fructidor an XI, Robert Bigot adresse au Ministre de l'Intérieur une pétition ; il demande à être subrogé à la C¹^e Daresté et Isnard pour l'exécution du bail. Il base son argumentation sur le fait que la commune de Lyon avait négligé, avant la résiliation, de l'avertir officiellement ou d'une autre manière, du non-paiement des régisseurs. La résiliation l'exposant à une perte, il estime qu'on doit lui donner la faculté de se racheter. La récolte de l'année qui s'annonce meilleure le lui permettrait ².

Bigot offrait à titre subsidiaire de prendre l'octroi à ferme pour six ans et pour une somme de 1.900.000 f. par an, ce qui était le chiffre minimum fixé par la municipalité pour l'enchère de l'adjudication prévue ³.

Trois jurisconsultes lyonnais, Bertholon, Dacier et Desprez rédigèrent une consultation qui concluait que « sous

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 470, 471.

2. *Arch. départ.* Octrois 11.

3. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 476. Cette offre est indépendante de la pétition qui ne dit rien de semblable. Le texte en est perdu, mais elle ne peut être très postérieure à la pétition.

le rapport du droit positif le citoyen Bigot n'est aucunement fondé à exiger la subrogation par lui proposée ¹ ».

A Paris, le citoyen Français semble très disposé à suivre l'avis des jurisconsultes ².

Mais le Conseil, réuni le 19 fructidor an XI, en juge autrement :

« Considérant que l'aspect sous lequel se présente le citoyen Robert Bigot le rend digne d'intérêt ; qu'il s'agit ici d'une caution et qui s'annonce comme étant disposée à satisfaire ; que cette caution devant dès lors succéder aux faits d'autrui quant aux charges, il serait trop dur qu'on refusât de la laisser succéder simultanément aux bénéfices que pouvaient se promettre ceux dont elle remplira les engagements. Considérant, quant à la proposition subsidiairement faite par le citoyen Bigot, d'un prix annuel de 1.900.000 f. pour abonnement de l'octroi, pendant le terme de six années, que le Conseil ne peut dévier des principes développés dans sa délibération du 30 thermidor... Le Conseil émet les vœux suivants... Sous le bon plaisir de l'autorité supérieure, sauf à sa sagesse à consentir le rapport de l'acte de résiliation par lequel a été atteint le bail auquel le citoyen Bigot demande à succéder comme subrogé, le Conseil... à la charge des conditions stipulées dans l'article suivant, consent à ce que le dit... Bigot.. soit et demeure subrogé pour l'exécution du bail qui fut passé aux dits adjudicataires le 25 ventôse an X pour trois années dont le terme échoira le 30 ventôse an XIII... Le consentement ci-dessus exprimé est accordé sous les conditions suivantes : 1^o Le citoyen Robert Bigot réalisera, et pour le 10 vendémiaire prochain, l'offre par lui faite de désintéresser la commune... la caution doit replacer la commune dans le même et semblable état, tel qu'il existeroit si les débiteurs principaux eussent fidèlement rempli leurs engagements... Bigot renoncera expressément à toute demande en indemnité contre la commune, et il sera tenu de l'acquitter et garantir de toutes recherches de la part du domaine en raison du droit d'enregistrement relatif au bail

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 476. Sur Bertholon, Cf. p. 69. Dacier fut conseiller général et membre du Directoire en 1790. (WAHL, *Les premières années de la Révolution*, pp. 169-171, 424).

2. Lettre de Bigot au Préfet du 15 fructidor an XI. Arch. départ. Octrois 11.

auquel il y auroit subrogation... Le Conseil renouvelle le vœu qu'il a émis... pour qu'une indemnité à raison de 5 p. 100 soit allouée à la Régie, sur la perception établie alors du droit additionnel de 1 f. par hectolitre de vin. Le Conseil vote la même indemnité de 5 p. 100 sur la perception de tous autres droits additionnels, votés subséquemment et énoncés par le tarif proposé par la délibération du 30 thermidor, à la charge néanmoins, par le citoyen Robert Bigot, de supporter, sur cette dernière partie, la retenue d'une somme de 15.000 f., laquelle sera réservée à la commune pour être... répartie entre ceux des employés de l'octroi qui, par la fidélité, le zèle et l'assiduité, auront acquis des droits à une gratification... Le Conseil demande avec instance que, dans le cas où le citoyen Robert Bigot n'auroit pas réalisé, pour le 10 vendémiaire prochain, les offres qu'il a faites de désintéresser la commune, ces offres soient considérées comme non avenues et qu'il soit immédiatement procédé à l'adjudication de l'octroi¹...»

La dette de l'Octroi, telle qu'elle résultait de ces dispositions, devait s'élever à 150.000 f. environ. En effet, le 10 brumaire an XII, la situation était la suivante :

Dû par la Régie sur le compte de la 1 ^{re} année.	8.310 f. 56 1/6
Dû en principal de germinal an XI au 20 brumaire an XII ²	722.583 f. 33 1/2
Traitements et frais de bureaux avancés par la commune	76.989 f. 92 1/2
	<u>807.883 f. 82 1/6</u>
Somme à laquelle il conviendrait d'ajouter la moitié de la valeur du mobilier non payé encore.	7.689 f. 97 1/2
Total	<u>815.573 f. 79 2/3</u>
Reçu par la ville pour la même période. . .	647.527 f. 85 1/3
Traitements et frais de bureau faisant double emploi en thermidor	58 f. 33 1/3
	<u>647.586 f. 18 2/3</u>
Reste dû par la Régie	167.987 f. 61 ³

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 476, 477.

2. La Régie s'acquitte d'avance et par décades. Elle doit donc payer, le 10 brumaire, jusqu'au 20 du même mois.

3. D'après *Arch. départ.* Octrois 11, où le compte présente une erreur de 200 f. Nos chiffres sont confirmés par un état du 15 brumaire (*Ibid.*) qui est dû

Bigot ne devait pas pouvoir faire face à cette situation ; il cherchait sans doute un commanditaire. Le 10 vendémiaire, il n'avait encore rien versé ; il dira plus tard n'avoir pas été averti de la délibération du Conseil, mais ceci est peu vraisemblable.

« Les Maires assemblés réclamèrent les effets de la résiliation prononcée le 20 messidor et la mise en ferme de l'octroi, attendu d'ailleurs les inconvénients d'une plus grande prolongation de l'administration provisoire ». Le Préfet déclara donc, par arrêté du 21 vendémiaire an XII, Bigot, déchu de tout droit au bénéfice de la délibération du Conseil, et décida que la ferme serait donnée à l'adjudication le 10 brumaire suivant¹.

Pendant ce temps, des négociations compliquées se nouaient à Paris autour de Bigot. Le commanditaire de Rasse, Porral, avait obtenu de celui-ci qu'il se retirât purement et simplement et avait projeté d'obtenir de Bigot qu'il se désistât en faveur d'un Lyonnais, Fleuri Guille. Fleuri Guille qui habite à Lyon et qui loge 6 rue des Deux-Maisons², ne nous est pas connu par ailleurs, mais il semble avoir disposé de grands moyens financiers. Guille est propriétaire d'immeubles importants sis dans la région lyonnaise³. Il s'intéressait à l'octroi depuis la fin de la Régie Ricard et avait été soumissionnaire à la

à Rambaud, adjoint au maire de la division du Midi et qui ajoute au *débit* : 373 f. 73 1/4, moitié des amendes de messidor an XII, 5,392 f. 77, déficit de la caisse du transit, 8,509 f. 85, montant des produits du 11 au 15 brumaire, soit au total 829.850 f. 15 1/12. Au *crédit*, reçu de germinal an XI au 15 brumaire an XII : 681.078 f. 25 5/6 double emploi 58 f. 33 1/2. Total : 681.136 f. 59 2/6. Reste dû : 148.713 f. 56 3/4.

1. Rapport général de Chappet-Vangel sur la 2^e année de la Régie. *Arch. départ.* Octrois 11.

2. *Almanach de Lyon*, an XIII.

3. Cf. plus loin p. 359.

dernière adjudication¹. Il aurait gardé Porral comme associé.

Un certain G. Frache, cousin de Porral, qui déposa le 18 floréal an XIII dans un litige Porral et Rasse contre Guille, démêle avec une apparence de logique l'intrigue qui s'est formée.

Frache aurait servi d'intermédiaire entre Porral et Guille. Il aurait décidé Guille à accepter le projet. Restait à mettre Guille en rapport avec Bigot. Frache et Guille partent donc pour Paris. Frache s'abstient prudemment de livrer à Guille l'adresse de Bigot, afin de sauvegarder sa commission. Mais Rasse eut des soupçons, bien qu'il ait été soigneusement tenu à l'écart.

« Dans l'espoir de prendre lui-même quelques arrangements avec M. Guille, il chercha à le voir, lui demanda une heure, l'obtint, fit ses propositions, fut remis à quelques jours, invita à déjeuner, promit d'y faire trouver M. Bigot, l'y engagea, donna un repas excellent, reçut de nombreux applaudissements sur la bonté de ses mets, la perfection de son vin, ne parla pas d'affaire et ne revit plus M. Guille qui fut reconduit à son hôtel par M. Bigot et dans son cabriolet². »

Après avoir entendu ce récit, on appréciera comme il convient la saveur d'une phrase de l'honnête et candide Sain-Rousset :

« Robert Bigot délaissé se voyait hors d'état de satisfaire, lorsqu'il dut *au hasard* de connaître le sieur Guille et de se concerter avec lui³. »

Quand Frache, peu de temps après, se présenta chez

1. Cf. p. 273.

2. Arch départ. Octrois 11.

3. Cons. mun. P.-V. des séances, t. I, p. 584.

Guille, celui-ci s'emporta, refusa de « payer les sottises » de Porral et le mit à la porte ¹.

Le 6 brumaire an XII, Bigot obtient en toute hâte du Ministre de l'Intérieur une décision aux termes de laquelle : l'arrêté du Conseil de la commune de Lyon du 19 fructidor doit être exécuté. Il est accordé à Bigot un délai de douze jours pour payer tout ce qui est dû à la commune par les adjudicataires. — Faute par Bigot de satisfaire la commune dans le délai prescrit, il sera déclaré déchu du bénéfice de la subrogation. — Il sera tenu de faire la perception des droits additionnels et d'en compter de clerc à maître, moyennant les remises consenties par le Conseil ².

Le 7, Guille, Bigot, un certain Pomaret de Lyon, et un homme d'affaires seraient venus offrir à Porral une renonciation à tous ses droits moyennant le versement d'une somme de 6.000 f. et auraient essuyé un refus ³.

Le 8, en l'étude de maître Boilleau, notaire à Paris, Bigot et Guille forment une société pour l'exploitation de l'octroi de Lyon. Bigot apporte « les moyens de considération et de justice » pour obtenir la continuation du bail, reçoit pour cela 18.000 f. et constitue Guille son fondé de pouvoir par procuration irrévocable du même jour ⁴.

Le 10 brumaire, le Conseil de la commune de Lyon se réunissait pour prendre connaissance de l'arrêté ministériel du 6, et se bornait à prier le Préfet d'écrire au Ministre pour qu'une autre prorogation ne puisse être accordée ⁵.

1. Arch. départ. Octrois 11.

2. Cons. mun. P.-V. des séances, t. I, p. 480.

3. Arch. départ. Octrois 11.

4. Ibid. Expédition des deux actes notariés.

5. Cons. mun. P.-V. des séances, t. I, p. 480.

Le 18 brumaire, Guille se présente à la Préfecture comme fondé de pouvoir de Bigot et le Préfet décide qu'il sera mis en possession aussitôt payé l'arriéré dû par la Régie. Cet arriéré se montait alors à 134.869 f. 37 4/9 y compris le cautionnement de 50.000 f. ¹. Guille l'acquitta au nom de Bigot et versa en outre dans la caisse du transit 5.392 f. 77 qui y manquaient. Il renonça, conformément à la délibération du 27 floréal, à toute demande d'indemnité relative à la non-construction des murs jusqu'à cette date.

En conséquence, il prit le 20 brumaire an XII possession effective de la Régie au nom de Bigot ².

La passation des services ne souleva pas de graves

1. Si l'on compare ce chiffre à ceux que donnent les comptes cités plus haut, il paraît faible. En effet, le 11 brumaire la Régie devait 167.987 f. 61, y compris la valeur du mobilier qui n'avait jamais été payée, soit 7.689 f. 97 1/2. Le 15 brumaire, Rambaud, adjoint au maire du Midi estime la dette de la Régie à 148.713 f. 56 3/4 dont il faut déduire 5.392 f. 77, déficit du transit non compté dans le déficit du 11 brumaire et compté à part dans l'arrêté du Préfet du 18, soit 143.320 f. 79 3/4. Le préposé aux recettes de la commune, qui a donné les chiffres sur lesquels se base l'arrêté du Préfet fixant la somme à verser à 134.869 f. 37 4/9, évalue le déficit à 77.120 f. 96 7/12 + cautionnement de 50.000 f. + mobilier 7 689 f. 97 6/12 = 134.810 f. 94 1/12. Cf. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. II, p. 470. Si l'on observe que la dette de la Régie diminuait à mesure que croissaient les recettes qui, versées directement à la commune, augmentaient son actif, on voit que du 15 au 18 brumaire ces recettes auraient dû être de 143.320 f. 79 1/2 — 77.120 f. 96 7/12 = 66.199 f. 82 11/12. Or, l'ensemble des recettes de brumaire est de 350.000 f., soit donc pour trois jours en moyenne 35.000 f. Il aurait donc fallu du 15 au 18 un afflux de marchandises près de deux fois supérieur à l'afflux moyen. L'explication de ces divergences ne tiendrait-elle pas à ce fait que ni Rambaud, ni le compte du 11 brumaire ne font état, dans le calcul du crédit, d'une somme de 31.416 f. versée par la régie Daresté à titre d'avance, lors de son entrée en exercice et à retenir sur le dernier paiement; 35.000 f., + 31.416 font bien 66.416 f. (Cf. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. II, p. 474).

D'un autre côté l'imputation du cautionnement à Guille ressort d'un texte (*V. Cons. mun. P.-V. des séances*, t. II, p. 470). Guille aurait donc dû verser effectivement 77.120 f. 96 7/12. Mais les receveurs ayant mis saisie-arrêt sur le cautionnement de 50 000 f. dès le 4 fructidor an XI, ainsi qu'on l'a vu plus haut, le Préfet exigea que Guille remplaçât 50.000 f. dans la caisse de la commune. Guille ne versa donc que 77.000 f. + 7.000 de mobilier mais fut considéré comme devant personnellement ces 50.000 f. qui sont garantis par l'inscription hypothécaire que la commune a sur ses biens (Cf. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. II, p. 478).

2. *Arch. départ.* Octrois 11, arrêté du 18 brumaire an XII et procès-verbal d'installation.

difficultés. Chappet-Vangel, qui habite place Grolier, remplace Chouly comme Commissaire près la Régie; le directeur général est Hector Allemand, 75, Quai de Saône ¹.

Ancien marchand de tabac, ancien régisseur de la régie simple ², il semble avoir eu la direction administrative de la Régie et c'est à lui que le Conseil attribuera le mérite de la gestion paisible de la Régie Guille : « Vous avez été témoins, Messieurs, de la douceur de sa gestion envers les contribuables pendant trois années et demie, et l'on doit dire, à sa louange, que pendant ce temps, il n'est parvenu aux administrations aucune plainte de vexations », dira alors le Maire ³.

Cependant, Guille, le 1^{er} frimaire an XII, prenant acte des arrêtés préfectoraux du 13 floréal et du 20 messidor an XI, qui réservent au Préfet la nomination du caissier du transit, demande qu'on ne le déclare pas responsable d'une caisse dont il ne désigne pas le préposé ⁴. Le 12 frimaire an XII, le Ministre conseillait d'accueillir favorablement cette requête ⁵.

Un arrêté préfectoral du 26 nivôse décida qu'à partir du 1^{er} pluviôse, la caisse du transit serait administrée par la commune ⁶. Mais Guille refusait de payer le traitement du caissier et la commune ne voulait pas augmenter ses charges. Aussi doubla-t-on les droits sur le transit pour faire face à la dépense ⁷.

1. *Almanach de Lyon*, an XII, p. 204.

2. Cf. p. 258.

3. *Conseil mun. P.-V. des séances*, t. II, pp. 191 et 197.

4. *Arch. départ. Octrois* 2.

5. *Ibid.*

6. *Arch. départ. Octrois* 3.

7. Arrêté préfectoral du 13 prairial an XII. Il s'agit des « petits droits ». Cf. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 695.

Plus tard, devant l'excellence de la gestion Guille et la nécessité de réduire les frais d'exploitation, le Conseil proposa de renoncer à cette nomination. Ce vœu émis le 8 thermidor an XII, fut renouvelé le 20 messidor an XIII¹.

Par arrêté du 28 messidor, le Préfet supprima le doublement des droits et rendit à Guille la nomination du caissier et la responsabilité de la caisse².

De leur côté, les Maires se réunissaient le 4 frimaire an XII, pour nommer les contrôleurs. Les contrôleurs « en pied » avaient toujours été au nombre de vingt-trois et les contrôleurs surnuméraires au nombre de six.

Les Maires proposèrent au Préfet de nommer contrôleurs de l'octroi : les citoyens Desparos, Chavassieux, Valin, Ribaud, Cleste, Donhiol, Naudeau, Bourdery, Gaillard, Lebrun, Ginest, Bayet, Léonard Lambert, Corson, Grand, Brissolier, Brunet et Landelle, contrôleurs actuels, Pitt, inspecteur divisionnaire, Favier, contrôleur surnuméraire, Brossard et Forest, receveurs actuels, le premier à la Croix-Rousse et le second aux Cordeliers, Henry, secrétaire de la Régie.

Puis de nommer contrôleurs surnuméraires, les citoyens Ricard, commis expéditionnaire, Declé et Pernety, contrôleurs surnuméraires, Chanal, ancien contrôleur, Lalleau, aspirant, et Carmonche, surnuméraire.

Les appointements annuels des contrôleurs « en pied » seraient fixés à la somme annuelle de 1.200 f. et ceux des contrôleurs surnuméraires à 500 f.

Les contrôleurs correspondraient directement avec l'agent de surveillance et lui fourniraient tous les rensei-

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 533, 537 et 695. Les Archives départementales sont muettes.

2. *Arch. départ.* Octrois 11.

gnements qu'il serait dans le cas de leur demander. Les contrôleurs n'en seraient pas moins placés sous la direction immédiate des régisseurs.

En cas de vacances « par mort, démission, destitution », la présentation pour la première place appartiendrait au maire du Nord, la deuxième au maire du Midi, la troisième au maire de l'Ouest et ainsi de suite ¹.

Le 12 frimaire an XII, le Ministre répondit par l'organe du Conseiller d'État ayant le département des recettes et dépenses des communes :

« La règle certaine et générale, admise dans toute la France pour les régies intéressées, est la faculté d'attribuer aux régisseurs qui répondent du prix du bail, de nommer tous leurs préposés sans distinction, sauf le droit des maires et des préfets de faire congédier les hommes dangereux ou corrompus... J'avois pensé qu'en réservant aux maires le droit de nommer chacun un surveillant, on conservoit ce qui était dû à leurs prérogatives et à la sûreté des droits de la ville, et ce qui est dû encore aux droits intrinsèques de toute régie intéressée et de tout adjudicataire qui promet un prix fixe et ne peut l'assurer qu'autant que la confiance dans le choix de ses agents est libre et entière ². »

Communication de la lettre fut donnée aux Maîtres et leur proposition n'eut pas de suite, mais, en fait, la décision ministérielle dut apporter peu de changement, puisque la plupart des contrôleurs étaient déjà en fonctions sous l'ancienne Régie ³.

Conformément aux instructions reçues, les Maires nommèrent, le 30 frimaire an XII, trois inspecteurs, les citoyens Perret, ancien receveur de l'octroi, Louis-François Cla-

1. *Comm. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 483, 484 et 485.

2. *Arch. départ. Octrois* 3.

3. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 536.

vière et Forrielle, employés à l'octroi, qui « jouiront d'un traitement fixe et annuel de 2.400 f. chacun, ce qui formera, par chaque année, un total de 7.200 f. dont le montant sera acquitté par la Régie... Indépendamment du traitement fixé... la commune abandonne aux inspecteurs la moitié du produit qui doit lui revenir dans toutes les saisies qui seront constatées avoir été faites à leur requête ou diligence... ». Les inspecteurs sont sous les ordres immédiats de l'agent de la commune près l'octroi. Ils vérifient les registres des receveurs et contrôleurs. « Ils constatent si les contrôleurs portent avec précision et exactitude aux registres particuliers, soit des boissons, comestibles, combustibles ou fourrages, les articles respectifs qui s'appliquent à l'une de ces perceptions. » Ils s'assurent si les droits sont perçus conformément au tarif. Ils veillent à ce que les entrées des marchandises déclarées soient exactement visitées et sondées avant leur entrée à Lyon. Ils surveillent, les opérations relatives au transit et au passe-debout. Ils remettent chaque jour à la Mairie et à l'agent de la commune un rapport détaillé de leurs opérations. A la fin de chaque mois, ils rendent compte de leur travail par un journal sommaire contenant : les produits par bureaux, les fraudes, les saisies, les notes recueillies sur les entrepôts de vin, eau-de-vie, liqueurs et sur les falsifications, enfin des renseignements sur la conduite des employés et principalement sur celle des contrôleurs ¹.

Trois mois plus tard, Guille, après avoir versé à Bigot, qui se retirait, une indemnité de 6.000 f. ², et déposé lui-même un cautionnement de « 250.000 f. en immeubles, francs de toutes charges et situés dans le ressort du Tri-

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 491, 492.

2. *Ibid.*, p. 532.

bunal de 1^{re} instance ¹ » pour remplacer le cautionnement Bigot, sollicita d'être seul en nom à la tête de l'octroi. Le Préfet y consentit et rendit, le 7 germinal an XII, un arrêt qui fut approuvé par le Ministre de l'Intérieur le 20 germinal ².

Le bail Darestre-Isnard prendra fin le 30 ventôse an XIII. Cela incite Guille à demander, le 20 messidor an XII, une prorogation de quatre ans. Guille écrit au Préfet :

« ... Le service est réorganisé, la fraude prévenue ou réprimée... l'Administration accréditée, investie de l'approbation générale, soutenue de votre bienveillance, Monsieur le Préfet, et de celle de l'autorité municipale ; l'octroi réconcilié avec le commerce... les droits anciens recouvrés, enfin la ville soldée d'un immense déficit à l'instant de ma prise de possession... Voilà... le résultat de mes efforts ; pour justifier la confiance dont j'ai été honoré, mon temps, mes moyens, mes capitaux, j'y ai tout consacré ; je viens encore d'y engager ma fortune territoriale substituée au cautionnement de M. Bigot, frais considérables et superflus si mon exercice devait réellement cesser dans quelques mois... tel avait été le désordre avant moi, que la perception de cette année, après une récolte extraordinairement fructueuse, m'a laissé encore à découvert au 1^{er} germinal dernier de 56.384 f. 48... Ce déficit s'est augmenté depuis ce temps et ne peut que s'accroître encore dans les mois d'été ; quelle que soit l'apparence de la récolte prochaine, on ne peut se flatter d'une abondance égale à celle de l'année dernière... Votre équité... et celle de l'autorité municipale ne voudraient pas qu'après avoir géré seize mois, je fusse dans le cas d'éprouver, non seulement une perte certaine, mais encore la privation de l'indemnité due à mes travaux... Et cette indemnité il est aisé de me l'assurer sans charger la commune en me laissant achever mon ouvrage... Une prorogation de bail de quatre ans satisfairoit à la fois et la justice et mes vœux.... Les ravages que vient de faire la grêle dans les vignobles qui approvisionnent plus particulièrement la ville de Lyon, ajoutent encore à mes craintes sur le résultat de l'exercice de l'année, et

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 537.

2. *Arch. départ.* Octrois 11.

seront sans doute, pour l'autorité, un nouveau motif d'examiner ma situation avec intérêt ¹ ».

Le Conseil fut saisi et se réunit, le 30 messidor an XII. En même temps que de la lettre de Guille, on lui donne connaissance d'une missive de Jean Guerre qui est datée de Chalon-sur-Saône (22 messidor an XII). Jean Guerre annonce au Président du Conseil municipal, Parent, maire de la division du Nord, qu'une Compagnie « solide et recommandable » offre de l'octroi, par an et à titre de ferme, deux millions nets pour trois ans dans l'état actuel des choses, deux millions cinquante mille francs si le système d'un entrepôt général et unique est adopté, deux millions cent mille francs si, en outre, les marchés de bœufs, veaux et moutons de Saint-Just sont transférés hors de la ville ².

Après discussion, par dix-sept voix contre trois ³, l'Assemblée se déclare favorable à une prolongation de bail de deux ans en faveur de Guille « et ce, pour l'indemniser des sacrifices par lui faits et qu'il se propose de faire encore... à la charge par lui de verser annuellement dans la Caisse communale la somme de 15.000 f., sans déduction du prix du bail, à compter de l'expiration du bail actuel, pour être employée à telle surveillance que la commune jugera à propos d'établir, et sous toutes les autres modifications qui sont arrêtées ⁴ ».

Le 8 thermidor, an XII, Sain-Rousset, au nom de la commission qui avait été nommée le 30 messidor ⁵ présenta son rapport.

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 531, 533.

2. *Ibid.*, t. I, p. 533.

3. Lettre de Sain-Rousset au Préfet, 21 thermidor an XII. *Arch. nat.* F^o II Rhône 12.

4. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 533.

5. Elle était composée de Sain-Rousset, Caminet et Demagneux (*Cons. mun.*

« ... On a eu le spectacle d'une régie ponctuelle dans ses versements, paisible dans sa manutention, tandis que des résultats féconds attestaient d'ailleurs, la réunion de l'intelligence et de l'activité... Qui l'eût espéré ? La commune a obtenu un dividende par le 10^e qu'elle s'est réservé, sur les produits excédant la somme de l'adjudication et celle des frais ; et, ce qui était inouï depuis l'an VIII, une régie d'octroi a existé et les palais de Justice n'ont pas retenti des débats sur la perception ; une régie d'octroi existe et elle cesse d'être, pour le Conseil municipal, l'objet d'interminables discussions.... Depuis neuf mois la régie Guille exerce, et cependant la démarche qu'elle adresse pour être maintenue dans sa gestion est la première et la seule occasion qu'ait eue le Conseil d'entendre prononcer le nom de cet établissement.... Dans l'opinion de plusieurs, l'octroi était évalué 1.900.000 f., et aucune perception ne s'élevait au delà de 2 millions.... Aujourd'hui votre Commission produit un état dressé par le Commissaire du Gouvernement et dont il résulte que, par compte positif jusqu'au 30 messidor, par supputation approximative quant au restant de l'année, que l'octroi fournit à la commune pour l'an XII en produit net la somme de 2.107.715 f. 50... Les produits de l'octroi ont dépassé les espérances... Si... l'active intelligence du régisseur a influé sur cet état de prospérité, si d'ailleurs l'aisance de sa position particulière est telle qu'elle garantisse une manutention loyale... Lorsque le régisseur vient réclamer une concession de temps qu'il destine à réaliser des projets d'amélioration, n'est-il pas sensible qu'il est de l'intérêt communal de se concilier sur cette proposition ? Peut-on balancer à consentir une latitude convenable pour que le même talent qui revivifia l'établissement de l'octroi, puisse s'appliquer au perfectionnement de cette importante exploitation... On ne peut le contester, tous les engagements consentis en faveur de la commune... ont été rigoureusement exigés et ils sont aujourd'hui très exactement remplis ; tandis que relativement à ce qui fut promis quant à la clôture de la Ville et au barrage des rivières, la commune est notoirement en demeure. Les 50.000 f. de cautionnement, la taxe additionnelle, avaient une destination spéciale qui n'a pas été remplie... C'est à

P.-V. des séances, t. I, pp. 533, 534). Le style de Sain-Rousset serait très reconnaissable même si l'on ignorait la correspondance qui se trouve dans *Arch. nat.* F^o II, Rhône 2.

une suite de contre-temps auxquels on n'a pu promptement remédier qu'on doit imputer le peu d'activité qu'ont eu les travaux... La cause à cet égard, quelle qu'elle soit, n'atténue pas le détrimment... Par l'article 2 de la délibération du 19 fructidor dernier, le Conseil en consentant une subrogation, stipula comme condition expresse, la renonciation à toute demande en indemnité ; toute action de droit, dès lors, sans doute, est éteinte ; mais l'action morale existe, elle résulte du fait en lui-même... Il serait au-dessous de la dignité et de la commune et de son conseil de se refuser à toute espèce de compensation... La prolongation peut donc être considérée comme un acte de justice, et il doit d'autant moins coûter au Conseil, qu'après avoir ci-devant apprécié la mesure en elle-même, on dût reconnaître qu'elle n'est point en sens contraire de l'intérêt communal. D'autres motifs ont été développés... On a rappelé qu'en l'an X une prolongation de deux ans avait été proposée aux régisseurs subséquemment destitués¹... Ce qui fut offert comme prime d'encouragement pour des engagements à remplir, n'appartient-il pas en quelque sorte à celui par lequel ces engagements ont été remplis ? Peut-on refuser à l'agence dont on se loue ce qu'on destinait à celui dont... la commune avait à se plaindre ?... Dans l'état actuel, la perception de l'octroi ressort d'un établissement amphibie, régie intéressée, presque ferme, en ce qui porte sur le tarif de l'an VIII, régie simple ou soit compte de clerc à maître quant aux droits subséquemment établis. Une semblable combinaison est évidemment imparfaite, elle prête à des abus que la sagacité du Conseil doit prévoir... C'est dans cet esprit qu'avait été rédigé l'article 3 de la délibération du 19 fructidor ; la nomination des contrôleurs était réservée à la commune, elle avait à disposer d'une somme de 15.000 f. et, en la répartissant elle-même entre les employés de l'octroi, elle pouvait ainsi reconnaître leur zèle et s'assurer leur fidélité. Votre Commission ne proposera pas de réclamer contre les attributions données au régisseur quant à la nomination de ses employés ; des motifs tirés des principes d'ordre... sont en faveur des dispositions qu'il a obtenues ; d'autres moyens peuvent rendre à l'Administration municipale la faculté d'action qui doit lui appartenir... Il convient de demander que la somme de 15.000 f., dont la commune devait disposer, soit annuellement

1. Nous n'avons trouvé aucune autre trace de cette proposition.

versée par le régisseur chez le préposé spécial, pour être employée à organiser telle surveillance sur l'octroi que l'intérêt communal pourrait exiger... Par sa lettre datée de Châlon... M. Guerre,... offre à la commune 2.000.000 à titre de ferme et pour un terme de trois ans.... Dans l'état actuel, il échoit à la commune en produit net une somme de 2.107.715 f. La proposition de M. Guerre présente donc un double désavantage : d'abord le sacrifice de 107.715 f., ensuite celui du bénéfice que promettent des plans d'amélioration projetés par un régisseur dont l'intelligence est connue. Il s'agit de cet aperçu pour reconnaître que la proposition de M. Guerre ne peut aucunement être prise en considération ¹... »

Après avoir entendu la lecture de ce rapport, le Conseil consentit à ce que Guille fut maintenu en exercice pour deux années qui compteraient à partir du 1^{er} germinal an XIII.

La Municipalité subordonnait, toutefois, son consentement aux conditions suivantes : 1^o toutes les clauses et charges auxquelles s'est soumis le sieur Guille et telles qu'elles ont été énoncées par la délibération du 19 fructidor an XI seront exécutées (sauf, bien entendu, la modification qui va être exprimée); 2^o En adhérant à la modification qu'a sollicitée et obtenue le sieur Guille sur une des considérations portées par l'article 3 de la délibération précitée, le Conseil exige en compensation que la somme de 15.000 f. dont, à la forme du dit article la Commune s'était réservée de disposer, soit annuellement versée chez le préposé spécial par le régisseur, pour être employée par la ville pour telle surveillance sur la Régie que l'intérêt communal pourra dicter d'établir; 3^o Les droits de bureau qui sont perçus sur les transitaires, et dont le sieur Guille a obtenu le doublement, seront rétablis comme ils existaient précédemment ².

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 534, 535 et 536.

2. *Ibid.*, p. 537. Cf. p. 357,

Mais certains ne l'entendaient pas ainsi et s'opposaient nettement à la prorogation.

Parent, président du Conseil municipal et maire de la division du Nord, protesta auprès du Préfet contre les conclusions des séances du 30 messidor et du 8 thermidor an XII. A la prière de Guille, Sain-Rousset fit observer au Préfet que cette protestation n'engageait que ses auteurs car : 1^o Le 30 messidor le renouvellement fut décidé par dix-sept voix contre trois ; 2^o la commission a largement médité son rapport ; 3^o Le rapport fut adopté à l'unanimité le 8 thermidor, le Maire de la division du Nord présidant ; 4^o Le 15 thermidor, lors de l'installation des nouveaux membres du Conseil, un historique de l'octroi fut prononcé et les dernières mesures n'ont pas été critiquées ¹.

Le Ministre dut partager cet avis, car il homologua la prorogation le 12 fructidor an XII ². On aurait donc pu croire que la gestion de Guille serait paisible.

Mais six mois plus tard deux faits viennent ranimer les débats.

Le premier n'est qu'une attaque indirecte émanant du Ministère des Finances et du Ministère de l'Intérieur.

Le 4 ventôse an XIII, le Ministre de l'Intérieur envoie au Préfet une série d'observations assez sèches sur le budget. Certaines de ces observations sont de pure forme ; d'autres sont plus sérieuses.

La première observation vise précisément l'octroi : « Les revenus ont sensiblement diminué cette année ; la grande

1. Lettre du 21 thermidor an XII, *Arch. nat.* F^o II, Rhône 12. V. aussi *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 539 et *Ibid.* p. 549 et s., le long discours de Sain-Rousset « prononcé le 15 thermidor an XII, ensuite de l'installation des nouveaux membres appelés par le choix du Gouvernement au Conseil municipal de la Ville de Lyon... »

2. Il lut certainement les lettres puisque celles-ci sont aux *Archives nationales*.

abondance des récoltes, ayant dû de beaucoup augmenter le produit de l'octroi, il semble que la recette de l'an XIII devrait être plus forte que celle des années précédentes ¹. »

Cette allégation ne supportait pas l'examen. Elle trahit une singulière légèreté chez le bureaucrate qui manie la fêrule du Ministère de l'Intérieur. Le Conseil n'eut aucune peine à se justifier le 30 floréal : « En ce qui concerne l'octroi, le revenu de la ville de Lyon, pour l'an XIII, n'a point été diminué dans le budget de la dite année ; il est constant, au contraire, qu'on a eu égard, lors de la rédaction, aux espérances d'augmentation que donnait l'apparence de la récolte ; pour s'en convaincre, il suffit d'observer que le budget de l'an XII n'a porté l'octroi qu'à 1.991.000 f. tandis que pour l'an XIII, le même produit est évalué à 2.184.700 f. ². »

Cette critique ne semble pas avoir retenu beaucoup l'attention ; elle pouvait, cependant, fournir un aliment aux détracteurs de l'octroi.

Plus graves furent les conséquences de la démarche faite par le Ministère des Finances, sous le timbre de la

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 630. Le responsable de cette lettre n'est pas Français de Nantes. Depuis le 28 ventôse an XII la comptabilité communale est rentrée au Ministère de l'Intérieur, et Français ne garde, à la Régie des Droits réunis, que les Octrois. C'est peut être ce changement qui est la cause de l'inexpérience du fonctionnaire qui a rédigé cette lettre.

2. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 689. On observera que la somme inscrite pour le budget de l'an XII (*Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 408) était la suivante : principal 1.131.000 f. + moitié des amendes 2.500 f. + augmentation sur le vin 200.000 f. Total : 1.333.500 f. Il fallait y ajouter la taxe additionnelle affectée à la construction des murs, taxe évaluée au huitième du principal, soit 141.375 f. Le tout s'élève à 1.474.875 f.

Le chiffre réel des recettes perçues par la commune ayant été en l'an XII de 2.118.745 f. 24 (*Arch. départ. Octroi* 4) on ne voit pas d'où le Conseil a tiré le chiffre de 1.991.000 f. Le fonctionnaire du Ministère a d'ailleurs négligé de fournir le sien. S'il prend pour base le chiffre réel pourquoi prétend-il que « la recette de l'an XIII devrait être plus forte que celle des années précédentes », puisqu'elle l'est. Ce qu'il aurait pu lui reprocher, c'est de ne pas marquer une plus grande augmentation. Or, rien dans sa phrase ne permet de supposer que telle était sa pensée. Il doit donc y avoir, de sa part, simple étourderie.

Régie des Droits réunis. Il ne s'agit plus d'une attaque contre la Régie mais d'une circulaire du 17 ventôse an XIII destinée à unifier la réglementation.

La plupart des conseils énoncés dans cette circulaire n'intéressaient pas la ville de Lyon, qui, dès le rétablissement, les avait suivis par avance sous le contrôle du Ministère.

Seuls pouvaient faire naître une discussion l'alinéa premier : « L'adjudication doit avoir toute la publicité possible; il faut apposer des affiches partout où elles seront jugées nécessaires. Toute adjudication doit être faite aux enchères publiques, à l'extinction des feux, en présence du Maire et de ses adjoints », et l'alinéa septième : « Pour les régies intéressées il ne doit être alloué aux régisseurs, pour frais d'exploitation, que 12 p. 100 au maximum. Ces frais doivent toujours être prélevés en dehors et non sur le prix du bail ; cette clause, qui est de rigueur, doit être stipulée si clairement qu'elle ne laisse aucun doute et ne donne lieu à aucune réclamation ¹. »

La lettre du 17 ventôse an XIII tombait mal ; peu de temps auparavant Jean Guerre, qui avait joué un rôle important sous la régie Ricard, qui avait pris la défense de cette compagnie dans plusieurs mémoires ou exposés déjà cités, qui avait fait récemment des offres pour obtenir l'octroi, venait de publier à l'imprimerie J.-L. Mailliet, rue Boissac, une brochure de protestation contre l'acte administratif prorogeant le bail pour deux années ².

« Un arrêté du Gouvernement du 22 germinal an XII — écrit Jean Guerre — ordonne que les tarifs des octrois municipaux

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 680, 681.

2. JEAN GUERRE. *De l'Octroi municipal de Lyon et de quelques points d'économie politique à l'occasion de l'acte administratif qui a prorogé pour deux années le bail et le régime actuel de cet établissement*, Lyon, in-8, an XIII (1805). De l'imprimerie J.-L. Mailliet, rue Boissac.

seront désormais revus et arrêtés en Conseil d'État, au mois de fructidor de chaque année.

« Aucun des octrois créés dans l'Empire depuis l'an VIII, ne paraît mériter, autant que celui de Lyon, d'être soumis à cette révision salutaire.

« Cet impôt qui, en peu de temps a presque doublé, exige non seulement d'être apprécié dans ses rapports généraux avec le prix de la main-d'œuvre et la nature du commerce d'une ville essentiellement consacrée aux manufactures et à l'entrepôt, mais encore dans son régime particulier qui paraît recéler dans ses élémens, le germe de tous les abus, l'absence de toutes les garanties, une lésion immense et toujours croissante.

« Cette importante révision néanmoins, n'a point encore lieu, et n'a jamais été provoquée ; on l'a au contraire éloignée pour deux années, et peut-être pour toujours, en prorogeant sans nécessité, et à peu près sans examen, la régie actuelle de l'octroi, avec tous les vices qu'elle renferme.

« Loin de moi la pensée qu'aucune considération personnelle ait influé sur une mesure si funeste : on s'est laissé éblouir par le tableau spécieux de l'immense revenu qu'on a fait à la Ville, et par le spectacle réellement imposant des travaux prodigieux qui ont été entrepris. Les fautes, en présence de ces brillans résultats, ont paru sans conséquence, les dilapidations sans inconvénients, les abus sans dangers.

« C'est dans l'ivresse de cette fausse prospérité que, le 15 thermidor an XII, l'un des maires présentait aux nouveaux membres du Conseil municipal, tout ce qui s'est fait dans l'Administration financière de la Ville, comme le dernier terme de la perfectibilité humaine...

« Mon objet en prenant la plume, est de combattre, de dissiper, s'il est possible, des illusions si déplorables ; de démontrer que nous marchons à grands pas vers la ruine de la ville et que peut-être, nous ressemblons à ces sauvages qui pour jouir plus tôt et plus facilement, coupent l'arbre par le pied...

« Si l'on me demande quelle est ma mission pour entreprendre, dans une circonstance si grave, de défendre les intérêts de la ville, je répondrai, avec un orateur célèbre : Je suis un simple citoyen ; un passager dans le même navire que vous qui me lisez ; on vient nous avertir que le navire est en danger : ceci nous regarde tous ;

occupons-nous de son sort ; tâchons de le sauver et de nous sauver avec lui.

« Sans doute, nous devons respecter nos institutions, nos lois, nos magistrats ; mais le respect n'est pas l'idôlatric : le superstitieux veut tout adorer, le séditieux tout détruire ; le vrai citoyen veut obéir et réformer... »

La première partie de la brochure est intitulée « Considérations sur le tarif et le régime de l'octroi ». Le chapitre 1 traite : De l'excès des taxes dans ses rapports avec les manufactures de Lyon ¹.

« Tous les impôts ont leurs inconvénients. Les impôts établis sur les consommations en ont deux principaux : le premier est de frapper l'indigent dans une proportion décuple de l'homme riche. En effet, chaque citoyen a un nécessaire physique qui ne devrait jamais être taxé, si cette distinction était possible ; vient ensuite *l'utile*, qui ne devrait être imposé qu'avec modération ; arrive enfin le *superflu*, qui seul devrait supporter la plus grande taxe...

« Le second inconvénient de l'impôt sur les consommations est d'exercer une influence fâcheuse sur le prix de la main-d'œuvre... La ville de Lyon, essentiellement manufacturière, est donc plus intéressée qu'aucune autre à contenir la hausse du prix de la main-d'œuvre et par conséquent à modérer l'impôt qui produit ce renchérissement ; sous ce rapport encore, elle doit se renfermer dans les limites de la plus stricte nécessité ²... C'est sous ce point de vue qu'il faut enfin envisager les taxes de l'octroi, et le danger qui résulte de leur élévation actuelle ³... »

Le chapitre II s'occupe de :

« L'excès des taxes et des formes du transit, dans leurs rapports avec le commerce de commission et d'entrepôt. »

« En méditant ce sujet, je me suis persuadé que l'intensité des

1. *Op. cit.*, p. 3.

2. *Op. cit.*, p. 5.

3. *Op. cit.*, p. 6.

taxes actuelles de l'octroi, et les formes de transit, ont déjà porté un coup sensible, à l'une des branches les plus florissantes du commerce de Lyon, et menacent de l'en priver entièrement ¹...

« L'impôt de l'octroi, et les formes nécessairement gênantes du transit, ont repoussé hors de la ville la plus grande partie de celui des vins et eaux-de-vie. Bien d'autres marchandises ont suivi cet exemple. Tous les ports de la Saône, en amont de Lyon, celui particulièrement de Chalon, sont aujourd'hui encombrés de ces dépôts précieux : on les y attire, on les y retient par des sages encouragements ²... »

La Régie fut chargée de constater par des formes invariables à l'entrée et à la sortie, l'identité et la quantité des objets déclarés en entrepôt (limité à 3 mois) qu'il fut nécessaire d'organiser. Cette innovation entraîna des frais considérables dont la Régie n'était pas chargée par son bail : l'administration dut attribuer, pour ce fait, une rétribution modérée sur les bulletins d'entrée et de sortie, sur les prorogations, et sur les marchandises qui en étaient l'objet. La C^{ie} Dareste et Isnard l'augmenta sensiblement et le sieur Guille était parvenu à la doubler.

L'auteur estime, que, depuis la dissolution de la C^{ie} Ricard, cette taxe devenue sans objet, aurait dû être supprimée sur le champ et les frais de cette nature confondus avec les autres frais de perception.

Enfin, le chapitre III envisage les « réformes à accomplir en matière de transit » et le Chapitre IV, « les réformes concernant certaines taxes. »

La seconde partie de la brochure est intitulée : « Considérations sur la prorogation qui a été accordée au bail actuel. »

1. *Op. cit.*, p. 9.

2. *Op. cit.*, p. 10.

Et, ici, la polémique devient plus vive. Le Chapitre v « Lésion dans la Prorogation », fait remarquer que des offres avantageuses avaient été faites en concurrence avec les propositions du sieur Guille. « On les écartera, sans motif plausible, avec un empressement extraordinaire à la veille de l'expiration des fonctions de la moitié du Conseil municipal », ce qui permet à Guille de réaliser des bénéfices « immenses »¹.

Jean Guerre trouve les frais de perception très exagérés. Il pense qu'en réalisant des bénéfices excessifs la Régie lèse la Ville. Il indique que cette lésion devrait entraîner l'annulation de la prorogation du bail.

Dans le Chapitre vi, l'auteur insiste sur le défaut de garanties, malgré les succès, malgré la moralité du sieur Guille, et il porte ce jugement sévère : « Il faut considérer la régie actuelle de l'octroi comme la plus irrégulière et la plus vicieuse qui soit en France² ».

Le Chapitre vii, sur l'illégalité de la prorogation entame une discussion juridique.

Enfin, le chapitre viii apporte les conclusions de Jean Guerre. Ce dernier ne propose pas cependant l'annulation de la prorogation.

« ... Je suis loin de proposer une pareille mesure; je pense au contraire qu'il serait sage et politique de maintenir la prorogation, en la soumettant aux modifications convenables. C'est assez, c'est beaucoup trop de deux adjudications déjà annulées en cinq années dans l'octroi de Lyon; l'autorité doit être avare de ces actes dont les motifs peuvent être calomniés, dont le premier effet est d'allarmer la confiance, et qui impriment aux transactions publiques un caractère d'instabilité toujours funeste.

« Mais en ratifiant la prorogation, on a au moins le droit de la

1. *Op. cit.*, p. 25.

2. *Op. cit.*, p. 36.

ramener à des dispositions équitables, d'en bannir la lésion, d'y stipuler des garanties suffisantes, ou d'y suppléer par l'institution d'une surveillance forte et indépendante; enfin de subordonner cette ratification aux réformes que je me suis permis d'indiquer, et que l'intérêt public recommande si particulièrement à la sollicitude des autorités.

« On pourrait donc arrêter dès à présent les réformes et les améliorations qui paraîtraient convenables dans l'institution, le tarif et le régime de l'octroi; on pourrait ensuite discuter contradictoirement avec le sieur Guille les modifications dont son traité serait susceptible, en laissant à son industrie et à ses bénéfices, une latitude également honorable pour la Commune et pour lui; le sieur Guille qui, à l'époque de sa demande prématurée d'une prorogation, était certainement loin de prévoir l'excès des bénéfices qu'une abondance inattendue et presque sans exemple dans la récolte des vins lui a procuré, ne manquerait pas sans doute de transiger comme en pareille circonstance l'avait fait la Compagnie Ricard, et l'on ne se résoudrait à l'extrémité affligeante d'annuler la prorogation, que dans le cas où le sieur Guille, se livrant à des prétentions exagérées se refuserait à une juste transaction.

« Telles sont les réflexions que m'a inspirées l'état actuel du commerce et des finances de la ville de Lyon. Ma conclusion prouve mon désintéressement. Mon unique vœu est d'être utile, je me féliciterai si ce faible tribut, que je présente aux Autorités, de mes observations, donne lieu à des discussions plus éclairées, et fait découvrir, même par d'autres que par moi, la vérité que je cherche ¹. »

La Régie ne manqua pas de répondre aux critiques de Jean Guerre, et ce dernier publia alors de nouvelles observations sur le régime de l'octroi municipal ².

« M. Guille ³, nouvel optimiste — écrit Guerre — trouve que tout est pour le mieux, dans le meilleur des mondes. Je n'ai trouvé

1. *Op. cit.*, p. 45 et suiv.

2. *Nouvelles observations sur le régime de l'Octroi municipal de Lyon, servant de réponse au mémoire du régisseur de cet impôt.* Lyon an XIII (1805).

3. Le mot citoyen que nous trouvons dans les documents antérieurs commence alors à disparaître.

dans son mémoire que des personnalités, et au lieu de démonstrations que des injures. »

Jean Guerre cite alors la lettre du Ministre des Finances du 17 ventôse an XIII et il s'appuie sur cette lettre pour justifier ses critiques.

« Les octrois, y est-il dit, sont une des parties les plus importantes de l'administration, soit qu'on les considère sous le rapport de leurs tarifs et de l'influence de ces tarifs sur le commerce, soit qu'on les envisage sous le rapport de la consommation, du mode de perception, ou sous celui de leurs relations avec les droits réunis... Il est un point qui doit fixer toute votre sollicitude : il est indispensable de réduire [les frais] au maximum de 12 p. 100 pour les régies intéressées...

« L'adjudication doit avoir toute la publicité possible : il faut apposer des affiches partout où elles seront nécessaires : toute adjudication doit être faite aux enchères publiques, à l'extinction des feux...

Les observations qui précèdent vous feront sentir la nécessité de réformer ceux des tarifs qui présenteraient les vices et les irrégularités dont je viens de vous entretenir. Si cette réforme ne peut avoir lieu à l'égard des octrois affermés ou en régies intéressées, sans résilier les baux, il faut adopter cette mesure. »

L'auteur rappelle ensuite « qu'au péril de sa fortune et de sa vie, il a eu l'honneur de concourir à la fondation de l'octroi de Lyon. Il se dévoua pour le salut des hospices et de la Ville... ».

Il prétend avec Adam Smith, qu'il cite, que les taxes influent, non seulement sur la consommation, mais sur le salaire. Et il ajoute : « Il est risqué de juger combien la modération des salaires est indispensable pour soutenir une heureuse concurrence dans toutes les branches d'industrie et combien il est essentiel de s'en occuper lorsque tant de

choses étrangères à l'impôt conspirent déjà à en précipiter le renchérissement ¹. »

Il critique le montant trop élevé des droits, demande la réduction des tarifs, proteste contre la dégustation des vins à l'entrée en raison des diverses catégories taxées. Il conclut que la prorogation consentie étant illégale ne devrait pas être un obstacle aux réformes.

Or, « le régisseur ne permet pas qu'on discute la validité de sa lucrative prorogation, parce que cela lèse ses intérêts : il voit dans les critiques formulées le ressentiment d'un régisseur évincé ».

Mais Guerre affirme qu'il ne pense qu'à une seule chose : la lésion commise au préjudice de la ville. Et il s'efforce de démontrer cette lésion en de nombreux tableaux. Il indique aussi que la perception revient à 14 p. 100, excédant par conséquent le maximum de 12 p. 100 fixé par le Ministre, alors qu'il serait facile de faire régir sans dépasser le taux de 9 p. 100. En résumé, il estime que les bénéfices de la Régie Guille sont exagérés.

Enfin une troisième attaque contre la Régie Guille est dirigée par Porral, l'ancien associé de Rasse. Porral présente au Conseil municipal une pétition qui est lue à la séance du 19 floréal an XIII ².

Porral fait observer qu'il avait comblé jadis le vide de la caisse de l'octroi et que le Conseil était responsable de l'échec de la C^{ie} Dareste. En effet, la municipalité n'avait pas construit les murs de clôture et élevé les barrages, comme elle aurait dû le faire. Porral réclame 150.000 f. à titre de dommages et intérêts ou le bail de l'octroi pendant deux ans

1. *Op. cit.*, p. 9.

2. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 659, 660.

aux conditions qui ont été faites à Guille et il s'engage à payer 100.000 f. par an de plus que Guille, ou bien encore l'octroi pendant deux ans en percevant 11 p. 100 sur la totalité des recettes ¹.

Ces offres, qui sont évidemment peu étudiées, n'arrêtent pas plus le Conseil que la réclamation proprement dite. A la séance du 23 floréal an XIII la commission proposa à l'assemblée de passer à l'ordre du jour « sur ce que la Ville ne peut ni ne doit connaître le dit sieur Porral dans l'administration de l'octroi ; qu'elle n'a contracté ni directement, ni indirectement avec lui, et que tout engagement qu'il peut avoir fait avec le sieur Rasse... est absolument étranger à la commune. » Ainsi en décida la municipalité qui passa purement et simplement à l'ordre du jour ².

En revanche, la lettre du Ministre des Finances et surtout le mémoire de Jean Guerre eurent un grand retentissement.

Guille, très inquiet, avait écrit le 24 ventôse au Préfet pour se dire effrayé du succès de l'ouvrage de Guerre, « de l'audace de l'entreprise, de la perfidie de l'exécution ». Le Préfet lui répondit le même jour qu'il avait lu le mémoire avant l'impression et l'avait fait modifier sur quelques points, qu'il considérait sa publication comme légitime et qu'il refusait de le considérer comme « un attentat contre le Gouvernement ³ ».

Le Conseil avait reçu le mémoire de Guerre le 24 ventôse an XIII ⁴, la réponse de Guille le 28 ⁵ et la lettre du

1. Arch. départ. Octrois 11-

2. Cons. mun. P.-V. des séances, t. I, p. 670.

3. Arch. départ. Octrois 11.

4. Cons. mun. P.-V. des séances, t. I, p. 630.

5. Ibid.

Ministre des Finances ce même 28¹. Le second mémoire de Guerre dut paraître pendant la discussion qui s'ouvrit dès le 28² et se poursuivit le 29³ où Grailhe de Montaima lut une motion. Cette motion fut renvoyée à la commission de l'octroi à laquelle furent adjoints Mayeuvre et Grailhe de Montaima lui-même.

Le 23 floréal, cette commission soumet au Conseil un rapport de Devarax, rapport sommaire et trop simpliste :

« Votre commission, après avoir considéré la nature de vos engagements avec le sieur Guille... a pensé que cette adjudication en régie intéressée et ferme est loin de donner à la commune toutes les sûretés qu'elle est en droit d'exiger. A la lésion qu'elle éprouve par la prorogation consentie en faveur du sieur Guille... se joint un vice encore plus alarmant ; ce vice est un défaut de garantie suffisante sur un recouvrement aussi majeur... Quatre taxes forment les recettes de votre octroi... la taxe principale, la taxe additionnelle et deux taxes supplémentaires. La première... vous est garantie par un produit de 1.131.000 f. Le régisseur prélève sur le surplus 200.000 f. et retient encore sur l'excédent 90 p. 100, en versant le dixième restant dans la caisse municipale ; la deuxième se perçoit gratuitement ; et pour la perception des deux taxes supplémentaires, vous allouez une remise de 5 p. 100. — Le produit général de ces recettes s'élève à une somme d'environ 2.400.000 f. ; le dernier exercice a même surpassé ce résultat. — Sur cet immense revenu, la Ville, comme vous le voyez, n'a d'assuré qu'une somme de 1.131.000 f. ; le reste est confié à la bonne foi du chef de la Régie ; en sorte que, s'il lui plaisait de dissimuler les véritables produits de la taxe principale, la seule qui puisse contrôler les autres, il pourrait faire des bénéfices énormes tout en paraissant perdre. Au moyen de 1.131.000 f. et quelques suppléments, il serait toujours censé acquitté envers la commune. On opposera sans doute à ce danger la moralité et la fortune du sieur Guille ; mais ces considérations, bonnes ailleurs, ne peuvent

1. *Cons. mun. P.-V, des séances*, t. I, p. 629.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, pp, 631 et s.

être admises en administration, parce que toute institution qui ne porte pas en elle-même les sécurités nécessaires doit être improuvée et réformée. La régie de votre octroi est dans ce cas, elle ne saurait être plus vicieuse. Pour prévenir les abus qui doivent infailliblement en découler, notre commission ne voit pas d'autre moyen que celui de la résiliation ¹. »

Par quinze voix sur vingt, au scrutin secret, le Conseil déclare que sur la proposition faite d'une résiliation, il n'y avait lieu à délibérer ².

Le 27 floréal, Sain-Rousset présentait au nom de la Commission un rapport moins superficiel. Les conclusions de ce rapport étaient les suivantes :

« Le Conseil propose que la somme allouée au régisseur de l'octroi pour l'exploitation de la partie de l'octroi laquelle constitue la régie intéressée, et qui comprend la taxe principale et la première taxe additionnelle, soit et demeure réduite préfixement aux 200.000 f. consentis par le bref. Le Conseil estime que cette somme de 200.000 f. destinée à l'exploitation de l'octroi, doit y être pleinement et intégralement dévolue, que le régisseur doit être tenu de justifier de l'emploi, et qu'il convient à l'intérêt communal que la distribution des fonds entre les diverses branches de service soit faite dans l'ordre qui suit, savoir : 1^o Frais de bureau tant de l'intérieur que de l'extérieur, papier, plumes, impression, traitement des régisseurs et directeur et dépenses secrètes 30.000; 2^o Location du bureau général et des bureaux particuliers 6.300 ; 3^o Timbre des registres de recette 2.300 ; 4^o Frais de procédure ou, à défaut, gratifications 1.500 ; 5^o Traitement du Commissaire et ses frais de bureau 8.500; 6^o Surplus des 200.000 f. alloués, applicable en entier au traitement des employés de toutes classes 151.400. Total pareil 200.000... Le Conseil réclame pour la commune, et à partir du 1^{er} germinal dernier, le produit net de la perception faite ou à faire en raison des délivrances de quittances aux contribuables, ou des remises de bulletins de toutes espèces, en raison desquels des droits sont

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 669, 670.

2. *Ibid.*, p. 670.

perçus sur les transitaires. En conséquence, le Conseil propose que la dite perception, sauf sur la somme brute, la déduction des déboursés y relatifs, savoir les frais de timbre et d'impression des dites quittances et bulletins, soit versée chaque mois dans la caisse communale... Le Conseil se réserve de délibérer subséquemment sur l'emploi particulier qui pourrait être proposé du produit dont il s'agit ¹... »

Le Conseil municipal ajourne la discussion au 15 messidor ². Mais il avait oublié qu'il n'avait pas la liberté de fixer l'ordre du jour de ses séances extraordinaires. Le Gouvernement dut juger la discussion oiseuse. Lorsqu'en Messidor le Préfet convoqua le Conseil il l'autorisa à « s'occuper exclusivement de l'entrepôt ³ ». Les conclusions de Sain-Rousset demeurèrent lettre morte.

Il ne s'en plaignit pas. Le 25 frimaire an XIV, dans un rapport général sur l'administration, il se félicite du fonctionnement de la Régie et ne fait pas sans emphase l'éloge de l'octroi :

« L'ordre renaissait et rapidement, lorsque les Maires furent installés, l'aurore du jour radieux qui luit sur l'Empire dissipait les ténèbres répandues par les temps de la désorganisation... Ainsi, pendant le cours d'un régime expérimental que la sagesse municipale adopta momentanément comme le système le plus analogue à l'état d'un établissement qu'on dut considérer comme étant à peine adulte, la commune aura joui d'un revenu qui, vraisemblablement, dépasse ce qu'on eût obtenu par l'adjudication, puisqu'il se porte au delà des idées reçues dans le temps ⁴... »

Il n'y eut donc pas de conflit. L'un des membres, Char-rasson, avait rédigé, avec l'approbation du Conseil, une

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 678,

2. *Ibid.*, p. 679.

3. *Ibid.*, p. 695.

4. *Ibid.*, p. 710.

réponse dans le même sens au Ministre des Finances ¹.

La municipalité était satisfaite des résultats obtenus par la régie intéressée : des principes d'ordre avaient permis de mettre fin à la confusion, depuis le 1^{er} germinal an X. Le régime intérieur et extérieur de l'octroi, « cette tige mère de la fortune communale ² », avait été réorganisé avec méthode et sagesse. La Ville percevait, pour sa part, des recettes inespérées, qui assuraient l'équilibre de son budget et la prospérité des finances communales.

§ 3. — LE CARACTÈRE DE L'OCTROI SOUS CETTE RÉGIE

Cette continuité dans les bases de la perception, cette unité d'action, cette solvabilité de la Régie qui fut souvent menacée, mais qui fut toujours certaine, tout cela était nécessaire, car l'importance prise par l'Octroi exigeait un mode de perception nettement établi et qui n'allât pas à l'encontre des intérêts de la population lyonnaise.

On ne voyait malheureusement plus dans l'Octroi une simple institution de bienfaisance. Sans doute, l'entretien des hospices absorbait une large part des bénéfices, mais le développement des services communaux et les exigences du régime impérial allaient donner à cet impôt un caractère particulier.

L'augmentation des tarifs, le perfectionnement de la fraude, la « guerre de la bière », le régime du transit, l'obligation imposée à l'octroi de percevoir des taxes au profit de l'État, qui fait de lui le « fermier général de la République », sont autant de traits saillants qui donnent à l'institution sa physionomie propre.

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 679 et s. (Séance du 28 floréal an XIII).

2. *Ibid.*, p. 710. Discours de Sain-Rousset.

1° *L'augmentation des tarifs.*

Pendant les six premiers mois de la Régie Dareste, le Conseil municipal s'était montré fort soucieux de protéger les tarifs de l'Octroi contre toute augmentation, mais à la fin de frimaire an XI, lorsque la Régie rencontra des difficultés intérieures, cette préoccupation devint plus vive.

Le 13 ventôse an X, le Conseil avait manifesté à l'unanimité le désir de voir rentrer la juridiction et l'exercice de la police dans les attributions de l'Administration municipale. La police lyonnaise était alors confiée aux troupes de ligne, qui faisaient des patrouilles et obéissaient aux réquisitions du Commissaire de police, et à un corps de surveillants de nuit, composé de trois inspecteurs et de trente-six surveillants. Le Conseil trouvait ces moyens insuffisants et il désirait remplacer le corps des surveillants par une garde nationale soldée dont il demanda l'organisation ce 13 ventôse¹.

Le 22 frimaire an XI, le Conseil change d'avis et estime :

« Que la formation d'une garde nationale soldée n'assurerait pas... l'exactitude du service militaire et celui de la police ; que l'expérience a démontré qu'avant la Révolution le guet à pied et à cheval, composé pour la plus part de pères de nombreuses familles (pouvoit) difficilement s'astreindre à ce régime ; que d'ailleurs cette organisation occasionnerait une dépense trop considérable pour la commune qui veut régénérer l'instruction publique, secourir ses nombreux hospices et réparer ses nombreux monuments. Que l'assurance d'une haute paye aux soldats, qui sont en garnison dans cette ville présente le double avantage de donner à nos braves défenseurs de la patrie un témoignage de la reconnaissance publique et un encouragement au service qu'exige l'étendue de la ville...

1. *Cons. mun. P.-V des séances*, t. I, p. 186.

Que l'offre et même l'engagement contracté par le général de division Duhesme de faire fournir aux soldats nécessaires pour le service de cette place, à raison de 7 centimes 1/2 par jour, ainsi que le charbon et la lumière pour les corps de garde pendant le courant de l'année, moyennant une somme de 72.000 f. annuellement, paraît concilier et l'indemnité due au soldat et la nécessité où se trouve le Conseil d'user de la plus sévère économie ;

Que, dans sa séance du 20 brumaire, le Conseil a établi, par l'état de ses recettes et dépenses, l'impossibilité où il est d'adopter d'autres dépenses que celles qui y sont désignées, sans accroître le droit sur l'octroi, principal objet du revenu communal ; que cette mesure ne peut être accueillie sans détruire les fabriques qui déjà peuvent à peine supporter la concurrence, eu égard à la cherté des denrées de première nécessité ; que la conservation en est d'autant plus importante qu'elles font rentrer en France un numéraire considérable ; qu'il paraît plus convenable d'appeler à cette contribution ceux qui par là sont dispensés du service de la garde nationale, à l'exclusion néanmoins de la classe industrielle et peu fortunée des habitants de cette cité ;

Émet le vœu :

1^o Que l'offre faite par le général de division Duhesme de faire fournir 7 centimes 1/2 à chaque homme composant la garde nationale au service de cette place, ainsi que celle d'entretenir tous les corps de garde établis ou à établir, en charbon et lumière, au moyen de la somme de 72.000 f., soit effectuée, ainsi que l'engagement formel qu'il a bien voulu prendre que cette somme ne soit jamais augmentée sous aucun prétexte ;

2^o Que ces 72.000 f. soient répartis au marc la livre, moitié sur les contributions foncières et moitié sur les contributions personnelle, mobilière et somptuaire réunies, en exceptant toutefois celles qui n'arrivera pas à 10 f. pour le mobilier ¹. »

Mais le Conseil ne tarde pas à se trouver entraîné à de nouvelles dépenses et à oublier ses résolutions d'économie.

Le 5^e jour complémentaire an X, sur la proposition de

la Commission administrative de bienfaisance, le Conseil avait inscrit au budget un crédit de 30.000 f. pour les secours à domicile ¹, qu'il porta à 50.000, le 20 brumaire an XI, « vu la stagnation du commerce et d'après les renseignements donnés par les Commissaires des Bureaux de bienfaisance ²... ». Aucune somme n'était affectée à cet usage dans les budgets antérieurs, il fallait donc avoir d'autres ressources.

En outre, un arrêté des Consuls du 24 frimaire an XI « considérant que le droit d'octroi est sensiblement accru par la consommation que font les militaires..., que les militaires ont obtenu dans tous les temps des modérations ou exemptions », vient de décider qu'à dater du 1^{er} vendémiaire an XI, chaque ville de plus de 4.000 habitants, ayant un octroi, versera 5 p. 100 des produits nets de cet octroi. Ces 5 p. 100 devaient permettre de fournir aux soldats de l'intérieur un quart de kilogramme de pain de pur froment blanc par jour, pour être taillé en soupe ³.

Les 8 et 13 nivôse an XI, le Conseil revint donc sur sa décision de ne pas augmenter les droits d'octroi ⁴. Il sera perçu pendant six années un droit additionnel de un franc par hectolitre de vin et de six francs par hectolitre de bière. Un arrêté ministériel du 3 floréal approuve cette augmentation ⁵.

Les conditions de perception sont fixées le 27 floréal. Le Conseil « consent que... la perception des nouveaux droits soit confiée à la Régie pour en compter de clerk à

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 290.

2. *Ibid.*, p. 311.

3. *Bulletin des lois*, 24 frimaire an XI, arrêté n° 2208, bullet. 237, p. 280.

4. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 346, 347.

5. *Ibid.*, p. 422.

maître, à conditions que les receveurs particuliers en verseront les produits, de cinq jours en cinq jours, dans la caisse du préposé spécial... A ces conditions, le Conseil ne verrait aucun inconvénient à ce qu'il soit accordé aux régisseurs une prime de 5 p. 100 sur les produits de la nouvelle perception ¹. »

Le droit additionnel dépassait de beaucoup ce qui eût été nécessaire pour couvrir les 5 p. 100 que prélevait le Trésor et les 30.000 f. inscrits au budget pour les secours à domicile, puisque durant la 3^e année de la Régie, il s'éleva à 281.939 f. 37, alors que le prélèvement de 5 p. 100 n'atteignit que 105.969 f. ². Le Conseil saisit donc avec empressement l'occasion que le Gouvernement lui offre d'augmenter les ressources de la ville aux dépens des consommateurs et le Gouvernement l'approuve. Il n'allait pas tarder à lui fournir de nouveaux prétextes d'augmentation.

La paix avec l'Angleterre est rompue, et le Conseil, dans son élan patriotique, vote le 7 prairial l'adresse suivante au Premier Consul :

« ... Vos triomphes avaient rendu le repos au monde. L'ambitieuse Angleterre menace de le lui ravir. Puisse la réflexion, s'il en est temps encore, conduire un Gouvernement jaloux et inquiet à mieux apprécier ses vrais intérêts... Si, cependant, l'agression impose la nécessité de la défense, tous les maux qu'elle prépare retomberont sur les agresseurs... Épris de cet enthousiasme qui devient un sentiment général, fier d'être des premiers à donner l'exemple, le Conseil... s'empresse d'offrir à l'État un vaisseau qui seroit construit aux frais de la ville de Lyon et qui porteroit son nom. C'est ainsi, Premier Consul, que nous voudrions concourir avec les intentions qui vous portent à recréer votre marine ³... »

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 445.

2. Cf. p. 427.

3. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 448.

Le Gouvernement réglementait et suscitait d'ailleurs ces offres.

Le 22 prairial an XI, le Ministre de l'Intérieur écrivait au Préfet :

« La conduite du Cabinet britannique a produit tout l'effet qu'on devoit en attendre ; la nation française... n'a pu voir, sans la plus profonde indignation, la mauvaise foi, l'ambition, les menaces et l'orgueil de l'Angleterre... De toutes parts, le vœu public se prononce contre l'Angleterre... et, peut-être pour la première fois, l'administration loin de se voir dans l'affligeante nécessité de préparer l'opinion publique, se voit forcée d'en contenir et d'en modérer l'expression. — Le Gouvernement croit donc de son devoir de marquer des limites au dévouement de la nation ; il croit devoir borner ses sacrifices et diriger son action jusque dans le juste ressentiment qui l'anime. — En conséquence, vous convoquerez le Conseil général du département, vous autoriserez la convocation des Conseils municipaux des principales villes, et vous les inviterez à vous présenter le vœu de la portion des citoyens qu'ils représentent... la bravoure française resteroit stérile sur le rivage de l'océan, si de nombreux vaisseaux ne lui fournissoient le moyen d'atteindre son ennemi. C'est donc vers la construction des vaisseaux que tous nos efforts doivent être dirigés..., faites donc connaître au plus tôt le vœu du département et de vos principales cités, je les soumettrai de suite à l'approbation du Gouvernement et vous recevrez sans retard tous les plans nécessaires pour donner à vos bâtiments les formes convenables. Un bateau plat de première espèce coûtera 30.000 f., celui de deuxième de 18 à 20.000 f. et celui de troisième de 4 à 6.000 f. ; deux pieds d'eau suffisent pour porter un bateau plat non armé ; ainsi il est peu de villes qui ne puissent pas exécuter une entreprise de cette nature ¹... »

Le 18 messidor an XI, le Conseil municipal fixe le taux et les modalités de la taxe.

La position topographique de la ville de Lyon, la nature

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 457.

de son commerce, le genre de son industrie ne lui permettant pas de se charger elle-même de la construction d'un vaisseau, la seule manière d'acquitter l'offre qui a été faite est d'assurer au Gouvernement la rentrée d'une somme de 1.200.000 f. et de l'inviter à vouloir bien prendre sur lui le soin d'en faire emploi. Une augmentation des droits d'octroi sur les vins et la bière est le seul mode admissible pour le recouvrement de cette somme, « quel que soit l'inconvénient qu'il y ait à augmenter les droits d'entrée sur les denrées de première nécessité dans une ville de manufacture ». En répartissant sur trois années cette augmentation, la plus forte pendant la première, un quart de moins pendant la seconde et la moitié pendant la troisième, on pourra accélérer le versement de la somme promise, tout en donnant la certitude de la cessation de l'augmentation au moment où le paiement sera effectué. La perception de ces nouveaux droits, réunie au douzième et cinquante centimes d'augmentation sur l'impôt foncier et mobilier de la ville de Lyon voté par le Conseil général, doit produire la somme de 1.200.000 f.

Le Conseil émet donc le vœu « A ce qu'à compter de vendémiaire prochain, il soit perçu 2 f. de plus par hectolitres de vin et de bière pendant l'an XI ; 1 f. 50 pendant l'an XIII et 1 f. seulement pendant l'an XIV. Comme encore à ce qu'en conformité du vœu émis par le Conseil général du département, il soit ajouté 1/12^e et 50 centimes à l'impôt foncier et mobilier pour la présente année¹ ».

Cette délibération fut approuvée par le Gouvernement, le 14 thermidor².

Les deux augmentations furent codifiées dans le tarif

1. *Cons. mun. P.-V, des séances*, t I, pp. 458, 459.

2. Arrêtés du 28 fructidor an XI.

arrêté par le Conseil le 30 thermidor an XI, approuvé par le Préfet le 4 fructidor an XI et par le Gouvernement le 22. Le tarif fut publié et rendu exécutoire à partir du 1^{er} vendémiaire an XII, par un arrêté préfectoral du 28 fructidor¹ (voir Tableau p. 387).

On remarquera que le Conseil a profité de cette codification pour remanier le tarif au delà de ce qu'exigeait la stricte application des augmentations votées.

Il introduit parmi les denrées soumises aux droits la graisse, les raisins, la viande de porc salée à la main, remanie et précise la nomenclature des divers combustibles. Les droits sur le cidre et le poiré sont supprimés. Ils seront rétablis, le 20 messidor an XII, à la suite d'un vœu émis par le Conseil le 28 floréal de la même année², et approuvé par le Préfet le 4 messidor³.

Il augmente aussi divers chapitres non compris dans le vote du 18 messidor. C'est ainsi que le « troisième supplément de taxe » frappe non seulement le vin et la bière, mais aussi le vin étranger — ce qui est logique, car on l'a toujours assimilé à la bière — les esprits de vin et tous alcools « provenant de substances végétales », suivant l'expression de l'affiche destinée à être apposée dans les bureaux⁴, qui paient 5 f. de plus, l'eau-de-vie qui paie 2 f. de plus, le porc qui paie 1 f. de plus, la viande à la main et la graisse qui paient 0 f. 05 de plus, enfin le bois de chauffage et les bûches qui sont frappés d'un droit supplémentaire de 0 f. 50 et de 1 f. 50.

Cette fois encore le Conseil cède donc à la tentation de

1. *Arch. nat.* F^o II, Rhône 12.

2. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 507.

3. *Arch. départ.* Octrois 5.

4. *Ibid.*

DÉSIGNATION des objets assujettis aux droits.		MONTANT du droit principal.	PREMIER supplé- ment de taxe.	DEUXIÈME supplé- ment de taxe.	TROISIÈME supplé- ment de taxe.	TOTAL
BOISSONS	Vin de France, l'hectolitre	3,50	0,50	1 »	2 »	7 »
	Vin étranger, l'hectolitre.	5 »	»	1 »	6 »	12 »
	Vinaigre et vin gâté, l'hectolitre.	3,50	0,50	1 »	2 »	7 »
	Esprits de vin, l'hectolitre.	10 »	»	»	5 »	15 »
	Eau-de-vie et liqueurs, l'hectolitre.	6 »	»	»	2 »	8 »
	Bière, l'hectolitre	3,50	0,50	6 »	2 »	12 »
	Raisin (excepté le chasselas dit mor- nain et le muscat) le kilogramme.	»	»	»	0,05	0,05
COMESTIBLES	Bœufs, par tête.	13 »	2 »	»	»	15 »
	Vaches, par tête.	9,50	1,50	»	»	11 »
	Veaux, par tête.	2,25	0,25	»	»	2,50
	Moutons, brebis et chèvres, par tête.	1,10	0,10	»	»	1,20
	Agneaux, par tête.	0,50	0,10	»	»	0,60
	Chevreaux, par tête.	0,25	»	»	»	0,25
	Porcs, par tête.	3,50	0,50	»	1 »	5 »
	Abatis, par tête.	0,50	»	»	»	0,50
	Viande à la main et graisse, le kg.	0,05	»	»	0,05	0,10
	Viande de porc salée à la main, le kg.	0,05	»	»	0,10	0,15
COMBUSTIBLES	Bois de chauffage, le stère.	1,50	»	»	0,50	2 »
	Gros cotterets de 26 bûches le paquet, le cent.	0,50	»	»	1,50	2 »
	Grandes branches 2 m. 33, le cent.	0,50	»	»	3,50	4 »
	Lignes ou manillons, le cent.	0,50	»	»	1 »	1,50
	Faix liés et perchettes, le cent.	2 »	»	»	»	2
	Cotterets ordinaires de 13 bûches ou jarrons, le cent.	0,50	»	»	0,50	1 »
	Fagots de peisseaux, le cent.	0,50	»	»	0,50	1 »
	Fagots à rame ou à four, le cent.	0,50	»	»	»	0,50
	Picarlats, le millier.	»	»	»	0,25	0,25
	Voiture d'éclappes par chaque che- val de trait.	»	»	»	0,50	0,50
	Voiture de ceps par chaque cheval de trait.	»	»	»	1 »	1 »
	Voiture de sarments par chaque cheval de trait.	»	»	»	1 »	1 »
	Charge d'un cheval ou mulet d'é- clappes.	»	»	»	0,12 1/2	0,12 1/2
	Charge d'un cheval ou mulet de ceps.	»	»	»	0,25	0,25
	Charge d'un cheval ou mulet de sarments.	»	»	»	0,25	0,25
	Charge d'un âne. éclappes.	»	»	»	0,06 1/4	0,06 1/4
	— ceps.	»	»	»	0,12 1/2	0,12 1/2
	— sarments.	»	»	»	0,12 1/2	0,12 1/2
	Charbon de bois, le sac ou voie.	0,25	»	»	»	0,25
FOUR- RAGES	Foins et luzernes, le myriagramme.	0,05	»	»	»	0,05
	Paille, le myriagramme.	0,01	»	»	»	0,01
	Avoine, l'hectolitre.	0,25	»	»	»	0,25

profiter d'une augmentation suggérée par le Gouvernement, pour accroître les revenus de la ville. En l'an XII le « troisième supplément de taxe » produira 563.693 f. 81, or le Conseil ne versera au trésor que 400.000 f., pour le vaisseau¹. La ville perçoit sur les contribuables un honnête courtage de 25 p. 100 !

En dehors de ces préoccupations, on peut trouver les motifs de certains changements dans le rapport du Commissaire du Gouvernement du 23 germinal an XI, qui fut remis au Conseil le 25 et étudié par lui le 20 floréal. Pour l'eau-de-vie et l'esprit de vin, Chouly écrivait :

« ... Il est un vice qui tient essentiellement au tarif et qu'il est facile de faire disparaître. L'esprit de vin paye à raison de 10 f. l'hectolitre. Le droit sur l'eau-de-vie est de 6 f. Les pièces d'esprit et d'eau-de-vie contiennent ordinairement 8 hectolitres ; avec une pièce d'esprit de vin de 36° on fait aisément trois pièces d'eau-de-vie de 12°, cours ordinaire du détail dans les cafés et cabarets, 8 hectolitres d'esprit dont le droit est de 80 f. donnent 24 hectolitres d'eau-de-vie payant 144 f. ; en retranchant de cette dernière somme celle de 89 f. payée pour le droit sur l'esprit de vin, il résulte de cette manipulation (que les spéculateurs ne manquent pas de faire) une perte sur l'impôt de 64 f. sur 8 hectolitres ou de 8 f. par hectolitre d'eau-de-vie. On ne peut détruire ces abus qu'en imposant l'esprit de vin à 18 f.². »

Mais le Conseil ne prit qu'une mesure insuffisante. Un droit de 15 f. sur l'esprit de vin, un autre de 8 f. sur l'eau-de-vie mettent les 8 hectolitres d'esprit à 120 f. et les 23 hectolitres d'eau-de-vie à 192 f. Le bénéfice est de 72 f. pour les fraudeurs.

Quant à la suppression de la taxe sur le cidre et le poiré,

1. *Arch. départ* Octrois 4. 563.693,81 est la recette brute, il faut en déduire les 5 p. 100 accordés au régisseur pour la perception.

2. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 434.

elle est due sans doute aux constatations de Chouly qui déclare que sur ce point la perception est nulle¹.

L'introduction de la graisse et le doublement des droits sur les viandes à la main est encore l'effet des remarques de Chouly. Le tarif a été calculé de manière que le droit perçu sur un animal dépecé ne s'élève pas, à beaucoup près, à celui qui se paye pour une bête vivante :

« Il faut réformer le tarif en calculant la perception des viandes sur le poids commun de l'animal ; il conviendrait même que ce fût un peu au-dessus, attendu la perte qui résulte nécessairement de la grande quantité de pesées ; il faut considérer aussi que les bouchers ne font entrer ainsi que des bestiaux maigres ou petits qui, vivants, payeroient autant que les gros, et que de cette manière ils gagnent la différence. Il n'est pas moins nécessaire... de taxer le suif ; ces deux dispositions diminueront nécessairement l'abat considérable qui se fait dans les faubourgs, la fraude qui en résulte et l'introduction d'une grande quantité de viandes malsaines². »

En revanche, les clauses nouvelles relatives aux bois et fagots ne reflètent nullement la pensée de Chouly qui voulait « faire disparaître les objets d'un détail minutieux, tels que les abatis, les branches, les petits fagots qui ordinairement ne pèsent que sur la classe peu aisée³... »

Pourtant, du 1^{er} germinal an X au 30 ventôse an XI, 283 abatis n'avaient rapporté que 141 f. 50, et 123.642 branches que 2.472 f. 84 sur une recette de 1.387. 629 f. 43 17/24⁴.

En fait, l'Octroi de Lyon subit en l'an XII une majoration de 50 p. 100.

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 434.

2. *Ibid.*, p. 435.

3. *Ibid.*, p. 436.

4. *Ibid.*, p. 437.

Si donc la Régie Ricard ne se trompait pas en évaluant à 4 f. 50 par tête et par an la charge qu'il imposait aux Lyonnais¹, elle peut être évaluée en l'an XII à 6 f. 75. Or le 9 frimaire an XI, le conseiller Français de Nantes exposait au premier Consul qu'il avait l'intention de faire monter les recettes des octrois urbains à un taux équivalent à une contribution annuelle de 6 f. par tête². Pareille rencontre ne peut être fortuite. Le Conseil municipal semble statuer en pleine indépendance, ses délibérations paraissent parfois incohérentes, en réalité, dans la coulisse, une volonté très sûre d'elle-même le mène où elle veut.

Si considérable que puisse paraître l'augmentation des tarifs de l'an XII, elle paraît cependant modérée si on la compare aux tarifs parisiens de la même année³ : le vin en tonneau paie à Paris 13 f. 50 l'hectolitre, à Lyon il paie 7 f., les spiritueux en tonneau paient à Paris 25 f. l'hectolitre, l'esprit de vin, le plus taxé des alcools lyonnais, ne paie que 15 f. et l'eau-de-vie courante 8 f. Les taxes sont loin d'atteindre celles de 1789 : le même hectolitre de vin à 7 f. était alors taxé 11 livres 17 sols, un bœuf qui paie 15 f. payait 28 livres 20 sols⁴. On n'a pas encore oublié qu'au moment du rétablissement de l'octroi on avait posé en principe qu'il devait se maintenir à un taux inférieur à celui de l'ancien régime. C'est à tort, semble-t-il, que Jean Guerre estimait les taxes trop élevées et ruineuses pour l'industrie lyonnaise⁵. On verra qu'elles ne semblent pas avoir entraîné une diminution d'entrées, elles sont d'au-

1. Cf. p. 57.

2. *Arch. nat.* AFIV, 1078, p. 105.

3. Cf. MARION, *Histoire financière*, IV, p. 252.

4. Cf. p. 52.

5. Cf. pp. 370, 374.

tant plus supportables qu'à partir de 1805, elles ont déchargé le contribuable de la contribution mobilière.

Cette contribution avait été restaurée par la loi du 23 décembre 1789¹. Elle était devenue depuis lors, suivant l'expression de M. Marion, « le cauchemar des administrateurs² ». « Une grande partie de la population, très mobile, changeant de maison, de quartier, même de ville, parfois plusieurs fois par an, était très difficilement saisie par le fisc. » Les recherches étaient laborieuses, les réclamations infinies. Les rigueurs « les plus inhumaines » ne parvenaient pas à assurer une perception régulière. Suivant l'expression d'un rapport de police « les garnisaires pleuvoient dans les maisons des contribuables ». « Dans les départements où se trouvaient de grandes villes, Seine, Bouches-du-Rhône, Rhône, Gironde, Seine-Inférieure, les rôles de mobilière de l'an VIII se montaient à 9.411.878 f. ; 5.333.334 seulement avaient été recouvrés au 30 pluviôse an X. En germinal an XI, il y avait pour ces mêmes départements presque 2.400.000 f. d'arriéré sur la mobilière de l'an X. Mieux valait évidemment un mode d'imposition plus simple, plus rapide et plus juste, qui n'exposât point le fisc à tant de pertes et les contribuables à tant de poursuites, et qui en même temps ne laissât pas échapper ces oisifs opulents, ces étrangers que l'amour du plaisir ou toute autre raison appelait temporairement dans Paris ».

Ces considérations avaient amené le Gouvernement, par la loi du 26 germinal et l'arrêté des Consuls du 4^e jour complémentaire an XI, à remplacer la contribution mobilière parisienne par une augmentation du tarif de l'octroi.

1. R. STOURM, *Les finances de l'ancien régime et de la révolution*, t. I, p. 258 et sq.

2. M. MARION, *Histoire financière de la France*, t. IV, p. 250 à qui nous empruntons ce qui suit.

La loi du 26 pluviôse an XII accordait le même avantage à Marseille.

Encouragé par ces exemples, le Conseil municipal de Lyon sollicita l'application de la même mesure, le 28 floréal an XII, « considérant que la convenance de substituer, dans les grandes villes, l'impôt sur les consommations à la contribution personnelle mobilière et somptuaire, est généralement sentie ; qu'il est inutile de donner, à cet égard, des développements, puisque le principe est... sanctionné par la loi qui déjà l'a mis en activité pour les villes de Paris et de Marseille... que le vœu des citoyens réclame le bienfait d'une semblable disposition ¹ ».

La loi du 13 pluviôse an XIII donna satisfaction à ce vœu. La mesure entra en application à partir du 1^{er} vendémiaire XIV. Elle ne s'appliquait qu'aux contributions mobilière et somptuaire, mais cette même année, la loi du 24 avril 1806 y ajoutait « la personnelle ». Français de Nantes exposait en ces termes au Corps législatif, la satisfaction que lui causait cette loi : « Il est remarquable, disait-il, que c'est par une taxe de 2 centimes par bouteilles de vin, perçus sans frais aux barrières de la ville, que Lyon se débarrasse de 2 contributions dont les rentrées étoient si difficiles et si coûteuses. » « Le succès fut si marqué, ajoute M. Marion, que la loi du 24 avril 1806 étendit la faculté de remplacement à toutes les villes à octroi. En 1808, Bordeaux, Nantes, Versailles, Orléans, Strasbourg, Turin, en profitaient ². »

Chose curieuse, au moment même où cette faveur lui était accordée, le Conseil municipal n'en veut plus. Mayeuvre, le 15 juillet 1806, dans un rapport sur la situation finan-

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 507.

2. M. MARION, *Histoire financière*, t. IV, p. 253.

cière de la ville¹, propose au Conseil de « demander au Gouvernement la faculté de rétablir, à partir de 1808, l'imposition mobilière sur le même pied où elle était établie avant son remplacement par l'octroi, et jusqu'à concurrence seulement de la somme de 230.000 f. »; elle s'élevait alors en totalité à 305.966 f. Le Conseil l'approuva à la pluralité des voix. Le plus convaincant des arguments invoqués par Mayeuvre n'était pas nouveau, mais il est toujours d'actualité :

« Le mode de remplacement adopté, disait-il... est tout entier à l'avantage de l'homme fortuné au détriment de celui qui ne l'est pas — j'établis ma proposition par un exemple :

Il entre chaque année, à Lyon, environ 200.000 à 250.000 hectolitres de vin : le paiement de la contribution mobilière au Trésor public est donc supporté indistinctement par tous les habitants de Lyon dans la proportion de 1 f. 50 à 1 f. 20 par chaque hectolitre de vin qui entre aux barrières.

Je suppose deux personnes dont les loyers d'habitation soient, le premier de 2.000 f. ; le deuxième de 100 f. La taxe du premier, en contribution mobilière, d'après le marc le franc des trois anciennes divisions municipales, sera d'environ 200 f. et celle du second de 10 f. au plus.

Le premier, consommant au plus trente hectolitres de vin, ne payera annuellement que 55 f., tandis que le second, n'en consommât-il que neuf, payera, pour sa quote-part au moins 13 f. 50. Ainsi le premier, avec une consommation bien plus forte, éprouve une diminution de plus de trois quarts, tandis que le deuxième, avec une consommation bien plus faible, éprouve une augmentation d'environ un tiers, et le calcul est fait dans la supposition où l'ouvrier et l'homme de peine consomment moins de vin dans leur ménage que l'homme riche ou aisé, ce qui n'est pas. Ainsi, dans ce cas, l'argument est encore plus fort en faveur de l'homme peu fortuné. »

L'argument valait, en réalité, contre tous les impôts

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. II, p. 100 et s.

indirects. A une époque où les impôts directs avaient causé tant de mécomptes, il était singulièrement inopportun. Le tribun Arnould y avait répondu par avance, en s'écriant le 24 avril « quel est l'impôt qui ne seroit pas préférable à ceux qui offrent les deux pires inconvénients, le scandale de faire crier et le désavantage de n'être pas payés ¹ ? » Mais précisément Mayeuvre prétend, oubliant sans doute les retards apportés à la perception en l'an XI que « cette contribution se percevoit sans beaucoup de difficulté ² ».

En fait, deux raisons semblent avoir déterminé le Conseil : la première, qui n'est pas exprimée, semble être que la légitimité de l'impôt indirect n'apparaît à la plupart de ses membres que si les produits en sont affectés directement au bien-être des contribuables. C'est ainsi qu'en l'an IX Mayeuvre avait justifié un impôt qui rendait au pauvre avec usure ce qu'il lui avait pris ³. La contribution mobilière étant perçue au profit du Trésor, l'argument lui paraît moins convaincant.

La seconde, explicite celle-là, c'est que le budget de la ville de Lyon est encore en déficit de 242.000 f. par an. La seule recette susceptible de s'accroître est l'octroi, or Mayeuvre craint que son tarif — qui trois jours plus tôt avait été majoré une seconde fois, à compter du 21 mars 1807, de 2,5 p. 100 environ ⁴, — ne puisse plus supporter d'augmentation.

Il est reconnu en économie politique que le produit des taxes n'est point en raison de la progression de leur taux, mais en raison

1. MARION, *Histoire financière*, IV, p. 256.

2. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. II, p. 100.

3. Cf. p. 78.

4. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. II, p. 92 et, pour l'évaluation du pourcentage, voir les chiffres fournis, *ibid.*, p. 274 et s.

d'une consommation rendue facile et possible à l'universalité de ceux qui consomment les objets passibles de la taxe ; et si, par suite d'un calcul erroné, la consommation décroît dans une juste proportion avec l'accroissement de la taxe, le résultat étant alors le même, l'élévation du taux ne produit rien.

Si la taxe est portée à tel point qu'elle renchérisse de beaucoup les objets de première nécessité, il y aura dépopulation, et alors le produit de l'octroi sera moindre qu'il n'eût été avec une taxe modérée.

Si le renchérissement des objets de première nécessité a lieu dans un pays manufacturier, l'on court le risque de voir la main-d'œuvre s'accroître à un tel point que les produits industriels ne pourront plus s'établir à un prix qui puisse, non seulement rivaliser ceux de l'étranger dans les marchés de l'Europe, mais même en soutenir la concurrence. Alors, ces manufactures s'anéantissent, leurs agents émigrent, enrichissent l'étranger de vos arts et de leur travail ; la dépopulation est presque entière, et le produit de la taxe devient nul.

C'est l'effroi qu'inspire ce tableau, qu'on n'a point cherché à exagérer, et dont la réalité est prouvée par de nombreux exemples, qui a éloigné de votre commission de l'octroi la pensée d'augmenter le tarif des objets de première nécessité ¹.

Le rétablissement de la contribution mobilière permettait d'augmenter de 300.000 f. les ressources que la ville tirait de l'octroi, sans augmenter le tarif. A l'État de s'arranger pour la percevoir.

Naturellement le Gouvernement ne suivit pas le Conseil municipal dans cette voie. Les budgets des années suivantes portent encore au chapitre des dépenses : « remplacement des contributions mobilière et somptuaire ». Mais cette initiative du Conseil montre bien qu'on sentait le danger d'accroître indéfiniment le taux des octrois et qu'on jugeait atteinte sa limite extrême.

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. II, p. 101.

2^o Les perfectionnements de la fraude.

On sait que la taxe additionnelle devait être affectée à la construction des murs. Le 5^e j. c. de l'an X le Conseil rappelait encore : « Le Conseil, considérant que les taxes additionnelles à l'octroi n'ont été établies que pour subvenir aux frais de construction des murs de la ville et des barrages des rivières ... demande qu'il soit tenu une comptabilité bien distincte de tous les produits de ces taxes additionnelles, et qu'ils soient employés, à mesure du recouvrement, à la confection de ces murs et barrages, sans qu'il puisse en être appliqué la moindre partie à aucun autre emploi ¹. »

On a vu que la Régie Daresté s'est appuyée sur la non-exécution des murs pour réclamer une indemnité et l'on sait ce que la municipalité lui répondit ².

En 1809, on allèguera toujours la sécheresse de l'été de l'an XI :

« En l'an XI, la sécheresse de l'été a suspendu la navigation de la Saône et les arrivages de pierres de Couzon nécessaires à cette construction ; des pluies abondantes qui ont succédé ont empêché de se livrer à la main-d'œuvre en maçonnerie ³. »

En thermidor an XI, rien n'est fait et, sur l'initiative du Préfet, le Conseil décide même d'utiliser les fonds à un autre usage. La commune prête la somme de 75.000 f. pour faciliter l'échange des petites pièces démonétisées « dont l'affluence forme, dans les transactions journalières, un embarras qui pourrait finir par des inconvénients graves... » Il est ouvert à l'Hôtel-de-Ville sous la direction du Maire

1. Cons. mun. P.-V. des séances, t. I, p. 294.

2. Cf. pp. 322-324.

3. Cons. mun. P.-V. des séances, t. II, p. 475.

du Nord et sous la surveillance du Préfet, un bureau d'échange dans lequel et pendant vingt-cinq jours consécutifs à compter de l'arrêté préfectoral à intervenir, les pièces de 3 livres, 24, 12 et 6 sous « qui n'ont conservé aucune empreinte légale » seront échangées au taux légal et à bureau ouvert ¹.

Cependant, sous la Régie Guille, le Conseil se décida à donner une certaine impulsion aux travaux.

Chappet-Vangel peut signaler en germinal an XII que 600 mètres de mur sur 1.400 ont été construits; ceux de la division du Midi et une partie de ceux de la division du Nord sont achevés. Quant aux barrages sur les rivières, ils ne sont pas encore commencés ².

Au budget de l'an XIII figurent encore 30.000 f. pour la construction des murs de la ville à la Croix-Rousse et 20.000 f. pour la construction de l'enceinte dans la division de l'Ouest ³.

Nous n'avons pas le détail du budget de l'an XIV ⁴ qui s'étendit sur quinze mois du 23 septembre 1805 au 31 décembre 1806.

Il n'est rien porté au budget de 1807, ce qui annonce un nouvel arrêt des travaux qui seront repris en 1808. L'exercice de 1808 prévoit une dépense de 50.000 f. pour « la continuation » des murs de la ville ⁵.

La Régie Guille prit donc fin avant que la construction de l'enceinte, maintes fois promise, fût achevée.

L'élévation des droits, l'absence de murs favoriseront-elles la fraude ?

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 462.

2. *Arch. départ. Octrois* 11.

3. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 577, 579.

4. *Ibid.*, t. I, p. 694 et t. II, p. 5.

5. *Ibid.*, t. II, p. 103.

Le 20 ventôse an XI, avant toute augmentation de tarif, Rasse et Dareste se plaignent vivement de la fraude.

« La ville n'est pas fermée, et partout les maisons des particuliers dont l'entrée principale est dans l'enceinte de l'octroi ont, hors de cette enceinte, des portes, des jardins non clos et toujours ouverts à la fraude ; chacune de ces issues demande à être gardée par des hommes *ad hoc*, ainsi nous avons été forcés à multiplier les agents de notre ambulance. Cette dépense même, quoique excessive, n'a pu entièrement empêcher la contrebande ; elle a été considérable sur les veaux, les bœufs et surtout sur les viandes à la main et les moutons... La reconstruction des murs devant nous permettre de faire 40.000 f. d'économie sur les frais de surveillance et nous assurer tout le produit des octrois qui nous a été soustrait, cette reconstruction étoit d'obligation rigoureuse, et rien ne peut excuser la commune de n'avoir pas exécuté cette clause, puisqu'elle a eu le temps nécessaire et des fonds plus que suffisants, exclusivement consacrés par notre bail à cette opération. Le barrage des rivières étoit également obligatoire. La commune a eu d'autant plus de torts de ne pas s'en occuper que la dépense eût été très modique ; le résultat de cette négligence a été l'introduction d'une grande quantité de pièces de vin et autres liqueurs sous des trains et en chapelet. Ce dernier moyen surtout a singulièrement réussi aux fraudeurs à la faveur des brumes de l'hiver ; des chaînes bien disposées et peu coûteuses l'eussent rendu impraticable ¹. »

Mais la Régie a tout intérêt à exagérer.

Le 23 germinal an XI, Chouly parle longuement de la fraude. Étant donné ce qu'on sait de ses rapports avec Rasse, et bien que le rapport du Commissaire du Gouvernement ne donne pas raison à la Régie, il faut accueillir ses déclarations avec défiance.

« Une des causes puissantes de la fraude qui a lieu sur cette branche du tarif ² et qu'on peut évaluer au 2/5 de la perception,

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 430.

2. Le tarif applicable aux eaux-de-vie et liqueurs.

est le vice de l'article 12 de la loi du 27 frimaire an VIII, qui défend sous peine de prison et 50 f. d'amende, de visiter les voitures de voyage et les voyageurs à raison de leurs malles et valises ; la fraude y trouve une facilité dont elle abuse sans ménagement. Les courriers de Grenoble, Strasbourg et Chambéry entrent ainsi chaque jour, dans leur voiture, une grande quantité de liqueurs et d'eau-de-vie... La clôture de la ville ne sauroit remédier à cet inconvénient, il faut une disposition claire et précise de la loi, qui assure à la fois les égards dus à la liberté civile et la rentrée de l'impôt... Le transit enlève réellement à la perception plus de 100.000 f. par an... Les moyens de s'assurer de l'identité rigoureuse des objets réexpédiés sont difficiles et peu sûrs ; les règlements permettent, il est vrai, des visites à domicile, mais les égards dus à la liberté civile exigent une circonspection et des ménagements incompatibles avec la sûreté des droits... Un commissionnaire chargeur prend un bulletin de transit pour 320 hectolitres de vin en 160 pièces, et consigne un effet à 90 jours de date qui représente la valeur du droit ; cependant, dès le jour même, il vend son vin dans la ville, et la faculté de transit étant de trois mois, il en résulte que la Régie a fait un crédit forcé. Un autre, après la consignation faite en billets des droits dus pour l'entrée de cent pièces, gros vin de Languedoc, le mélange avec du bois de teinture et autres drogues pernicieuses, parvient à doubler, à tripler même les quantités entrées ; il prend ensuite, et toujours dans le délai de trois mois, des billets de sortie, et acquitte le droit de cent pièces entrées, tandis qu'il en livre deux cents à la consommation à un prix inférieur à celui des cabarets de la ville. J'ai su me procurer des échantillons de ces poisons... Les esprits, eaux-de-vie et liqueurs présentent un autre genre de contravention. Si, dans l'espace de trois mois, un négociant n'a pas vendu les esprits ou eaux-de-vie qu'il a fait entrer, ou s'il n'a pu trouver un moyen d'en frauder les droits, il prend un billet de sortie qui reçoit son exécution pour les quantités détaillées au bulletin d'entrée, et le lendemain, les mêmes pièces, jugeant les mêmes quantités, sont introduites de nouveau à la faveur d'une nouvelle permission de transit... Il existe un moyen simple de concilier les intérêts du commerce et ceux de l'octroi, ce moyen est un entrepôt général sous la surveillance de l'administration publique et de la Régie, dans lesquels les liquides déclarés pour n'être pas consommés à Lyon seroient versés à mesure

d'arrivée. Il faudroit arrêter en même temps que tous les chargements ou convois qui n'auroient pas une destination déterminée par des lettres de voitures authentiques, fussent réputés destinés à la consommation locale et payassent comme tels... La surveillance de cette partie de la perception¹ ne peut être satisfaisante tant que la clôture de la ville ne sera pas faite ; il faudroit une armée de commis pour pouvoir s'opposer efficacement aux introductions frauduleuses qui s'effectuent sur tous les points ; les règlements locaux ajoutent encore aux facilités qui existent, les bouchers étant autorisés à faire entrer et ressortir des bestiaux à leur gré sur une simple feuille qui se délivre à la barrière ; ce mode favorise singulièrement le préposé infidèle, rend la connivence aisée et la preuve difficile. La translation des marchés hors la ville remédieroit à tous les inconvénients... Il y a peu ou point de chantiers à Lyon ; le bois qui arrive par la Saône demeure dans les bateaux jusqu'à la vente, et celui qu'amène le Rhône obstrue et encombre ce quai magnifique. Les déchargements ne s'opèrent qu'à mesure de la vente, le droit se perçoit à l'entrée, d'après le cubage des bateaux ; souvent cette opération est faite par des hommes qui en appliquent mal les principes et toujours d'une manière défavorable à la perception, par la facilité que laisse un tel mode à la connivence frauduleuse de l'employé et du contribuable ... Cet inconvénient est difficile à détruire sur la Saône ; les emplacements manquent dans les quartiers voisins de ces ports... il seroit également avantageux à la perception, à la salubrité et à l'embellissement de la ville, que les bateaux chargés de bois qui arrivent sur le Rhône abordassent sur la rive gauche de ce fleuve, le long du quartier dit les Brotteaux ; ce côté, facile aux débarquements, offre une multitude d'emplacements propres à des chantiers ; l'adoption de cette mesure augmenterait considérablement la perception sur le bois... Les mêmes moyens d'assurer la perception du droit sur les bois sont employés pour les fourrages qui tous arrivent par la rivière. La quantité contenue dans un bateau est déterminée par la colonne d'eau qu'il déplace ; telle doit être le résultat de l'opération du cubage. Un bateau de foin cache souvent un second chargement de bois dont la pesanteur est inconnue. Si le bateau prend un peu d'eau, le foin mouillé ajoute à sa pesanteur, ce qui rend nécessaire-

1. Il s'agit de la perception des droits sur les comestibles.

ment fausse une opération que, dans tous les cas, l'homme le plus exercé ne fait qu'approximativement ¹... »

Enfin on n'a pas oublié avec quelle habileté les négociants savaient utiliser les imperfections du tarif pour frauder sur les alcools et les « viandes à la main ² ».

Tous ces détails indiquent bien que les commerçants lyonnais ont commencé à acquérir dans la pratique de la contrebande, une habileté dont on ne trouvait pas trace sous la Régie Ricard et devant laquelle la Régie est presque désarmée. Aussi ne s'étonne-t-on pas de voir, le 8 floréal an XI, le conseiller Français écrire que « la fraude qui se commet sur l'octroi de Lyon ne peut être estimée au-dessous de 25 p. 100 ». Les moyens que Rasse lui proposait alors, et qui étaient de nature, selon lui, à mettre les Lyonnais dans « l'impossibilité absolue de frauder » étaient les suivants : « la clôture de la ville et le barrage des rivières ; l'entrepôt effectif, sous la clef du fermier, des marchandises qui entrent dans la ville, sans payer les droits et pour être emportées ; le rétablissement de la banlieue de Lyon, ayant une lieue de rayon, avec privilège de visite et perquisition sur toutes les denrées et marchandises sujettes à l'octroi dans ce territoire. » Ils ne répondaient qu'imparfaitement aux manutentions délictueuses des fraudeurs et Français de Nantes se faisait certainement des illusions sur leur efficacité. Il ne s'en faisait aucune, par contre, sur l'impossibilité de les appliquer, et reconnaissait qu'ils produiraient « des gênes à la vérité épouvantables ³ ».

L'année suivante, Chappet-Vangel, après quatre mois de

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 434, 435 et 436.

2. Cf. p. 388.

3. *Arch. nat. AF^{IV} 1051*, p. 23.

Régie Guille et six mois d'application du nouveau tarif, et bien que les murs fussent en partie construits, signale l'absence de postes militaires due à l'absence de troupes dans la cité. Il réclame contre les fraudeurs, des peines afflictives et signale que certains de ces fraudeurs, inculpés de rébellion, n'ont pas été poursuivis, parce que, dans ce cas, la loi voit des provocateurs dans les préposés qui cherchent à s'assurer de la sincérité des déclarations. Il désirerait que les employés fussent assermentés, mais il ne donne aucun autre détail sur la fraude¹.

3^o *La guerre de la bière.*

La fraude s'est, toutefois, affichée avec une rare impudence dans l'opposition des brasseurs. L'honnête Sain-Rousset s'effarait, le 30 thermidor an XI, de « ce secret impénétrable dont s'enveloppe la cause qui stérilise la perception des droits sur la bière ». La perception sur la bière paraîtrait devoir fournir un produit annuel d'au moins 120.000 f.; et cependant la perception s'élève à peine à 20.000 f. ².

Ce secret est facile à révéler; il réside tout entier dans une véritable « guerre de la bière » ³.

L'article 22 du bref du 2 pluviôse an X, tout en maintenant la bière à 4 f. l'hectolitre, renonçait à percevoir des droits sur la bière fabriquée à l'intérieur, mais taxait les

1. *Arch. départ.* Octrois 11.

2. *Cons mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 468.

3. Nous avons déjà employé cette formule lorsque nous avons trouvé une pétition des « syndics-délégués du commerce de Brasserie à Paris » de décembre 1816 (*Arch. nat.* AD^{IX} 508) qui proteste contre la même réglementation (imposée par la régie des Droits réunis, Cf. p. 403 et 444) et qui, par une curieuse coïncidence, emploie la même expression : « A quoi serviroit de retracer ici le tableau de guerre perpétuelle entre le Brasseur paisible et l'employé de la Régie... La même procédure donnait donc ici et là les mêmes résultats.

matières premières : « ... au lieu du droit qui devoit se percevoir sur la bière, il sera perçu sur l'orge en paille et sur le houblon qui sont employés à la fabrique savoir : 80 centimes par chaque mesure d'orge, et 8 f. par chaque quintal de houblon ¹. »

Une première difficulté s'éleva pour déterminer la contenance de la « mesure » d'orge. L'administration de l'octroi prétendait qu'il s'agissait d'un *bichet* et les brasseurs d'une ânée. Or l'ânée contenait six *bichets*. Les marchands de grains s'empressaient, bien entendu, de donner raison aux brasseurs, mais la taxe dut rester perçue par *bichet* ².

Le 29 pluviôse, les brasseurs des faubourgs demandent sans succès une réduction de moitié sur le droit d'entrée de la bière ³.

Quelques mois plus tard, cette réglementation est écartée comme improductive ⁴ et, le 11 prairial an X, un arrêté du Préfet décide que la bière fabriquée à l'intérieur de Lyon sera taxée d'après la contenance des brassins ⁵. Retour aux pratiques de l'ancien régime ⁶, vraisemblablement suggéré par Français de Nantes, qui désire, peut-être, éprouver l'accueil que leur feront les brasseurs lyonnais avant de proposer au Gouvernement de les reprendre à son compte.

Les brasseurs sont tenus de déclarer le nombre de leurs chaudières ou brassins, avec l'indication des numéros de chacun. « Cette déclaration sera renouvelée, toutes les fois que les brasseurs se proposeront de mettre le feu, en indiquant, vingt-quatre heures à l'avance, l'heure d'allumer et

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 148.

2. *Arch. départ. Octrois* 5. Pétition des brasseurs du 1^{er} brumaire an XI.

3. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 167.

4. Lettre de Français du 22 floréal an X. *Arch. départ. Octrois* .

5. *Arch. départ. Octrois* 5.

6. Cf. *Encyclopédie méthodique. Finances*, t. I (1784) p. 109

d'entonner, ce qui ne pourra se faire qu'en présence des préposés de la Régie, qui leur en délivreront acte. » (C'est la déclaration de « boute-feu »). « Les préposés tiendront registre du nombre et de la capacité des tonneaux, qu'ils numérotent et marqueront à mesure qu'ils seront remplis. Il est défendu aux brasseurs d'en vendre au détail, et d'en souffrir l'enlèvement, avant que le droit en ait été acquitté ou qu'ils aient justifié d'un bulletin de transit pour les pièces manquantes... »

L'article 5 assujettit les brasseurs aux règles ordinaires du transit à délai.

L'article 7 précise : « Les brasseurs ne pourront se refuser à l'acquittement du droit de la bière dont la fabrication aura été constatée, sous prétexte d'avarie, de coulage, etc. »

L'article 8 autorise les préposés à « faire des visites » chez les brasseurs « pendant le jour ¹ ».

Cet arrêté fut-il appliqué ? Il est permis d'en douter.

Le 20 ventôse an XI, Rasse écrit : « La suspension du mode actuel de perception sur la bière a été imprudente et levée beaucoup trop tard, les brasseurs ont élevé mille difficultés, les autorités ont agi trop mollement à leur égard ; pendant toutes les discussions, toutes leurs bières se sont écoulées dans la consommation ²... » et nous avons un arrêté du Préfet qui réforme le 26 prairial an XI l'arrêté du 11 prairial an X ³. Nous savons aussi par Chappet-Vangel qu'un procès se déroula en Justice de Paix ⁴.

Il est probable qu'après une période d'essai, on dut reve-

1. *Almanach de Lyon an XI*, p. 169.

2. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 430.

3. *Arch. départ.* Oetrois 5.

4. Rapport de l'an XII. *Arch. départ.* Oetrois 11.

nir au régime provisoire de l'ancienne Régie Ricard et l'appliquer jusqu'au 26 prairial an XI¹.

C'est qu'en effet, l'application de l'arrêté du 11 prairial an X avait aussitôt soulevé les protestations des brasseurs de Lyon qui sont alors au nombre de cinq : les trois brasseurs de l'an VIII : la veuve Graff, les frères Doerr et Georges Spech, et deux brasseurs nouveaux : Kramer, « Prussien, bière parfaite et de santé » et Mazerat².

Un mémoire du 1^{er} brumaire an XI résume leurs griefs.

Ils rappellent les frais qui leur incombent et qui les mettent en état d'infériorité vis-à-vis des brasseurs *extra-muros* : l'octroi sur l'alimentation, les bois, la contribution mobilière. Ils estiment qu'une déclaration de boute-feu vingt-quatre heures à l'avance est chose impossible, car l'heure d'entonner ne peut être prévue avec exactitude³. Ils font surtout observer qu'il est injuste de taxer la quantité entonnée ; en effet, après l'entonnement on met la bière à « purger », et il se perd au cours de cette opération un quart et parfois un tiers du tonneau.

Les règles fixées pour faire constater la sortie n'échappent pas à leurs critiques. Les bureaux ferment à quatre heures. Après cette heure il est donc impossible d'obtenir un permis de transit, impossible de livrer de la bière à l'ex-

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I. p. 431.

2. Cf. *Arch. départ.* Octrois 5. Les titres de Kramer sont empruntés à l'*Indicateur de Lyon*, 1809, p. 311.

3. Ce sont exactement les mêmes critiques que l'on retrouve à Paris en 1816 : « L'heure de la mise du feu, le moment de la mise au bas, le plus ou moins de temps indispensable aux progrès du levain, et par conséquent le moment si essentiel de l'entonnement, tout ce travail, pour être bien fait et que la bière soit salubre et bonne, ne doit dépendre que de la volonté du Brasseur surveillant son ouvrage, et nullement de la Régie qui ne commande point aux saisons. » (*Arch. nat.* AD^{IX} 508, *Pétition des syndics délégués du commerce de Brasserie à Paris*, décembre 1816.)

térieur. Ces formalités sont des plus gênantes de ventôse à prairial, époque de la plus grande vente. « Ce sont les coquetiers qui viennent tous les vendredis et les samedis à Lyon vendre leurs denrées qui en rapportent la bière sur leurs voitures. » Les formalités imposées qui « sont pénibles et dégoûtantes » finissent par les faire renoncer. Ils s'élèvent enfin contre certains projets de règlements qui les contraindraient de s'établir à l'extérieur. Ils proposent un abonnement annuel de 9.800 f. ¹.

Chouly, qui répond le 14 brumaire an XI, s'empare de cette idée qu'à Lyon la bière est un luxe et qu'elle ne doit pas être ménagée. En l'absence de base suffisamment précise, il repousse l'offre d'abonnement. Il dit que le droit sur la matière première n'a rien donné : en fait, ce droit se trouvait réduit à 1 f. 50 l'hectolitre au lieu de 4 f. Les brasseurs de l'extérieur n'auraient pas pu lutter. Il montre que le chiffre de 9.800 f. est trop faible. Du 15 thermidor an X au 14 brumaire an XI, les brasseurs ont payé avec exactitude ; le droit a produit : 2.252 f. 24, soit environ 9.000 f. par an.

Remarquons la concordance des chiffres.

La ponctualité dans les paiements n'avait-elle pas eu pour but de donner plus de poids aux arguments des brasseurs et de rendre plus alléchante leur proposition ? Le Commissaire du Gouvernement explique qu'en fait cette période n'équivaut guère qu'à un seizième de l'année et que le droit devait produire en réalité une somme de 36.035 f. 84 ².

L'incertitude règne sur le produit de cette taxe. Sain-Rousset pense que la perception devait fournir 120.000 f.

1. *Arch. départ.* Octrois 5.

2. *Ibid.*

par an ¹, ce qui représente à raison de 4 f. l'hectolitre une consommation de 30.000 hectolitres. Rasse, moins ambitieux, écrit, en ventôse an XI, que la consommation annuelle n'est pas inférieure à 20.000 hectolitres ².

En floréal an XII, l'un des mois de faible production, on compte 2.895 hectolitres 91 de bière ³. De vendémiaire à germinal an XII, on n'atteint même pas ce chiffre qui tombe à 2.378 hectolitres 59 2/5 ⁴.

Pendant le mois de floréal an X, la taxe n'a rapporté que 984 f. 60 94/100 ⁵. De brumaire à germinal an XII, on n'a taxé que 170 hectolitres 18 litres 1/40 ⁶.

La fraude est certaine.

Le 20 ventôse an XI, Rasse déplore la perte causée par les discussions sur la bière :

« ... Les brasseurs ont élevé mille difficultés... pendant toutes les discussions, toutes leurs bières se sont écoulées dans la consommation, et, d'après les données à peu près certaines, nous avons perdu plus de 30.000 f. du produit possible de l'impôt sur cette boisson... La bière qui, d'après un calcul modéré, devait produire par an de 60 à 80.000 francs, puisque la consommation annuelle dans la ville ne peut être estimée à moins de 20.000 hectolitres, la bière n'a pas produit 6.000 f. dans les trois mois où la vente a été la plus forte. Cette non-valeur a été si bien reconnue, que l'ancien droit sur la fabrication a été rétabli en soumettant les brasseurs à tout ce qui peut en assurer la perception, mais cette mesure a été trop tardive ; il a été impossible de la mettre à exécution sur-le-champ par les difficultés des brasseurs, qui ont eu le temps de céder leurs magasins, de manière que le produit de cette per-

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 468. Cf. notre p. 402.

2. *Ibid.*, t. I, p. 431.

3. *Arch. départ. Octrois* 5.

4. Lettre de Guille du 8 germinal an XII. *Arch. départ. Octrois* 5.

5. *Arch. départ. Octrois* 5.

6. *Ibid.*

ception, qui se fait presque entièrement dans les mois d'été, est pour ainsi dire nul dans cette même saison ¹. »

Chouly insiste à la même époque sur l'urgence d'une réforme :

« Les règlements sur cet article ont été modifiés plusieurs fois, sans qu'il ait été possible d'y assujettir les brasseurs, parmi lesquels il existe un véritable esprit de révolte... Le supplément voté par le Conseil municipal est de 6 f. par hectolitre, ce qui porte le droit à 10 centimes par bouteille, différence considérable pour le produit et qui n'influera pas sur la consommation, attendu que la classe aisée et les ouvriers, dont la main-d'œuvre est chère, font seuls usage de cette boisson. Il est absolument nécessaire d'ajouter au règlement existant que la bière ne pourra circuler dans la ville avant le soleil levé, ni après le soleil couché, et que les conducteurs soient tenus de montrer leur acquit ou bulletin de transit à toute réquisition des employés sous peine de confiscation ². »

Le 26 prairial an XI, le Préfet prit un nouvel arrêté qui reproduisait les prescriptions essentielles du 11 prairial an X, tout en donnant satisfaction aux brasseurs qui bénéficiaient d'un abattement de 15 p. 100 sur les quantités entonnées pour déchet et évaporation ³.

Cette concession dut paraître insuffisante aux brasseurs qui demandèrent des *essais officiels*. Un arrêté du 5 fructidor an XI leur accorda 30 p. 100, ce qui paraissait un déchet moyen ⁴.

Mais, si l'on en croit la Régie, les essais auraient été faussés, l'évaporation forcée, le coulage exagéré, les pertes lors du transvasement grossies volontairement, etc. Au surplus, les brasseurs seraient parvenus par la suite à ré-

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 430. 431.

2. *Ibid.*, t. I, p. 434.

3. *Arch. départ.* Octrois 5 et rapport de Chappet-Vangel, *ibid.*, 11.

4. *Arch. départ.* Octrois 5.

duire le déchet réel à 9 p. 100, en perfectionnant leur fabrication. En même temps, ils auraient intrigué à Paris¹.

Le 6 pluviôse an XII, le Ministre fit observer que le droit de 12 f. atteignait 50 p. 100, du prix de la bière, ce qui lui paraissait exagéré. Le Préfet et la municipalité lui répondirent qu'à Lyon la bière était un produit de luxe².

Ces satisfactions n'apaisèrent sans doute pas les brasseurs.

Le 8 germinal an XII, Guille prétend que depuis le 10 vendémiaire, il a été fabriqué 2.378 hectolitres 59 litres 2/5. Or, 170 hectolitres 18 litres 1/40 ont seuls payé les droits comme ayant été vendus à Lyon. Les brasseurs, dit Guille, « ont le génie de la contrebande ». Il demande leur expulsion hors de l'enceinte³ et Chappet-Vangel préconisait la même mesure⁴.

Le Préfet ne voulut pas se porter à cette extrémité. Mais un arrêté du 7 prairial an XII reprit et codifia les dispositions antérieures : l'abattement pour déchet ou évaporation fut définitivement ramené à 15 p. 100. Les rigueurs du contrôle étaient singulièrement aggravées : les préposés peuvent non seulement entrer tous les jours « du lever au coucher du soleil » dans les brasseries, mais en outre ils peuvent y entrer « toutes les nuits où elles travaillent » et même, « en cas de suspicion de fraude, les nuits où la brasserie n'est pas censée travailler » pourvu que ce soit en présence d'un commissaire de police.

Enfin, « toute la bière fabriquée dans l'intérieur de la ville est entreposée dans un même local soumis à la surveil-

1. Lettre de Guille du 8 germinal an XII. *Arch. départ.* Octrois 5.

2. *Arch. départ.* Octrois 5 (lettre de Guille).

3. *Ibid.*

4. Rapport annuel, *Ibid.*

lance de l'Administration de l'octroi. Les brasseurs se divisent ce local entre eux. Le magasin particulier que chaque brasseur a dans l'entrepôt commun est fermé à deux serrures. La clef de l'une est dans les mains du brasseur. La clef de l'autre est dans celles du chef de poste de l'octroi... Aucune partie de bière ne peut sortir de l'entrepôt sans un ordre exprès de l'Administration de l'octroi. »

Les brasseurs sont obligés de déclarer à l'administration la quantité et la destination de toutes les bières qu'ils vendent à l'intérieur aussi bien que de celles qui transitent. Toutes ces déclarations sont enregistrées et le compte du brasseur est arrêté tous les mois ¹.

Un règlement aussi draconien équivalait à une mise en demeure de déguerpir : une pétition du 7 prairial an XIII montre que plusieurs brasseurs ont quitté la ville ². Le 20 avril 1806, Chappet-Vangel constate qu'il n'y en a plus que deux à Lyon ³. Il y en a trois en 1809, deux sont de nouveaux venus : Bronds et Koch, seul des Brasseurs de l'an XI, le « Prussien » Kramer, « bière parfaite et de santé » a tenu tête aux « gapians ⁴ ».

Rigueurs et exil n'avaient pas supprimé la fraude. Chappet-Vangel reconnaît ce même 20 avril 1806, « qu'après tous les moyens de répression infructueusement employés, on peut (la) regarder comme un mal irrémédiable ⁵ ».

On peut dire que les brasseurs n'ont jamais désarmé et que *la guerre de la bière* fut une guerre d'usure.

1. *Almanach de Lyon an XIII*, p. 213.

2. *Arch. départ. Octrois* 5.

3. *Arch. départ. Octrois* 11.

4. *Indicateur de Lyon*, p. 311.

5. Rapport du 20 avril 1806. *Arch. départ. Octrois* 5.

4^o *Le régime du transit.*

Le cahier des charges de thermidor an IX avait fixé pour le transit, un règlement qui différait peu de celui qui avait été adopté sous la Régie Ricard ¹.

Le 23 germinal an XI, Chouly faisait du régime du transit une sévère critique. Il qualifiait l'entrepôt et le transit à délai d' « abîmes sans fond dans lesquels s'engloutit la perception ² ». Le Conseil réagit si peu qu'en établissant le cahier des charges du 30 thermidor, il passe la question sous silence ³.

L'initiative dut venir du Préfet ; un arrêté du 14 floréal an XII porte qu' « il sera ouvert incessamment... un entrepôt général destiné à recevoir les marchandises en transit ⁴ ».

Le 26 floréal, le Conseil arrête en principe : 1^o l'établissement d'un entrepôt général et unique en transit à délai; 2^o qu'il sera indiqué par affiches et qu'il sera donné par la voie des soumissions ⁵.

Le 21 messidor an XII, un arrêté préfectoral établit l'entrepôt :

« Il est établi à Lyon un Entrepôt général et exclusif, chargé de recevoir les vins, bières, liqueurs, eaux-de-vie et alcools, en transit à délai, soumis à la taxe de l'octroi et qui empruntent le passage de la ville. Cet entrepôt, compris dans une seule enceinte, ne peut avoir qu'une issue. Il est placé immédiatement sous l'inspection de l'autorité publique et de la Régie de l'octroi » (art 1)⁶.

1. Cf. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 107 et s.

2. *Ibid.*, p. 435.

3. Cf. *Ibid.*, p. 467 et s.

4. *Arch. départ. Octrois* 3.

5. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 507.

6. *Arch. départ. Octrois* 3.

Il est dirigé « par un seul entreposeur sous le titre de Directeur. » Il perçoit les redevances pour son compte, il ne peut être révoqué que pour malversation (Art. 40). C'est un fermier. La faculté de transit à délai n'est accordée qu'à lui seul. Il est responsable de toutes les marchandises et de tous les effets entreposés (Art. 2), mais non des « avaries, coulages, déchets ou événements de force majeure » (Art. 7). Il fournit un cautionnement en immeubles de 8.000 f. de revenu net (Art. 7).

Vis-à-vis de la commune et de l'octroi le directeur est responsable « comme un seul et unique entreposeur général » de « toutes fraudes qui pourraient être commises sur les marchandises en transit » (Art. 12). Les bulletins d'entrée et de sortie sont délivrés à son nom (Art. 13 et 17).

L'entrepôt est ouvert du lever au coucher du soleil (Art. 8). Le bulletin d'entrée est délivré aux bureaux de déclaration de l'octroi « sur la déclaration faite par l'entreposeur, des quantités, qualités et espèces des marchandises et effets ; et sur la remise et consignation des droits d'octroi pour les dites marchandises » (Art. 14). Les marchandises sont ensuite déposées à l'entrepôt.

Le directeur tient deux sortes de registres : les uns sont des comptes courants pour chaque entreposeur particulier où sont portées, jour par jour, les opérations de transit intéressant cet entreposeur ; l'autre est « un compte de marchandises générales » où toutes les opérations portées aux divers comptes courants sont relevées journellement. Chaque entreposeur particulier ne peut avoir communication que de son compte courant. L'autorité publique ne peut connaître que le compte général des marchandises (Art. 4 et 5). De son côté, la Régie tient un compte courant

de toutes les marchandises entrées ou sorties en transit (Art. 27).

Une fois entrées à l'entrepôt, les marchandises ne peuvent en sortir que pour la consommation intérieure de la ville « sur la présentation de la quittance des droits d'octroi qui auront dû être acquittés au bureau du transit » (Art. 24) ou pour leur expédition à l'extérieur. A cet effet, il est délivré par la Régie un bulletin de sortie portant : 1^o sur déclaration de l'entreposeur, les quantités, qualités et espèces des marchandises ; 2^o le numéro du bulletin d'entrée ; 3^o l'heure, le mode et le bureau de la sortie (Art. 17 et 18). Tous les bulletins d'entrée ou de sortie doivent être revêtus de trois signatures des employés aux barrières et de deux signatures des employés de l'entrepôt (Art. 30). La sortie doit se faire sans interruption entre l'entrepôt et le bureau de sortie, les marchandises ne peuvent s'arrêter « sous aucun prétexte » (Art. 20). Tout bulletin de sortie non exécuté entraîne la perte des droits consignés (Art. 19).

Comme il était indiqué pour les transits, dans les règlements précédents, entrée et sortie des marchandises ne peuvent avoir lieu que du lever au coucher du soleil (Art. 22). Comme autrefois aussi, la durée de l'entrepôt est de « trois mois au plus ». Elle peut être prorogée par la Régie sur demande adressée trois jours avant l'échéance (Art. 25 et 26).

Les marchandises non exportées à l'échéance sont considérées comme livrées à la consommation intérieure et les droits consignés sont acquis à la Régie (Art. 31).

L'entrepôt est surveillé par deux contrôleurs, l'un fait partie du personnel de la Régie et l'autre représente la ville. Ces fonctionnaires vérifient toutes les entrées ou

sorties et tiennent registre de tous leurs actes. Ils surveillent les opérations intérieures et dressent procès-verbal de toute fraude constatée (Art. 33 à 37). Les préposés de l'Octroi peuvent d'ailleurs procéder à toute heure du jour et de la nuit à une vérification (Art. 38).

La taxe connue sous le nom de » petit droit » et dont la Régie assure le recouvrement, reste en vigueur (Art. 32). Il est perçu, pour l'entrepôt, une taxe dont le maximum est fixé à 0 f. 25 par mois et par hectolitre de vin, de bière, d'eau-de-vie, de liqueurs ou d'alcool. Chaque mois commencé est réputé plein et l'on ne peut payer aucune fraction au-dessous de 0 fr. 25.

Les déboursés relatifs aux chargements et rechargements sont à la charge des entreposeurs particuliers (Art. 10).

L'entrepreneur fut la société Regard Frères, Moze et C^{ie}¹ qui offrait à la commune une somme annuelle de 10.000 f.

Mais s'il y avait un entrepreneur, il n'y avait pas encore d'entrepôt. Les 1^{er}, 5 et 11 brumaire an XIII, le Préfet écrivait, en effet, au Conseil pour lui demander de céder, contre un loyer annuel de 13.000 f., le local de l'Arsenal à MM. Regard Frères, Moze et C^{ie} pour y installer l'entrepôt général². L'Arsenal, édifié sur les bords de la Saône, avait été en partie ruiné par l'incendie, lors du siège de Lyon³. Désireux d'aider à la reconstruction de la place Bellecour dont les maisons avaient été démolies par le siège et qui devait devenir place Bonaparte, le premier Consul avait proposé de céder le terrain de l'Arsenal à la ville. Le Ministre de la Guerre avait abandonné l'Arsenal, mais

1. Arrêté du Ministre des Finances du 17 fructidor an XII.

2. *Cons. mun. P.-V. des séances.* t. I, p. 588.

3. *Ibid.*, p. 545.

depuis le mois de prairial an XII, la concession du terrain à la commune restait encore en suspens ¹.

Le 23 brumaire an XIII, l'assemblée invite le directeur de l'entrepôt « à se procurer un local particulier pour asseoir cet établissement, le Conseil ne pouvant destiner à cet usage le local de l'Arsenal, qui ne lui est pas encore formellement concédé et auquel il espère pouvoir donner une autre destination d'un grand intérêt public, dans le cas où il en obtiendra la concesssion ». La municipalité profitait d'ailleurs de la circonstance pour critiquer le droit d'entrepôt de 0 f. 25 par mois pour chaque hectolitre de liqueurs. Les prix pratiqués sur la place de Lyon en pareille matière ne dépassaient pas d'ordinaire 20 sols par mois pour une pièce de 100 veltes, soit à peu près 8 hectolitres. Ces 8 hectolitres paieraient 2 f. d'après le nouveau tarif, c'est-à-dire le double de ce qu'ils payaient autrefois dans les entrepôts particuliers ².

La compagnie dut réussir à trouver un local, car un arrêté préfectoral du 10 floréal an XIII décide que l'entrepôt sera ouvert le 15 ³.

Les commissionnaires n'avaient pas attendu pour protester. A la séance du 10 floréal an XIII, le Conseil reçoit « plusieurs mémoires concernant les réclamations des commissionnaires... contre l'entrepôt exclusif des liqueurs en transit ⁴ ».

La discussion est ajournée, mais le 20 « une députation nombreuse de négociants-commissionnaires est introduite. Un d'eux, chargé de porter la parole, exprime au Conseil

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 518, 545.

2. *Ibid.*, pp. 589, 590. L'hectolitre contenait environ 12 veltes 1/2 (*ibid.*, p. 589).

3. *Arch. départ.* Octrois 11.

4. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, pp. 650, 651.

toutes leurs inquiétudes sur le nouvel établissement de l'entrepôt général et exclusif des liquides en transit, contre lequel ils viennent renouveler leurs instantes réclamations¹ ».

Le 26, le Conseil vota la suppression², mais ne put forcer l'assentiment de l'autorité supérieure. Les résultats furent désastreux si l'on en juge par un rapport de la commission de l'octroi, dont lecture sera donnée à l'assemblée le 7 juillet 1806 :

« Lyon, par sa position, par l'étendue de ses relations avec les principales places de l'Europe, s'étoit procuré une branche de commerce, soit par le transit des esprits et eaux-de-vie qui y étoient adressés, soit par l'envoi à Lyon de ces mêmes liquides qui y étoient expédiés pour être vendus au compte des consignataires... Depuis l'établissement de cet entrepôt, d'un côté le produit de l'octroi a considérablement diminué par la perte de tous les petits droits, et de l'autre le commerce de Lyon a fait une perte bien plus considérable encore par cela même que les marchandises et liquides ne viennent plus à Lyon depuis que le négociant n'a plus la faculté de les entreposer dans ses magasins particuliers... L'entrepôt général donnant lieu à des frais plus considérables que ceux perçus dans les entrepôts particuliers, il en résulte que les esprits et eaux-de-vie de passage ne peuvent supporter ces frais extraordinaires et prennent une autre direction... L'entrepôt général rend inutiles et déserts de vastes magasins dans l'intérieur de la Ville... Ainsi, le négociant paye une location pour des magasins dont il ne peut se servir, et le propriétaire, par la baisse survenue dans le prix de ces mêmes magasins, éprouve un tort considérable... L'entrepôt général ayant forcé les négociants à se procurer des entrepôts particuliers hors l'enceinte... il en est résulté une émigration de divers ouvriers... lesquels, consommant leurs denrées hors de la Ville, ne payent point d'octroi... Lyon favorisée de la nature... recevait par la Saône toutes les productions du Nord et celles du département

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 660.

2. *Ibid.*, pp. 673, 674.

de la Loire, qui s'y rendoient pour être réexpédiées, après y avoir reçu la dernière main-d'œuvre ; celles du ci-devant Dauphiné qui s'emploient en majeure partie dans nos fabriques de soie ; celles d'Italie et du Piémont et celles des pays méridionaux y affluient de toute part avant l'établissement de l'entrepôt privilégié, pour se disperser ensuite dans toutes les parties du Nord, surtout pendant la guerre maritime. Il n'est aucun de vous qui ne se rappelle à quel degré de splendeur étoit porté le commerce de commission de passage. Quel mouvement il apportoit sur nos ports et nos quais qui semblent être entièrement devenus déserts depuis la création de l'entrepôt exclusif ! »

Chappet-Vangel, dans son rapport du 20 avril 1806, note le mauvais accueil que rencontre l'entrepôt. Longtemps inutile, l'entrepôt n'a reçu quelques marchandises que depuis quelques mois. En avril 1806 on y trouve 900 hectolitres de liquides ; peut-être est-ce la raison pour laquelle 1.046 hectolitres de plus sont entrés cette année ² Ces chiffres sont dérisoires lorsqu'on les compare aux chiffres fournis par Chappet-Vangel, le 22 nivôse an XII : du 1^{er} germinal an X au 30 ventôse an XI, les consignations dans la caisse du transit se sont élevées à 595.220 f. Les mouvements ne laissent jamais plus de 80.000 f. dans la caisse ³. A 4 f. pour le vin, 10 f. pour les esprits-de-vin, cela représente 148.805 hectolitres de vin ou 59.522 hectolitres d'esprit-de-vin qui passent en transit dans l'année, et 20.000 hectolitres de vin ou 8.000 hectolitres d'esprit-de-vin qui séjournent à Lyon.

On peut aussi faire les comparaisons suivantes. Le 5 brumaire an XII : 858 hectolitres 08 de vin de France, 72 hectolitres 91 de vin étranger, 949 hectolitres 53 d'eau-de-

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. II, pp. 92, 93.

2. *Arch. départ.*, Octrois 11.

3. *Arch. départ.*, Octrois 3.

vie et 767 hectolitres 15 d'alcool étaient en transit à Lyon¹.

Enfin, le 25 juin 1807, l'Entrepôt passe sous la régie directe de la commune, le Conseil :

« Considérant que la tenue de cet entrepôt, par un directeur étranger à la commune, et dont les opérations sont indépendantes de la surveillance de l'autorité locale, présente entre autres graves inconvénients, celui de faciliter la fraude... et aussi celui de concentrer, dans une seule main, toutes les opérations de commerce de commission — considérant que jusqu'à ce moment, il n'a pas été possible d'obtenir pour les commissionnaires... la faculté de transit à délai en entreposant, dans leurs magasins particuliers, les marchandises sujettes au droit d'octroi... considérant que le traité passé entre M. le Maire et MM. Regard Frères, Moze et C^{ie} est avantageux à la Commune, puisque la Ville, en remboursant le prix du terrain et des constructions.... obtient en même temps la cession du privilège exclusif que leur a accordé S. E. le Ministre des Finances²... »

5^o *L'Octroi « fermier général de la République
et de l'Empire ».*

Le Gouvernement avait dirigé secrètement l'augmentation de l'octroi. Il avait approuvé et sans doute provoqué certaines des mesures les plus rigoureuses prises contre la fraude. Sa « sollicitude » à son égard ne se bornait pas là. On a vu que l'arrêté des Consuls du 24 frimaire an XI, prélevant sur les produits de l'octroi 5 p. 100 pour le « pain blanc des troupes », avait levé les dernières hésitations du Conseil et entraîné aussitôt une surtaxe sur le vin et la bière³. Le titre XIII, article 75 de la loi de finances du 24 avril 1806 portera ce prélèvement à 10 p. 100 à compter du 1^{er} janvier 1806⁴.

1. Arch. départ.. Octrois 7.

2. Cons. mun. P.-V. des séances, t. II, p. 200.

3. Cf. p. 382.

4. Arch. nat. AD^{IX} 539, Recueil des lois et règlements sur les octrois, p. 47.

C'était là une première main-mise du pouvoir central sur des recettes purement locales et destinées à des besoins locaux. Sain-Rousset, le 29 pluviôse an X, avait fait preuve de clairvoyance en s'écriant « Puissent les produits de cette taxe rester vierges des atteintes de l'Administration générale ! », et l'on comprend la très vive réaction du pouvoir central qui méditait peut-être déjà cette « atteinte¹ ».

Seize mois plus tard c'était le Conseil municipal lui-même qui lui offrait d'en perpétrer une seconde en demandant le 28 floréal an XII, que la contribution personnelle mobilière fût prise sur les recettes de l'Octroi. Mesure justifiée à bien des égards, mais qui n'en était pas moins un second empiètement de l'État sur une recette communale. Le Conseil s'en aperçut un peu tard au moment où l'État lui accordait cette « faveur ».

Ce n'était pas là les seules ambitions du pouvoir central.

Le « Conseiller d'État ayant le département de la comptabilité communale et des octrois », l'ancien directeur des douanes de Nantes, Français qui, dans la coulisse, réglait les mouvements du Conseil, avait des vues très arrêtées sur la place qu'il convenait d'attribuer aux octrois dans la réorganisation financière de la République.

Personne en l'an IX, dans les classes éclairées, n'élève plus d'objections de principe contre les impôts indirects. « L'opposition semblait alors plus pressée que le Gouvernement lui-même de revenir aux impôts de consommation » constate M. Marion². Les contribuables, eux-mêmes, sollicitaient « des impôts indirects pour diminuer un peu l'insupportable fardeau des autres³ ». Si le Gouvernement

1. Cf. p. 70.

2. *Histoire financière*, IV, p. 218.

3. *Ibid.*, p. 200.

ne se hâte pas, c'est qu'il prépare progressivement son système de perception. Ce système, Français de Nantes, semble en être le principal artisan.

Quand il arrive à la Comptabilité communale, il trouve, dit-il, en germinal an X : 400 octrois municipaux. Une centaine d'entre eux étaient régis d'une façon désastreuse et leur exploitation coûtait 25 ou 30 p. 100, « hors sept ou huit grandes villes qui avoient des baux à ferme, tout le reste étoit abandonné à toutes les chances, à tous les abus qu'entraîne la Régie directe ».

Français commence par mettre de l'ordre dans tout cela : « Je crus devoir commencer par la suppression des employés et des bureaux parasites, par la refonte d'un grand nombre de tarifs et de règlements locaux, par une nouvelle direction que j'imprimai au service, et je rendis publique l'intention formelle de destituer tous les directeurs qui ne seroient pas parvenus à ramener, dans trois mois, les frais d'exploitation à 12 p. 100 au plus ¹. »

C'était la première phase de la manœuvre : l'organisation du terrain conquis. La position ainsi assurée va servir de base de départ pour la seconde phase : extension des octrois à toutes les communes importantes : « J'annonçoi, continue Français, le sept thermidor (an X) l'adjudication pour le 1^{er} vendémiaire, des petits octrois en ferme, des grands octrois en régie intéressée, après affiches et publications, et à extinction de feu ». Et il livre au premier Consul le secret de ses succès, ce mélange de persuasion et d'autorité qui donnait aux pouvoirs locaux l'illusion d'agir par eux-mêmes, sans les laisser cependant s'écarter de la ligne qu'il leur avait lui-même tracée : « Je trouvoi opposé à ce système les

1. *Arch. nat.* AFIV 1078, p. 105.

Directeurs qui craignoient de perdre leurs places... ; les Maires qui alloient perdre leur influence dans cette portion de leur administration ; les Conseils communaux qui craignoient les vexations des fermiers, enfin tous ceux qui par le fait jouissoient de quelque privilège sous l'ancien système de Régie. — Les résistances de l'aveuglement, je les ai fait évanouir par une correspondance confiante et loyale, et celles de l'intérêt personnel ont disparu par les décisions du Ministre ¹. » Ces dernières lignes éclairent toute l'histoire de l'Octroi de Lyon.

Au milieu de l'an XII, le second objectif est atteint : il y a alors sur le territoire de la République 2.250 octrois y compris ceux des « départements réunis », 2.109 en France proprement dite ².

Français se proposait dès lors d'étendre les octrois aux communes rurales et d'y restaurer les droits levés autrefois par « le Roy, les seigneurs, les villes et les corporations... non tels qu'ils étoient devenus, mais tels qu'ils furent d'abord créés, et en les appropriant d'ailleurs aux nouvelles lumières et au nouveau régime, né du grand changement qui s'étoit opéré, il y avoit déjà un demi-siècle, dans les idées et les opinions du peuple ³ ».

Le premier Consul renvoya le projet à Lebrun qui répondit : « une pareille opération demande bien de la sagesse et bien des années ; si on la proposoit aujourd'hui, elle révolteroit toute la France ⁴. »

Français de Nantes était donc arrêté dans la réalisation de son grand projet, mais un autre projet s'élaborait, dont

1. *Arch. nat* AFTV, 1078, p. 105.

2. *Ibid.*, p. 76.

3. *Ibid.*, p. 105.

4. *Ibid.*, p. 107.

il n'est ni le seul, ni le principal auteur, mais qu'il a suivi de près, et dont il a, à son rang, préparé la réalisation.

Tout le monde au Gouvernement, dans les Conseils, chez les contribuables même, réclamait le rétablissement des impôts indirects. Il existait en l'an XI un impôt sur les poudres et salpêtres, des droits sur les tabacs, des droits de passe sur les routes, le tout, malgré des augmentations successives, peu productif ¹. Dès germinal an VIII, le ministre Gaudin proposait de rétablir un impôt sur les boissons ². Bonaparte n'osa pas encore rompre aussi complètement avec le dogme révolutionnaire, il fallait éprouver davantage l'opinion, préparer les moyens d'assurer la perception. En l'an XII, il semblait que le moment fût venu.

La loi de finances du 5 ventôse rétablit 'au profit de l'État un droit de 0 f. 40 par hectolitre sur le vin, la bière, les eaux-de-vie, et 0 f. 16 sur le cidre, elle le joint aux droits sur le tabac et sur les voitures publique sous le nom de « Droits réunis », et en confie la perception à une « Régie ³ ». C'était un droit de faible rendement, un début timide, « un centre où viendront se ranger toutes les contributions indirectes, une machine qui en sera comme le noyau... » disait Bonaparte lui-même ⁴. L'inventaire chez les débitants, la plus détestée des mesures de l'ancienne ferme générale, n'était pas rétabli, un simple inventaire chez les récoltants pendant les six semaines suivant la récolte était imposé. Mais l'article 52 prévoyait expres-

1. Cf. M. MARION, *Histoire financière*, t. IV, pp. 19, 20, 261.

2. *Ibid.*, p. 201.

3. *Bulletin des lois*, 345, n° 3610 et M. MARION, *Histoire financière*, IV, p. 263.

4. MARION, *op. cit.*, p. 264.

sément que dans les villes « murées » où fonctionnait un octroi, les inventaires seraient, sur la demande des Conseils municipaux, remplacés par une taxe à l'entrée ¹. La fabrication de la bière était soumise aux formalités de l'ancien régime, déjà expérimentées à Lyon par l'administration de l'Octroi.

Français de Nantes avait suivi les travaux préparatoires à la loi, le rétablissement de l'ancienne perception sur la bière à Lyon était un ballon d'essai. Le 20 pluviôse an XII, il adresse au premier Consul un mémoire sur les octrois, et, en le lui envoyant, il déclare : « Dès qu'il m'a été connu que le Gouvernement vouloit adopter un système d'impositions indirectes, j'ai adopté celui que m'avoient présenté plusieurs Préfets du Nord et qui consiste dans un droit d'exercice sur les Brasseries, les Genièvreries, et Boucheries... j'ai pensé qu'il étoit désirable que les administrations municipales ouvrirent et préparassent les voies aux impositions nationales ; que c'étoit un moyen de les faire recevoir avec plus de faveur et de facilité, outre l'utilité que les communes y trouvent pour leur compte ². » Dès le 9 ventôse, il avait étudié l'application des droits à Paris, et il avait signalé combien il serait avantageux que les octrois municipaux fussent chargés de leur perception ³ : en effet, il y avait là une administration déjà éprouvée, aisément tolérée par les populations, susceptibles de percevoir sans frais supplémentaires. L'article 52 rendait, d'ailleurs, cette mesure inévitable dans les villes qui voudraient profiter de la facilité qu'il offrait et il était certain que ce seraient les plus nombreuses. La loi prévoyait

1. *Bulletin des lois*, loc. cit.

2. *Arch. nat.* AF^{IV} 1078, p. 97.

3. *Ibid.*, p. 99 et p. 81.

d'ailleurs que dans l'avenir, octroi et régie des droits réunis fusionneraient.

Français de Nantes convainquit le premier Consul, l'arrêté du 28 ventôse enleva les octrois au Ministère de l'Intérieur ¹, malgré l'avis contraire de Lebrun ², pour les placer dans le département de la Régie des Droits réunis et du Ministère des Finances et le 6 germinal an XII, Français de Nantes reçut la direction de cette régie ³. La perception du droit sur les boissons fut confiée à l'administration des octrois municipaux, partout où ils existaient ; une commission de 1 p. 100 leur est accordée ⁴. Les octrois municipaux devenaient ainsi, bon gré mal gré, les « fermiers généraux » de la République. N'était-ce pas le moyen le plus simple pour l'État d'éviter le plus possible « le contact entre l'employé et le contribuable », grande préoccupation, suivant M. Marion, de la loi du 5 ventôse an XII ⁵.

En vain Lebrun objectait-il que « les grandes communes se plaindroient d'être dépouillées de l'administration de leurs revenus municipaux, et les croiroient menacés d'être confondus avec les droits réunis dans la main du Gouvernement et dans le Trésor Public ⁶ ».

Ainsi à la fin de la Régie Guille, en 1807, l'octroi « municipal et de bienfaisance » percevait directement au nom de l'État les droits sur les bières et alcools, et indirectement

1. Cf. p. vii.

2. *Arch. nat.* AFIV 1078, p. 100.

3. Cf. p. vii.

4. *Arch. départ.* Octrois, carton non numéroté.

5. *Op. cit.*, p. 263.

6. *Arch. nat.* AFIV 1078, p. 100. Il disait aussi assez naïvement « que faire du Ministère de l'Intérieur ? Il n'aurait plus que l'Agriculture, le Commerce, la statistique et les manufactures et tout cela va presque tout seul quand la finance n'en trouble point la marche ».

au profit du même État : 1^o 10 p. 100 des recettes pour le pain blanc des troupes; 2^o le montant de la contribution personnelle mobilière. Ces deux derniers objets atteindront cette même année une somme totale de 512.804 f. 20 sur un produit brut de 2.357.449 f. 22¹, soit près de 25 p. 100. Français de Nantes aurait voulu pousser ces prélèvements jusqu'à 50 p. 100².

§ 4. — LE RENDEMENT DES TAXES ET LES RÉSULTATS
DE LA SECONDE RÉGIE INTÉRESSÉE

Pour apprécier le rendement de l'Octroi, nous rencontrons une grave difficulté du fait que les Archives départementales ne contiennent les états mensuels détaillés des produits que jusqu'à la fin de l'an XII.

Il est donc impossible de suivre sur une période étendue les répercussions du nouveau tarif qui entre en application le 1^{er} vendémiaire, puisque nous n'avons de renseignements très précis que pour une année d'application de ce tarif.

Il est tout aussi difficile de déterminer les conséquences de l'ouverture de l'entrepôt, le 15 floréal an XIII.

Enfin, nous n'avons aucune donnée satisfaisante sur l'importance du transit, car les états ne portent que deux indications : 1^o le montant des sommes encaissées, somme provenant de consignations acquises au titre de consommation intérieure et qui n'intéressent donc pas le transit ; 2^o le montant des « petits-droits », qui ne permettent aucune évaluation, puisque toutes les marchandises les ont acquittés.

1. Cf. p. 427 et Conseil municipal. *Procès-verbaux des séances*, t. II, p. 233. Nous ne parlons pas ici du « don gratuit » essentiellement temporaire que la Commune faisait à l'État pour la construction d'un bateau.

2. *Arch. nat.* AF^{IV} 1078, p. 6.

En dernier lieu, le rendement obtenu par la Régie provisoire de la ville, du 24 messidor an X au 19 brumaire an XII¹, échappera à toute comparaison, car il n'a pas été établi de compte spécial pour cette période : les recettes ont été incluses dans celles de l'exercice an XI-an XII, les frais d'exploitation ont été prélevés sur la somme abonnée et le nouveau régisseur a perçu les bénéfices auxquels il aurait eu droit, s'il avait effectivement régi. Pratiquement ces bénéfices étaient illusoires, puisqu'il remboursait les dettes de son prédécesseur.

Les recettes et les frais se répartissent comme suit ² :

1^{re} année (1^{er} germinal an X au 30 ventôse an XI) :

Emploi	Taxe principale	1.240.561 f. 27	} 1.385.677 f. 90
	Taxe additionnelle. . .	145.116 f. 63	
	Portion pour la ville. .	1.181.980 f.	
	Frais.	171.250 f.	
	Bénéfice du régisseur .	(perte)	
	Portion réservée au Trésor (Pain blanc des troupes)	32.446 f. 35	

2^e année (1^{er} germinal an XI au 30 ventôse an XII) :

Emploi	Taxe principale.	1.398.381 f. 93	} 2.105.087 f. 35
	Taxe additionnelle	167.085 f. 22	
	1 ^{re} Taxe supplémentaire (à partir du 5 prairial an XI).	207.117 f. 39	
	2 ^e Taxe supplémentaire (à partir du 1 ^{er} vendémiaire an XII). . .	332.502 f. 81	
	Portion pour la ville. .	1.726.589 f. 47	
	Frais.	200.000 f.	
Emploi	Bénéfices du régisseur.	87.624 f. 75	
	Portion pour le Trésor (Pain blanc des troupes)	90.873 f. 18	

1. Cf. pp. 343 et 355.

2. Arch. mun. L 2, Octroi. Nous avons rectifié les erreurs que présentait cet état et nous l'avons complété en indiquant l'« emploi » des recettes pour les 4^e et 5^e années, qui n'y figurait pas.

3^e année (1^{er} germinal an XII au 30 ventôse an XIII) :

Taxe principale.	1.431.177 f. 42	} 2.451.833 f. 66
Taxe additionnelle	174.779 f. 78	
1 ^{re} Taxe supplémentaire	281.939 f. 37	
2 ^e Taxe supplémentaire.	563 937 f. 09	
Emploi {	Portion pour la ville.	2.013.411 f. 16
	Frais.	215.000 f.
	Bénéfices du régisseur.	117.453 f. 50
	Pain blanc des troupes.	105.969 f.

4^e année (1^{er} germinal an XIII au 21 mars 1806) :

Taxe principale.	1.474.916 f. 85	} 2.536.826 f. 25
Taxe additionnelle	178.970 f. 05	
1 ^{re} Taxe supplémentaire	289.517 f. 44	
2 ^e Taxe supplémentaire.	593.421 f. 91	
Emploi ¹ {	Portion pour la ville.	2.054.996 f. 42
	Frais	215.000 f.
	Bénéfices du régisseur.	158.672 f. 13
	Pain blanc des troupes.	108.157 f. 70

5^e année (22 mars 1806 au 21 mars 1807) :

Taxe principale.	1.385.145 f. 31	} 2.357.449 f. 22
Taxe additionnelle	165.579 f. 86	
1 ^{re} Taxe supplémentaire	259.634 f. 06	
2 ^e Taxe supplémentaire.	547.089 f. 99	
Emploi ² {	Portion pour la ville.	1.861.544 f. 04
	Frais	215.000 f.
	Bénéfices du régisseur.	74.066 f. 98
	Pain blanc des troupes.	206.838 f. 20

1. Ces chiffres sont approximatifs. En effet la loi de finances du 24 avril 1806 a fixé à 10 p. 100, à compter du 1^{er} janvier 1806, la retenue pour le pain blanc des troupes (Cf. p. 418). Comme nous n'avons pas d'états mensuels, nous ignorons quelle fut la recette du 1^{er} janvier au 21 mars 1806; nous ne pouvons donc calculer le montant de ces 10 p. 100. Nous avons adopté le taux de 5 p. 100 comme précédemment.

2. Les chiffres fournis par le Conseil en juillet 1807 (*P.-V. t. II, p. 232*) sont un peu différents : le produit de l'octroi, déduction faite des frais de régie, est de 2 068.632 f., nos calculs donnent : 1.861.544,04 + 206.838,20 = 2.068.382 f. 24; la retenue de 10 p. 100 est de : 212.884 f. — ce qui est assez étrange — nous l'estimons à 206.838 f. 20. Enfin les chiffres relatifs à la retenue de 5 et 10 p. 100 sur les produits nets de l'octroi devraient tous être diminués car un avis du Conseil d'Etat du 4 août 1807 précisa qu'ils ne devaient pas être perçus sur « la partie des revenus des villes qui est versée au trésor, en remplacement des con-

Si l'on excepte les deux premières années, où l'ancien tarif est encore en vigueur, le rendement moyen est de 2.200.000 f. Les bénéfices des régisseurs, au lieu d'être de 300.000 f. comme sous la Régie Ricard, ne dépassent jamais 160.000 f. La somme de 1.131.000 f. que doit recevoir la ville en taxe principale est versée chaque année très exactement à la caisse municipale. Bien que la première année de cette Régie, c'est-à-dire du 1^{er} germinal an X au 30 ventôse an XI, le bénéfice des régisseurs ait été inexistant, la ville touche 1.181.980 f. Frais et bénéfices oscillent entre 12 (première et cinquième années) et 13 p. 100 (deuxième et troisième années) et n'atteignent 15 p. 100 que la quatrième année.

En quantités, on obtient de l'an X à la fin de l'an XII, date après laquelle nous n'avons plus de tableaux annuels par exercice, ni de tableaux mensuels :

1^{er} germinal an X-30 ventôse an XI¹.

Vins de France	193.418 hl. 95 1/2
Bœufs	10.844
Moutons	113.118
Bois	28.489 st. 09
Foin	463.972 myriagr.

1^{er} germinal an XI-30 ventôse an XII².

Vins de France	231.627 hl. 24 1/2
Bœufs	12.040
Moutons	123.846
Bois	29.804 st. 7/20
Foin	496.836 myriagr. 1/2

tributions personnelle, mobilière et somptuaire ». (*Arch. nat. AD^{IX} 539. Recueil des lois et règlements sur l'octroi*, p. 53.) Le receveur municipal avait compté comme nous l'avons fait, sans opérer cette déduction. La ville réclamait de ce fait au Trésor, en janvier 1808, 47.803 f. 61 comme « trop perçus » depuis le 1^{er} vendémiaire an XIV (*Cons. mun. P.-V. des séances*, t. II, p. 284).

1. *Arch. départ. Octrois* 1. Cf. Pièce justificative n° 3.

2. *Arch. départ. Octroi* 11. Cf. *Ibid.*

Le nouveau tarif étant entré en vigueur le 1^{er} vendémiaire an XII, si l'on veut essayer d'évaluer les répercussions qu'il a pu avoir sur les produits de l'octroi, ces chiffres sont insuffisants. Il ne faut plus compter par exercice allant de germinal à ventôse, mais par année du 1^{er} vendémiaire au 5^e jour complémentaire.

Si l'on compare sur cette base les ans XII et XIII, où s'applique le nouveau tarif, à l'an X ou à l'an XI, on relève les quantités suivantes :

	AN XII	AN XIII ¹
Vin	252.062 hl. 50	295.134 hl. 92
Bœufs.	11.430	9.990
Moutons.	126.308	120.094
Bois	31.685 st. 17/20	29.090 st. 9/10
Foin	568.504 myriagr.	444.185 myriagr.
	AN XI ²	AN X ³
Vin	174.032 hl. 12	160.988 hl. 51
Bœufs.	10.745	10.830
Moutons.	116.613	105.661
Bois	30.930 st.	25.474 st.
Foin	431.336 myriagr.	422.211 myriagr.

Il y a donc progrès continu. C'est qu'en effet la situation économique s'améliore constamment en France du début de l'an X (septembre 1801) à la fin de l'an XIII (septembre 1805). La paix continentale était assurée depuis février 1801 par le traité de Lunéville, la paix maritime l'est à son tour en mars 1802 par le traité d'Amiens. Le premier Consul élève contre les produits anglais, que la paix ris-

1. Arch. départ. carton non numéroté. L'état a été établi sur la base vendémiaire 5^e j. c. an XIII par l'administration elle-même. Il n'y a pas d'états mensuels.

2. Etabli par nous n'après les tableaux mensuels des Arch. départ. Octroi 4.

3. Même remarque. Tableaux mensuels dans Arch. départ. Octrois 12.

quait d'introduire en France, une barrière de tarifs douaniers et il favorise le développement économique de la République. Le Conseil municipal vante la sollicitude qu'il porte à l'industrie lyonnaise. Ce n'est pas pure flatterie.

A la fin de l'an IX, Verninac souhaitait que le costume des fonctionnaires fût choisi de façon à favoriser l'industrie lyonnaise, et Verninac lui-même ajouta en note sur le manuscrit de sa *Description du Rhône* ¹ : « Le 1^{er} Consul, depuis la rédaction de ce mémoire, a réglé différents costumes conformément à ces vues ». Il souhaitait que la mode donnât de la vogue aux crêpes de Lyon, et il note encore : « M^{me} Bonaparte s'est occupée avec succès de faire connaître le mérite des crêpes de Lyon : grâce à ses soins, les fabriques dans ce genre sont dans la plus grande activité ».

Les commandes officielles soutiennent l'industrie lyonnaise : de 1803 à 1804, la maison Pernon reçut pour plus de 700.000 f. de commandes de tentures d'ameublement ².

Des mesures législatives la protègent :

Najac, à la fin de l'an X, se faisait l'écho des vœux du Conseil en demandant l'interdiction d'exporter les soies teintées, « car c'est en grande partie la beauté des teintures faites à Lyon qui assure aux étoffes qui s'y fabriquent la préférence sur les étoffes étrangères ³ ».

Un arrêté des Consuls lui donne satisfaction, le 5 germinal an XI ⁴.

Les soies de Piémont arrivent à Lyon en franchise et

1. Arch. nat. AF^{IV} 1051, dossier 11, p. 20.

2. A. POIDEBARD et J. CHATEL, *Camille Pernon*, p. 17. V. aussi S. CHARLÉTY, *La vie économique*, p. 373.

3. Arch. nat. AF^{IV} 1051, doss. 11, p. 26.

4. *Ibid.*, cart. 89, pl. 505, 5 germinal, n° 6.

pour favoriser le commerce de commission lyonnais, on leur fait payer, à la sortie du territoire de la République, une taxe moins forte si elles ont transité par Lyon ¹.

La rupture de la paix d'Amiens, en mai 1803, et la reprise de la guerre maritime ne semblent pas avoir gêné la reprise économique. On a vu qu'elle favorisait même l'épicerie lyonnaise : la création d'un entrepôt à Lyon pour les denrées coloniales augmentera encore l'activité de cette branche du commerce lyonnais ². Les soieries ne souffriront pas de la fermeture des mers, car leur clientèle est surtout en Europe centrale; Leipzig, Francfort, Hambourg en sont les centres principaux ³. A la fin de l'an X, la situation à Lyon, telle que l'expose le Préfet Najac ⁴, est la suivante : la soierie occupe 10.334 métiers et près de 20.000 ouvriers, elle fait plus de 51.000.000 de f. d'affaires ⁵; mais ces chiffres, très satisfaisants si l'on se souvient de ceux de l'an VIII, ne doivent pas faire illusion : les manufactures de soie « iroient promptement vers leur ruine, si l'on ne prenoit incessamment les moyens les plus efficaces pour former des apprentis et des compagnons. Ceux qui sont employés en cette dernière qualité aujourd'hui, sont des maîtres de fabrique ruinés et qui n'ont pas d'autre ressource pour exister ». Or leur situation est misérable : « Avant 1789 on donnoit 17 sols par aune de fabrication,

1. E. PARISET, *La Chambre de Commerce de Lyon*, p. 157.

2. Cf. PARISET, *ibid.*, pp. 41-42, 47-48 et 147. S. CHARLÉTY, *La vie économique*, p. 377. Il ne faut pas oublier que l'« épicerie » lyonnaise fait le commerce du coton, aussi bien que celui du sucre, du café et du cacao.

3. PARISET, *Ibid.* p. 96. Voir aussi du même, *Histoire de la fabrique lyonnaise*, p. 281 et s.

4. Compte-rendu... de la situation du département du Rhône au 10 fructidor an X. *Arch. nat.* AF^{IV} 1051, dossier 11, p. 26.

5. PARISET, *Chambre de Commerce*, p. 86, dit 9.490 en 1802 après la « paix générale ». Le chiffre de Najac est postérieur et résulte d'un recensement effectué en thermidor. C'est Pariset qui donne le chiffre de 51.000.000.

aujourd'hui on donne 12, 13 et 15 sols par aune, l'ouvrier en fait trois aunes, il faut qu'il se fournisse de tous les agrés qui sont nécessaires, il faut qu'il paye ses impositions, qu'il nourrisse sa famille, et le prix de son travail journalier ne lui en donne pas les moyens¹. Il n'est pas un fabriquant à Lyon qui ne reconnaisse cette vérité, il n'en est peut-être pas un, qui ne consentît à donner une augmentation de prix, si ce prix était uniforme et obligatoire pour tous. » C'est pourquoi, et il est d'accord en cela avec le Conseil municipal et la Chambre de Commerce, le Préfet Najac souhaite des « règlements », susceptibles de remplacer les maîtrises et les jurandes. La loi du 18 mars 1806 (création des Conseils de prudhommes) lui donna satisfaction². Il souhaite aussi l'exemption de la conscription pendant le temps de l'apprentissage, la suppression de l'impôt des portes et fenêtres³ qui « pèse de la manière la plus sensible sur les ouvriers en soie », car « dans cette profession il leur faut beaucoup de jour, et un malheureux ouvrier en ce genre a besoin d'une quantité de fenêtres telle, qu'il se trouve payer proportionnellement plus que l'homme aisé qui, dans le local qu'il habite, n'a pas un égal besoin de fenêtres ».

Si donc l'industrie de la soie est en progrès, la situation des 20.000 ouvriers qu'elle emploie est pénible.

La chapellerie occupe 3.000 ouvriers, leur situation doit être bonne, car « ils font la loi aux fabricants » en

1. PARISSET, *op. cit.*, p. 86, n. 2. fait le calcul suivant : un atelier de deux métiers employant 4 personnes gagne par jour 5 l. 2 sous ; ses frais s'élèvent à 4 l. 13 sous.

2. Cf. E. PARISSET, *Histoire de la fabrique lyonnaise*, p. 269 et s. S. CHARLÉTY, *La vie économique*, p. 370 et sq.

3. Créé le 24 novembre 1798 et sans précédent sous l'ancien régime. Cf. R. STOURM, *Les finances de l'ancien régime et de la Révolution*, t. I, p. 265 et s. et MARION, *Histoire financière*, t. IV, p. 115 et s.

les menaçant de grèves quand les commandes affluent.

La population lyonnaise est évaluée en l'an XII à 95.000 habitants ¹.

Nous n'avons pas de renseignements précis sur l'état économique de Lyon pendant les années XII et XIII. A en juger par ce que l'on sait de 1806, la situation semble être restée à peu près stationnaire. La population n'aurait été en l'an XIII que de 94.041 habitants ².

Au début de l'an XIV tous les ouvriers sont occupés. « Ils l'eussent même été en plus grand nombre ³. » Donc la situation économique s'est peut-être un peu améliorée.

Cette amélioration, cependant, ne peut pas justifier l'accroissement continu des entrées de l'an XI à l'an XIII.

Il faut vraisemblablement l'attribuer surtout à l'état des récoltes, particulièrement des récoltes en vin. Najac, à la fin de l'an X, donc au mois d'août, déclare que « des crues d'eau, telles qu'on n'en avoit vu depuis 1755, ensuite la gelée, la grêle et une extrême sécheresse ont successivement cette année affligé le département. La récolte en vin qui eût fait la principale richesse sera peu considérable ». Et en effet en l'an XI le vin fut très cher. « Il y a dix ans qu'elle (cette boisson) n'avait été aussi chère », écrit Chouly ⁴. L'année est « notoirement connue pour ingrate », dit-on en plein Conseil municipal ⁵.

En l'an XII, au contraire, la récolte fut des plus abon-

1. Arch. départ. Octrois 4.

2. Cons. mun. P.-V. des séances, t. II, p. 156. Arch. nat. F²⁰ 247. p. 29.

3. Arch. nat., *ibid.*

4. Cons. mun. P.-V. des séances, t. I, p. 434.

5. *Ibid.*, p. 469.

dantes¹, et Guille estime, en messidor an XII, que « quelle que soit l'apparence de la récolte prochaine, on ne peut se flatter d'une abondance égale à celle de l'année dernière ². » L' « année dernière », c'est évidemment l'an XII qui s'achève.

En l'an XIII, les vignes furent ravagées par la grêle ³. Cependant, on s'attendait encore à une bonne année ⁴, et Chappet-Vangel vient affirmer, en germinal an XIII, que « la récolte cette année a été extraordinairement abondante » et que cette année ne peut être considérée comme un « terme moyen ⁵ ».

A cette grande abondance des vins s'ajoute encore en l'an XIII l'afflux des visiteurs, attirés par les brillantes fêtes qui marquèrent, en brumaire et en germinal, le passage du Souverain Pontife à l'aller et au retour du voyage qu'il fit pour sacrer l'Empereur et, en germinal encore, le passage de LL. MM. l'Empereur et l'Impératrice, qui descendaient en Italie ceindre la couronne lombarde ⁶.

Ce sont donc ces circonstances qui expliquent les recettes de l'an XII et les très hautes recettes de l'an XIII. Auraient-elles été plus fortes encore si le tarif avait été plus bas ? C'est possible, mais il semble bien qu'en fait, les augmentations de tarif n'ont guère entravé le commerce lyonnais.

Aussitôt après l'an XIII, les recettes fléchissent. Si la

1. Rapport de Chappet-Vangel. *Arch. départ.* Octrois 11.

2. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. I, p. 533.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, p. 536.

5. *Arch. nat.* F^o II. Rhône 12 et *Arch. départ.* Octrois 11.

6. A. METZGER et J. VAESSEN, *Lyon sous le Directoire, le Consulat et l'Empire*, pp. 53 et s. Comparer les opinions de M. Prudent, p. 455.

4^e année de la Régie (1^{er} germinal an XIII-21 mars 1806) est la plus productive de toutes (2.536.826 f.25), le chiffre énorme de 2.715.618 f. 43 de recettes du 1^{er} vendémiaire au 5^e j. c. an XIII, montre bien que ce sont les recettes de l'an XIII qui font la valeur de cette quatrième année.

Dès le début de 1806, la situation économique empirait en effet. La guerre continentale a repris à la fin de 1805¹. Dès janvier, l'affaire des « commerçants réunis » provoque une crise monétaire aiguë; de nombreuses faillites ont lieu en France; la foire de Leipzig à Pâques, un des gros débouchés lyonnais, fut mauvaise, 2.000.000 f. d'étoffes restèrent invendues². Un rapport du Préfet du Rhône permet de suivre presque mois par mois les réactions de la place de Lyon. Au début de l'année : grosse activité dans les manufactures; puis, dès les premiers mois, chômage considérable, cependant les faillites de Paris, Bordeaux et Marseille ne produisent pas une « secousse aussi grande qu'on auroit pu le craindre ». Pendant le second trimestre, « la langueur du commerce augmentera beaucoup encore ». Au cours du troisième trimestre, les menaces de guerre aggravent la situation, « la fabrique de la soie éprouva tout à coup la plus forte interruption qu'on eût jamais vue. La foire de Leypsik fut paralysée par les circonstances; les commissions qui occupent les métiers lyonnais pendant l'hiver et qui se donnent à la suite de cette foire cessèrent entièrement. Les commissions de Paris furent contremandées et il fallait, pour prévenir une grande misère, que les fabricants fissent travailler sur leurs propres fonds ». Le quatrième trimestre est plus désastreux encore : « toutes les

1. G. PARISSET. *Le Consulat et l'Empire*, p. 384.

2. *Ibid.*, p. 390 et E. PARISSET, *Chambre de Commerce*, p. 105. Sur l'affaire des « commerçants réunis ». Cf. M. MARION, *Histoire financière*, t. IV, p. 276 et s.

branches du commerce ont été frappées à la fois et la soudaine interruption des relations avec la Russie a surtout anéanti le commerce de Lyon, très considérable et très lucratif avec cette puissance pour les étoffes de soie et de broderie. D'un autre côté les changes sont devenus si désavantageux pour les négociants Russes, qu'ils n'ont pu s'acquitter envers les Lyonnais des sommes importantes qu'ils leur devoient ¹. »

En 1807, la situation se rétablit un peu, mais surtout dans le second semestre, et la Régie Guille n'en put profiter ².

Enfin la grêle, pendant l'été, gâte la récolte des vins du Beaujolais. D'ailleurs le commerce des vins, cette même année 1806, fut ralenti tant par l'abondance des récoltes des années précédentes que par les impôts ³. Cette dernière considération nous explique pourquoi, dans la 5^e année de la Régie, la taxe principale est si faible (1.385.145 f. 31, moins que pendant la 2^e année).

Le seul élément un peu favorable à l'octroi réside dans l'augmentation de la population, qui est de 99.681 âmes en 1806 et atteindra 105.370 en 1807 ⁴. Les 2/3 de cette population sont aisés. L'élément ouvrier (25.000) comprend normalement 3.000 miséreux et 3.000 individus de situation précaire ⁵. En 1806, évidemment, la population ouvrière presque tout entière fut éprouvée ⁶.

Il est probable que c'est à l'importance de la population aisée et à l'accroissement de la population, que l'octroi

1. *Arch. nat.* F³⁰ 247, pp. 84 et 85. Voir E. PARISSET, *Chambre de Commerce*, p. 105 et 106. S. CHARLÉTY. *La vie économique*, p. 377.

2. Cf. PARISSET, *ibid.*, p. 109.

3. *Arch. nat.* F³⁰ 247, p. 28 et 71.

4. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. II, p. 156.

5. *Arch. nat.* F³⁰ 247, p. 32.

6. Cf. PARISSET, *Chambre de Commerce*, p. 106.

doit d'avoir très peu pâti de cette année de crise, puisqu'il rapporte encore sensiblement autant qu'en l'an XII et beaucoup plus qu'en l'an X et en l'an XI¹.

On peut donc conclure que les élévations de tarif de l'an XII n'ont pas raréfié la matière imposable et qu'elles se sont tenues dans des limites raisonnables.

Les mois les plus productifs sont :

En l'an X :

Brumaire (octobre-novembre)	167.032 f. 80
Pluviôse (janvier-février)	126.194 f. 99
Fructidor et les 5 j. c. (août-septembre).	123.772 f. 13
Germinal (mars-avril).	113.011 f. 81

En l'an XI :

Frimaire (novembre-décembre)	163.075 f. 67
Brumaire (octobre-novembre)	155.624 f. 59
Fructidor et les 5 j. c. (août-septembre).	151.060 f. 35
Nivôse (décembre-janvier).	128.107 f. 11

En l'an XII :

Brumaire (octobre-novembre).	348.998 f. 19
Frimaire (novembre-décembre)	293.244 f. 61
Nivôse (décembre-janvier).	221.381 f. 02
Fructidor et les 5 j. c. (août-septembre)	217.557 f. 66

On peut dire que l'époque où les approvisionnements sont les plus importants va de septembre à février. C'est d'ailleurs vers brumaire que se fait l'approvisionnement par eau, dit, en l'an XI, le Commissaire près la Régie².

1. On remarque que le chiffre des recettes du 22 mars 1806 au 21 mars 1807 n'est pas très inférieur à celui de l'an XII. On a 2.479.997 f. 47 d'un côté, 2.357.449 f. 22 de l'autre. En 1806-1807, les quantités entrées à l'octroi de Lyon, approchent d'assez près celles de l'an XII ; elles sont très supérieures à celles de l'an X et à celles de l'an XI. Cf. Pièce justificative n° 3.

2. Arch. départ. Octrois 8.

Les mois creux sont, au contraire :

En l'an X :

Messidor (juin-juillet)	80.662 f. 01
Prairial (mai-juin)	87.743 f. 37
Thermidor (juillet-août)	93.944 f. 35

En l'an XI :

Pluviôse (janvier-février)	89.918 f. 32
Messidor (juin-juillet)	104.090 f. 83
Germinal (mars-avril)	107.003 f. 68
Prairial (mai-juin)	107.026 f. 38

En l'an XII :

Messidor (juin-juillet)	156.113 f. 76
Thermidor (juillet-août)	161.205 f. 74
Prairial (mai-juin)	166.173 f. 02

En l'an XI, le faible rendement de pluviôse doit être considéré comme un accident. Peut-être a-t-on enregistré cette année une crue des eaux.

La période creuse est donc d'ordinaire l'été ; elle va de la fin du mois de mai au milieu du mois d'août.

L'époque des fortes recettes est celle du plus grand trafic de vins :

En l'an X :

Brumaire (octobre-novembre)	29.048 hl. 97 1/2
Pluviôse (janvier-février)	16.461 hl. 04
Germinal (mars-avril)	16.868 hl. 49

En l'an XI :

Frimaire (novembre-décembre)	23.096 hl. 32
Ventôse (février-mars)	20.258 hl. 70
Vendémiaire (septembre-octobre)	18.784 hl. 54 1/2

En l'an XII :

Brumaire (octobre-novembre)	41.245 hl. 93
Frimaire (novembre-décembre)	32.475 hl. 28
Nivôse (décembre-janvier)	21.448 hl. 04

Les mois qui produisent le moins sont :

En l'an X :

Ventôse (février-mars)	1.582 hl. 065
Nivôse (décembre-janvier)	8.542 hl. 18
Messidor (juin-juillet)	9.061 hl. 73

En l'an XI :

Brumaire (octobre-novembre)	2.655 hl. 82
---------------------------------------	--------------

(Ce qui est exceptionnel).

Prairial (mai-juin)	9.087 hl. 16
-------------------------------	--------------

En l'an XII :

Messidor (juin-juillet)	13.700 hl. 77
Thermidor (juillet-août)	14.753 hl.

En ce qui concerne la viande, les bœufs sont plus nombreux :

An X :

Nivôse (décembre-janvier)	1.305
Pluviôse (janvier-février)	1.157
Germinal (mars-avril)	962
Le minimum est enregistré en vendémiaire (septembre-octobre)	754

An XI :

Fructidor et 5 ^e j. c. (août-septembre)	1.141
Pluviôse (janvier-février)	1.100
Frimaire (novembre-décembre)	1.042
Le minimum est enregistré en brumaire (octobre-novembre)	179

An XII :

Nivôse (décembre-janvier)	1.138
Ventôse (février-mars)	1.110
Pluviôse (janvier-février)	1.090
Le minimum est enregistré en thermidor (juillet-août)	766

Le mouton « donne » : en fructidor, 16.664, vendémiaire, 12.476, brumaire, 10.081, en l'an X (minimum : germinal, 4.677) — fructidor, 18.252, nivôse, 13.278, thermidor, 12.477, en l'an XI (minimum : germinal, 5.000) — fructidor, 15.886, frimaire, 14.273, messidor, 12.777, en l'an XII (minimum : ventôse, 6.378).

Ces données doivent être rapprochées de l'état présenté le 14 floréal an XIII par le commissaire de police au Ministre de la Police générale (Enquête sur la consommation en viandes), et qui repose non sur les entrées constatées par l'administration de l'Octroi, mais sur les déclarations des bouchers, rectifiées « en leur âme et conscience » par les syndics.

Lyon consomme 12.050 bœufs par an, mais cette viande est généralement plus rare du 10 floréal au 10 messidor.

La ville consomme aussi 120.500 moutons, mais le mouton est moins demandé du Carnaval (pluviôse ou ventôse) à floréal.

On ne compte que 800 vaches ; pour ces animaux, la période d'affluence va du milieu de fructidor au début de nivôse (trois mois).

Quant aux veaux, leur nombre s'élève à 34.800 et l'on constate que « le veau manque, quand la vache donne ¹ ».

Pour les moutons, les deux états concordent assez bien ; c'est vers germinal que s'accuse le minimum.

En ce qui concerne les bœufs, il est curieux de constater que les mois où l'Octroi enregistre les entrées les plus faibles, ne sont point compris dans la période 10 floréal-10 messidor, mais ces mois sont, en fait, peu productifs. En l'an X, ils ne varient que de 777 à 790 ; en l'an XI, si floréal (1.035) est le quatrième mois, quant à l'importance

1. Arch. départ. Octrois 11.

des entrées de bœufs, on ne relève pendant les trois mois suivants que 882 à 831 ; en l'an XII, de floréal à fructidor, les chiffres retenus sont 766 et 908.

On notera que les 12.050 bœufs comptés par les bouchers en l'an XIII ne se retrouvent dans les états de l'Octroi qu'au cours de l'exercice an XI-an XII (12.040). En l'an XIII même, nous n'avons que 9.900 bœufs.

Quant aux 120.000 moutons annoncés, ils sont dépassés de 3.346 unités pendant l'exercice an XI-an XII, mais ne sont pas atteints en l'an XIII (120.094). En revanche, le nombre de moutons s'élève en l'an XII à 126.308.

Les bouchers ont dû prendre pour base, en floréal an XIII, leur chiffre d'affaires de l'an XII. Aussi leurs déclarations ne peuvent-elles permettre que des vérifications intéressant l'an XII.

Sur ce point, la fraude a dû être minime. On s'aperçoit aussi que les chiffres de l'an X et de l'an XI cités plus haut sont un peu faibles.

Enfin, si l'on veut avoir quelque idée du trafic lyonnais, on peut indiquer, à titre d'exemple, les sommes qui furent encaissées par chaque bureau :

DIVISION	BUREAU	1 ^{er} FRUCTIDOR au 5 ^e j. c. an X.	1 ^{er} AU 30 BRUMAIRE an XII.
Midi	Ainay.	2.256 f. 03	12.248 f. 46 1/2
	La Gare.	3.497 f. 38	1.224 f. 33
	La Guillotière . .	4.968 f. 27	10.268 f. 42 3/4
	Les Cordeliers . .	1.554 f. 54 1/2	2.008 f. 08
	Perrache	3.501 f. 32	31.498 f. 13
	Transit.. . . .	9.915 f. 23	2.309 f. 12 1/2
Nord	Croix-Rousse . . .	720 f. 31	2.349 f. 51 1/2
	Pont-Morand . . .	1.047 f. 54	1.381 f. 62
	Saint-Clair	2.824 f. 96	5.988 f. 25 1/2
	Serin.	40.254 f. 33	38.676 f. 01

DIVISION	BUREAU	1 ^{er} FRUCTIDOR au 5 ^e j. c. au X.	1 ^{er} AU 30 BRUMAIRE an XII.
Ouest	Saint-Georges . .	2.077 f. 59	13.949 f. 38 1/2
	Saint-Just. . . .	35.497 f. 55	31.464 f. 20
	Vaise.	15 650 f. 79 ¹	41.029 f. 07 ²

* * *

Le Ministre, plus soucieux d'élever le taux des enchères que d'assurer à l'Octroi une gestion paisible, avait été mal inspiré en s'obstinant à autoriser les soumissionnaires à fournir des cautions situées hors des quatre départements limitrophes. Il favorisait ainsi la création de compagnies étrangères à la ville et d'une solvabilité incertaine. Ce fut le cas de la Compagnie Dareste, Isnard, Rasse et Sabonadière, adjudicataire le 20 ventôse an X. Le pavillon lyonnais y couvrait une société « exotique » pour employer encore une fois l'expression de Sain-Rousset. Comme celui-ci le prévoyait, ces régisseurs « inconnus, qui n'avoient point de réputation à perdre à Lyon puisqu'ils n'y avoient ni connaissance, ni établissement » ne voyaient dans l'octroi qu'une spéculation financière. C'était malheureusement une erreur. Le chiffre élevé (1.131.000 f.) auquel ils avaient porté les enchères, son paiement par douzième de mois en mois et d'avance, exigeaient du crédit et une gestion impeccable. Or leur qualité d'« étrangers » ne leur permettait pas de trouver aisément ce crédit dans une ville aussi particulariste que Lyon. Vite aux abois, ils en furent réduits aux expédients : personnel au rabais, paiement différé, puis de fil en aiguille, escroqueries. Une gestion sérieuse ne pouvait s'accommoder de ces procédés, mais

1. Arch. départ. Octrois 12.

2. Arch. départ. Octrois 1.

même si la société n'eût pas manqué de crédit, l'inexpérience de ses régisseurs l'eût compromise.

Français de Nantes n'était pas loin d'exiger pour l'établissement des octrois, « presque la science de l'homme d'état » et pour leur gestion, « la science de l'administrateur ». « Aussi, disait-il, la plupart des hommes qui n'entendant rien à l'administration et n'ayant aucune pratique antérieure ni connaissance en ce genre ont pris, par spéculation ou entreprise, des octrois en ferme, font de mauvaises affaires là où des hommes exercés dans la régie des droits indirects en auroient fait de fort bonnes. Le citoyen Rasse, ci-devant entrepreneur de la Marine, est un grand exemple de cette vérité ¹. »

Le 20 messidor an XI, la révocation du bail débarrasse la population lyonnaise de ces indésirables.

Elle la débarrasse du même coup du turbulent Commissaire parisien dont le Gouvernement l'avait dotée : le citoyen Chouly, compromis dans le « labyrinthe de coquinerie » du citoyen Rasse, s'effondre.

Un Lyonnais, Fleuri Guille, reprend le bail, le 20 brumaire an XII, un second Lyonnais, Chappet-Vangel, le tombeur de Chouly, prend sa place, un troisième Lyonnais, Hector Allemand administre en qualité de Directeur général. En dix-huit mois, à travers les vicissitudes les plus diverses, sans plan préconçu, presque inconsciemment, le particularisme lyonnais a éliminé tout ce qui lui était étranger. Profondément implantée dans la cité, douée de crédit, administrée par un homme expérimenté, la Société Guille remplit aisément ses engagements, réalise des bénéfices, tient tête aux attaques de l'ancien fondé de pouvoir

1. *Arch. nat.* AF^{IV} 1051, p. 23.

de la C^{ie} Ricard : Jean Guerre, et obtient, le 12 fructidor an XII, une prorogation de bail de deux ans qui porte le terme de sa carrière au 21 mars 1807.

Sous cette Régie, malgré les difficultés du début, l'Octroi lyonnais ne cesse de grandir en importance.

En vendémiaire an XII, ses tarifs subissent une majoration de près de 50 p. 100. De 4 f. 50 par tête et par an au temps de la Régie Ricard, la charge qu'il impose aux contribuables passe à 6 ou 7 f. L'État met la main sur une partie de ses recettes, soit pour assurer du « pain blanc » aux troupes de la garnison, soit en se faisant offrir des vaisseaux pour combattre l'Angleterre, soit en autorisant, peut être en suggérant au Conseil municipal de demander l'autorisation de remplacer par un prélèvement sur l'Octroi, la contribution personnelle et mobilière. Il utilise enfin l'administration de l'Octroi, comme son personnel propre, pour lever les « droits réunis » sur les boissons. En fin de compte, près de 25 p. 100 des recettes de l'Octroi vont au trésor public. Le développement des contributions indirectes fait d'un organisme, à l'origine purement municipal, un des rouages importants des finances nationales.

La direction du Conseiller d'État Français de Nantes et des Ministres se fait plus vivement sentir. Lyon paraît servir de jardin d'essai : contre le vœu du Conseil on y applique à la bière la taxation, féconde en difficultés, usitée jadis par la Ferme générale, un an avant que la Régie des droits réunis l'étende à la France entière. C'est à l'occasion d'une affaire purement lyonnaise qu'est pris l'arrêté des Consuls du 29 thermidor an XI sur la mise en jugement des Préposés des octrois municipaux.

Tandis que l'Octroi achève de s'organiser, la fraude de son côté, se perfectionne. Les commerçants apprennent

à utiliser les défauts du tarif. Ils cherchent davantage à tromper sur la qualité des produits qu'à les introduire en contrebande.

En l'an XI, de bons juges estiment cette fraude à 25 p. 100. Peut-être la construction d'une partie des murs la fit-elle baisser vers la fin de la Régie.

Celle-ci, stimulée par le Gouvernement, augmente les mesures de rigueur. Les brasseurs se voient contraints d'entreposer leurs bières dans un local appartenant à la Régie et gardé par elle, mesure qui semble encore plus vexatoire que les visites domiciliaires que le Pouvoir redoute cependant d'imposer ailleurs. Les commissionnaires doivent déposer les marchandises en transit à délai dans un entrepôt, affermé à une société privée. Ces deux mesures, qui soulèverent les protestations du Conseil, provoquèrent l'exode des brasseurs à l'extérieur et l'anéantissement du transit.

Malgré ces fautes, l'Octroi assure à la ville des recettes qu'on n'eût jamais osé espérer en l'an VIII. La renaissance de l'industrie lyonnaise, et surtout plusieurs récoltes de vin très abondantes et de grandes fêtes, lors du passage du Pape et de l'Empereur, les expliquent. Malgré ses hausses successives, le tarif n'a pas encore atteint la limite au delà de laquelle il tue la matière imposable et l'Octroi supporte bien la désastreuse année 1806. Le Conseil municipal sent, d'ailleurs, tout le danger qu'il y aurait, à la fin de cette année-là, à le surcharger et préfère le soulager de la contribution mobilière, plutôt que d'attendre de nouvelles ressources d'une augmentation des taxes qu'il n'ose porter au delà de 2,5 p. 100.

Il n'est pas possible de montrer en détail quels services les recettes de l'Octroi rendent alors au budget municipal : ce serait retracer toute l'histoire de l'administration

lyonnaise. Quelques chiffres en feront cependant ressortir l'importance :

En l'an X les recettes de la ville de Lyon étaient les suivantes ¹ :

5 centimes sur les contributions foncière, personnelle et somptuaire.	53.600 f.
5 centimes sur les 2/3 des rôles des portes et fenêtres	6.000 f.
8 centimes sur le produit des patentes	36.000 f.
Produit des locations	1.500 f.
Octroi.	<u>1.131.000 f.</u>
Total	1.228.100 f.

En 1806 les recettes ci-dessus rapportèrent 127.261 f².; l'octroi 2.000.000 environ.

L'Octroi fournit donc 95 p.100 des recettes communales.

1. *Arch. nat.* F⁹ II, Rhône 12. Il s'agit de prévisions : en fait l'octroi rapporta davantage mais on ne peut que difficilement le chiffrer avec précision. L'état cité donne une approximation suffisante.

2. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. II, p. 56.

CHAPITRE VI

LES RÉACTIONS DE L'OPINION PUBLIQUE

L'opinion publique n'était pas restée indifférente aux conflits qu'avait déchaînés la question de l'Octroi.

On sait que furent publiées des brochures favorables ou hostiles aux régisseurs. Ces polémiques passionnaient les habitants qui prenaient parti pour l'Octroi ou se déclaraient ses irréductibles adversaires. On mettait à défendre ses idées, autant d'acharnement que de vivacité.

Nous n'avons pas trouvé trace de ces discussions ardentes dans la presse lyonnaise, mais nous avons mis la main sur un document qui sortit en 1807 des presses de l'imprimerie Pelzin et Drevon¹. Grâce à l'auteur (dont l'anonymat n'a malheureusement pu être percé), nous obtenons une conversation qui nous renseigne sur les préoccupations locales au début du XIX^e siècle.

Un bourgeois de la ville, M. Bonhomme, rend visite à son concitoyen, M. Prudent, pour l'entretenir d'une affaire importante. Bien entendu, c'est de l'Octroi qu'il s'agit.

Prudent. — Bonjour M. Bonhomme. Quel sujet me procure le plaisir de vous voir ?

Bonhomme. — Je viens vous proposer une affaire dorée.

Prudent. — Soyez le bienvenu, parlez.

1. *Dialogue sur l'octroi de la ville de Lyon entre M. Bonhomme et M. Prudent*, publié par Ch. C... L L... de Lyon. De l'imprimerie Pelzin et Drevon, 1807.

Bonhomme. — Il s'agit de la perception de l'Octroi de la ville de Lyon, dont la Régie intéressée doit être adjugée à l'enchère. Je connais le bref¹ ; il présente un bénéfice considérable. Je me propose de soumissionner. Mais auparavant, je dois m'assurer un capital de cinq cent mille francs, et c'est sur votre coffre-fort que j'ai jeté les yeux. Il faut bien que vous soyez de mes amis, pour que je vous donne la préférence sur tout autre.

Prudent. — Je vous remercie, mais cinq cent mille francs ! cela mérite qu'on y réfléchisse à deux fois.

Bonhomme. — Attendez : il ne me faut au 1^{er} juin, qui est l'époque de l'entrée en exercice, que 250.000 f. Le reste se payera seulement quatre mois après.

Prudent. — Et quelle sûreté donnerez-vous pour le capital ? A quel taux en payerez-vous les intérêts ?

Bonhomme. — Il n'y a pas la moindre inquiétude à concevoir sur le remboursement du capital ; c'est une avance que l'adjudicataire doit faire à la commune et dont il se remboursera sur le produit des cinq derniers mois de la Régie.

« Mais, de plus, j'affecterai à ce remboursement tous mes biens meubles et immeubles ; je me soumettrai à la contrainte personnelle ; je subrogerai le prêteur à tous mes droits et actions.

« Quant aux intérêts, il est juste que le prêteur reçoive un prix proportionné aux bénéfices qui me sont assurés ; je les payerai pendant la durée du bail qui sera de six ans, au taux de 10 p. 100 par année.

Prudent. — Vous souscrivez de bonne grâce à toutes les conditions qu'un prêteur peut exiger.

1. Cahier des charges.

Bonhomme. — Dois-je marchander quand, au prêteur, je deviens redevable d'une grosse fortune ? Puis-je me refuser à des conditions que sa prévoyance doit dicter ?

Prudent. — Franchement, je vous dirai que je n'ai pas une grande confiance en tous ces projets dont l'apparence est si brillante. J'ai toujours vu ce tableau magique n'être qu'une amorce dangereuse et nous cacher le gouffre qui engloutit les fortunes.

Bonhomme. — Rassurez-vous ! Je vais vous faire connaître le bref. Pour abréger, je passe aux clauses qu'il importe de savoir :

« La perception sera donnée en Régie intéressée. »

« On a souvent mis en question quelle méthode était préférable d'affermir les revenus publics ou de les mettre en Régie. L'illustre auteur de l'« Esprit des lois » en a fait un chapitre de son ouvrage. Il penche pour la Régie. « Elle est, dit-il, l'administration d'un bon père de famille qui lève lui-même avec économie et avec ordre les revenus.... Par la Régie, le prince épargne à l'État les profits immenses des fermiers... Par la Régie, le prince épargne au peuple une infinité de mauvaises lois qu'exige toujours de lui l'avarice importune des fermiers, qui montrent un avantage présent pour des règlements funestes pour l'avenir... Comme celui qui a de l'argent est toujours le maître de l'autre, le traitant se rend despotique sur le prince même ; il n'est pas législateur, mais il le force à donner des lois.

« Dans les républiques, les revenus de l'État sont presque toujours en Régie : l'établissement contraire fut un vice du Gouvernement de Rome. Dans les États despotiques où la Régie est établie, les peuples sont infiniment plus heureux, témoins la Perse et la Chine... »

« Cependant ces objections contre la ferme ne sont pas

sans réponse. Le régisseur fait perdre par sa négligence ce que le fermier gagne par exaction.

« Le fermier va trop loin sur les lois à faire ; mais le régisseur se relâche trop sur les lois faites.

« Le véritable problème à résoudre est de procurer, le plus sûrement et le plus doucement, le plus d'argent.

« La Régie intéressée en donne la solution, puisqu'elle réunit tous les avantages des deux systèmes sans en avoir les inconvénients.

Prudent. — Pardon, si je vous interromps ; mais je vous avoue de bonne foi que je n'entends rien à vos questions d'économie politique. Je m'inquiète peu que la ferme soit préférable à la Régie, ou la Régie à la ferme. Dans votre affaire, il s'agit d'une Régie intéressée ; laissons le reste et partons de là. Quelles en sont les conditions ?

Bonhomme. — Ce que je dis de la ferme et de la régie n'est pas à mon objet aussi étranger que vous le pensez. On propose une Régie intéressée de la durée de six ans ; cette durée est pour l'adjudicataire un avantage précieux qui, en multipliant les chances qu'il peut courir, augmente en sa faveur la somme des probabilités. J'ai dû appuyer de quelques raisons le motif qui a déterminé le Conseil général de la commune à adopter ce mode de perception, afin d'écarter tout soupçon d'une ferme générale des octrois, dont quelques ambitieux ont follement rêvé le projet gigantesque¹, ou de la continuation de la Régie provisoire de la mairie².

« Sans doute, cette Régie provisoire est l'Administration d'un bon père de famille qui lève lui-même avec économie et avec ordre les revenus ; mais elle est une augmentation de pouvoirs inconstitutionnelle. C'est cumuler des fonc-

1. Cf. p. 472.

2. Cf. pp. 456 et 474.

tions et des devoirs qu'il est de l'intérêt public de diviser.

« La loi, qui donne un tuteur au pupille pour l'administration de ses biens, veille en même temps à la fidélité de sa gestion ; elle lui impose une responsabilité immense. Si les magistrats sont les tuteurs de la commune, du moins leur administration n'est pas soumise aux mêmes règles ; ils s'affranchissent aisément des dommages qu'éprouve la cité ; leur tutelle se réduit, pour ainsi dire, à une surveillance active.

« Donc le surveillant ne peut être lui-même le gérant.

« Et quel prix le magistrat recevra-t-il de ses soins, de sa vigilance, de son dévouement ? Il sera trop heureux, si la calomnie ne flétrit pas la vertu. Le soupçon d'une négligence, d'une infidélité, planera sur une magistrature que la considération publique doit ennoblir, que la faveur populaire doit récompenser.

« A Dieu ne plaise que je mette en doute le zèle, l'intelligence et la probité des officiers chargés de cette régie. Les réflexions que je me permets, naissent du principe consacré par un article du bref, qui interdit à tout fonctionnaire civil de la commune de prendre directement ou indirectement un intérêt dans la Régie proposée... »

Ici, M. Bonhomme expose à M. Prudent les conditions dans lesquelles doit se faire l'adjudication : enchères, frais d'enregistrement, frais de perception et de régie, part de bénéfices, etc... mais le sceptique M. Prudent, nullement ébloui, arrête M. Bonhomme et veut refroidir son enthousiasme.

Prudent. — Parlez-vous sérieusement ?

Bonhomme. — Oui, très sérieusement. Vous me paraissez étonné. Hé bien, jetez un regard sur ce tableau du produit général de l'Octroi pendant les cinq années de la dernière Régie¹.

1. Ces chiffres, comme les suivants, diffèrent des données officielles. Nous ignorons quelles furent les sources de l'auteur.

« Tableau général du produit de l'Octroi pendant les cinq années de la dernière Régie, soit depuis le 21 mars 1802 jusqu'au 21 mars 1807.

	1 ^{re} ANNÉE	2 ^e ANNÉE	3 ^e ANNÉE
Boissons.	1.510 227,77	1.725.080,55	1.913.266,65
Comestibles	493.201,55	533.204,20	476.778,75
Combustibles. . . .	103.488,50	103.234,58	96.742,75 1/2
Fourrages	26 624,62	28.656,02 1/2	26.806,10
	2.133 542,44	2.390.175,35 1/2	2.513.594,25 1/2
	4 ^e ANNÉE	5 ^e ANNÉE	
Boissons.	2.006.556,75	1.817.854,88	
Comestibles	456.729,85	465.906,65	
Combustibles. . . .	106.271,29	111.971,67	
Fourrages	30.119,81	26.248,44	
	2.599.677,70	2.421.981,64	

« Produit total de 5 années : 12.089.961 f. 39. La 5^e, pour terme moyen : 2.417.992 f. 27 c. 4/5.

« Ainsi vous voyez que le produit de l'Octroi s'étant élevé pendant cinq années, à la somme totale de 12.089.961 f. 39, le terme moyen se trouve de 2.417.992 f. 7 c.

« Voilà, je pense, une base solide sur laquelle on peut établir des calculs sans craindre de se tromper.

« Je dirai plus encore : ce terme moyen est le minimum du produit de l'Octroi.

« Remarquez le produit de la première année : il ne s'élève qu'à 2.133. 542 f. 44.

« La Régie étant alors une institution presque nouvelle, son organisation était imparfaite ; la ville ouverte de toutes parts rendait la contrebande facile ; le prix des vins, déjà très haut et augmenté des droits d'entrée, en diminuait la consommation.

« Dès la seconde année, le régime se perfectionne et le produit s'augmente.

« A la troisième, il arrive au point qu'il doit atteindre.

« Il s'accroît encore à la quatrième.

« Il diminue à la cinquième ; cependant il est encore de 2.421.981 f. 64, malgré la guerre qui a suspendu les plus importantes relations de commerce de la ville... »

M. Bonhomme est bien obligé de constater une légère diminution du produit de la cinquième année par rapport aux deux années précédentes, qu'il attribue à la guerre, mais il estime qu'il n'y a pas lieu d'attacher au fait la moindre importance.

« ... Cette crise violente ne peut durer. Le héros de la France ¹ n'a pris les armes que pour donner à l'Europe et au commerce une paix avantageuse, honorable et sûre. La ville de Lyon sera la première à en ressentir les bienfaits. Des bords de la Baltique jusqu'au Bosphore, tous les peuples seront tributaires de son industrie. L'Amérique, qui avait donné jusqu'à présent une préférence exclusive aux manufactures anglaises, vient chercher dans nos fabriques les objets de consommation, qu'elle y trouve aussi beaux et à meilleur marché ².

« Quel immense débouché nous ouvrira le rétablissement de nos colonies ! dans notre intérieur, les embellissements de la ville inviteront les étrangers à jouir des douceurs de ce séjour.

« Ah ! vous commencez à sourire.

Prudent. — Je souris, en bon Français, à ces magnifiques espérances, je me crois transporté dans les siècles à venir ; mon cœur s'embrase... Mais permettez que je me frotte les

1. Napoléon I^{er}.

2. Comparer S. CHARLÉTY. *La vie économique*, p. 376.

yeux pour m'assurer que je ne rêve pas et que je suis bien éveillé. Quand je prête mon argent, je compte avec Barême et ne me laisse pas séduire par des fictions poétiques.

« Vous estimez le produit moyen à 2.417.992 f. 27 c.

« Vous êtes dans l'erreur.

« Le produit de l'Octroi est le résultat de la consommation.

« La consommation est celui de la population, du travail et du prix des denrées.

« Lorsque la Régie de M. Guille a commencé, elle succédait à deux autres Régies, dont elle a mis à profit les fautes et les dépenses ; la clôture de la ville était fort avancée ; la surveillance fut très active ; et raisonnablement, je ne peux mettre en ligne de compte la supposition de la contrebande.

« Rappelez-vous quel était le prix des vins à cette époque ?

« La pinte de vin se vendait quinze sous. L'année suivante, la recette s'éleva à la somme de 2.421.175 f. 55.

« La différence porte principalement sur les boissons ; elle est de 214.852 f. 78.

« Ne sait-on pas que la récolte de vins fut abondante ? Cependant, le prix n'en diminua pas dans la proportion de la quantité.

« Les vigneronns enrichis et depuis longtemps accoutumés à vendre à très haut prix, soutinrent celui de cette récolte.

« La recette de la troisième année s'augmenta encore ; elle monta à la somme de 2.513.594 f. 25.

« La différence encore plus grande sur les boissons est de 187.186 f. 10 c. 1/2, et toujours par les mêmes causes, une récolte de vin abondante, la paix sur le continent, l'activité du commerce, la prospérité de nos manufactures.

« La recette de la quatrième année fut prodigieuse ; elle s'éleva par extraordinaire à la somme de 2.599. 677 f. 70 c.

« La différence sur les boissons est de 93.290 f. 10 c.

« Cette différence s'éleva donc, de la première année à la quatrième, à la somme de 449.888 f. 98 c.

« Quand vous composez de ce produit total un terme moyen, vous oubliez que trois années d'abondance firent tomber le prix des vins au-dessous même de la valeur des tonneaux ; que le peuple but à trois ou quatre sous, la pinte qu'il avait payée douze et quinze sous dans les années précédentes ; vous oubliez que nous vivions en paix ; que nos ateliers ne pouvaient suffire aux demandes des étrangers ; vous oubliez enfin que ce fut l'époque mémorable du couronnement de notre auguste Monarque, du séjour qu'il fit dans nos murs, des fêtes qui y attirent une affluence prodigieuse d'étrangers, du passage de l'armée qui se porte en Italie, du grand nombre de fidèles qui se précipitèrent sur les pas du chef suprême de l'Église.

« On ne voit pas deux fois tant d'événements si heureux. Quelles que puissent être les récoltes futures, les boissons ne seront plus les mêmes. Les provisions faites, il ne faut plus que l'entretien nécessaire à la consommation ordinaire.

« Aussi, le produit de l'Octroi tomba-t-il dès l'année suivante à la somme de 2.421.981 f. 64 c.¹

« Ici finit la Régie dont vous me donnez le tableau. Ce sera bien autre chose quand vous connaîtrez le produit de la présente année. Entrez dans les comptoirs des banquiers et voyez les plaies profonde qu'ont causées les malheurs de la guerre ; l'argent perdu était un fleuve dont le cours a été détourné ; ses eaux fertilisaient les champs

1. Cf. sur tout ce qui précède p. 425 et sq.

qui sont maintenant desséchés et stériles. Visitez les ateliers de l'industrie; vous les trouverez déserts. Entendez dans nos places publiques ces chants lugubres et plaintifs; ils attestent la misère et le désespoir des ouvriers. Vous vantez les embellissements de la ville; mais les ruines qui en couvraient une partie ont-elles disparu? Hélas! le mal se fait avec rapidité et se répare avec lenteur. Je ne suis pas de ceux qui voient tout en noir; personne ne forme des souhaits plus ardents que les miens pour la gloire et le bonheur de mon pays; mais je ne prendrai pas mes vœux pour une espérance certaine.

« Voulez-vous un calcul moins exagéré que le vôtre et tel que la commune devra le faire? »

Et M. Prudent d'insister longuement sur les risques de l'entreprise : avance de 500.000 f. à la commune, mauvaises récoltes possibles, continuation de la guerre, concurrence des manufactures étrangères, émigration des ouvriers, faculté réservée à la ville par le cahier des charges de résilier le bail avant l'expiration de la Régie.

En effet, le bail de la Régie Guille prenait fin le 21 mars 1807 et le Conseil avait rédigé le nouveau bref, le 12 juillet 1806¹.

Le 7 février 1807 le Ministre des Finances le lui avait renvoyé après l'avoir profondément modifié : la durée du bail était de trois ans neuf mois et neuf jours, au lieu de cinq ans; l'avance de fonds était fixée à 500.000 f., la première mise à prix était portée à deux millions, l'enchère était ouverte « au pardessus de cette somme », les frais se prélevaient à raison de 12 p. 100 du prix fixe, l'excédent, s'il en existait, se partageant par portions égales entre la

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. II, p. 87.

ville et le régisseur, enfin, — et c'était là la clause draconienne qui inquiétait M. Prudent et que le Conseil n'avait pas prévue, — le Gouvernement se réservait la faculté de la résiliation en prévenant seulement deux mois d'avance ¹.

Ce défaut de sécurité découragea toutes les candidatures.

« ... Il semble démontré — constatera le Maire ... que les motifs de l'éloignement que l'on témoigne pour cette entreprise ne peuvent être attribués qu'aux conditions.... Celle qui a paru le plus effrayer les prétendants est celle contenue dans l'article 24 du nouveau bref lequel est ainsi conçu : « Le Gouvernement aura la faculté de résilier le bail à volonté ; cependant ce résiliement ne pourra avoir lieu qu'après deux mois d'avertissement. » On a généralement craint de se livrer à une entreprise aussi majeure, quand on ignore pour quel temps on peut la conserver et surtout quand on réfléchira que l'on peut être forcé de la maintenir si elle est ruineuse, et qu'elle peut vous être enlevée si elle est avantageuse ². »

Aussi, le 12 mars 1807, le Conseil municipal demanda-t-il au Ministre des Finances, entre autres modifications, de prononcer « le désistement de la faculté de résiliement du bail à volonté réservée au Gouvernement ».

L'assemblée décidait en même temps « qu'en l'absence de toute Régie dont l'adjudication n'a pu avoir lieu... et vu l'impossibilité d'obtenir une nouvelle adjudication dans l'espace de neuf jours... la commune régira provisoirement la perception de l'Octroi municipal... à partir du 21 mars courant ³... »

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. II, p. 132.

2. *Ibid.*, pp. 132, 133.

3. *Ibid.*, p. 138.

Peut-être la police impériale lut-elle le pamphlet, pamphlet si peu violent qu'il mérite à peine ce nom, peut-être recueillit-on en haut lieu les sages avis de M. Prudent, toujours est-il que le Ministre ayant finalement laissé au Préfet le droit de rayer l'article 24 du cahier des charges, cette suppression fut autorisée par lettre du 20 avril 1807 ¹.

Le 2 mai 1807, le Conseil proposait de rédiger de la façon suivante le nouvel article 24 qu'on croyait pourtant appelé à disparaître : « Le Gouvernement renonce à la faculté de résilier le bail pendant le temps de sa durée. La Commune, dans le seul cas de non paiement... pourra demander cette résiliation ². »

Quelques personnes se présentèrent alors et le Conseil reçut cinq soumissions ³.

Les changements apportés aux clauses du cahier des charges avaient fait naître des postulants, mais ces modifications furent inutiles car la Régie municipale qui avait un caractère provisoire lorsqu'elle succéda à la Régie Guille, allait subsister.

Le 10 décembre 1807, le Conseil municipal « considérant qu'il est établi en fait que la Régie municipale, pendant huit mois dix jours qui se sont écoulés du 22 mars au 30 novembre 1807, donne un excédent en produit brut, comparativement à celui de l'année dernière, de 66.385 f. 13 et le produit net de 137.452 f. 30 ; que, relativement à l'offre récemment faite par M. H. Allemand, ce même produit

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. II, p. 173.

2. *Ibid.*, p. 178.

3. Le Conseil transmit au Gouvernement les cinq soumissions reçues (deux avaient été faites par M. H. Allemand ; les trois autres étaient de M. R. Lefebvre, de Paris. de M. Caillat, de Lyon, et de M. Mazuyer, de la même ville) en émettant le vœu. pour le cas où l'on renoncerait à la voie des enchères, que M. Allemand obtienne la préférence (*Cons. mun. P.-V. des séances*, t. II, pp. 202, 203).

net, en supposant toutefois que le produit brut eût été le même que celui de la Régie municipale, n'en serait pas moins inférieur à celui rentré dans la caisse de la ville de 96.264. f. 9 ... que ce ne sera... qu'après un laps de temps suffisant d'existence de la Régie municipale, que l'on pourra comparer proportionnellement au terme moyen que donnent les cinq années de la Régie intéressée qui se sont écoulées du 1^{er} germinal an XI au 22 mars 1807, en calculant au tarif actuel les quantités entrées à ces époques... Considérant enfin que c'est au mode d'organisation que doivent être attribués les produits de la Régie municipale », se prononçait nettement en faveur de l'administration de l'octroi en Régie simple par la ville de Lyon ¹.

Quant à M. Bonhomme, il a renoncé à ses projets après avoir perdu ses dernières illusions.

« Je me rends à vos raisons. Le voile qui couvrait mes yeux est tombé. J'aperçois toute la profondeur de l'abîme où j'allais me précipiter. Mais excusez mon erreur », dit-il à M. Prudent.

Ces pages qui sentent le terroir prouvent que de tout temps les Lyonnais s'intéressèrent à la question si controversée de l'octroi. En 1807 il ne leur vient plus à l'esprit d'en discuter le bien fondé. L'institution a acquis droit de cité. C'est son exploitation qui est le sujet des controverses. A ces commerçants et à ces rentiers, elle apparaît comme une spéculation brillante mais audacieuse. Devant un M. Bonhomme qu'elle fait rêver, mille M. Prudent hochent la tête. Deux millions et quelques trois ou quatre cent mille francs de recettes leur paraissent un

1. *Cons. mun. P.-V. des séances*, t. II, p. 278.

chiffre qu'il sera difficile d'atteindre les années suivantes. M. Prudent et M. Mayeuvre de Champvieux¹ sont d'accord pour considérer que la limite, au delà de laquelle l'impôt détruit la matière imposable, est atteinte.

1. Cf. p. 394.

CONCLUSION

En 1790, les octrois de Lyon avaient succombé ; leur disparition était due à l'hostilité de la population et à la faveur dont jouissaient les doctrines économiques qui voyaient dans la terre la seule source de richesses et dans l'impôt foncier la seule contribution légitime.

Leur rétablissement fut le résultat d'une réaction des classes éclairées contre « les illusions physiocratiques », du « puissant mouvement d'opinion » qui poussait les contribuables eux-mêmes, excédés « de l'appareil odieux des saisies et des garnisaires », à réclamer « un certain retour » à ces impôts « que le peuple paye volontiers parce qu'il les paye sans s'en apercevoir, qui rapportent beaucoup, rapidement et de façon sûre ¹ ». L'impérieuse nécessité de relever les ruines que la Révolution avait semées à Lyon plus qu'ailleurs, y était bien aussi pour quelque chose.

En l'an VIII, les trois municipalités ne s'engagent dans cette voie qu'avec la plus grande timidité, l'octroi de Lyon avait été si impopulaire en 1789 qu'elles craignaient que le peuple ne fut pas suffisamment préparé à accepter la résurrection d'un passé qu'on croyait aboli à jamais.

Le Préfet dut traiter sans elles avec la C^{ie} Ricard, consortium de gros capitalistes lyonnais qui présentait

1. M. MARION, *Histoire financière*, IV, p. VI.

un projet bien étudié. Le rendement fut excellent, et les régisseurs n'eurent d'autres torts que de réaliser des bénéfices considérables, qui éveillèrent les convoitises.

La C^{le} Ricard encaisse 1.159.482 f. 38.

En un an, elle a coûté 431,180 f., soit 37 p. 100 des recettes brutes. Elle rapporte à la ville 672.041 f. et lui permet de panser ses blessures et d'entreprendre des travaux de reconstruction. Elle lègue à ses successeurs une organisation presque définitive.

Une régie provisoire lui succède. Elle dure sept mois, encaisse 779.571. f. 27 c. rapporte à la ville 649. 480 f. 25 4/12, coûte 16 p. 100. L'attrait que l'octroi exerçait sur les spéculateurs, le chiffre croissant des recettes, les frais relativement élevés la firent mal juger. La ferme a toutes les préférences du Conseil municipal qui oublie l'attitude prise par ses prédécesseurs de 1789. Le Gouvernement impose la régie directe, fait tout pour susciter des soumissionnaires courageux, voire téméraires : l'un d'eux Delaval doit se retirer avant d'avoir régi, car sa soumission dépasse ses moyens.

La seconde Régie intéressée, qui entre en fonction le 1^{er} germinal an X, pousse les enchères jusqu'à garantir à la commune 1.131.000 f. en taxe principale. Dirigée par des individus sans moyens, sans scrupules et sans compétence, elle s'effondre; son bail est repris le 1^{er} vendémiaire an XII par une société purement lyonnaise, dirigée par un riche personnage, Guille, administrée par un spécialiste H. Allemand. Elle donne toute satisfaction, obtient de poursuivre sa gestion deux ans de plus qu'il n'était prévu et se retire le 21 mars 1807, ayant parachevé définitivement l'organisation de l'octroi, réalisé des bénéfices, assuré à la commune de 1.181.000 f. à 2.055.000 f., encaissé en

moyenne 2.200.000 f. et n'ayant coûté que de 12 à 15 p. 100.

L'octroi, qui à l'origine ne formait que le sixième des ressources de la ville, fournit à cette époque 95 p. 100 de ses recettes. Ces brillants résultats permirent d'assurer sans difficulté la marche normale des services municipaux et de redonner à la cité une partie de son ancienne splendeur.

Dès que les premiers mois d'exercice eurent ouvert ces perspectives, l'octroi rencontra la faveur des hautes classes. L'esprit réaliste, le patriotisme local de l'aristocratie de robe et de négoce qui reprend la direction des affaires publiques, en comprirent aussitôt la nécessité. Conquise d'abord aux idées révolutionnaires, cette aristocratie, qui entretenait encore quelques illusions malgré les leçons de 1793, accepta vite le principe de l'octroi. Ce que l'impôt pouvait avoir d'injuste et de pénible pour les classes besogneuses était largement compensé, pensa-t-elle, par les bénéfices que ces classes en tiraient en secours, sécurité, instruction et confort. Dans l'ensemble, les Lyonnais subirent l'octroi avec résignation. Les quelques incidents qui se produisirent au début n'eurent pas le retentissement qu'ils auraient pu avoir si, dans une ville où les individus peu recommandables de la région cherchaient un refuge, la classe ouvrière, qui formait plus du tiers de la population, avait manifesté une hostilité profonde.

Les commerçants semblent avoir partagé l'opinion favorable que les plus importants et les plus éclairés d'entre eux avaient adoptée.

Quelques corps de métier : les bouchers, les brasseurs firent preuve d'une mauvaise volonté évidente et pratiquèrent une fraude active. Les bouchers durent s'incliner ; quant aux brasseurs, ils préférèrent s'exiler devant les

rigueurs de plus en plus étroites de la Régie. Les distillateurs et les marchands de vin montrèrent plus d'astuce : ils apprirent vite à utiliser les imperfections du tarif.

Somme toute, la fraude, dans une ville ouverte sur la moitié de son périmètre, ne donne pas l'impression d'avoir dépassé de beaucoup ce qu'il était naturel de prévoir : elle atteignit cependant plus de 25 p. 100, d'après les meilleurs juges.

Le Conseil municipal, émanation de l'aristocratie dirigeante, se montra toujours soucieux de protéger les intérêts du commerce et de l'industrie. Il appuya de ses vœux la pétition des commerçants lyonnais, qui demandaient que les marchandises en transit à délai pussent séjourner dans la ville un temps raisonnable. La difficulté de concilier ces vœux avec la répression de la fraude amena le Gouvernement à créer à Lyon un entrepôt obligatoire. Le commerce de commission s'adapta mal à cette mesure et déserta la ville : il ne dépendit point du Conseil que l'entrepôt ne fût supprimé. Bien que cédant à plusieurs reprises au désir d'accroître son budget, le Conseil évita de hausser les taxes à un taux où elles auraient pu gêner l'industrie : elles restèrent toujours inférieures à celles de 1789 et représentèrent, pour les habitants, une charge annuelle de 4 f. 50 à 7 f. par tête.

En 1806, contrairement à la tendance générale, le Conseil préféra même revenir à la contribution personnelle et mobilière plutôt que d'augmenter les droits.

En fait, la reprise économique ne paraît pas avoir été entravée par l'octroi. D'abondantes récoltes de vin pendant trois années mirent cette boisson à un prix si bas que la taxe ne fut guère sentie.

Dans l'histoire de ces Régies, le particularisme lyonnais

élimina peu à peu tous les éléments étrangers et la seule Régie heureuse fut purement lyonnaise.

L'absence de tout travail similaire ¹ ne permet guère de comparer l'histoire de l'octroi de Lyon à celle des quelques deux mille octrois qui s'installèrent alors. Cependant ce qu'on entrevoit de certains d'entre eux montre que cette histoire n'offre rien de particulièrement original.

Certains des incidents qu'on y rencontre et qu'on pourrait croire isolés, se retrouvent ailleurs. C'est ainsi que les débuts de l'octroi de Paris rappellent l'histoire de la Régie Dareste, Isnard et Rasse ². Le bail signé par le Préfet le 6 thermidor an VIII prit fin un mois plus tard par suite de l'indélicatesse du régisseur Dussap, qui déroba 250.000 f. dans la caisse. Ses successeurs Dallarde et Parthon échafaudèrent sur l'octroi une grandiose escroquerie ³.

A Marseille, en l'an XII, une aventure analogue arrive au régisseur et, tout comme à Lyon, les droits versés par les commerçants ayant des marchandises en entrepôt, semblent jouer un rôle essentiel dans l'affaire ⁴.

Le souvenir des fermiers généraux et celui, plus récent, des spéculateurs du Directoire, tournaient évidemment la tête à des individus peu scrupuleux que rien ne préparait à régir un octroi; comme le dit Français de Nantes, ils faisaient faillite là où auraient réussi des administrateurs expérimentés ⁵.

1. Nous ne connaissons que les travaux suivants : DOINEL (Ch.), *L'Octroi de Mâcon*, FEUGÈRE, *L'Octroi de Paris*, GIROUARD, *Histoire des octrois de Saumur*, FAURE (J.-M.-L.), *Les octrois de Limoges*. Aucun de ces ouvrages n'est suffisamment complet pour permettre la comparaison. Il n'existe rien à notre connaissance sur les octrois de Bordeaux et de Marseille.

2. Cf. FEUGÈRE, *L'Octroi de Paris* et Arch. nat. AF^{IV} 28, pl. 109-13 fructidor an VIII et 1078, p. 61.

3. Arch. nat. AF^{IV} 1078, pp. 59, 60, 61.

4. *Ibid.*, p. 16.

5. Arch. nat. AF^{IV} 1051, p. 23.

Mais à côté de ces ressemblances qui tiennent à l'état des mœurs, au « climat » moral de l'époque, il en est de plus générales. La raison en est simple : les octrois qui ont d'abord subi indirectement l'influence d'un administrateur éprouvé, Français de Nantes, sont tous placés sous sa ferme direction à partir de l'an X.

En apparence, les octrois relèvent des Conseils municipaux. Ce sont eux qui déterminent le mode d'exploitation, fixent les tarifs, arrêtent les règlements, reçoivent éventuellement les soumissions des candidats. Mais, en fait, comme le dit le conseiller lyonnais Mayeuvre, leur rôle se borne à être « la boussole du Gouvernement sur les convenances de localité¹ ». Ils ne délibèrent que sur l'invitation du Préfet et sur les objets qu'il inscrit à leur ordre du jour. Leurs décisions ne sont exécutoires qu'après approbation du Préfet, les tarifs ne sont applicables qu'après examen et révision du Conseil d'État.

Le Préfet lui-même n'agit, en cette matière, que sur l'ordre du conseiller d'État Français de Nantes, de la Comptabilité communale, ou du Ministre.

En dernière analyse, tout aboutit à Français de Nantes et tout part de lui. C'est lui qui propose au Ministre d'approuver ou de rejeter les tarifs et règlements votés par les Conseils, les procès-verbaux d'adjudication. Il les soumet à des « critiques sévères qui tendent à rendre uniforme et régulière la marche de ces établissements² ».

Il invite donc les Conseils à délibérer, reçoit leurs vœux, les modifie, les renvoie, il conseille et persuade, par « une correspondance confiante et loyale³ », les Maires,

1. Cf. p. 76.

2. Arch. nat. AF^{IV} 1078, p. 6.

3. Ibid., p. 105.

les Préfets, les Commissaires du Gouvernement, et les Régisseurs.

En fin de compte il fait trancher par arrêté ministériel ce qu'il n'a pu dénouer par diplomatie. Sa maxime favorite est « d'agir sans secousses et par gradation et de faire désirer et demander ¹ » par les Communes ce qu'il veut lui-même leur imposer.

Il ne se fait aucune illusion sur les administrateurs locaux. Il parle avec un certain dédain des « fantaisies » des Conseils municipaux. Il reproche aux édiles de rester trop attachés à leurs intérêts « de propriétaire, de marchand ou d'artisan », de sacrifier au népotisme, aux Maires de s'entourer « d'une multitude de frelons armés d'une mission communale » qui entretiennent « une anarchie dévorante ² ».

S'il consent à laisser aux pouvoirs locaux une apparence de liberté c'est, dit-il, qu'« il était sage de ne pas faire trop souvent, ni trop fortement paraître la main du Gouvernement dans des revenus communaux, objets d'une inquiétude et d'une irritation continuelle entre les mains municipales ³. »

Mais son désir sera de constituer une Régie centrale « qui aura ses directeurs, ses préposés, sa justice distributive... des maximes de Gouvernement invariables et enfin une hiérarchie de subordonnés sans laquelle on ne peut pas gouverner ⁴ ».

On comprend que, dans ces conditions, l'histoire de tous les octrois se ressemble ; c'est précisément ce qui rend

1. *Arch. nat.* AF^{IV} 1078, p. 94.

2. *Ibid.*, p. 105.

3. *Ibid.*, p. 75.

4. *Ibid.*, p. 105.

si intéressante l'histoire de l'Octroi de Lyon à cette époque d'organisation.

Lyon est le second octroi de la République, les résultats qu'on y a obtenus n'ont pas pu laisser indifférent Français de Nantes, qui profite des plus simples leçons : l'expérience lyonnaise éclairera sans doute son action dans les autres villes.

La disparition des archives de l'Octroi de Paris, premier octroi de France, celle de la Régie des Droits réunis, donnent à cette histoire un intérêt plus grand encore.

Lorsque Français de Nantes reçoit le département de la Comptabilité communale et des Octrois en germinal an X, ses idées sur la nouvelle administration sont très précises. Dix-huit mois au Conseil d'État lui ont permis de les éprouver. Les besoins des Communes sont considérables ; s'ils sont plus grands à Lyon qu'ailleurs, Lyon n'est pas une exception cependant. « Depuis 1789 jusques en l'an IX — écrit Français en l'an XII — toutes les choses communales n'ont été ni entretenues, ni réparées — Les ponts, les quais, les calles, les pavés, les halles, les hôtels de ville, les fontaines, les aqueducs, les chemins vicinaux, les moulins et usines, les maisons et domaines ruraux des communes, tout était dépouillé, abandonné ou ruiné ¹. »

La seule recette qui pût faire face à ces dépenses était l'octroi. Il en existait alors 400 qui rapportaient vingt millions de francs. « Hors sept ou huit grandes villes qui avaient des baux à ferme, tout le reste était abandonné à toutes les chances, à tous les abus qu'entraîne la Régie directe ². »

1. *Arch. nat.* AF^{IV} 1078, p. 98, p. 14.

2. *Ibid.*, p. 105.

Les frais d'exploitation s'élevaient pour le quart d'entre eux à 25 ou 30 p. 100 ¹.

Français de Nantes commence par régulariser la perception.

Il casse les baux vicieux, il oblige toutes les régies à réduire leurs frais à 12 p. 100 ².

Puis, définitivement éclairé sur les vices de l'administration communale, il décide de proscrire à tout jamais la Régie directe, d'imposer partout des adjudications publiques, seule règle « de l'ancienne et de la nouvelle administration ³ ».

Ayant ainsi réformé l'organisation des octrois, il les étend à toutes les villes de France : le 1^{er} vendémiaire an XI, il fait mettre aux enchères l'adjudication « des petits octrois en ferme, des grands octrois en régie intéressée ⁴ ». Ce n'est là d'ailleurs qu'une mesure provisoire, destinée à reconnaître la valeur des octrois, « l'essentiel est encore plus d'établir que de régulariser, d'assurer des revenus que de réglementer ⁵ ». Les baux sont donc de courte durée : un an pour les fermes, trois ans pour les régies intéressées, mais « il a été stipulé dans les baux que le Gouvernement pourra résilier à volonté, en payant aux entrepreneurs une indemnité... ainsi le Gouvernement peut d'un instant à l'autre faire rentrer tous les octrois en Régie directe ⁶ ». Pour l'instant, il ne faut pas « trop faire paraître la main du Gouvernement ⁷ ». Français de Nantes tient à cette formule.

1. *Arch. nat.* AF^{IV} 1078, p. 105.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, pp. 58 et 98.

4. *Ibid.*, p. 98.

5. *Ibid.*, p. 75.

6. *Ibid.*, p. 94.

7. *Ibid.*, p. 6.

En l'an XII, il peut compter sur le territoire de la République 2.250 octrois, produisant 44.206.012 f. au lieu de 20.000.000 en l'an X. Les frais sont à Paris de 7 p.100, à Bordeaux et Marseille de 10 p. 100, ailleurs de 12 à 15 ¹.

Ayant ainsi pourvu aux finances des villes, Français de Nantes songe à celles des communes rurales. Les impôts indirects connaissent alors la plus grande faveur. On est loin des hésitations de l'an VIII : les assemblées, les contribuables pressent le Gouvernement d'agir.

Une pareille vogue n'est pas pour déplaire à Français. Ancien directeur des Aides de Nantes, ce publicain de l'ancien régime a gardé le souvenir et le goût des impôts qu'il a perçus jadis. Ancien jacobin désabusé, il ne lui resté de l'idéologie révolutionnaire que le désir de les adapter « aux nouvelles lumières et au nouveau régime ² ». Il se fait présenter le tableau des anciens droits perçus au profit du roi, des seigneurs et des communautés. Il veut restaurer en Belgique le vieux droit de « raclage » sur les chiens, chevaux, bœufs et vaches, en Bretagne le droit d'exercice sur les boissons dans les cabarets, partout où il existait, le privilège de vente des viandes de boucherie. Il veut taxer les métaux, les cuirs, les huiles, les épiceries, le sucre et le café, les poissons de mer, les actes d'état civil, le pesage et le mesurage. Il en attend 26.975.000 f. ³

Il se souvient que le roi prélevait 10 sols pour livres et un don gratuit sur les anciens octrois. Les taxes anciennes qui effrayaient encore les conseillers lyonnais, lui paraissent avoir été très modérées. Il veut donc porter plus haut encore le produit des octrois urbains. Il entend l'élever à

1. *Arch. nat.* AF^{IV} 1078, pp. 79 et 80.

2., *Ibid.*, p. 105.

3. *Ibid.*, p. 98, p. 17.

6 f. par tête, ce qui ferait trente-six millions de francs, il attend des octrois ruraux, encore dans l'enfance, 1 f. par tête, ce qui donnerait trente autres millions. Pour l'an XIII, il se bornerait à soixante trois millions.

De pareilles ressources dépasseraient les besoins des communes. L'État percevrait le surplus. Une régie centrale dirigerait tous les octrois de France, on lui confierait la perception de tous les impôts indirects restaurés, elle « offrirait cent millions de produits ». On serait ainsi « successivement et sans aucune secousse, rentré dans la marche ancienne adoptée dans tous les pays d'Élections ¹ ».

Le Consul Lebrun, au début de l'an XI, s'effrayait de ce grand projet, encore imprécis, il trouvait tout cela « très bon à prendre, mais très difficile à établir... si on le proposait aujourd'hui on révolterait toute la France ² ». Toutefois l'idée est lancée, elle est en marche. Un impôt sur les boissons, perçu au profit de l'État, séduit beaucoup d'esprits. Le premier Consul s'y montre favorable. Français de Nantes n'hésite pas ; il adopte un projet que lui ont présenté plusieurs Préfets des départements du Nord « qui consiste en un droit d'exercice sur les brasseries, les genièvreries et boucheries... — J'ai pensé, — dit-il, — qu'il était désirable que les administrations municipales ouvrisent et préparassent les voies aux impositions nationales ³ ».

Aussi, lorsque le 5 ventôse an VIII, la loi de Finances établit les « droits réunis », Français de Nantes peut-il mettre immédiatement à la disposition du Gouvernement l'administration qu'il a créée. Les préposés de l'octroi perçoivent déjà 5 p. 100 de leurs recettes au profit du Trésor

1. *Arch. nat.* AF^{IV} 1078, pp. 9, 93, 105.

2. *Ibid.*, p. 108.

3. *Ibid.*, p. 97.

pour le « pain blanc des troupes » ; ils ont été chargés de surveiller l'application du blocus continental, d'arrêter les marchandises anglaises, les armes, le tabac. Ils sont donc déjà à moitié « nationalisés ». Ils ont l'habitude de percevoir les nouveaux droits. Ils économiseront au Gouvernement une dépense de 1:000.000. Les communes supporteront les 4/5 des frais de perception d'un impôt qui ira tout entier au Trésor ¹.

Si le Gouvernement veut régir lui-même, tous les baux peuvent être résiliés « d'un instant à l'autre ». On ne va pas aussi loin, on n'établira jamais la Régie centrale unique rêvée par Français, mais le premier Consul lui confie la Régie des droits réunis. Les préposés d'octroi sont, par là, sous ses ordres immédiats.

Les « octrois municipaux et de bienfaisance » sont devenus les fermiers généraux de la République.

L'Octroi de Lyon a parcouru tous les stades de cette évolution. Il a parfois servi de champ d'expériences, il a toujours subi l'impulsion de Français de Nantes.

Au début de l'an IX, quand Français de Nantes entre au Conseil d'État, une grande incertitude règne encore. Plusieurs Régies intéressées ont été créées, comme à Lyon, par le Préfet : les baux qui les régissent ont été traités de gré à gré. A Paris, le bail du 4 brumaire an IX a été ainsi négocié entre le Préfet et les régisseurs. Il est analogue à celui de Lyon, mais il contient une clause de résiliation. Lucien Bonaparte quitte le Ministère avant de l'avoir ratifié. Il n'a pas pu non plus présenter aux Consuls le bail Ricard pour que fût remplie la même formalité. De son propre aveu, Français de Nantes s'est opposé à l'approbation du

1. Arch. nat. AFIV, 1078, pp. 94, 98.

bail de Paris parce qu'il a été conclu hors de toute adjudication. Pour la même raison il dut s'opposer au bail Ricard. S'il ne réussit à empêcher ni Chaptal, ni les Consuls d'approuver le bail de Paris, il fut peut-être l'un des instigateurs de l'envoi à Lyon d'un Commissaire du Gouvernement hostile à la Régie. Son opposition peut expliquer, en partie, l'attitude de ce Commissaire. Le ministre Chaptal donne l'impression de n'oser, ni soutenir un traité mal accueilli par Français de Nantes et critiqué à Lyon, ni reconnaître le bref qui a été approuvé à tort par son prédécesseur, ni se fonder sur les bénéfices exagérés des régisseurs ou sur l'absence d'adjudication pour le résilier. En l'absence de toute clause de résiliation, il cherche un prétexte. Il convient de laisser à la municipalité l'illusion de l'indépendance : c'est la politique de Français de Nantes, c'est une attitude commode pour un ministre indécis. De là des accusations de malversations, la nomination d'une commission, municipale dont on espère qu'elle condamnera la Régie, l'invitation au Conseil à se prononcer sur le bail. La Commission absout, le Conseil s'obstine à présenter des vœux qui n'offrent au Ministre que des arguments dont il ne veut pas. Il se décide à casser le bail en s'appuyant maladroitement sur les malversations dont la Commission municipale a absous la Régie. Ses tergiversations, ses indécisions l'obligent à se déjuger, pour rassurer les soumissionnaires futurs, et à écrire une lettre où il fait état des motifs qu'il n'a pas osé invoquer dans son arrêté.

Lyon désire une ferme, Paris ne veut entendre parler que d'une régie intéressée. Un bail s'élabore. Français de Nantes, du Conseil d'État, suit ces tâtonnements. Il voit ses idées triompher et, lorsqu'il entre à la Comptabilité communale, la Société Dareste, Isnard et Rasse

pousse, à Lyon, les enchères jusqu'à 1.131.000 f., plus du double de ce que promettait Ricard en l'an VIII.

Une telle expérience n'a pu que confirmer ses principes : régie intéressée, adjudication publique, clause de résiliation. En l'an XI, il peut en tenter une seconde, il fait rétablir à Lyon la perception sur la bière « à l'entonnage », telle que la connaissait l'ancien régime, système qu'il restaura aussi dans le nord de la France et qui, en l'an XII, sera celui de la Régie des Droits réunis.

A la Comptabilité communale, Français peut agir librement et ouvertement sur l'octroi, il le fait avec son habileté ordinaire. Le nouveau tarif de l'Octroi de Lyon élaboré en l'an XI porte les droits au taux de 6 à 7 f. par tête, taux désiré justement par Français de Nantes. Les recettes s'élèvent de 1.159.482 f. 38 en l'an IX à 2.536.826 f. 25 en l'an XIII.

La concordance des résultats obtenus à Lyon et des désirs ou des réalisations de Français de Nantes, prouve bien que Lyon obéit à son impulsion. Or toutes les initiatives semblent prises par le Conseil municipal. C'est que Français sait solliciter ses vœux. La municipalité a pris des résolutions d'économie : on l'oblige à prélever 5 p. 100 des recettes pour le pain blanc des troupes, on se fait offrir un vaisseau, on accepte que la contribution personnelle soit remplacée par l'octroi, peut-être au besoin écrit-on discrètement au Maire, au Préfet, à quelques conseillers. Le Conseil, tenté, augmente chaque fois le tarif un peu plus qu'il n'était nécessaire. Sans s'en être rendu compte il finit par l'avoir majoré de 50 p. 100. Français de Nantes a atteint son but.

Lorsque les « droits réunis » seront établis, 25 p. 100 des recettes iront à l'État.

En 1806, le bail Guille touche à sa fin. Le 12 juillet, le

Conseil rédige un bref d'adjudication prévoyant une régie intéressée et un bail de cinq ans, sans clauses de résiliation. Ce bref n'est pas conforme à la politique de Français de Nantes. Français de Nantes va l'enterrer avec la même *maestria*. Il le modifie, le réduit à trois ans, y introduit une clause de résiliation, laisse passer six mois et le renvoie au Conseil. La municipalité le prie de céder, il refuse, mais le bail Guille s'achève, il faut installer une régie directe. Le 8 mai 1807, le Conseil rédige un autre bref. Français de Nantes fait le mort. La régie intéressée, depuis qu'il dirige les « droits réunis », n'a plus toute sa faveur. Il ne rêve que la régie centrale. Il exerce sur les octrois, grâce à leur rôle dans la perception des droits réunis, un contrôle plus étroit qu'autrefois : la régie directe n'a plus les mêmes inconvénients, elle a l'avantage de préparer la régie centrale.

Le 20 novembre 1807, lorsque huit mois de régie directe eurent prouvé au Conseil et à lui-même que ce mode de perception était le plus productif, il avise la municipalité de Lyon qu'elle peut délibérer en toute liberté sur l'opportunité d'une nouvelle adjudication ou sur la continuation de la régie directe. Le Conseil adopte naturellement la régie : les lenteurs administratives ne sont pas toujours sans motifs !

La période d'organisation de l'octroi est achevée : l'enfance d'une institution dont la valeur est incertaine fait apparaître l'utilité de la régie intéressée, mais celle-ci est coûteuse. Si la régie directe par la ville paraît supérieure, il est bon d'ajouter que le Maire et le Conseil échappent alors aux surenchères électorales, puisqu'ils sont nommés par le Gouvernement. Un pouvoir central fort et indépendant exerce une surveillance rigoureuse.

En effet, le 17 mars 1809, un décret règle minutieusement les conditions d'établissement et d'exploitation des octrois. On y retrouve les idées maîtresses de Français de Nantes, tempérées par un certain libéralisme qui assure aux Conseils municipaux plus d'indépendance qu'il n'eût peut-être voulu leur en accorder.

Le décret général du 17 mars 1809 est resté comme la charte de l'octroi. Ses dispositions forment un code complet en la matière. De nombreuses modifications de détail ont bien été apportées par les lois de finances, mais le caractère de l'institution a survécu aux divers régimes qui se sont succédé.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I. — *Signataires de la pétition intitulée : « Observations des Négociants de Lyon..... sur le mode d'établissement en cette Ville de l'Octroi municipal et de bienfaisance¹. »*

Louis-F. Clavière et Cie,	<i>membre de la Chambre de Commerce en 1768.</i>
Ch. Audiffret et Cie,	<i>marchand de soie et banquier.</i>
Chazottier et Cie,	<i>entrepreneur de roulage.</i>
Ant. Mollière et Cie.	
Vetter, Quevremont et Cie,	<i>commissionnaires-changeurs.</i>
Pierre Pupier.	
Delavigne,	<i>épicier.</i>
Lebœuf frères,	<i>épiciers.</i>
Mottet, Cordier et Cie,	<i>marchands de soie.</i>
Perrin et Condentia ² .	
Brunet frères et fils,	<i>épiciers.</i>
Prodon père, fils et Cie,	<i>épiciers.</i>
François Rigollet,	<i>épicier.</i>
Charpentier, Rey et Detours,	<i>épiciers (?)</i>
Calas, Duc et Cie,	<i>épiciers.</i>
Duquaire et Bergounioux,	<i>épiciers.</i>

1. Cf. p. 95 et sq. — La brochure n'indique pas les professions. Nous les ajoutons en italique d'après l'*Indicateur de Lyon*, 1809, sauf indication contraire. La mention : membre de la Chambre de Commerce est empruntée à E. PARISSET, *La Chambre de Commerce de Lyon* ; quand elle n'est suivie d'aucune date il s'agit de la nouvelle Chambre, créée en 1806.

2. Un Condentia est officier municipal en 1795, RIFFATERRE, I, 447. Une veuve C. est apprêteuse de bas en 1809. Un Perrin est marchand de vin en 1809, sur un Perrin voir aussi RIFFATERRE, II, table v^o Perrin.

Milan et Colliet,	<i>épiciers</i> ¹ .
Roccofort, Lacour et Cie ² .	
Sourine et Fillion,	<i>épiciers</i> ³ .
Fleury, Roux et Michel,	<i>épiciers</i> (?) ⁴
L. Jacquier père et fils aîné,	<i>commissionnaires</i> .
P.-F. Contamine,	<i>épicier</i> ⁵ .
Langon et Bout,	<i>commissionnaires</i> .
Louis Chenaud père et fils,	<i>commissionnaires</i> .
Relieu,	<i>marchand mercier</i> .
Chenaud frères.	
Coletta fils,	<i>marchand de bois</i> ⁶ .
Veuve Loras et Talon,	<i>épiciers</i> .
Ugenaud aîné,	<i>commissionnaire</i> .
Veuve Lassaveur et Cie,	<i>commissionnaire</i> .
Jacques Duvand.	
Delaunay le jeune,	<i>épicier</i> .
Lecuyer,	<i>marchand toilier</i> (?)
Lacour.	
Brun aîné,	<i>épicier</i> .
Jean Fantet,	<i>épicier</i> .
Fleury Germain et Besson,	<i>distillateurs</i> .
Alexis-Ant. Regny et Cie,	<i>banquier, membre de la Chambre de Commerce</i> ⁷ .
Jean Bontoux et Cie.	
N. Louchon.	
Romanet et Pernolet,	<i>limonadiers</i> .
Zindel et Cie,	<i>commissionnaire</i> .
Binet, Albaret et Cie.	
Jubin et Godemard,	<i>épiciers</i> .
Richard frères,	<i>entrepreneurs de roulage</i> .
Dervieu frères.	

1. Cf. CHARLÉTY, *Biens nationaux*, n° 2655, 2959-60.

2. Un Roccofort prend part aux élections de la noblesse en 1789 (WAHL, p. 67), rentier en 1809. Un Lacour est cafetier en 1809.

3. Sur un ou plusieurs Fillion, cf. WAHL, p. 596; RIFFATERRE, I, *passim*, et 284. C'est peut-être un notable, jacobin. Enfin un Fillion (J.-M) est marchand de soie, CHARLÉTY, n° 241.

4. Cf. RIFFATERRE, II, 230.

5. CHARLÉTY, n° 287.

6. CHARLÉTY, n° 2983.

7. Cf. WAHL, *passim*. et ici même, p. 97.

Bonafous, Bourg et Cie,	<i>entrepreneurs de diligences pour l'Italie.</i>
Pierre Maradan,	<i>épicier.</i>
Ant. Dalbousnière et Cie,	<i>épicier.</i>
P. Jacquet ¹ , Chenereilles et Cie,	<i>commissionnaires.</i>
Giraudier et Sourdillon,	<i>commissionnaires.</i>
Drevet et Guichellet.	
Jossinet, Couturier et Cie ² .	
Clerjon frères,	<i>commissionnaires-chargeurs</i> ³ .
J.-C. Morin, Desarts et Cie.	
Fitler et Darnal,	<i>commissionnaires</i> ⁴ .
Pierre Coste,	<i>commissionnaire, membre de la Chambre de Commerce</i> ⁵ .
Louis et Bignan,	<i>marchand de soie</i> (?)
Nicolas Plantin,	<i>commissionnaire.</i>
Joseph Pesse,	<i>commissionnaire.</i>
Huguenin et Cie,	<i>commissionnaire-chargeur</i> ⁶ .
Veuve Caillat et fils,	<i>épiciers.</i>
Jean-Antoine Morel et Cie,	<i>teinturiers de soie.</i>
Gabriel Richard,	<i>entrepreneur de roulage.</i>
Joseph Robert,	<i>épicier ou fabricant d'étoffes</i> ⁷ .
L. Brochié,	<i>épicier</i> ⁸ .
Chargnié.	
Chastaing fils et Cie,	<i>épiciers.</i>
G. Marocco.	
J.-F. Mayet,	<i>épicier-droguiste.</i>
Balt. Puy, Scherb et Cie,	<i>épiciers.</i>
Roux aîné et Cie ⁹ .	
Jacques Prat et Cie,	<i>marchands de rubans.</i>

1. Cf. RIFFATERRE, *passim*.

2. Jossinet, cf. RIFFATERRE, II, p. 589. Couturier, marchand de chevaux en 1809. Cf. WAHL, p. 603 : élu conseiller général en 1793.

3. Un Clerjon membre du Comité de surveillance en 1793, RIFFATERRE, II, pp. 101, 110, 112, 208.

4. Un Darnal est directeur de la Banque de France et du Comptoir d'Escompte en 1809. Fitler est encore commissionnaire.

5. Officier municipal. RIFFATERRE, II, p. 376.

6. Cf. aussi WAHL, p. 604.

7. Cf. RIFFATERRE, I, p. 252.

8. CHARLÉTY, n° 309.

9. Peut-être Daniel Roux, marchand-brodeur, CHARLÉTY, n° 127.

Ribaud, Rousseau et Cie.

M^{us} Brunet.

Pistre et Cie.

Michel Maret.

Georges-Marie Blanc.

Gaillard frères et Cie, *membre de la Chambre de Commerce.*

Couderc père et fils, et Scherb, *banquiers et marchands de soie, membre de la Chambre de Commerce¹.*

Gouge et Cie, *directeur de voitures publiques.*

Chirat père, fils et Cie², *membre de la Chambre de Commerce.*

Pagès, Braun neveu et Cie, *banquiers commissionnaires.*

Deleutre, Chambeau et Mantel, *marchands-fabricants.*

Bodin frères et Cie, *commissionnaires ou banquiers, membres de la Chambre de Commerce.*

J^{es} Bruneau et Cie.

Louis Roque.

Laurent Seriziat, *commissionnaire³.*

Dubost, *commissionnaire⁴.*

Fleury Chevalier, *épicier⁵.*

Genet-Bronze, *marchands de blé⁶.*

Mioche et fils, *épiciers.*

Mille, *épicier.*

Jean-Marie Chaix, *entrepreneur de roulage.*

F. Curis, *épicier.*

Veuve Gros, *commissionnaire-chargeur (?)⁷*

Bonnardel et Damour, *marchand-épicier.*

Simian, Darier et Cie.

Lonchampt, *épicier.*

1. Sur Couderc, cf. WAHL, p. 43, RIFFATERRE, II, 232 et ici-même, p. 122, n. 3.

2. Sans doute Charles-Bernardin Chirat, lieutenant particulier de la sénéchaussée de Lyon, rédacteur des Cahiers de la noblesse, procureur-syndic en 1790, officier municipal en 1792, royaliste, cf. WAHL, pp. 67, 83, 169, 249, 425, RIFFATERRE, II, p. 24, et ici-même, p. 238, n. 3.

3. Cf. p. 273 n. 2.

4. Voir aussi un Dubost dans WAHL, pp. 598 et 605 et RIFFATERRE, *passim*.

5. Capitaine de quartier des Volontaires en 1789, WAHL, p. 106.

6. RIFFATERRE, I, 446, 447. Deux frères : l'aîné député, le cadet, marchand de blé, officier municipal en 1793.

7. J.-B. Gros d'après CHARLÉTY, n° 58, cf. aussi WAHL, 569.

Jean Peretti.	
Jailly,	<i>épicier.</i>
Pierre Bony.	
Veuve Figuet et fils,	<i>épiciers.</i>
C. Jousselme,	<i>liquoriste.</i>
P. Bonnet.	
Jean-Baptiste Gourg et Cie,	<i>épicier.</i>
L. Velay aîné,	<i>épicier.</i>
B. Lecourt-Lousmeau,	<i>épicier.</i>
Daniel Lambert ¹ .	
Louis Flory et Cie,	<i>épiciers.</i>
Nantas et Ozanam,	<i>marchands de soie, N. membre de la Chambre de Commerce en 1788-1790 ².</i>
Pupier,	<i>commissionnaire.</i>
J. Rostain,	<i>épicier.</i>
Montanier et Cie.	
F.-P. Lacostat,	<i>marchand-fabricant.</i>
Claudet et Travi,	<i>commissionnaires-chargeurs.</i>
Reymond et Cie,	<i>épicier.</i>
Daubigny.	
A. Mestrallet,	<i>fabricant de gazes.</i>
Pascal et Jubin,	<i>liquoristes.</i>
J. Peillon neveu,	<i>marchand-fabricant, membre de la Chambre de Commerce.</i>
Rombau frères et Cie.	
Bossans et Cie,	<i>marchands de soie.</i>
Pierre Recamier et Cie,	<i>entrepreneurs de messageries (?)</i>
Vouillemont, Chevron et Cie,	<i>épiciers ou droguistes ³.</i>
Pierre Gresset et Cie,	<i>épiciers.</i>
Sauzay aîné,	<i>épicier.</i>
Verand et Robinot,	<i>épiciers.</i>
Babet et Colin,	<i>marchands-épiciers.</i>
Vallet,	<i>marchand de sel.</i>

1. Il y a dans RIFFATERRE, t. II, table v°. Lambert, plusieurs personnages de ce nom dont le prénom n'est pas indiqué.

2. Cf. WAHL, pp. 426, 517. Nantas administrateur du district en 1791.

3. Chevron est certainement épicier (*Indicateur*, 1809). Vouillemont est droguiste, *ibid.* et épicier dans CHARLÉTY, n° 194. Un droguiste peut parfaitement à l'époque se dire épicier.

M. Paillasson,	<i>épicier.</i>
Jean Vial,	<i>drapier</i> ¹ .
Veuve Beluze, Fiard et Cie,	<i>négociants</i> ² .
Gineste et Cie, Thévenin,	<i>marchands de coton.</i>
Louis Arcis,	<i>courtier de marchandises.</i>
B. Chatard,	<i>épicier.</i>

1. Membre de l'Assemblée de la noblesse puis du Directoire du Département, WAHL, p. 173.

2. CHARLÉTY, n° 132.

II. — *Lettre du Commissaire près la Régie de l'Octroi de Lyon
au Préfet du Rhône au sujet de la nomination du citoyen
Delisle, comme caissier général de la Régie de l'Octroi*¹.

LIBERTÉ

ÉGALITÉ

Lyon, le 16 pluviôse an XI de la République Française.

Le Commissaire du Gouvernement près la Régie de l'Octroi
de Lyon, au Préfet du département du Rhône.

CITOYEN PRÉFET,

J'ai l'honneur de vous transmettre la copie d'une lettre qui m'a été adressée par le citoyen Isnard, l'un des régisseurs de l'Octroi, contre le citoyen Rasse son collègue ;

Il me dénonce ce dernier, pour avoir de son autorité privée établi le citoyen Delisle, caissier général de la Régie, et surtout pour avoir fait avec celui-ci un traité par lequel il est autorisé à se rembourser sur la caisse du Passe-debout, des fonds avancés par le frère de cet employé, banquier à Paris.

Quoique rassuré par des vérifications fréquentes, par la nature même de la Caisse du Passe-debout, destinée à des dépôts de vingt-quatre heures, par la moralité et la responsabilité réelle du comptable, j'ai voulu constater cependant par un examen spécial, que cette caisse était tenue avec exactitude. Le résultat de mon opération a été aussi satisfaisant que je devois l'espérer.

Au reste, la faculté du remboursement dont il s'agit, ne s'applique qu'à la partie des droits ou des consignations acquises à la Régie, qui peuvent exister dans la caisse du c. Delisle, et non aux dépôts, sur lesquels il sait bien n'avoir pu se faire

1. Cf. p. 312 et sq.

déléguer par la Régie des droits qu'elle-même n'a pas. Il faut remarquer en outre, qu'il n'y a jamais en dépôt dans la Caisse du Passe-debout une somme qui excède 6.000 f., d'ailleurs, est-il quelque consignataire qui ait réclamé ?... Cette seule réflexion suffiroit pour faire sentir qu'une telle dénonciation n'est pas sérieuse.

Quant au changement de caissier, j'ai demandé au citoyen Rasse lui-même, des éclaircissemens ; je vous transmets fidèlement les explications qu'il m'a données.

Les circonstances et ses droits lui ont dicté cette mesure ; il m'a communiqué des traités enregistrés, qui établissent qu'il est adjudicataire de l'octroi, sous le nom des citoyens Dareste et Isnard.

Il paroît que ces derniers ne se sont présentés à l'adjudication que pour son compte et celui du citoyen Sabonadière, dont il réunit les droits, après avoir stipulé qu'ils ne supporteroient aucunes charges de l'opération, ne seroient passibles d'aucune perte.

Que pour indemnité du prêt de leur nom, il est accordé un traitement à l'un, à l'autre un huitième dans les bénéfices ; huitième qu'il a préféré à un traitement et qui lui en tient lieu.

Que le citoyen Dareste n'a voix aux délibérations, qu'en cas de partage d'opinion.

Que le citoyen Rasse a fourni seul tous les cautionnemens en immeubles et les fonds. Il rapporte la déclaration des cautions et de la plupart des créanciers qui, après avoir pris connoissance du traité de société, déchargent les citoyens Isnard et Dareste de toute responsabilité.

Il a donc un intérêt presque exclusif à la disposition des fonds.

Au surplus, d'après les traités, le citoyen Dareste n'ayant pas de voix délibérative et le citoyen Rasse représentant le citoyen Sabonadière, soit en vertu de sa procuration, soit par la reprise forcée de son intérêt et de ses obligations, a nécessairement au moins deux voix dans l'administration, ou publique ou particulière de la Régie.

Le citoyen Rasse expose que les affaires de la Régie l'ont obligé de faire deux voyages et de longs séjours à Paris.

Que pendant le 1^{er}, les citoyens Dareste et Isnard laissèrent le citoyen Vacassy, alors caissier général, abuser des fonds ; ils devoient lui faire rendre compte tous les mois, ce qui leur étoit

d'autant plus facile que les citoyens Isnard et Vacassy avoient un ménage et un appartement communs ; ils ne l'ont pas fait, en résultat il s'est trouvé dans la caisse, un déficit d'environ 15.000 f.

Que ce déficit et d'autres raisons impérieuses déterminèrent le citoyen Rasse, pendant son séjour à Paris, et le citoyen Sabonadière, à retirer la caisse au citoyen Vacassy, et à la confier aux citoyens Delisle et Gravier, à qui ils envoyèrent une procuration *ad hoc* ; mais le citoyen Isnard les força d'y renoncer, en les mettant dans l'alternative ou de refuser les pouvoirs ou d'être destitués.

Que le but de cet acte arbitraire ne paroîtra pas équivoque, lorsqu'on saura que le citoyen Isnard a profité de la facilité du citoyen Gravier, qu'il avoit rendu seul dépositaire des fonds, et a pris une somme d'à peu près 15.000 f. pour lui, ses parens et ses amis, et qu'il fit ces dispositions abusives à l'instant où il eut avis et la veille même de l'arrivée de M. Rasse.

Le citoyen Gravier pour avoir cédé à la crainte, étoit loin d'avoir perdu la confiance du citoyen Rasse, qu'il possède toujours entière, mais les soins qu'exige la caisse générale, nuisant aux détails déjà très multipliés de la comptabilité dont il est chargé, il avoit, par deux lettres successives qui m'ont été communiquées, prié le citoyen Rasse de la confier à d'autres mains. Ce dernier réunissant la majorité des voix par la procuration ou l'intérêt de Sabonadière, n'a pas cru pouvoir mieux faire que de suivre les dispositions déjà faites par tous les deux à Paris et de remettre la caisse au citoyen Delisle qui, soit par lui-même, soit par son frère, a aidé la Régie, pour le compte du citoyen Rasse, de plus de 50.000 f. Quel autre comptable pourroit offrir une garantie plus réelle !

Sous tous ces rapports, citoyen Préfet, je dois penser que la dénonciation du citoyen Isnard ne mérite aucune considération. Déjà le citoyen Dareste m'a témoigné ses regrets d'avoir signé trois lettres, écrites aux Maires dans le même sens que celle que j'ai l'honneur de vous adresser, et je ne doute pas que le citoyen Isnard, rendu à lui-même et dégagé de toute influence étrangère, ne s'empresse de les désavouer.

Si le prix du bail que la Régie assure, est avantageux à la commune, c'est au citoyen Rasse qu'elle le doit, puisque lui seul fait face à toutes les obligations, celui qui consacre seul des moyens réels au bien public, a plus de droit sans doute à la pro-

tection des autorités que celui qui a trafiqué de son nom et qui a stipulé qu'il seroit à l'abri de tout événement.

L'homme essentiel d'une affaire est celui qui paye, les droits sont la compensation nécessaire de la responsabilité.

J'ai dû, citoyen Préfet, vous soumettre ces détails, ils m'ont paru de nature à fixer votre opinion, je pense même que la dénonciation qui donne lieu à cette explication sera moins nuisible qu'utile au citoyen Rasse, en ce qu'elle aura été pour vous une occasion de découvrir la faiblesse des moyens de ses accusateurs ; peut-être des insinuations perfides ont seules dirigé cette accusation véritablement absurde.

En terminant cette lettre, j'ai la satisfaction de vous annoncer que les droits de la commune sont à couvert, ma propre responsabilité et le désir de mériter votre confiance sont des garants certains qu'ils demeureront tels.

Agréez, citoyen Préfet, mes salutations respectueuses.

CHOULY.

(Arch. Départ. Octrois 7. Liasse : *Cautionnement des adjudicataires de l'Octroi, situation en deniers de la Régie de l'Octroi, an X.*)

III. — *Tableau des produits de l'octroi.*

de l'an IX à l'an XII¹.

An IX².

	PRINCIPALE	ADDITIONNELLE	TOTAL
Vendémiaire.	84.589,42 7/12	9.061,81 1/2	93.651,24 1/12
Brumaire.	129.950,93 3/4	15.952,84 3/4	145.903,78 1/2
Frimaire.	111.315,19 5/6	13.816,97 5/12	125.132,17 1/4
Nivôse.	79.110,17 3/4	9.820,76 5/12	88.930,94 1/6
Pluviôse.	76.697,73 11/12	9.446,07 7/12	86.143,81 1/2
Ventôse.	79.794,55 5/12	9.584,91 1/4	89.379,46 2/3
Germinal.	78.494,03 1/6	9.387,99 1/2	87.882,02 2/3
Floréal.	86.159,58 5/12	10.251,97 3/4	96.411,56 1/6
Prairial.	79.312,73 1/2	8.976,46	88.289,19 1/2
Messidor.	72.154,01 5/6	8.304,91 1/3	80.458,93 1/6
Thermidor.	75.942,49 1/2	8.552,26	84.494,75 1/2
Fructidor et 5 j. c. .	92.664,64 1/2	10.518,73 3/4	103.183,38 1/4
Total.	1.046.185,54 1/6	123.675,73 1/4	1.169.861,27 5/12

1. Les Archives départ. ne contiennent pas d'états mensuels postérieurs à l'an XII. Voir pour les années suivantes les chiffres fournis au chap. v, § 4.

2. Cf. p. 198. On trouvera aussi les tableaux de Messidor et Thermidor dans *Arch. départ. Octrois* 9, et celui de Fructidor, *ibid.*, 12.

An X¹.

	PRINCIPALE	ADDITIONNELLE	TOTAL
Vendémiaire	96.743,75 3/4	10.840,31 3/4	107.584,07 1/2
Brumaire	148.082,17 1/6	18.950,63 3/4	167.032,80 11/12
Frimaire	95.245,07 1/12	12.138,98 1/2	107.384,05 7/12
Nivôse	86.628,34 1/12	10.582,86 1/2	97.211,20 7/12
Pluviôse	112.172,98 3/4	14.022, 3/4	126.194,99 1/2
Ventôse	91.771,06 5/12	11.403,33 1/4	103.174,39 2/3
Germinal	101.007,37 3/4	12.004,43 1/4	113.011,81
Floréal	94.591,41 1/12	11.248,05 3/4	105.839,46 5/6
Prairial	78.987,35 1/4	8.756,01 3/4	87.743,37
Messidor	72.600,17 2/3	8.061,83 1/2	80.662,01 1/6
Thermidor	85.064,88 1/6	8.879,47 1/2	93.944,35 2/3
Fructidor et 5 j. c. .	111.032,45	12.739,68	123.772,13
Total	1.173.927,04 1/6	139.627,64 1/4	1.313.554,68 5/12

1. Arch. départ. Octrois 12.

An X¹.

	VIN (années).	BŒUFS	MOUTONS	BOIS (moules).	POIN (quintaux).
Vendémiaire .	13.186,21 1/2	754	12.476	1.477 5/24	13.698
Brumaire . .	29.048,97 1/2	804	10.081	1.355 11/24	5.229 1/2
Frimaire . .	15.100	832	9.002	775 5/12	3.254
Nivôse . . .	8.542,18	1.305	9.812	1.145 1/6	9.632,99
Pluviôse . .	16.461,04	1.157	6.544	1.627	8.162
Ventôse . . .	1.582,65	766	4.806	616 1/4	2.975
Germinal . .	16.868,49	962	4.677	1.254 11/12	8.230 1/2
Floréal . . .	15.098,52 1/2	790	7.000	614	5.894
Prairial . . .	9.916,30 1/2 hl.	791	7.980	1.661 stères	32.107 myriag.
Messidor . .	9.061,73	777	7.697	1.534 st. 5	40.141
Thermidor . .	10.169,85	941	8.922	3.631 st. 51/2	58.236
Fructidor et 5 j. c. . . .	15.952,55	951	16.664	2.335 st. 1/3	34.885
Total . . .	160.988,51 hl.	10.830	105.661	25.474 st.	422.211 myriag.

1. Arch. départ. Octrois 12. Les états comptent par années, moules et quintaux jusqu'à Floréal; nous maintenons ces mesures. Ce tableau offre ainsi l'intérêt de montrer à quel moment s'introduit dans la pratique le système métrique. — Le moule du Rhône = 1 st. 84 et paye pour 2 st. (*Almanach*, an IX, p. 138). — Le quintal = un peu plus de 4 myriagrammes et paye pour 5 (*Almanach*, an IX, p. 188); dans le total, nous l'avons compté pour 4 myr., 5. — L'année équivaut pratiquement à 1 hectolitre (*Almanach*, an IX, p. 188).

An XI¹.

	PRINCIPALE	ADDITIONNELLE		TOTAL
Vendémiaire . . .	107.119,51	13.170,08 1/4		120.289,59 1/4
Brumaire.	138.103,44	17.521,15		155.624,59
Frimaire.	146.714,86 1/8	16.360,81		163.075,67 1/8
Nivôse.	115.068,12 7/12	13.038,99		128.107,11 7/12
Pluviôse.	80.271,69 2/3	9.646,63		89.918,32 2/3
Ventôse	111.805,80 1/12	13.689,36 1/4		125.495,16 1/3
Germinal.	95.814,33 1/2	11.189,35		107.003,68 1/2
Floréal.	99.035,54 1/4	11.291,92		110.327,46 1/4
		ADDITION ^{lle} 1	ADDITION ^{lle} 2	
Prairial	91.985,09 2/3	10.639,54	4.401,75	107.026,38 2/3
Messidor.	81.927,54 11/12	8.996,39 1/2	13.166,89	104.090,83 5/12
Thermidor.	88.956,68	10 092	15.130,69	114.179,37
Fructidor et 5 j. c	119.235,68 1/3	13.462,13 1/2	18 362,53 1/2	151.060,35 1/3
Total ²	1.276.038,36 1/8	200.160, 23		1.476.198,59 1/8

1. Arch. départ. Octrois 4. — 2. Établi par nous.

An XI¹.

	VIN (hectolitres).	BŒUFS	MOUTONS	BOIS (stères.)	FOIN (myriagr.)
Vendémiaire .	18 784,54 1/2	773	11.265	1.456 5/24	27 026
Brumaire . .	2.655,82	179	11.471	1.874 5/12	24 944
Frimaire. . .	23.096,32	1.042	10.682	4.468,01	101.429
Nivôse. . . .	16.711,95	970	13.278	3.957 2/3	39.422 1/2
Pluviôse. . .	10 945,16	1.100	8.243	923 49/60	14.757 1/2
Ventôse . . .	20.258,70 1/2	968	5.239	2 911,05 1/2	20.401
Germinal . .	14.953,97	972	5 000	2.343	61 596
Floréal . . .	14 667,82	1.035	6.525	2 861,04	26.944
Prairial . . .	9.087,16	852	7 096	1 670	41.249
Messidor. . .	10.445,67	882	8.085	3.147,01 1/2	39 435 1/2
Thermidor. .	12 060,05	831	12.477	2 181,05	30 887
Fructidor et 5 j. c.	16.365,33 1/2	1.141	18.252	3.139,04	34.246
Total ² . . .	174.032,12	10.745	116.613	30.930	431.336

1. Arch. départ. Octrois 4. — 2. Établi par nous.

An XII¹.

	PRINCIPALE	ADDITIONNELLE	SUPPLÉMENT 1	SUPPLÉMENT 2	TOTAL
Vendém..					
Brumaire	194.394,69 1/4	25.415,79 3/4	41.762,19 1/2	87.369,54 1/2	348.998,19 1/2
Frimaire.	168.581,69 1/2	21.110,61	33.051,18	70.501,12 1/2	293.244,61
Nivôse.	134.867,59 1/3	15.320,18	22.500,79	48.577,45 2/3	221.381,02 3/4
Pluviôse.	107.646,66	12.932,70	19.060,09	41.258,23 1/2	180.897,68 1/2
Ventôse.	116.088,92	14.286,63	22.504,53	47.703,99 1/2	200.916,89 7/12
Germinal.	104.793,73 7/8	12.691,09 1/8	19.018,88 1/2	39.343,91 1/2	175.993,65 1/2
Floréal.	112.282,93	13.422,02	22.026,06	43.202,70 1/2	190.974,55 1/4
Prairial.	98.159,53 1/2	11.580,37	21.209,87	35.195,25	166.173,02 1/2
Messidor.	95.377,37 5/8	10.960,14 3/8	18.141,11 1/2	31.618,09	156.113,76 1/4
Thermidor.	98.202,21 1/8	10.892,57 7/8	17.636,88 1/2	34.474,07 1/2	161.205,74 1/2
Fructidor et 5 j. c.	132.201,25 3/8	14.575,86 1/8	23.233,32 1/2	47.356,92	217.557,66
Total.	1.463.446,05 7/12	175.535,93 3/4	277.321,66 1/2	563.693,81 1/6	2.479.997,47

1. Arch. départ. Octrois 1 et pour le total 4. Les chiffres de Vendémiaire manquent. Le total de chaque mois comprend le produit des amendes qui atteint de 17 à 332 f. chaque mois et qui, dans les états précédents, a été inclus dans la taxe principale.

An XII¹.

	VIN (hectolitres).	BŒUFS	MOUTONS	BOIS (stères).	FOIN (myriagram.)
Vendémiaire	16.752,48	863	13.125	1.860,50 19/20	14.211
Brumaire	41.245,93	1.089	12.552	2.235 1/2	37.975
Frimaire.	32.475,28	1.037	14.273	2.839,06	30.740
Nivôse.	21.448,04	1.138	12.387	3.807,05	93.783
Pluviôse.	17.982,07	1.090	7.696	2.389,08 1/2	31.175
Ventôse.	20.896,47	1.110	6.378	1.332,09 1/2	43.575
Germinal.	17.643,89	953	7.317	2.296,02 1/2	34.354
Floréal.	19.494,37	834	7.479	2.461,05	26.092
Prairial.	15.149,44	908	6.952	3.138,05	53.321
Messidor.	13.700,77	783	12.777	1.714,07 1/2	53.908
Thermidor.	14.753	766	9.486	3.058 4/10	58.165
Fructidor, 5 j. c.	20.520,76	859	15.886	4.555	91.205
Total.	252.062,50	11.430	126.308	31.685 17/20	568.504

1. Arch. départ. Octrois 1 et 4. Les chiffres de Vendémiaire manquent et ont été reconstitués.

TABLE DES NOMS CITÉS

A

Ain (département), 225, 238.
Ainay, 48, 49, 59, 262, 280, 290, 301, 349, 441.
Albaret, 478.
Allemand, cf. *Lallemant*.
Allemagne, 213.
Amérique, 453.
Amiens (traité d'), 267, 429, 431.
Angleterre, 51, 383, 384, 444.
Arc (Haute-Saône) salines, 38.
Arcis (Louis), 482.
Arlés, 65, 123.
Armanet (J.-M.), 237.
Arnould, 394.
Arsenal (l'), 15, 16, 414-15.
Aubert, 59.
Audiffret (Ch.), 123, 477.
Aurosset, 262.
Avenel (d'), xv.

B

Babet, 481.
Baltique (la), 453.
Barbier de Neuville, vi, 130.
Barillon, xv.
Barret, 332-3, 340-1.
Bas-d'Argent (rue du), 236.
Bayet, 357.
Beaujolais, 436.
Beaulieu (C.), xv.
Beaurepaire (Isère). 217.
Beauvais, 37.
Belan, 123, 124.
Belgique, 470.
Bellecour (place), 14, 15, 250 n., 311, 414.
Bellescize (Regnault de), 47 n., 130.
Beluze (Veuve), 482.
Belz, 174 n.

Benassès, 280.
Bergougnieux, 477.
Berlin, 196.
Bernard-Charpieux, 65, 123.
Berthélemy (H.), xv.
Bertholon (Marc-Antoine), xii, 69, 171, 280, 297-8, 349.
Besson, 478.
Bignan, 479.
Bigot de Sasselot (Robert), x, xii, 277-79, 287, 297, 309, 310, 339, 341, 344, 349-55, 359-60.
Billiat, 262.
Binet, 478.
Bittard des Portes (René), xv.
Blanc (Georges-Marie), 480.
Blanchet (François), iv.
Bloch (Camille), iv.
Bodin, 97, 98, 480.
Bodin (André), 37, 115, 116, 180.
Bodin (Charles), 37, 179.
Boilleau, 354.
Boissac (rue), 46, 188, 280.
Bonafocco, 479.
Bonaparte, xx, 31, 32, 109, 175, 217, 232 n., 254 n., 422.
Bonaparte (Lucien), 64, 195, 215, 219, 472.
Bonaparte (M^{me}), 430.
Bonaparte (place). Cf. *Bellecour*.
Bonhomme. xii, 447-59.
Bonnardel, 480.
Bonnet (P.), 481.
Bontoux (Jean), 300-1, 478.
Bony (Pierre), 481.
Bordeaux, 63, 64 n., 392, 435.
Bordeaux, octroi, 28, 42, 89, 464 n., 470.
Bosphore (le), 453.
Bossant, 98.
Bossant (Jacques), 37, 115, 164, 165, 180.
Bossans, 481.
Bouches-du-Rhône, 391.

Bourderoy, 357.
Bourg, 479.
Bousquet, 123.
Bout, 478.
Brac, xi, 2.
Branchot (Louis), 2.
Braun, 480.
Bréant, 278.
Bréant (Nicolas-Claude), 278 n.
Bregnot du Lut (Cl.), xv, 69 n., 122 n., 137 n.
Brest (Finistère), 232 n.
Bretagne, 470.
Brissolier, 357.
Brochié (L.), 479.
Bronds, 410.
Brossard, 357.
Brotteaux (Iles), 400.
Brun, 478.
Bruneau (J^{es}), 480.
Brunet, 273, 357, 477.
Brunet (Mus), 480.
Bruyset, xi, 309.
Bureaux de Puzy, 232 n., 287 n., 309, 341.
Butte (chemin de la), 49, 262-3.

C

Caillat (fils), 301, 458 n., 479.
Caillat (Veuve), 96 n., 479.
Caen (Calvados), 275.
Caire (Le), 31.
Calas, 477.
Cambon, cf. Cambou.
Cambou, 50, 266.
Caminet, 361 n.
Camus, 5.
Canot (Pierre-Marie), 276-7.
Cany (Seine-Inférieure), 277-8.
Carmélites (chemin des), 49, 263.
Carmonche, 357.
Carnot, 36.
Caron (Pierre), xv, 275 n.
Carré (H.), xv, 2 n., 1.
Cave, 262.
Chaix (Jean-Marie), 480.
Chaize (Veuve), 299.
Chalmas (les frères), 121, 134 n., 259.
Chalon-sur-Saône, 361, 370.
Chambeau, 480.
Chambéry (Savoie), 321, 399.
Chanal, 357.
Change (place du), 237.
Chanove, 262, 264-5.

Chappet-Vangel, ix, x, xii, 50, 108-118, 169, 260, 266, 281-379, 396, 401, 404, 409, 410, 417, 434, 443.
Chaptal, 105, 162, 177, 215-6, 473.
Charente-Inférieure, 217.
Chargnié, 479.
Chariot (Jean-Claude-Anthelme), 237-249.
Charité (la), hôpital, 22.
Charléty (S.), xv, xvi, 71 n., 196 n., 208 n., 273 n., 430 n., 431 n., 432 n., 436 n., 478 n., 479 n., 480 n., 481 n., 482 n.
Charpentier, 477.
Charrin, 290-1, 299, 303.
Chasselay (Rhône), 237.
Chasset, 68.
Chastaing, 479.
Chatard (B.), 482.
Château-Salins (Moselle), salines 38.
Chatel (J.), 37 n., 122 n., 430 n.
Chaux (Belfort), salines 38.
Chavanay (Loire), 237.
Chavance, 262, 264-5.
Chavassieux, 357.
Chavaud, 59.
Chazette Saint-Étienne, 46.
Chazottier, 477.
Chenaud, 478.
Chenaud (Louis), 478.
Chenereilles, 479.
Chevalier (Fleury), 480.
Chevron, 481.
Chine, 196.
Chirat (Charles-Bernardin), 97, 238, 244, 480.
Chorin, 264.
Chouly, ix, x, 38 n., 104-340, 344, 356, 388-89, 398, 406, 408, 411, 433, 443, 486.
Claret-Henrien, 47 n.
Claudet, 481.
Clavière (Louis-François), 358, 477.
Clerjon, xvi, 97, 479.
Clesté, 457.
Clugny, 2.
Coletta, 478.
Colin, 481.
Colliet, 478.
Comtat-Venaissin, 31.
Collombes (F.-L.), xvi.
Condentia, 477.
Condrieux (Rhône), 237.
Conflans (Haute-Saône), salines 39.
Constantinople, xviii, 31, 196.
Consulte Cisalpine (la) 254, 269.
Contamine (P.-F.) 478.
Convention (rue de la), 238.

Cordeliers (les), 48, 211, 281, 357, 441.

Cordier, 477.

Corson, 357.

Coste, xv.

Coste (Pierre), 97, 479.

Cotton, 166, 176, 259.

Coudere, 97, 122, 480.

Couturier, 479.

Couzon (Rhône), 324, 396.

Croix-Blanche (rue de la), 237.

Croix-Rousse (la), xvii, xx, 4, 10, 48, 49, 58, 59, 93, 137, 197 n., 263, 357, 397, 441.

Cross, 238, 244, 248, 249.

Cuïres (Rhône), 98.

Curis (F.), 480.

D

Dacier, 349.

Dalboussière (Ant.), 479.

Dallarde, 218, 465.

Dalloz (D.), xvi, 6 n.

Damoignac, 19.

Damour, 480.

Daresté de la Chavanne (Antoine), xii, 273, 274, 280, 312-4, 318, 320, 327, 344, 484-85.

Daresté de la Plagne (J.-J.), 274.

Daresté et Isnard (régie), v, x, 80, 194, 200, 204-6, 216, 267, 269, 271, 272-446, 465, 473-4.

Daresté-Lagore, 280.

Darier, 480.

Darnal, 479.

Daubigny, 481.

Dauphiné, 38, 417.

Davanne (Ch.), xvi, 21.

Debarge, 262.

Déchalvet, 46, 103.

Dechavanne, 122.

Declé, 357.

Defarge, 165, 167, 175, 176, 177, 179, 231, 232, 236, 240, 260, 297.

Defermon, 25.

Dégérando, cf. *Gérando*.

Déglise, 196 n.

Degray, p. 7.

Delacroix, (ministre des Affaires étrangères), 30.

Delaunay, 478.

Delaval (Pierre), ix, 216, 235-50, 462.

Delavigne, 477.

Delespinne, 134 n., 259.

Deleutre, 480.

Delisle (banque), 314-5, 328-9, 335-6.

Delisle (Lucien), x, 280, 312, 314, 315 n., 316-8, 327-8, 335-6, 483-86.

Demagneux, 361 n.

Denoyel, 122.

Dervieu de Villars, 14, 15.

Dervieux, 96 n., 237, 290, 301-2, 478.

Desarts, 479.

Des Cilleuls (A.), xvi, 23 n., 2.

Descorches (Marie), 31.

Desparos, 357.

Desprez, 74, 280, 349.

Detours, 477.

Deux-Maisons (rue des), 273, 352.

Devarax, 376.

Devillas, 133.

Deviterné (François), 236-7, 241, 246-7.

Deyrieu, 237, 239.

Dian (aîné), 74, 133.

Dierauer (J.), xvi, 32 n.

Dieuze (Moselle), salines, 38.

Dijon (Côte-d'Or), xxi.

Doerr (frères), 91, 405.

Doinel (Ch.), xviii, 465 n.

Donhiol, 357.

Doubs, salines, 38.

Drevet, 479.

Drevon, 447.

Dubeuf, 46, 124.

Dubost, 97, 480.

Duc, 477.

Duguit (L.), 108.

Duhesme (général), 311, 381.

Dupuis, 9, 19.

Duquaire, 477.

Durand, 123.

Duvand (Jacques), 478.

Dussap, 40, 248, 465.

Duvergier (J.-B.), xviii, 20 n.

E

Égypte, xx, 232 n.

Emery, 329, 332-3.

Epineville (Seine-Inférieure), 278.

Espagne, 215.

F

Fabre, 264.

Fantet (Jean), 478.

Faure (Claude), iii.

Faure (J.-M.-L.), xvii, 465 n.

Favier, 357.

Ferré (C.), xvii.

Feugère (E.), xvii, 104 n., 465 n.
 Feynier, 280.
 Fiard, 482.
 Figuet, 481.
 Fillion, 98, 478.
 Fitler, 479.
Fleurieu (maison), 46, 138, 280.
 Fleury, 478.
 Flory (Louis), 481.
 Foissac, 15, 17.
 Forest, 357.
 Forey, xii, xiv.
 Forrielle, 359.
Fourvières, 49, 93.
 Foyot (Louis), xxi.
 Frache (G.), 353.
 Frachon, 65, 66.
 Français de Nantes, ii, vi, vii, viii, 201,
 207, 217-20, 256 n., 272, 275, 283, 287,
 293, 311, 335-40, 344, 350, 366 n., 390,
 392, 401, 403, 419-25, 443, 444, 465-76.
Francfort, 431.
 Franchet, 327, 339.
Franchville (Rhône), 238.
 Fumel, 91.

G

Gaillard, 97, 357, 480.
 Galtier (F.), xvii.
Gare (la), pont, 49, 59, 281. Cf. *Perrache*
 (gare).
 Gaudin, 422.
 Gayon, xii.
 Genet-Bronze, 480.
 George (A.), xvii.
 Gérando (Benoît de), 237, 241, 244, 248.
 Gérando (Joseph-Marie), 238 n.
 Germain (Fleury), 478.
 Giguët, 46 n.
 Ginest, 357.
 Gineste, 482.
 Giraudier, 479.
 Giraud-Saint-Try, 65, 66, 123.
 Girod, 130.
Gironde (départ), 391.
 Girouard (A.), xvii, 465 n.
 Glaize, 66, 92, 262-5.
 Gleyze, cf. Glaize.
 Godemard, 478.
 Gonnard, 273, 274.
 Gonon (P.-M.), xvii.
 Gouge, 480.
Gourdon (Creuse), 30.
 Gourg (Jean-Baptiste), 481.

Gourguillon (section du), 13.
 Graff (Veuve), 91, 405.
 Grailhe de Montaima, 376.
 Grand, 357.
 Grand (A.), xvii.
 Grand (Marc-Antoine), 237, 239.
Grande-Côte (la), 13.
 Grangier, 47.
 Granier, 264.
 Gravier, 46, 280, 328-9, 485.
Greillon (le), 49, 281.
Grenoble, parlement, 38.
Grenoble (Isère), 321, 399.
 Greppaud, 189.
 Gresset (Pierre), 481.
 Grolier (place), 356.
 Gros (Veuve), 480.
 Guerre (Jean), vii, n., xii, xiii, xvi, 37-8,
 46, 58, 100-2, 106, 110, 118, 119, 120,
 121, 122, 123, 124, 180, 263-5, 311,
 319-20, 361, 364, 367-76, 390, 444.
 Guerre (Nicolas), 50, 121, 263-4.
 Guichard (M^e), xii.
 Guichellet, 479.
 Guieu, xii.
 Guigne (Georges); xviii.
 Guille (Claude-Henri), 238, 244, 248, 249.
 Guille (Fleuri), x, xii, xiv, 273, 274,
 352-57, 359-446, 454, 462.
 Guille (Société), 272, 345-446, 456, 474-5.
 Guillin, 65 n.
 Guillon (E.), xviii, 32 n., 33 n.
Guillotière (la), 3, 48, 98, 197 n., 237,
 262, 280, 441.
 Guilpart, 262, 264-5.
 Guinan ou Guinand, 46, 280, 315-8.

H

Hambourg, 431.
 Hanotiaux (G.), 217.
 Hauser (Henri), iv.
 Henry (André), 46, 280, 302, 357.
 Herriot (Edouard) xviii, 238 n.
 Hodieu, 164, 165, 188.
 Hodieu (A.), xviii.
Hospice des malades de la Patrie, 27.
Hôtel-Dieu (l'), 22, 23.
Hôtel de ville, 9, 14, 15, 16, 63.
 Hourcade (L.), xviii.
 Huguenin, 479.

I

Inde (l'), 51.
 Isambert, 161 n.

Isère (département), 36, 217, 225.
Isnard (Claude-Antoine), xii, 273-76, 280,
310-4, 316, 318-20, 342-4, 483-86.
Israel (Aaron), 248.
Italie, 196, 213, 417, 434, 455, 479.

J

Jacob, 264.
Jacobins (les), couvent, 63.
Jacquet (P.), 479.
Jacquier (L.), 478.
Jailly, 481.
Janier, 262.
Janthial, 259, 280.
Joannon, 238.
Joly (Antoine), 237, 273, 274.
Joly (Henry), iii.
Jordan (Alexandre), 239, 241, 244.
Jordan (Camillo), 238 n.
Josserand, 262.
Jossinet, 479.
Jourdain, 311.
Jousselmé (C.), 481.
Jouvencel (H. de), xviii, 274 n.
Jubin, 478, 481.
Jura, salines, 38.

K

Koch, 410.
Kramer, 405, 410.

L

Lacostat (F.-P.), 481.
Lacour, 478.
La Fauvelière, 116, 174 n., 180, 189, 249,
260-1.
Lafite-Pelleporc, 50, 115, 119, 120, 134 n.,
140 n., 216, 241, 245, 259, 263, 266.
Lahire, 262.
La Hougue (J. de), xviii.
La Jonquière (Cl. de), xviii, 232 n.
Lalleau, 357.
Lallemant, vi, vii.
Lallemant (Hector), 166, 176, 179, 180,
258-9, 262-5, 356, 443, 458, 462.
Lambert, 357.
Lambert (Daniel), 481.
Landelle, 357.
Landoz, 309.
Langon, 478.
Lanjalley (A.), xxi.
La Rochefoucauld, 21,

Lassaveur (Veuve), 478.
Laurencin (Jean-Espérance Blandine
de), 47 n., 123, 137 n., 138.
Lavater, 67.
Lavisse (E.), xv, xx, 2 n.
Lebœuf, 477.
Lebrun, 357.
Lebrun (consul), 421, 424, 470.
Lecourt-Lousmeau, 481.
Lecouteulx-Cantelen, député, 24.
Lécuyer, 478.
Ledet, ix, 315 n., 328-40, 342.
Lefebvre (R.), 458 n.
Leipzig, 196, 431, 435.
Le Monnier (Constant), 341.
Lentilly (Rhône), 237, 273.
Leoben, 31.
Léonard, 357.
Lestrade (L.-F.), xviii.
Levant, 196.
Limoges (Haute-Vienne), xvii.
Limonest (Rhône), 237.
Lion (Pierre-Joseph), 276-7, 344-5.
Livourne (comte de), 165 n.
Loire (département), 225, 417.
Loire-Inférieure, 217.
Lonchamp, 480.
Loras, 478.
Lorient (Morbihan), 232 n., 275.
Louchon (N.), 478.
Louis, 479.
Lunéville (traité de), 194, 429.

M

Mâcon (Saône-et-Loire), xvii.
Mailliet (J.-L.), 367.
Malassagny (Jean-Antoine-Pancrace),
237, 273, 274.
Malassagny (J.-B.), 237 n.
Malibran (H.), xviii, 16 n., 17 n.
Manécanterie (la), 63.
Mantel, 480.
Maquart (J.-B.), 236-7, 241.
Maradan (Pierre), 479.
Marcère (E. de), xviii, 31 n.
Marchand, 280.
Marchandel-Mathieu (J.-Antoine), 236.
Maret (Michel), 480.
Marichal (Robert), iii.
Marion (Marcel), ii, xix, 26 n., 390 n.,
391, 392, 419, 422 n., 424, 432 n.,
435 n., 460 n.
Marocco (G.), 479.
Marseille, 63, 64 n., 392, 435.

Marseille (octroi), 28, 42, 89, 465, 470.
Martel (J.), xix.
Martin, 262.
Martin (abbé J.-B.), xix, 69 n.
Martin (Louis), 46, 124.
Massios (P.), xix.
Mayet (J.-F.), 479.
Mayevre de Champvieux (Etienne),
 xiii, xx, 61, 67-8, 74, 77-82, 83, 134,
 156, 187, 196, 214, 344-5, 376, 392-94,
 460, 466.
Maynard (Louis), xix.
Mazerat, 405.
Mazuyer, ix, x, 45, 47 n., 130, 131,
 133 n., 134, 146, 148, 156, 238, 248,
 249, 311, 319-20, 346, 458 n.
Menoux (M^e), xiv.
Mestrallet (A.), 481.
Metzger (A.), xix.
Metzger (Paul), xix, 67 n., 130 n., 434 n.
Meurthe, salines, 38.
Michel, 97, 478.
Micol, 74.
Milan, 262, 264-5, 478.
Milan, 196.
Milanais, 32.
Mille, 480.
Millou (Jean-Louis), 237, 239, 241, 273.
Mioche, 480.
Moignat (île), 47.
Mollière (Ant.), 477.
Monfalcon (J.-B.), xix, 47 n.
Monnaie (rue de la), 59.
Mormier (H.), 108.
Monmorot (Jura), salines, 39.
Montanier, 481.
Mont-Blanc, salines, 38.
Mont-d'Or (le) (Rhône), 4.
Montlahuc, 273, 274.
Montpellier (octroi), 28, 42.
Morel (Jean-Antoine), 479.
Morin (J.), xvi, xix.
Morin (J.-C.), 479.
Mottet, 477.
Moulin, 60.
Mourgues (Scipion), 105, 216.
Moustiers, salines, 39.
Mogenvic (Moselle), salines, 38.
Moze, 345, 414, 418.
Muguet, 2.
Mulatière (la), 98, 281.

N

Najac (Benoît, Georges de), 60 n., 66,

67, 70, 165 n., 195, 232, 246, 249, 287,
 296, 323, 341, 430, 431, 432, 433.
Nantas, 97, 481.
Nantes (Loire-Inférieure), 217, 218, 392,
 419, 470.
Nantes (édit de), 196.
Napoléon, xx, 217.
Napolitains, 36.
Naudeau, 357.
Naudin (G.), xix.
Necker, 3.
Negret (rue), 59.
Ney, 32.
Nîmes (Gard), 275 n.
Nolhac (de), xi, xiii, 2, 7, 19.
Noyel, 47 n.

O

Olibo (X. E.), xix, 1 n., 42 n.
Orléans (Loiret), 392.
Oullins (Rhône), 14, 237, 239, 273.
Ozanam, 97, 481.

P

Pagès, 480.
Paillasson (M.), 482.
Palermo de Savy, 10, 22 n.
Parent-Munet, 65, 361, 365.
Paris, ii, 63, 64 n., 107, 157, 162, 236,
 247, 256, 274-8, 296, 304, 310-4, 392,
 402 n., 405 n., 409, 435.
Paris, octroi, i, xvii, xix, 3, 4, 21, 28,
 39-40, 42, 53, 54, 55, 89, 104, 106,
 143, 144, 157, 218, 220, 423, 465, 468,
 470, 472-3.
Pariset (E.), xx, 71, 94 n., 431 n., 432 n.,
 435 n., 436 n., 477 n.
Pariset (G.), xx, 64 n., 213 n., 267 n.,
 435 n.
Parrayon (Claude), 237.
Parthon, 218, 465.
Pascal, 481.
Passy (Seine), 277.
Peccais (Gard), 275 n.
Peillon (J.), 97, 481.
Pelleporc, cf. Lafite.
Pelzin, 447.
Penthièvre (dragons de), 17, 266.
Peretti (Jean), 481.
Pernety, 357.
Pernolet, 478.
Pernon (Camille), xx, 37, 104 n., 122 n.,
 133, 149, 180, 430.

Perrache (barrière), 4, 48, 280, 281, 321, 441.
Perrache (Cie), 47, 130, 137.
Perrache (gare), 48, 137, 441.
Perrache (Michel-Antonin), 47.
Perret, 358.
Perrin, 50, 108, 262, 264, 477.
Perrin (Ed.), xx.
Perrin (Pierre-Théodore), 237.
Pesse (Joseph), 479.
Peyronny, 123.
Philipon, 122.
Piémont, 196, 417, 430.
Pierre-Scize, 16, 17, 49, 262, 281.
Pistre, 480.
Pitt, 357.
Pizay (rue), 237.
Plantin (Nicolas), 479.
Plâtre (rue du), 259.
Plouvyé-Saint-Laurent, 29, 35, 46, 50, 52, 55, 57, 103, 116, 180, 188, 260-1.
Poidebard (A.), xx, 37 n., 122 n., 430 n.
Pointet (I.), xx.
Poirier, xii.
Poirieux, 263.
Pologne, 31.
Pomaret, 354.
Ponthion (Marne), 236.
Pont-Morand, 48, 108, 263, 441.
Porral (B.), 237, 244, 276, 311, 341, 352-54, 374-75.
Porte-Froc (district), xviii, 8.
Prat (Jacques), 479.
Prodon, 477.
Prudent, xii, 434 n., 447-60.
Puits-Gaillet (rue du), 273.
Puitspelu (Nizier du), xx.
Pupier, 189, 481.
Pupier (Pierre), 477.
Puy (Balt.), 479.
Puygsech, 29, 46, 120, 134 n., 263.

Q

Quarantaine (la), 59.
Quatre-Nations (hôtel des), 273.
Quevremont, 477.

R

Rambaud-Brosse, 262-5, 296, 352 n., 355 n.
Rasse, 272-76, 280, 310-20, 325, 327-8, 331-44, 352-53, 375, 398, 401, 407, 443, 483-86.

Rast, 2.
Recamier (Pierre), 481.
Regard, 345, 414, 418.
Regny (Alexis-Antoine), 97, 98, 478.
Relieu, 478.
Rennes (Ille-et-Vilaine), 141.
Revel, 277.
Révérend (vicomte A.), xx, 232 n., 238 n.
Revoil, xx.
Rey, 477.
Reymond, 481.
Rhône (le), 47, 48, 210-1, 400.
Rhône (départ.), 391.
Ribaud, 357, 480.
Ricard, 357.
Ricard, fils aîné, 36, 115, 116, 180.
Ricard (Georges), xiv, 29, 36, 37, 38, 42, 51, 52, 53, 56, 57, 180.
Ricard (Georges-Antoine), 36, 180.
Ricard (régie), v, ix, x, 25-220, 239, 244, 249, 253, 258, 259, 260, 263, 265, 266, 269-71, 280, 293, 353, 372, 390, 401, 405, 411, 428, 444, 461-62, 472.
Ricard de Séalt, 36.
Richard, 97, 478.
Richard (Gabriel), 479.
Riche, 262.
Riffaterre (C.), xx, 66 n., 217 n., 237 n., 238 n., 273 n., 329 n., 477 n., 478 n., 479 n., 480 n., 481 n.
Rigollet (François), 477.
Rivière (Antoine), 237.
Robert (Joseph), 479.
Robinot, 481.
Rocard, 130, 131, 134, 146.
Roccofort, 478.
Roche (l'homme de la), 11.
Rocquain (Félix), xxi, 60 n., 195 n., 232 n.
Roland (M^{me}), 67.
Romanet, 478.
Rombau, 481.
Rome, 36.
Roque (Louis), 480.
Rosier-Manieux, 74.
Rosset, 309.
Rostain (J.), 481.
Rouen (Seine-Inférieure), 144, 193, 277-8.
Rousseau, 480.
Roussel, 262-3.
Roux (F.-Charles), xxi, 31 n.
Roux, 478, 479.
Roux (Jean-Pierre), 273, 274.
Royale (place), 4.
Rumford, 208.
Russie, 436.

S

Sabonadière (Jean-Scipion), 275 n.
 Sabonadière (Scipion), 273-76, 310, 312, 325, 484-85.
 Sagnac (P.), xv, 2 n.
 Sain-Rousset, 66-7, 70, 71, 201, 207, 221, 239, 241 244, 246, 248 n., 249, 271, 274, 282, 309, 313 n., 343, 346, 361, 365, 377, 378, 379 n., 402, 406, 419, 442.
 Saint, 133.
 Saint-Antoine (port), 301.
 Saint-Aubin-sur-Mer (Seine-Inférieure), 278.
 Saint-Clair (porte), 3, 48, 61, 441.
 Saint-Clair (Rhône), 98.
 Saint-Etienne (Loire), 196.
 Sainte-Croix (marquis de). Cf. Descorches.
 Sainte-Hélène (rue), 103.
 Saint-Georges (porte), 4, 48, 116, 117, 442.
 Saint-Jean (port), 290.
 Saint-Julien-en-Bajolais (Rhône), 274.
 Saint-Just (porte), 4, 10, 48, 122, 125, 137, 361, 442.
 Saint-Laurent (église), 8.
 Saint-Légier, 280.
 Saint-Martin-aux-Burneaux (Seine-Inférieure), 279.
 Saint-Nizier (place), 237.
 Saint-Pétersbourg, 196.
 Saint-Pierre (abbaye), 232 n.
 Saint-Symphorien-le-Château (Rhône), 274.
 Saint-Vincent (quartier), 8 n.
 Salines de l'Est (les), 38-39, 157.
 Salomon, 248.
 Saltz, salines, 38.
 Saône (la), 4, 10, 16, 48, 49, 349, 400, 414, 417.
 Saône (quai de), 273.
 Saône (Haute-), salines, 38.
 Saône-et-Loire, 225, 238, 310.
 Sasselot (Seine-Inférieure), 278-9.
 Saumur (Maine-et-Loire), xvii.
 Sauzay, 481.
 Say (Léon), xxi.
 Scherb, 479, 480.
 Seine (départ.), 391.
 Seine-Inférieure, 391.
 Serin (barrière), 16, 48, 321, 349, 441.
 Serin (Rhône), 98.

Seriziat (général Charles), 36, 273 n.
 Seriziat (Joseph), 273.
 Seriziat (Laurent), 480.
 Sermaize (Marne), 236.
 Sève, 58.
 Siméan, 273, 274.
 Simian, 480.
 Siren (Joseph), 237.
 Smith (Adam), 373.
 Sonnemberg (régiment de), 16.
 Sorel (Albert), xxi, 31 n., 32 n.
 Soubry, 262, 264-5.
 Sourdeval, 232 n.
 Sourdillon, 479.
 Sourine, 478.
 Spech (Georges), 91, 405.
 Steyert (André), xxi, 232 n.
 Stockholm, 31.
 Stopfer, 33.
 Stourm (R.), xxi, 6 n., 51 n., 391 n., 432 n.
 Strasbourg (Bas-Rhin), 321, 392, 399.
 Struntz, 2.
 Suchet (général), 37, 311.
 Suède, 31.
 Suisse, xvii, xviii, 32, 51.

T

Talon, 478.
 Terme (Jacques), 237, 273, 274.
 Terrasse-Lesablière, 47, 188, 189, 192, 248 n., 249, 261, 315.
 Terreaux (place des), 9, 14, 15, 128.
 Terrebasse (Rigod de), 67.
 Terret (J.-Ch.), xxi, 46 n., 329 n.
 Tête d'Or (la), 211.
 Thévenin, 482.
 Theynier, 332, 341, 345.
 Tissier (Th.), xxi.
 Toalieux (Jean), 237.
 Toulon (Var), 232 n.
 Tourette (chemin de la), 49.
 Travi, 481.
 Travi (Jacques-Antoine), 236, 241.
 Trescaze (A.), xxi.
 Trion (rue de), 237.
 Turgot, 2 n.
 Turin, 196, 392.
 Turkey (Elie), xxi.
 Tyssier, 345.

U

Ugenaud, 478.

V

Vacassy, 276, 290-1, 310, 312, 316-8,
323, 324, 484-85.
Vaesen (J.), xix, 434 n.
Vagner, 263.
Vaise (porte), 4, 10, 48, 49, 122, 125,
263, 321, 442.
Vaise (Rhône), 98, 197 n.
Valais (le), 32.
Valette (M.), xxi.
Valin, 357.
Vallet, 482.
Velay (L.), 481.
Verand, 481.
Verninac de Saint-Maure (Raymond),
xiv, 30-35, 41, 51 n., 66, 138, 165 n.,
186, 195, 196, 197, 231 n., 250 n., 430.
Versailles (Seine-et-Oise), 392.
Vetter, 477.
Veules (Seine-Inférieure), 277.
Vial, xiv, 33 n.
Vial (Jean), 97, 482.

Vieille-Monnaie (rue de la), 59.
Vienne (Rhône), 4.
Vignet, 280.
Vingtrinier, 65, 66.
Vinzel (Saône-et-Loire), 276.
Vitet (Louis), 22 n.
Viry-le-François (Marne), 236.
Vouillemont, 481.

W

Wahl (Maurice), xxi, 2-4 n., 8-19 n.,
22-3 n., 52-3 n., 65 n., 67 n., 122 n.,
238 n., 273 n., 274 n., 329 n., 350 n.,
478 n., 479 n., 480 n., 481 n., 482 n.
Wilhermoz, 58.

Y

Yger, 277.
Yvon, 280.

Z

Ziadel, 478.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	I
BIBLIOGRAPHIE	v
CHAPITRE PREMIER. — La suppression des octrois	1
CHAPITRE II. — La Régie Ricard (5 fructidor an VIII- 11 fructidor an IX).	25
§ 1. — Le rétablissement de l'octroi sous forme de régie inté- ressée	25
§ 2. — Installation, organisation, règlement, administration et personnel	42
§ 3. — Les taxes sous la Régie Ricard.	50
§ 4. — L'opposition	62
1 ^o Le Conseil municipal.	63
2 ^o Les commerçants	91
3 ^o Le Commissaire du Gouvernement.	103
§ 5. — La révocation du traité de la C ^{ie} Georges Ricard par le Ministre.	162
§ 6. — Les résultats obtenus sous la Régie Ricard.	182
CHAPITRE III. — La Régie Delaval.	221
CHAPITRE IV. — La Régie simple de la ville (12 fructidor an IX-30 ventôse an X).	258
CHAPITRE V. — La seconde Régie intéressée (1 ^{er} germinal an X-21 mars 1807).	272
§ 1. — La Société Dareste, Isnard et Rasse	272
§ 2. — La Régie Guille	345

§ 3. — Le caractère de l'octroi sous cette régie	379
1° L'augmentation des tarifs	380
2° Les perfectionnements de la fraude	396
3° La guerre de la bière	402
4° Le régime du transit	411
5° L'octroi fermier général de la République et de l'Empire.	418
§ 4. — Le rendement des taxes et les résultats de la seconde régie intéressée	425
CHAPITRE VI. — Les réactions de l'opinion publique. . . .	447
CONCLUSION.	461
PIÈCES JUSTIFICATIVES.	477
TABLE DES NOMS CITÉS	491

VU LE 20 AVRIL 1936 :

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

H. DELACROIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

